U d'/of OTTAWA
39003002042678

Universitas
BIBLIOTHECA
Ottaviensis

RECUEIL

DES

ANCIENNES COUTUMES DE LA BELGIQUE

PUBLIÉ

PAR ORDRE DU ROI,

SOUS LES AUSPICES DU MINISTRE DE LA JUSTICE,

PAR LES SOINS D'UNE COMMISSION SPÉCIALE.

COUTUMES

DES

PAYS ET COMTÉ DE FLANDRE

QUARTIER DE BRUGES

COUTUMES DES PETITES VILLES ET SEIGNEURIES ENCLAVÉES

TOME I.

ARDENBOURG. BIERVLIET. BLANKENBERGHE

PAR L. GILLIODTS-VAN SEVEREN,

DOCTEUR EN DROIT, MEMBRE DE LA COMMISSION ROYALE POUR LA PUBLICATION DES ANCIENNES LOIS ET ORDONNANCES DE LA BELGIQUE ET DE LA COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE.

BRUXELLES,

FR. GOBBAERTS, IMPRIMEUR DU ROI,

RUE DE LA LIMITE, 21.

1890

DH
403
.R3
II-6
1890

QUARTIER DE BRUGES.

COUTUMES

DES

PETITES VILLES ET SEIGNEURIES ENCLAVÉES.

Digitized by the Internet Archive
in 2012 with funding from
University of Toronto

http://www.archive.org/details/coutumesdespayse01belg

PRÉFACE.

Nous commençons avec ce volume la publication de la quatrième partie des Coutumes du quartier de Bruges, celles des petites villes (*smalle steden*) et des seigneuries enclavées.

Dans ce long itinéraire, la seule marche que la raison peut justifier, consistait à suivre l'ordre alphabétique, sous peine de nous lancer dans des classifications arbitraires ne reposant sur aucune base historique.

En dépit de laborieuses recherches, plusieurs coutumes dont nous avions ressaisi la trace, comme celles de Ghistelles et d'Oudenbourg, n'ont pu être retrouvées ; d'autres, comme celle de Damme, furent oblitérées depuis des siècles et remplacées par celles du chef de sens.

Cependant quelques coutumes locales présentent un grand intérêt, soit à cause de leur ancienneté, soit à raison de leur caractère original ; nous avons cru utile de les accompagner

d'une introduction abrégée, servant de commentaire et destinée spécialement à faire ressortir les points les plus saillants.

Une aride nomenclature de textes, rentrant d'une manière littérale dans le cadre d'un receuil, ne suffisait pas, ce nous semble, pour mettre le lecteur au courant de la portée de cette législation si mélangée et parfois si bizarre, qui marque, pour ainsi dire, les diverses étapes de la science du droit et de la civilisation. Si notre travail, aussi condensé que possible, offre des lacunes, il aura du moins cette utilité d'éveiller l'esprit d'investigation en plaçant quelques jalons sur une route parsemée d'écueils.

COUTUME

DE LA

VILLE D'ARDENBOURG.

INTRODUCTION.

La Coutume d'Ardenbourg, homologuée et décrétée le 29 septembre 1681 par les États Généraux des Pays-Bas, a été imprimée trois fois; voici le sommaire bibliographique de ces trois éditions.

I. Petit in-4°, relié en vélin, se composant de 6 pages non numérotées (titre et octroi d'impression), 84 pages de texte, 4 pages non numérotées du *register* ou table des matières, et intitulé :

Costumen en privelegien der Stad en Schependomme van Aardenburg. — Tot Vlissingen. Gedruckt by Andries Schot, Ordinaris Stads-Drucker, woond op de Beurs. Anno 1682.

II. Petit in-4°, relié en vélin, se composant :

a) D'un livre comprenant 6 pages non numérotées (titre et octroi d'impression), 90 pages de texte, 4 pages non numérotées de *register* ou table, et intitulé :

Coustumen en Privilegien der Stad en Schependomme van Aardenburg. Naaukeurig en van de menigvuldige Fouten in den Druk van 1682 ingeslopen gezuyverd. — Te Middelburg. Gedrukt by Anthony de Winter, Boekdrukker en Papier-verkooper, woonende in de lange Giststraat, 1743.

b) D'un livre comprenant 4 pages non numérotées (titre et préface), 19 pages de texte, intitulé :

Politycque Wetten en Ordonnantien der Stad en Schependomme van Aar-

denburg. — Te Middelburg. Gedrukt by Anthony de Winter, Boekdrukker en Papier-verkooper, woonende in de lange Giststraat, 1743.

III. Petit in-4°, reliure moderne, se composant :

a) D'un livre comprenant 6 pages non numérotées (titre et octroi d'impression), 85 pages de texte, 3 pages non numérotées de *register* ou table, et intitulé :

Costumen en Privilegien der Stad en Schependomme van Aardenburg. — Derden druk. Te Middelburg. Gedrukt by Levinus Moens, Boekdrukker en Papierverkooper in den Langendelft, 1778.

b) D'un livre comprenant 2 pages non numérotées (titre), 16 pages de texte, 1 page de *register* ou table, et intitulé :

Politique wetten en ordonnantien der Stad en Schependomme van Aardenburg. — Tweeden druk. Te Middelburg. Gedrukt by Levinus Moens, Boekdrukker en Papierverkooper in den Langendelft, 1778.

c) D'un livre comprenant 27 pages de texte, dont la première porte le titre suivant :

Ordonnantie op den Brand, Gemaakt by Bailliu, Burgmeesters en Schepenen der Stad en Schependomme van Aardenburg; vervat in drie deelen. — Te Middelburg. Gedrukt by Levinus Moens, Boekdrukker en Papierverkooper in den Langendelft, 1778.

Tous ces livres étaient ornés, sur le titre, des armoiries de la ville d'Ardenbourg gravées sur bois.

La Coutume ancienne, telle que nous avons pu la reconstituer par une heureuse découverte, se compose principalement de trois pièces : 1° une charte latine, dont il reste à fixer la date ; 2° un cahier complet de la Coutume primitive; 3° un code ou formulaire de procédure intitulé : *Bouc der tale en wedertale.*

Comme appendice à la Coutume primitive, il convient d'ajouter la liste des Vérités générales, dites *Duergaende waerheden,* qui fut amplifiée par celle des enquêtes des corporations de métiers, sous ce titre : *Bezouckers van den Ambachten.*

Ces diverses sources se complètent par des chartes d'octroi et de confirmation de privilèges, traitant des points de droit civil ou pénal, public ou privé (1).

La charte latine est intitulée : *Hee sunt consuetudines Ardenburgensium* (2). Elle a été publiée par Warnkœnig, d'après une copie fautive ; et reproduite par Dresselhuis.

Le rouleau de parchemin, au bas duquel elle est inscrite, porte cet en-tête :

« Hee sunt privilegia Ardenburgensium a domino Roberto bone memorie comite Flandrie et alijs predecessoribus domini mei, domini Ludovici nunc comitis Flandrie Nivernensis et Rethellenensis (concessa) (3) ; qui Ardenburgenses multa pericula corporalia passi sunt et dampna in bonis vera

(1) Nous devons une mention spéciale pour l'ordonnance du 17 octobre 1330 et le règlement du 17 septembre 1576. La première imposée par Louis de Nevers après la soumission de la Flandre vaincue à Cassel, est identique à celles qui furent décrétées pour les autres petites villes voisines; on trouvera le texte complet dans le cahier de la Coutume de Damme; et il suffisait pour notre travail d'en donner ici l'analyse. Le règlement de 1576, œuvre de compilation du greffier de Kempenare, outre quelques points de droit civil, contient une quantité de dispositions relatives à la police et aux corporations de métiers. Nous n'avons pas cru pouvoir le mutiler; et de même que pour la liste des Vérités générales, nous avons reproduit le texte original tout entier, mais sans traduction. Enfin, nous ajoutons sous forme d'Appendice, un état des fiefs de l'*ambacht* d'Ardenbourg, extrait du registre aux Dénombrements de fiefs de la cour princière du Bourg de Bruges de 1435.

(2) L'ancienne dénomination de la ville était *Rodenbourg*. Nous ne dirons pas les fables, qu'on a imaginées pour en trouver le sens et l'étymologie. Voici ce que M. Vorsteman, *Catal.*, p. 3, écrit au sujet du changement de nom : « Omstreeks het laatst der XIIe eeuw begon de naamsverandering van *Rodenborch, Rodenburch, Rodenburg*, in *Ardenborg, Aerdenburch, Ardemburg*. Charters van 1201, 1238, 1242, 1252 en alle na 1268 spreken van *Ardenborg; Rodenburg* heet de stad in stukken van 1226, 1243, 1244, 1246, 1262, 1268, alle in 't archief aanwezig. » Cfr. Dresselhuis, *Oud. Aard.*, t. Ier, p. 10. Cet auteur a reproduit trois sceaux ovales de 25, 45 et 75 mill. Le premier représente un *burg*, avec porte au centre, surmonté de trois tourelles et la légende : ✝ S. DE RODENBORCH. Le second un double *burg*, dont l'antérieur est flanqué de sept et le postérieur de trois créneaux, avec un pont à droite défendu par une échanguette crénelée et attaché par deux ancres à l'avant-corps, et la légende : ✝ SIGNVM SCABINORVM · DE RODEBVRCH. Le troisième est identique au précédent, sauf la légende : ✝ SIGILLVM · BVRGENSIVM · DE RODENBVRG. Le second seul est encore conservé aux Archives de la ville.

(3) Ce mot est omis ; nous avons cru pouvoir le suppléer.

computatione facta usque ad viginti milia (1) parisiens, pro fidelitate domini comiti observanda, cum a Brugensibus et illis de Franco et suis sequentibus XVII septimanis ferocissime insultarentur; et in sua feritate longo tempore perseverantes in legem Juliam maiestatis (2) unanimiter peccaverint, sangwinem domini effundentes, necnon dominum in sua prisione (3) tenentes, quoque de fortalicijs nostris et pluribus alijs bonis suam haberent voluntatem; hinc villam nostram cum maxima potentia armatorum possiderunt, bannientes sapientiores et ditiores et quos credebant amicos domini esse; ut sic violenter villam nostram possiderent, quam possessa bona nostra ad villam nostram pertinentia deportaverint et adhuc tenent; deinde in sua malitia prosequentes, timorem domini postponebant, atrocissime ecclesiam Virginis gloriose igne et armis destruendo (4), et tandem sangwine undecim sapientum de villa nostra qui amici domini Ludovici comitis essent, miserabiliter violarunt; nec hoc suffecit, sed oportuit illos sic ecclesiam violantes, vestiri veste singulari, ut ex predicto facto notabiles aparerent; et ad solutionem vestium predictorum sexaginta et decem libras antiquorum grossorum a villa nostra extorserunt, et triginta libras grossorum pro expensis suorum scabinorum; nunc autem de omnibus forefactis suis, tam in Curtraco quam alibi perpetratis, nos taliare volunt; quod inspiciens rationem, prout puto, pati non deberet, cum participes delicti non eramus. Sitis ergo, domine reverende, supplicamus, memor facti jam dicti, ut talis veniat boni remuneratio, quod quilibet ad benefaciendum in perpetuum poterit invitari. »

Sur le dos on lit l'annotation suivante, en écriture de l'époque :

« Hee sunt consuetudines antique Ardenburghgensium et privilegia eorum; et continentur hic petitiones quedam, pro quibus dicti Arden-

(1) Sous entendu : librarum.

(2) Ad legem Juliam Majestatis, Cod. lib. 9, tit. 8.

(3) Bas lat. pour carcere.

(4) Ces attentats reçurent leur châtiment : *Voy.* la pièce du 2 février 1331 que nous publions ci-après n° XVIII.

burghgenses secuti sunt dominum meum, dominum Comitem Flandrie, bene duobus annis continue sine responsione circa. »

La notice qui forme l'en-tête, est suivie de la copie de neuf chartes de privilèges rangées dans cet ordre :

I. 27 janvier 1318 (v. st.). Concession du droit de balance.

II. 12 juin 1279. Octroi d'exproprier des terres pour l'endiguement de l'Eede.

III. Juillet 1275. Extension des privilèges de commerce d'Ardenbourg à Slepeldamme.

IV. Janvier 1243. Concession du creusement d'un canal maritime.

V. Février 1244. Confirmation de la charte qui suit.

VI. Mai 1228. Affranchissement du tonlieu de Damme.

VII. 13 avril 1325. Ceux d'Ardenbourg ne doivent contribuer aux amendes imposées à Bruges et au Franc.

VIII. 4 avril 1323. Pardon du comte et confirmation des franchises d'Ardenbourg.

IX. 13 avril 1325. Nul ne peut être échevin s'il n'est bourgeois.

Voici les notes marginales qui les accompagnent :

I. Cis de Bruges ont privilleges contre ceci, se porra cis demorer en generalite, sauf le droit dautrui, senz approuver ne reprouver.

II. Encor puet cis passer, ensi cue comme cis devant escript.

III. Je dote de ce premier point que cis neusent des communs privilleges dou Franc. Le point darenier je nen croie ni le cest que le pussent faire deas.

IV. Videatur quoque littera satis cellerabilis (?)

VI. Privilegia telonei non solita.

VII. Ceci ne va riens, quar y ne dient unques riens; eus fut pardonne par la delivrance de monsigneur de prisson.

VIII. Cete lettre est passee.

IX. Ce poinz est a amender.

Quelle est la date de notre charte de coutumes? Warnkœnig la fixe

vers 1328; Dresselhuis la recule jusqu'à 1334 (1). Ces deux auteurs sont d'accord pour y voir le fonds de la plus ancienne cuere d'Ardenbourg, avec les modifications qui étaient proposées par la commune d'une part, et le conseil du prince de l'autre; les premières comprises dans le texte même, les secondes dans les annotations en marge.

Partant de ce point, il semble essentiel de déterminer quels étaient les articles contenant les amendements proposés par la commune; les autres formeront le dispositif de la cuere primitive.

Or, la forme de la rédaction et la déduction des motifs indiquent clairement ces propositions; les articles 4, 8, 35, 36, 38, 39 et 43 revêtent le mode d'une *pétition* au souverain, dans le sens d'une révision de ce qui existait, ou d'un complément à l'effet de combler une lacune. Le conseil accueillit ces demandes, puisque l'apostille porte les mots : *emendetur, ordinetur*. Elles avaient pour objet :

Art. 4. Le salaire du sergent. — Art. 8. Le remplacement des deux écoutètes héréditaires par un bailli. — Art. 35. L'exécution d'étrangers. — Art 36. L'abornement de la juridiction pour atteindre les malfaiteurs étrangers. — Art. 38. La peine de la rupture de ban à charge des bannis par la *duerginghe warede*. — Art. 39. L'imposition de résidence aux étrangers brugeois pour jouir de la bourgeoisie de cette ville. — Art. 43. L'exclusion des gens de métier de l'échevinat, à moins qu'ils soient membres de la hanse de Londres.

On aura remarqué la large part réservée aux étrangers dans cette liste d'innovations. Que s'était-il donc passé? Une insurrection, dont les détails sont peu connus, avait éclaté à Bruges en 1279, excitée par les familles

(1) Cette dernière date doit évidemment être écartée. L'ordonnance du 17 octobre 1330 règle et confirme tous les points de la coutume d'Ardenbourg et elle ne contient pas moins de 119 articles. Comment admettre que les échevins auraient présenté en 1334, ou que le comte aurait confirmé à cette date, une législation aussi embryonnaire que la charte latine, et après que le comte leur eût octroyé, quatre ans auparavant, une cuere aussi développée et si bien agencée? Le contraste est trop frappant pour ne pas mettre à nu l'impossibilité d'un enchaînement logique entre les deux actes.

puissantes des Priem, Lam et Dauwilt, qui se plaignaient d'avoir été dépouillées par les ordonnances du comte, abolissant certains droits, dont elles avaient le monopole. Le peuple se mit en armes : Gui Dampierre somma vainement la ville et les maîtres qui la gouvernaient de se soumettre ; il dut les réduire par la force. Ces troubles avaient porté leur fruit. Les négociants de la hanse, donnant le signal du départ, transférèrent à Ardenbourg leur comptoir et l'entrepôt ou *étaple* de leurs marchandises ; les Anglais et d'autres nations les suivirent (1).

Cette migration amena à Ardenbourg, avec le développement du commerce, une vie nouvelle, qui eut son influence sur les relations civiles et judiciaires.

Gui la favorisa, dans un accès de ressentiment contre Bruges, et accorda aux hanséates qui se fixeraient à Ardenbourg, de grandes immunités (2).

Ainsi s'expliquent, croyons-nous, l'insertion dans le projet de *cuere,* des articles précités, et l'allusion faite par l'article 43 à la guerre des métiers qui avait agité le pays.

L'article 8 mentionne l'absence de la ville de l'écoutète, Gérard de Moor.

Il serait difficile, à défaut d'un itinéraire complet de ce personnage, de justifier le fait de cette absence à une date bien déterminée. Nous savons qu'il fut absent en juillet 1297 et qu'il partit alors pour l'expédition de France (3) ; que plus tard, il accompagna le comte Gui à Paris et fut un des cinquante chevaliers flamands que Philippe le Bel, par une flagrante violation du droit des gens, fit jeter en prison et retenir en ôtage (4).

(1) Hohlbaum, *Hansich Urkundenb.*, t. Ier, n° 862, 865, 875-77, 891. *Hanserecesse*, t. Ier, pp. 8-15 ; 44-48.

(2) Charte du 26 août 1280. Arch. de la ville d'Ardenbourg. *Perkament en register,* fol. 4. *Bouck met den knoop*, fol. 42-44. Kluit, *Hist. critica comitatus Holl. et Zeeland.*, t. II, p. 827. Warnkoenig, *Flandr. Staats und Rechtsgesch.*, t. II, part. 2, docum., p. 45. « So war demnach Ardenburg, dit cet auteur, am Ende des dreizehten Jahrhunderts die zweite Handelsstadt Flanderns. »

(3) Dans un compte de cette expédition, on lit : « Monseigneur Gerard le Mor, avoech lui chevaliers monseigneur Sohier de Gand, monseigneur Gobert de Harleville, monseigneur Pieron de Utkerke, pour viij jours, cviij lb. iijs. x den. — Encore pour vij nuits, lxij lb. xij sol. » Warnk., *Hist. de Fland.*, t. II, p. 519.

(4) Despars, *Chron. van Vlaend.*, t. II, p. 52. Jan van Dixmude, *Chron.*, p. 155. D'après Gilles li Muisis,

Cependant l'écoutète revint en Flandre et son nom se retrouve dans des actes postérieurs (1) ; mais son absence n'est nullement démontrée, et l'on se voit réduit à la supposer, comme le fait Dresselhuis.

Nous avons à examiner la seconde partie de la charte, c'est-à-dire les trente-six articles qui représentent la *cuere* primitive.

Ils se divisent en deux catégories : les articles 1 à 3, 5 à 7, 9, 33, 37 et 42 se rapportant à l'organisation administrative et judiciaire ; — les articles 10 à 30, 32, 40 et 41 traitant de matières criminelles.

Cette dernière catégorie ne donna lieu qu'à des observations de légère importance de la part du conseil. La peine arbitraire édictée à l'article 17 paraît trop douce ; celle de l'article 28 trop rigoureuse. Deux articles, 10 et 40, tombent sous le coup de la réprobation, et tendaient peut-être à introduire des nouveautés.

En présence de ce résultat et de la reproduction des *cueres* de Gand, Bruges et Ypres, l'on pourrait affirmer que ces dispositions formaient le droit pénal de la Flandre (2).

Passons à la première catégorie.

Chronicon (éd. Goethals), p. 57, Gérard de Moor aurait été enfermé au château de Monleheri, avec Gérard Douverbos et Jean de Lembeke.

(1) Entre autres, le traité de paix de juin 1305, entre la France et la Flandre, si tristement célèbre sous le nom de traité d'iniquité, et où Gérard de Moor figure comme plénipotentiaire du comte Robert. *Voy.* notre *Invent. des chartes de Bruges*, t. Ier, pp. 195, 201, 202, 278. Nous avons donné la description du sceau du chevalier de Moor, qualifié de seigneur de Wessenghien ou Wisseghem en ces termes : Scel équestre, représentant un chevalier armé de toutes pièces ; ses armes portant six coquilles posées trois, deux et une, sont reproduites sur son bouclier et sur le caparaçon du cheval. « ✠ S' GHERARDI : MOOR : (mili) TIS » Cfr. Demay, *Sceaux de Flandre*, n° 1365, t. Ier, p. 167. Cet auteur décrit un autre sceau de Gérard de Moor et celui de sa femme Adèle en ces termes : Écu à la croix ancrée, dans un encadrement gothique. «. GRART LE. MOR . CHEVALIER » Dame debout, soutenant de la main droite un écu à la croix ancrée et de la gauche un écu bandé de six pièces. « ✠... E. FRAVWE. HEDEL. SMOERS ». Ces empreintes sont appendues à un acte par lequel Gérard de Moor et Adèle sa femme rentrent en grâce auprès du comte de Flandre et lui donnent un manoir à Ardenbourg, avec un droit sur le tonlieu de cette ville. Daté de Bruges, 9 février 1330.

(2) Warnkoenig fait ressortir la concordance qui existe entre les articles 13 à 34 et ceux des cueres de Gand, Bruges et Ypres. Cette similitude ne résout pas la question de priorité d'aucune manière et ne permet de tirer logiquement d'autre conclusion que celle que nous avons consignée.

L'article 1er fut de tout temps un point fondamental du droit constitutionnel flamand.

L'article 2 correspond à l'octroi de Gui Dampierre à la ville de Bruges du 15 mai 1297 (1).

L'article 3 correspond à l'octroi du 4 août 1297 (2).

L'article 5, à l'article 9 du cahier des plaintes des Brugeois de 1280 (3).

L'article 6, aux articles 1er et 24 de la deuxième cuere de Bruges de 1280 (4).

L'article 33 est la reproduction littérale de l'article 22 de la première cuere de Bruges de 1180 (5).

L'article 37 relatif au chef de sens était une règle d'organisation judiciaire dont l'origine est inconnue.

L'article 42 semble une innovation, et pour ce motif, sans doute, est rejeté par le conseil.

Reste l'article 7. qui forme le nœud gordien de la question.

Trois points de repère sont à noter dans ce texte : le rappel du privilége concédé récemment, *noviter ;* le siége d'Ardenbourg par les insurgés de Bruges et du Franc ; l'apostille en marge.

Et d'abord quel était ce privilége récent? Dresselhuis (6) pour justifier son système, a recours à une interprétation grammaticale peu admissible et traduit le mot *noviter* non dans le sens de *nuper,* mais dans celui de *de novo ;* ainsi, dit-il, ce privilège se transforme en lettre de confirmation et on en retrouve une dans les Archives à la date du 30 juin 1334 (7). Si l'auteur avait eu l'original sous les yeux, il aurait constaté que la liste des priviléges, accompagnant le texte des coutumes, et dont on sollicitait l'approbation du

(1) *Voy.* notre *Cout. de la ville de Bruges,* t. Ier, p. 274.

(2) Warnkoenig, *Hist. de Fland.,* t. IV, p. 298.

(3) *Ibid.,* p. 253. *Cout. de la ville de Bruges,* t. Ier, p. 234.

(4) *Cout. de Bruges,* t. Ier, pp. 241 et 249.

(5) *Ibid.,* p. 192.

(6) *Oud Aardenburg en deszelfs handel,* t. II, p. 21, note 2.

(7) Cette pièce ne serait qu'un vidimus scellé par le comte Louis à Paris le 30 juin 1334, de la charte du 13 avril 1323, décrétant l'exclusion de tous étrangers de l'échevinat ; nous ne l'avons pas retrouvée.

prince, s'arrêtait au 13 avril 1325, et contenait la copie d'une charte de ce jour, la dernière en rang et précédant immédiatement le texte des coutumes, laquelle consacrait l'exclusion des étrangers de l'échevinat, précisément le principe rappelé par l'article 7.

Le siége d'Ardenbourg devait concorder avec cette date. « Tempore quo villa nostra erat obessa. » Ce fait historique est avéré par le récit de tous les annalistes (1). Il se rattache aux événements qui ensanglantèrent le début du règne de Louis de Nevers, et à l'octroi du bailliage *en leaue* de l'Ecluse au profit de Jean de Namur qui alluma la révolte des Brugeois. Cette révolte dura cinq ans, avec des alternatives de succès et de revers. Dans un retour offensif, le comte avait fait pénétrer des garnisons à Ghistelles et à Ardenbourg. Menacés sur les deux flancs, les rebelles formèrent deux troupes, l'une commandée par Soyer Janszone, qui réussit à enlever Ghistelles; l'autre sous les ordres de Lambert Bonin, qui investit Ardenbourg, et après un siége de six semaines (2) poursuivi au cœur de l'hiver, la prit d'assaut et la livra au pillage. Son lieutenant, Wautier Ratgeer, fut attaqué par les Gaulois près d'Assenede et sa troupe taillée en pièces.

La rébellion parut éteinte, et la paix accordant une amnistie générale fut scellée par le comte, le 24 mars 1325 (3).

Pour reconnaître la fidélité d'Ardenbourg, il lui octroya les deux chartes du 13 avril, l'une relative à l'échevinat et l'autre de la teneur suivante (4) :

« Nous, Loys, Cuens de Flandres et de Nevers, faisons savoir a touz que se ainsi estoit quil fust dit par les diseurs de la pais dentre nous dune part, et

(1) Adr. de Budt, *Chron. Fland.*, dans le *Corpus chron.*, t. Ier, p. 318, Meyer, *Annal.*, éd. 1561, fol. 126 v°. Despars, *Chron.*, t. II, p. 247, Oudegheerst, *Annal.*, p. 250.

(2) Selon tous les annalistes précités; mais d'après notre rouleau, le siège, suivi de l'occupation de la ville, se prolongea pendant dix-sept semaines. La *Chronijke van Nederlant* publiée par M. Piot, *Chron. de Brabant et de Flandre*, p. 24, précise davantage : « Item, die van Frijen ende die van Brugge lagen doen voir Erdenburch van jaersdaghe tot Benedictus daghe na halff meerte. Ende dair bleffver vijf hondert doot van die dair omme laghen. »

(3) Despars, *Chron.*, t. II, p. 251, analyse les dispositions de cet acte, daté de Gand.

(4) C'est la septième en rang transcrite sur notre rouleau

les genz de nostre ville de Bruges et de nostre pays du Franc dautre, que la bonne gent de nostre ville dArdenbourch deussent aucunne chose payer des amendes que par les ditz diseurs nous seront adjugees sur ceux du Franc et de Bruges; si nest ce mie nostre entente qui en paient riens; mes les en quitons du tout, et prometons a les en tenir paisibles, en tant comme a nous en est et appartient. Par le tesmoing de ces lettres donnees a Ardenbourch souz nostre zeel le XIIJ jour davril lan M. CCC. vint et cinq.

« Par Monsigneur le Conte et son grant conseil,

« L. ASCELIN. »

Le comte, qui se trouvait à Ardenbourg, avait pu contempler les ruines accumulées par les pillards et juger des souffrances endurées pour sa cause. En présence de ces dispositions réciproques, n'était-il pas naturel que les habitants en profitassent pour solliciter sa sanction souveraine de leurs privilèges et coutumes?

Nous le pensons; et ainsi s'explique la note mise au dos et relatant que la pièce était déposée à la chancellerie depuis deux ans environ (bene duobus annis).

En effet, sous l'impulsion de Zannequin, la révolte s'était relevée plus menaçante et après une lutte opiniâtre, se termina par la sanglante bataille de Cassel. Le roi de France dicta la paix, en suzerain irrité, le 8 septembre 1328; ce fut alors, sans doute, que le conseil examina la charte de ceux d'Ardenbourg et que l'on inscrivit au dos l'annotation précitée (1).

(1) Et sans doute aussi les apostilles marginales, surtout celles des neuf chartes de privilèges, qui toutes ont un caractère restrictif, en parfaite harmonie avec les circonstances. En effet, de profonds changements s'étaient opérés dans la direction politique de la Flandre: l'avènement des Valois dans la personne de Philippe VI, prince impérieux et méchant, la retraite de Louis de Nevers à la cour de France, ses alliances et ses faiblesses ouvrent pour la Flandre, en resserrant ses liens de vassalité, une ère de violente réaction. Après la bataille de Cassel, Philippe de Valois était le maître de la situation : « Homme féodal, dit justement MICHELET, *Hist. de France*, liv. 5, c. 1, fils du féodal Charles de Valois, sorti de cette branche amie de seigneurs, il est soutenu par eux ». Comment ce roi aurait-il pu comprendre et favoriser les aspirations et les besoins des bourgeois et des communiers flamands ?

En vertu de l'octroi du 13 avril 1325, Ardenbourg ne fut taxée dans les amendes qu'à 500 (1) (aucuns disent 50) florins (2), tandis que Damme dut en payer 3,000 et Dixmude 6,000.

Cette date de la présentation de la charte latine n'équivaut pas à celle des articles qui forment le fonds de la *cuere* primitive. Celle-ci doit être contemporaine de l'institution de la commune elle-même; et sans affirmer avec Buzelin (3) qu'Ardenbourg fut « par son antiquité la mère de toutes les

(1) Ordonnance du 17 octobre 1330, art. 112.

(2) Despars, *Chron.*, t. II, p. 299. Le président Wielant, *Antiq. de Fland.*, dans le *Corpus chron.*, t. IV, p. 298, écrit 5,000 : « Il condempna ceuls d'Ardenburch en v^m livres de rente par an et leur renouvella leurs privileges. » Ad. de Budt, *op. cit.*, t. Ier, p. 324, met 500.

(3) *Gallo-Flandr. Annal.*, l. 1, p. 45. Voici ce curieux passage que l'on trouve sous le règne du forestier Lideric de Buck. an. J. C. 621, et qui donne l'énumération des petites villes dont nous publions les coutumes : « *Biervlietum* etiam œstuario nobile fuit, priusquam pelagi violentia multis obrutis pagis a continente rescinderet... *Oostburgum* habuit eadem ora, emporium mercimoniis frequens et ducta in Flandriam interiorem fossa celebratum... Haud procul inde portus Zuuinus invehendis efferendisque rebus idoneus, eo solum nomine, antequam *Sclusa* conderetur... Mediam regionem planitiem, quà vergit ad Oceanum, *Brugæ*, haud ita pridem conditœ et ab Liderico D. Virginis templo exornatœ, occupabant... Sed ante has *Aldemburgus* stetit, primœ olim nobilitatis oppidum... Stabat etiam *Thorhoutum* vel *Thoraltum*, œdificiis nobile et veteri emporio clarum, unde S. Bavoni animam agenti Domnolinus presbyter advenit sacra prœbiturus. Nomen illi quidam faciunt a silva Thoralti Teutonum Regis, quem septingentis ante Christum annis sceptra tenuisse referunt. Urbium mater in eo tractu fuit *Rodemburgus*, quam hodie *Ardemburgus* nominant. » Brochant sur le tout, des archéologues ont affirmé, sur la foi de Malbrancq, *De Morinis*, l. 1, c. 12, t. Ier, p. 45, et de Marchant, *Fl. descript.*, l. 1, p. 62, que Rodenbourg était à l'origine un burgus ou fortin, que les Romains avaient relié par une chaussée, *via strata*, à Cassel ou *Castellum Morinorum*. Mais il est à observer que l'itinéraire d'Antonin, ni la table Théodosienne n'en indiquent de trace. Cassel ou *Castellum Menapiorum* (et non *Morinorum*) figure dans la géographie de Ptolémée, et devait exister dès le commencement du deuxième siècle ; mais la voie romaine n'y est pas. De Bast. *Rec. d'antiq.*, 2e suppl., p. 101. Schayes, *Les Pays-Bas avant et durant la domination romaine*, t. II, p. 265. Aussi Sanderus, *Fl. illust.*, t. Ier, p. 299 et Gramaye, *Antiq. belgic.*, p. 115, sont-ils plus réservés : « Opidum antiquitatis merito nulli cessurum, sed nec dignitatis, caput olim fuit maritimarum Flandriœ urbium. » S. Éloi, mort en 660, qui au dire de son biographe et contemporain S. Ouen, avait évangélisé cette partie de la Flandre (*Vita S. Elig.*, l. ?, c. 4), fit bâtir des églises sur toute la côte depuis Bologne jusqu'à Bruges et au-delà, c'est-à-dire suivant une chronique du Mont Blandin citée par Sanderus, l. l. et Miraeus, *Fast. belg.*, ad an. 660, à Rodenbourg et Oostbourg. Vredius, *Fland. ethn.*, p. 490; *Fland. christ.*, pp. 161 et 182. Dresselhuis, *Oud Aard.*, t. Ier, p. 5, reporte la fondation de cette ville au IVe siècle, fondation anglo-

villes de Flandre, » nous pouvons sans témérité remonter jusqu'au douzième siècle, à cette période qui vit éclore tant de concessions de libertés municipales et qui a conservé pour notre petite commune un document précieux.

Dans la relation de la vie et de la mort de Charles le Bon, écrite par son notaire, Gualbert de Bruges, il est dit que les magistrats et députés d'Ardenbourg qui étaient accourus pour venger l'assassinat de leur comte et participer à l'élection de son successeur, assistèrent à ce *mallum* mémorable du 6 avril 1127, tenu sur la place du Sablon. Et là, en présence de Louis VI roi de France et de Guillaume de Normandie le prétendant à la succession du regretté Charles, ils demandèrent la confirmation des priviléges consignés dans leur *charte* et qu'ils avaient jurés devant le peuple assemblé (1).

Quelle était cette *charte* de privilèges, ainsi sanctionnée par la foi du serment? Ce pouvait être parfaitement celle qui fait l'objet de notre analyse, sauf les modifications apportées par le cours du temps.

Passons à la coutume primitive. Et ici qu'on me permette de rappeler un souvenir personnel.

Le 15 février 1889 fut un de ces jours mémorables, qui marquent dans la vie et laissent une empreinte lumineuse et indélébile. M'étant rendu dans la petite ville zélandaise, j'eus le plaisir d'y rencontrer un excellent collègue, dont la modestie ne sera pas blessée en le nommant, M. Vorsterman van

saxonne, au temps des expéditions du roi franc Childeric qui dévasta les « îles saxonnes ». Cette assertion ne repose sur aucune base historique.

(1) *Act. SS. Martii*, t. Ier, p. 199 : « Tandem sacramento insiurandorum confirmatis omnibus, reversi sunt Rex et Consul in hospitium; ubi delatæ sunt in omnium audientia litteræ huiusmodi ab iis qui obsidionem fecerant, in Reddenburg primatibus... » Ils demandent spécialement quatre points qui ne se trouvent pas dans la charte : 1° Abolition des nouveaux tonlieux et impôts établis par Lambert au mépris de la loi du pays et libre paccage du *Mor*; 2° réduction du balfard de 16 à 12 deniers; 3° amende de 20 sous pour ceux qui s'absentent de l'*heerban* sans motif légitime; 4° châtiment des traîtres. Et de plus : « Super iis omnibus assensum tuum Domine Rex et concessionem et confirmationem Comitis novi expostulamus, quatenus iuramento confirmet omnia quæ in hac *charta* conscripsimus et in audientia omnium promulgata constant. » Et le nouveau comte n'hésite pas à confirmer cette charte par serment : « Cumque prælecta fuisset *charta* huiusmodi in conspectu universorum, iuravit Comes novus se confirmare et concedere bono animo... »

Oyen. Son rude labeur dans la carrière de l'enseignement ne l'a pas empêché de se dévouer à la science historique. Il m'ouvrit, avec complaisance, les trésors des Archives, et me communiqua un catalogue des chartes qu'il a publié depuis.

Après avoir tout parcouru, la moisson pour notre recueil coutumier paraissait bien faible, lorsqu'il exhiba, sans grand espoir, une dernière farde de feuillets méconnaissables que l'humidité et les rongeurs avaient ravagés. A ma grande surprise, je déchiffrai sur l'un d'eux le titre : *Bouc der tale en wedertale.*

Ce fut un trait de lumière. Courir chez le droguiste, revenir avec de l'acide gallique, tremper le papier, fut l'affaire d'un instant ; comme sous ce ciel brumeux, l'écriture ne reparaissait pas assez clairement, à notre gré, j'eus l'idée d'ajouter au réactif du schiedam que mon hôte m'avait versé obligeamment ; et bientôt nous eûmes sous les yeux une écriture toute fraîche, dont le trait le plus délié n'échappait plus. Seulement le mordant laissait sur le papier une teinte bleuâtre, qui plaisait à la vue. Nous venions de sauver de l'oubli et de la destruction une des plus curieuses coutumes du pays, un joyau de l'ancien droit flamand...

Je me rappelai alors ces paroles du maître : « Il y a au monde quelque chose qui vaut mieux que les jouissances naturelles, mieux que la fortune, mieux que la santé elle-même ; c'est le dévouement à la science. » —

Le cahier de la coutume primitive est complet, avec ses cent articles. Les douze articles additionnels, qui sont d'une écriture postérieure, forment l'appendice, avec la liste des *vérités générales.*

Nous examinerons plus loin quelques-unes de leurs dispositions.

Le *Bouc der tale en wedertale* serait à proprement un code de procédure civile et d'instruction criminelle, si nos anciens *costumiers* avaient eu l'idée de codification, c'est-à-dire d'abstraction en généralisant, et de classification des règles du Droit. Mais au moyen âge, la pratique l'emportait sur la théorie ; il fallut les grands travaux de compilation de la Renaissance pour élever l'esprit d'analyse à la hauteur d'une systématisation.

Le Recueil des anciennes gloses allemandes (1) cite ce texte qui correspond exactement au titre *Tale en wedertale :* » Intentio et depulsio, uerba rhetorica sunt, id est accusatio et defensio, sive impulsio et depulsio, barbarice mâlî unde uuérî. » Le mot *mâlî* nous paraît être une lecture fautive pour *tâlî,* dont la filiation est claire et précise. Le *uuéri* équivaut à *weere,* qui est répété dans le *Bouc,* articles 2, 4, 6, 10, etc., et qui se représente dans la première partie de *wedertale* (*weder,* par contraction *weer*), (2) littéralement en français : terme de défense, — encore employé de nos jours.

De *tale* vient *taelman.* Grimm (3) rappelle une ancienne loi frisonne qui traite du *talemon,* auquel il assigne le même sens que notre *taelman* flamand employé par Maerlant, c'est-à-dire Sprecher und Wortführer; lat. advocatus, patronus; altn. talsmadr. (4). L'anglo-saxon *talu* signifiait sermo, causa, actio, accusatio, et équivaut à l'*actor publicus* de la loi lombarde.

Dans la coutume du Franc (5) le mot *taelman* est rendu en français par *avant-parlier ;* et nous avons suivi cette traduction, malgré son archaisme, à cause de sa valeur technique.

Brunner (6) a fait ressortir, avec son talent ordinaire, la différence qui existait dans le langage coutumier du moyen âge, en Allemagne, en France et en Angleterre, entre Vorsprecker et Anwalt, avant-parlier et procureur, counsel (countour) et attorney (7).

(1) E. Steinmeyr und Ed. Sievers, *Die althochdeutschen Glossen,* t. II, p. 359, n° 14.

(2) « Weer, wer. » Mel. Stoke, I, 904; II, 810. Kilian. *Gloss.*, V° *weeren, weyren, weren, defendere, reprimere, arcere, prohibere, avertere, propulsare* ». « Joweerd' her as in man, d. i. verdedigde zich. Weer'-dwaen = weer-doen, tegen werken. Wer-leaz = weerloos ».

(3) *Deutsch. Rechts Althert.*, p. 757.

(4) Epkema, *Fries. Word.*, t. II, p. 474. Teal = de taal. Uwz in uwz Affears teal forhuynd. *Ibid.*, t. I, p. 231. Var. *Tealle.* Basuwn dear kinst-teall' ! *Ib.*, p. 89. *Bydrag.* van Wassenburg, t. I, p. 142. *Taelle.* Tale en wedertale. Mel. Stoke, V, 491.

(5) Keure de 1330. *Voy.* notre *Cout.*, t. II, p. 99, n° 102.

(6) *Die Zulassigkeit der Anwaltschaft in französ. normann. und englisch. Rechte des Mittelalters,* inséré dans la *Zeitschr. für Vergleich. Rechtswiss.*

(7) Giphanius, *In lect. Altorph.*, pp. 3 suiv., avait également marqué cette distinction pour le droit romain.

La coutume d'Ardenbourg fournit peu d'éléments de solution sur ce point; tandis qu'elle est muette aujet du *taelman,* elle parle du procureur dans ses articles 79, 80 et 7 du supplément (1).

Le code du *tale en wedertale* met constamment en scène le *taelman,* qu'il qualifie de légal (wettelic); dans son article 56 il pose le cas où la désignation d'un *taelman* est demandée au juge, qui l'accorde. De là, sans doute, cette locution usuelle qui s'applique tant au demandeur qu'au défendeur : « Ende hi heesch raed ende taelman ». Article 45 et 56.

Plusieurs de nos coutumes, pour maintenir la dignité des débats, avaient proscrit du langage judiciaire les intempérances et les superfluités. Ce fut la source de la distinction du *dingtale* et *waentale;* ou du *lust* et *onlust* qu'on retrouve dans les lois hollandaises. » In alle ghebanne ende gespanne vierscharen wierd door den bailjou ofte schout voor af alle lust ende geachte tale ofte dingtale geboden, en alle onlust ende waentale verboden. »

Là aussi on employait de ces formulaires, dont le souvenir nous a été conservé (2) et qui sous une apparence bizarre, servaient de guide aux tribunaux pour établir l'uniformité de la jurisprudence. « Alle onse graven, leenhereen, dykgraven, baljous, schouten, houtvesters ende alle andere anclagers of eischers waren gebonden an *sekere woorden,* met welke si hunne anclagte of eisch vraegscherwise voorstelden den ter vierschare voorsittende regteren; ende waerop de voorsittende, edelman, vassal, heemraed, welboreman, azing (3), schepen of meesterknaep sin

(1) La règle : « per extraneam personam agere non licet », avait fléchi ici comme ailleurs, et comme à Rome même, puisque l'usage des *cognitores* et *procuratores* y était déjà reçu vers la fin de la république. Hoffmann, *Diss. des orig. et cond. proc.*, c. 4. Claproth, *Einleit. in den ordentl. burgerl. Process.*, part. 1, § 86. Pestel, *Diss. de proc.*, § 4.

(2) Par Orlers, *Besch. Leiden*, pp. 34-37. Kennem, *Priv.*, p. 156. Heda, *In Buchel. not.*, q. 2. Boxhorn, *Cron. van Zeeland,* part. 2, p. 82. Eik, *Zuidh. priv.*, pp. 205-218.

(3) L'*azing* dont il est fait ici mention, se rencontrait dans les tribunaux inférieurs de la campagne, *lage vierscharen;* il était élu par les voisins, *buren;* devait être honorable, *welboren,* (d'aucuns disent de naissance légitime); au courant du droit coutumier; il prêtait serment au comte ou à son bailli, et promettait de dénoncer et de poursuivre tous délinquants. Il formait la *vierschare* avec les voisins qu'il désignait

antwoord gegeven hebbende ooc met *sekere woorden,* de gedane eisch afslaende of toeslaende, hi alle de andere vragen moest of si hem daerin volgden? indien ja, wierd met eenparige; indien neen, met de meeste stemmen besloten, het vonnis geweesen, ende sonder vertoog of betrec uitgevoerd. »

Le *Bouc der tale en wedertale* est plus qu'un simple formulaire et ne consacre pas seulement de ces termes sacramentels; il contient des règles de procédure, des sentences d'échevins et des prescriptions de droit civil et pénal.

Warnkœnig (1) a très bien expliqué l'origine de ces recueils, — de doctrine, de jurisprudence et de législation, comme on dirait de nos jours, — et leur utilité.

« Il y avait, dit-il, fort peu de principes de droit civil dans le haut moyen âge. Les anciennes lois franques et les capitulaires qui, eux-mêmes, étaient pauvres en dispositions de droit privé, étaient tombés dans un oubli complet. Mais on avait la plus grande confiance dans la droiture et les lumières des échevins; ils étaient appelés la *loi* du pays.

« Les *keuren* elles-mêmes leur ordonnaient de juger d'après leur bon sens ou leur sentiment de justice dans les cas non prévus. Nos ancêtres suivirent ici le même principe qui avait conduit les Romains lorsqu'ils laissaient aux prêteurs la grande latitude de juridiction que l'histoire du droit romain nous révèle. Mais les magistrats du moyen âge procédèrent un peu différemment que les prêteurs, qui publiaient, comme l'on sait, au commencement de leur

comme assesseurs. Cette juridiction, nommée *azingsdomregt,* par opposition à celle des échevins ou *scependomregt,* se séparait de celle-ci par l'*Yssel* et souleva de graves conflits. Le comte Florent V la modifia, en 1291, dans le Kennemerland; ses successeurs lui enlevèrent le *jus gladii* dans la Frise occidentale; et enfin le duc Albert de Bavière, nommé *ruwart* de Hollande, l'abolit en 1388; la dernière trace disparut en 1577. Van Leewen, *Cost. van Rynland.,* pp. 60-64. Mat. van der Houwe, liv. 2, c. 3. Eik, *Zuidh. handv.,* p. 246. H. de Groot, *Inleid. tot Holl. Regtsg.,* liv. 2, c. 28. Il ne faut pas confondre *l'azing* avec le bailli, que l'on appelait encore dans certaines parties de la Frise, *droste* = drossard et *grietman,* par contraction de *gerichtsman.* J. Picardt, *Antiq. van toude Vriesl.,* p. 114.

(1) De la législation belge aux xiie et xiiie siècles, dans le *Mess. des sciences,* 1834, p. 145.

année, un édit contenant les règles qu'ils se proposaient de suivre pendant la durée de leurs fonctions.

« Nos échevins, quand il y eut nécessité, arrêtèrent d'abord aussi des édits, mais pour un temps indéfini ; ils rédigèrent d'une manière bien précise le principe consacré par l'usage, mais qui était ou contesté auparavant ou incertain. Nous possédons un document bien curieux; c'est un code de procédure civile presque complet, fait par les échevins de Gand en 1228, et connu sous le titre de : *Lex super placito de pecunia* (1). Aussi ce règlement en trente-deux articles a été traduit en flamand, inséré à la grande *keure* de Gand octroyée par le comte Gui de Flandre en 1296. »

Il est à noter que le code gantois diffère, à plusieurs points de vue, de celui d'Ardenbourg, qui est plus détaillé et plus complet.

Telles sont les trois pièces capitales de la Coutume d'Ardenbourg. L'analyse de toutes leurs dispositions sortirait des limites de notre cadre; pour les caractériser et en faire apprécier la valeur, il suffira de relever quelques articles des plus saillants.

Le service des plaids constituait un besoin d'ordre social (2). L'échevin qui a été cité à prendre place à son banc et ne comparaît pas, n'encourt aucune amende la première fois ; mais au second défaut, il payera cinq escalins ; et au troisième dix, s'il n'y a opposition de la part du seigneur (Cout. art. 37.)

A Oostbourg cependant, sur un premier défaut, le bailli requit la contrainte par corps et biens (art. 88). L'article 89 rapporte, dans des termes très-intéressants, un même fait d'application pour Ardenbourg.

De l'opposition entre les articles 37 et 89, il apparaît clairement que l'un ou l'autre aura été ajouté après coup ; et nous accordons la priorité à ce dernier.

Selon la Keure du Franc de 1190, l'échevin faussé doit quitter le prétoire

(1) Imprimé par Diericx, *Mém. sur les lois Gantoises*, t. Ier, p. 320.

(2) Tel fut le principe déjà reconnu par le droit germanique. L. Sal., 52, 2. Cap. Aquisgran., an. 809 ap. Pertz, t. III, p. 155. Cap. min , an. 803, c. 20. Hludowici I. Respons. miss. ciud. dat. an. 819, c. 2. Cap. Aquisgran., an. 812. c. 8, ap. Pertz, t. III, pp. 114, 174 et 227.

en rétrogradant après avoir baisé son banc. « Scamnum osculando retro exeat. » (1).

L'article 75 du *Bouc* rapporte le fait qui avait produit une certaine sensation dans le temps, puisque les chroniqueurs l'ont relaté plus ou moins exactement.

« Jean van der Byst était échevin d'Ardenbourg; et les bourgmestres et le bailli lui reprochaient d'avoir révélé, par une indiscrétion coupable, le secret des délibérations. Or, ledit Jean se présenta à un jour de plaid, tandis que la vierschare était convoquée, et voulut se rendre à son banc au milieu de ses collègues. A ce moment survint le bailli qui lui interdit son siège; et le bourgmestre de la commune lui défendit l'accès du prétoire. Au mépris de ces défenses, Jean monta l'escalier et alla s'asseoir près de ses collègues.

« Mais avant d'ouvrir l'audience, le bourgmestre mit la main sur Jean, qui était assis sur son banc d'échevin, et le fit incarcérer au *steen*.

« Cela fait, des parents de Jean comparurent et demandèrent aux échevins de pouvoir prendre conseil et avant-parlier; on l'accorda et le bailli leva la séance.

« Cependant Jean restait en prison, attendant l'issue de sa demande d'élargissement; et comme sa détention durait depuis six mois, il espérait avoir suffisamment expié les torts relevés à sa charge et être renvoyé des fins de la plainte.

« Mais le tribunal ayant bien examiné le dossier, le condamna à faire construire, à ses dépens, un pan de mur à la porte d'ouest près du Dam, sous peine de trois livres de gros d'amende et sans préjudice au principal. A cette condition, il pouvait rentrer au sein de ses collègues du conseil.

« Mais le bailli refusa de ratifier cette sentence.

« La paix fut ensuite conclue au prix de douze livres de gros. »

Bruges était le chef sens d'Ardenbourg (2); « Ad caput Brugense appel-

(1) *Voy.* notre *Cout. du Franc,* t. II, p. 4, § 3.

(2) Cfr. à ce sujet l'excellente étude de M. le procureur général Lameere, *Le recours au chef de sens dans le droit flamand;* discours de rentrée du 15 octobre 1881.

lare », dit la charte latine (art. 37). Elle règle ainsi l'appel : La cause portée en justice doit être décidée après un troisième délai; à défaut de décision, toute partie pouvait interjeter appel ; le recours ne pouvait porter sur la loi elle-même ou sur un point formel de la Coutume, mais seulement sur son application, sous peine d'une amende de dix livres.

La Coutume primitive ajoute ces deux dispositions : Celui qui forme un recours doit verser sans retard la somme de trente escalins, sous peine de trois livres d'amende (art. 46). — En matière criminelle, on appellera en cassation (art. 61).

Le *Bouc* complète et modifie cette procédure de la manière suivante :

Le recours doit être formé après la semonce et avant le jugement. Il fallait l'accompagner de la consignation d'une somme suffisante pour garantir l'amende et les frais, dont le montant était fixé par les échevins (art. 8). Le tribunal en donnait acte dans les trois jours et remettait au chef sens le dossier avec toutes les pièces dans les neuf jours (art. 20). L'arrêt rapporté devait être prononcé à la première audience, toutes affaires cessantes (art. 21). Car si l'on passait à une autre cause, les parties de celles-ci ne seraient point liées et les parties en appel seraient dégagées de l'arrêt, et les échevins resteraient responsables (art. 22 et 24).

L'arrêt était accepté sous réserve de tous jugements antérieurs qui ont été bien émis et des effets qui en découlent (art. 23).

Si l'appelant obtient gain de cause, son cautionnement est dégagé (art. 24).

La matière des appels est limitée par les droits de la ville, qui sont d'ordre public. De là, la prescription de l'article 94 ainsi conçue : « Dans tous les cas où ceux de Bruges prononcent un arrêt sur des matières qui sont placées en dehors de la compétence de notre ville, telles que de biens de bâtards, de la garantie par contrainte par corps et autres libertés que Bruges possède par privilège et que notre ville n'a pas, ces arrêts seront enregistrés. S'il arrive ensuite que pareil sujet se présente devant la justice, nous ne devons prononcer la sentence qui nous avait été transmise sur recours, que

sous réserve d'appel; sans quoi, le jugement serait sans valeur et le magistrat demeurerait responsable. »

Les articles 50 et 51 du *Bouc* ont été publiés par Dresselhuis (1). Ils contiennent un jugement prononcé le 9 juin 1351 (2), sur la poursuite du bailli, Jean Tant (3). Voici le fait :

Un puissant seigneur des environs, surnommé Jean le Bâtard, avait enlevé à Ardenbourg la fille de Me Baudouin, notable bourgeois ; et qui plus est, l'avait violée. Sur la plainte du père de la belle Marguérite, le bailli Tant fit arrêter les deux jeunes gens et mettre en prison.

Mais il parvint tant de suppliques à Monseigneur de Flandre, qu'il accorda le pardon, à condition que les parties fissent la paix. Comme toujours en pareille circonstance, moyennant quelques concessions, elle fut bientôt conclue (4).

(1) *Oud Aardenburg*, t. II, p. 60. Bylage 5.

(2) C'est la seule date que l'on rencontre dans le manuscrit; mais comme nous l'avons fait observer, ces anciens codes ressemblent à nos terrains d'alluvion qui émergent par formations successives et sont l'œuvre des siècles. D'ailleurs, quelque soit l'époque que l'on assigne à la copie, la diversité des écritures témoignerait au besoin, qu'elle n'est pas le travail d'un seul, si nous ne savions que nos greffiers, comme les prêteurs romains, tenaient la liste des édits au courant de la jurisprudence, et que partout et toujours la réaction des besoins sociaux sur l'état de la législation fut continue et nécessaire.

(3) L'on trouve son nom sur la liste des notables du Franc de Bruges en 1328 et sur celles des magistrats de ce pays en 1348 à 1352, 1354, 1357 et 1358, où il est qualifié de chevalier. Priem, *Docum. des arch. de la Fland. occid.*, 2e série, t. VII, pp. 55 à 62.

(4) Ces sortes de drames ont fait le sujet, dans notre littérature ancienne, de nombreuses pièces de poésie, et notamment de fabliaux. Parmi ces derniers, il en est deux qui, par l'analogie des circonstances avec notre espèce, méritent de fixer l'attention : l'un a été imprimé par Willems, dans ses *Mengelingen*, p. 296, et commence par ce vers : « Hi sprac : lief, wilter myns ghedincken? » — l'autre se trouvait dans l'*Antwerpener Liederboeck* de la bibliothèque de Wolfenbuttel, a été publié par Hoffmann, dans ses *Horae belgic.*, t. XI, p. 63, et commence par cette strophe :

Een ridder ende een meysken ionck
Op een rivierken dat si saten
Hoe stille dat het water stont
Als si van goeder minnen spraken...

Cfr. Fl. van Duyse, *Oude nederlandsche Liederen, melodiëen uit de Souterliedekens*, éd. des Bibliophiles flam., t. Ier, p. 161; avec la notation en musique moderne.

Au reste, les « amoreuse liedekens », qu'on retrouve en si grand nombre, formaient un dernier rejeton de

Jean le Bâtard venait de subir un premier interrogatoire devant le bourgmestre, lorsque le grand bailli de Bruges et du Franc, messire Henri de Caelberghe (1), muni de la lettre de grâce, survint, fit élargir nuitamment les deux détenus et les mena hors de la juridiction.

Là-dessus, le magistrat d'Ardenbourg se mit en cès de loi depuis la Chandeleur jusqu'à « la longue semaine avant la Pâque (2) ». Cette grave détermination porta un trouble profond dans la commune.

Le comte de Flandre arriva sur ces entrefaites; et après bonne information, « il rendit la ville plus libre qu'elle ne l'avait été jusque là ».

On reprit l'affaire.

Jean le Bâtard, reconnu coupable sur tous les chefs d'accusation, fut condamné au bannissement du pays de Flandre pour cent ans et à cent livres d'amende. Ses cinq complices, Pierre Argent, Gilles le frère de Jean le Bâtard, Jean et Gilles Valke, Jean Moens furent bannis de Flandre pour six ans, sous peine de la hart et d'une pareille amende.

Il existe aux archives d'Ardenbourg (3) une lettre de Louis de Male, du 26 mars 1351, relative à ce curieux procès; elle nous fait connaître le véritable nom du principal acteur de ce drame. Le comte déclare qu'en élargissant de prison Jean le Bâtard de Reinghersvliete et ses complices, accusés de rapt, il n'a nullement entendu porter atteinte aux franchises communales.

la poésie nationale. Les plus vieilles sagas du Nord, à l'exemple des romans des cycles carolingiens et de la chevalerie, de Lancelot, de Walewein, de Ferguut, exaltaient à l'envi leurs héros, qui, par leur bravoure ou leur audace, avaient dénoué des intrigues galantes, dont le rapt et le viol faisaient souvent tous les frais. STIERNHOOK, *De jure Sveonum et Gothorum vetusto*, p. 152. Cet auteur en tire même un argument pour y trouver l'origine du régime nuptial chez les anciens peuples de race germanique. BRUNNER, *Deut. Rechtsges.*, t. Ier, p. 72.

(1) *Voy.* la liste donnée par BEAUCOURT, *Jaerb. van den Vryen*, t. III, p. 147.

(2) Le copiste avait mis par erreur la Pentecôte, *Sinxen*. La « longue semaine » ne peut signifier que l'*hebdomada laboriosa*, que l'on nommait encore dans les diplômes du moyen âge, *pœnalis, pœnosa, pœnitentialis*, en franç., la semaine peneuse. DE MAS LATRIE, *Trésor de chronologie*, p. 645.

(3) N° 32 du *Catalogus* de M. VORSTERMAN, p. 29.

C'est à cette pièce que les articles précités font, sans doute, allusion ; mais, comme on le voit, ils en exagèrent considérablement la portée.

L'article 9 de l'ancienne Coutume disposait : « Le mari peut battre et pousser sa femme, la balafrer, la taillader de bas en haut, et se chauffer les pieds dans son sang et coudre les plaies, sans offense envers le seigneur, pourvu qu'elle n'en meure point. »

L'article 12 du *Bouc der tale ende wedertale* confirme cette disposition en ces termes : « Un mari peut battre sa femme et la tenir malade ou en santé. à sa guise ; car la femme est un cathel du mari. »

L'article 46 répète encore : « Le mari peut engager et grever tous ses biens et ceux de sa femme, sans le consentement de celle-ci et contre son gré ; mais il ne peut, d'aucune manière, l'engager sous peine de la contrainte par corps, quoiqu'il soit écrit que la femme est le cathel du mari. »

D'où viennent ces dispositions draconiennes, qu'on ne retrouve nulle autre part dans l'ancien droit de Flandre? C'est la question qui se pose naturellement à l'esprit et que nous allons essayer de résoudre.

Notre ancien droit ne peut avoir qu'une double origine historique : La législation romaine, et la législation barbare ou plutôt germanique.

Or, quelle était la condition de la femme mariée, dans l'une et dans l'autre ?

Chez les Romains, la femme mariée était appellée *uxor,* que quelques interprètes dérivent du verbe *ungere.* « Uxor vel ab ungendis portibus et figenda lana, id est, quod cum puellae nuberent, maritorum postes ungebant, ibique lanam figebant ; vel quod lotos maritos ipsae ungebant (1). »

Mais on la distingue en *materfamilias* (2) et *matrona* (3), termes qui indiquent deux situations différentes, suivant qu'elle était tombée, ou non, sous la puissance absolue de son mari, *in manu mariti* (4).

(1) Donat, in Terent., *Hecryr.*, A. 1, sc. 2. v. 60. Brisson, *De ritu nupt.*, p. 84.

(2) Cicero, *Topic.*, c. 3. Quintil., *Inst. orat.*, l. 5, c. 10, p. 285. Festus, h. v.

(3) Gellius, *N. A.*, 18, n. 6. Cujas, *Op. priora*, c. 18, t. 3, p. 76 (éd. Paris, 1658).

(4) Grupen, *Tract. de uxore rom.*, c. 2, n. 4. Cicero, *Top.*, III, 14. Gellius, 4, 3; 3, 2.

Le mariage était également de deux sortes : l'un qui se faisait sous le triple mode de la *confarreatio* (1), de la *coemptio* (2) ou de l'*usus* (3); c'est-à-dire avec les rits religieux de la *confarreatio* ou les cérémonies civiles de la *coemptio,* ou sans cérémonies par la simple cohabitation d'une année sans interruption de trois nuits, *trinoctium usurpatio* (4); — l'autre qui était libre, sans aucune solennité religieuse ou civile et sans usucapion (5).

Dans ce dernier, la femme ne cessait point d'appartenir à sa famille; elle restait sous la tutelle de son père ou de ses agnats et gardait ses biens. C'était la *matrona* (6).

Dans le premier, sous chacune de ses trois formes, la femme était placée dans l'état de subordination absolue à son mari, *in manu mariti* (7).

Ce fut le mariage primitif (8), la communion divine et humaine, « divini

(1) Grupen, *Tract. de uxore rom.*, c. 4, n. 3. Cujas, *Op.*, t. Ier, p. 312, n. 9 : « Farre convenitur in manum, certis verbis et testibus x presentibus », et t. VI, p. 419 : « Et simili modo illo Persii loco :

...Populi cribro decussa farina.

(2) Heineccius, *Antiquit. rom. juxta ordinem Instit.*, l. 1, t. 10. Hotomanus, *De ritu nupt. et jure connubio.* Thomasius, *De usu pract. doctrinae, Inst. de nupt.*, dissert. 103, t. III, p. 721. Brisson, *De ritu nupt.*, éd. 1747. Gajus, *Inst.*, l. I, §§ 113-114.

(3) Gajus, *Instit.*, l. 1, § 111 : « Usu in manum conveniebat, quæ anno continuo nupta perseverebat : nam velut annua possessione usucapiebatur, in familiam viri transibat, filiæque locum obtinebat. » Pothier, *Ad Pandectas,* t. Ier, p. 117. Raevardus, *Ad leg. XII tabul.*, c. 21 et *Varior.*, l. 4, c. 6. D. Noodt, *Probabilium*, l. 2, c. 9. J. Voet, *Comment. ad Pand.*, l. 23, t. 2, n. 41. Montfaucon, *Ant. exp.*, t. III, p. 215.

(4) Gaius, I, 111. Gellius, l. 3, c. 2. Macrobe, *Saturn.*, l. 1, c. 3.

(5) Cette existence du mariage libre a été contestée dans ces derniers temps. M. Esmein, *La manus, la paternité et le divorce dans l'ancien droit romain,* dans ses *Mélanges d'histoire du droit et de critique,* p. 6, énonce : « Il n'y a mariage que là où il y a *manus,* comme aussi il n'y a *manus* que là où il y a mariage. » Cfr. Gide, *De la condition de la femme,* p. 126. M. Marchand, *Condition de la femme mariée en droit romain,* p. 24, dit au contraire : « A toutes les époques, il dut exister des mariages sans *manus.* » *Sic* Accarias, *Précis du droit romain,* t. Ier, p. 120.

(6) Leyser, *Meditat. ad Pand.*, t. V, spec. 297, med. 6. Schott, *Eherecht,* §§ 65-68. Hofacker, *Princ. juris civ. Rom.*, t. Ier, § 346. Hasse, *Das Guterrecht der Ehegatten nach röm. Recht,* t. Ier, §§ 2-9. Savigny, *Zeitschrift für hist. Rechtwiss.*, t. II, p. 403.

(7) Hasse, *op cit.*, §§ 13-27.

(8) Modestin, lib. 1 Regularum. Fresenius, *Meditat.*, t. II, n. 11. D'Avezan, *De sponsalib. et matrimon.*, tract. 2, c. 6.

et humani juris communicatio, » consacré par le droit quiritaire et qui investissait l'époux de toute la majesté du citoyen romain (1).

Mais rien n'était plus rigoureux que cette institution de la *manus* (2).

Quoique la sujétion de l'épouse paraisse illimitée, à ce point que le mari aurait eu jusqu'au droit de vie ou de mort (3), la *Lex regia* (4) crut devoir réfréner cet abus, surtout lorsque la femme a été remise en mariage avec les formes sacrées, suivant le témoignage de Denis d'Halicarnasse (5), qui a montré de plus comment se mitigeait la loi sévère de Romulus sur la vente des enfants et de la femme placés dans la main du mari (6). Celui-ci pouvait la battre (7); mais beaucoup de commentateurs ont vu dans la privation du

(1) Zauner, *Introd. in jus Digest.*, P. I, l. 2, t. 5. Zacharia, *Institut. des Röm. Rechts.*, l. 1, tit. 10. Bucher, *System der Pandect.*, § 70.

(2) Dalloz, *Répertoire*, V° *Contrat de mariage*, t. XIII, p. 7, n. 14.

(3) Pothier, *Ad. Pandect.*, t. Ier, p. 23. « Sicut enim parentibus in liberos, ita maritis jus vitœ et necis in uxores quae in manum ipsorum convenerant, competebat » La loi 2, tab. 4 des lois des douze tables disposait : « patrei endo fidiom. joustom. vitai. necisque. potestas estod. » Bouchaud, *Comment.*, p. 426. » Le mari a-t-il le droit de vie et de mort ? se demande M. Ucay, *Pouvoirs du mari sur la personne et les biens de la femme en droit romain*, p. 29. Et il répond : Le mari le possède d'une manière certaine. Les textes citent des exemples d'exercice de ce droit qui n'ont point été contestés. (Suétone, *Tiber.*, 35. Tacite, *Annal.*, XIII, 32. Tite Live, 39,8). Mais le pouvoir du mari était toujours tempéré par une autre puissance qui a joué un grand rôle à Rome : c'est le tribunal domestique. « *Sic* Marchand, *Condit. de la femme mariée en droit rom.*, p. 9. M. Duval, même titre, pp. 16-25, s'appuyant sur la distinction faite par Gaius, II, 89, et 90, entre les personnes *in protestate* et celles qui sont *in manu*, restreint le pouvoir du mari sur la personne de sa femme, et accordant le droit de la châtier, il lui dénie le droit de mort et celui de la vendre; et il conclut : « Si la femme ne pouvait faire l'objet d'un abandon noxal, à plus forte raison ne pouvait-elle faire l'objet d'une vente. » Ucay, *Pouvoirs du mari*, p. 30. dénie également la vente. Marchand, *Cond. de la femme mariée*, p. 8, affirme que le mari avait le droit de vendre par mancipation sa femme *noxaliter*.

(4) Pothier, *Ad Pandect.*, t. Ier, pp. 99 et 176.

(5) *Antiquit. sive origin. roman.*, l. 2, p. 95.

(6) *Antiq.*, l. 2, p 96. Ulpiani, *Fragm.*, tit. 10, in princ. Papinian, *Apud Pariator. Leg. Mosaic. et Roman.*, tit. 4, § 8. Simplicius, *Comment. ad Epicteti Enchirid.*, c. 37. Bynckershoek, *Tract. de jure occid. vendend. et expon. liber. ap. vet. Rom.*, c. 2 sq. Gebauer, *De patria potest.*, t. Ier, diss. 2. Moser, *Beytr. zur Röm. Rechtskunde*, p. 25. Schulting, *Ad Ulpian. in Fragm.*, tit. 10, § 1er, p. 592. Thomasius, *Dissert. de usu pract.*, tit. Instit. de patria potest., c. 1. Aleandre, *Ad Caü Instit.*, l. 1, tit. 6, § 3, p. 56. Jac. Godefroi, *Ad leg. 12 Tabular.*, tab. 4.

(7) L. 8, § 2, C. de repud. (5, 17). Van Bueren, *De potest. marit. in uxor.*, p. 18.

tiers de la donation *ante nuptias* une punition modérée lorsqu'il l'avait maltraitée sans motif plausible (1).

Certes, par toutes les autres dispositions légales de la *manus* (2), le sort de la femme n'était pas meilleur que celui des filles se trouvant sous la puissance paternelle (3).

Obligée de prendre le nom et la condition civile du mari, elle voyait du coup sa personnalité disparaître (4) et tous ses liens de famille brisés ; ce qui faisait dire à Ulpien : « Mulier familiæ suæ finis est (5). » Car le droit quiritaire (6), qui visait avant tout au privilège du praticien, restait sans pitié pour la faiblesse du sexe (7), qu'il assimilait à une infirmité (8) et qu'il avait fini par reléguer dans une curatelle permanente (9), en lui commandant, avec une aigreur toute païenne, la vertu même de sa fragilité, c'est-à-dire la pudeur. « Pudicitia sexu congruens (10). »

(1) Nov. 117, c. 14. Hommel, *Dissert. matrim.*, in *Rhapsod. quaest.*, obs. 738. De Heille, *De potest. mariti*, c. 3. H. Freders, *Erört. der Frage : ob ein Mann seine Frau zu schlagen berechtigt sey ?*

(2) M. Gide, *De la condit. de la femme*, p. 134, soutient que les droits du mari sont engendrés par le mariage et non par la *manus;* celle-ci n'ayant d'effet que sur les biens et non sur la personne. » Cette théorie est adoptée par Duval, pp. 16-19, et combattue par Ucay, pp. 32-34, et Marchand, pp. 5-8.

(3) Gaii, *Institut.*, l. 2. tit. 8. Ulpiani, *Fragm.*, tit. 22, § 14.

(4) Duval, *de la condit. de la femme*, p. 8, n'admet pas cette conséquence. « Ce que le mari usucapait, dit-il, c'était le droit de *manus* plutôt que la personne même de la femme. Les femmes *in manu*, comme les individus *in mancipio*, ne sont pas possédées. Gaius, II, 90. » Mais pourquoi cette distinction entre l'*usus* et les autres modes?

(5) L. 195, § 5. L. 196, § 1er. D. de verbor. signif. Goeddeus, *In Comment. ad h. L.*

(6) Spanhem, *De orbe Rom.*, Exercit. 2, c. 22. La confarreatio, dit très bien M. Esmein, *op cit.*, est le plus ancien mode de conventio in manum, et ce mode n'était point accessible aux plébéiens. Fustel de Coulanges, *La cité antique*, p. 375. Madvig, *Die Verfassung und Verwaltung des röm. Staates*, t. Ier, p. 79. Karlowa, *Formen der röm. Ehe und Manus*, p. 71.

(7) « Sexus imbecillitas ». L. 2, § 2, D. ad SCtum Vellej.

(8) « Infirmitas fæminarum ». L. 2, § 3, D. eodem.

(9) L. 12, § 2, D. de judiciis. Weber, *Beytrage zu der Lehre von gerichtlichen Klagen und Einreden*, p. 23. Schellhaffer, *Meditat. de origine ac fonte juris circa mulieres diversi.* Dissert. § 8. Danz, *Handbuch des heutigen teutschen Privatrechts.*, t. III, p. 22. Pothier, *Ad Pandect.*, t. Ier, p. 176; t. II, p. 169.

(10) L. 1, § 5, D. de postulando. MM. Gide, p. 135, et Marchand, p. 34, expliquent le contraste entre la majesté de la matrone romaine et son asservissement légal par la rigidité primitive des mœurs.

Dépouillée de toute capacité civile (1) et de toute propriété, les biens qu'elle acquérait revenaient au mari, comme chef absolu de la famille (2), de même que tous les biens qui lui appartenaient antérieurement et lui sont attribués à titre de dot (3).

Si elle lui survit, elle ne recueille des biens qui constituent son apport (4) que la part d'enfant non émancipé, « *filiæ loco est* (5); » mais le mari a la liberté de disposer par testament des biens de sa femme comme de ses biens propres (6).

Nulle action ne pouvait donc s'élever entre eux (7); et toute donation réciproque restait sans valeur (8).

(1) Et non point pénale, évidemment; elle était tenue des obligations *ex delicto*, puisqu'elle était *doli capax*. MM. Gide, pp. 113 et 115, et Marchand, p. 13, l'étendent même à toutes obligations profitables au mari.

(2) Ulpian., *Fragm.*, XIX, §§ 18 et 19. « Acquiritur autem nobis etiam per eas personas, quas in potestate, *manu*, mancipiove habemus. » Grupen, *op cit.*, c. 3, § 8.

(3) Cicero, *Topic.*, c. 4. « Cum mulier viro in *manum* convenit, omnia quæ mulieris fuerunt, viri fiunt dotis nomine. » A proprement parler, elle ne possédait ni dot, ni paraphernaux, puisque tous ses biens étaient dévolus indistinctement au mari. Ce qui n'empêchait pas la dot de séparer la *materfamilias* de la *concubine*. Plautus, *in Trinummo*, Act. 3, sc. 2, v. 62, et sc. 3, v. 1-5. Heineccius, *Ad Leg. Jul. et Pap. Popp. Commentar.*, p. 255. L'absorption par le mari de tous les biens présents et futurs de la femme a fait douter si dans la *conventio in manum* la constitution réelle de dot était possible. Hasse, *Guterrecht*, p. 220, et *Rhein. Mus.*, t. II, p. 75. Unterholzner, *Tüb. Krit. Zeitschr.*, t. V, p. 26. Schilling, *Bemerkung uber romische Rechtsgesch.*, p. 174. Tigerstrom, *Dotalr.*, t. Ier, p. 27. Danz, *Lehrb. der Rechtsgesch.*, t. Ier, p. 153. Hase, *De manu jur. Rom.*, p. 78.

(4) L. 79, D. de A. vel O. H. L. II, D. de liber. et postum.

(5) Gellius, *Noct. Attic.*, l. 18, c. 6. « Matremfamilias appellatam esse eam solam, quæ in mariti manu mancipioque esset; quoniam non in matrimonium tantum, sed in familiam quoque mariti, et in sui heredis locum venisset. » Gaius, *Instit.*, l. 1, § 14. « Quæ cum marito suo facit coemptionem, ut apud eum filiæ loco sit, dicitur matrimonii causa fecisse coemptionem. » Id., § 136 : « Quamvis hæ solae loco filiarum habeantur, quæ in viri manu sunt. » Mise au rang d'une *filiafamilias*, le mari exerçait sur son épouse la même puissance qu'il avait sur ses enfants. Gaius, l. 1, § 109 : « Sed in potestate quidem et masculi et feminæ esse solent; in manum autem feminæ tantum conveniunt. » *Institut.*, l. 2, tit. 8 princ., et *Collat. Leg. Mosaic. et Rom.*, tit., 16, § 2. Pothier, *Ad Pand.*, t. Ier, p. 175. Ulpian., *Fragm.*, XXII, 14; XXIX, 1 et 10.

(6) Puisque la femme *in manu* ne pouvait plus avoir *suos heredes*. Ulpian., *Fragm.*, tit. 26, § 7. Paulus, in L. 4. § 2, D. de bonor. poss. contra tab. Averanius, *Interpret. juris*, l. 3, c. 26, n. 9, p. 490.

(7) Arg. L. 16, D. de furt.

(8) Ces donations étaient également invalidées dans les mariages libres; mais ici la raison n'était pas la

Ulpien (1) décide encore que l'épouse placée *in manu* n'avait aucune faculté testamentaire (2) et qu'elle subissait la moindre diminution de tête (3) ; ce qui reversait sur le mari ses droits dans les successions légitimes d'ingénus morts ab intestat ou dans toutes autres (4).

Ce bénéfice successoral du mari s'étendait jusqu'aux hérédités des enfants, des frères et sœurs de la femme, qui y était appelée par droit de consanguinité (5), et aux héritages et tutelles (6) déférés à l'affranchi ou au mari fiduciaire du chef de son épouse remancipée (7).

Car par une stricte analogie, on peut appliquer pour l'émancipation des femmes, ce que Gaius (8) et Ulpien (9) enseignent pour l'émancipation des filles.

puissance maritale exprimée par la *manus ;* on voulait protéger la *matrona* contre les excès d'un amour sans tempérament. L. 1 et 3, D. de donat. inter vir. et uxor. Brissonius, *De formul. et sollem. popul. rom. verbis,* p. 719.

(1) *Fragm.,* tit. 24, §§ 23 et 24.

(2) Ant. Schulting, *Ad Caium,* § 1er ; *ad Ulpian. Fragm.,* tit. 20, § 11. E. Otto, *Diss. de perpet. fœminar. tut.,* § 12. Cicero, *Topicor.,* c. 4 : « Si ea mulier testamentum fecit, quæ se capite nunquam deminuit, non videtur ex edicto Prœtoris secundum eas tabulas possesio dari. » Hoffmann, *Versuch eine stelle des Cicero,* dans le *Zeitschr. fur gesch. Rechtswiss.,* t. III, pp. 309-327. Von Savigny, *Beytrag zur Gesch. der Geschlechtstutel,* ibid., pp. 328-348. *Tübinger Zeitsch. fur Reghtswiss.,* t. V, p. 296. Boehmer, *De testam. mulierum,* p. 59. Breuning, *Diss. de testam. factione femin.,* p. 18. Wendler, *Hist. juris civ. de testam. factione mulierum,* p. 44.

(3) Minimam capitis diminutionem. Ulpian., *Fragm.* tit. 21, § 13. Gaius, tit. I, 162 ; III, 82-84 ; IV, 38.

(4) Gellius, *Noct. attic.,* tit. 18, c. 6. Gaius, tit. XVI, § 2, Ulpian., *Fragm.* tit. 19, § Ier ; tit. 22, §§ 14 et 16. L. 120, D. de verb. signific.

(5) Ulpian., *Coll. leg. mosaic et rom.,* XVI, § 6. Gaius, eod., XVI, § 3, Ducaurroy, *Inst.,* expl. 858, note 1.

(6) Livius, *Histor.,* l. 39, c. 19. Cicero, *Pro Muræn,* c. 12. Otto, *Diss. de perp. fœminar, tut.* § 16.

(7) Gaius, *Instit.,* l. 1, § 115 « Verb. deinde a coemtionatore *remancipata.* » Et au § 118 : « Nihilominus etiam quæ ei nupta non est, et ob id filiæ loco sit, ab eo manicipari possit : plerumque solum et a parentibus et a coemptionatoribus mancipantur. » Les mots : « quæ ei nupta non est » sont évidemment erronés. C. Wachter, *Uber Ehescheidungen bei den Römern,* p. 73. Grupen, *Tract. de uxor. rom.,* p. 58, croit que le mari ne pouvait remanciper la femme contre son gré ; mais le texte de Paul., *Sent. receptar.,* l. 2, c. 25, § 2, sur lequel il s'appuie, ne traite que de l'émancipation d'un *filiusfamilias.* Cfr. Festus, V° *Remancipata.*

(8) *Instit.,* tit. VI, § 1er.

(9) *Fragm.,* tit. XI, § 5.

La *manus* se manifestait encore dans l'option du tuteur donné par le mari à la mère de famille (1).

Mais elle s'arrêtait devant les choses sacrées, *sacra* (2), qui étaient propres à la *gens*. Un senatus consulte sur la *confarreatio Flaminice dialis*, dont la portée est sujette à controverse, semble tout au moins affirmer cette restriction (3).

On allait même jusqu'à refuser à la femme l'action *rei uxoriæ*, parce que n'ayant plus de personnalité juridique, elle ne pouvait soutenir aucune action (4). Il fallut l'exemple de Spurius Corrilius surnommé Ruga, qui obtint le divorce contre sa femme, pour faire admettre la caution de la *rei uxoriæ*.

Dès lors il fut d'usage, après que la faculté du divorce fut reconnue compatible avec la *conventio in manu*, pour préserver la femme de la fraude, de prévoir par des stipulations précises la restitution de dot (5).

(1) Gaius, *Inst.*, I, 1, § 148. « Ei, quæ in manu est, proinde ac filiæ, item nurui, quæ in filii manu est, proinde ac nepti tutor dari potest. » Cette tutelle testamentaire avait cela de particulier, qu'elle admettait la *tutoris optio*. Le mari pouvait donc abandonner le choix du tuteur à sa femme. Gaius, § 150, dit en effet : « In persona autem uxoris, quæ in manu est, recepta est etiam tutoris optio, id est, ut liceat ei permittere, quam velit ipsa toturem sibi optare; hoc modo : Titiæ uxori meæ tutoris optionem do. » Gans, *Scholien zum Gajus*, p. 182.

(2) Hotman, *Ant. rom.*, l. 2. G. Noodt, *Probabil.*, lib. 2, c. 9. Comanus, *Comment. juris civ.*, t. II, p. 603. Salvanus, *De usufructu*, c. 8, n. 8. Cicero, *Orat. pro domo*, c. 21 et 51 ; *de Legibus*, l. 2, c. 19. Grupen, *De uxore rom.*, c. 3, n. 22; c. 7, n. 6 et 8. Von Savigny, *Uber sacra privata der Römer*, dans la *Zeitchr. fur geschichtl. Rechtswissenschaft*, t. II, pp. 363 et 403.

(3) Tacitus, *Annales*, l. 4, c. 16. « Sed lata lex, qua flaminica Dialis sacrorum causa, in potestate viri, cetera promiscuo feminarum jure ageret. » Burnouf, t. II, p. 403, commente ce passage en ces termes : « La loi dont il est question régla qu'il n'y aura nécessité pour la femme du flamine d'être sous la puissance de son mari qu'en ce qui regardait le culte; et que, pour le reste, elle demeurerait dans le droit commun, c'est-à-dire qu'elle continuerait d'être ou indépendante, *sui juris*, si elle l'était déjà, ou sous la puissance de son père. En d'autres termes, la confarréation étant d'obligation rigoureuse pour les flamines, on en restreignit les effets, quant à la puissance maritale, aux affaires dépendantes de leur sacerdoce. » Gellius, *Noct. Att.*, l. 10, c. 15. Festus, V° *Flaminica*. Grupen, *De uxor. rom.*, c. 4. § 25; c. 111, § 23. Reines, *Syntagm. Inscript.*, pp. 42 et 51. Spanheim, *Diss. de præst. et usu numism.*, pp. 40 et 43.

(4) Ulpian., *Fragm.*, tit. 9, § 7; tit. 19, §§ 18 et 19. Gellius, *Noct. Attic.*, l. 4, c. 3.

(5) Brissonius, *De formulis*, p. 608.

Ainsi la femme put faire cesser la *manus* en envoyant le *repudium* (1); mais aucun texte n'affirme qu'elle rentrât en possession de ses biens personnels.

Ici encore les chances lui étaient défavorables. « Dans le cas même où la femme était injustement répudiée, le mari n'était soumis à une peine que lorsqu'il avait violé la foi conjugale, et cette peine même était fort légère. L'inconstance des maris ne rencontrait ainsi dans la loi qu'une barrière impuissante, tandis que la femme qui divorçait sans motif perdait une partie notable de sa dot (2). »

Dans la suite, la donation *ante nuptias* introduite pour réfréner la déplorable facilité du divorce, ne fut plus qu'un vain palliatif (3).

Cette organisation de la famille romaine, reposant sur la *manus* et le despotisme du chef, se relâcha avec les mœurs et la dissolution des institutions politiques (4). Tacite a dépeint celle-ci en traits de feu : « Non mos.

(1) Tab. VI, l. 7 : « Sei. vir. molierei. repudiom. mitere. volet. causam. decitod. haromce. oinam. » Bouchaud, *Comm. sur la Loi des douze Tables*, p. 537. Pothier, *Ad Pand.*, t. Ier, p. cxxj. Paul, l. 191, D. de verb. signif.; l. 101, D. eod. Quintilien, *Declamat.*, p. 347. Isidore, *Origin.*, l. 9, c. 8. Cicero, *In Philippica secunda*, c. 28. La loi précitée ne parle expressément que des maris; or, le *repudium* appartenait-il aux femmes? Hotman, *Antiq.*, t. III, p. 420, et Rittershuis, *Dodecadelt.*, p. 92, n'hésitent pas à se déclarer pour l'affirmative. Les auteurs, qui soutiennent l'opinion contraire, invoquent un texte de Plutarque, *In Romulo*, p. 32, citant une loi de Romulus, qui défendait aux femmes de se séparer de leurs maris; ils ajoutent que, puisque la femme acquise par l'usucapion d'une année, avait le droit de dissoudre le mariage, en s'absentant trois nuits dans l'espace de cette année; passé ce délai, sa possession devenait incommutable; « l'époux acquérait sur sa femme, par l'usucapion, un droit de propriété, de même que sur les autres choses mobilières. » Bouchaud, l. l. Cependant, le *repudium* de la femme est attesté par Plaute, *Amphitr.*, act. 3, sc. 2, v. 45. Martial, *Epig.*, l. 10, n. 41. Juvenal, *Satyr.*, 9, v. 74. Gaius, *Inst.*, l. 1, § 137 : « Sed filia quidem nullo modo patrem potest cogere, etiamsi adoptiva sit : hæc autem, repudio misso, virum proinde compellere potest, atque si ei nunquam nuptat fuisset. » Gajus met en opposition la fille, « quæ in parentis potesta est », avec l'épouse, « quæ in viri manu est » ; et il en résulte cette distinction entre la *manus* et la puissance paternelle, que celle-ci ne pouvait être levée que par le consentement mutuel des deux parties. Gans, *Scholien. zum Gajus*, p. 172.

(2) Rodière et Pont, *Traité du contrat de mariage*, t. Ier, n. 9, p. 6.

(3) Franke, *Diss. sur la donation anté-nuptiale*, dans la *Revue de législation*, t. XIX, p. 473.

(4) Tacitus, *Annal.*, l. 4, c. 46 : « Omissa confarreandi assuetudine aut inter paucos retenta. »

non jus; deterrima quæque impune, ac multa honesta exitio fuere (1). »

« On comprend d'abord, observe très justement M. Dalloz, (2) que l'intérêt et la jalousie du père ou des agnats durent résister souvent à une forme de mariage qui les dépouillait de leur puissance. En outre, c'est le sort de tout ce qui est exagéré et absurde de tomber peu à peu en désuétude; la *manus* devait disparaître des mœurs, comme l'une des énormités les plus choquantes. Le mariage libre, ou dégagé des anciennes solennités, eut la préférence et devint de plus en plus dominant. »

En effet, dans toute la législation de Justinien, il n'est plus question que des épouses appelées jadis *matronæ*, qui étaient celles du mariage libre (3).

D'autres principes ont changé les formes du langage : le *connubium* (4) ou la faculté légale de contracter mariage devient la condition des unions justes, *justum matrimonium*, et des noces légitimes, *legitimi nuptii* (5); la *manus* est remplacée par la puissance familiale, *potestas familiæ* (6). Resserré par le droit quiritaire, le *connubium* est étendu à tous les citoyens romains, sans distinction de caste (7). La *matrona* n'acquiert de droits que ceux dérivant

(1) Tacitus, *Annal.*, l. 3, c. 28.

(2) *Répert.*, V° *Contrat de mariage*, t. XIII, p. 8, n° 18.

(3) Cicero, *Topic.*, c. 11. Boethius, in eod., l. 2. Gellius, *Noct. Attic.*, tit. 18, c. 6. L. 195, § 2, D. de verb. signif. Grupen, *De uxor. rom.*, c. 7, § 2.

(4) Brouwer, *De jure connubior.*, l. 2, c. 28. D'Avezan, *Tr. de nuptiis*, c. 1 et 2. Noodt, *Comment. ad Dig.*, h. t. Ayrer, *Diss. de jure connubior. apud Rom.*, § 8. Heineccius, *Comment. ad Leg. Jul. et Pap. Popp.*, l. 2, c. 9, § 3, p 223.

(5) Ulpian., *Fragm.*, tit 5, § 1er. Brissonius, *De ritu nupt.*, p. 72 Schulting, *Jurispr. antejust.*, p. 577. Burchardi, *Grundzuge des Rechts systems der Römer*, pp. 53-59.

(6) L. 14, D. sol. matrim. L. 1, § 7, D. de rei uxor. act. L. 12, § 1er. C. qui pot. in pign. Donellus, *Comment. juris civ.*, l. 13, c. 21. Schott, *Eherecht*, § 181. Dabelow, *Grunds des Eherechts*, § 158. Schweppe, *Röm. Privatrecht*, § 676. Danz, *Handb. des heut. deutsch. Privatrechts*, t. V, § 584. Strauch, *Diss de jure mariti in uxorem*; Sect. 3, § 10.

(7) L. 13, § 1er, D. ad leg. Jul. de adult. Gaius, *Inst.*, l. 1, tit. 4. Schulting, *Jurispr. antejust.*, p. 748. Gellius, *Noct. Att.*, t. 18, § 6. Quintilian, *Inst. orat.*, l. 5, c. 10. Livius, *Hist.*, l. 38, c. 36; l. 45, c. 5; l. 31, c. 31. Spanhem, *De orbe rom.*, p. 521.

des contrats nuptiaux (1). Elle conserve les noms de sa *gens* et ne transfère plus au mari tous ses biens (2). Rien ne fait si le mariage a été accompli sans solennités (3); il s'établit entre les époux une société à la fois religieuse et civile (4); le mari doit défendre sa femme, même à ses propres frais, à défaut de dot (5); il est affecté des injures qu'elle subit (6); de son côté, la femme doit suivre son mari (7); elle participe à sa dignité et à son culte des choses sacrées (8), et elle jouit du bénéfice de sa compétence (9).

Il reste un point qui donnait au mari, tant sous l'ancienne que sous la nouvelle loi romaine, un pouvoir de vie ou de mort sur sa femme; c'est-à-dire le cas d'adultère.

Déjà Romulus avait constitué le mari, avec ses cognats, l'arbitre des délits de son épouse et les avait investis d'un droit de correction (10). La souveraineté du mari justifiait ce rôle de juge et lui permettait de venger dans le sang son honneur contre l'outrage de l'adultère (11). Même en son

(1) De là les dénominations de *tabulæ nuptiales* ou *dotales, instrumentum nuptiale* ou *dotale*. L. 9, C. de nupt. L. 29, D. de pact. dotal. L. 15, C. de pactis. L. 45 et 48, D. solut. matrim. L. 1, C. de dot promiss. Apulejus, *Apolog.*, 2.

(2) Suetonius, *In Cæsare*, c. 1. L. 4, C. de crim. expil. hered. L. 1, D. de rit. nupt.

(3) L. 22, C. de donat. ante nupt. Grupen, *De uxor. rom.*, c. 7, n. 4 et 5.

(4) L. 4, C. de crim. expil. hered. Bingham, *Origin. s. antiquitat. Eccles.*, t. IX, l. 22, c. 4. Gotofredus, *Comm. ad L. ult. Cod. Theod. de nuptiis*, t. Ier, p. 321. Hildebrand, *De nuptiis veter. christian. libellus*, § 2. Boehmer, *Diss. de jure princip. circa solemnia matrimonii*, § 9. Hochmann, *Comm. de bened. nupt.*, c. 2, § 6. Rhoer., *Diss. de effectu religionis Christ. in jurispr. rom.*, l. VI. § 38. Florens, *De sponsal. et matrim.*, t. II, p. 139.

(5) L. 2, D. de injur. L. 6, D. de relig. et sumt. funer. L. 15, C. de negot. gest.

(6) L. 1, § 3, de injur. Berardus, *Comm.* cit. loc., t. III, p. 167.

(7) L. 18, § 3, et L. ult. D. ad municip. L. 8, D. de senator. L. 10, C. de nupt. L. 15, C. de dignitat.

(8) L. 5, D. de ritu nupt.

(9) L. 20, D. de re jud. Burchardi, *Grundzuge des Rechtssystems der Römer*, p. 106. Stryk, *Diss. de operis uxorum*, c. 1, § 15. Hommel, *Rhapsod. quæst. for.*, t. VI, obs. 738. Lobethan, *Einleitung zur theoret. Eherechtsgelahrtheit*, t. II, c. 1, § 4.

(10) Tacite, *Annal.*, l. 3, c. 32. Dion. Halicar., *Orig. et ant. rom.*, l. 2, p. 93. Pothier, *Ad Pandect.*, t. Ier, p. 23.

(11) Cato, apud Gellium, l. 10, c. 23. Cassiodorus, *Var.*, l. 1. Cujas, *Op.*, t. Ier, p. 402.

absence, les cognats pouvaient, sans autre forme, condamner la femme coupable et lui infliger la peine (1). Cette peine, portée par la loi de Romulus, était la mort (2); car nous préférons la leçon des manuscrits du Vatican aux éditions vulgaires de Denis d'Halicarnasse qui omettent le mot θανατῳ (3).

Au temps des censeurs M. Messala et C. Cassius, la chasteté conjugale s'étant affaiblie, pour se perdre ensuite totalement dans les débordements de tant de Messalines flétris par Tacite (4) : « facilitate adulteriorum in fastidium versæ, ad incognitas libidines profluebant », on se relâcha de cette sévérité (5). La loi de Romulus tomba en désuétude, et Valère Maxime remplaça la peine par le divorce (6).

Le droit de le provoquer resta au mari et aux cognats (7); en cas de

(1) Livius, *Hist.*, l. 39, c. 18. Tacite, *Annal.*, l. 13, c. 32. Suétone, *In Tiberio*, c. 35.

(2) Les commentateurs rapportent la loi en ces termes : « Adulterii convictam vir et cognati, uti volent, necanto. » Des auteurs, et entre autres Cujas, *Observat.*, l. 6, c. 25, t. III, p. 169, contestaient cette leçon, par le motif que Denis d'Halicarnasse, *Antiq. rom.*, l. 2, p. 95, se sert du mot ζημίωσον, qui veut dire condamner à une amende et non infliger la peine de mort, et qu'Aulu Gelle, l. 2, c. 25, s'est pareillement servi du mot *mulctare*, et non de *necare*. Nov. 32 in Zepernick, *Delectu scriptor. Novell.*, p. 152.

(3) Val. Maxim., l. 6, c. 3, § 7. Plinius, *Hist. nat.*, l. 14, c. 13. Pothier, *Append. fragm. ad L. XII tab.*, t. Ier, p. 176. Ammian. Marcellin, *Rer. Gestar.*, l. 28, c. 1. P. Fabri, *Semestrium.*, l. 3, c. 21, p. 332. Le mari pouvait même refuser la sépulture. Dionys. Halic, l. 4, p. 251. Horatii, *Satyr.*, l. 1, sat. 2, v. 42. Livius, *Hist.*, l. 25, c. 2; l. 39, c. 18.

(4) *Annal.*, l. 11, c. 26.

(5) Plinius, *Hist. nat.*, l. 17, c. 25. Juvenal, *Satyr.*, 10, v. 311. *Instit.*, de publico judic., § 4.

(6) Junghans, *Hist. juris civ. de divortior. causis et pœnis*, diss. 1, c. 2. Ce n'est pas à dire que le divorce ne fut pas compris dans le *repudium* de la loi VII de la sixième table des lois des douze tables; mais il fut inconnu à Rome pendant plus de cinq cents ans, suivant le témoignage d'Aulu Gelle, l. 4, c. 3, et des autres historiens. Dion. Halic., *Antiq.*, l. 2, p. 96. Plutarch., *in Romulo*, p. 39, et *in Numa*, p. 77. Valer. Maxim., l. 2, c. 1, n. 4.

(7) Dans la suite des temps, les femmes eurent à leur tour la liberté de faire divorce avec leurs maris. De là, l'origine du divorce qui s'appelait fait *bona gratia*, à l'amiable. Reinhardt, *Diss. de conjuge bona gratia divertente*, c. 1. Dans ce cas, non seulement la femme recouvrait sa dot, mais encore recevait de son mari de riches présents. Ovid., *De remed. amor.*, v. 669. Bientôt, les femmes poussèrent à l'excès la licence du divorce, qu'elles se permirent, ainsi que leurs maris, sous les plus légers prétextes. Senec., *De*

dissentiment, ou de plainte de la femme prétendant être la victime de la haine ou d'injustes soupçons de son époux, le magistrat décidait (1).

Après la répudiation de la femme, la dot était acquise au mari (2), à condition que l'infidélité fut établie; sans cela, la femme ou son père, si elle était encore sous l'autorité paternelle, pouvait la répéter (3).

La loi *Julia*, portée par Auguste l'an de Rome 737 (4), essaya d'enrayer cette licence effrénée (5). Le jurisconsulte Paul (6) nous en détaille les peines. La femme coupable perdait la moitié de sa dot et le tiers de ses autres biens (7).

benefic., l. 3, c. 16. Juvenal, *Satir.*, 6, v. 20. Martial, *Epigram.*, l. 6, ép. 7. Cicero, *Ad Famil.*, l. 8, épist. 7. Plaut., *Mercator.*, act. 4, sc. 6. *Voy.* Huber, *Diss. de ritu ac licentia divortior. roman.*, c. 4.

(1) L. 8, C. 3, § 6.

(2) Gothofred., *Com. ad L.* 1, *C. de dotib.*, t. Ier, p. 343. Schulting, *Jurispr. vet. antejust.*, p. 586, not. 38. Heineccius, *Com. ad Leg. Jul. et Pap. Popp.*, p. 327. Marche, *Hist. juris civ. de divortiis*, p. 58. On s'appuie surtout sur Plutarch, *Vita Marii*, p. 247. Valer. Maxim., l. 8, c. 2, n. 3. Plin., *Hist. nat.*, l. 14, c. 14. Gellius, *Noct. attic.*, l. 10, c. 22. Et Plaut., *Amphitruo*, act. 2, sc. 2, v. 222.

Nunquid causam dicis, quin de hoc mulctem matrimonio ?

Lipsius, ad h. l., interprète « mulctare matrimonio » par « privatio dotis » et Cuperus, *Observ.*, t. Ier, n° 20, par « retentio dotis ». Puttman, *Probabil. juris. civ.*, l. 2, c. 22, y voit plutôt le sens de « repudiare uxorem » et « divortium facere ». Quoi qu'il en soit, le système de la retention de dot à été vivement controversé. Hasse, *Guterrecht, der Ehegatten*, l. I, § 50, p. 181.

(3) Francke, *Pr. de dote, in solutione matrimonii, ob. adulterii suspicionem decreta, non retinenda*, Terentius, *In Hecyra*. Act. 3, sc. 5, v. 49. Brokes, *Select. obs. forens.*, c. 152, Hennig, *Verluste des Vermogens der Frauen bey erfolgter Scheidunge durch Ehebruch*, p. 129. Sundheim, *Diss. de effectu divortii quoad bona.*, c. 1, § 4. Dans la suite la dote fut divisée. L. 5, § 1er, D. de bonis damnat. L. 24, C. de jure dot. Winckler, *Diss. de bonis uxoris malitiose desertricis*, c. 1. Schott, *Diss. de uxore desertrice*, § 16. La donation anté-nuptiale n'était pas sujette à répétition ou rétention. L. 66, § 1er. D. de donat. inter vir. et uxor.

(4) Hoffmann, *Ad. Leg. Jul. de adulteriis coercendis*, c. 2. § 9. Une seconde loi *Julia* de maritandis ordinibus, préparée en même temps, après bien des modifications subies en 757, fut publiée en 762 sous le consulat de M. Papius Mutilus et O. Poppeus secundus, et prit de là le nom de *Lex Julia et Pappia Poppaæ*. Heinecci, *Comm.* ad h. l., l. 1, c. 3. Meerman, *Thes.*, t. V. p. 55.

(5) Sueton., *in Julio Cæsare*, c. 50 et 74. Dio Cassius, L. 44, c. 5. Seneca, *De Providentia*, c. 3, n. 9. Propert., l. 2, eleg. 5, v. 17.

(6) L. 2, tit. 26, § 14. Kleinschrod, *Observ. ad Leg. Juliam*, obs. 5, § 19 et 20.

(7) Hoffmann, *Ad. Leg. Jul.*, c. 4, § 2. Oelrichs, *Thes. dissert. jurid. Belgicar.*, t. Ier, p. 95. Nov. 117, c. 8, § 2. L. II, § 2. C. de repud. Nov. 22, c. 18. Kapff, *Diss. crit. de effectu divortii quoad bona*, § 19.

et était réléguée dans une île (1). Au rapport de Tacite, cette rélégation avait lieu à deux cents milles de Rome (2).

Tel était, dans ses grandes lignes, le régime romain, au point de vue de la puissance maritale sur la personne de la femme, le seul que nous avions à examiner.

Passons à la législation barbare.

Dans le langage germanique, la femme mariée est désignée par le mot *weib* (3), qui correspond à l'*uxor* des Romains. On l'appelle encore *gefreyete, befreyete*. Le principe dominant était celui de sa pupillarité permanente (4). La jeune fille restait sous l'autorité paternelle ou tutélaire des agnats. Le mariage en l'affranchissant de ce lien, la plaçait sous l'autorité du mari. A raison de cette émancipation, on la nommait *gefreyete,* comme l'établit Heineccius d'après les textes d'Ulfilas (5).

Klontrup, *Beytrag zur Lehre von der Gemeinschaft der Güter unter Eheleuten,* c. 6, n. 2. Zoesius, *Com. ad. Dig.*, p. 452.

(1) Ulpian., tit. 6, de dotib. Sueton., *in Aug.*, c. 65. Vell. Paterculus, l. 2, c. 100. Plinius, Lib. 6, epist. 31. Selon plusieurs interprètes, la *relegatio in insulam* aurait été insérée dans la loi *Julia* par l'empereur Sévère. Hoffmann, C. 4, § 7. Haupt., *Diss. de pœna adult. ex. Lege Julia,* p. 46. Par la Nov. 134, c. 10, de l'année 566, Justinien y ajouta la séquestration dans un couvent, avec attribution à celui-ci d'une partie ou de la totalité des biens de la femme adultère, suivant les degrés des parents qu'elle avait. *Basilic.*, t. IV, p. 314; l. 28, tit. 7, const. 1. Photii, *Nomocanon,* t. Ier, c. 32. Faber., *Semestrium*. L. 3, c. 22, p. 354. Vinnius, *Select. jur quest.*, l. 2, c. 20. Wieling, *Lection. juris civ.*, l. 2, c. 31, p. 254. Zepernick, *Delectu scriptor. Novellas Justin. imp. earumque histor.*, p. 152.

(2) *Annal.*, l. 2, c. 50. Cfr. *Ibid.*, l. 1, c. 53; l. 2, c. 85; l. 3, c. 24; l. 4, c. 42. Les empereurs, depuis Auguste, avaient porté diverses lois pour arrêter les progrès du divorce. Constantin en fixa les causes légitimes par sa L. 1, C. de repud. Une constitution d'Honorius, de Théodose et de Constance, L. 2, C. ibid., suivie de celle de Théodose et Valentinien, L. 8, C. ib., l'éclaircit encore. Justinien abolit le divorce *bona gratia,* et codifia à nouveau les causes légitimes dans ses Novelles 22, 117 et 134.

(3) Boxhorn., *Gloss. francic.*, sub. litt. *W*. Schilter., *Thes. antiq. teutonic.*, t. III, in-fine. Segebert., *Cod. Lubec.*, art. 4, 7 et 15. Variant. Wiv, wyff, wif. *Sachsen Spiegel,* art. 46 et 63, éd. Ludovic, pp. 112 et 360. Le celte avait hera; le gothique frauga; l'anglo-saxon frea. Spoelman, *Glossar.*, h. v.

(4) Cette tutelle était nommée *mundium;* et l'on disait en latin : « in verbo, sermone vel ore esse. » Heineccius, *Elem. juris german.*, l. 1, t. VI, § 132. Schilter, *Glossar.*, V° *Munt*. Le *tutor* est mentionné dans l'ancienne loi saxonne, c. 7, ap. Leibnit, *Script. rer. Brunsvic.*, t. Ier, p. 79.

(5) *Elem. jur. german.*, l. 1, t. VIII, § 164, p. 126. Fragiptim = freygeben, despondere. Fragifts (fragibts.

La forme primordiale du mariage, chez toutes les peuplades germaniques (1), fut la vente (2), qui était appliquée même aux rois (3). Dans la période suivante, on l'appelle encore : *uxorem emere, feminam vendere* (4); le prix payé par le fiancé : *pretium emtionis, pretium nuptiale,* ou simplement *pretium* (5); la fiancée : *pulla emta* (6); les fiançailles : *mercatio* (7).

Luc. I, 27); in fragiftim (scil. visandei); in fragiptim visan; in fragibtim abin. Schulze, *Goth. Gloss.*, p. 112. Une glose malbergique : Frisra sigena, est interprétée par Eccard : Freyen umb eine Frau. Le flamand avait vrydster. Kilian, h. v. Nu syn si onderhuwet ende gevriende. Velth., II, 10, 62. Veerdam, *Middelned. Woord.*, t. II, p. 1842. Le Frison : freegjen, frejen, fryen. Epkema, *Woord.*, pp. 154 et 158.

(1) L. Alam., tit. 54. L. Saxon., VI, 1; VII, 3. L. Wisig., III, 4, § 2. Fredegar., *Chron.*, c. 18. Bignon, *Form.*, 5. Lindenbrog, LXXV.

(2) Il répugne d'admettre que la forme primordiale ait été l'enlèvement ou le rapt. Les arguments produits à l'appui de cette opinion semblent plus spécieux que solides, puisqu'ils se résument en de simples conjectures, des rapprochements de mots et des subtilités linguistiques. Sous ce rapport, l'argumentation de M. Bimbenet, *Recherches sur l'état de la femme, l'institution du mariage et le régime nuptial,* dans la *Revue crit. de législ. et de jurispr.*, t. VIII, p. 117; t. IX, p. 155; t. XX, p. 24; t. XXI, p. 260, est sans réplique. Par quelle contradiction ne trouve-t-on dans les lois barbares et les coutumes aucune trace de cette forme, tandis que l'on en voit en si grand nombre de l'autre forme, c'est-à-dire de la vente? Toutes, au contraire, édictent à l'envi des peines sévères contre le rapt : le triple du *wittemon,* chez les Burgondes; la mort chez les Bavarois. L. Burg., XII, 3. Add. I, tit. 14. L. Bajuvar., VII, 16. Decret. Childeb. an. 596, c. 4, ap. Pertz, t. III, p. 9. La femme qui acquiesce à son enlèvement, offense son tuteur et perd tout droit de dot et de mariage. Wilda, *Gesch. des deut. strafr.*, p. 801. Charles le Bon par une charte de 1123, le réprime sous le nom de *wifverdragen.* Miraeus, *Op. dipl.*, t. Ier, p. 373. *Voy.* Willems, *Van Heelu*, p. 541. Gheldolf, *Cout. de Gand,* t. Ier, pp. 392, 401, 451. Cfr. les Coutumes de Bruges et du Franc; etc.

(3) Muratori, *Antiq. ital. med. aev.*, t. II, pp. 113-114.

(4) L. Sax., c. 49, 65.

(5) L. Sax., c. 43. L. Burg., c. 34, 42; 2, 61. L. Wisig., III, 1, 2; 4, 7. On l'appelait encore chez les Lombards *meta;* L. Rothar., c. 182, 192. Chez les Burgondes *wittemon;* L. Burg., tit. 34, c. 2; tit. 66. Chez les Saliens, *reippus,* qui n'est pas l'amende de la renonciation ou du deuil, comme l'a soutenu Wiarda, *Gesch. und Ausleg. der sal. Ges.*, pp. 225 et 463; mais synonyme de *raips, reif, vinculum,* ainsi que Grimm, *Deuts. Rechts Alter.*, p. 425, l'a démontré. *Voy.* Canciani, t. II, p. 476.

(6) Pact. Alam., 3, 29. L. Alam. Lantfr., 97, 4.

(7) Form. Wisigoth., 18. La loi salique reconnaissait encore les *sponsalia per solidum et denarium,* d'après cette formule rapportée par Lindenbrog, 73 : « Dum taliter parentibus nostris utriusque partis complacuit atque convenit, ut ego te solido et denario secundum legem salicam sponsare debeam. » Bignon, *Form.* 5. Baluze, *Capit.*, t. II, p. 498. L. Sal., tit. 47, parle du mariage *per tres solidos et denarium.* Grimm, p. 426, le rapproche de celui *per tres asses* des Romains, ainsi décrit par Varron, ap. Nonium,

Le contrat étant passé en présence des parents, présuppose donc leur consentement (1). D'après une formule, le juge pouvait suppléer le tuteur (2).

Le marché se faisait d'abord au comptant; puis le raffinement des mœurs amena des délais, de sorte que l'acte primitif se déboubla en quelque sorte dans les cérémonies des fiançailles et la célébration des noces (3).

Les fiançailles se consommaient par le paiement des arrhes (4), ou l'acceptation de l'anneau (5), ou la tradition de quelque autre objet symbolique (6). Elles deviennent obligatoires lorsque le prix d'achat est versé ou stipulé dans les formes requises. Dès ce moment, les droits des parties sont protégés par la loi. Le fiancé qui manque à son engagement, doit payer à la

in Nubentes : « En entrant dans la demeure conjugale, la femme apportait trois as; l'un, qu'elle tenait dans sa main, pour donner à l'époux; l'autre, dans sa chaussure pour les dieux Lares; quant au troisième, elle le déposait dans le *compitum vicinale,* pour acheter l'entrée de la maison. »

(1) L. Sal., tit. 70. L. Wisigot., l. 3, t. Ier, c. 2 et 7; l. 4. t. 2, c. 13. L. Frison., t. 9, § 11. L. Burg. Add., I, tit. 14. L. Alam., tit. 54. Greg. Turon., IX, 33. Chlothacarii I const. an. 560, c. 7, ap. Pertz, t. III, p. 2. Savigny, *Gesch. des Röm. Rechts.*, t. II, p. 130, rapporte un texte des *Exceptiones legum romanorum* de Pierre de Valence ainsi conçu : « Mulieres liberos in protestate non habent, ideo que filii et filiæ sine consensu matris matrimonia contrahere possunt. Quod non possunt facere sine consensu patris, in cuius potestate sunt. » C'est là une exception écrite pour un pays du Midi, où le droit romain commençait à s'infiltrer. Partout ailleurs le consentement du père et de la mère était requis; et en cas de dissentiment, la voix du père l'emportait. Ludewig, *Differ iur. Rom. et Germ. in consensu connub.;* t. Ier, c. 2; t. II, c. 7. Reinhartb, *De arbitrio patris et iure matris in nupt. filiar.*, § 31. Rothhahn, *De materna potest. in liberos ex Germ. legibus et more,* § 25. A la mort du père, la mère conservait son pouvoir, tant qu'elle ne convolait pas en secondes noces, mais alors elle était assistée par les agnats. L. Wisig., l. 3, t, Ier, c. 7. L. Burg. t. 59. Carpzov., *Jurisp. consist.*, l. 2, t. 3, c. 44 et 45. L'infraction à ces dispositions entraînait la nullité du mariage, et même la peine des *sponsalia clandestina.* L. Wisig., l. 1, t. 2, c. 8. Kind, *Quæst. for.*, t. Ier, c. 82. Pufendorf, *Observ. iuris,* t. III, c. 43.

(2) Form. Langob. ix, ap. Canciani, *De legib. barbar.*, t. II, p. 467.

(3) Brunner, *Deutsche Rechtsgesch.*, t. Ier, p. 74.

(4) Vit. S. Austreb., ap. Bouquet, *Rec. des hist. des Gaules,* t. III, p. 459. Calvin, *Lexic. jurid.*, Verbo *Arra.* Brouwer, *De jure connub.*, l. 2, c. 27. Schrassert, *Comment. ad Reform. Velavie,* c. 27, n. 16.

(5) L. Wis., l. 3, t. Ier, c. 3. L. Liutprand. V. 1. Form. Veron., ap. Canciani, t. II, p. 477. Grimm, *Deuts. R. Alt.*, p. 432.

(6) *Voy.* pour les détails Vita S. Berth., ap. Bouquet, t. III, p. 622.

famille de la fiancée l'amende de l'infraction (1). Celle-ci n'a pas davantage le droit de se rétracter (2); mais elle jouit d'un privilège spécial à l'égard des tiers, en ce qu'ils encouraient, pour les violences commises sur sa personne, une plus forte composition (3).

Quant au prix d'achat, on trouve dans la période suivante, chez diverses peuplades, un tarif légal, que l'on présume équivaloir au *wergeld* de la fiancée (4). Le mariage prend le caractère d'un acte public, qui se contracte en présence des parents des deux parties et s'appelle *traditio puellae, gift* ou *brautgabe* (5).

Dans le droit germanique, le mariage était regardé comme consommé, lorsque la fiancée avait été ainsi remise à l'époux et que la couverture avait été étendue sur les deux (6). Elle passait alors sous la puissance maritale ou sous le *mundium* de son mari (7), qui n'était pas moins rigoureux que

(1) L. Sal., t. 70. De eo qui filiam alienam adquisierit., et se retraxerit. Si quis filiam alienam ad conjugium quæsierit, præsentibus suis et puellæ parentibus, et postea se retraxerit, et eam accipere noluerit, MMD denariis, qui faciunt solidos LXII, cum dimidio culpabilis judicetur. « L. Rothar., c. 178. L. Alam., 53. L. Bajuvar., VII, 15.

(2) PARDESSUS, *Loi saliq.*, p. 667, affirme le contraire. Mais tout porte à croire que les droits du fiancé jouissaient d'une protection légale équivalente. Arg. L. Wisig., l. 3, t. Ier, § 3.

(3) L. Sal., t. 14, c. 8, 9, 14. Cfr. BIGNON, *ap. Marculph.*, Form., t. II, p. 16.

(4) BRUNNER, *Deut. Rechtsgesch.*, p. 75.

(5) Ags. gifta (Plur.) = nuptiæ. SCHMID, *Gesetze der Angels.*, p. 603. Ahd. Glossen ap. GRAFF, t. IV, p. 122 : sponsalia brutgepa. Le gothique avait, en ce sens, les mots : brups et giba : Skaidan brup vipra svaihron izos. SCHULZE, *Gloss.*, p. 57. GRIMM, *Deut. Gram.*, t. III, p. 322. RICHTHOFEN, *Altfris. Wort.*, p. 667. L'ancien flamand avait, de son côté, medegave pour synonime de bruitscat. VEERDAM, *Middelned. Woord.*, t. Ier, p. 1470.

(6) L. Sal. Her., t. 14, c. 10. Emend. ibid. Si quis puellam quæ *druchte* dicitur ad *maritum*. Glos. ms. 4418 : quum sponsatam duxerit. Glos. Estens : quæ tracte ducitur, id est per nuptiatores. WENDELIN et BIGNON, h. l. L. Alam., t. 54. Ostg. gipt., 10, 3. Vestg., 2, 1. *Sachsenspiegel*, 1, 45 : Wann die ehleute Koma a en bulster ok under ena bleo. GRIMM, *R. Alt.*, p. 440.

(7) BRUNNER, *op. cit.*, p. 71, dit excellemment : « Das althochdeutsche Wort : die « Munt » (niederdeutsch und nordisch mund, latinisiert mundium), welches die neuhochdeutsche Sprache nur in Ableitungen und Verbindungen wie Mündel, Gemunde, Vormund, mundtodt bewahrte, hat die Grundbedeutung Hand, manus.» Le savant professeur explique ce texte par la note suivante qui renvoie aux sources : « GRIMM, *R. Alt.*,

la *manus* romaine (1). La sujétion absolue de la femme est ainsi attestée par César : « Viri in uxores, sicuti in liberos, vitæ necisque habent potestatem (2). » Et Tacite la confirme dans son langage laconique : « Paucissima in tam numerosa gente adulteria, pœna præsens et maritis permissa (3). »

Comme chez les Romains, le mari est constitué le juge et le vengeur de la femme adultère (4).

p. 447. Graff, *Alth. Prap. und Sprach.*, t. II, pp. 813, 815. Schmeller, *Bayer. Wort.*, t. Ier, p. 1623. Schmid, *Gesetze der Angels.*, p. 654. Richthofen, *Fries. Wort.*, p. 938. Kraut, *Die Vormundschaft nach den Grundsätzen d. deutsch. Rechts*, pp. 1-6. Heusler, *Institution d. deutsch. Privatrechts*, t. Ier, p. 95. Anm. 3 verweist auf Heliand 5931 : mid irô mundon gripan (*mun*don ist hier Konjektur, Germania, Vierteljahr. fur Deut. Alt., VIII, 60, siehe aber u. a. Beóvulf 3091-3092 : ic gefênc mid mundum) ; Stobbe, *Priv. R.*, IV, 4 Anm. auf eine stelle der Breslauer Statuten, wo von Vermögen die Rede ist, das in eines der Ehegatten « munde verstorben worden. » Auf die Bedeutung Hand führen das Wort Gemunde (ein Mass, Spanne, palma. Grimm, *Wort.*, IV, 3290. Schmeller, *Bayer. Wort.*, I, 1624) und das friesische Nedmond zurück (Richthofen, *Wort.*, I, 946). Durchschlagend sind das altfranzösische mainbour (aus muntporo) und das italienische manovaldo (für mundo aldus). « Man sieht leicht, dass *munt* in das rom. *main* (Hand) umgedeutet oder übersetzt ist, wie dies auch im it. *manovaldo* geschah. » Diez, *Etymol. Wort.*, II c. 1. v. *mainbour*. Das von Phillips, *R. G.*, s. 110, Anm. 1 und von Stobbe, a. O. herangezogene verhältnismässig junge Sprichwort : « Morgenstunde hat Gold im Munde » verdankt seine Entstehung vermutlich einem steiflenenen Schulmeisterwitz über das Wort *aurora* (aurum *in ore*). In der Wendung « in verbo, in sermone regis esse » steht *verbum* nicht für *mundium*, sondern für *bannus* und bezieht sich auf den Friedesbann, welchen der König denjenigen wirkt, die er in seinen Schutz aufnimmt. »

(1) M. Esmein, *La* manus, *la paternité et le divorce*, p. 13, dit très justement : « Dans le vieux droit germanique, le simple consentement ne crée pas les contrats; une prestation effectuée, une *res* étant le moyen le plus usité pour lier les volontés... Il fallait pour que le *mundium* fut acquis au mari, la tradition de la fiancée et le commencement de la vie commune. » *Sic* Löning, *Gesch. des deutsche Kirchenrechts*, t. II, p. 581. *Contra*. Sohm, *Eheschliessung*, p. 85.

(2) *De bello gallic.*, l. 6, c. 19.

(3) *De morib. German.*, c. 19.

(4) « Accisis crinibus nudatam coram propinquis expellit domo maritus, ac per omnem vicum verbere agit. » Tacit., op. l., c. 19. Les lois barbares variaient sur ce point, dans la suite, autant que sur la pénalité de l'adultère « Si quis uxorem alienam viro marito tulerit, VIII denarios, qui faciunt solidos CC culpabilis judicatur. » L. Sal., t. 15, § 1. L. Rip., 25, 1. Eccard, *Com. ad L. Sal.*, p. 37, croit que ce texte vise à la fois la répression de la bigamie et de l'adultère. Ailleurs (tit. 14, § 8 et tit. 29, de adulteriis ancillarum), la loi salique applique également l'amende. Celle-ci est encore comminée par la L. Alam., tit. 51 et 58 ; la L. Bajur.,

Quelle était la puissance maritale dans la famille germaine? Et Dalloz (1) répond : Le mari exerçait sur sa femme la justice domestique : il pouvait la mettre à mort pour des motifs raisonnables, selon un capitulaire de Louis le Débonnaire. Elle était appelée, dans les rapports des époux, *ancilla* et le mari *dominus*. Le *mundium* la soumettait à la nécessité de l'autorisation maritale pour tous les actes de la vie civile. Quant à ses biens, le mari en avait l'administration : il pouvait même en disposer, s'ils consistaient en objets mobiliers. Mais la disposition des immeubles n'en était permise qu'avec le consentement de la femme : consentement qui devait être donné en présence de deux ou trois de ses parents. »

La puissance du mari sur sa femme correspond, d'après Brunner (2), à celle du père sur ses enfants. L'ancienne loi suédoise assimilait les fiançailles à un acte formel d'adoption (3). Le mari avait le droit de tuer sa femme;

tit. 7, c. 1, § 1; c. 2, § 1; c. 10 et c. 12, §§ 1 et 3. La peine capitale est prononcée par l'édit de Théodoric, roi des Ostgoths, c. 38 et 39, qui rappelle par ses termes, le souvenir de la L. 30, § 1, C. ad L. Jul. de adult.; par les miroirs de Saxe et de Souabe. Ludovic., *Jus prov. Saxon.*, l. 2, art. 13, p. 235. *Jus prov. Suevic.*, c. 114, § 10. Rolevinck, *Ant. Sax.*, l. 1, c. 7. La loi danoise édicte la peine infamante : l'épouse infidèle doit « de schandsteene im dörpe ummedragen. » Eckenberg, *Reg. jur. Cimbrici ac Danici*, c. 27. Le droit du mari de venger l'outrage, même dans le sang, est reconnu par les L. Wisig., l. 3, t. 4, c. 1, 3-5, 9, 13. L. Rotharis Langob., c. 212, 213. L. Aethelbert Angl. Sax., c. 23, 48. La loi suédoise autorisait le mari d'imposer à la femme, en cas de dénégation, l'épreuve du fer ardent. L. Scan. Waldemar., l. 13, c. 3, ap. Westphalen, IV, 2078. La loi de l'ancienne Frise mérite d'être citée. « Ubi mulierem accusamus, quod adulterium commiserit, is in cujus potestate est, eam purgare tenetur; si eam purget, id est, purgare suscipiat et sacramenta deficiant, ei in cujus potestate est, tenetur eique optio datur, an ipsam excoriare, an gladio sub quo domum sponsi intrabat, ferire velit. » Et Siccama, in notis, p. 93, explique excoriare, « sive uti in authentica lingua sonat, *filen*, denotat corium tergoris, flagellis rumpere. » Au retour de la noce à la maison conjugale, on présentait sur le seuil de la porte, à la nouvelle mariée, un balai et une épée nue. « Hoc ritu monere volebant, ajoute Keimreichs, *Nordfris. Chronica*, l. 1, c. 2, p. 25, sponsam ut pidicitiam et castitatem viro servaret integram; quod si eam prostituisset, marito jus esse de adultera ipso gladio nuptiali, quem *aestswird* vocabant et sub quo mariti domum intrarat, sumere supplicium. » Hoffmann, *De dissensu jurium in puniendo adult. crim.*, c. 5, § 1.

(1) *Rép.*, V° *Contrat de mariage*, t. XIII, p. 11, n° 55.

(2) *Deutsche Rechtsgesch.*, t. 1er, p. 75.

(3) Par génuflexion de la jeune fiancée. Grimm, *R. Alt.*, p. 433.

mais cette faculté n'était pas seulement restreinte par les mœurs, mais encore par des prescriptions légales ; et dès l'origine, le principe avait prévalu, qui nous a été transmis par un texte de la loi lombarde : « Non licet uxorem interficere ad suum libitum sed rationabiliter (1). » Parmi ces motifs légitimes, on cite les cas de la femme qui a attenté à la vie de son mari et qui a été surprise en adultère (2). Le mari peut encore la châtier et la chasser honteusement de la maison conjugale lorsqu'elle se prostitue (3) ; et même il peut la vendre pour sa punition et en cas de nécessité (4).

Du *mundium* du mari sur sa femme dérivent, selon Grimm (5), entre autres droits, celui de châtier, vendre et tuer sa femme, comme il le fait de ses serviteurs et enfants. Il peut la battre. « Flagellando uxorem (6). » Le mari qui bat sa femme avec les verges et le bâton, ne viole pas la paix du ménage. Corrigez-moi de telles femmes, dit le guerrier Sigfried ; elles apprendront par là à laisser tomber en chemin de telles paroles. — Oh ! j'aurais dû le prévoir, dit la noble dame. Et voilà pourquoi il a rendu mes lèvres violettes, à force de me battre (7).

Le *mundium* était donc la règle générale qui s'était établie chez tous les peuples de la race théotisque et qui s'y conserva bien longtemps au

(1) Liber Papiensis ap. Rotharis, *Gesetze im Edict. Langobard.*, p. 200. Pertz, IV, 344.

(2) Rotharis, Op. cit., p. 202. L. Bajuv., VIII, 1. L. Wisig., III, 4, 4. Wilda, *Strafrecht*, p. 821. Rosenthal, *Rechtsfolgen des Ehebruchs*, p. 41. Richthofen, *L. Sal.*, p. 409. Comp. la note 4, page 45.

(3) Tacitus, *De mor. Germ.*, c. 19.

(4) Liutprand, 121. Tacit., *Ann.*, l. 4, c. 72. L. Baj., 1, 10 : « Et si non habet tantam pecuniam se ipsum et uxorem et filios tradat. Pertz, I, 187, c. 1. Loersch und Schröder, Urk. I, n° 87. Viollet, *Précis de l'hist. du droit français*, p. 421. Richthofen, *Lex Saxonum*, p. 293. Brunner, *Deut. Rechtsgesch.*, t. Ier, p. 75.

(5) *Deut. R. Alt.*, p. 450. « Aus dem *mundium* des mannes über die frau sliessen noch andere rechte : er durfte sie, gleich seinen knechten und kindern, züchtigen, verkaufen, tödten. »

(6) Baluze, *Capit.*, t. II, p. 1378.

(7) Grimm, l. l., p. 450. *Nibelung.*, 805, 857. Michelet, *Origines du droit franç. dans les symboles et formules*, t. Ier, p. 49. Malgré l'influence du Christianisme, la vente des enfants persista jusqu'au IXe siècle. Vita S. Juniani, ap. Labbé, *Biblioth. ms.*, t. II, p. 575. Capit., liv. 7, c. 4. Karoli II. Edict. Pist., an. 864, c. 31, ap. Pertz, t. III, p. 497.

moyen âge. « Und ob wol, dit le Miroir de Saxe, ein Mann seinem Weib nicht ebenbürtig wer, ist er doch ihr Vormund (1) ». Et le Miroir de Souabe reproduit ce texte et qualifie le mari de « sinez uuibez vogt und maister (2) ».

La loi normande disposait : « Quum enim mulier sub potestate viri sui sit constitua, vir eius de ea, de rebus suis et heredidate ad suum arbitrium voluntatis poterit dispensare (3). »

Celle des Visigoths : « Vir qui uxorem suam secundum sacram scripturam habet in potestate, similiter et in servis ejus, potestatem habebit, et omnia, quæ cum servis uxoris suæ vel suis in expeditione acquisivit, in sua potestate permaneant (4). »

La loi des Burgondes, dans la cause de Fredegisele et Aunegilde, sanctionne les mêmes droits (5).

Le plus ancien statut des Saxons, d'accord avec la loi allemande, (6) portait : « Ut uxorem ducturus ccc solidos det parentibus. Si autem sine voluntate parentum, puella tamen consentiente, ducta fuerit, bis ccc solidos parentibus eius componat. Si vero nec parentes nec puella consenserunt, id est, si vi rapta est, parentibus eius ccc solidos, puellæ ccxl componat, eamque parentibus restituat (7). »

Semblables dispositions se retrouvent dans la loi lombarde de Rotharis (8),

(1) *Jus provinc. Saxon.*, ap. Ludovic, l. 1, art. 14.

(2) *Jus provinc. Alaman.*, c. 11 et 282, ap. Schilt., t. II, p. 219.

(3) *Codex Legum Normannic.*, l. 2, c. 36, §§ 3 et 4, ap. Ludewig, *Rel. msc.*, t. VII, p. 338.

(4) L. Wisig., l. 4, t. 2, c. 15.

(5) L. Burg., t. 52, Add. I, t. 13.

(6) L. Alam., t. 54, § 2. « Si fœmina sub illo viro mortua fuerit, antequam illi mundium apud patrem adquirat, solvat eam patri eius quadringentis solidis. »

(7) L. Saxon., t. 6.

(8) Rothar. Leg., c. 205. « Nulli mulieri liberae sub regni nostri ditione, lege Langobardorum viventi, liceat in suæ potestatis arbitrio, id est, sine mundio (salbmundia, selbmundia) vivere; nisi semper sub potestate viri aut potestate curtis Regiæ debeat permanere. » Heineccius, *De marito tut. et curat. uxor. legit.*, c. 2, § 7.

et celles des Frisons (1), des Suédois et Norwégiens (2), et des Danois promulguée par Waldemar (3).

Chez les Angles, les vieilles lois d'Aethilbert avaient consacré le *mundium;* et Jean Cowell (4) disait avec vérité : « Uxorem iure Anglicano in protestate vel sub virga viri sui est. »

Réduite à une tutelle permanente, l'infériorité de la femme éclate dans toute cette législation. « Major dignitas in sexu virili », avait écrit Ulpien (5); et cette maxime resta la base de la constitution juridique du moyen âge. L'échelle des amendes distingue cette inégalité. Dans la loi de Galles, la femme est estimée au tiers de l'homme (6). En Saxe et en Souabe, la composition n'atteint que la moitié (7). L'écart oscille entre ces limites chez les autres nations (8). Les Bavarois font exception : l'injure faite à la femme est payée au double; car, dit noblement la loi, la femme n'a pu se défendre par les armes (9).

L'infériorité se marque encore par l'exclusion de l'héritage paternel, *terra aviatica,* ou du moins de la terre salique (10). Mais ici, il y avait plutôt une raison politique, puisque le bien de famille ou de souche formait le signe distinctif et matériel de la liberté (11).

(1) Lex Frision., t. 9, §§ 8, 9 et 11, ap. Georgisch., p. 419. « Si quis fœminam extra voluntatem parentum eius vel eorum, qui potestatem eius habent, uxorem duxerit. »

(2) Loccenius, *Synops. jur. Suecici,* add. ad Diss. xv, quest. 1.

(3) Leg. prov. terræ scaniæ a Waldemaro I sancit., l. 3, c. 1, ap. Westphalen, t. IV, p. 2038. « Matrona quælibet, circumspecto freta legitimi provisoris consilio... »

(4) *Inst. jur. Angl.,* t. Ier, c. 10 et 22, pp. 17 et 40.

(5) L. 1, de Senatoribus, D. l. 1, t. 9.

(6) Probert, *Lois de Galles,* p. 317. Collect. de rebus Hib., t. III, p. 84.

(7) Schwäb. Landr., 305. Schilt., t. Ier, p. 402.

(8) L. Salic., 28. L. Rip., 12, 13, 14. L. Sax., 2, 2. L. Alam., 67, 68. L. Wisig., VIII, 4, 16. L. Lang. Rotharis, 200, 202. Uplandsl. Manhelg., 29, 5.

(9) L. Bajuv., 3, 13. Grimm, *Deut. Alt.,* p. 405, cite quelques autres exceptions.

(10) L. Sal., t. 62, c. 6. « De terra salica nulla portio hereditatis mulieri veniat. » L. Rip., 56, 4. « Sed cum virilis sexus extiterit, femina in hereditatem aviaticam non succedat. » L. Angl., 6, 1. L. Sax., 7, 1. L. Burg., 14, 1. Leibnitz, *Cod. diplom.,* t. II, p. 63-67. Grimm, p. 407.

(11) Nous n'avons pas à entrer ici dans la discussion que s'est élevée parmi les savants, au sujet du sens de

Enfin, elle apparaît sans ménagement dans l'administration des biens, en enlevant à la femme toute capacité civile. Bien que Tacite rapporte que le fiancé constituait une dot à sa fiancée, elle était, dans l'origine, comprise dans le *pretium emtionis* (1), dont une partie était, à titre de rachat du *mundium,* retenue par le père ou l'agnat, et l'autre laissée à l'épouse. Celle-ci était le tiers du *wittemon* chez les Burgondes (2). On a vu que chez les Saxons la dot se fixait à 300 sous (3). Chez les Francs, elle se composait d'abord d'objets mobiliers (4). Le montant se proportionnait à la fortune du mari : elle ne pouvait excéder le dixième chez les Visigoths, les Lombards et les Bavarois (5).

On ne reconnaissait communément à la femme qu'un simple usufruit de la dot immobilière (6), tandis qu'elle avait la propriété de la dot mobilière (7). L'usufruit s'éteignait par la mort; il ne cessait pas lorsque la veuve convolait à de secondes noces (8). Chez les Burgondes, la veuve sans enfants ne retenait que la moitié de sa dot; l'autre passait aux héritiers du mari; en cas d'enfants, ceux-ci avaient la nue propriété, la veuve l'usufruit (9).

Au réveil de la nuit des noces, l'époux faisait à l'épouse le don du matin, *morgengabe,* qu'on retrouve dans la plupart des lois barbares (10). A la

la terre salique. B. Guérard l'a résumée, avec une netteté et une précision remarquables, dans sa belle étude sur « la terre salique ». *Biblioth. de l'école des chartes,* 1re série, t. III, pp. 113-124.

(1) Eichhorn, *Deuts. S. und R. Gesch.,* § 54.

(2) L. Burg., 66. « De puellis quæ sine patribus et matribus ad matribus traduntur. »

(3) L. Sax., tit. 6 et 7.

(4) Lindenbrog, *Form.,* 75, 79. D'après la loi salique, on pouvait en faire la preuve par *cojurateurs.* Cap. Extrav., tit. 16. La constitution avait lieu suivant certaines formes : *per festucam* ou *per andelangum,* et la loi ripuaire mentionne le *libellum dotis,* qui rappelle le droit romain. L. Rip., 37. Marculph, *Form.,* t. II, 15. App. 37. Sirmond, 14. Bignon, 5. Mabillon, 34.

(5) L. Wisig., l. 3, t. I, § 5. L. Luitpr., VI, 35. L. Bajuv., VII, 14.

(6) Bignon, *Ad. Marculph.,* II, 15.

(7) L. Alam., 56, 1. L. Rothar., c. 199.

(8) L. Burgund., 62, 2.

(9) L. Burgund., 24, 2; 62, 2.

(10) Greg. Turon., l. 9, 20. « De civitatibus quas Gailesvindam, germanam domnæ Brunehildis, tam in

dissolution du mariage, ce don (1) restait la propriété de la femme, qui pouvait en établir le montant par serment (2). Le *morgengabe* fut remplacé, dans la suite, par des gains de survie (3) qui étaient insérés dans les conventions anté-nuptiales (4). Les cadeaux, appelés *faderfium* chez les Lombards, que l'épouse recevait de ses proches, lui restaient propres (5).

Le *mundium* ne conférait pas au mari la libre disposition de la fortune de sa femme; il pouvait vendre ses apports mobiliers (6), mais non ses immeubles sans son consentement (7). Il avait l'administration exclusive de tous

dote quam in morgengaba, hoc est matutinali dono in Franciam venientem, certum est acquisivisse. » L. Rothar., 233. Luitp., II, 1. L. Burg., 42, 2. L. Alam., 56, 2. Diplomata, 83. L. Angl. Henr., I, 70. On trouve les variantes : morgengifa, morgengeva, morgengiba, morgincab; munus morganicium, matutinale, virginitatis. Dreyer, *De usu genuino iuris Ang. Sax.*, p. 96. Il s'appelait *screix* en Catalogne; *greix* à Valence; en France *osclum, osculum, oscleia, oscle*, parce que le don était toujours accompagné d'un baiser; et ailleurs *bankgabe*, don du banc, parce que l'épouse devenait la compagne du lit et du banc de son mari. Ducange, *Glos.*, t. IV, p. 1,406. Grimm, p. 443. Michelet, *Orig. du droit*, t. Ier, p. 47. En Grèce, à Rome cet usage se retrouve. Juvenal, *Satyr.*, 6, v. 202 : Quod prima pro nocte datur... L. 24, C. de donat. inter vir. et uxor. Gentilis, h. t., l. 2, c. 23. Et on a cru le découvrir sous le nom de *lynfie* dans l'Edda d'Islande. Resenius, eod., p. 17. Hickes, *Thes. ling. sept.*, t. Ier, p. 10. Riccius, *Spicil. iuris germ.*, pp. 528, 579. Ludewig, *Differ. iuris rom. et germ. in dote mariti.*, c. 1. Cfr. Ducange, *Glos.*, V° *Morganegiba.*

(1) Il consistait communément en argent ou un bijou, et parfois en immeubles. Mais le Miroir de Saxe, 1, 20, excluait ces derniers. Eisenhart, *Inst. iur. germ.*, c. 1, § 5. Hasse, dans la *Zeitsch. für gesch. Rechtsw.*, t. IV, p. 77. Selchow, *Elem. iur. germ. priv.*, c. 447.

(2) Eccard, *Ad Leg. Rip.*, 33. Hoffmann, *Specim. jurispr. symbol. vet. Germ.*, § 8. Gundling, *De emtione uxor. dote et morgengaba.* Spangenberg, *Exer. antiq. doni matutini*, c. 10,

(3) Mittermaier, dans la *Zeitschr. für gesch. Rechtsw.*, t. II, p. 346.

(4) Baluze, *Cap.*, t. II, p. 992. Muratori, *Ant. Ital.*, p. 116.

(5) Cap. extrav., tit. 7, 8. L. Alam., 55, 1. Quicquid de sede paterna secum attulit. L. Bajuv., 7, 2; 15, 7. L. Rothar., 182, 199.

(6) Arg. Capit. Extrav., t. 7.

(7) L. Rip., 37, 3. L. Alam., 56. Diplomata, p. 464. Au moyen âge, le *mundium* change de nom et de portée juridique. En France et dans nos provinces, il revêt tous les caractères de la tutelle sous le titre de *mainbournie;* puis dans le langage du droit, il devient le *bail* pour les nobles et la *garde* pour les roturiers; et enfin l'*advocation, advouerie* ou *vouerie* pour les institutions ecclésiastiques. Lup. Ferrariens., *Epist.* 64. Diplom. an. 1212, in *prob. Hist. Castill.*, p. 52. De Saint-Genois, *Hist. des avoueries en Belg.*, dans les *Mém. de l'Acad.*, an. 1834.

les biens; et l'on peut dire que le régime de la communauté était inconnu dans la plupart des lois germaniques (1). Celles-ci reconnaissaient à la veuve certains droits limités sur la succession du mari (2). Ainsi, chez les Ripuaires, elle prenait le tiers des acquêts; qui fut majoré par les Capitulaires jusqu'à la moitié, à l'exclusion des bénéfices (3). La *tertia* devint une règle générale chez les Francs (4); mais la femme n'agit point comme copropriétaire, puisque ses héritiers, en cas de son prédécès, n'avaient à faire valoir ce droit. Lorsque les conjoints réservent la *tertia* dans leurs stipulations ou lorsque la femme en dispose, il n'y a là que le respect d'un usage constant, et nullement le principe d'une copropriété ou communauté de biens (5). Il en était ainsi chez les Angles (6). La loi bourgonde donnait à la veuve, outre la reprise de sa dot, l'usufruit du tiers de la fortune de son mari, avantage qu'elle perdait par un second mariage (7). Chez les Bavarois, la femme survivante recueillait, à défaut d'enfants, la moitié des biens du mari (8); et, chez les Westphaliens, elle prenait la même portion,

(1) La question de l'origine du régime de la communauté a été fort discutée, en ces derniers temps, surtout en France. *Voy.* entre autres Troplong, *Traité du contrat de mariage;* Laboulaye, *De la condition des femmes;* Ginoulhiac, *Hist. du regime dotal et de la communauté;* Guillouard, *Traité du contrat de mariage;* Tardif, *Les origines de la communauté de biens entre les époux.* Cette question, par suite de la diversité de législation sur les régimes nuptiaux, offrait moins d'intérêt pour l'Allemagne. Grimm, p. 449, écrivait avec vérité : « Gütergemeinschaft, wie sie sich in späteren zeiten bildete, ist dem Begriff des alten mundiums völlig fremd. »

(2) Boehmer, *De succes. heredit. coniugum ex pactis dotal.*, c. 1, § 8.

(3) L. Rip., 37, 2. Capit., l. 4, c. 9; l. 5, c. 295. « Volumus ut uxores defunctorum post obitum maritorum tertiam partem conlaborationis quam simul in beneficio conlaboraverunt, accipiant. Et de his rebus quas is qui illud beneficium habuit, aliunde adduxit, vel comparavit, vel ei ab amicis conlatæ sunt, has volumus tam ad orphanos defunctorum, quam ad uxores eorum pervenire. »

(4) Fredeg., *Chron.*, c. 84, 85. *Gest. Dagobert*, c. 47. Aimoin, l. 2, c. 36. Synod. Meldens, can. 5. Pithou, *Gloss. Capitular.*, V° *Tertia conlaborationis.*

(5) Marculph., *Form.*, II, 17. Goldast, *Form.* 60. Mabillon, *Form.* 58. Bignon, *ad Marculph.*, l. 1.

(6) Leg. Angl. Henrici, I, 70. Ap. Wilkins, p. 267.

(7) L. Burg., tit. 14, c. 6.

(8) L. Bajuvar., tit. 14, § 9.

encore qu'il y eût des enfants (1). La loi des Saxons ne lui attribue que sa dot (2).

Inutile de continuer cette revue; nous dirons avec Dalloz (3) : « Les lois citées plus haut attribuent bien à la veuve un tiers, et quelquefois la moitié des acquêts; mais ce n'est là qu'un gain de survie, et ce n'est pas un droit de communauté. La femme qui ne survit pas ne transmet aucun droit sur les acquêts à ses héritiers. »

Deux systèmes d'interprétation ont divisé et divisent encore les savants (4) : L'un qui voit dans le mariage germanique une vente réelle, effective; l'autre qui n'y voit qu'une vente symbolique. Dans le premier, la femme n'est pas le sujet, mais l'objet de l'homme. Dans le second, au contraire, elle devient l'associée de son époux, partageant avec lui la bonne et la mauvaise fortune.

Pour ceux-là, le prix payé par le fiancé est un prix d'achat proprement dit, et le contrat nuptial revêt tous les caractères d'un marché. La femme, objet du contrat, devient la chose ou la servante vendue.

Pour ceux-ci, le contrat perd toute portée personnelle; ce n'est plus qu'une simple convention civile; et le mari doit être considéré, non pas comme ayant acheté la femme, mais ayant donné un prix pour la jouissance et, comme pour le bail, de la fortune de sa femme. On n'achète pas une femme propriétaire et dotée...

Ce dernier système est contredit formellement par les textes de la

(1) L. Saxon., tit. 9 : De eo quod vir et mulier simul conquisierint, mulier mediam portionem accipiat : hoc apud Westfaloas. Apud Ostfalaos et Angrarios nihil accipiat, sed contenta sit dote sua. *Les Miroirs de Saxe*, l. 1, art. 45, *et de Souabe*, c. 34, s'accordaient à dire : Mann und Weib sitzen miteinander in gleicher Gewehr.

(2) L. Sax., l. l. Emminghaus, *Com. de præcipuis fœminar. in Germ. juribus*, c. 3, § 5, p. 28. Heineccius, *Elem. juris germ.*, l. 1, tit. 12.

(3) *Répert.*, V° *Contr. de mariage*, t. XIII, p. 11, n. 56.

(4) *Voy.* entre autres, pour la France : Kœnigswarter, *Études histor.*, dans la *Revue de législat.*, t. XVII, p. 393, et *Développements de la société humaine*, 1, 1849, p. 145, même *Revue*; Bimbenet, *Institution du mariage*, dans la *Revue crit. de législ.*, t. XX, p. 24 et t. XXI, p. 260. En Allemagne, l'illustre Grimm a adopté également le système symbolique. *Deutsch. Alt.*, pp. 426-427.

coutume d'Ardenbourg, rapportés plus haut. A deux reprises, il y est affirmé que la femme est un *cathel* du mari. L'article 9 reconnaît à l'époux le droit d'une correction, même sanglante, sur la personne de son épouse.

Ces textes sont clairs et précis, et ne laissent aucune prise au doute. Ils sont évidemment incompatibles avec les sentiments du second système.

Nous en concluons que le premier système reçoit ici une confirmation éclatante.

Il ne peut s'agir du droit romain. Sans méconnaître que la *conventio in manu* emportait primitivement un pouvoir semblable à celui consacré par notre coutume, il serait étrange, sinon inexplicable que ce seul point de l'ancienne législation romaine eût pénétré jusqu'à Ardenbourg, et qu'on eût attaché cette préférence pendant des siècles à cet unique souvenir de la Rome païenne, qui, suivant le témoignage de Tacite, était, du temps de Tibère, complètement tombé en désuétude (1).

Tandis que la Coutume porte, en plus d'un endroit, les vestiges des traditions germaniques. Nous allons relever les plus saillants.

L'article 67 dispose : « L'étranger qui a cherché querelle dans notre commune sera conduit, si le seigneur le permet, hors de la juridiction ; et là il se déchaussera du pied droit, en présence de deux franchostes et il sera libre de revenir ; mais s'il est ensuite arrêté, on l'expulsera sans frais, si la partie lésée le requiert. »

Le symbole du soulier recevait plusieurs applications dans le droit germanique. Grimm (2) les énumère dans cet ordre :

On l'emploie d'abord pour l'adoption et la légitimation. Le père apprêtait un festin, tuait un bœuf de trois ans, enlevait la peau du pied droit et en faisait un soulier. Il mettait le soulier, puis le fils adopté ou légitimé, puis les héritiers, les amis. Cela s'appelait monter dans le soulier (3).

On le retrouve pour les fiançailles. Le fiancé présente le soulier à la

(1) *Annal.*, l. 4, c. 16.

(2) *Deut. R. Alt.*, pp. 155-157.

(3) Grimm, p. 155. Michelet, *Hist. du droit*, 12.

fiancée, et dès qu'elle l'a chaussé, elle passe sous la puissance maritale. « Dato sponsæ annulo porrigit osculum, præbet calciamentum, celebrat sponsalium diem festum » (1).

Oter le soulier à quelqu'un, c'est s'humilier devant lui et le reconnaître pour son seigneur. Wladimir ayant demandé en mariage la fille de Ragvald, elle le refusa, disant : Je ne veux pas ôter le soulier au fils d'une servante (2).

Oter le soulier est encore le signe de la soumission. « Pollicens se ei nudatum pedes cum dusdecim patribus discalceatis suppliciter tributa pensurum » (3).

Une chronique rapporte de Lothaire, duc de Saxe : « Nudis pedibus, sago indutus, coram omnibus ad pedes ejus venit seque sibi tradidit » (4).

Enfin, le soulier figure dans les cérémonies du devest. « Devestitura per caligulam impletam de terra et virgulam de viridario. » Le vendeur abandonne et quitte le fonds, après s'être déchaussé; « discinctus et discalceatus » (5). Cela rappelle le passage de Ruth. — Booz dit à son parent : Otez votre soulier. Et lui l'ayant aussitôt ôté de son pied, Booz dit devant les anciens et tout le peuple : Vous êtes témoins aujourd'hui que j'acquiers tout ce qui a

(1) Gregor. Turon, *De vitis patr.*, c. 20. « Sponsali vinculo obligatur, cumque amori se puellari præstaret affabilem et cum poculis frequentibus etiam calciamenta deferret. » C. 16.

(2) Michelet, *op. cit.*, p. 45. Ewers, p. 116.

(3) Saxo Gram., l. 9, p. 175. Ducange, *Glos.*, V° *Calceamenta*. Cet usage se conserve longtemps dans certaines régions du Nord, et notamment en Frise. L'article 14 du traité, conclu par ceux d'Oostergoo, en 1491, réglant divers points de juridiction, étaient ainsi conçu : « Item zo wie iemand betyd met dievery, moordery, moordbrand, kerken ofte kramen schenden, of eenige puncten diergelyke aen tlyf roerende, hoe die ooc gelegen zyn, en daer geen gerugte of suspicie van ware, zo zal het regt kennen of de betyer zyn voet bieden ofte zetten wil, ofte niet; ende kennet hi dat hi zynen voet zetten wil, endet wil alsdan dat niet doen, zo zal hi de onschuldigen boeten met hondert oude schilden, ende tot breuken geven de landen ofte stad vyftig oude schilden : ende wie niet en heeft in den goede, die betale met den bloede. » Ockam Scharlens., *Chron. van Friesland*, p. 255.

(4) Otto Fris., 7, 15.

(5) D'Achery, *Spicileg.*, t. 1er p. 558.

appartenu à Elimelech, à Chelion et à Mahalon, l'ayant acheté de Noémi (1).

L'article 80 des enquêtes des métiers faisant suite à la liste des *vérités générales,* disposait : Le fabricant d'hydromel ou le brasseur qui est poursuivi pour emploi de fausse mesure, encourt une amende de trois livres s'il est reconnu coupable. Et ainsi du vin. De plus le débitant de vin aura les cheveux de la moitié de la tête coupés et il devra s'abstenir pendant quinze jours de se couvrir d'un chaperon ou chapeau, sous peine d'être banni de la ville pendant un an; le récidiviste devra quitter la ville pour un an et il sera exposé en place publique deux fois pendant que le soleil est à l'horizon.

La coupe des cheveux était une de ces peines bizarres consacrées par les lois barbares et qui équivalait à une note d'infamie. Elle était surtout en usage chez les Francs. Dans les anciens textes on la trouve rapportée en ces termes : « jussit tonderi comam capitis ejus. — Dimidio capite tonderi, pœna servorum et latronum. — Tondere in crucem, in modum furis » (2).

La tête à moitié rasée resta le châtiment des voleurs. « Si aliquis deprehenditur cum furto, quod valet dimidium sertonem, suspenditur. Si minoris valoris est, scopis punitur et buccas uritur et crines sui per medium caput suum tondentur » (3).

On coupait les cheveux à la femme adultère pour rendre sa honte publique (4).

Une loi de Richard d'Angleterre porte que le voleur convaincu de larcin sera tondu, comme le duelliste mercenaire; on lui versera de la poix bouillante sur la tête, et sur sa tête encore on lui secouera des plumes d'oreiller, afin qu'on puisse le reconnaître (5).

L'article 7 du supplément de la Coutume, alin. 2, était ainsi conçu : Celui qui représente un autre en justice ne peut se porter partie plaignante, et il

(1) Ruth., c. 4, §§ 7, 8, 9. Michelet, *op. cit.*, p. 136.

(2) Gregor. Turon., l. 6, c. 24. Capit. an. 809, c. II. L. Sal., 26. Cleffel, *Ant. germ.*, 2, 6, § 9.

(3) Geor., 698. ap. Grimm, p. 702. Faut-il voir quelque lien avec la *decalvatio* de L. Wis., l. 2, t. Ier, § 7.

(4) Legrand d'Aussy, *Fabliaux,* t. II, p. 341 (3e édit.).

(5) Ch. Rich. reg. Angl., an. 1189, ap. Rymer, t. Ier, p. 65.

devra comparaître dans l'instruction préparatoire ou définitive (1), avant que l'entrée de l'enceinte soit fermée sur l'affaire; car après que l'entrée (2) aura été ouverte trois fois par l'écoutète, il paraîtrait trop tard, à moins qu'il fut muni d'une procuration personnelle (3).

Ceci se rapporte à ce que Grimm (4) appelle *gestalt* ou *figura judicii*.

Un passage de la Légende de Boniface citée par cet auteur (5), décrit la disposition du tribunal au village de Mittelhusen en Thuringe. Il était construit avec des planches placées derrière et des deux côtés, de sorte que le juge et ses assesseurs puissent être vus de la tête aux épaules. L'entrée de ce prétoire sera ouverte du côté de l'Orient, mais fermée pourtant de barre et verrou...

(1) Le texte porte : « Ende hi moet commen int voren ghedinghe iof int achter ghedinghe. » Dans certaines lois du moyen âge, dit M. Brunner, *Rechtsg.*, t. Ier, p. 148, on distinguait trois sortes d'assemblées de justice : le *Ding* proprement dit ou ordinaire ; le *Ding* obligatoire ou *Botding ;* et le *Ding* supplémentaire, appelé *Nachding* ou *Afterding*. Les premiers étaient tenus à des termes périodiques fixés par la loi et pour lesquels il ne fallait pas de convocation spéciale. Les seconds, au contraire, étaient convoqués par l'ordre ou *ban* du juge, qui les rendait obligatoires. Les troisièmes étaient des jours de plaid qui, à raison de certaines circonstances, se tenaient peu après les premiers ou leur étaient adjoints. Et l'auteur ajoute : « Ob diese Unterscheidungen gemeingemanisch waren, muss umsomehr dahingestelt bleiben, als sie sich später nicht in allen stammersrechten funden ». Nous croyons qu'il s'agit plutôt dans notre texte de deux phases successives d'une même procédure, ou plutôt de l'instruction d'une même affaire, désignée par ces mots : « eer men *van de zake* slop ruumd ». En Frise, on distinguait encore les göding ou lantgerichte ; *loting* ou geloofs gerichte ; les *holting* ou hout gerichte. J. Picardt, *Antiq. van 't oude Vriesl.*, p. 115.

(2) Le texte : « Maer als tslop drie waerven open ghedaen is bi den scout », correspond à celui de la Coutume latine, art. 10 : « Januam et viam apertas... »

(3) Que faut-il entendre par ces mots ? Remarquons d'abord que la première partie de l'article 7 n'est que la reproduction de l'article 80, qui précède ; et qu'en reconnaissant à tout bourgeois suffisamment solvable pour répondre de l'amende, le pouvoir de représenter un autre en justice, on se rapprochait simplement d'une jurisprudence générale qui avait cours au moyen âge et qui est exprimée en ces termes par Joannes de Deo dans sa *Summa judicum et de officio advocatorum*, lib. 4, c. 8 : « Quis sit procurator ? Dicas quod procurator est qui spontaneus de mandato domini procurat ejus negotia. » Bibl. com. musc., n° 381. Par opposition à cette procuration *générale*, nous croyons que le texte, dans un langage impropre, a voulu désigner une procuration toute *personnelle* à l'affaire, c'est-à-dire toute *spéciale* au litige pendant.

(4) *Deut. R. Alt.*, p. 809.

(5) *Op. cit.*, p. 807. *Legenda Bonifacii*, l. 2, c. 8, ap. Menken, t. Ier, p. 846.

Notre Coutume indique le rôle de cette entrée dans la procédure (1).

L'article 37 du Livre de *Tale en wedertale* fait la distinction en matière de citation entre le bourgeois et le forain. « Je sais que N. a été cité hier du haut du perron parce qu'il est étranger (2). »

Au moyen âge, il y avait devant les tours des châteaux un escalier pour monter ou descendre de cheval (3). En Flandre on le nommait *steegher* (4); en France *perron* (5). Dans certains lieux, le seigneur siégeait sur le perron pour rendre la justice (6). Joinville tint souvent, par ordre du roi, des *plaids de la porte* (7).

Grimm y voit le sens du *staplus regis,* escalier du roi, dans la loi des Ripuaires (8).

En Flandre, le *steegher* fut confondu avec le *steen,* qui primitivement désignait la prison, et plusieurs de nos anciennes cueres règlent la *summonitio ad lapidem* (9).

(1) La triple *mannition* ou sommation avait remplacé dans la loi salique les sept bans de la loi ripuaire. L. Sal., tit. 42, 52, 54. L. Rip., 32. Marculph., *Form.*, t. Ier, p. 37. App. c. 38. Sirmond, c. 33. Lindenbrog, c. 159.

(2) Le ban, *bannitio,* s'adoucit et dépouille quelque peu de son allure impérative dans la *mannitio* ou *admonnitio,* tout en conservant ses formes primitives extérieures. Cap. lib. IV, c. 25, 76. Cap. Ticin. an. 801, c. 12. Hludowici I. Cap. an. 816, c. 3, ap. Pertz, t. III, pp. 85 et 195. L'assignation aux enquêtes était désignée spécialement *adramition,* terme qui disparut ensuite et fut remplacé par *semonce, sommation, ajournement;* mais laissa dans le vieux langage le verbe *aramir,* qu'on trouve encore dans le dictionnaire de Trévoux. Cap., lib. IV, c. 29. Judicium, an. 783, ap. Baluze, *Capit.*, t. II, p. 1395. L. Sal., 44, 1. Zopfl, *Rechtsges.*, p. 328.

(3) Grimm, *Deut. R. Alt.*, p. 804.

(4) Willems, *Reinaert de Vos,* p. 112, v. 2757 : « Doe ginc Nobel, die coninc, staen — op eene hoge stage van steene. » Cout. prim., art. 97, alin. 2. *Bouc van tale,* art. 37.

(5) Au moyen âge, dit Littré, h. v., le perron est comme un signe de puissance, de juridiction; c'est là que se tiennent les suzerains pour recevoir leurs vassaux; les hôtels de ville avaient aussi des perrons d'où les prévôts rendaient la justice, et qu'on leur enlevait quelquefois en punition d'un révolte.

(6) Legrand d'Aussy, *Fabliaux,* t. Ier, p. 194 ; t. IV, p. 292.

(7) Hist. de Saint Louis, ap. Ducange, *Dissert. sur Joinville,* diss. 5.

(8) Stapsolus. L. Rip., 35, 1; 67, 5; 75. Gudenus, t. II, p. 1182. Eccard, *Ad leg. Rip.*, c. 33.

(9) Willems, *Reinaert de Vos,* p. 112, note 2.

Mais, comme l'observe Michelet (1), quand les tribunaux deviennent réguliers et permanents, on construit des salles d'assemblées, des maisons de justice. Ajoutez que l'institution de nos communes et leur affranchissement qui eut lieu de bonne heure, nécessitait pour les échevins chargés de l'administration judiciaire, un siége permanent; aussi bien les hôtels de ville, qui plus tard deviennent de véritables monuments et des joyaux d'architecture, sont le symbole de la liberté communale.

L'article 55 parle de la salle à l'étage et de la chambre des échevins. (Cfr. art. 89.)

L'article 29 rappelle d'autres usages. Le bailli conjure les échevins en disant : Le jour est assez avancé pour que je puisse convoquer la *vierscare* afin de faire droit et justice à tout homme qui se présentera. Dites si c'est mon droit. Les échevins répondent : « Il nous paraît que le jour est suffisamment avancé pour que vous puissiez convoquer la *vierscare* (2). »

Cette interpellation se rapporte à l'heure de l'ouverture, qui se réglait, comme à Rome (3), par le lever et le coucher du soleil (4). Le juge, figuré ici par l'écoutète, et président des assesseurs ou échevins, siégeait le visage tourné vers l'Orient ou lever du soleil, et ainsi il était en position de

(1) *Origines de droit*, t. II, p. 144. Grimm, p. 806. Dreyer, *Verm. abh.*, p. 761. « Unter bedeckten gängen, hallen oder lauben. » Capit. I, an. 809, § 25, ap. Georgisch, p. 747. Cap. Aquisgran., an. 809, c. 13, ap. Pertz, t. III, p. 156. Karoli II, Cap. Carisiac., an. 873, c. 12, ap. Pertz, t. III, p. 521.

(2) Specul. Saxonic., l. 1, c. 59. *Mém. sur l'origine des Belges*, p. 75.

(3) Sol occasus suprema tempestas esto. Aulu Gelle, l. 17, c. 2. Festus, V° *Supremum*. Macrobe, *Saturnal.*, l. 1, c. 3. Cfr. L. 6. C. de offic. rector. prov. L. 1, C. de offic. judic. civil. Il nous semble que c'est à tort que Jacq. Godefroi, Ad L. 6. C. cit.; Savaron, *Ad Sidon. Apol.*, l. 1, epist. 2, p. 13; Langlœus, *Semestrium*, l. 1, c. 5; Pollet, *Histor. Fori Rom.*, l. 1, c. 9; Ch. Bret, *Ord. per antiq. judic. civ.*, c. 10, ont limité les termes de cette loi et prétendu que chez les Romains on ne rendait la justice que l'avant-midi. On peut leur opposer le témoignage des auteurs et des textes de loi qui suivent. Horac., l. 1, epist. 19, v. 8. *Satir.*, l. 2, n. 6, v. 34. Martial, *Epigr.*, l. 4, n. 8; l. 8, n. 67. Sueton., *in Caligul.*, c 38. *In Claudio*, c. 33. Capitolin, *Vita Veri*, c. 8. L. 2, § 31, D. de orig. juris. Ménard, *Com. ad Cic. in præf. Action. I in Verrem*, c. 10. Petrone, *Satiricon.*, c. 15.

(4) Par contre, la nuit était l'espace compris entre le soleil couchant et levant. Ordonn. du 17 octobre 1330, art. 84.

répondre à la question du bailli, assis devant lui, et regardant l'Occident (1). Le plaignant se tenait à droite du côté du Midi, et le prévenu à gauche du côté du Nord. Tel est l'ordre prescrit par les vieilles lois nordiques (2). D'après les lois du pays de Galles, le juge doit tourner le dos au soleil pour ne pas être gêné par ses rayons. Il siège à l'Orient, mais la face tournée vers l'Occident. Les parties sont placées comme ci-dessus (3).

Les articles 2, 39 et 76 concernent les co-plaignants, *hulpe claghers,* qui soutenaient l'action du plaignant principal, *upper claghere.* Ils devaient être pris chacun dans une des quatre lignes de parenté, et on ne pouvait en produire deux dans une même ligne ; en d'autres termes, chaque ligne devait être représentée (art. 2) (4). Les cinq s'entendaient pour choisir entre eux le plaignant principal (art. 39). Celui-ci avait la charge de saisir la justice, de recueillir les preuves et de requérir la condamnation du coupable (art. 76).

Cette pratique judiciaire se rattache évidemment à l'ancien usage germanique des cojurateurs (5). Ce fut d'abord un supplément de preuve, laissé au pouvoir discrétionnaire du juge (6) et qui revenait plutôt au prévenu (7). Il passa ensuite également à la partie plaignante, et lui fut enfin imposé

(1) Grimm, p. 807. « Wendung des angesichts gegen die sonne. »

(2) *Niala*, c. 56, 74, 122, 143. Dreyer, *Verm. Abh.*, p. 866. Cette disposition en carré, suivant certains auteurs, serait l'origine du mot *vierscare.* « Nominis ratio est a *vier,* quatuor et *scare,* turba, conventus, quod in judiciis hœc quatuor necessaria sint : actor, reus, testes et judex. » Vredius, *Fl. etn.*, p. 449, Kilian, h. v., qui cite Marchant., *Fland. desc.*, l. 1, p. 142. Raepsaet, *Réponse à M. Dotrenge,* p. 79, a trouvé une autre étymologie : « Les centeniers assesseurs du juge ou *princeps* sont appelés collectivement *scara,* et individuellement *scariti* ; et le mot *vierscare* s'est formé par la confusion du g avec le v, de *gyri-scara* ou tribunal du *gyrus,* nom générique d'un ressort de juridiction. » Le plein banc échevinal à Ardenbourg était formé par quatre échevins. Ordonn. du 17 octobre 1330, art. 18.

(3) Wotton, p. 123. Probert., p. 164. Glanvil., l. 1, c. 2-4. Fleta, l. 2, c. 62

(4) Brunner, *Deutsch. Rechtsgesch.*, t. Ier, p. 88.

(5) Consacramentales, cojuratores ; all. *hamedii ;* fl. *volgers.* Grimm, p. 859, Ducange, Vo *Folgarii.*

(6) Les anciens textes du droit salique posent la réserve : si certa probatio non fuerit. Cod. Guelf., XIV, 2, 3 ; XVI, XXXIX, 5. Cfr. Greg. Turon., l. 7, c. 2, 3. L. Alam., 42, 1. L. Bajuv., l. 8, c. 17, 3.

(7) Capit., an. 793, c. 5.

comme une obligation essentielle (1). Les cojurants devaient être de condition libre et apparentés avec la partie (2). Leur nombre varia suivant les lois et les époques (3). Ils étaient admis à prêter serment en matière civile et criminelle (4), et on leur assignait un délai fatal pour faire leurs dépositions (5).

Les plus vieilles lois anglo-saxonnes les nomment *œwda, œwdaman,* et les lois allemandes *aidon, geidon* (6).

Les souvenirs de l'antique constitution de la famille germaine, fondement de celle du clan ou de la centurie, avaient imprégné la justice criminelle et expliquent le rôle prépondérant de la parenté que l'on retrouve encore dans le système des compositions et des trèves (7).

Mais cette solidarité n'était pas indissoluble ; les liens du sang, à raison même des conséquences civiles et morales qu'ils entraînaient en mettant en jeu la liberté, l'honneur et la fortune personnels, ne formaient pas une chaîne que l'homme ne put briser.

La loi salique (8) nous a conservé le mode solennel de renonciation par laquelle un Germain pouvait se séparer de sa famille.

(1) Capit. extravag., c, 18, n° 3. De antruscione.

(2) Marculph., *Form.*, App. c. 29. 33. Lindenbrog, 169. Capit., l. 4, c. 26 ; l. 3, c. 64 ; l. 5, c. 362. Bignon dérive le qualificatif *aloarii* donné aux cojurants, de ce qu'ils avaient à justifier (laudare) les prétentions de leur partie. Ducange, *Glos.*, h. v., le rattache avec plus de fondement à *alodis*. Cosack, *Die Eidhelfer der Beklagt. nach altest. deutsch Recht*, p. 75, conteste la condition d'apparentage. Cette théorie est rejetée par Brunner, *op. cit.*, p. 182, et les textes de notre coutume lui donnent un formel démenti.

(3) L. Sal., cap. extrav., c. 9. L. Alam., c. 30, 76. Add. 1, 2, 6, 7, 16, 17, 21, 23. Childeberti II et Chlotharii II, Reg. Pact. an. 593, c. 2, 8, ap. Pertz, t. III, p. 7.

(4) Cap. extrav., c. 16. In quantas causas electi debeant jurare. De dode et tres qui in hoste prædata sunt et de homine qui in servitio revocantur. L. Bajuv., t. 16, c. 1, 2. Capit. III, an. 829, c. 6.

(5) Cap. Aquisgr., an. 809, c. 14, ap. Pertz, t. III, p. 156. Karoli II, Edict. Pistens., an. 864, c. 33, *ibid.*, p. 496.

(6) Gl. in Cap., t. Ier, p. 91. Pertz. Dipl. merow., 45, n. 49. Grimm, p. 861. On les retrouve encore sous les dénominations latines de *advocati, nominati, medius electus*. Cap. extrav., c. 9. Rogge, pp. 169-173.

(7) *Voy.* sur les droits et les devoirs de la *parentela,* ou anc. franç. *parentage,* le chapitre intitulé : *Die Sippe,* dans Brunner, *Deutsche Rechtsgesch.*, t. Ier, pp. 81 à 95.

(8) L. Sal., 63. 1 (éd. Lindenbrog). « De eo qui se de parentilla tollere vult. » Le triple effet de cette

Il se rendait à l'assemblée publique, déclarait sa résolution, et brisait au dessus de sa tête deux branches d'aulne, dont il jetait les morceaux vers les quatre coins de l'enceinte. La parenté était alors rompue.

L'article 49 de la Coutume primitive d'Ardenbourg intitulé : « De celui qui renie sa parenté », est ainsi conçu :

« Celui qui veut renier son parent, doit prouver au préalable, par serment, son innocence; qu'il n'a rien su du crime en aucun temps; que s'il l'avait connu ou s'il y avait assisté, il l'eût empêché de toutes ses forces; et il doit confirmer ces dires par serment.

« Ensuite il doit promettre et jurer qu'il ne reconnaîtra plus jamais son parent; qu'il ne l'aidera plus, par conseil ou par fait, ou de quelque manière que la bouche puisse exprimer ou le cœur suggérer; excepté en matière de trève légale. »

L'article 5 du *Bouc* contient une disposition semblable.

« Voyez, messeigneurs les échevins, cet homme qui se présente devant vous et qui désire abjurer toute alliance avec un tel, pour l'honneur de sa famille, et ne plus avoir rien de commun avec lui, soit en profits ou pertes, en aucune chose que l'esprit peut imaginer et la bouche énoncer, ni de conseil ni de fait, sauf le cas de réconciliation légale... »

Les articles 29 et 37 relatent des colloques qui s'établissaient entre le bailli, l'écoutète et les échevins assesseurs. Cette forme dialoguée était particulière à la procédure germanique.

L'écoutète présidait les débats, accordait la parole aux parties ou plaideurs (1);

renonciation est indiqué par les mots : « Et ibi dicere, ut et de iuramento, et de hereditate, et de tota illorum se ratione tollat ». Brunner, op. laud., p. 92, assigne à ce texte une origine très-ancienne (einen altertümlichen Charakter). En effet, si l'on trouve dans les lois barbares et jusque dans les coutumes du XIIe et même du XVe siècle, de nombreux exemples de l'*abjuration* forcée ou exclusion de la parentèle, le texte de la loi salique consacrant l'*abjuration* volontaire est resté jusqu'à présent isolé; et sa liaison avec ceux de la coutume d'Ardenbourg serait d'autant plus apparente qu'elle est plus topique.

(1) Dès le début, la règle de l'oralité et de la publicité des débats judiciaires avait prévalu et nous ne voyons pas qu'il y fut dérogé dans le droit flamand. L. Sal. 56. Placit., an. 862, ap. D. Vaissette, *Hist. du*

appelait les témoins; en un mot, conduisait le procès à l'audience (1).

Les échevins cependant n'étaient pas réduits à un rôle passif; ils pouvaient poser des questions et chercher à éclaircir les dépositions (2).

A la clôture des débats, le bailli faisait la conjure du droit (3), et les échevins prononçaient la sentence dans la pleine indépendance de leur conviction (4).

L'article 53 est un nouvel et curieux exemple de colloque, appliqué à la procédure de la réconciliation. Le texte mérite d'être cité :

« D'abord sera amené le coupable, dépouillé de ses habits, en chemise, suivi de ses parents et amis, vêtus de leurs pourpoints, la tête et les pieds nus, en tel nombre qu'on voudra, et qui seront précédés par ceux qui ont reçu la réconciliation. Et là, on demandera au plaignant principal et aux autres parents de sa lignée : s'ils sont décidés à recevoir la paix et la réconciliation qui ont été projetés, dans les termes et sous les conditions convenus et prélus? — Oui.

« Et qu'on pose la même question au coupable? — Oui.

« Alors, on dira au coupable de lever la main et de jurer qu'il a du repentir pour le crime qu'il a commis; qu'il en avait après qu'il l'avait commis et qu'il fut arrêté; et qu'il en aura toujours jusqu'à la fin de sa vie.

« Ensuite on fera prêter le même serment au complice : qu'il a du repentir, etc.

« Ensuite le coupable devra lever la main et jurer la paix et la réconciliation dans les termes qui ont été convenus ; de les observer à perpétuité et

Lang., t. Ier, preuv. p. 113; an. 873. *Ibid.*, p. 124. Vend., an. 876, ap. Schoepflin, *Alsat. dipl.*, t. Ier, p. 54. L. Wis., l. 7 t. 4, § 7. Placit. an. 775, 781, 858, ap. Bouquet, t. V, pp. 735 et 746 et ap. Baluze, t. II, p, 1468. Brunner, *Rechtgesc.*, t. Ier, p. 178.

(1) Goldast, *Form.*, 99. Placit., an. 852, ap. Vaissette, t. Ier, preuv. p. 99.

(2) Marculph., App. 32. Præcept., an. 654, ap. Bouquet, t. IV, p. 648. Judic., an. 783, 869, ap. Baluze, t. II, pp. 1394, 1490. Placit., an. 852, ap. Vaissette, t. Ier, preuv. pp. 99 et 113.

(3) Goldast., *Form.*, 99. Chartul. S. Galli, ap. Baluze, t II, p. 743. Merlin, *Rép.*, h. v.

(4) L. Rip., 88. Grimm, p. 884.

tous les jours ; et de ne jamais les enfreindre. Et s'il arrivait que quelque chose parvint à sa connaissance qui put nuire au plaignant ou à ses amis, ou les offenser, léser ou dommagier, qu'il userait de tous ses moyens pour l'empêcher, soit de jour ou de nuit, soit à l'aide du seigneur, du magistrat ou d'autres personnes, et qu'il emploierait toutes ses facultés possibles pour que la chose reste empêchée. Ainsi Dieu te soit en aide, etc.

« Puis tous ses parents prêteront le même serment.

« Ensuite le plaignant principal et ses parents leveront tous la main et repeteront le même serment, d'observer fidèlement cette paix et réconciliation, comme les premiers l'ont fait.

« Enfin on ira planter la croix sur la tombe; et là, tous ensemble ils promettront de nouveau, en présence des échevins, d'observer fidèlement la paix des deux côtés, tant pour eux qu'au nom de leurs enfants majeurs et mineurs. »

Ceci nous amène au chapitre des réconciliations et des trêves.

Un système à peu près complet, qui porte ostensiblement l'empreinte de la législation germanique, se développe dans notre Coutume (1).

(1) Il est incontestable que cette matière, totalement inconnue au droit romain, se rattache au système pénal du droit germanique, qui se personnifia d'abord dans le principe de la vengeance privée, (Greg. Turon., III, 35 ; V, 5, 33, VI, 17, 36 ; VII; 2, 3, 47 ; VIII, 18 ; IX, 17, 27 ; X, 27;) énergiquement combattu par Charlemagne (Cap., an. 779, c. 22; Cap. Aquisgran., an. 802, c. 32 ; Cap. in Theodonis villa, an. 805, c. 5 ; Cap. leg. add., c. 13, ap. Pertz, t. III, pp. 39, 133 et 212) ; et traversa ensuite, dans son développement, trois périodes : la première où l'idée de l'infraction de la paix publique prédomine et qui produit la règle du rachat ou de la composition dite *wehrgeld*, (L. Sal., 52, 4; 53, 3. L. Rip. 57, 2; 58, 1.) La seconde où l'échelle pénale est graduée sur le montant des amendes au profit du fisc. (L. Bajuv., II, 4, 3; VI, 1, 3. L. Wisig., VIII, 3, 14. Childeb. II. Pact., an. 593, c. 1, 2. Decr., an. 596, c. 8. Cap. Ticin., an. 801, c. 24, ap. Pertz, t. III, pp. 10 et 85. Prol. L. Burg.) « Nec fiscus noster aliquid amplius præsumat quam quod de sola inlatione mulctæ legibus constitutum » La troisième où l'action combinée du droit public et du droit privé fait ressortir dans le délit, non seulement une atteinte à l'ordre social, mais encore une offense à la personne ou à la famille, et où la peine revêt à la fois un caractère préventif et répressif. L. Burg., 52. Add. I, c. 16, § 5. L. Liutpr., c. 35. Capit., eccl., an. 789, c. 66, 67. Cap. Bajuv., an. 803, c. 5. Cap. Karol. II. Silvac., an. 853, c. 7, ap. Pertz, t. III, pp. 94, 127 et 425. Cette double influence se traduit dans l'opposition du *fretum* et du *faidum* : « Juxta modum sui culpæ inter fretum et faitum compensetur ». Chlothach. II,

La réconciliation y est marquée sous la triple appellation de *zoene, pays* et *varde* ou *vrede* (1); elle se distingue en amiable, *vriendelicke,* et en légale, *wettelicke,* c'est-à-dire imposée par les échevins (2).

L'article 87 indique le mode d'établir la paix d'office (3). « Lorsqu'un homme a été maltraité par un autre, s'ils sont tous deux nos bourgeois, l'officier du seigneur intente la poursuite; le plaignant retirant sa plainte et le défendeur restant absous, le juge pourra ordonner l'ostagement et fixer à cette fin un jour de plaid; là, le défendeur qui est resté absous, veut établir son innocence en déférant le serment à l'adversaire, qui refuse sous prétexte qu'il n'a pas maintenu sa plainte; le premier peut alors obtenir l'enquête, comme si la poursuite n'avait jamais eu lieu, et il ne faut plus requérir ses parents, mais

Decr., an. 595, c. 4, ap. Pertz, t. II, p. 12. Wilda, *Gesch. des deutschen Strafrechts.* Geib., *Lehrbuch des deutsch. Strafrechts.* Wachter, *Beiträge zur deutsch. Gesch. Das german. Fehderecht und die Compositionen.* L'ancienne coutume d'Ardenbourg était arrivée à ce dernier régime, puisque l'amende de 60 livres se répartissait comme suit : 54 lb. au Comte, 23 lb. à la commune et 3 lb. à la partie lésée. Ch. lat., art. 11, 12 et 29. Cfr. Cout. prim., art. 30, 31, 32, 33, 34, 35.

(1) Varde, anc. mot technique de jurisprudence = vrede; goth. *fridhon;* anc. nord., *fridr, frida;* agls. *frid;* anc. s. *frithon, frithu;* anc. fris. *frethia, frithia;* suéd. et dan. *fred;* bas all. *friede.* Graff, *Alt. Präp.,* t. III, p. 788. Epkema, *Woord.,* V° *Free,* p. 155, *Zoen,* c'est proprement le baiser de paix, *mondzoen, overzoen.* Arch. du Franc. *Ferieb.,* 1476-1477, fol. 95, n. 1. Le gothique avait deux mots pour l'exprimer : *Frijons* ou *Ga-frijons,* qui ne faisait qu'ajouter un *s* à frijon; ancn. *freia;* agls. *freond,* alts. *friund;* flam. *vriend;* et *kukjan,* altn. *koss;* ahd. *kussian;* alts. *cus, cussian;* agls. *cyssan;* altfris. *kos;* angl. *kiss;* suéd. *kyssa*; dan. *kysse;* fl. *kusse.* De là, le *zoendinc* qui est employé dans une forme de procédure, analogue à celle que nous exposons ici, usitée au Franc; reg. des *Ferie,* 1421-1460, fol. 58 v°, n. 1 et 2. Et les *Zoendinc boucken* aux Archives de la ville de Gand, si souvent cités par Cannaert, *Oude Strafrecht in Vlaanderen;* et la *zoenkeure* d'Audenarde, imprimée par M. de Limburg-Stirum, *Cout.,* t. II, p. 57. *Pais* est le franç. *paix,* lat. *pax.* Nous avons trouvé dans ce sens *apaisement* pour *zoendinc.* Arch. de la Prévôté de S. Donat., *Feriebouc,* 1428-1435, fol. 5. Et la locution *in pais faisante,* en « faisance » de paix, par transaction. *Inv. des chart. de Brug., Gloss.,* p. 477.

(2) *Bouc van tale,* art. 27, 60. Ch. lat., art. 25. Cout. prim., art. 85. *Bouc,* art. 65. De là, la locution vrienvardebrake = vriendelike. Arch. de la Prévôté, *Ferieb.,* 1428-1435, fol. 35, 1.

(3) L'ordonnance de 1330, art. 82, punit d'amende l'échevin qui restait en défaut d'apaiser. Elle édicte encore que la part d'amende adjugée à la partie ne préjudicie pas à la paix, qui doit être établie. Art. 95. La paix était donc bien obligatoire; cela résulte encore des termes des articles 71 et 79.

il doit produire deux répondants, et l'adversaire un, pour ouvrir une enquête valable. »

L'article 32 nous apprend que les lois de la paix ne s'appliquaient pas aux étrangers. De là, l'article 24 tirait cette conséquence : « Nos bourgeois ne sont point tenus de payer la rançon de la réconciliation à des étrangers, qui ne jouissent pas des privilèges de la bourgeoisie et qui néanmoins en demandent le recouvrement ; à moins que le bourgeois ait été présent à la fixation ou ait aidé à rétablir la paix entre les parties. »

L'acte de réconciliation était dressé en présence des parents et alliés des deux parties (1) ; et le rang de proximité de ces parents et alliés ne pouvait excéder le troisième degré (2). Cependant il était permis de renier sa parenté; et en ce cas, les parents ainsi répudiés ne comptaient plus, sauf en matière de trève légale (3).

Nous avons vu ci-dessus l'ordre des formalités de la réconciliation (4).

Elle avait lieu en matière criminelle et correctionnelle, c'est-à-dire tant en fait d'homicide que de délits entraînant l'amende (5).

Une double infraction pouvait ici se produire, savoir le déni et la rupture (6).

(1) *Bouc van tale*, art. 47.

(2) *Bouc*, art. 28, 36, 47 et 52. Cout. prim., art. 23. Tacit., *Germ.*, c. 7 : « Familiæ et propinquantes. »

(3) *Bouc*, art. 5. Cout. prim., art. 49. D'après l'art. 6 du *Bouc*, il fallait l'accord unanime des parents de la partie adverse et la simple majorité de ceux de la partie plaignante. Par une conséquence tout à fait logique, la plainte devait être portée en justice dans les trois jours de la perpétration du crime par un parent jusqu'au troisième degré, *Bouc*, art. 39; et semblable parent avait également le droit de représenter l'inculpé absent, lorsqu'il pouvait garantir l'amende. Art. 36, *ibid. Voy.* la belle et savante étude de M. Brunner, *Sippe und Wergeld*, dans la *Zeitsch. fur Rechtsges.*, t. III, pp. 1 sq. Et *Deut. Rechtsges.*, t. Ier, pp. 81 à 96.

(4) Cfr. *Cout. du Bourg de Bruges*, t. II, p. 341.

(5) Cout. prim., art. 47, 55.

(6) Bien entendu lorsque la paix a été conclue dans les formes voulues. L'article 73 du *Bouc* pose le cas d'un acte irrégulier qui avait été passé par deux échevins, l'écoutète et trois amis des parties. Déféré, par recours au chef de sens, à l'avis de la loi de Bruges, celle-ci déclara que l'acte constituait à la fois une paix doleuse et une illégalité ; — « et qu'il aurait fallu la présence de sept échevins pour sanctionner un acte amiable de paix, ou tout au moins un jugement pour imposer une réconciliation judiciaire, qui sont deux équivalents. »

Le déni, ou le refus d'accepter la trève imposée par les échevins était puni d'une amende de soixante livres. La charte latine édictait la même peine (1).

La rupture de trève (2) était punie de l'exil pour cent ans, d'après la Coutume primitive; et de la perte de la vie et des biens, d'après le *Bouc van tale en wedertale* (3).

Le prix ou la rançon de la réconciliation, appelé dans nos textes « le prix du sang (4) », était considéré comme cathel, et se partageait, ainsi que tous autres biens entre les héritiers de l'homicidé (5).

Un parent pouvait se porter caution pour le paiement au nom de la lignée de sa partie; mais le répondant doit être allié jusqu'au troisième degré inclus (6).

(1) Cout. prim., art. 66, 85. Chart. lat., art. 24. Ordon. du 17 octobre 1330, art. 72 et 80.

(2) Qui ne s'accomplissait que par un fait personnel. Ordon. de 1330, art. 85.

(3) Cout. prim., art. 66, 85. *Bouc,* art. 47. Mais il est à remarquer que d'après l'article 18, l'exil de cent ans s'appliquait aux défaillants. Le répondant de trève n'était responsable de la rupture, que si l'acte avait été passé devant les échevins en forme d'œuvre de loi. *Bouc,* art. 20 et 18. L'ordonnance de 1330, art. 82, 86, 101, assimile au meurtre la rupture de trève.

(4) Grimm, *Alt.,* p. 650, n° 2, a retrouvé cette appellation jusqu'en Russie. « In einer nowgoroder hs. des Nestor (Ewers, *Das älteste Recht der Russen,* pp. 213, 219, 275), die Serb. benennung ist *Krvnina,* blutgeld. Vuk., p. 338. » *Bouc,* art. 52. Goris, *Art. præc.,* gl. 1, n° 3.

(5) Cout. prim., art. 21, 22. Cette règle, qui était conforme à celle que Tacite, c. 21, rapporte des anciens Germains : « recipitque satisfactionem universa domus », subit de grandes variations dans la jurisprudence coutumière. Elles eurent probablement pour sources la confusion qui s'établit entre la rançon de paix et le *wergeld,* appelé encore *manngeld, leudis* chez les Frisons et Thuringiens; *leod, leodgeld, were* chez les Anglo-Saxons; et qui amena la distraction de l'une et de l'autre de l'hérédité, comme chez les Francs, ou la distinction des amendes partageables entre héritiers, *Erbenbusse,* et des amendes partageables entre parents et alliés, *Vetternbusse.* On retrouve cette distinction dans les pays nordiques sous les mots *attarbot* ou *nidhgiald* et *arfvabot;* en Frise, sous ceux de *mentele* ou *meitele* et *rechte geld;* et plus loin, sous ceux de *tale* et *boynebote* ou *bane.* Plusieurs coutumes, s'inspirant de la Loi de Liutprand, c. 13 : « Filiæ, eo quod femineo sexu esse pronantur, non possunt faidam ipsam levare », avaient prononcé l'exclusion des femmes. Celles du Rijnlant et de Leide portaient : « Geen vrouwenpersonen in zoenen van dootslagen met recht en gelden, en geven noch en nemen. » Block, *Leidsche Rechtsbronnen,* n. 243, p. 218. *Respons. Jct. Holl.,* part. 3, Roterodam. cons. 168, n. 1.

(6) *Bouc,* art. 52. Cout. prim., art. 23. Mais les parents ne pouvaient être contraints à payer la réconciliation. Ordonn. de 1330, art. 90. Cfr. Zypœus, *Tit. de abolit.,* n° 32.

Une matière qui touche de près à celle des trèves, était celle de l'ostagement (1).

La Coutume du Franc avait, à ce sujet, un système très développé (2); on rencontre dans celle d'Ardenbourg quelques décisions intéressantes.

L'écoutète a le pouvoir d'incarcérer les ôtages après commandement signifié par le juge (3).

Celui qui a reçu commandement de se constituer en ôtage, doit y obéir et fournir caution de rester et de ne pas sortir, à moins qu'il y ait pénurie de feu ou d'eau, et de revenir lorsque le besoin est passé et de ne plus quitter jusqu'à ce qu'il soit relaxé (4).

S'il ne se constitue point, il est rebelle à la loi et sera mis hors la loi à perpétuité (5). De même, en cas d'évasion. Mais s'il s'échappe momentanément et rentre de plein gré, il n'encourt aucune peine (6).

Nul bourgeois ne sera mis en ôtage à la requête d'un étranger (7).

Celui qui est désigné pour l'ostagement, doit se présenter dans l'enceinte du marché et donner garantie qu'il se représentera au premier commandement; de là, il se rendra dans la maison qu'il aura désignée et n'entrera dans aucune autre; s'il contrevient, il paiera l'amende de soixante livres parisis (8).

(1) En flam. *ghiselscip*. Une lettre du comte Robert de 1363 parle « des trièves de XL jours et de leurs hostagers qu'on nomme *ghiselsceep*. » *An. com. flam. de France*, t. XI, p. 274. EPKEMA, *Woord.*, p. 171 : *Ghyselen*, in carcerem, in custodiam dare, conjicere; nunc obsidem capere; par métonimie, Bilderdyk le dérive d'un vieux mot *ees*, apparenté avec *ast*, *heester*, en lat. *esculus*. » GRIMM, *Alt.*, p. 620. Einlager, obstagium, obsidagium; anc. fr. ostaige. « By forme van jnlegginghe ofte gyselinghe. » Cout. d'Amsterdam, p. 122, art. 6. Cfr. notre *Coutume de Bruges*, t. Ier, p. 310.

(2) *Cout. du Franc*, t. Ier, pp. 516-522. Cfr. *Cout. de Bruges*, t. Ier, p. 305; et passim.

(3) Cout. prim., art. 20. Les échevins prenaient les ôtages dans les deux camps. Ordonn. de 1330, art. 73.

(4) *Ibid.*, art. 72. Cfr. Ordonn. du 17 octobre 1330, art. 75 et 76.

(5) Cfr. Ordon. du 17 oct. 1330, art. 77.

(6) Cout. prim., art. 73.

(7) *Ibid.*, art. 77.

(8) *Ibid.*, art. 72, 76.

Lorsqu'un bourgeois est défaillant, on prendra un de ses parents à sa place et à ses frais suivant taxe des échevins (1).

L'ôtage s'étant constitué, le plaignant doit porter la cause au plus prochain jour de plaid ; s'il ne le fait pas, l'ôtage sera élargi et le plaignant prendra sa place, jusqu'à ce que l'affaire soit appelée en justice, sauf en matière criminelle (2).

Lorsque deux parties de bourgeois sont constituées en ôtage du chef d'une rixe, et que l'une présente à l'autre un ajournement devant le juge, celle-ci devra l'accepter dans les trois jours ; si elle refuse, elle restera en ôtage et l'autre sera relaxée. Bien entendu quand il n'existe pas d'accusation (3).

L'ostagement finit par la signature de la trève et la main-levée est de droit (4).

Ajoutons que d'après la loi de Bruges observée à Ardenbourg, la constitution d'ôtage était limitée à quarante jours (5) et pratiquée en matière civile et criminelle (6).

Une dernière institution d'origine germanique, qui forme un trait saillant de notre coutume, est celle de la mise hors la loi, *wetteloos,* ou comme on disait ailleurs, hors la paix, *vredeloos* (7).

Cette peine apparaît ici comme un accessoire, ou plutôt comme une aggra-

(1) Cout. prim., art. 78. Suivant l'ordonnance de 1330, art. 78, chaque partie devait supporter les frais de ses ôtages ; et « les plus prochains payeront plus. »

(2) *Ibid.,* art. 75.

(3) *Ibid.,* art. 74.

(4) *Ibid.,* art. 20, al. 2, 3. *Bouc,* art. 73, 74.

(5) Ch. de 1313 dans les *Ann. com. fl. de France,* t. XI, p. 275. *Cout. du Franc,* t. Ier, p. 518.

(6) *Cout. de Bruges,* t. Ier, p. 78. *Cout. du Franc,* t. Ier, p. 38. Cfr. Ordonn. de 1330, art. 74.

(7) Lat. exlex. Voy. *Cout. du Franc,* t. II, pp. 38, 92, 93, 96. *Cout. de Bruges,* t. II, p. 60, où nous avons donné quelques solutions. On disait encore : rechtloos, retlos. « Sagte dich gar rehtlôs. Di sagete man gar rehtelôs. » Grimm, *Alt.,* p. 732. Agls. ûtlag, ûtlah. Mittn. Uutlagh. Nord. ûtlagr. Fris. fath (faidosus), frethelas, wetleas. Gysbert Japicx, *Fries. Rijmlerye,* t. Ier, p. 41 : « Mijn fortjean iz, oermits de nead wetleas iz, onschildigh, sey hy. » Angl. outlaw. (lat. utlagatus). Fleta, L. 1, c. 47 : « One deprived of the Benefit of the Law, and out of the King's Protection. » Bract., l. 5, ass. 2, pl. 3, instit. 1, n° 128. De là, outlawry. Raym., 17. Jacob's, *Law Dict.,* h. v.

vation du bannissement (1); et c'est ce qui nous oblige à dire quelques mots de ce dernier.

On distingue le bannissement en trois espèces, savoir : le bannissement à perpétuité ou pour cent ans et un jour; le bannissement à temps et le bannissement sans terme.

Sont bannis à perpétuité : les coupables d'homicide ou de meurtre défaillants (2); de recel dans une mortuaire et d'incendie meurtrier (3); de faux scels (4); de rapt de filles de bourgeois (5); d'émeute (6); de mêlée où il y a mort d'homme, défaillants (7); et les complices de meurtre défaillants (8).

Sont bannis à temps : les complices de rapt pour six ans (9); ceux qui ont

(1) Cout. prim., art. 6, al. 8. « Want niemant en es wetteloes en ware in boete iof in banne. »

(2) *Bouc*, art. 1, al. 8; 39, al. 4; 59; 62.

(3) Arg. *Bouc*, art. 65, qui place ces crimes sur la même ligne que le meurtre. On remarquera dans ce texte les mots : « *Brantstichté*, dat es te wetene *moordbrant*. » L'incendie simple et l'incendie meurtrier étaient deux crimes distincts, l'un plus grave que l'autre. Mais en quoi consistait leur différence? Schrassert, *Comment. ad reformat. Velav.*, c. 2, art. 7, nº 6, p. 40, répond à cette question : « Cum vero, uti Quintilianus quodam loco scripsit, multæ juris quæstiones verborum proprietate continentur, verbo monendum duxi, qualis sit differentia inter *moordbrant* et *brant*, quæ hoc articulo a se invicem separantur. Ant. Matth., *De Crimin.*, lib. 48, tit. 5, cap. 7, n. fin. docet, antiquissimis temporibus *Moortbrandt* dictum, cum quis, incensis ædibus, exactum flammæ metu dominum occiderat; ex duobus diversis et concurrentibus conflato vocabulo, *Moord* en *Brand*. In materia nostrorum statutorum puto, delictum hoc, *Moordbrandt* committi, etsi cædes secuta non fuerit; sed denotare hoc verbum incendium dolo malo de nocte excitatum in ædibus, in quibus homines habitant; distinctum a simplici incendio aliorum ædificiorum, puta horrei et similium, in quibus homines non morantur, vel etiam de die excitato; quia ex illo facto cædes ordinario sit mixta flammis, propter inhabitantium combustionem; ex hoc non item. *LL. Jutarum*, lib. 3, cap. 66. « *Morbrandt* is dath, so ein man by nacht tijden, edder heimliken fur settet, in eines anderen mannes hus. »

(4) *Bouc*, art. 15. Cfr. L. Burg., VI, 11. L. Rip., LIX, 3. L. Rothar., c. 247. L. Wisig., VII, 5. Cap., an. 803, c. 13, ap. Pertz, t. III, p. 120.

(5) *Bouc*, art. 50. Cfr. L. Rip., XXXV, 3. L. Bajuv., VII, 16. Decret. Childebert, an. 596, c. 4, ap. Pertz, t. III, p. 9. Lindenbrog, *Form.*, 16, 20.

(6) *Bouc*, art. 55. Cfr. L. Alam., XXV. L. Rothar., c. 4.

(7) *Bouc*, art. 61.

(8) *Ibid.*, art. 63.

(9) *Ibid.*, art. 51.

pactisé ou cherché alliance avec l'ennemi, pour cinquante ans et leurs complices, pour dix ans (1); les complices défaillants de mêlée où il y a mort d'homme, pour six ans (2).

Sont bannis sans terme : celui qui a blessé un autre et fait défaut (3); le tonloyeur qui refuse d'obtempérer à la sentence du magistrat de la ville (4); le bourgmestre qui néglige d'intenter l'action pénale, à défaut ou en l'absence de parents et qui se rend ainsi coupable de forfaiture (5).

L'article 50 trace l'itinéraire que suivra le banni : il quittera la juridiction avant le coucher du soleil; le lendemain, la châtellenie de Bruges; le troisième jour, le pays de Flandre. Mais ceci ne s'appliquait qu'au banni à perpétuité.

Les principaux effets de la peine sont tracés dans les règles suivantes :

Le banni pouvait conserver ses biens (6). Celui qui a satisfait le comte, et non la ville, n'en reste pas moins banni (7). Celui qui tue un banni, n'encourt aucune peine (8). Celui qui l'héberge, paie soixante livres d'amende (9). Le banni à la suite de la vérité générale qui rentre, sera expulsé pour tout un nouveau terme auquel il avait été condamné (10). Le banni à terme qui a

(1) *Bouc,* art. 54. Cfr. le herisliz. Cap. Ticinens., an. 801, c. 3, ap. Pertz, t. III, p. 83.

(2) *Bouc,* art. 64.

(3) Chart. lat., art. 11.

(4) Cout. prim., art. 39.

(5) *Ibid.,* art. 100.

(6) Chart. lat., art. 10. Cfr. Capit. an. 817. Leg. add. c. 1, 7, ap. Pertz, t. II, 211, 212.

(7) Chart. lat., art. 18.

(8) Chart. lat., art. 15. Amira, *Altnorw. Volsstreck.,* p. 40. Cfr. Cout. de Bruges de 1190, art. 4; t. Ier, p. 190. De Gand de 1178, art. 5; t. Ier, p. 386. D'Audenarde de 1188, art. 4; t. II, p. 6. Cfr. Ordon. du 17 octobre 1330, art. 58.

(9) Chart. lat., art. 19. L. Sal., c. 55, 56. L. Rip., lxxxvii. L. Rothar., c. 5. Bract., l. 3, ass. 2, c. 13, § 1er. Orlers, *Beschr. van Leyden,* p. 40. Grimm, *Alth.,* p. 734. L'ordonnance du comte de Flandre, Philippe d'Alsace sur les attributions des baillis, de 1178, dit : « qui hébergera un banni pour condamnation pécuniaire encourra la même condamnation; si c'est un banni pour cause capitale, il payera soixante livres. » Warnkœnig, *Hist. de Fl.,* t. II, p. 423. Cfr. Ordon. du 17 oct. 1330, art. 60.

(10) Chart. lat., art. 38.

purgé sa peine, peut obtenir sa réhabilitation en payant 40 gros (1).

Le *wetteloos* voit du coup disparaître le faible droit qui restait au banni et se briser tous les liens de famille, de patrie, de justice (2). Considéré comme un ennemi public, il devient un objet de terreur pour les uns, de mépris pour les autres (3). Son triste sort est irrévocable et ne se relève que par la grâce intéressée du prince. Mais le plus souvent l'accès du prince restera fermé à cet enlisé par la misère, rebuté de tous, qui n'a d'abri que sous le feuillage touffu des bois (4) et ne rencontre en retour de la haine qu'il a vouée à l'ordre social, que la négation de la pitié imposée par une loi inexorable (5).

L'homme ou la femme restent hors la loi pendant tout la durée de leur exil (6).

(1) *Bouc*, art. 26, 27.

(2) Les formulent l'expriment en ces termes : « Ich nehme ihn seinen freunden und gebe ihn seinen Feinden. » Frauenstadt, *Blutrache*, p. 249. La loi angls. le désigne par *frendlesman*, quod forisfacit amicos, par opposition à *engleschire*. Bracton, l. 3, tract. 2, c. 15. Fleta, l. 1, c. 30. Sa femme est considérée comme veuve et ses enfants comme des mineurs. Brunner, *Rechtsg.*, t. Ier, p. 167.

(3) En Islande sa tête est mise à prix. Wilda, *Strafrecht*, p. 282. Et chez les Angls. Maurer, *Das Fehde und Wergeld.*, p. 38.

(4) Ed. Chilp., c. 10, in Capit., t. Ier. p. 10. « Homo qui per silvas vadit. » On l'appelle *waldganger;* angls. vealdgenge; ancn. skôggângr; lat. exsul, extorris. L. Sal., 58. L. Rip., t. 85, c. 2. « Wargus, hoc est expulsus. » Sidon. Appollin., *Epist.*, 1, 4. « Wargorum nomine latrunculos nuncupant. » Dans l'anc. goth. l'ennemi, le malfaiteur est désigné par *vargs;* l'ingrat par *launa-vargs, launavargos;* anc. n. vargr; angls. verg, virgian; h. all. warg, wergjan; anc. fris. wergia. Grimm, *Wört.*, t. II, 62. Graff, *Alt. Präp.*, t. Ier, 980. Richtofen, *Altfris. Wört.*, p. 1140. *Vargr* est encore le loup, et Grimm, *Alth.*, p. 733, rapproche cette expression de l'anglo-saxon vearges hedfod ou vulfes heafod, pris dans le sens d'exlex, extorris, dans la L. 7 d'Edouard le Confesseur, ap. Canciani, t. IV, p. 334; et de ce passage de Bracton, l. 4, c. 11 : « Ex tunc enim (utlagati) gerunt caput lupinum. » Cfr. Amira, *Zweck und Mittel der germ. Rechtsg.*, p. 46. La loi lombarde de Rotharis le qualifie de *scamara*, c. 5; que Grimm, *Alt.*, p. 635, explique par voleur, bandit, sur la foi de ce texte de Jornandes cité par Lindenbrog, p. 142 : « Abactoribus, scamarisque et latronibus undecunque collectis; » et d'Eugippius, c. 10 : « Latrones, quos vulgus scamaros appellabat. » Wilda, *Strafr.*, p. 465. Meyer, *Sprach. der Langob.*, p. 303. Schmeller, *Bayer. Wört.*, t. II, p. 418.

(5) *Bouc*, art. 2. « Quiconque est mis hors la loi dans cette ville, se trouve hors la loi dans tout le pays de Flandre. »

(6) Cout. prim., art. 6, alin. 1.

Le voleur et tous les condamnés pour crime sans excuse sont hors la loi à perpétuité (1). De même, le défaillant à l'hostagement qui refuse de comparaître en justice (2).

Les prévenus qui avaient constitué garantie pour se présenter à la barre, n'encouraient pas moins, le cas échéant, leur mise hors la loi (3).

La déchéance de tous droits ou la mort civile était la conséquence de l'interdit de toute justice qui frappait le proscrit (4).

Cependant sous l'influence progressive et civilisatrice des idées chrétiennes, qui favorisait de tout son pouvoir le système des trêves, à commencer par la trève de Dieu, cette législation cruelle reçut de notables adoucissements, dont plusieurs sont consacrés par notre Coutume (5).

Ainsi, la réhabilitation constituait, en principe, une prérogative du prince (6); mais l'article 16 proclame que tout homme mis hors la loi peut

(1) Cout. prim., art. 6. alin. 3.

(2) *Ibid.*, art. 72, 73. Et le banni en rupture de ban. Ordonn. de 1330, art. 59 et 77.

(3) *Ibid.*, art. 6, alin. 8. L'ordonnance de 1330 déclare encore hors la loi : celui qui empêche loi et contredit à la faire, art. 26; — les complices du séducteur d'une fille mineure, art. 57; — le récalcitrant qui refuse le service militaire ou d'ost, art. 110; — Le coupable de rebellion contre la volonté du prince, art. 114.

(4) *Ibid.*, art., 60. « Celui qui est frappé d'anathème peut être interdit de toute justice comme un homme mis hors la loi, tant en matière civile que criminelle » Plusieurs lois avaient conservé la confiscation des biens. Entre autres celle de Staveren. « Ut sicut perjurii infamia sunt exleges, ita bonorum omnium suorum fiant exheredes. « Van Mieris, *Charterb.*, t. Ier, p. 69. Richtofen, *Fries. Recht.*, pp. 396 et 417. Amira, *Altnorweg. Vollstr.*, p. 106. Wilda, *Strafr.*, p. 293. Le droit d'arsin avait autrefois reçu une terrible application dans notre Flandre. Warnkoenig, *Fland. Rechtsg.*, t. III, p. 322. Il fut maintenu plus longtemps en Hollande. Fruin, *Dingt. van Sudholl. Dordrecht*, t. II, p. 298. Orlers, *Beschr. van Leyden*, p. 39. Geib, *Strafr.*, p. 254. L'anathème pèse sur la tête du proscrit et s'identifie si intimement, que dans la plupart des idiômes, du Nord, elle lui a emprunté son nom. Le gothique a le verbe *gavargjan* et les substantifs fem. *gavargeins* et *vargidha*, 2 Cor., 7, 3. Rom., 8, 3. Marc, 10, 3. Rom., 8, 1; 13, 2. Gal., 5, 10. 2 Cor., 3, 9. Un ancien capitulaire de Saxe, an. 797, c. 4, traduit condemnatio par *Wargida;* et l'anglo-saxon emploie *vergdu*, *vœrgdu* pour signifier à la fois la fuite, l'exécration et la peine. Grein, *Sprachs. der ags. Dichter*, t. II, p. 662. La parenté de tous ces mots avec le *vargus*, *vargr*, est évidente. Cet anathème était-il un souvenir des anciens Gaulois? Cæsar, *Bell. Gal.*, l. 6, c. 13.

(5) Esmein, *Mél. d'hist. du droit*, p. 381. Brunner, *Rechtsg.*, t. Ier, p. 177.

(6) Cout. prim., art. 6, alin. 2.

obtenir sa réhabilitation en payant 40 escalins parisis. C'était une déduction logique des articles 26 et 27 du *Bouc,* puisque la disparition de la peine principale du ban entraînait celle de l'accessoire (1).

La simple amende n'emportait plus par elle-même la mise hors la loi, à moins qu'elle soit cumulée avec le bannissement; et le seigneur peut remettre, en ce cas, le rappel de ban après que l'amende a été appointée (2).

Les condamnés en matière pénale étaient inscrits au registre secret; ceux qui étaient mis hors la loi, restaient en cet état, quand même ils auraient purgé leur condamnation, jusqu'au moment de leur radiation du registre (3).

L'interdit judiciaire fut tempéré ; on reconnut à l'homme mis hors la loi la faculté de se présenter en justice pour répondre à toutes les demandes produites à sa charge, au nom du seigneur ou d'une partie, et pour s'y défendre, mais sans pouvoir en retirer quelque profit pécuniaire; car ajoute l'article 64, la *vierscare* est convoquée pour faire droit et justice à tout homme qui s'y présente et qui désire justice (4).

Il résulte de cette analyse que la Coutume d'Ardenbourg portait dans toutes ses dispositions un caractère purement germanique et qu'elle se rattache par tous les points aux origines de l'ancien Droit flamand. Nous reconnaissons volontiers que les trois articles précités, qui déterminent la puissance du mari sur sa femme, sont exorbitants de ce Droit et ne se retrouvent jusqu'ici dans les monuments de notre législation coutumière; mais encore une fois, si l'on veut les rattacher à la conquête romaine, comment

(1) Lambin, *Mess. des sc. hist.*, an. 1833, p 281, dit très bien en visant cette règle : « Ceux qui étaient hors de la loi, c'est-à-dire ceux qui, par le bannissement auquel ils étaient condamnés, avaient perdu leur bourgeoisie et ne pouvaient participer aux avantages qui y étaient attachés, à moins qu'ils ne rachetassent leur bannissement, ce qui est arrivé plusieurs fois. »

(2) Cout. prim., art. 6, alin. 6.

(3) *Ibid.*, art. 6, alin. 7.

(4) D'autres tempéraments avaient été accordés en Flandre. Ainsi, le comte Robert conféra au sire d'Ardre le privilège de donner un asile temporaire d'un an et jour, aux bannis contumaces et de les *sauf conduire*, s'ils veulent se présenter en justice. De Godefroy, *Chron. de Guines et d'Ardre*, p. 275.

expliquer la présence de cette épave solitaire au milieu de dispositions d'une nature toute disparate? L'archéologue a-t-il jamais rencontré dans un édifice du moyen âge une pierre du Colysée? D'ailleurs, le *mundium* germanique accordait sur ce point la même faveur cruelle que la *conventio in manu;* pourquoi dès lors, dévier de toute l'économie d'un système parfaitement enchaîné, pour chercher à Rome ce que l'on trouve dans la Germanie? Le reste du régime nuptial ne porte aucune trace de l'ancienne législation romaine, soit antérieure, soit postérieure à l'Empire; et quelque soit la haute antiquité de la ville de Rodenbourg, il serait illogique de remonter au-delà de l'ère chrétienne pour découvrir dans une Coutume de l'époque dite des Barbares, le souvenir d'une odieuse institution, qui, au témoignage irrécusable de Tacite, était tombée en désuétude depuis plus de cinq siècles. En un mot, le fait du maintien des textes précités est déjà assez extraordinaire par lui-même, sans qu'il soit nécessaire d'enchérir sur cette étrangeté par des suppositions invraisemblables.

Nous devons nous borner à cette preuve intrinsèque; et elle suffit à notre thèse. Car pour faire une démonstration complète, il faudrait examiner de plus quelle fut l'origine ou l'époque de fondation de la ville d'Ardenbourg; et si des données positives, certaines permettent de la faire remonter jusqu'au temps de la domination romaine, et même de la conquête de César; puisqu'il s'agit de l'application de règles de l'ancien droit romain, antérieur à Justinien, et même au code Théodosien de 438. Il faudrait encore apporter les preuves qu'Ardenbourg était une *civitas,* jouissant du *jus italicum;* ayant des magistrats romains; et surtout, comme De Savigny l'a établi sans conteste, qu'elle avait sur ses monnaies la figure de Silène, qui était l'emblême de la pleine liberté municipale. Ce sont là autant de preuves extrinsèques qui restent à faire; on pourrait dire, autant de problèmes historiques à résoudre, qui sont indispensables pour justifier le maintien de principes du vieux droit quiritaire, à l'extrême frontière de l'empire, longtemps après leur disparition à Rome.

Tout cela dépasse le cadre de notre travail.

Avant de terminer cette introduction, nous devons dire un mot des destinées ultérieures de la petite ville. Enclavée dans la châtellenie du Franc, qui s'étendait primitivement jusqu'à l'Escaut, soumise au chef-sens de la ville de Bruges, comprise dans le ressort du conseil de Flandre depuis son érection en 1385, elle se trouva tour à tour sous la domination des Comtes de Flandre, des Ducs de Bourgogne, de Maximilien, de Philippe le Beau, de Charles Quint et de Philippe II. Les guerres de religion du XVIe siècle, qui déchirèrent nos provinces, fondirent sur Ardenbourg; prise par Maurice de Nassau en 1604, elle fut définitivement annexée aux Pays-Bas par le traité de Munster en 1648.

Ce nouveau régime la plaça sous la juridiction du conseil et de la cour féodale de Flandre installés à Middelbourg en 1599 par les États Généraux, et dans le ressort immédiat du conseil du Franc établi à l'Ecluse après la prise de cette ville en 1605. De même que l'Écluse et Oostburg, elle resta en possession de sa justice locale et de ses coutumes, qui furent homologuées en 1681. On appelait de ses sentences, au civil, devant le conseil du Franc; car la justice pénale était rendue sans appel (1).

Son échevinage (ou ressort), s'étendait sur 652 arpents, 98 verges, à savoir: 87 arpents 200 verges, dans le circuit de la ville; 181 arpents dans le Beooster Eede; 62 arpents 69 verges dans le Bewester Eede, bezuiden sinte Pieters dijk; 80 arpents dans le Bewester Eede benoorden; 20 arpents dans le Haven poldre; 216 arpents dans le poldre Isabelle; 5 arpents 159 verges dans le Boom poldre.

La composition de son magistrat, dit *gerecht* et *wethouderschap*, resta fixée à un bailli, deux bourgmestres (dont l'un de la commune et l'autre des échevins), huit échevins, un greffier et un receveur ou trésorier. Le bailli était nommé à vie; les bourgmestres et échevins étaient changés ou confirmés

(1) Hunnius, *Staats Vlaanderen of zeeuwsche buize*, pp. 20, 35, 36, etc. Bauche, *Description abrégée de la Flandre hollandaise*; éd. de 1748, p. 264; éd. de 1788, p. 328. Pallas, *Staats Vlaanderen*, pp. 55 et suiv. Buchiene, *Geograph. beschryving van Staats Vlaand.*, pp. 34 et suiv. Smallegange, *Cronycke van Zeeland*, p. 767.

tous les ans par les commissaires des États ; le greffier et le receveur, ainsi que tous les officiers subalternes, étaient choisis par les échevins.

Le bailliage qui dépendait de la juridiction du Franc de l'Écluse, comprenait deux sections : la première, dite du Sud, formée d'une partie détachée de la seigneurie et comté de Middelbourg, des paroisses de Sainte Croix, Eede ou Saint Bavon, Notre Dame de la Croix du Sud, Heile et Saint Laurent, et des poldres d'Isabelle et Bewester Eede ; la seconde, dite du Nord, formée des villages de Cadsant, Zuidsande, Retranchement, ter Hofstede, de la seigneurie de Nieuvliet et de quelques poldres ou districts intermédiaires.

La Révolution française mit fin à cet ordre de choses, basé sur le droit coutumier, et introduisit, avec les institutions judiciaires nouvelles, les principes d'organisation politique et civile du monde moderne.

ORIGINES ET DÉVELOPPEMENTS

DE LA

COUTUME D'ARDENBOURG.

I.

Le comte Baudouin IX abolit le droit d'aubaineté à Ardenbourg.

Décembre 1201.

Ego Balduinus, Flandrie et Hanoie comes. Notum fieri volo tam futuris quam presentibus, quod omnes homines advenas, qui apud Ardenborg manent et qui in posterum causa manendi apud Ardenborg venient, pro salute anime mee, et Marie comitisse uxoris mee, et antecessorum meorum, ac deinceps successorum meorum, ab omni consuetudine advenatus liberos penitus ac quitos dimisi, et eandem eis prorsus libertatem concessi quam habent burgenses mei de Ardenborg. Balduinus etiam de Prath et Lamsinus de Ursebroch et Willelmus Dants guerpiverunt et liberum omnino et quitum clamaverunt, quidquid juris habebant, vel habere videbantur in eis.

Verum ne ego, vel successores mei, vel etiam successores Balduini de Prath et Lamberti de Ursebroch et Wellelmi Dants quidquam juris exigere vel clamare possimus in advenis illis in posterum, presentem super hoc cartam conscribi feci, et tam sigilli appensione quam testium annotatione muniri.

Signum Benardi de Rosbais.

S. Arnulfi de Orscamp.

S. Willelmi Gonele.

S. Balduini de Ronflo.

S. Franconis de Prath.

S. Reineri de Ostkerca.

S. Wulvini notarii mei.

Actum Male, anno domini millesimo ducentesimo primo mense decembri.

Arch. de la ville d'Ardenbourg. Original, Chartes, n° 1. Imprimé par Kluit, *Hist. critica comitatus Holland. et Zeeland.*, t. II, p. 255. Ab Utrecht Dresselhuis, *Oud Aardenb.*, t. Ier, p, 9. Warnkoenig, *Flandr. Staats und Rechtsgesch.*, t. II, part. 2. Docum. n° CXXXIII. Analysé par Vorsterman van Oyen, *Catalogus*, p. II, n° 1.

II.

La commune d'Ardenbourg est affranchie du droit de Balfard.

Janvier 1231.

Fernandus, Flandrie et Hainonie Comes et Johanna, uxor ejus, Flandrie et Hainonie Comitissa, omnibus presentes litteras inspecturis in domino salutem. Noverit universitas vestra, quod nos dilectos nostros scabinos et burgenses nostros de Rodenborg quitamus et quitos clamamus in perpetuum de septem libris annui redditus de denariis mansurarum parum plus vel parum minus, quibus nobis annuatim tenebantur; et quas ad brevia fidelis nostri Baldunini de Ersbroch solvere consueverunt.

In cujus rei testimonium presentem paginam sigillorum nostrorum munimine fecimus roborari.

Actum anno domini M. CC. tricesimo, mense januario.

Arch. d'Ardenbourg. Original, Chartes, nº 7.
Imprimé par Kluit, *Hist. crit. comit. Holl. et Zeeland.*, t. II, p. 473. Warnkoenig, *Fl. Staats und Rechtsgesch.*, t. II, part. 2e doc., nº CXXXVII.
Analysé par Vorsterman, *Catal.*, p. 12.
Il existe aux Arch. d'Ardenbourg un *vidimus* de cet acte par Wilhelmus, abbé de Saint-Bavon, en date du 14 juin 1422. Chart. nº 8.

III.

Concession à ceux d'Ardenbourg d'user d'un ban *de la Coutume de Bruges.*

5 décembre 1232.

Fernandus, Flandrie et Hannonie Comes, omnibus presentes litteras inspecturis salutem. Noverint universi quod nos ad petitionem scabinorum totiusque communitatis ville de Rodenborc pro communi utilitate ipsius ville ipsis concedimus quod eumdem bannum faciant et teneant de domibus suis cooperiendis deiecto lateribus plumbo sive asseribus, quem in usus et consuetudines ville Brugensis a nobis concessum fuit. Et nos dictum bannum usus et consuetudines approbamus et tenore presentium confirmamus.

Actum apud Donze, sabbato ante festum beati Nicolai, anno domini millesimo ducentesimo trecesimo secundo, mense decembri.

Arch. d'Ardenbourg. Original, Chartes n° 9.
Imprimé par DRESSELHUIS, *Oud Aard.*, t. Ier, p. 38
Analysé par VORSTERMAN, *Catal.*, p. 13.

IV.

Les bourgeois d'Ardenbourg sont libérés du tonlieu du seigneur de Maldeghem.

Avril 1242.

Ego, WILLELMUS dominus de Maldengheem notum facio universis presentes litteras inspecturis quod dilectis meis scabinis et communitati ville Rodenburgensis hanc libertatem pro me et successoribus meis concessi. Scilicet ut omnes burgenses ville Rodenburgensis perpetuo quiti sint et liberi a theoloneo meo et ab omni passagii trauerso quod ab ipsis inter pontem qui dicitur Ghebinhuele et metas infixas iuxta Odelenbrugghe, tam pro transitu curruum quam nauium capi solebat, vel alias ubicunque theloneum ex parte mei seu successorum meorum in parochia de Rodenburgh capi contigit, ipsos inde quitos clamo et dimitto.

Ut igitur hec mea superdicte libertatis concessio stabilis et firma permaneat, presentem paginam sigilli mei munimine feci roborari.

Actum anno domini M. CC. XL. secundo, mense aprili.

Arch. d'Ardenbourg. *Perkamenten Register*, fol. 19.
Bouck met den knoop, fol. 42 v°.
Imprimé par DRESSELHUIS, *Oud. Aard.*, t. Ier, p. 39.
Analysé par VORSTERMAN, *Catalog.*, p. 13.

V.

Appointement sur la juridiction du canal qui relie Ardenbourg à la mer.

Janvier 1244.

THOMAS, Flandrie et Hannonie Comes et JOHANNA uxor ejus, Comitissa. Universis presentes litteras inspecturis salutem. Noverint universi quod cum

scabini de Rodenburgh aqueductum fieri petiissent nobis, qui dirigeretur a villa de Rodenburgh usque in corpus maris, hominibus quoque foris manentibus super hoc prebentibus assensum, tandem ex mandato nostro Stassinus baillivus noster Brugensis, ex consensu scabinorum de Rodenburgh et hominum foris manentium, causam que tam super aqueductu quam super speia et slusa inter scabinos predictos et homines foris manentes vertebatur, arbitrio suscepit terminandam, ita quod quidquid idem baillivus super hoc arbitrio proferret, ratum haberent et firmum quodquod arbitrium suum esset, deberet ab eis inviolabiliter observari; unde dictus baillivus sic arbitrium protulit et pronunciavit inter scabinos de Rodenburgh et homines foris manentes antedictos :

Quod scabini et communitas ville de Rodenburgh usque in corpus maris, quod *ten hoofde* dicitur *Zeedam,* aqueductum faciant et habeant in scabinagio suo; forefacta autem que in dicto aqueductu ubique vel sub partibus vel sub slusa fieri contigerit, per scabinos de Rodenburgh habeant judicari; forefacta autem, que supra pontes aqueductus et slusam fieri contigerit, in virscarnia franca Brugis habebunt judicari; hoc tamen excepto, quod si aliquis dictam slusam aliter quam eundo vel equitando seu cum curru transeundo maliciose leserit, ita quod inde asserem vel lignum asportaverit, hujusmodi forefactum per dictos scabinos de Rodenburgh debet judicari.

Item, quotiescumque prefati scabini aqueductum profundius fodere vellent, ex utraque parte lutum sive terram ejici et deportari cum suo custu facient, nullo contradicente; et si ad opus sluse vel alicubi in aqueductu predicto terra indigeant, ad legem virscarnie predicte sibi acquirent. Si quis speiam vel slusam fregerit, vel lignum inde tulerit, forefactum inde per scabinos de Rodenburgh debet judicari.

Item, tanta debet esse latitudo inter juga pilarum pontium, quanta erit inter portas sluse, ut naves per slusam transeuntes ad pontes non impediantur.

Preterea arbitratus est idem baillivus, quod aqueductus et slusa post tertium diem arbitrii sui prolati, sint in custodia et procuratione scabinorum de Rodenburgh, qui de eadem slusa pro commodo ville facient quod eis visum fuerit expedire; et si per negligentiam vel defectum custodie quam ipsi scabini habere debent ad dictam slusam, mare inundaverit ita, quod sine violenta fluctuum tempestate, terra circumjacens submersa fuerit et pejorata, nos super hoc audita querimonia ab hominibus foris manentibus et responsione audita a scabinis de Rodenburgh, faciemus de re gesta inquirere veritatem, et dijudicare quod visum fuerit esse justum.

Item, si homines foris manentes exaquationem habere voluerint per aqueductum predictum pro aquis de terra sua educendis, eis non poterit contradici.

Item, super illos qui manent apud Slepeldam non licet scabinis de Rodenburgh facere talliam vel duram, nisi per slusam navigio voluerint transire.

Et ut predicta rata maneant et inconcussa, presentibus litteris sigilla nostra duximus apponenda.

Actum anno domini millesimo ducentesimo quadragesimo tertio, mense januario.

Arch. d'Ardenbourg. *Perkament. Register*, fol. 20.
Imprimé par Kluit, *Hist. critica Holl. et Zeeland.*, t. II, p. 486. Warnkoenig, *Fland. Staats und Rechtsgesch.*, t. II, part. 2, docum. n° CXXXVIII.
Analysé par Dresselhuis, *Oud Aard.*, t. Ier, p. 11. De Saint-Genois, *Invent. des chartes de Rupelmonde*, n° 59. Vorsterman, *Catal.*, p. 13.

A cette pièce se rattachent deux autres qui concernent plutôt des travaux d'approfondissement et d'entretien du canal. L'une est datée de 1276, « le lundi prochein après le Penthecoste; » l'autre de 1279, 4 juin. Arch. d'Ardenbourg. *Perkament. Reg.*, fol. 9 et 12. *Bouck met den knoop*, fol. 41. Kluit, *op. cit.*, t. II, p. 824. Warnkoenig, *op. cit.*, doc. n° CXLV. Dresselhuis, *op. cit.*, t. Ier, p. 34. Les conséquences en furent importantes. Par suite de l'activité commerciale, une nouvelle agglomération se forma, aux portes de la ville; et elle acquit bientôt toute la considération politique d'une commune, *oppidum*. C'est le terme employé par Sanderus et Gramaye : « Oppidum, a situ in longum opposito Ardenburgi muris nuncupatum. » Les chartes la désignent sous le nom de *Lanc-Ardenburgh;* elle s'étendait entre l'Eede et le Goodsvliet, en face de Benjaerdskerke dit Coxide. Arch. de l'État à Bruges. *Ferieb.* du Franc, an. 1500, n° 4049, fol. 141 ; an. 1545-1550, n° 4339, fol. 12. On l'appelait encore *de Moere ten hovede;* elle avait un banc particulier d'échevins, dits *Schepenen van den Moere van Ardenborch;* mais puisque tout pouvoir de justice et de législation émanait du souverain, la comtesse Marguerite soumit, en 1252, ce Lanc-Ardenburgh à la juridiction de la ville d'Ardenbourg; et le comte Gui accorda, en 1279, aux échevins du Moer de recourir, pour toutes affaires douteuses, aux lumières des échevins de la dite ville. Un octroi de privilèges de 1275, dont on trouvera la copie plus loin, avait complété toutes ces mesures d'organisation communale. Dans la suite, la petite commune de Lanc-Ardenburg ou Slepeldam, comme tant d'autres de ses voisines, Anekinswerve, Holisbrugge, Vinckebrouc, Coxide, disparut ; on peut en trouver les causes dans les évènements politiques, les guerres civiles et étrangères, le déplacement du commerce, la dépopulation, tous faits qui réagissent les uns sur les autres. Au seizième siècle, la décadence était déjà si profonde, que sans l'intervention pécuniaire du Franc, on n'avait plus les ressources pour restaurer l'écluse du Slepeldamme qui tombait en ruines. Arch. de l'État à Bruges. *Feriebouc,* an. 1540-1545, fol. 480 et 482; an. 1545-1550, fol. 52 v°, 69 v°, 76 v°, 77 v°, et 82.

VI.

Le chevalier Baudouin de Moor affranchit les habitants d'Ardenbourg de la charge du cens annuel et du meilleur catel.

Janvier 1246.

Ego Balduinus de Moro, miles, notum facio tam presentibus quam futuris quod omnes iam manentes et qui manendi causa venient in Rodenburgh, ex quo burgenses eiusdem ville cogniti fuerint, ab omni consuetudine census annui sive capitalis quod vulgariter dicitur optimum caput, pro me et successoribus meis, dimisi quitos in perpetuum et clamavi penitus absolutos.

Igitur ne super hoc sub orriri possit calumpnia, dominus W. abbas de Dulci valle rogatus a me, quia sigillum non habui, presentem paginam sigilli sui munimine roboravit.

Datum anno Domini millesimo ducentesimo quadragesimo sexto, mense januario.

Arch. de la ville d'Ardenbourg. *Perkamenten Register*, fol. 8. *Bouck met den knoop*, fol. 41.
Imprimé par Dresselhuis, *Oud Aardenb.*, t. Ier, p. 40.
Analysé par M. Vorsterman, *Catal.*, p. 14.

VII.

Lancardenburg est soumis à la juridiction des échevins de la ville d'Ardenbourg.

20 octobre 1252.

Margareta, Flandrie et Hannonie Comitissa, dilectis suis scabinis de Ardenburgh salutem et dilectionem. Vobis significamus quod nos ponimus vos loco nostri pro jure et lege faciendis illis de Lancardenburgh, quotiescumque ab eis fueritis requisiti; et quidquid eisdem per vos factum vel judicatum fuerit secundum legem et consuetudinem ville vestre ratum habebimus et gratum presentium testimonio litterarum.

Datum Brugis, anno domini millesimo ducentesimo quinquagesimo secundo, dominica post festum beati Luce.

Arch. d'Ardenbourg. *Perkam. Regist.*, fol. 17. *Bouck met den knoop*, fol. 42.
Imprimé par Kluit, *Hist. crit. comit. Holl. et Zeeland.*, t. II, p. 635. Warnkoenig, *Fl. Staats und Rechtsgesch.*, t. II, part. 2, docum. CXL.
Analysé par Vorsterman, *Catal.*, p. 14.

VIII.

Privilèges accordés par Henri, roi d'Angleterre, aux bourgeois et marchands d'Ardenbourg.

16 juin 1262 (1).

Henricus, dei gratia Rex Anglie, Dominus Hibernie et Dux Aquitannie. Archiepiscopis, Episcopis, Abbatibus, Prioribus, Comitibus, Baronibus. Justiciariis, Vicecomitibus, Prepositis, Ministris, et omnibus balliuis et fidelibus suis, salutem. Sciatis nos concessisse et hac carta nostra confirmasse, pro nobis et heredibus nostris, dilectis nobis Burgensibus et Mercatoribus de Rodenbourch, quod ipsi imperpetuum per totam terram et potestatem nostram hanc habeant libertatem, videlicet quod ipsi uel eorum bona quocumque locorum in potestate nostra inuenta non arestentur pro aliquo debito de quo fideiussores aut principales debitores non extiterint; nisi forte ipsi debitores de eorum sint comuna et potestate habentes; unde de debitis suis in toto uel in parte satisfacere possint; et ipsi Burgenses de Rodenburch per quos ipsa villa regitur illis qui de terra et potestate nostra extiterint in iusticia defuerint et de hoc racionabiliter constare possit.

Et quod dicti Burgenses et mercatores imperpetuum sint quieti de muragiis de omnibus bonis rebus et mercandisis suis per totum regnum nostrum.

Et quod Burgenses et mercatores predicti pro transgressione seu forisfactura seruientium suorum catalla et bona sua in manibus ipsorum inuenta

(1) Plusieurs auteurs ont traduit cette date par erreur, en la portant à 1261. « Il est remarquable, disent les Benedictins, qu'on ne commença à dater du règne de ce Prince, Henri III, que du jour de son couronnement, » c'est-à-dire du 28 octobre 1216.

aut alicubi locorum per ipsos seruientes deposita, quatenus sua esse sufficienter probare poterunt, non amittant.

Et etiam si dicti Burgenses et mercatores aut eorum aliqui infra terram et potestatem nostram testati decesserint uel intestati, nos uel heredes nostri bona eorum confiscari non faciemus; quin eorum heredes integre ipsa habeant, quatenus ipsa catalla dictorum defunctorum fuisse constiterit; dum tamen de dictis heredibus noticia aut fides sufficienter habeatur.

Et quod ipsi cum mercandisis suis in terram et potestatem nostram secure veniant et ibi morari possint, facientes debitas et rectas consuetudines. Ita quod nullum alium burgensem uel mercatorem transmarinum de aliis villis transmarinis quam de villa sua propria aduocabunt ad veniendum in terram nostram cum rebus et mercandisis aliquibus.

Ita etiam quod si inter Regem Francie aut alios et nos uel heredes nostros aliquo tempore gerra fuerit, ipsi premuniantur ut infra quadraginta dies regnum nostrum cum bonis suis egrediantur. Quare volumus et firmiter precipimus pro nobis et heredibus nostris quod predicti Burgenses et mercatores de Rodenburch et eorum heredes per totam terram et potestatem nostram imperpetuum habeant omnes libertates prescriptas.

Et prohibemus super forisfacturam nostram decem librarum ne quis eos contra hanc libertatem et concessionem nostram in aliquo iniuste molestare uel inquietare presumat.

Hiis testibus venerabilibus patribus B. Cantuarien. Archiepiscopo, totius Anglie primate; et R. Harleol, Episcopo, Johanne de Plessetis. Comite Warren. Humfrido de Bohun, Comite Hereford et Essex. Philippo Basset, Justiciario Anglie. Hugone le Bigod. Johanne Mansell, Thesaurario Ebor. Willelmo de Wilton. Gilberto de Preston. Imberto Pugeis et aliis.

Datum per manum nostram apud Wesmonasterium, sexto decimo die Junii, Anno regni nostri Quadragesimo sexto.

Arch. de la ville d'Ardenbourg. Original, coll. des chart., n° 12. VORSTERMAN VAN OYEN, *Beredeneerde Catalogus van de handvesten*, p. 15. Copies dans le *Perkamenten Register*, fol. 1, et dans le *Bouck met den knoop*, fol. 39.

Imprimé par KLUIT, *Historia critica comit. Holl. et Zeeland.*, t. II, p. 759. K. HÖHLBAUM, *Hansisches Urkundenbuch*, t. Ier, n° 575. J. AB UTRECHT DRESSELHUIS, *Oud Aardenburg*, t. Ier, p. 21.

IX.

Priviléges rendus communs à ceux d'Ardenbourg et de Slepeldamme.

Mai 1275.

Nous, Margherite, Contesse de Flandres et de Haynau, et Guis ses fils, cuens de Flandres et Marchis de Namur, faisons savoir a tous, ke nous volons et octrions, ke cil de Slepeldamme et ki mainent et manront en apres entre Erdenborgh et Slepeldamme, ki sunt adiostei a le banliewe de Erdenborgh, soient den droit le tolnieu a le meisme franchise, ke il sun ki anchienement ont estei de le vile de Erdenborgh. Encore octrions nous as ceaus de Erdenborgh et de Slepeldamme et as autres ki sunt de le banliewe de Erdenborgh, ke se aucune terre voisine ou longtaine, ki ne soit du roialme de Franche u d'Engleterre, leur tolt le leur u fait des raison de lor avoir, il le deveront monstreir, au segneur de Flandres, quicunques ce soit. Et se cil ki aront fait le tolte et le deraison ne rendent les damages a le requeste dou segneur de Flandres, cil ki aront eut le domage, porront arresteir et clameir sur ceaus des terroirs dont on lor ara fait damage, dusque adont ke tout lor damage leur seront restorei souffisaument. Et en ce faisant, cil de Erdenborgh et de Slepeldamme et li autre ki sunt dele banliewe de Erdenborgh, ne meffont riens envers lor segneur de Flandres.

En tiesmoignage et en seurtei de ces choses nous avons fait ces presentes lettres saeileir de nos saeils; ki furent donnees lan del incarnation nostre Seigneur, Jhesus Christ, mil CC sissante quinze, el mois de Maj.

Arch. de la ville d'Ardenbourg. Original, collec. des chart., n° 17. Vorsterman, *Catalogus*, p. 16. *Vidimus* sous le sceau de Vedastus, abbé de Zoetendale, du 19 septembre 1436, Transcrit dans le *Perkamenten Register*, fol. 3, et le *Bouck met den knoop*, fol. 39 v°. Cfr. De Saint Genois, *Invent. des chartes des comtes de Flandre*, n° 188. Van Duyse, *Invent. des chartes de Gand*, p. 60.

Imprimé par Warnkoenig, *Fland. Rechts und Staats Gesch.*, t. II, part. 2, urk. p. 43. Tailliar, *Recueil d'actes en langue romane wallonne*, p. 326. Dresselhuis, *Oud Aard.*, t. Ier, p. 41.

Il existe aux archives d'Ardenbourg deux *vidimus* de ce diplôme : l'un par « Nicholaus

dictus abbas monasterii de Thosan. Datum in monasterio predicto anno domini millesimo tricentesimo tercio, decimo die martis ante festum nativitatis beati Johannis Baptiste ». L'autre par « Vedastus abbas monasterii B. Marie de dulci valle, ordinis Sancti Augustini, Tornacensis dyocesis, anno domini millesimo quadringentesimo tricesimo sexto, mensis septembris die decima nona ». VORSTERMAN, *Catal.*, p. 16, n. 17 et 18.

Ce fut par application de ces lettres que le duc de Bourgogne, Jean sans Peur, rendit le 25 mars 1410, un appointement « sur les débats meus entre les adhérités des poldres de Beoostereede d'une part, et les adhérités du métier d'Ardenbourg et des poldres voisins d'autre part, au sujet de la contribution nécessaire pour boucher la rupture de la digue entre Slepeldamme et Coxide ». Les considérants renferment un parfait exposé de la question : « Il est venu à notre cognoissance que par les grandes inundations des eaux qui survindrent au mestier d'Ardenbourg, Beoosterede et ailleurs en notre pays de Flandres en l'an mil quatre cens et quatre, iceluy mestier par les dicques de la mer qui lors rompirent et despercerent, fut du tout inundé et les escluses dudit mestier moult rompues et ampirees, et ce n'eust este la grande diligence, peine et travail que les adherites dicelui mestier, ensamble leurs voisins et amis mirent soudainement à la recouvrance et reparement desdites dicques et escluses, ledit metier estoit en voye de demeurer a tout jamais perdu et inunde; pour lequel reparement fait et la retenue que depuis a convenu auxdits adherites soustenir dan en an, ils ont despendu grande partie de leur chevance, par quoy plusieurs heritages gisant audit mestier sont venus en la main de le wateringhe dudit mestier, et les autres demeures vagues et incultives; et que depuis nonobstant les peines, travails, fraiz, missions et coustanges fait pour reparement desdites dicques et escluses, estoit et est survenu depuis un an ença ou environ, que la mer a pris telle et si grande roideur et profondeur entre Slepeldamme et Coxide es mettes dudit mestier, que les poldres et dicques gisans illecq sont toutes pertuisez et cavez... » Il leur serait impossible de fournir à toutes ces dépenses, « si ce n'estoit par l'aide et secours des voisins d'environ ». Mais parmi ces derniers, le seigneur de Maldeghem leur avait dénié ce droit, se retranchant derrière son titre de « haut justicier à loy et hommage », en vertu duquel il est « accoustumé de cognoistre, faire assiete et rendre jugement »; par conséquent si « aucune assiete ou taille estoit faite sur les terres situées en sa seigneurie, la cognoissance en appartient seule et pour le tout à la Loy de Maldeghem, et non à autre ». Ces raisons n'empêchèrent pas le Duc de décréter la répartition d'une taxe extraordinaire entre tous les poldres voisins, y compris celui du seigneur de Maldeghem. *Plac. de Fland.*, t. III, p. 431.

Le mandement du 20 septembre 1600, pour la restauration des digues entre Coxide et Slepeldamme, consacra le principe d'une manière définitive. « Les arrieres poldres doivent contribuer à l'advenant qu'ils viendroient à estre endommagez par l'inundation des poldres voisins. » On sait que cet édit célèbre, pour sauver cette partie du pays d'une destruction complète, ordonna d'employer « au redicquement », pendant douze ans, la moitié de « toutes les impositions et moyens » quelconques, sans en excepter les « usufructuaires, rentiers et tous autres beneficiez », et même les dîmes « qui devaient contribuer pour la moitié du revenu. Un comité spécial était institué, composé de cinq jurés des dicages, d'un greffier penninck-meester et présidé par Dom Gregoire del Plano, superintendant et dickgrave général de Brabant et de Flandre. *Ibid.*, p. 443.

X.

Organisation de la wateringue du Moer d'Ardenbourg.

25 mai 1276.

Nous, Guis, cuens de Flandres et marchis de Namur, faisons savoir a tous ke comme il soit besoigns, si comme nous avons entendu kil conviegne as fosses dou muer d'Ardenbourgh fosser et nyer souventes fois; et a che faire, conviegne mettre grant frais; et il conviegne prendre et eslire proeudoemes ki che faichent faire quon appeile contuers.

Chil contuers quant il veullient fouir et nyer les fosses devant dis, doivent faire crier par trois dymences ens es parroches de saint Donaesse de Bruges et de Nostre Dame d'Ardenbourgh, et ens es autres parroches entour la ou chil mainent ky part ont el muer vij jour, ke tout chil ky veullient aporter leurs deniers a ches fosses nyer, ke il sont quites dou tierch denier.

Et ensi doivent chil conter par foy et par seirement fere faire ches fosses devant dis, et nyer bien et loyaelment; et des fres kil iferont, endoivent il mettre vij jour, de conter devant les Eschevins dou muer et devant tout cheans ky il veullient venir ky muer ont; et de chou doivent il fere faire le crys devant nomme par trois dymences; et doivent li contuer devant dis au jour de leur conte avoir les lettres des priestres des parroches la ou li cry seront fait, kil aient este crie bien et suffisantment a eure de messe, ou tiesmoinage de preudoemes souffisans.

Et parmi chou li contuer puent aler avant de leur conte, et de fres dou thiers denier, et dautres choses tres toutes ky appartienent as fosses et as ouvrages del muer devant dit, au jour ke cries ara este.

Et il est ordene par devant nous, par le commun assent des parties et de nous, ke de toutes les semonses et de toutes les cryees dou plait et des autres choses ky pertiegnent au Muer, doit en faire les cryees par vij dymences as parroches devant nommees par tiesmoign don sacel du priestre ou de preudoumes, ensi comme devant est dit.

En tiesmoign de la quele chose nous avons ces lettres fait saellier de notre sacel; ky furent donnees a Male lan del incarnacion nostre seigneur

Jhesu Crist mil CC sissante et seze le lundi prochein apres le Penthecoste.

Arch d'Ardenbourg. *Perkam. Regist.*, fol. 12. *Boeck met den knoop*, fol. 41 v°.
Imprimé par Dresselhuis, *Oud Aard.*, t. II, p. 34.
Analysé par Vorsterman, *Catal.*, p. 16.
Une traduction flamande de cette pièce se trouve dans le dit Cartulaire en parchemin et a été imprimée également par Dresselhuis.

XI.

Les échevins d'Ardenbourg forment le chef de sens de ceux du Moer.

3 juin 1279.

Nous, Guis, cuens de Flandres et Marchis de Namur, faisons sauoir a tous ke no a nos foiables Escheuins dou muer dArdemborg auons donne et otroie ke de lor iugemens dorent en auant enuoisent a lor kief a nos Escheuins de nostre ville dArdemborg.

En tesmoignage de la quele chose nous auons as Escheuins deuant dis donnei ces presentes lettres, saielees de nostre sael, ki furent donnees a Male lan del Incarnation M. CC. sissante dis et nuef, le samedi apres le Trinite.

Arch. de la ville d'Ardenbourg. Original; collect. des chart., n° 19. Vorsterman, *Catal.*, p. 17.
Imprimé par Kluit, *Hist. critica comit. Holl. et Zeeland.*, t. II, p. 820. Warnkoenig. *Fland. Gesch.*, n° CXLIV.

XII.

Fragment du compte du bailli d'Ardenbourg de 1299.

. . . . . .

Jehan Brand. . . . . xxiiij s. de calaigne de larenchin.

Wautier Valke . . . . . iiij lb. de cou kil akata une eschevinage.
Li hoofmans . . . . . xxiiij s. viij d.

En le vile Disendike; de mellee.

Baudin Scaec . . . . . vj lb.
(Trois autres à 20 s. et un à 12 s.)
Avesoete Noppen . . . . . x s. de coere.
Lobbins . . . . . x s.
Jehan li Vriend . . . . . xx s.
Williemet f. Bauduin . . . . . iij lb.
Jehan li Vriend, v lb. de cou kil se fist meismes bailliu.

En le vile Doostburgh ; de mellee.

Pieres f. Waubert . . . . . xv lb.
Jakemes f. Frere Heine . . . . . xv lb.
Heinri f. frere Heine . . . . . x lb.
Hannin f. frere Heine . . . . . x lb.
Waubert li Joede . . . . . x s. de coere.
(Cinq autres à 10 s., un à 6 s. et quatre à 5 s.)

En le vile de Waterdunen ; de mellee.

Hanneman . . . . . iii^s s.
Alers Orloghe . . . . . xij s.
Pieres Walgherline. . . . . iij s.
Bauduin Rose . . . . . xv s.
Margrie veue Wautier le neveu . . . . . x lb.

En la vile Dardenborch ; de mellee.

Alars Doestborch. . . . . xv s.
Willemet Paedse. . . . . x s.
Weitkins li Vriend . . . . . v s.
Coppins Ysac . . . . . x s.
Hues Brunel . . . . . xx lb.
Pieres Bruneel . . . . . x lb.
Jehannet Scoelin . . . . . x s.
Pieres Soy. . . . . x s.
Jehannet Soy. . . . . x s.
Ymsoete Baetstericghe . . . . . xij s.

Clare de Zeland	xxxv s.
Willaumes fiex Gillon	xxx s.
Pieres Jonchere	xx s.
Roykins	x s.
Roysekins	x s.
Oliviers li Zomer	iij lb.
Jehannet de Capric	xxv s.
Jehannet fiex Dancard	x s.
Ghevars li clers	vij s.
Jehannet li menier	xv s.
Pieres Bruneel	xx s.
Jehannet Dexarde	viij s.
Stoc Stifaen	x lb.
Jehan fiex Weyein	xx s.
Stoclin Preit	xl s.
Jehannet li fevres	iij lb.
Jehannet Reyngher	xl s.
Ernous Besus	viij s.
Clais Viercant	v s.
Jehans de Saint Omer	iij lb.
Hues li Ostes	xx s.
Hues Dunard	xx s.
Gilles Storein	iij lb.
Rodolf dou gardin	lx lb.
Paidse	iij lb.
Jehan fiex Jakemon	iij lb.
Willemet Robert vallet lengles	x s.
Bayvoet	xx s.
Lemmekins Sprute	xx s.
Jehannet Grote nane	xx s.
Willaumes fiex Baudouin Nozekin	xx s.
Jehannet Sampenois	viij lb.
Hues fiex Ogene li jouenes	xx s.
Clais Fain	x s.
Lambers nevou Moenin del Hoeke	v s.
Pieres Hye	v s.
Sohiers de Steenberghe	vj lb.

Jehannet se fiex	iiij lb.
Lembers Loedghietre	x s.
Henriet li iagre	xx s.
Jehans Cant	xx lb.
Willaumes fiex Agnes	xvj lb.
Hues li fiex Ogene li iouenes	xl s.
Baudouin fiex Goethannes	xxx s.
Jehannet se fiex	xl s.
Wautiers fiex Williaume Seghers	vj lb.
Sohiers fiex Willaume Seghers	vj lb.
Hues Marchant	xl s.
Balde	v lb.
Balde se fiex	iij lb.
Jehans Aghelin	xx s.

De cueres.

Reynghers Scoudegoes	xx s.
Clais dou pont	xx s.
Pieres dou Dam	xx s.
Hues Eldecop	xx s.
Baudouins Coene	xv s.
Jaquemes Caman	xx s.
Gerars Hoet	xx s.
Hues Nieuwelin	xx s.
Jehans Heine	x s.
Willaumes Buccard	xv s.
Hues li Preydere	xx s.
Weytins dou hille	vij s.
Pieres dou hille	x s.
Hues Marchcant	x s.
Jehans fiex Glorie	x s.
Jehans fiex Gerard	x s.
Clais li cuvelier	v s.
Heine Wippelvoet	xx s.
Ghiselins uten thune	xx s.
Lippins li bacre	v s.
Gilles Teil	x s.

Jehans li walon li ainsneis	xx s.
Jehans se fiex	x s.
Pieres Droecharinc	v s.
Li veve Ghiselin li carpentier	v s.
Clais fiex Jehan Martin	v s.
Postkin	v s.
Willaumes de Rollers	xv s.
Pieres fiex Margrie	vij s.
Jehans de Ridderford	vj s.
Bertremieu dou haut kemin	xv s.
Hues Balinc	v s.
Gilles Poppin	x s.
Lichtvoet	v s.
Willaumes fiex Bele	x s.
Wautiers fix Aelis	vj s.
Jehans porpointstickere	v s.
Hues Mul	vj s.
Clais Zasseman	v s.
Lamrait femme Jehan fil Jaquemon	xx s.
Bele de Coloingne	xx s.
Li femme Jehan de le Piere	xv s.
Li femme Jehan de Zeland	v s.
Wautiers fiex Baudouin	v s.
Baudouin fiex Lice	v s.
Clais But	x s.
Clais li barbiers	xv s.
Clais But	x s.
Johannet li barbiers	xv s.
Wautiers fiex Baudouin	x s.
Baudouins fiex Baudouin	v s.
Paelvoet	xv s.
Hues Elmare li ainsneis	xv s.
Hues Elmare li iouenes	xv s.
Jehannet li fiex Gosuin	xv s.
Symonet Wandelare	x s.
Aelis femme Lammin Huerel	x s.
Wautiers de Zelande	x s.

Roykin	x s.
Coppins fiex Maes	xx s.
Henris Dachynoed	xl s.
Lemmekins Sprute	xxx s.
Lambers Gheitere	v s.
Ghiselins li Ghietere	v s.
Joskins	viij s.
Jehans Reddeward	viij s.
Mathys de Oest	viij s.
Willaumes li Mailles	x s.
Jehannet li barbiers	viij s.
Alars Doestborch	viij s.
Wautiers Abboud	viij s.

Deshoirs Henri Dengleterre ij^{c} xlvij lb. xj s. ij d.
Somme, d. xlvij lb. xiij s. ij d.
Somme pour tout, mil cent xlvj lb. iij s. x d.

Cest li date de cestuj conte.

(Parmi les 24 articles des dépenses, voici celles relatives à Ardenbourg) :

A Willaume fil Baudouin xj lb, et xv d. de despens que (mon) sires li recheveres fist nommans eschievins à Ardenborch.

A Willaume fil Baudouin cc lb. par commandement le recheveres.

Item pour les dras le crichoudere, le bailliu Dardenborch, le clers, les iiij prendeurs qui prendent les wastebannis, xxx lb.

Au bailliu Dardenborch x lb. pour ses wages.

Item a viij soudoiers qui furent mis a Ardenborch as portes pour prendre le monnoie le roy de xiiij jours, v lb. xij s.

Item au clerc dele vierscare, vj lb. vj s. viij d.

Item xx s. de forchine.

Item de justiche de Jehannet Hovescard, Jehannet le grane delvere et Coppin Zibrecht, xxxvj s.

Arch. de la ville de Bruges. Comptes des baillis. Cart. n° 212.

XIII.

Serment du comte à son inauguration et serment des bourgeois.

(S. d.) XIIIe siècle.

TEXTE.

Dit es den eed van den princhе als hi eerstwarf binnen den lande comt.

Dat zweerdy als gherechte Heer ende grave van Vlaenderen ende van datter toebehoort dat ghi uwe goede lieden van uwer stede van Ardemburch goed ende ghetrauwe heer wesen sult; ende haerlieder previlegen, vryheden, wetten, goede costumen ende uzagen, also wel oude als nieuwe, wel ende ghetrauwelike houden zult ende doen houden; dhelighe kerke in rechten houden zult; wedewe ende weesen in rechten houden zult ende doen houden; ende al doen dat een goed ghetrauwe Heere ende grave van Vlaenderen sculdich es te doene zinen goeden lieden ende subgiten. Also moet u God helpen ende alle Gods helighen.

Den eed die tghemeene doet den princhе.

Dat zweeren wy onsen gheduchten heere ende princhе, grave van Vlaenderen ende van datter toebehoort, die hier present ende voor-

TRADUCTION.

Tel est le serment du prince à sa première entrée dans le pays.

En votre qualité de légitime seigneur et de comte de Flandre et sur tout ce qui en dépend, vous jurez d'être un bon et loyal seigneur pour vos bonnes gens de votre ville d'Ardenbourg; d'observer et de faire observer leurs privilèges, franchises, lois, bonnes coutumes et usages, tant anciens que modernes; de rendre et de faire rendre droit et justice aux veuves et aux orphelins; et de faire tout ce qu'un bon seigneur et comte de Flandre est obligé de faire à l'égard de ses bonnes gens et sujets. Ainsi Dieu vous soit en aide et tous ses saints.

Le serment que la commune prête au prince.

Nous jurons à notre légitime seigneur et prince, comte de Flandre, qui est ici présent et devant nous, d'être de bons et loyaux citoyens et

TEXTE.

oghen staet; goede ghetrauwe lieden ende subgiten te zine; hem wel ende ghetrauwelike te dienen tallen tiden als hys begheerende zal wesen; zyn onrecht te helpen keerne; zyn recht seingnorie ende heerlichede te helpen houdene ende niewer der jeghen te ghane; de palen van zinen lande van Vlaenderen ende datter toebehoort te helpen houdene, naer onsen vermueghene; ende al te doene dat goede ghetrauwe subgiten sculdich zyn te doene haren rechten Heere. Also moet ons God helpen, alle Gode helighen ende onser man wareden.

TRADUCTION.

sujets; de le servir bien et fidèlement en toutes circonstances lorsqu'il nous requerra; de le venger de toute injure; d'aider à maintenir sa droite seigneurie et souveraineté et de ne rien faire de contraire; et de défendre l'intégrité du pays de Flandre et de ses annexes, dans la mesure de notre pouvoir; et de faire tout ce que de bons et loyaux sujets doivent faire à l'égard de leur légitime seigneur. Ainsi nous aide Dieu et tous ses saints, sur la part de notre salut.

Arch. de la ville d'Ardenbourg, *Bouck met den knoop*, fol. 28 v°.

XIV.

Confirmation des privilèges et coutumes d'Ardenbourg.

4 avril 1323.

Nous, Loys cuens de Flandres et de Nevers, faisons savoir à tous, que comme nous avons este corouchées a chians de no ville dArdenburgh, especiaelment au cors de no dite ville et a leur ahierdans pour aucunes mesprises quil duissent avoir fait contre nous, contre notre bailliu et nos gens dedens nostre dite ville ou dehors, es quels il estoient en coulpes et accuseis envers nous. Et molt de boines gens qui nous ont clerement enforme de ce, nous ont prye que nous vosissiemes nostre dit courois quiteir et eaus absolvre de tous fais et mesprisures aucunes, lesquels avenu estoient dusques au jour de la date de ces lettres et no dite ville mettre a

loy, et laissier en ce franchise, liberteit, coustumes et usages danchieneteit observees.

Sachent tous que nous, a la priere desus dite et pour le boin faveur ke nous avons a no dite ville, eu sur ce boine deliberation, de no certaine science, avons le cors de no ville et les singuleres persones dicelle, tous fais et mesprisures qui puent estre fais par eaus, ou a locoison et instance de eaus encontre nos predecesseurs, encontre nous ou nos gens, ou encontre monseigneur Gheraerd li Moor chevallier, ou encontre ses ahierdans, en quelcunque maniere que il peut estre dedens nostre dite ville ou dehors, quiteis et clameis quite de tout en tout, purement et entierement, dusque a la date de ces lettres, et pardonne tous courois et maltalens; vuillant expressement que il demeurent des oire en avant en leurs franchise, liberteis, coustumes et bons usages anchienement wardees et tenues, et en possession parsivle de cestes, sans estre enfrains de rien, non contrestant les fais et les meprisures dessus dites, avenues en tamps passe et dusques au jour de la date de ces lettres, desquels nous les absolvons et toutes les singuleres personnes de no dite ville, ahierdans au cors de no dite ville en maniere dessus dis.

En tesmoign de ce nous avons fait ces lettres scelleis de nostre grand scel.

Faites à Courtrai et donnees en lan de grace mil CCC. vint et trois, le quart jour del mois davril.

Arch. d'Ardenbourg. *Perkam. Regist.*, fol. 16.
Imprimé par Dresselhuis, *Oud. Aard.*, t. II, p. 37.
Analysé par Vorsterman, *Catal.*, p. 22.

XV.

Nul ne peut faire partie de la loi d'Ardenbourg s'il n'est bourgeois ou n'a acquis par mariage la bourgeoisie de ladite ville.

13 avril 1325.

Nous, Loys cuens de Flandres et de Nevers, faisons savoir a tous que nous a lumble supplication et requeste de no chers et bien ames les bourghemeestres eschevins et conseil et communaulte de nostre ville dArdenburgh, considerans les bonnes services, le grant affection damour et la loiaute quil ont portee et monstree a nos devanciers Contes de Flandres et a nous, especial-

ment en ces dernieres ameutes, et esperons que tousiours doivent faire comme bonnes et loial gent, de grace especial, par bonne et meure deliberacion de nostre conseil, leur avons ottrie, volons et leur ottrions que jamais nuls en la loi de nostre dicte ville ne sera, sil nest bourgois de la ville en ce temps, ou sil ne prent par mariage sa bourgoisie et femme bourgeoise de la ville.

Item, que jamais nul en nostre dicte ville nosera savancer de contredire eschevins, se ainsi nest que eschevins seantz en banc.

Lesquelles choses nous leur avons promis et promettons, en bonne foi et en bon seigneur, pour nous, pour nos hoirs et pour nos successeurs, tenir et garder fermement sans enfraindre et sans venir encontre. Et pource que ce soit chose ferme et estable, avons nous fait sceller ces presentes lettres de nostre grand seel.

Donne a Ardenburgh, le XIII jour davril lan de grace M. CCC. vint et cinq.

Arch. de la ville d'Ardenbourg. *Perkam. Register*, fol. 21.
Imprimé par DRESSELHUIS, *Oud. Aard.*, t. II, p. 39.
Analyse par M. VORSTERMAN, *Catal.*, p. 23, n° 27.

XVI.

Octroi élevant Ardenbourg au rang de ville fermée.

27 octobre 1328.

Nous, Loys cuens de Flandres et de Nevers, faisons savoir a tous que cest bien nos greis et volenteis que cil de nostre ville dArdemborgh fachent leur fourtereches, enfortechent et tiegnent de quant ke il saront et porront a nostre ost et pour nous; et par ce ils doient estre apparilles a nostre command et volenteit, et tenir nostre dite ville pour nous et non pour autrui toudis ouverte a nostre plaisir, et baillier lettres de assegurtance de ce sous leur saiel tels comme il nous loffrirent.

En tesmoign de ce nous avons fait ces lettres seller de no grand seel.

Faites au Dam lan de grace mil CCC. vint et wiit, le veille de Saint Symon et Saint Jude Apostres.

Arch. d'Ardenbourg. Original, Chartes, n° 28.
Imprimé par DRESSELHUIS, *Oud Aard.*, t. Ier, p. 46.
Analysé par VORSTERMAN, *Catal.*, p. 25.

XVII.

Nouvelle Keure *imposée à la ville d'Ardenbourg, après sa soumission, par le comte Louis de Nevers.*

17 octobre 1330.

Nous, Bourghemaistre, Eschevin, Conseil et toute la communaute de la ville dArdenborch, faisons savoir a tous que nous a teile reverence comme il affiert...

Texte identique à celui de la *keure* imposée à la ville de Damme le lendemain 18 octobre 1330 (*Voy.* ci-dessous). Les variantes sont mises en note.

Nous avons donné de préférence le texte de la *keure* de Damme, parce que tous les octrois qui furent imposés à cette époque aux autres petites villes, s'y refèrent.

Arch. de la ville d'Ardenbourg. Collect. des chartes, n° 29. VORSTERMAN, *Catal.*, p. 26. Il existe dans ce dépôt une traduction flamande incomplète et devenue presque illisible.

Arch. de l'État à Gand. Chartes de Rupelmonde, n° 1636.

Imprimé par MM. JANSSEN et VAN DALE, *Bydragen tot de oudheidkunde en geschiedenis inzonderheid van Zeeuwsch Vlaanderen*, t. VI, p. 60.

Au reste, voici l'analyse de ce document remarquable :

ART. 1. Le comte jure et promet de tenir les habitants « à loi et jugement des échevins », et d'entretenir toutes les cueres.

2. Ses successeurs prêteront le même serment, à leur inauguration.

3. De même, les délégués commis au renouvellement annuel de la loi.

4. Les échevins à leur entrée en fonctions.

5. La commune prêtera, de son côté, le serment de fidélité et d'obéissance.

6. Nul ne peut être bailli qui est né en la ville, ou y est marié, ou *exlex*.

7. Il y aura deux sergents jurés, qui auront leurs gages du bailli.

8. Mais nuls officiers ne prendront plus de part aux amendes.

9. Les bailli, écoutète et sergents recevront leur « drap » (costume) de la ville « es cas acostumés. »

10. Tout officier ou échevin qui aura forfait à son serment, sera puni par le comte, sur la plainte de la loi.

11. L'office d'écoutète que Gérard de Moor tenait à titre héréditaire, est confisqué et le comte nommera le désormais titulaire.

12. Le bailli ne peut faire d'exécution, sans le congé préalable des échevins; et il sera tenu d'assurer l'exécution de leurs jugements.

13. Tous les ans, la loi sera renouvelée, à la Chandeleur, de la manière suivante :

« Item, nous ou nos députés de par nous, ferons tous les ans, à la Chandeleur, ou en ycelle « semaine, treize eschevins en notre dite ville, de bonnes gens bourgois de la ville, et tex qui « ni ait entre eaus nul cousin germain ou plus pres. Et ferons oissi les deux bourchmestres : « et les porrons a chascun termine dessus dit renouvler et faire tous nouviaus, ou des viex « eschevins laissier et renouvler par lautre annee ensuivant jusques a sis, et tous sis sil « nous plaist. Et ensi les bourchmestres tous deux ou lun deaus laissier ou renouvler, selonc « ce que miex nous plaira. Et se parmi le temps durant de chascune annee y nous semblast « quil y eust aucun eschevin qui mie ne fust profitables pour le gouvernement de la ville, « oster le porrons, et ou lieu dicelli ou diceux ostes, remettre y autre ou autres que nous « tiendriens a plus profitables ou meillors; et ce faisons nous pour les bons maintenir en « honneur et pour lestat de la ville soustenir en bon point a tousjours. Et dedans les huit « jours quil seront fait eschevin, il doivent eslire leur conseil; et sil ne le font, nous ou nos « successeurs les eslirons et metterons a notre volente. »

14. A la mort, démission ou renvoi d'un échevin, le comte en nommera un autre.

15. En cas d'empêchement ou de retard du renouvellement des magistrats, les anciens titulaires continueront à remplir leurs fonctions pour tous les cas de juridiction ordinaire et gracieuse.

16. Les échevins auront la connaissance de toutes affaires, sauf les cas réservés.

17. L'échevin ne pourra être intéressé dans les causes qu'il a à juger; il s'il est parent des parties, il doit se récuser, sous peine de parjure.

18. Quatre échevins constituent un plein banc; ils tiendront deux audiences par semaine.

19. Ils ne peuvent porter de jugement, s'ils n'ont été présents à la cause; ni recevoir plainte de partie, faire loi ou jugement, sans l'assistance du bailli et de l'écoutète.

20. Les échevins et corps de métiers ne peuvent établir de réglements, sans le consentement du bailli et pour plus de trois mois; pour ceux excédant ce terme, il faudra de plus l'octroi du prince.

21. Cet octroi est encore requis pour la levée des impôts et la perception des amendes.

22. L'échevin faussé sera jugé par le comte et il répondra de tous dommages intérêts.

23. Pleine justice sera rendue sur la plainte des étrangers contre les bourgeois; et si, sur la négligence ou le déni des échevins, la plainte est renvoyée au comte, celui-ci fera justice aux dépens des échevins défaillants.

24. Le cès de loi est prohibé, sauf dans les cas prévus par cette ordonnance.

25. Dans toutes affaires appartenant à la loi, il ne sera accordé que trois délais de huitaine; si la sentence n'est pas prononcée au bout de ces termes, la partie lésée aura son recours au chef sens de Bruges; hors de là, aucun appel n'est admis, sous peine d'une amende de 60 livres.

26. Quiconque empêche loi et contredit à la faire restera *wetteloos*.

27. Les échevins et tous ceux qui ont l'administration des biens de la ville, doivent rendre compte chaque année de leur gestion.

28. Aucun magistrat ne peut prendre part dans la ferme des assises.

29. Le bailli, l'écoutète et les sergents jurés auront le droit d'arrêter tous malfaiteurs et bannis.

30. Ils pourront ajourner à loi toutes personnes, en leur domicile ; et en cas d'absence, en présence de deux échevins ou témoins dignes de foi.

31. Celui qui est absent pour cause légitime, peut se faire excuser par ses amis, au premier délai ; ou au plus tard, au second délai.

32. Le forain sera ajourné le jour du marché, en présence de deux échevins.

33. Le bailli et la partie devront exposer leur demande au plus prochain jour de plaid ; sinon ils seront tenus de réajourner à leurs dépens.

34. L'ajournement se fait à la personne ; en cas d'absence de celle-ci, à son domicile et aux valves de l'église.

35. Le demandeur qui reste en défaut de poursuivre son clain, paiera en matière civile immobilière une amende de 60 livres ; et en matière criminelle ou mobilière, telle amende que les échevins fixeront.

36. La plainte de la partie sera déposée dans l'an et jour de la perpétration du délit, sous peine de forclusion, qui n'empêchera pas l'action publique.

37. Le témoin défaillant sans excuse légitime paiera 60 sols ; il ne sera pas moins tenu de se présenter.

38. Le bourgeois défaillant au guet ou à la défense de la ville, sans motif légitime, sera à la merci du seigneur, de corps et de biens.

39. Nul ne sera réputé bourgeois de la ville, s'il n'y a son principal établissement et sa résidence ; nul étranger ne sera admis à la bourgeoisie, sans le consentement du seigneur. On ne peut abdiquer la bourgeoisie sans avoir fait « compte et satisfaction », sous peine d'une amende de 60 livres.

40. Nul bourgeois ne pourra arrêter une autre personne, indigène ou étrangère, ni saisir ses biens, sans congé spécial du seigneur ; tous priviléges contraires sont abolis.

41. La peine du larcin, telle qu'elle existait jusqu'ores, reste maintenue.

42. Le vol accompagné de violence, « sans roberie », est puni de 60 livres, dont la ville aura 60 sols.

43. La roberie restera punie, telle qu'elle l'a été jusqu'ores.

44. Celui qui a blessé mortellement un autre, restera détenu « tant que le péril de la mort sera passé ; » et il subira ensuite la peine du talion. Pour toutes autres blessures, il paiera 60 livres, dont le blessé aura 6 livres et la ville 60 sols.

Si le coupable, qui sera dénoncé par le blessé, a pris la fuite, il sera ajourné au troisième jour, ou du jour au lendemain ; s'il fait défaut, il sera banni ; s'il comparaît, on lui appliquera la peine comme dessus.

La plainte devra être portée dans les trois jours, par le blessé, ou en cas de mort, par un de ses parents ; à leur défaut, « elle choit en la main du seigneur » ; et le bailli ou son lieutenant intentera la poursuite.

45. « Quiconque dira à autrui vilonie de paroles, ou fera mauvais serment, » encourra telle amende que les échevins arbitreront.

46. « Quiconque fera à autrui vilonie de lui jeter vin ou eau par despit au visage ou sur lui, » paiera l'amende de 60 livres.

47. « Quiconque frappera autrui de la main, du poing ou des piés, sans traire à terre et sans effusion de sang », paiera l'amende de 60 sols, dont 15 pour la partie lésée et 5 pour la ville.

« S'il le trait à terre ou il fait sang de ce colp », il paiera 10 livres, dont 25 sols pour la partie et 5 pour la ville.

48. « Quiconque férira autrui de pierre ou de bâton sans fer, sans effusion de sang et traire par terre, » paiera 100 sols, dont 35 pour la partie et 5 pour la ville. S'il y a effusion de sang ou chute « par terre, combien qu'il ni ait afolure, » il paiera 15 livres, dont 60 sols pour la partie et 10 pour la ville. Et s'il « brise jambe, bras ou cuisse, » il paiera 60 livres à partager comme dessus.

49. Quiconque portera « coutel à pointe, épée, mache ou autre armure » prohibée, sans congé du seigneur, perdra celle-ci et paiera 60 sols. L'étranger ou l'officier de justice devra déposer ses armes en son hôtel ou à l'entrée de la ville, sous peine de pareille amende.

50. Quiconque « sackera coutel, épée, glaive ou autre armure pour assaillir ou férir, » paiera 60 livres, dont 6 pour la partie et 60 sols pour la ville. S'il est arrêté avant d'avoir « feru, » il paiera la même amende.

Quiconque « fiert de coutel à pointe, broche, saiette, coutel anglais, alenne, par maltalent, bien qu'il ni ait mort ne efolure, » il perdra le poing ou 100 livres, au choix du seigneur, dont 20 livres pour la partie. Et s'il n'est arrêté, on le bannira, sous peine du poing.

51. Quiconque « navrera autrui d'armure taillant, sans mort ni afolure », paiera 60 livres, dont 20 pour le blessé.

Les complices de tous les cas énumérés ci-dessus, paieront la moitié des amendes comminées au principal.

52. Quiconque porte « afolure, » sans perte de membre, subira la correction arbitraire.

S'il y a perte de membre, ou de vie, il subira la loi du talion.

Le complice, dans le premier cas, paiera 30 livres, dont 15 pour « l'afolé » ; et dans le second, 60 livres dont 20 pour « l'afolé » ; et de plus, il sera « en la volonté du seigneur. »

53. La défense légitime, quel qu'en soit le résultat, est permise, si elle se fait « attemprement. »

54. Celui qui est ajourné « de vilain cas, » et ne se présente pas dans les trois délais de huitaine, sera banni comme coupable du fait. S'il se représente, il sera détenu en prison, « sauves ses justes défenses. »

55. Quiconque est convaincu de rapt, « par bonne vérité d'échevins », subira la peine du meurtre.

Les complices qui « auront aidé sans mettre main » seront bannis pour six ans ; et pour cent ans, s'ils « ont mis la main » ; les hommes sous peine de la hart et les femmes sous peine d'être enterrées vives.

56. Le coupable de rapt suivi de viol, quand même il épouserait la femme avant de l'avoir rendue à la liberté, encourt la peine du meutre. Le mariage subséquent n'éteint pas l'action publique, ni contre l'auteur principal, ni contre ses complices.

57. Le séducteur qui épouse une fille mineure sans le consentement de ses parents, ayant droit de recueillir son héritage, sera « en la volonté du seigneur de corps et d'avoir, sauve vie et membres » ; et ses complices seront « hors de loy. » S'il emmène la « pucelle » hors du

pays, les parents prendront ses biens jusqu'à son retour; et ils les garderont, si elle ne veut laisser son séducteur, sauf le dixième denier qui revient au comte.

58. Celui qui « met à mort » un banni convaincu de rupture de ban, est quitte de toute peine.

59. Le banni « à temps, de vilain fait », en rupture de ban, sera *exlex* à perpétuité, « si le seigneur ne le restitue à sa loy (ne lui accorde grâce) et s'il n'a fait satisfaction à partie. »

Le banni pour amende pécuniaire, en rupture de ban, sera *exlex* jusqu'à ce qu'il ait fait satisfaction au seigneur; au « complaignant » et à la ville.

Le banni à perpétuité, en rupture de ban, subira la peine qui y « affiert. »

60. Celui qui reçoit ou héberge un banni, paiera 60 livres, dont 6 pour l'accusateur et 3 pour la ville.

61. Le prince ne pourra gracier le banni, qu'après que celui-ci a fait « satisfaction à la partie » et payé 60 sols à la ville.

62. Celui qui est « attains par échevins de maison assaillie, » paiera 60 livres, dont 3 pour la ville; il en sera de même pour chacun de ses complices.

63. Celui qui provoque un homme à sortir de sa maison, paiera 10 livres; et s'il « heurte à l'huis ou fiert sur la maison, » il paiera 60 livres, dont 3 pour la ville.

64. Quiconque vient en « l'hosteil d'autrui pour le grever et méfait en sa personne, » sera banni du pays de Flandre suivant la gravité du cas. S'il n'y a pas eu de « méfait, » il paiera 60 livres, dont 3 pour la ville.

65. Quiconque est convaincu de faux témoignage sera passé « par enseigne publique et ne sera jamais cru. »

66. Le ressort de l'échevinage d'Ardenbourg sera élargi suivant les bornes placées hors les portes de Bruges et de Sainte Croix.

67. Celui qui est condamné à l'amende, sera exécuté sur ses bien, s'il n'a satisfait dans les vingt jours; et jusque-là, ses biens demeurent obligés, avec droit de suite.

68. Les cas réservés, dont la connaissance et le jugement appartiennent au comte et à ses successeurs, à l'exclusion de tous autres, sont les suivants :

Cette liste comprend spécialement les délits commis envers les choses et les gens d'église, les membres du conseil, les officiers du prince, les commis aux finances, les magistrats des villes nommés ou renouvelés par le comte; les offenses de la personne du souverain; la prison, les bans à faire les exécutions et la levée des amendes; la monnaie et les monnayeurs; le jugement des droitures sur les incomelins; le *vivre* comtal et la renenghe; les fiefs et les arrière-fiefs; qui forment autant de matières privilégiées.

69. Les contestations sur la nature féodale d'une affaire seront décidées par cinq délégués du comte et quatre « preudhommes » désignés par les échevins.

70. Tous autres cas non réservés appartiennent à loi des échevins et au conjurement du bailli.

71. Les voies de fait sont strictement défendues; lorsque les querelles menacent de dégénérer en violences, les échevins imposeront sans délai la trève aux parties. Celles-ci choisiront des amis communs, qui décideront dans le mois; à leur défaut, les échevins jugeront dans les quarante jours. S'ils ne parviennent à établir l'accord, ils iront, à la requête des parties ou du bailli, en une maison, sans départir, et y resteront à leurs propres dépens

« et sans prendre nul autre profit ou avantage, » jusqu'à ce qu'ils auront « apaisé le débat. »

72. Celui qui refusera de donner trève ou de l'accepter paiera 60 livres et demeurera en prison jusqu'à ce qu'il l'ait consentie.

73. Si les échevins appréhendent à la suite quelque « noise, » ils prendront « hostages des deux parties, tant et tels comme bon leur semblera, » et qui ne seront relaxés qu'après la conclusion de la paix. Mais ils pourront faire grâce de l'hostagement à la partie qui leur sera obéissante.

74. La même procédure d'hostagement sera suivie pour les querelles entre bourgeois et forains. Les échevins des deux juridictions devront rétablir la paix dans les quarante jours; sinon, l'affaire sera évoquée par la cour du comte, qui arrêtera les conditions de l'hostagement, « selon ce que mieux lui plaira. »

75. Les ôtages qui ne sont pas reconnus comme querelleurs jouiront d'une certaine liberté; les autres resteront, au contraire, « en ferme prison. »

76. Celui qui est désigné pour ôtage et ne se constitue pas dans les trois jours paiera pour chaque jour de retard cinq sols à la partie adverse, lesquels seront recouvrables comme « dette connue. » Mais il en sera quitte, s'il peut justifier de quelque cause légitime d'excuse. Lorsqu'il persiste dans son défaut au-delà de quarante jours, il paiera dès lors à l'adversaire dix sols par jour, recouvrables comme dessus.

77. Celui qui se « départit » de son hostagement, sans congé du seigneur ou au moins de cinq échevins, sera déclaré *wetteloos*, et ne pourra être « restitué à sa loi, sans l'avis du seigneur et de trois échevins. »

78. Chaque partie supportera les frais de ses ôtages; et « les plus prochains paieront plus. »

79. S'il survient une mêlée dans l'échevinage, les parents des deux partis resteront en « trève de loi » pendant les quarante jours suivants.

80. Celui qui dénie la trève, à la requête du seigneur, du bailli ou des échevins appuyée par deux prudhommes, paiera 60 livres, dont 3 pour la ville, et il sera mis en prison jusqu'à ce qu'il l'ait consentie.

81. L'échevin qui sera en défaut d'apaiser paiera 60 sols, dont 30 pour la partie.

82. Tous crimes, en matière privilégiée ou ordinaire, tel que le meurtre, emportant la peine de mort, emporteront également la confiscation des biens au profit du seigneur, sauf le droit de la femme dont l'innocence est reconnue.

Sont assimilés au meurtre, les ruptures de trèves ou de paix, l'homicide, le viol, le recel dans les mortuaires, l'émeute, la conspiration, la trahison et la déloyauté envers le souverain et sa famille, l'émission de fausse monnaie, l'arsin, le « fait avisé, » et autres « vilains cas. »

83. Quiconque est accusé des crimes ci-dessus nommés ne sera remis en liberté que par jugement.

84. Tous délits emportant amende, qui sont commis la nuit, seront punis d'une amende double ; et l'on entend ici par nuit, l'espace entre le soleil couchant et levant.

85. L'infraction de trève ne s'accomplit que par fait personnel.

86. Elle emportera la peine du meurtre.

87. Quiconque est coupable de « tenserie », paiera 60 livres, et à la partie lésée « le double du tensement. »

88. Celui qui a fait tuer ou afoler un homme, briser paix ou trève, sera jugé suivant la qualité du fait.

89. L'étranger qui a commis quelque méfait en la ville, sera arrêté et jugé suivant les lois et coutumes d'icelle; et le jugement sera exécutoire sur son corps et ses biens.

90. Quand un homme a tué un autre, il ne peut contraindre ses parents à payer la réconciliation.

91. Dans une mêlée d'homicide tous les coupables participeront à la paix.

92. Le coupable d'homicide ou de navrure ne peut disposer de ses biens, qui restent en la main du seigneur, jusqu'à ce qu'il ait donné satisfaction au seigneur, à la ville et à la partie. Tous actes de disposition sont nuls.

93. Le complice de meurtre paiera 60 livres, dont 3 pour la ville et 6 pour la partie. Et si le fait est perpétré de nuit, il sera banni pour six ans ou plus, au gré des échevins.

94. La preuve de tous délits se fera par témoins dignes de foi, bourgeois ou autres.

95. La part d'amende adjugée à la partie ne préjudicie pas à la paix, qui doit être établie.

96. En fait de meurtre, après que justice est faite, et la paix établie, les parties seront quittes.

97. Le détenu qui s'évade de prison restera convaincu du fait qui a amené sa détention.

98. Le droit du comte ne peut se perdre, faute de plaignant ou d'ajourneur.

99. Tous actes de vest et dévest se feront au nom du seigneur et de la loi.

100. On reprendra la poursuite de tous méfaits particuliers, commis depuis six ans, attendu que le cours de la justice a été suspendu pendant ce temps.

101. Tous *hoofmans*, capitaines, doyens, *vinders* cesseront leurs fonctions.

Nulle assemblée de métiers ou autre ne se tiendra sans l'autorisation du seigneur.

Tous infracteurs encourront la peine de la rupture de paix et du meurtre.

102. Toutes gildes et confréries resteront dissoutes sous les mêmes peines.

103. Tous duels entre bourgeois de la ville sont défendus.

Le provocateur ou celui qui jette le gant paiera 60 livres; et celui qui accepte le défi paiera autant.

Le tiers de ces amendes reviendra à la ville.

104. Le demandeur en paiement de choses fongibles, dont la somme n'excède pas 5 sols, sera cru sur serment; pour toutes autres que choses fongibles, il devra fournir la preuve par deux ou trois témoins.

Si le défendeur reconnait la dette extrajudiciairement, il aura un mois pour payer.

105. Le bailli ou son lieutenant qui sera convaincu par les échevins d'avoir négligé les devoirs de son office, aura trois jours pour s'amender; s'il ne le fait, le comte le démettra dans les vingt jours, après qu'il en sera requis par les échevins.

Si le comte lui-même, son lieutenant ou son receveur de Flandre avaient fait ou ordonné quelque chose de contraire à la présente charte, et que la preuve en soit apportée, ils devront l'amender dans les dix jours après qu'ils en seront requis.

Et s'ils ne le font, le magistrat pourra déclarer le cès de loi pour tous les cas intéressant

le seigneur; mais il continuera à rendre justice pour tous ceux intéressant la ville ou des particuliers.

Hors de là, le cès de loi est strictement défendu.

106. Toutes les mesures prises ou édictées par le comte depuis la soumission de la ville, sont confirmées.

Tous bannis rappelés et mis en grâce, depuis son avènement, resteront en paisible possession de leurs droits.

107. Le comte se réserve la faculté expresse de faire « ordonnances sur marchandises ou sur marchands », et de leur octroyer tels priviléges et franchises qu'il lui plaira, et qui auront la même vigueur que s'ils étaient insérés dans le présent règlement.

108. Toutes les fois que le comte ou ses successeurs, soit pour défendre le pays, soit pour réprimer la révolte, commanderont « par son de cloke ou criée », l'appel aux armes, les habitants de la ville qui n'ont « juste inpédiment », seront tenus de se rendre en armes, sans delai, au lieu désigné et ne pourront retourner sans congé.

Ceux qui n'ont pu se rendre au premier appel, seront tenus de suivre au second commandement, dans les huit jours.

109. S'il s'agit de les « mener hors du pays pour notre héritage ou droiture sauver », ils devront suivre tous en armes, sans « excusation ni délai », et feront le service pendant deux mois, comme par le passé.

110. Les récalcitrants qui, par connivence, ou « fait de commun », refuseraient de servir ou s'en retourneraient sans congé, demeureront « en la volonté du comte de haut et de bas. »

Si c'est une personne singulière, qui ainsi désobéira, elle restera pour toujours hors la loi.

111. Toutes ces dispositions de la présente ordonnance seront ponctuellement observées.

Tous actes contraires resteront sans valeur et sont abolis, quelque soit leur ancienneté.

112. En punition de leurs méfaits contre sa seigneurie et noblesse, le comte condamne les habitants d'Ardenbourg à lui payer chaque année, le premier septembre, à perpétuité 500 livres parisis forte monnaie.

Ils paieront de plus une indemnité de 2,000 livres parisis, que le comte se réserve de leur réclamer, « selon le port et gouvernement d'eux. »

113. S'ils se permettent, dans l'avenir, de ne point observer de point en point la présente ordonnance, « par fait de commun ou réputé meffait de commun », le comte retient dès maintenant et pour lors, ladite communauté « en sa volonté de haut et de bas », pour la punir et corriger selon son bon plaisir.

114. Et si ce sont des personnes singulières, qui sont reconnues coupables de cette rebellion, elles resteront « hors de toutes lois, franchises et bons usages. »

115. Et si ce sont des échevins, ils subiront la peine du parjure.

116. La ville jurera l'observation de la présente ordonnance « à toujours », et en délivrera acte par écrit. Moyennant quoi, le comte la confirme dans toutes ses coutumes et usages, qui ne sont pas en opposition avec la présente.

117. Il s'en réserve l'interprétation, chaque fois qu'il sera requis par les échevins.

118. Il casse et annulle toutes lois, statuts, priviléges, usances, maniances, cueres qui seraient contraires à la présente ordonnance.

119. Enfin, il reçoit à soumission les habitants d'Ardenbourg et leur commande de faire « loi ouverte, selon ce que dit est, de tous cas appartenans à loi. »

Un acte semblable fut passé le même jour pour les bourgmestres, échevins et conseil de la ville de Lang Ardenbourg.

Arch. de l'État à Gand. Chartes de Rupelmonde, n° 1639. De Saint-Genois, *Invent. analyt.*, p. 459.

XVIII.

Sentence de condamnation du comte Louis de Nevers contre les rebelles d'Ardenbourg.

2 février 1331.

Nous, Loys contes de Flandres de Nevers et de Rethest, faisons savoir a tous, que comme par les debas, discors et discentions qui ont este entre les parties de nostre ville d'Ardembourch et leurs suians, plusieurs griefs, domages, pertes, desobeissanches et rebellions soient faites et avenues a nous et a notre dicte ville et a tout nostre pais de Flandres ; et encore est adouter que pluseur autre grief navenistent.

Pour les quelles choses eskiver, et pour bien de pais et dacord mettre en nostre dicte ville, appiellames par devant nous les dictes parties en eaus requerant que de tous les debas qui avoient este entre eaus et les leurs, et de quanques une partie pooit demander alautre de quelconque cose que ce fust, vaulsistent demorer de tout en tout en nostre volente et ordenanche selonc la sentence que nous en feriemes oir.

Lesquelles parties eut avis et conseil, respondirent, premierement Willammes, sieur Willem si frere et autres boine gent de leur parens que volentiers demorroient en nostre volente et ordenanche sour boine et loyal enqueste que nous faire feriemes. Et tout che qui ordene en seroit, fust par nous ou par nos gens, il le tenroient bien et loyalment.

Et aussi vinrent devant nous li ami Willamme fils Pieron, chest assavoir Pieres li Lens, Jehans li Lens, Symons de Lametre et autres pluseur de leur linage ; ce aussi autre de leur partie comment quil ne soient de leur linage ; et demorerent en nous comme li autre partie fist, en prometant aussi a tenir ferme et estable quanques par nous ou nos gens seroit dit, ordene ou pronunchiet.

Lequel submission a nous faite, nous feismes par gens dignes de foy, si comme par no baillieu et eskievins de nostre dicte ville, enqueire la verites des choses dessus dictes. Et la dite enqueste faite fut a nous reportee.

Nous qui tousjours volons et desirons nostre dicte ville et les habitans dicelle a tenir en pais, tranquillite et acord; et deffendre de toutes injures, pertes et damages comme leur boins sires; ayans aussi en remembranche les boins et loyeaus services quil ont maintefoys fais a nos predecesseurs et a nous en temps passe, et encore esperons quil feront pour le temps a venir; et considerans misericorde plus que riguer de justice, par la vertu de la submission a nous faite des dictes parties;

Ordenons, disons et pronunchons par sentence boine pais a tous jours mais entre les deux parties, sans jamais faire reproche des choses avenues lune partie al autre; et toutes haines et rancunes jestre pardonnees des vns as autres.

Et sil avenoit que, se Dieu ne voelle, que aucune des dictes parties venist et fesist venir a lencontre, par lui ou par autrui, Nous ordenons et pronunchons que che soit sour le paine de pais brisie et de avoir, perdut cors et avoir.

Item, ordenons et pronunchons que toutes les lettres, loyons et instrumens que lune partie a de lautre, ou qui aichent ete faites et donnees pour la cause de la dicte dissencion, jestre de nulle value, et des maintenant les quassons et annulions.

Item, que pour le meffait qui fu fais sur nostre loy en temps passe, comme des eskievins de nostre dicte ville comme fus ce par nuit en leur propres hosteus et maisons, et eaus encachier de la dicte ville; volons, ordenons, disons et pronunchons, pour ce que cil qui sensuient se meffirent en la ceration de nos eskievins de adont, cest assavoir Clais sieur Huon, sieur Pieron, Jaquemar Winkepaen, li vieus Pieres Beon et Monnis de Oestbourch, Willame Hanebec et Willamus le Buch, isseront de la ville d'Ardembourch, sans rentrer en ycelle ne en le franchise dicelle, cascune annee le premier jour que nous renouvelerons nos eskievins en la dicte ville, jusques a wit jours ensuians. Auquel viij jours les personnes dessus dictes venront a vue des portes de nostre dicte ville. Et la les prendront nos eskievins et les remetteront dedens ycelle, en remambranche de le malefaction devant dicte.

Item, privons a tous jours mais les personnes dessus dictes de toute la loy et eskievinage de nostre dicte ville d'Ardembourch, se nous de no grace especial ne les remettons.

Item, pour le grant et horrible fait, que fais fu contre Dieu, sainte Eglise

et nous, sur Willamme fils Pieron dessus dit, liquel fu trais hors dou moustier de Nostre Dame et mis a mort avecques pluseurs autres; nous disons et pronunchons en le maniere que sensuit :

Que les personnes chi apres escriptes, cest assavoir Willames sieur Willem, Dierckens sieur Dierkins, sieur Ghiselin Leunis, sieurs Willamme et Hues ses freres, et Jehan leur frere; item Jehan Quarchot, Hues li Lens, Jehan li Machons, Bauduins li Amres, Pierre Boudemans, Hannekin Peninemans, sieur Willem Wulfs li hamers, Dierkins sieur Dierekins, sieur Arnout, feront a tous jours perpetuelment, cascune annee faire un anniversare en leglise Nostre Dame d'Ardembourch pour cascun de ceaus qui trait furent hors du moustier et mis a mort.

Et commencheront li dit anniversaire cascun an perpetuelment au jour que les dictes personnes furent occises et se perferont a jours continuens jusques adont quil seront parcomplit.

Item, disons et pronunchons que les personnes dessus dictes feront dire cascun an tous jours mais, le premier jour de le semaine, pour lame de Willame fils Pieron, une messe en la devant dicte église.

Et pour chou que chil anniversaires soient sans deffaute, parfaitement et songneusement fais, et les messes dictes pour les ames des dessus nommes, et quil ni ait deffaute en temps a venir; Nous disons et pronunchons que les devant dictes personnes constituent querchent et atachent rente perpetuelle boine et souffisant, liquelle demourra a tousjoursmais a le dicte eglise de Nostre Dame d'Ardembourch pour faire accomplir les dis anniversaires et messes.

Item, pour che que les personnes dessus dictes meffisent a le dicte eglise Nostre Dame et la violerent; volons, ordenons et pronunchons que il fachent faire douze lampes dargent, cascune de deus marcs, et quatre bachins dargent, cascun de sis marcs, pour pendre en la dicte église en lieu des autres lampes et bachins, en lonneur et en la reverence de le glorieuse Vierge Marie: et che feront il faire et parfaire dedens le terme que li bailleus de nostre dicte ville leur dira.

Laquelle ordenanche, pronunciation et sentence volons iestre ferme et estable en tous ses poins et en cascun dyceaus a tousjoursmais.

Si mandons et estroitement commandons as personnes dessus dictes sur le paine de cors et davoir que les choses dessus dictes et cascune dycelles fachent et accomplicent de point en point si comme dessus est dit et decise.

En tesmoing de quels coses nous, Loys contes de Flandres dessus dit, avons fait ches presentes lettres seeller de nostre grant seel.

Les quelles furent faites. ordenees et accordees par nous et par nostre conseil a Bruges, en nostre hostel, le jour de le Purification Nostre Dame, lan de grace Mil CCC et trente.

(*Sur le pli*). Par monseigneur de bouche, present monseigneur Henri de Flandres, le Coutroisien, monsr. Bloc de Steland, monsr. Philippe de Rodes, monsr. Guillaume Dampierre, monsr. Jehan de Bruges, le bailli de Bruges. Jaquemar de Tournay, recheveur, messire Piere de Doay, Vaneguy, conte Gantelot et Rikewars Rende.

(*Signé*) TOURNAY.

Arch. d'Ardenbourg. Original, Chartes n° 30.
Imprimé par DRESSELHUIS, *Oud Aard.*, t. II, p. 44.
Analysé par VORSTERMAN, *Catal.*, p. 26.

XIX.

Confirmation des privilèges, coutumes et usages de la ville d'Ardenbourg par le comte Louis de Nevers.

25 avril 1338.

LOUIS de Nevers, comte de Flandre, en considération « du bon port et obéissance esquels li bourgmestres eschevin consel et communauté d'Ardenbourg ont este depuis la submission faite a nous et as bons services que ils nous ont fait depuis, » confirme tous les priviléges, franchises, coutumes et usages « desquels la dicte ville avait et dont elle usait au temps du comte Robert. » Et il ajoute ceci :

Item est a savoir que nous porrons mettre et deputer de par nous de nos gens tant et teils comme il nous plaira, pour oir une fois lan les comptes del administration des tailles et des deniers que no bourghemestres eschevins et conseil de nostre ville d'Ardenburgh feront rechevoir et delivreront.

Donnees a Bruges le vintechincisme jour dou moys davril lan de grace mil trois cent trente et wyt.

Arch. de la ville d'Ardenbourg. *Perkam. Register*, fol. 6. *Bouck met den knoop*, fol. 40.
Imprimé par DRESSELHUIS, *Oud Aardenb.*, t. II, p. 45.
Analysé par M. VORSTERMAN, *Catal.*, p. 28.

Par acte donné à Bruges, le 4 octobre 1348, le comte Louis de Maele renouvela la confir-

mation qui précède, et permit de plus à la ville d'Ardenbourg, dans l'intérêt de son commerce, de contracter des « alliances » avec le roi d'Angleterre, le duc de Brabant et tous autres seigneurs, villes et pays. *Perk. Reg.*, fol. 6. *Bouck m. d. Knoop*, fol. 41. Arch. de Lille. *Invent. som.*, t. Ier, p. 145. DRESSELHUIS, t. II, p. 47. M. VORSTERMAN, p. 29.

Des confirmations semblables furent encore données par les ducs de Bourgogne, Philippe le Hardi, au mois de mai 1384 et Jean sans Peur, au mois de mai 1405. Arch. de la ville d'Ardenb., Origin., nos 34 et 51. M. VORSTERMAN, pp. 31 et 35.

XX.

Lettre de non préjudice donnée à Ardenbourg en fait de rappel de ban.

24 mars 1349.

TEXTE.

Lettre dat min heere consenteert dat de vryede van Ardenburgh niet vermindert zy al eest dat Willem f. Serhuughs ende andere in commen.

Wy, LODEWYC, enz. Doen te wetene allen lieden dat ute dien dat onse gheminden Willem fs Willems Hersuughs, Jhan de Preyder, Jhan Elphaerd ende Jacop Uten thuin, die ghebannen waren in tiden verleden bi onser steden van Ardenburgh ute onsen landen van Vlaendren onwettelike, also ons dochte.

Ter begherten van ons ende van onser gheminder ghesellinen, der Graefneden, bi gratien te haren eersten incomment, in commen zullen ende bliven in de vorseide stede van Ardenburgh, vrye ende

TRADUCTION.

Lettre par laquelle monseigneur accorde que la franchise d'Ardenbourg ne soit point amoindrie par le rappel de ban de Guillaume f. de Hugues et consorts.

Nous, LOUIS, etc. Faisons savoir à tous que notre amé Guillaume fils de messire Guillaume Hugues, Jean de Preyder, Jean Elphaerd et Jacques Uten thuin ayant été, au temps passé, par la loi de notre ville d'Ardenbourg, bannis du pays de Flandre, injustement, comme il nous apparut;

Suivant notre désir et celui de notre amée épouse, la comtesse, à l'occasion de sa joyeuse entrée, il leur a été fait remise de peine et accordé la grâce de rentrer et habiter la dite ville d'Ardenbourg,

TEXTE.

wettelike liede, ghelyc dat zy waren vor de tijt van den vorseiden banne, ende uten pappiere van der vorseide stede gheplaet zyn van altal.

So est dat wy onsen goeden lieden van onse vorseide poort van Ardenburgh vorseid hebben gheconsenteert, ghegheven ende ghewillekeurt, consenteren, gheven ende willekeuren dat de vorseide dinghen zynde, wesen zullen ende bliven behauden in allen anderen zaken alle de wettelicheden, vryheden, costumen ende usagen van onser vorseide poort van Ardenburch, zonder eenich vermindren prejudicie of impechement van dien om de zaken vorseid; emmer borchemeesters, scepenen, raet van onse vorseide stede dier gheweest hebben zyn ende weesen zullen, ende al tcorps van onse vorseide stede, om dokisoen van den vorseide banne ende van den vorseiden uteplaenne, omghecalengiert ende zonder impechement blivende van ons van den vorseiden Willem, Jhan, Jhan ende Jacop ende allen anderen ten eeweliken daghen.

Bi deit orconschepen, enz.

Ghegheven te Male, den xxiiiie dach van maerte, int jaer XLVIII.

Bi min heer den Graef, present

TRADUCTION.

en recouvrant leur liberté et état civil, tels qu'ils les possédaient avant la dite sentence de ban, et de se faire biffer des registres criminels de la dite ville, sans autre condition.

Si est-il, que nous avons accordé, consenti et octroyons, accordons, consentons et octroyons en faveur de nos bonnes gens de notre susdite ville d'Ardenbourg, que sans exciper des choses sus-énoncées, ils puissent maintenir et appliquer, en toutes autres circonstances, les lois, privilèges, coutumes et usages de notre dite ville d'Ardenbourg, sans éprouver la moindre restriction, préjudice ou empêchement, à cause du rappel précité; mais les bourgmestre, échevins et conseillers de notre dite ville, présents et futurs, ainsi que tout le corps de notre dite ville, à l'occasion du rappel de ce ban et de cette radiation demeureront à l'abri de toute plainte et de tout reproche, tant de notre part que de celle des prénommés Guillaume, Jehan, Jean et Jacques, et de tous autres, à perpétuité.

En témoignage, etc.

Donné à Male, le 24e jour de mars de l'année 1348.

Par monseigneur le comte, pré-

TEXTE.

min heer van Aidinghem, min heer van Reinghersvliet, ende U.

(*Signé*) : J. H. Vliederbecke.

TRADUCTION.

sents messire d'Aidinghem, messire de Reingersvliet et nous.

(*Signé*) : J. H. Vliederbecke.

Cartulaire de Louis de Male, fol. 18 v°. Archives de l'État, à Gand.

XXI.

Lettre de non préjudice donnée à ceux d'Ardenbourg au sujet de leur droit de prison.

26 mars 1351.

Consent dat ieghen de vryede van Ardenborch niet gaet dat min heer VI *persone ut vanghenesse heeft ghedaen nemen.*

Wij, Lodewyc, etc., dat al wy bi Hemric Caelberch onsen balliu van Brugghe, ute onse herlicheit, hebben ghedaen nemen uter vanghenessen tardenborch Janne den Bastard van Renighersvliete ende sine hulpers tote VI personen, de welke daer ghevanghen waren om dat zy een wyf ontscaect zouden hebben; uten welken borchmesters, scepene ende de goede lieden van onse stede van Ardenborch hem mespayt hilden, maintenerende dat tgeint dat wy in de vorseide dinghen hebben ghedaen doen, in enighe pointe gaen mach

Reconnaissance que la liberté d'Ardenbourg reste entière quoique monseigneur ait élargi de prison six personnes.

Nous, Louis, etc. Attendu qu'en vertu de notre souveraineté, et par le ministère d'Henri Caelberch notre bailli de Bruges, nous avons fait élargir de la prison d'Ardenbourg, Jean bâtard de Reinghersvliete et ses complices, au total six personnes, qui avaient été arrêtés sous l'inculpation d'avoir violé une femme; que pour cette cause, les bourgmestres, échevins et bonne gens de notre ville d'Ardenbourg se croyaient lésés, soutenant que le fait de grâce que nous avions posé en cette affaire, allait à l'encontre jusqu'à certain

TEXTE.

ieghen hare vryheden ende privilegen;

Wy hebben onsen goeden lieden van Ardenborch ghemenlike ende haren narcomers gheconsentert ende ghewillekeurt, consenteren ende willekeuren, dat wat dat wy in de vorseide dinghen doende ende doen doende ghedaen hebben, in wat manieren, dat es ghene prejudicie draghe den vryheden, privilegien, wetten, goeden costumen ende usagen van onsen vorseiden poort van Ardenborch; maer dat die bliven in alle hare force ende virtuut, ghelyc te voren, niet wederstaende tgheint dat wy in de vorseide dinghen hebben ghedaen doen, also vorseit es.

Bi der orconschep., etc.

TRADUCTION.

point de leurs privilèges et libertés;

Nous avons reconnu et accordé, reconnaissons et accordons que les ordres que nous avons donnés et fait exécuter en cette affaire, ne peuvent porter en aucune manière préjudice aux libertés, priviléges, lois, bonnes coutumes et usages de notre dite ville d'Ardenbourg; et qu'elles restent dans toute leur intégrité et vertu, comme avant, nonobstant les ordres que nous avons donnés en cette affaire et qui sont exprimés ci-dessus.

En témoignage, etc.

Cartulaire de Louis de Male, fol. 75 v°, n° 3. Archives de l'État, à Gand.

Arch. de la ville d'Ardenbourg., Collect. des chart., n° 32. VORSTERMAN, *Catalogus*, p. 29.

XXII.

Traité de hanse entre la ville d'Ardenbourg et le pays du Franc.

14 mars 1402.

Cette pièce rédigée sous forme d'appointement stipule la franchise réciproque du droit d'issue pour toutes mutations de biens, meubles et immeubles, par vente ou succession. Comme elle n'est que la reproduction

de dispositions analogues des divers traités de hanse imprimés dans notre Coutume du Franc, nous croyons inutile d'en donner le texte.

Les délégués de la ville d'Ardenbourg étaient le seigneur Van de Capelle; Jean Lennoot et Georges Aelric, bourgmestres; Christophe de Vriend, pensionnaire.

Arch. de la ville d'Ardenbourg. *Bouck met den knoop*, fol. 7.

XXIII.

Modifications apportées à la composition du magistrat de la ville.

Avril 1403.

Phelippe, filz du Roy de France, duc de Bourgongne, conte de Flandres, d'Artois et de Bourgongne, Palatin seigneur de Salins et de Malines, savoir faisons a tous presens et avenir, de par les bonnes gens de nostre ville dArdembourc nous a este expose disans que jasoit ce que en la dicte ville, laquelle en temps passe souloit estre ville moult notable et grandement peuplee de gens, ait eu iusques a ores pour le gouvernement de la loi dicelle ville deux bourgmaistres et douze eschevins que len refait chacun an; Neantmoins pour ce que la dicte ville, tant par le fait des commocions rebellions et mortalitez qui ont este en nostre pays de Flandres, comme par faulte de marchandise et autres aduersitez a este et est puis brief temps enca si amenrie de gens et de cheuance que la plus grant partie des edifices dicelle ville est destruite et anichelee. Il nest par ce aucun besoing davoir tant de gens en la dicte loy; aussi les dis exposans non porroient bonnement plus soutenir, ne supporter les charges pour la diminucion du peuple et leur grant pourete. Si nous ont humblement supplie que le dit nombre pour la dicte cause nous voulsissions diminuer.

Pour quoy nous qui avons veu la desolacion de nostre dicte ville, veullans les dis exposans relever des dictes charges; Oye sur ce la relacion des comis qui de par nous ont daormement refait et renouvelle la loy de nostre dicte ville d'Ardembourc, et aussi dautres tant de nostre conseil comme de noz officiers; et attendu que en la loy de pluseurs autres villes de nostre dit pays de Flandres aussi notables et mieulx peuplees que nest nostre dicte

ville dAndembourc na que sept eschevins; Inclinant a la supplicacion des dis exposans, avons par deliberacion de nostre conseil ordonne et a iceulx supplians octroie et octroions de grace especial par ces presentes, que le dit nombre de douze eschevins et deux bourcmaistres qui ont este en nostre dicte ville dArdembourc iusques a ores, soit diminue et le diminuons et mettons a vn bourcmaistre du cours et sept eschevins qui auront le gouvernement de la loi de nostre dicte ville; et voulons que apres le temps de leschevinage de ceulx qui sont presentement illecques bourcmaistre et eschevins failli et expire, et des lors en avant, les commis qui seront deputez de par nous et noz hoirs et successeurs contes de Flandres a renouveller la dicte loi, mettent ainsi chacun an et ordonnent la dicte loi de nostre dicte ville d'Ardembourc dun bourcmaistre du cours et de sept eschevins seulement, senz exceder le nombre, et leur facent faire serement ainsi que en tel cas appartient et est accoustume.

Si donnons en mandement aux dis commis, a nostre bailli illecques et a tous autres quil appartendra, que de notre presente ordonnance laquelle nous voulons estre tenue a perpetuite senz porter aucun preiudice a noz seignouries et drois, ne aux preuileges et franchisez de nostre ville dArdembourc, ils laissent facent et seuffrent lesdis exposans paisiblement joir et user, senz empeschement ne destourbier aucun. Et que ce soit ferme chose et estable a tousiours, Nous avons ces lettres fait seeller de nostre seel.

Ce fu fait a Lille au mois davril apres Pasques lan de grace mil quatre cens et trois.

Par le conseil ou quel vous et plusieurs autres esties,

(Sig.) N. Gherbode.

Arch. de la ville d'Ardenbourg. Original, n° 49. Vorsterman, *Catal.*, p. 34.

XXIV.

Lettres du Conseil siégeant à Audenaerde au sujet de Slepeldamme.

11 mai 1406.

Imprimé dans notre *Coutume du Franc,* t. II, p. 150.

Arch. d'Ardenbourg. *Bouck met den knoop,* fol. 1-6.
M. Vorsterman, *Catalog.*, p. 35, n° 52.

XXV.

Procédure au sujet de la loi des successions.

1410.

TEXTE.

Int jaer ons Heeren M. IIIJ^c ende tiene, zo dinghede Heinric de Backere, als bailliu van Ardemburch ende uter name van onser gheduchten Heere, up eenen Ghui de Vos de bastaert, omme dies dat hi ghedeelt adde de helt van alden goede ghebleven naer de doot van Lisbette filia Huugs Van de Moere dictus de Grote, welke hem niet toe en behoorde. Ende hiesch hem al daer over tvorseide goed de somme van VIIJ lb. groten ende voort I lb. parisise die hi daeran verbuert adde.

Welke ghedinghe de vorseide bailliu beriep wettelike voor de wet van Brueghe.

Aldaer dat de biden vorseiden beroupe ghewyst was dat de bailliu zine heesch ghewonnen over mids dat de vorseide Ghui hem absenterde tsine dinghedag.

TRADUCTION.

L'an de Notre Seigneur 1400 et dix, Henri de Backere, en sa qualité de bailli d'Ardenbourg et au nom de notre redouté seigneur, avait actionné Gui de Vos, bâtard, parce qu'il avait recueilli la moitié de tous les biens de la succession d'Elisabeth fille de Hugues Van de Moere, dit de Grote, qui ne lui revenait pas. Et il demandait une somme de huit livres de gros pour prix de ces biens, et de plus cinquante livres parisis à titre d'amende.

Et ledit bailli avait fait porté cette cause, par recours au chef de sens, devant la loi de Bruges.

Et là, il fut décidé sur ce recours que le bailli devait obtenir gain de cause puisque le susdit Gui avait fait défaut à l'audience.

Arch. de la ville d'Ardenbourg. *Bouck met den knoop*, fol. 64 v°.

XXVI.

Réorganisation du magistrat de la ville, et exclusion des étrangers et des bâtards.

2 septembre 1428.

Phelippe, duc de Bourgoingne, conte de Flandres dArtois et de Bourgoingne, Palatin seigneur de Salins et de Malines, savoir faisons a tous presens et avenir. Que comme danciennete nostre ville d'Ardembourg ait este preuilegiee que jllec auroit vu bourgmaistre du cours et treise escheuins desquels lun deuoit estre bourgmaistre, et aussi que nul bastart ne seroit creu et ne pourroit estre bourgmaistre ne escheuin en jcelle nostre ville. Et combien que feu nostre tres chiers seigneur et ayeul, monseigneur le duc Phelippe, cui Dieu pardoint, ait depuis aucun tems enca, en consideration a la pourete et petite faculte des habitans de nostre dicte ville, ordonne ou souffert que en icelle tout homme fust bastart ou legitisme, peust estre bailli, bourgmaistre et escheuin, et avecques ce, que en la loy de nostre avant dicte ville auroit vn bourgmaistre du cours, sept escheuins dont lun seroit bourgmaistre, et deux tresoriers, et non plus. Laquelle ordonnance a adez depuis este entertenue jusques apresent.

Neantmoins nous sommes plainement jnfourmez que ledit nombre de sept escheuins est trop petit pour expedier les besoignes et affaires qui survienent en nostre dicte ville ; mesmement que souventes fois les aucuns deulx ont este et sont malades, et les autres vont dehors pour le fait de leurs marchandises ou autrement ; parquoi nostre balli et autres officiers jllec, et semblablement les parties qui y ont a faire, ont este et sont par pluseurs fois delayees et retardees en lexpedicion de leurs besoignes et affaires, ou tresgrant preiudice et dommaige de la chose publique ; et seroit encores plus, se par nous nestoit ence pourveu de remede convenable ainsi que a nostre connoissance est venu.

Pour ce est il que les choses dessuz dictes consideres, reconnoissans que la maniere dont danciennete lesdiz d'Ardembourg souloient user, comme dit est, estoit bonne et fondee sur raison ; Nous desirans les personnes qui ont et auront a besoigner en notre avant dicte ville estre briefment expediees au bien de justice et de la chose publique ;

Avons par grant aduis et meure deliberacion de conseil sur ce eu, ordonne et pour nous, noz hoirs et successeurs, contes et contesses de Flandres, ordonnons par ces presentes, en previlege perpetuel, que doresenavant nul ne pourra estre bailli, bourgmaistre, escheuin ou tresorier de nostre dicte ville d'Ardembourg quil ne soit legitisme procree en loial mariage; Et si par jnadvertence ou autrement, aucun bastart fust mis ou ordonne en aucun des estats dessus diz, si voulons nous et ordonnons quil en soit oste, et autre legitisme mis en son lieu.

Et en oultre nous veuillans augmenter et accroistre en nombre de personnes les escheuins de nostre dicte ville, avons ordonne et ordonnons comme dessus par ces mesmes presentes que de ci en avant a commencher au prouchain renouvellement de la loy dicelle, aura en et de ladicte loy vn bourgmaistre du cours et neuf escheuins, desquels escheuins lun sera bourgmaistre deschevins et les deux sont tresoriers de nostre ville dessus dicte; desquels nul ne pourra estre bastart.

Si donnons en mandement a noz amez et feaulx les gens de nostre conseil ordonnez en Flandres, aux commis de par nous ou nosdiz successeurs a renouveller la loy de nostre dessus dicte ville, a nostre bailli dillec et a tous noz autres justiciers et officiers qui ce puet ou pourra toucher, presens et avenir, leurs lieutenans, et a chacun deulx si comme a lui appartendra, que nostre presente ordonnance jls gardent et entretiegnent, et facent garder et entretenir de point en point, sans faire ne souffrir estre fait ne ale alencontre en aucune maniere. Car ainsi nous plaist jl estre fait.

Et affin que ce soit chose ferme et estable a tousioursmais, nous avons fait mettre nostre seel a ces presentes, sauve en autres choses nostre droit et lautrui en toutes.

Donne en nostre de Bruges le second jour de septembre lan de grace mil quatre cens vint et huit.

Par monseigneur le duc.

(*Signé*) : Bonesseau.

Arch. de la ville d'Ardenbourg. Original, Collect. des chartes, n° 65. Vorsterman, *Catal.*, p. 59.

XXVII.

Le droit de formoture est reconnu à l'hôtel Saint Jean.

20 novembre 1563.

Philippe, par la grace de Dieu, roi de Castille, etc. Avons reçu la supplication des religieuses maistresse, seurs et mambours de hospital saint Jehan en la ville d'Ardenbourg en Flandre, contenant comme ledit hospital est fonde et institue pour y recevoir, loger, traicter et secourrir tous et quelzconques povres et malades qui y surviennent et desirent user du solagement, alimentation, ayde et confort dudit hospital, dont il est journellement fort charge et travaille de plusieurs malades de tous pays et quartiers, a leurs grands coustz, fraiz et despens.

Au regard de quoy, et affin de myeulx pouvoir entrenir lesdis malades et soustenir lesdis frais et despens, les dis supplians ont droict et usance de si longtemps quil nest memoire du contraire, que toutes et quantesfois aucune personne, soit homme ou femme, de quelque estat quil soit, vient audit hospital pour y estre secouru, traicte, solaige et alimente, et il y va de vye a trepas, de apprehender et retenir au prouffit dudit hospital tous les biens que ledit trepasse delaisse, tant ceux quil y a apporte et apporte, que tous autres heritages, rentes, catels et debtes qui luy appertiennent, en quelque lieu place ou pays quilz soient situez et gisans, ou quils puyssent estre trouvees, sans que les hoirs dudit trepasse ayent aulcun droict, part ou portion audis biens.

Et combien les suppliants tant a cause de leur dite immemoriale possession et usance que aultrement soient bien fondes en ce que dict est, neantmoings aucuns se y sont aultresfois opposez, dont pour la conservation de leur droict, leur a convenu faire et soustenir tres grans fraitz, mises et despens, tant en proces quen sont sourdz, que aultrement, lesquels ont excede souvent le principal, comme mesmes ceulx des hospitaulx de saint Jehan en nos villes de Bruges et du Dam, estans du mesme ordre profession et religion que lesdis suppliants, ayans cy devant use de semblable droict dapprehender et retenir tous les biens des trepasses comme dict est; considerans aussy lesdis despens et proces qui leur convenoit soustenir pour la deffence de leur droict, auroient respectivement obtenu de feu de bonne memoire, le duc Charles, et feu de tres dingne memoire Lempereur, mon seigneur et pere

(cui Dieu absoille), sur leur droict usance et possession, declaration en forme de previleges. Assavoir que eulx et leurs successeurs perpetuellement et a tousjours pouroient retenir et appliquer au prouffict et utilite desdis hospitaulx et lentretenement diceulx, tout ce que lesdictes personnes qui y viendroient ou seroient apportez ou amenez de leur volunte et a leur requeste, et qui y trepasseroient, auroient sur leur corps quant ils y entreroient, fust argent monoye ou non, monnoye, bagues, joyaulx, obligations, linges, robes et aultres biens quelzconques, sans ce que les heritiers desdis trepassez ne aultres a quelque tiltre ou couleur que ce fut en pouroient avoir ne recouvrer aulcune chose. Et ce avec avoir et prendre sur les aultres biens, meubles, debtes, catelz, bagues et joyaulx appertenans aux personnes qui ainsi trepasseroient esdis hospitaulx, quelque part quilz fussent ou pouroient estre trouvez, jusques a la somme de six livres de gros monnoye de Flandre ; et en cas que lesdis biens meubles ne pouroient furnir ladicte somme de six livres de gros, en ce cas lesdis des hospitaulx pouroient prendre le surplus et residu qui resteront dicelle somme sur les aultres biens, rentes, terres et heritages delaissez par lesdis trepassez, de quelque pays ou contree quils soient, et quelque part que les autres biens, rentes, terres et heritaiges seroient situez et gisans soubz lobeynance de pardeça, sans que les heritiers diceulx trespassez leur y pouroient ou debvroient mettre ou donner aulcun destourbier ou empeschement, pourveu toutesfois que ceulx qui (comme dit est) seroient apportez de leur volunte ou viendront esdits hospitaulx, seroient a leur entree advertiz et certiorez par lesdits des hospitaulx de lusance et coustume susdites ; et que si lesdits malades qui ainsy y entreroient ou y seroient portez ou menez retournoient a convaliscence et sante et se portoient ou feroient porter et mener hors desdits hospitaulx avant leur trespas, tous les biens et choses susdits quils y auroient apportez, leur seroient entierement renduz, restituez et delivrez, sans aucune chose en pouvoir ou debvoir retenir soubz ombre de les avoir gouverner penser et alimenter durant lesdites maladies, se ce nestoit que lesdits malades ou aulcuns deulx qui ainsy en partoient, leur donnoient de leur franche et liberale volunte aucune chose de leurs susdits biens, lesquels jls pouroient en ce cas et non aultrement prendre et retenir et avoir au prouffyt desdits hospitaulx. Selon laquelle declaration jceulx des hospitaulx de saint Jehan audit Bruges et du Dam se sont depuys tousiours reglez, comme ils font encore a present.

Et attendu que lesdits suppliantes sont du mesme ordre profession et religion et quelles se sont cy devant reglees et conformes aux coutumes et usaiges

diceulx hospitaulx de Bruges et du Dam, et affin quelles se puissent doresenavant aussy encores selon ce regler, mesmes en faveur de la grande affluence des povres qui surviennent journellement et continuellement audit hospital d'Ardenburg, elles nous ont supplie quil nous plaise au lieu desdits anchien droict possession et usance, leur octroyer et accorder telle declaration en forme de privilege quont obtenu lesdits des hospitaulx de Bruges et du Dam, et de ce leur faire expedier nos lettres patentes de privilege a ce pertinentes.

Pour ce est-il que nous, les choses susdites considerees et sur icelles eu ladvis de nos amez et feaulx les president et gens de nostre conseil en Flandres, par eulx premierement sur ce oyz les bailly bourgmestres et eschevins dudit Ardenburg, aux susdits suppliants de lhospital Saint Jehan. pour conservation et entretenement dudit hospital, avons accorde, consenti et declaire, accordons consentons et declairons par ces presentes, que doresenavant perpetuellement et a tousiours, jcelles suppliantes et leurs successeurs, religieuses, mambours et aultres, qui pourront estre commis et ordonnez au gouvernement diceluy hospital, puyssent et pouront joyr et user des privileges dont usent ceulx de lhospital de Saint Jehan en nos villes de Bruges et Dam cy dessus jnserez, a condition toutesfois et moyennant que lesdites suppliantes seront tenues au commenchement de larrivee des personnes eulx veuillans et desirans retraire et faire mener ou porter oudit hospital affin duser du solaizement alimentacion ayde et confort dicelluy hospital, a donner a cognoistre le contenu de nostre present octroy, affin que telles personnes ainsi preadvisez nayent cause dignorance du droict audit hospital competant, pourveu toutesfois que lesdites suppliantes nauront et ne pouront jamais pretendre aucun droit aux obligations et cedulles dont telles personnes seront garnyes ou saisies a linstant de leur entree audit hospital excedant la somme de vingt carolus pour une fois. Saulf aussy et moyennant quelles ne pourront avoir ne pretendre aucun droit sur aulcuns biens immeubles, ne aussy sur les meubles non portez avec eulx, quels quils soient, et ou quilz fussent gisants ou situez, appartenans a telles personnes y mourans, soit par forme de recompense, redemption ou aultrement en quelque maniere que ce soit.

Si donnons en mandement ausdites gens de nostre conseil en Flandres, a nostre souverain bailly audites Flandres, bailly et ceulx de la loy audit Ardenburg, et a tous aultres nos justiciers et officiers presens et advenir, leurs lieutenans et chacun deulx, en droict soy et sicomme a lui appar-

tiendra, que de noz presente grace octroy declaration et consentement, selon et pour la maniere que dict est, jls facent seuffrent et laissent lesdites suppliantes et leurs successeurs pleinement, paisiblement et perpetuellement joyr et user, sans leur faire donner ne souffrir estre faict on donne aulcun destourbier ne empeschement au contraire. Car ainsi nous plaist-il.

En tesmoing de ce, avons fait pendre nostre seau a ces presentes.

Donne en nostre ville de Bruxelles le xxe jour de novembre lan de grace mil cinqcens et soixante trois; de noz regnes assavoir des Espaignes, Secille, etc., le viiie et de Naples le dixiesme.

Sur le pli on lit : Par le Roy en son conseil,

(*Sig.*) De la Torre.

Arch. de la ville d'Ardenbourg. Original, Chartes, n° 93.
Analysé par Vorsterman, *Catal.*, p. 46.

TEXTES ET CAHIERS SUCCESSIFS

DE LA

COUTUME D'ARDENBOURG.

Charte latine des anciennes coutumes de la ville d'Ardenbourg.

HEE SUNT CONSUETUDINES ARDENBURGENSIUM (1).

I. Inprimis (2) Dominus noster comes Flandrie jurare debet consuetudines nostras et privilegia observare.

II. Item, quod nullus natus de villa Ardenburg vel uxoratus in ea, in balivum eligatur vel constituatur, nec bastardus neque de territorio brugensi natus : et si talis fiat, removebitur sine dilatione.

III. Item (3), dictus balivus nisi unum solum famulum juratum habere debet, qui expresso signo cognosci possit ; nec talis sit bastardus, neque natus de villa ; solus enim sufficit ; quia qui manum violenter in balivum vel in famulum juratum inicit, vel in scoltetam, manum sibi debet amputari ; locum enim domini tenent.

Si plures essent, grave esset omnes congnosci et pena est satis magna.

IV. Item (4), dictus famulus juratus a balivo salarium suum habeat et non a captis : quia sic daretur sibi causa malignandi, et quia iam sibi usurpat de quolibet capto accipere duos solidos ; petimus hoc tanquam iniquum et male introductivum removeri.

V. Item (5), quociescumque balivus iniuriam in dicta villa fecerit, et hoc notum sit maiori parti scabinorum per eorum iuramenta, et fuerit a dictis

(1) Cette charte fut soumise à l'approbation du comte et son commissaire y fit les observations que nous mettons en note.

(2) Jurabit sicut Brugis.

(3) Ponendi videntur duo.

(4) Emendetur.

(5) Fiat, sicuti Brugis.

scabinis requisitus, nec desistere velit, quod amplius in dicta balivia non persistat.

VI. Item (1), quod dictus balivus nullam executionem juris faciat corporalem vel pecuniariam, nisi a scabinis sibi a debito scolteta monitus fuerit iudicatum; et si ballivus aliquem captum teneat de facto, qui iusticiam petit secundum leges vel consuetudines, sibi fiat iusticia in pretorio infra tercium diem, vel saltem infra nonum, quibus pretorium est apertum vel iurisdictio; et si tunc ballivus aliquis iudicatur vel parti, teneatur in bona custodia quousque satisfeceret; etsi constiterit per sentenciam scabinorum aliquem iniuste esse captum, balivus vel pars hoc perpetrans ipsum indempnem observet; antequam amplius pretorium possit aperiri, ut alicui justicia fiat.

VII. Item (2), tredecim scabini debent omni anno eligi in festo purificationis, secundum privilegia noviter a domino nostro comite concessa.

Hoc privilegium continet : quod nullus sit scabinus in perpetuum, qui erat contra villam nostram ab extra tempore quo villa nostra erat obsessa ab illis de Brugis et de Franco; et si talis eligatur, cum ad noticiam domini comitis veniat, removeatur; et alter loco illius fiat electione domini, nec aliter.

Item, dicti scabini cum electi fuerint, eligant sibi burgimagistros, consiliarios, officiales ad utilitatem ville secundum eorum iuramenta.

VIII. Item (3), ab antiquo duo scoltete fuerunt hereditarii, qui dictos scabinos monere habebant in Virscarnia, et nullus alter, videlicet Gherardus Moer et Nicholaus de Baerle; quorum dominus Gherardus abest; petimus unum loco sui substitui, ut omnibus iusticiam petentibus legitime satisfiat.

IX. Item (4), si scoltete absentes fuerint et in domibus propriis requisiti inveniri non possint, quinque scabini habeant potestatem unum scoltetam faciendi pro necessitatibus et utilitatibus domini comitis et ville, salvo iure cujuslibet.

X. Item (5), si balivus aliquem burgensem de Ardenburc pro quacumque causa captivum teneat, ipsum liberet antequam pretorium aperiatur, sive antequam sententia aliqua feratur pro delictovel statuto quocumque; et postea, si delictum vel infrictionem statuti sibi velit inputare, ipsum in

(1) Vel nisi casus pertineat ad nobilitatem domini.

(2) Numerus est nimis magnus : de residuo sicut Brugis.

(3) Loco domini Comitis ponatur baillivus domini, et in absentia eius locum tenens.

(4) Hoc tollatur.

(5) Tollatur, et fiat sicut Brugis.

pretorio coram scabinis vocet, et legitime petat, ut quilibet alter, et semper stet sine ligamine pensionis. Januas et viam apertas habeat ut respondeat de sibi imputatis; et si per sententiam scabinorum de delicto vel statuto convincatur, sententia executoria per ballivum demandetur, ipsum capiendo, vel bona sua arestando usque ad summam iudicatam. Et si aliquem banniri contigat pro delicto quocunque, bannitus maneat, sed bona remaneant prout ab antiquo fuit observatum, scilicet quod bannito bona remaneant ac si presens in villa esset.

XI. Item (1), si quis alteri vulnus intulerit et legitime die procedenti adiurnatus fuerit per scabinos et justiciam comitis, et se non presentaverit in virscarnia, banniri debet de sexaginta libris paris. extra scabinatum ville Ardenburgensis : de qua pena dominus comes quinquaginta quatuor libras, vulneratus vel conquerens sexaginta solidos, villa sexaginta solidos.

Et si venerit ad virscarniam et convictus fuerit per legitimos testes, solvat tantumdem, partificandum ut prius, Comiti, leso et ville.

Et si scabini cognoscant dictum adiurnatum illud vulnus non fecisse, maneat liber et in pace.

XII. Item (2), si quis domum alicujus insultaverit per se vel cum comitiva, dictus insultans et socii ad virscarniam citari debent; et si scabini cognoscant vulnus vel insultum factum fuisse, solvat emendam sexaginta libr. paris. (partificandas domino Comiti, conquerenti et ville, ut prius dictum est de vulnere).

XIII. Item (3), si quis alterum invaserit, nec invasus aliter evadere possit, nisi se defendat, quaecunque invadenti fecerit, nullo tenetur forefacto, dummodo debito moderamine se defendat et hoc legitimo testimonio cognoscatur.

XIV. Item, si quis alterum cum armis molitis fugaverit, si legitimo testimonio convincatur, forefacto sexaginta lib. teneatur, de qua pena lesus vel fugatus habet sexaginta solid., residuum comes et villa.

XV. Item, qui bannitum de sexaginta lib. infra terminos ville occiderit, in nulla teneatur emenda.

XVI. Item, quicumque violenter bona alterius abstulerit, et de hoc convictus fuerit per scabinos, reddat ablatum, et solvat emendam sex lib.

(1) Declaretur, sicut Brugis, vel dicatur, ut hic est, et adde sequentia, quod satis est bene.

(2) Vide Brugis, licet satis videatur bonum, quod est hic.

(3) Bonum est.

paris. domino Comiti, LX solid., conquerenti tantum, dum tamen convictus fuerit in vircarnia per partem conquerentem.

XVII. Item (1), qui rapinam commiserit judicetur secundum quantitatem delicti, prout scabinis videbitur expedire et applicabitur emenda secundum quod eis videbitur faciendum.

XVIII. Item, qualemcunque concordiam bannitus domino Comiti fecerit, bannitus tamen maneat, quousque ville de jure suo satisfaciat.

XIX. Item, qui bannitum scienter in hospitio suo receperit et de hoc veritate scabinorum convictus sit, solvat sexaginta libr., totum domino Comiti.

XX. Item, si quis alterum fusto vel baculo percusserit, si convictus sit, solvat decem libr., comiti centum solidos, ville XL solid. et percusso LX sol.

XXI. Item, qui pugno vel palma aliquem percusserit, seu per capillos acceperit, si convictus sit, solvat sexaginta solid., Comiti triginta novem, leso XV, ville quinque et scoltete XII denar.

XXII. Item, qui alterum per capillos traxerit ad terram sive per lutum pedibus conculcaverit, solvat undecim lib. cum dimidia, X lib. Comiti, male tractato XV sol., ville XV solid.

XXIII. Item, qui alteri convicia dixerit, si testimonio legitimo vel testimonio duorum scabinorum convincatur, emendetur secundum quantitatem delicti, pro ut videbitur scabinis expedire, et applicabitur emenda Comiti, iniuriato, ville et scoltete.

XXIV. Item, qui duobus vel pluribus scabinis inducias vel treugas de quacumque discordia denegaverit, vel dare noluerit, sexaginta lib. puniatur, totum comiti.

XXV. Item (2), si dissentiones, discordie aut guerre, vel aliud malum inter probos viros ville oriatur, unde ad aures scabinorum clamor perveniat, salvo jure domini comitis, scabini illud componere et pacificare possunt. Qui vero compositionem vel pacem, quam super hoc scabini ordinaverint, sequi noluerit, forefactum sexaginta lib. incurret.

XXVI. Item (3), qui scabinis contradixerit vel eorum testimonio, si convincatur per scabinos; qui in vituperium eorum hoc fecerit, solvat Comiti sexaginta lib. et cuilibet scabinorum, cui contradixerit, decem libr.

(1) Durior pœna imponatur, sicut Brugis.

(2) Vide privilegium Brugis.

(3) Iste punctus videatur in quadam litera ; sed hic determinandus est et determinabitur.

XVII. Item, quicumque per vim feminam rapuerit, si de hoc veritate scabinorum vel alias legitimo testimonio convincatur, eadem pena dampnabitur, qua a predecessoribus comitis hujusmodi malefactores dampnari solent in Flandria.

XXVIII. Item (1), qui manum violenter in scabinum jniecerit, tempore, quo iusticie interest, vel pro iusticia missus est, extra vel intra villam, vel si scabinus lesionem vel iniuriam aliquam passus fuerit pro sentencia ferenda, tempore, quo fert sentenciam vel post; et hoc probari possit occasione dicte sentencie factum esse, solvat sexaginta lib.; Comiti triginta, cuilibet iniuriatorum tantundem.

XXIX. Item, sciant omnes quod ille qui est de opido Ardenburgensi, cuiuscunque foresfacti delictum comniserit, nil amplius quam sexaginta lib. amittere potest (2), nisi legitime per scabinos convictus sit de raptu, ut dictum est, vel de falsitate, vel nisi hominem occiderit. Quodsi hominem occiderit, capite puniatur.

XXX. Item, nemo in dicta villa armatus incedat, nisi sit mercator transiens, vel alter (3) cui gratia negotii sui in villa portare licet : si quis vero villam intrare voluerit, ut ibi moram faciat, aliquatenus arma in suburbio dimittat; quod si non fecerit, sexaginta sol. et arma amittet; totum Comiti erit; justiciarijs vero et ministris ipsorum arma portare licebit; quia pacem ville nocte et die observare et custodire debent. Burgensibus etiam gladium portare et reportare licebit, si de villa exeant festinanter et sine mora.

XXXI. Item (4), si scabini gratia nescessitatis vel emendationis ville, de assensu justicie Comitis, statutum in pane vino et aliis victualibus ac ceteris mercibus constituerint, medietas eorum que ex statuto provenientur Comitis erit, alia medietas ville. Et si secundum diversitatem temporum scabinis utile videatur, diminuere emendare et omnino adnichilare possint, prout eis utile videbitur. Et omni tempore habeant dicti scabini potestatem statuta faciendi, ballivo tamen requisito, et revocare semper quando scabinis videbitur expedire; quia secundum diversitatem temporum diversa sunt utilia ville, et sufficiat cum maiori parte scabinorum dicta statuta revocare.

XXXII. Item, si mercator sive alius quicunque extraneus coram scabinis

(1) Altior pecunia VI libr. imponenda.

(2) Surcharge : De bonis suis pro emenda, nisi in casibus confiscationis vel aliis hic expressis.

(3) Surcharge : Ex gratia sit concessum speciali a comite.

(4) Quod ulla faciatur nisi consensu baillivi temporanea per III menses (durante, nec ultra) nisi per dominum confirmata.

justicie causa venerit, si illi, de quibus conqueritur, presentes sint, vel conveniri possint, infra tercium diem vel saltem infra octavum diem, plenariam ei iusticiam faciant scabini secundum leges ville (1).

XXXIII. Item, quando aliquis de scabinis decedat, alius ei substituetur electione Comitis nec aliter.

XXXIV. Et si scabinus testimonio scabinorum parium suorum de falsitate convictus fuerit, ipse et omnia bona sua in potestate Comitis erunt.

XXXV. Item, petimus quod, nullus extraneus undecunque natus sit, si delictum in villa committat, vel alias quocunque modo pugnam vel iniuriam aliquam infra terminos ville committat; jn eadem villa judicium suum capiat et executio in corpore et bonis suis fiat per ballivum dicte ville : ubicunque moram traxerit, sive in villis, sive in Franco, sive in quocunque alio territorio Flandrie, dum tamen legitime fuerit adiurnatus (*et ibi fuerit detentus vel alias repertus et detentus*).

XXXVI. Item (2), petimus, cum termini ville nostre sint multum stricti, et plures malefactores juxta nos habitent, in locis multum suspectis, quatenus termini ville nostre extendantur, ut malefactores a nobis possint removeri; et si aliquis pertineat ad prepositum Brugensem, vel Canonicos, idem fiat, prout est possibile; petimus hoc in iurisdictione prepositi et Canonicorum, quia aqueductus noster salvari non potest, sine extensione terrarum que necessarie sunt ut salvetur ne ex aqua maris terre circonstantes invadentur, unde dampna et pericula magna oriri possent.

XXXVII. Item (3), si de aliqua discordia partes coram scabinis venientes, ad caput Brugense appelare velint, non concedatur nisi prius trina dilatione habita; et post trinam dilationem, si scabini dicte ville sentenciam non tulerint, tunc quilibet appellare possit.

Et si aliquis appellaret de illis vel super illis consuetudinibus et iuribus nobis expresse datis, habeant scabini nostri potestatem sentenciandi seu iudicandi, illam appellationem procedere non posse nec debere, cum facta sit super expresso iure nobis a domino nostro Comite Flandrie dato.

Quodsi de quolibet puncto appellare liceret, tum leges nobis date parum valerent, et etiam homines ad invicem sumptibus et expensis nimis gravarentur et multoties sine causa unde, si placet, pœnam decem lib. apponatur contra

(1) Si ad legem pertinuerit.
(2) Ordinetur de hoc.
(3) Ordinetur.

illum qui ab expresso statuto nobis a domino dato appellabit, pro media parte domino, pro alia media ville.

XXXVIII. Item (1), cum in anno generalis purgatio malefactorum fiat, que vocatur *dorghanghe waeride* flamminge, unde plures pene pecuniarie et banni oriuntur, et ab antiquo extra territorium Brugense bannire consuevimus, petimus, quatenus omnes banniti tali tempore extra Flandriam teneantur; et si infra tempus bannitionis in Flandriam vel infra terminos bannitionis venerint, et hoc notum sit duobus scabinis, quod tempus bannitionis prius assignatum ab illa hora integretur, ae si eo die banniti essent.

XXXIX. Item (2), petimus, quod nullus in dicta villa burgensis reputetur, nisi ter in anno quadraginta diebus continuis moram in eadem villa traxerit et hoc scabinis constet, ipsum ignem et candelas combusisse.

Et si talis villam exeat sine computatione et satisfactione cum scabinis, pena sexaginta libr. puniatur, pro media parte Comiti, pro alia media parte ville applicanda; et in quocumque loco dictus burgensis inveniri possit, vel eius bona capiantur pro emenda supra dicta.

XL. Item (3), de omnibus causis, in quibus dominus Comes jus vel penam pecuniariam habere potest, infra annum secundum legem ville persequatur; alioquin omnino evanescat.

XLI. Item (4), si quis burgensis de Ardenburgh tempore absentie sue ad virscarniam vocatus fuerit, et scabinis constet, testimonio proborum virorum ipsum absentem esse, sibi iusticia fiat veritate super hoc inquisita; ac si presens esset; dum tamen bona sua sufficiant ad emendam illius super quo vocatus sit, vel si alter, cujus bona sufficiant, pro ipso stare velit vel cavere.

XLII. Item (5), quod ballivus nullum ad virscarniam vel iudicium vocare vel inquietare possit, nisi sit super pugna vel super certo et expresso statuto, vel nisi de illo forefacto scabinis constet.

XLIII (6). Item (7), supplicant burgenses antiqui, quibus ante guerram villa Ardenburgensis in pace et tranquillitate gubernabatur et qui domino Flandrie semper fuerunt obedientes, quod cum tempore pacis et boni regiminis Flan-

(1) Ordinetur.
(2) Ordinetur, ut Brugis.
(3) Non fict.
(4) Ordinetur, ut in Franco.
(5) Non fiet sic.
(6) Ordinetur.
(7) Cet article écrit d'une autre encre et d'une autre main, parait avoir été ajouté par le commissaire.

drie fuerint in possessione pacifica a tempore, quo memoria non existit, quod nullus pannos extensos vel tractos vendere poterat, nec vinum ad brocam, nec etiam in scabinum eligi nisi ansam londoniensem adeptus esset, vel eorum successores, quam possessionem tempore guerre communitas scilicet fullones, textores et alii manu operarii violenter removerunt; quatenus non obstante dicta violentia vel literis quibuscunque tempore violentie in contrarium impetratis, ipsos burgenses supradictos in antiqua possessione observetis, ne amplius dictos fullones, textores et alios operarios sic contingat in preiudicium domini Comitis et aliorum proborum virorum elevare.

Arch. de l'État, à Gand. Chartes de Rupelmonde, n° 1055.

Imprimé par WARNKOENIG, *Fland. Staats und Rechtsgesch.*, t. II, part. 2, docum. p. 52, n° CXLIX. Et par DRESSELHUIS, *Oud Aardenburg*, t. II, p. 49. Analysé par DE SAINT-GENOIS, *Invent. des chartes*, pp. 13 et 308; et par M. VORSTERMAN, *Catal.*, p. 19.

CAHIER PRIMITIF

DES

COUTUMES D'ARDENBOURG.

TEXTE.

In dit getal hier na bin deser naester spacie salmen vinden wettelychede ende ander pointe die deser wettelychede toebehooren; int eerste :

1. *Item,* van eenen testamente.
2. *Item,* die pande wille van aerueliker rente, hoe hi doen zal.
3. *Item,* van informacie
4. *Item,* van panden van sculden.
5. *Item,* noch meer van pandinge.
6. *Item,* hoe een man wetteloos es.
7. *Item,* van informacie ende orconde.
8. *Item,* van twee wive die elc anderen dede houden.
9. *Item,* een man teghen zyn wyf.
10. *Item,* van eenen man die scult maket ende inden steen leicht.
11. *Item,* hoe een man poorterscip ghecrighen mach in Ardenburch.
12. *Item,* hoe een man zyns poorterscip quite wort.
13. *Item,* van pandinge.
14. *Item,* van sculde.
15. *Item,* van pandinge.
16. *Item,* van wet te lossene.
17. *Item,* van zweerne, van etene of van drinckene.
18. *Item,* van eenen man die zweerd up een anderen.
19. *Item,* hoe een scouthate vanghen mach.
20. *Item,* noch van den scout.
21. *Item,* hoe men deelen sal van mans doode.
22. *Item,* tvonnesse.
23. *Item,* hoemen ontfanghen zal zoene van mans dode.
24. *Item,* noch van zoene.
25. *Item,* van den baliu of balius cnape.
26. *Item,* van aruelike rente te late te ontfanghen.
27. *Item.* van landcheins.
28. *Item,* een baliu of zyn cnape of scouthate die mesdoen, hoe men dat punijeren sal.
29. *Item,* van eenen man die breect huten steene.
30. *Item,* van de boete XL lb. ende watter de clagher an heift.
31. *Item,* van XI^{s} lb. watter de clagher an heift.
32. *Item,* van crachte ende watter die clagher an heift.
33. *Item,* van iij lb.

TRADUCTION.

L'on trouvera ci-dessous rangées en nombre les rubriques de la législation et autres articles qui la composent; à commencer par :

1. *Item,* de la matière d'un testament.
2. *Item,* des formes à suivre par celui qui veut saisir une rente foncière.
3. *Item,* de l'information.
4. *Item,* de la saisie pour dettes.
5. *Item,* encore de la saisie.
6. *Item,* comment on est mis hors la loi.
7. *Item,* des enquêtes et des témoins.
8. *Item,* de deux femmes qui se firent arrêter mutuellement.
9. *Item,* de la puissance du mari sur sa femme.
10. *Item,* de la dette contractée par un homme qui est en prison.
11. *Item,* comment on acquiert la bourgeoisie à Ardenbourg.
12. *Item,* comment on perd le droit de bourgeoisie.
13. *Item,* de la saisie.
14. *Item,* des dettes.
15. *Item,* de la saisie.
16. *Item,* de la réhabilitation.
17. *Item,* du serment pour dettes de consommation.
18. *Item,* de l'affirmation par serment à charge d'autrui.
19. *Item,* comment l'écoutète peut faire des arrestations.
20. *Item,* encore de l'écoutète.
21. *Item,* du partage de la réconciliation d'homicide.
22. *Item,* le jugement.
23. *Item,* de la réconciliation du chef d'homicide.
24. *Item,* encore de la réconciliation.
25. *Item,* du bailli et de son sergent.
26. *Item,* de la perception tardive de la rente foncière.
27. *Item,* de l'accensement.
28. *Item,* de la punition des méfaits du bailli, du sergent et de l'écoutète.
29. *Item,* du détenu qui s'est évadé de la prison.
30. *Item,* de la condamnation à soixante livres et de la part qui en revient au plaignant,
31. *Item,* de l'amende de 11 1/2 livres et de la part qui en revient au plaignant.
32. *Item,* des violences et de la part du plaignant.
33. *Item,* de l'amende de trois livres.

TEXTE.

34. *Item,* van onredelike claghe.
35. *Item,* van dat een man zyn vermet leit up scepenen.
36. *Item,* van cure.
37. *Item,* wat scepenen verbueren als si worden gheboden up haren banc.
38. *Item,* hoe een poorter den anderen mach doen houden.
39. *Item,* van den toolnaers.
40. *Item,* van wapeldrinckene.
41. *Item,* een besceet van xi^{s} lb.
42. *Item,* van naerhede van huussinghe.
43. *Item,* hoe men wet doen zoude van saerters.
44. *Item,* de weere.
45. *Item,* t vonnesse.
46. *Item,* van eenen beleede.
47. *Item,* van paeys te makene van mans dode.
48. *Item,* van die vechten binden steene.
49. *Item,* van j man of te zweerne zinen mach.
50. *Item,* van j man die in bande van yser staet in vierscaere.
51. *Item,* van liue of van lede, hoe men warede daer of horen sal.
52. *Item,* van leengoede.
53. *Item,* van ombeiaerden kind.
54. *Item,* van vanghenesse.
55. *Item,* hoemen paeys hebben sal van boeten jeghen partyen.
56. *Item,* van eenen man te doen houdene.
57. *Item,* van ghedinghe jeghen partien.
58. *Item,* van huussouckinge.
59. *Item,* van meynakers.
60. *Item,* van verwatene lieden.
61. *Item,* van vonnesse te casseerne.
62. *Item,* een man vraghede omme wet.
63. *Item,* van exhuwe van leengoede.
64. *Item,* van vermenesse ende vermeneghe ende van meynaken
65. *Item,* van lande te copene int Vrie.
66. *Item,* van verde te ontsegghene.
67. *Item,* van lieden van buten.
68. *Item,* van alminghe.
69. *Item,* van kinder die zitten jn ghemeene goet.
70. *Item,* van ghedeele.

TRADUCTION.

34. *Item*, de la plainte non fondée.
35. *Item*, de celui qui dépose une plainte contre un échevin.
36. *Item*, des *cueres*.
37. *Item*, de l'amende encourue par un échevin qur est défaillant à son banc.
38. *Item*, quand un bourgeois peut faire arrêter un autre.
39. *Item*, des tonloyeurs.
40. *Item*, de jeter mouillure au visage.
41. *Item*, une condamnation à 11 1/2 livres.
42. *Item*, du retrait des maisons.
43. *Item*, comment on rend justice sur les chartes.
44. *Item*, la défense.
45. *Item*, la sentence.
46. *Item*, de l'appel.
47. *Item*, de la paix conclue sur homicide.
48. *Item*, de ceux qui bataillent dans la prison.
49. *Item*, de celui qui renie par serment sa parenté.
50. *Item*, d'un homme qui est mis aux fers dans la *vierscaere*.
51. *Item*, de l'instruction en matière criminelle.
52. *Item*, des fiefs.
53. *Item*, des mineurs.
54. *Item*, de la prison.
55. *Item*, de la paix entre parties en matière d'amende.
56. *Item*, de la contrainte par corps.
57. *Item*, de l'action civile contre une partie.
58. *Item*, de la violation de domicile.
59. *Item*, du guet apens.
60. *Item*, des excommuniés.
61. *Item*, de la cassation des jugements.
62. *Item*, un homme qui demande justice.
63. *Item*, du droit d'issue des fiefs.
64. *Item*, de la complicité et des complices et du guet-apens.
65. *Item*, de l'achat de terres au Franc.
66. *Item*, du déni de trève.
67. *Item*, des étrangers.
68. *Item*, de l'effestucation.
69. *Item*, de l'indivision entre les enfants
70. *Item*, du partage.

TEXTE.

71. *Item,* t vonnesse.
72-78. *Item,* van ghiselscepe.
79. *Item,* van ouer anderliede te wette te verantwordene.
80. *Item,* eenen te antwoordene ende te stane over anderen.
81. *Item,* van clercken.
82. *Item,* van leengoede.
83. *Item,* van waerede van vreemde liede.
84. *Item,* hoe verre dat j man wet hebben zal die wetteloos es.
85. *Item,* van verden te ontzegghene.
86. *Item,* alsmen eenen man niet en noompt bi ziere name int ghedinghe.
87. *Item,* hoe men paeys maken zal.
88. *Item,* van scepenen int ghebod.
89. *Item,* noch van den zeluen.
90-92. *Item,* van bastaerden
93. *Item,* van goede van ghedeelen ende vercocht.
94. *Item,* van lande bi naerhede te nemene.
95. *Item,* van lyfrente.
96. *Item,* eenen man wettelike te achterhaelen bi contumacien.
97. *Item,* noch van contumacien van liue of van lede.
98. *Item,* hoe een man hem zeluen ontpoortert bi VI pointe.
99. *Item,* van alle faeijte die de burgmeester te wette stelle wille.
100 *Item,* voort, so wanneer een faeit gheuallet binder cueer.

Hier begont tander getal.

1. *Item,* voort, zo ne zal die burgmeester negheen dinc stellen te wette.
2. *Item,* voort, als een twist gheuallet van tween personen.
3. *Item,* so welken tiden die heere, of eenigh clagher, of beede claghen.
4. *Item,* voort, so wie anderen doet ghebieden te recte te stane.
5. *Item,* voort, als een bailiu eenen man updoet.
6. *Item,* voort, sone mach gheen man bailiu zyn tArdenburch.
7. *Item,* van ouer ander te stane.
8. *Item,* van vanghere.
9. *Item,* van eenen knecht die een paert reet in een paerdemarct.
10. *Item,* t vonnesse.
11. *Item,* hoe eene nieuwe bailiu zweere sal.
12. *Item,* hoe nieuwe scepenen zweeren zullen.

TRADUCTION.

71. *Item*, la sentence.
72-78. *Item*, de l'ostagement,
79. *Item*, du fait de répondre en justice pour autrui.
80. *Item*, du fait de représenter un autre en justice.
81. *Item*, des clercs.
82. *Item*, des fiefs.
83. *Item*, de la déposition d'étrangers dans les enquêtes.
84. *Item*, comment un homme mis hors la loi peut obtenir justice.
85. *Item*, du refus de trève.
86. *Item*, de l'omission des noms d'une partie dans l'exploit d'ajournement.
87. *Item*, comment on fait la paix.
88. *Item*, de l'échevin manquant à l'appel.
89. *Item*, du même.
90-92. *Item*, des bâtards.
93. *Item*, de la vente d'une part successorale.
94. *Item*, du retrait de terres.
95. *Item*, de la rente viagère.
96. *Item*, de la condamnation civile par contumace.
97. *Item*, de la contumace en matière pénale.
98. *Item*, des six manières de perdre la bourgeoisie.
99. *Item*, de la poursuite de toutes contraventions par le bourgmestre.
100. *Item*, lorsqu'un délit est commis dans le ressort de la *cuere*.

Ici commence la seconde série.

1. *Item*, à quelle condition le bourgmestre peut-il entamer une action en justice.
2. *Item*, de la querelle qui est excitée par deux personnes.
3. *Item*, de l'action publique et de l'action civile et de leur concours.
4. *Item*, celui qui assigne un autre en justice.
5. *Item*, lorsqu'un bailli lance un mandat d'arrêt.
6. *Item*, personne ne peut être bailli à Ardenbourg.
7. *Item*, du mandat *ad lites*.
8. *Item*, des recors.
9. *Item*, d'un domestique qui montait un cheval à la foire.
10. *Item*, la sentence.
11. *Item*, la formule du serment du bailli.
12. *Item*, la formule du serment des échevins.

TEXTE.

HIER ZAL MEN VINDEN ALLE WETTELYKHEDEN.

1. *Van eenen testamente.*

So wat manne die maken wille een testament daer hi gheuen wille aerue jof bileuinge dat moeten kennen v scepenen ende die prochipape, bi also dat wesen sal van waerden; ende daer men el niet en gheuet danne catheylen, dat moeten ij scepene kennen.

Ende al diergelike zo ne mach niement in testamente wech gheuen bouen den derdendeelle van zinen goede; ende doet hies, het en sal van gheene waerden wesen.

2. *Die panden wille van arueliker rente die moeten panden van ij jaren te ij jaren te gaderen.*

Een man die comt van buten en wille panden een onser poortere van renten bi zinen eede, die moet zeker doen van onrechte pandinge, of men (zal) der hem gheen wet doen.

Ende ons poortere die mach den anderen doen beclaghen van crachte; ende up hem die cracht winnen, bi also dat die man ne gheene kennesse en bringhet van waerden als van ziere rente.

Ende so wat manne die rente es verstoruen die moet kennesse bringhen van deelbrieue of van saerters, of men zalt hem of winnen met eenen beleede, jof van vrienden, jof van maghen.

3. *Van informacie.*

So wat manne die leghet zyn vermet up stratebrieue als van jnformatie scepene mede te jnformeren, dat es goede jnformatie daer soe met hem bliuet.

TRADUCTION.

SUIVENT ICI TOUS LES TEXTES DE LA LOI.

1. *De la matière d'un testament.*

Celui qui veut faire un testament par lequel il lègue la propriété ou l'usufruit, devra le passer devant cinq échevins et le curé, pour faire un acte valable; mais si le legs ne comprend que des objets mobiliers, il suffira de la présence de deux échevins.

Et en tous cas personne ne peut disposer par testament de plus du tiers de ses biens; et toute disposition contraire est de nulle valeur.

2. *Celui qui veut saisir une rente foncière doit saisir les arrérages de deux en deux ans.*

Un étranger qui veut pratiquer une saisie de rente à charge d'un de nos bourgeois, par serment, devra fournir sûreté du chef de saisie injuste, sinon il ne lui sera pas fait droit.

Mais le bourgeois peut reprocher de voie de fait celui qui l'attaque; et il obtiendra gain de cause si ce dernier n'apporte aucune preuve de la validité de son droit à la dite rente.

Et celui qui a recueilli une rente par succession, doit en apporter la preuve par l'acte de partage ou par charte, ou par le témoignage de parents ou alliés; sinon il subira l'éviction par un seul exploit.

3. *De l'information.*

Celui qui base son action sur la rumeur publique et demande d'en instruire les échevins par enquête, formule une légitime information qui lui sera adjugée.

TEXTE.

4. *Hoe dat een man sal panden van sculden.*

So wat manne die een anderen wille panden van sculden, als van boruchtuchten, die moet comen metten wettelike scouthate ten huus daer die principael sculdenare in wonende es jof was, ende panden met ij scepenen of meer ende met den scouthate also zulc goet als daer es in dat huus jof an dat huus, als ouer die ghewedde scult die de man sculdich es, ghelyc dat die tennueere van den saertere menctioen maect.

Ende voert ghaen daer die boorghe van den sculdenare woent, ende dien panden also zulc goet als die boorghe heeft an dat huus ende jn dat huus als ouer die principael scult.

Ende daer naer so sal hi toghen dat bederuelike panden zyn.

Ende begheert an den scouthate datmen jntardt doe ende zine hande vervuullen met goede dat der binnen es also verre als draecht; ende dat men dat legghe jn behoudete hant te zinen boeuf.

Ende naer der begherte so maende van den rechte, schepene zullen wisen, na der begheerte van parthien, dat die scouthate sculdich es te doene inthaert ende binnen den huus te ghane, tgoet dat daer binnen es ende dat parthien begheeren wettelike te bescriuene ende vuut te doen draghene in behoudete hant ter voerseide parthien boeuf toter tijt dat parthien anden vervullet zyn.

Ende zyn die ande van parthien niet vervuullet ende tgoet niet so verre strecken mach ende dat parthien zegghen ende begheeren voort wet, so zijn scepene sculdich te wisen : datmen haerlieder lyf ende haerlieder goet mach doen houden ende aresteeren metten heere ende metter wet waer ment vint binnen den scependomme van Ardenburch, behouden den goeden voorwysden vonnesse, dats te verstane : den jntart die ghewyst es dat daer elniement commen en zal, noch verzwaren.

5. *Noch meer van pandinge.*

Item so wie panden wille van sculde zonder jnhaert te doene met tsaerters, die moet ghaen, metten scouthate ende ij scepene daer die sculdenare woent, panden zulc goet als hi heeft binnen den huus jof an dat huus ouer

TRADUCTION.

4. *Comment on procède dans la saisie pour dettes.*

Celui qui veut saisir à charge d'un autre pour dettes, par exemple du chef de caution, doit se présenter accompagné de l'écoutète en la maison où se trouve ou se trouvait le débiteur principal, et faire saisir par le ministère de deux échevins ou plus, assistés de l'écoutète, tous les objets qui sont dans la maison ou ses dépendances, en recouvrement de la dette gagée qui lui a été reconnue et conformément à la teneur de la charte servant de titre.

Ils passeront ensuite à la demeure de la caution du débiteur, et là ils saisiront tous les biens appartenant à la caution et se trouvant dans sa maison et ses dépendances, pour garantie de la dette principale.

Ensuite il fera valoir que ce sont des choses fongibles.

Et il requerra l'écoutète qu'il se mette en possession et lui garnisse la main de tous les objets ainsi trouvés pour tout le montant de sa créance; et qu'on les mette sous séquestre à son profit.

En suite de ces réquisitions, après la semonce de droit, les échevins prononceront sur la demande des parties, que l'écoutète doit faire adition et entrer dans la maison; et après avoir procédé à la description des objets qui s'y trouvent et que les parties demandent à être inventoriés dans les formes légales, de les retirer pour être mis sous sequestre au profit des parties jusqu'à ce qu'elles aient main garnie.

Et si les parties ne peuvent obtenir main garnie, à défaut de suffisance des biens; et si les parties insistent et requièrent plus ample droit, les échevins devront accorder l'autorisation de la contrainte par corps et de la saisie des biens au nom du seigneur et de la loi, partout où on les trouvera dans l'échevinage d'Ardenbourg, sous réserve que l'ordonnance provisoire soit maintenue, c'est-à-dire que personne n'interjette opposition ou appel à l'encontre de l'adition.

5. *Encore de la saisie.*

Item, celui qui veut saisir pour dette, sans la formalité de l'adition, en vertu de chartes, doit se rendre accompagné de l'écoutète et de deux échevins au domicile du débiteur, pour saisir tous les objets qui se trouvent dans la

TEXTE.

de somme die de saerter verclaerst ende ouer die ij scellinghen van pandinge; ende toghen dat bederuelike panden zyn, ende begheeren voort wet.

Ende na ziere begheerte so zullen scepenen wisen dat hi zijn lijf ende zijn goet mach doen houden ende aresteeren met den heer ende metter wet waerment vint binnen den scependomme van Ardenburch.

Ende so wie eenen doet houden zonder vonnesse doet cracht up dat mense hiessche.

6. *Hoe een man wetteloos es.*

So wat manne jof wiue die ghebannen word bi jaerscare jof bi terminen die es wetteloos tote hise lost.

Ende comt hi in binnen zinen termine, en mach hi jeghen die stede nemmermeer zijn wet lossen; ne maer mijn heere van Vlaenderen euets macht al hine scepene wille maken.

Ende so wie ghebannen wort van dieften blyft eeuwelik wetteloos.

Ende so wie hem zeluen defendeert met ziere crime blyft eeuwelike wetteloes.

Ende so wat manne die ghebannen wort van penninceboete, hiest van LX ponden jof van min, hi es wetteloes, maer hi machse lossen omne XL grooten.

Ende van ne gheere boete so ne es men wetteloes et en ware dat een der of ware ghebannen; ende die heere maecht wel laten een te bannen also langhe als hi wille na dien dat die boete besceeden es.

Ende so wie staet in secrete panpier hoe iof so in wat manieren dat hi der in commen es, hiest van boete iof van banne, hi es wetteloes, al hadde hi ghenough ghedaen van der boete of van den banne; nochtan so blyft hi wetteloes tote der tijt dat hi ute den panpiere ghedaen es, al kendet scepenen dat hi ghenouch ghedaen adde, omme die redene: dat scepene t' panpier ouergheuen bi haren eede.

Ende niement en es wetteloes die niet en es iof en heeft ghesijn in boete iof in banne al stonde hi in 't panpier van den secrete als of ghezworen zine maech, iof als verbande van pelgrijnmaeders, iof jn camer up thooft, zonder in vierschare te commene.

TRADUCTION.

maison ou ses dépendances, jusqu'à concurrence de la somme exprimée dans la charte et des frais de saisie, soit deux escalins ; et faire valoir que ce sont des choses fongibles et requérir justice.

Et sur sa réquisition, les échevins accorderont l'autorisation de la contrainte par corps et de la saisie-arrêt des biens, au nom du seigneur et de la loi, partout où on les trouvera dans l'échevinage d'Ardenbourg.

Et quiconque fait appréhender sans ordonnance, commet une voie de fait, dont il est responsable.

6. *Comment on est mis hors la loi.*

Quiconque homme ou femme est banni par années ou par termes, est mis hors la loi, jusqu'à leur expiration.

Et s'il rentre avant l'expiration de sa peine, le magistrat de la cité ne peut lui faire recouvrer sa loi ; mais le comte de Flandre a le pouvoir, de le réhabiliter, et même de l'élever à l'échevinat.

Mais celui qui est banni pour vol demeure pour toujours hors la loi.

Et celui qui est condamné pour crime sans excuse demeure pour toujours hors la loi.

Mais le coupable qui est banni pour amende pécuniaire, s'élevant à soixante livres ou moins, est hors la loi, mais il peut se racheter moyennant quarante gros.

La simple amende n'emporte pas par elle-même la mise hors la loi, à moins qu'elle ne soit cumulée avec le bannissement ; et le seigneur peut remettre en ce cas le rappel de ban à son gré, après que l'amende a été appointée.

Celui qui est inscrit dans le registre secret, quelle que soit la cause de son inscription, soit du chef d'amende ou de ban, est mis hors la loi, quand même il eût purgé sa peine d'amende et de ban; il n'en demeure pas moins hors la loi jusqu'au moment de la radiation du registre, lors même que les échevins reconnussent qu'il a satisfait à la justice ; par la raison que les échevins confirment par serment les inscriptions au registre.

Mais personne n'est mis hors la loi s'il n'a encouru la peine de l'amende et du ban, quand même il serait inscrit au registre secret, soit sur la dénonciation d'un parent, ou pour infraction au pélérinage ou pour non comparution personnelle à la chambre, sans jugement de la *vierschare*.

TEXTE.

Ende so wie huut gheuen wort van dieften ende zeker doet goed te bliuene up v lb. parisis na den vonnesse die es wetteloes, ende en mach zijn wet niet lossen, nochtan en is in boete noch in banne ; want niement en es wetloes en ware in boete iof in banne.

Ende Wouter Teergoet zette zeker goet te bliuene, nochtan was hi ghewist wetteloes.

7. *Van jnformatie ende orconde.*

So wat manne die leghet zyn vermet an jnformatie, als van eenen cope up makelaers, die kennesse es van waerden.

Ende so wat manne die zyn vermet leghet an vriende ende an maghen, als van den huwelike iof van versteruenesse, die kennesse es van waerden.

Ende so wie anderen doet ghebieden van sculden, negheene kennesse mach hem te baten commen dan van scepene.

Ende als hem een vermeet up jnformatie, al heeft hise daer niet, hine verliest niet, updat hize in zine tale boorghet te bringhene te alzulken termine als scepen wisen zullen ; ende dat zal wesen ten naesten dinghedaghe.

8. *Van tween wiuen die ele anderen deden houden.*

Boudin filius Gheraert verhueerde een huus an Lysbette Yserins, ende et gheuiel dat Lysbette voerseit vlo bi nachte ute der poort, ende Boudin voerseit zochte dat wyf omme te pandene, ende zeyde dat hi niet panden ghenouch en adde, ende dat hi gheen pande van dane en droeuch. Ende over IX iaer der naer zo quam Lisebette Yserins voerseit in de poort, ende Boudins wyf deedse houden metten heere als van der voerseide huurhueer die Lysbette, Boudin ende haer sculdich was. Ende do cam Lysbette Yserins voerseit, ende beclaghede Boudin Gheraerts wyf van crachte, omme dat zoese dede houden ende soe poortigge was, ende bat den heere dat men hare ieghen haere spannen wilde.

Ende dat cam voor scepene, ende scepenen wysden dat Boudin Gheraerts

TRADUCTION.

Et celui qui est prévenu de vol et constitue une sûreté de cinq livres parisis pour garantir de se présenter en justice, est mis hors la loi, et ne peut se réhabiliter quoiqu'il n'ait encouru pour lors ni amende ni ban; car personne, en principe, n'est mis hors la loi s'il n'a encouru la peine de l'amende et du ban.

C'est ainsi que Wautier Teergoet fournit sûreté de se présenter et n'en fut pas moins déclaré hors la loi.

7. *Des enquêtes et des témoins.*

Lorsqu'une partie base sa prétention sur une enquête, comme dans le cas d'une vente par l'intermédiaire de courtiers, la demande doit être accueillie.

Lorsqu'une partie base sa prétention sur le témoignage de parents et amis, comme dans les matières de mariage et de succession, la demande est valable.

Et quiconque assigne quelqu'un pour dette, ne peut profiter que de l'enquête ordonnée d'office par les échevins.

Lorsqu'une partie se prévaut d'une information, quoiqu'elle ne puisse la produire, elle n'en perd pas le bénéfice, pourvu qu'elle assure en termes de défense de la produire au jour à indiquer par les échevins; et ce délai sera fixé au prochain jour de plaid.

8. *De deux femmes qui se firent arrêter mutuellement.*

Baudouin fils de Gérard avait loué une maison à Elisabeth Yserins; et il arriva que Elisabeth s'enfuit nuitamment de la ville; et Baudouin précité rechercha cette femme pour la saisir, disant qu'il n'avait en mains des garanties suffisantes et qu'il ne trouvait aucun objet pour couvrir sa créance. Et neuf ans après ladite Elisabeth Yserins revint dans la ville, et la femme de Baudouin la fit arrêter par l'officier du seigneur pour cause du loyer que Elisabeth devait encore à Baudouin et à elle. Elisabeth Yserins comparut alors devant le juge et accusa la femme de Baudouin Gérard de voie de fait, parce qu'elle l'avait fait arrêter au mépris de sa qualité de bourgeoise; et elle conjura l'officier du seigneur de joindre son action à la sienne.

L'affaire fut portée devant les échevins; et les échevins jugèrent que la

TEXTE.

wijf cracht adde ghedaen an Lysbette Yserins, omme die redene, dat Boudins wyf niet machtich en was ghemact van Boudin, haren man; ende omme dat Lysbette Yserins portigge bekent was; ne maer so wie die poort rumet van sculde ende men dien pant ende vluchtich maket bi kennesse van scepene, die onpoortet hem zeluen; maer vernoucht hi die sculdenaers, hi macht lossen.

9. *Een man ieghen syn wyf.*

Een man mach zyn wyf slaen ende steken, upsniden, splitten van beneden tote bouen ende waermen zyn voeten in haer bloet, ende naeyse weder toe, zonder verbuerte jeghen den heere, up dat zoe leuende blijft.

10. *Van eenen man die scult maket ende in den steen leghet.*

So wat manne die gheuanghen es ende in den steen leghet, die ne mach ne gheen scult up hem maken, noch wedden, noch belouen, noch hem zeluen verbinden dat wesen zal van waerden.

11. *Hoe een man poorterscip ghecrighen macht jn Ardenburch.*

Niemene en mach poorter wesen in Ardenburch et en si bi eenigh van desen iij pointen, dat es te wetene : dat een man of een wyf an commen bi cope, bi huwelike of bi versteruenesse.

12. *Hoe dat een mensch zyns poorterscip quite wort.*

So wie die poorter es binnen der poort van Ardenburch ende quite wille worden zijns poorterscips, die moet quite worden bi eenigh van desen iij pointe : jof hi moet quite scelden, iof verhuwen, iof men moet hem of winnen te wette van vilainen faeyte.

13. *Van pandinge.*

So wat manne die wonende es up eens anders mans erue ende die man

TRADUCTION.

femme de Baudouin Gérard avait commis une voie de fait envers Elisabeth Yserins, pour ce motif que l'épouse de Baudouin n'avait pas été autorisée par son mari, et qu'Elisabeth Yserins était reconnue bourgeoise ; néanmoins celui qui quitte la ville pour renier ses dettes et qui après avoir été arrêté s'enfuit, lorsque le fait est constaté par échevins, abdique sa civilité ; mais s'il satisfait ses créanciers, il peut la recouvrer.

9. *De la puissance du mari sur sa femme.*

Le mari peut battre et pousser sa femme, la balafrer, la taillader de haut en bas et se chauffer les pieds dans son sang, et coudre les plaies, sans offense envers le seigneur, pourvu qu'elle n'en meure point.

10. *De la dette contractée par un homme qui est en prison.*

Lorsqu'un homme est arrêté et détenu en prison, il ne peut contracter de dette, ni s'engager, ni promettre, ni faire aucune convention qui puisse sortir quelque effet.

11. *De quelle manière on acquiert la bourgeoisie à Ardenbourg.*

Personne ne peut acquérir la bourgeoisie à Ardenbourg en dehors de l'un de ces trois modes, qui s'appliquent tant aux hommes qu'aux femmes, savoir : par achat, par mariage ou par succession.

12. *Comment on perd le droit de bourgeoisie.*

Celui qui est bourgeois de la commune d'Ardenbourg et veut quitter sa bourgeoisie, peut en faire l'abdication de l'une de ces trois manières : ou par une renonciation formelle, ou par mariage, ou par la perte à la suite d'une condamnation pour fait délictueux.

13. *De la saisie.*

Lorsque celui qui a construit son habitation sur le fonds d'autrui, quitte

TEXTE.

die poort rumet van sculde, die man mach panden bi zinen eede die husigen diere up staen, al ware dat zake dat een ander man up dat huus ghewedt ende ghevest ware.

14. *Van sculde.*

So wat manne die achteruolghet wordt bi contumacie van sculde, dien mach men doen in den steen met ij scepene ende metten scouthate, iof panden; ende in ghebreke van panden, doen in den steen up dat men hem vindet.

15. *Van pandinge.*

So wat manne die wille panden van sculden met eenen saertere, die mach wel den sculdenare in den steen doen met ij scepene ende met den scouthate so waer dat hine vint binnen der cueere, zonder upt kerchof.

16. *Van wette te losse.*

So wat manne die wetteloos es van LX lb. van banne die te losse staen, die mach zijn wet lossen omme LX schellinghen parisis.

17. *Van zweerne van hetene ende van drinckene.*

So wat manne die scult innen wille van etene ende van drinckene bi zinen eede, die mach up hem zweeren tot V lb. parisis, ende niet meer; ende alle dinghedaghe tote hi vernouch es van ziere scult.

Ende als men zeit van hetene ende van drinckene, so moet dat goet verteert wesen bin sinen huus iof herberghe; maer coept een man vleesch, visch, broot, wijn of eenich dranc of spise ende dat wechdraecht, dat en es niet van hetene noch van drinckene.

18. *Van eenen man die zweerd up een anderen.*

So wat manne die scult haelt up een anderen bi zyn eede zonder saerters,

TRADUCTION.

la ville pour dette, le propriétaire du fonds peut saisir. sous la foi du serment, les constructions qui s'y trouvent, lors même qu'elles auraient été engagées et hypothéquées au profit d'un tiers.

14. *Des dettes.*

Celui qui poursuit son débiteur par contumace, peut ou le faire arrêter et mettre en prison par deux échevins et l'écoutète, ou saisir ses biens; et à défaut de saisie, il peut le retenir en prison jusqu'au recouvrement de sa créance.

15. *De la saisie.*

Celui qui veut saisir pour dettes en vertu d'une charte, peut encore faire mettre le débiteur en prison par deux échevins et l'écoutète, partout où on le trouve dans les limites de la *cuere* (juridiction), excepté sur le cimetière.

16. *De la réhabilitation.*

Quiconque est mis hors la loi pour amende de bannissement de soixante livres, peut obtenir sa réhabilitation au prix de quarante escalins parisis.

17. *Du serment pour dettes de consommation.*

Celui qui réclame sous la foi du serment le paiement de dettes de consommation, est admis à prêter serment lorsque la dette n'excède pas cinq livres parisis; et il peut le faire tous les jours de plaid jusqu'au parfait paiement de sa créance.

Et l'on entend ici par dette de consommation, celle qui a été contractée dans sa maison ou son auberge; mais si quelqu'un achète de la viande, du poisson, du pain, du vin, ou autre boisson ou nourriture et l'emporte, cela n'est plus un objet consommé ou une dette de consommation.

18. *De l'affirmation par serment à charge d'autrui.*

Si quelqu'un réclame une dette à la charge d'un autre sous la foi du

TEXTE.

es die persoon voorhoghen, so machmen wel dien doen vanghen ouer die scult die hi up hem ghezworen heeft; ende es hi niet voorhogen, so mach hine doen vanghen waer dat hine vint, iof hi machene doen panden. Ende jn ghebreke van panden, doen in den steen.

19. *Hoe een scouthate vanghen mach.*

So wie scouthate es die ne mach niemine vanghen et ne ware met ij schepene, iof et en ware in ghebanne vierscare, iof dat hi wetteloos ware.

20. *Noch van den scouthate.*

So wie die scouthate es die es machtich ghisele in te doene als si ghebod hebben bider wet ende biden scouthate. Ende als die partyen an beede ziden consenteeren vutganc, up dat vriendelike vrede es, so es die scout metgaders den burgmeester ende ij scepenen machtich dien vuutganc te consenteeren zonder den bailiu te vraghene.

Ende so welken tiden dat scepene kennen dat paeys es, so es hi machtich verde ende ghiselscip quite te sceeldene.

21. *Hoe men deelen sal van zoene van mans dode.*

Pieter Rute stac dood Simoen filius Arnouts; ende het gheviel dat hi verzoende. Ende in dien tiden so was een gescil tusschen Joos filius Arnouts ende zine broeders of een zide; ende Jan filius Arnouts van Roeselare, Joos filius Arnouts, broeder van zyns vader weghe, of ander zide. Ende Jan filius Arnouts van Roeselare voerseit die begheerde te hebbene zoene van zinen broeder, ghelyc Joosse ende van anderen broeders die waren van gerechtighen bedde, omme die redene dat elc man sculdich es te deelne int t bloet ghelyc den anderen. Ende Joos filius Arnouts die toghede dat hi broeder ware van vadere ende van moedere, ende dat hi sculdich ware te deelne van iiij vieren, ende Jan zyn broeder nemeer dan in twee vieren.

Scepene waren ghemaent van den rechte.

TRADUCTION.

serment et sans produire de charte, et si le débiteur est présent, on peut le faire arrêter pour cause de la dette affirmée par serment; et s'il est défaillant, le créancier peut le faire arrêter partout où on le trouvera, ou il peut faire saisir ses biens. Et à défaut de saisie, il le fera incarcérer.

19. *Comment l'écoutète peut opérer les arrestations.*

L'écoutète ne peut opérer d'arrestation sans l'assistance de deux échevins, à moins que ce ne soit à l'audience de la *vierscare,* ou que le délinquant soit mis hors la loi.

20. *Encore de l'écoutète.*

L'écoutète a le pouvoir d'incarcérer les ôtages, après commandement signifié par le magistrat et l'écoutète.

Lorsque les parties des deux côtés consentent à l'élargissement à la suite de la réconciliation, l'écoutète, de l'avis conforme du bourgmestre et de deux échevins, peut procéder à cet élargissement, sans devoir consulter le bailli.

Partout ailleurs, lorsque les échevins ont constaté la réconciliation, l'écoutète a le pouvoir de lever la trève et l'hostagement.

21. *Du partage de la réconciliation d'homicide.*

Pierre Rute avait tué Simon fils d'Arnoul; et il parvint à se réconcilier. Et en ce temps, une querelle avait éclaté entre Josse fils d'Arnoul et ses frères, d'une part; et Jean fils d'Arnoul de Roulers, qui était le frère dans la ligne paternelle de Josse fils d'Arnoul, d'autre part. Et Jean fils d'Arnoul de Roulers susdit prétendait avoir une part dans la réconciliation de son frère égale à celle de Josse et de ses autres frères germains, pour ce motif que chaque parent est admis à titre égal au partage du prix du sang. Et Josse fils d'Arnoul répliqua qu'en sa qualité de frère des côtés paternel et maternel, il avait droit de recueillir un quart, et que Jean son frère consanguin n'avait droit qu'au huitième.

Les échevins, après semonce, firent droit en ces termes.

TEXTE.

22. *t Vonnesse.*

Scepene dinct recht wesen dat eens mans bloet als cout es, ende hi es commen van liue ter doot, dat zyn bloet es catheylen ; ende dat Jan filius Arnouts van Roeselare niet voorder sculdich es te deelne in zyn bloet danne hi deelt in zyn goet.

23. *Noch hoemen ontfanghen zal zoene van mans dode.*

Heeft mijns derdzweers kind eenen man dood ghesteken ende hi versoent, hi sal soene up my halen, wille hys niet onbeeren, bi also dat hi ons poorter es; ic en zoude ne gheen up hem moghen halen omme dat jc ieghen hem sta derdzweere ende hi van mij vliet.

24. *Noch van zoenen.*

Onse poortere ne moghen niet ghehouden wesen van zoene te gheldene ieghen vreemde lieden die ons poorters niet en zyn, bi also dat hys onsitten wille, et en ware dat ons portere ware ten daghe daermen den dach of gehouden adde, of dat hyt gheholpen adde te payse te bringhen.

25. *Van den bailiu of bailius cnape.*

So wat manne die ghehouden wort jof gheuanghen van den bailiu of van bailius cnape met kniue, met aernassche iof van eenigher boete anghaende den heere, in vierscare of der buten, diene es gheen houde ghelt sculdich.

So waer si eenen man vanghen van sculde of bi partyen, daer of so es die bailiu sculdich te hebbene v scellinghen parisis, up dat hine vanghet ; ende vanctene zyn cnape, ij scellinghen parisis ; ende el nieuwer of niet.

26. *Van arueliker rente.*

So wat manne die sine rente laet te ontfanghene xxx jaer ende xxx daghe

TRADUCTION.

22. *Le jugement.*

Les échevins estiment pour droit que lorsque le sang d'un homme est devenu froid et qu'il est passé de vie à trépas, ce sang est cathel; par conséquent que Jean fils d'Arnoul de Roulers ne peut prétendre à une plus large part dans ce sang que dans les biens.

23. *De la réconciliation du chef d'homicide.*

Lorsque l'enfant de mon cousin sous-germain a tué un homme et se réconcilie, il peut me constituer au besoin son répondant, pour autant qu'il est bourgeois de la cité; et je ne puis le constituer de mon côté, parce que je me trouve à son égard au delà du troisième degré et que la proximité n'existe plus.

24. *Encore de la réconciliation.*

Nos bourgeois ne sont point tenus de payer la rançon de la réconciliation à des étrangers qui ne jouissent pas de la bourgeoisie et qui en demandent le recouvrement; à moins que le bourgeois ait été présent à la fixation ou ait aidé à rétablir la paix entre les parties.

25. *Du bailli et de son sergent.*

Lorsqu'un homme est appréhendé ou arrêté avec son coutel, son harnois ou pour quelque amende due au seigneur, soit dans la *vierscare* ou au dehors, par le bailli ou son sergent, il ne doit aucun frais d'arrestation.

Mais si un homme est arrêté pour dette ou sur la plainte de partie, le bailli a droit, pour frais d'arrestation, à cinq escalins parisis; et si c'est le sergent qui l'a opérée, à deux escalins parisis; et en dehors de ces cas, ils n'ont droit à rien.

26. *De la rente foncière.*

Celui qui néglige de percevoir sa rente pendant trente ans et trente jours.

TEXTE.

ende negheen saerters en heift van der rente, men es hem niet sculdich te gheuene, iof men wilt doen na landrechte.

27. *Van landcheynse.*

Elc man die land vercheinst heeft die mach halen zinen cheins up den ghonen die zyn land ontloost ende ontblaet van also vele als hijt ontloost ende ontblaet heeft.

28. *Wat bailiu of zyn cnape of scouthate mesdoen, hoe men dat punieren sal.*

Ware dat zake dat die bailiu iof zyn cnape of scouthate onredelike wandelde, iof mesdeden up poorters, zonder vanghen, iof hare goet ten emene of te aresteerne, met vechtene of met crachte, of andere orribele (daden), diene sal men niet punieren bider wet, want si en behoren te gheenre wet, maer men moets veruolghen voor den graue, iof voor zinen raet; et en ware dat si poorters echten zonder wet, derof mach men die wet scueren; iof ons poorters goet aresteerde ende onrechte dade up ons poorters, men sal die wet scueeren.

29. *Dats van eenen man die breect uten steene.*

So wat manne die ruumd uten steene, die es steenvluchtich alt land van Vlaenderen dueer, so welke tiden dat hi bewetticht es. Ende scepene moeten kennen dat hi beuolen was in den steen. Ende scepene moeten kennen dat hi ghesocht was in den steen in al de sloten van den steene. Ende dat hi gheboden staet. Ende dan es die boete LX lb. parisis.

30. *Van wettelychede van* LX *lb., ende watter die clagher an heift.*

An een boete van LX lb. so heeft die claghere vj lb., de stede iij lb., die scouthate xij scellinghen parisis, onthoude bereyt also verre als myn

et ne possède pas de charte de recognition, n'est plus en droit de réclamer le paiement, si l'on veut suivre la loi du pays.

27. *De l'accensement.*

Quiconque a accensé son fonds, peut recouvrer le cens à charge de celui qui a exploité et défructue son fonds, sur tout le montant des fruits et récoltes qu'il a recueillis.

28. *De la punition des méfaits du bailli, du sergent et de l'écoutète.*

Lorsque le bailli, ou son sergent, ou l'écoutète s'est rendu coupable de fornication ou de méfait à l'égard de bourgeois, en dehors des cas d'arrestation de personnes ou de saisie des biens, en les frappant, usant de violence ou autres atrocités, il ne sera point puni par le magistrat puisqu'il n'en est point justiciable, mais il sera poursuivi par le comte ou son conseil; à moins qu'il ait incarcéré un bourgeois sans mandat, en ce cas le juge en connaîtra; ou qu'il ait saisi les biens de nos bourgeois sans titre ou commis quelque autre illégalité, en ces cas encore le juge en aura la connaissance.

29. *Du détenu qui s'est évadé de la prison.*

Lorsqu'un détenu s'est évadé de la prison, il emporte la qualité de fugitif dans tout le pays de Flandre, jusqu'à l'époque qu'il puisse être jugé. Les échevins constateront qu'il fut recommandé en prison. Ils constateront encore qu'on l'a recherché vainement dans la prison et dans tous ses recoins; et qu'il est inscrit à l'écrou. Et l'amende s'élève alors à 60 livres parisis.

30. *De la condamnation à 60 livres et de la part qui en revient au plaignant.*

De l'amende de 60 livres le plaignant reçoit 6 livres, la ville 3 livres, l'écoutète 12 escalins parisis, à la réserve de la chevauchée, dans tout le

heeren van Vlaenderen scouthadom gaet; ende hiest in die andere scouthadom, so heeft der die scouthate an iij scellinghen parisis; ende den heere remanant up dat hi te sinen vonesse es.

31. *Van xj^s lb.*

An een boete van xj^s lb. so heeft die claghere XL scellinghen, de stede XV scellinghen, die scouthate zyn recht, ende de heere remanand naer de wet van Ardenburch.

32. *Van crachte, ende watter die claghere an heift, ende wat hi verbueert.*

Diet te wette beuallet van crachte die boet es vj lb.; daerof die claghere iij lb., ende die scouthate zyn recht, ende die heere remanand. Ende claghede die claghere, ende die beclaghede quite bleue te wette, die claghere en verbueerde niet.

33. *Van iij lb.*

An een boete van iij lb. so heeft die claghere V scellinghen, die stede V scellinghen, den scouthate zyn recht, ende die heere remanand.

34. *Van onredeliker claghe, ende welc onredeliker claghe es.*

So wie anderen beclaecht van LX lb. iof van wonden ende quite bliuet te wette inde wareide, die sal boete XXX scellinghen; daerof sal hebben partyen XX scellinghen, ende die heere X scellinghen. Ende nieuwer of so en boet men onrechte claghe dan vander hooghster boete.

35. *Vandat j man zyn vermet leit up scepene ende niet met hem en blijft.*

So wie sijn vermet leit up scepene ende daer of ghebrec heeft, verbueert V lb.; daeran so heeft die heere de tweedeel, ende die stede terdendeel.

TRADUCTION.

ressort de l'écouteterie qui lui a été assignée par le comte de Flandre ; et si le fait est arrivé dans un autre ressort, l'écoutète recevra 3 escalins parisis ; et le seigneur prend tout le restant en récompense de ses frais de justice.

31. *De l'amende de 11 ½ livres.*

De l'amende 11 ½ livres le plaignant reçoit 40 escalins, la ville 15 escalins, l'écoutète sa taxe et le seigneur le reste, conformément à la loi d'Ardenbourg.

32. *Des violences et de la part du plaignant et de sa responsabilité.*

Celui qui est convaincu en justice de violences, subit l'amende de 6 livres ; le plaignant en reçoit 3 livres, l'écoutète sa taxe et le seigneur le reste. Si le prévenu, sur la poursuite d'une plainte, est renvoyé absous, le plaignant n'encourt d'amende.

33. *De l'amende de 3 livres.*

De l'amende de 3 livres, le plaignant reçoit 5 escalins, la ville 5, l'écoutète sa taxe et le seigneur le reste.

34. *De la plainte non fondée et ce qu'on entend par plainte non fondée.*

Celui qui porte plainte pouvant entraîner l'amende de 60 livres ou du chef de blessures, si l'accusé, après enquête, est déclaré innocent par le juge, le plaignant paie une amende de 30 escalins ; les parties en recevront 20 et le seigneur 10. Et la plainte non fondée n'est punie que dans les matières entraînant la plus forte amende.

35. *De celui qui dépose une plainte contre un échevin et ne peut la justifier.*

Celui qui dépose une plainte contre un échevin et reste en défaut de la justifier, paiera l'amende de 5 livres, dont les deux tiers sont pour le seigneur et un tiers pour la ville.

TEXTE

36. *Van cueer.*

Van allen daghelycsen cueer heeft die stede terdendeel, die scouthate zyn recht, die heere t ander.

37. *Wat scepene verbueer als si worden gheboden up haren banc.*

So wat manne die scepene es iof heeft ghezyn, ende gheboden word up sinen banc zine kennesse te draghene, diere niet en came verbueerde niet, al hiest dat hi wettelike gheboden es ; ende worde hi ander weruen gheboden dat ware up v scellinghen ; ende derdewerue up x scellinghen, up datter die (heere) concenteert.

38. *Hoe een poorter den ander mach doen houden.*

Negheen poortere die ne mach den ander niet doen houden voer hi bewetticht es, iof het en ware met saerters ; diet dade verbueerde cracht.

39. *Van den toolnaers.*

Ware dat zake dat die toolnaers meer name van toolne dan die toolne brief mentioen maect, daer of en zal men hemlieden niet punieren bider wet, ne maer volghen te houe ende claghen in die oeftredeninge der ouer. Maer zonder punieren men machse wel onbieden voor die wet ende bidde hem, dat si nemeer en nemen danne si sculdich zyn te doene. Ende willent si niet laten, ende die stede daer ieghen niet volghen wille, men mach se ombeiden tote si of zyn, ende danne met anderen ocusoene bannen.

40. *Van wapeldrinckene.*

So wie bedraghen wort van wapeldrinckene die boete es xj^{s}. lb.

Dat was ghewyst Jan van Coten teghen Griere Seie.

TRADUCTION.

36. *Des cueres.*

Toutes amendes comminées par les *cueres* ou règlements de police se partagent par tiers entre la ville, l'écoutète et le seigneur.

37. *De l'amende d'un échevin qui est défaillant à son banc.*

Quiconque remplit ou a rempli la fonction d'échevin et est cité à prendre place à son banc pour rendre justice, et qui ne comparait pas, n'encourt rien quoiqu'il ait été légalement averti; mais à une seconde sommation, il paiera 5 escalins; et à une troisième 10 escalins, s'il n'y a opposition du seigneur.

38. *Quand un bourgeois peut faire arrêter un autre.*

Nul bourgeois ne peut en faire arrêter un autre sans jugement, à moins qu'il existe une charte; le transgresseur encourt la peine de la voie de fait.

39. *Des tonloyeurs.*

Si les tonloyeurs prélèvent pour tonlieu au delà du droit porté dans le tarif, ils ne seront point contraignables devant le juge, mais devront être assignés à la cour et traduits devant la haute renenge. Mais on peut, sans requérir une peine, les citer devant le juge, qui les admonestra de ne plus rien prélèver au delà de leur droit. Et s'ils refusent d'obéir, et si le magistrat ne veut intenter la poursuite, on peut attendre leur sortie de fonctions, et alors à une première occasion les condamner au bannissement.

40. *De jeter mouillure au visage.*

Celui qui est convaincu d'avoir jeté mouillure au visage d'autrui, paie l'amende de 11 1/2 livres.

Ainsi prononcé en cause de Jean Van Coten contre Geoffroi Seie.

TEXTE.

41. *Een besceet van xj^{s}. lb.*

Jan filius Josins Frans was bedraghen dat hi slouch Clais filius ser Clais met eere juuste met wine, die boete was besceeden xj^{s}. lb.

42. *Van naerhede van huussinghe.*

So wat huse dat staet up anders mans land, als ment vercoopt die landheere maecht nemen bi naerhede sonder prijs.

43. *Hoe men wet doen soude van saerters.*

Martin filius ser Martins hiesth Jan den Meester als aeldinc van Martin filius Lambrecht, een somme van xiij scellinghen grooten; dies vermat hem Martin hulpe an scepene ende an eenen saertere die hout was xxvij jaer.

44. *De weere.*

Jan de Meester voerseit toghede dat also langhe leden was, ende dat hyt wel gheheescht mochte hebben Martin filius Lambrecht, ende zinen wiue, iof zinen kinde; ende hi boot Martin filius Martin voerseit wat en dat hi durste houden bi zinen eede, wat ende dat hem niet betaelt en was als van den saertere; ende wat hem daer of scudlich was dat wilde hem uplegghen ende betalen.

45. *'T vonnesse.*

Scepene dunct recht dat Martin filius ser Martins up heffe zijn and ende zweere ten Helighe wat dat van den saerter betaelt es, ende wat men daer of tachter es; word sys naer ghemaent si zouden recht of wisen.

Dit mochte ele man doen die wilde, weder dat houde saerters waren iof nieuwe.

TRADUCTION.

41. *Une condamnation à 11 1/2 livres.*

Jean, fils de Josse Frans, fut convaincu d'avoir frappé Nicolas fils du sieur Nicolas à l'aide d'un cruchon de vin et l'amende fut portée à 11 1/2 livres.

42. *Du retrait de maisons.*

Lorsqu'on vend une maison qui se trouve sur le fonds d'autrui, le propriétaire du sol peut en faire le retrait sans frais.

43. *Comment on rend justice sur les chartres.*

Martin, fils du sieur Martin, demandait le paiement d'une somme de treize escalins de gros à Jean de Meester en sa qualité d'héritier de Martin, fils de Lambert; et il invoquait devant les échevins pour preuve une charte datant de vingt-sept années.

44. *La défense.*

Jean de Meester susdit répondit qu'il y avait bien de temps écoulé et que la demande aurait pu être faite à Martin, fils de Lambert, à sa femme ou à son enfant; et il offrit à Martin, fils de Martin précité, de prêter serment sur le fait du non paiement de la charte ; et il lui aurait ensuite compté et payé telle somme qui lui serait dûe

45. *La sentence.*

Les échevins estiment pour droit que Martin, fils de Martin, lève la main et jure sur les Saints le paiement qui aurait été fait de la charte et le montant qui lui serait encore dû; et sur la conjure, ils prononceraient ensuite le droit.

Chacun peut à son gré suivre cette procédure, que la charte soit ancienne ou non.

TEXTE

46. *Van eenen beleede.*

So wat manne die beroupen zal een beleet die moet gheuen xxx scellinghen parisis binne den auende dat men dat beleet beroupt, up j boete van iij lb. parisis.

47. *Van paeys te makene van mans dode.*

Al ware dat zake dat een man, die onsen poortere ware, ende in veeten laghen ieghen een andern persoon onsen poortere, als van manslacht toecoemende van buten onser poort, die moghen paeys hebben ende zoendinc bi hare eede ieghen onsen poortere ghelyc oft gheuallen ware binnen onser poort.

48. *Van die vechten binnen die steene.*

So wie die vecht in den steen in die vanghenesse binnen pourprise van der vanghenesse iof van den steene, hiest in houen, in boenghaerden, binnen iof buten, toe behorende der vanghenesse, dat sal men correngieren met mannen ende met scepenen, iof het en ware bi gracie, weder dat die twisters gheuanghene zyn iof ne zyn.

Ende so wie binnen der vanghenesse iof binnen den steene iof binnen den pourprise voorseit onredelike an andren comt verbuert die vuust.

Ende so wie anderen steeckt met messen, iof bloet laet, verbueert t lyf, of den wille van den heere.

49. *Een man of te zweerne sinen maech.*

So wie of zweeren wille zinen maech, die moet voren bieden zinen eed dat hi onsculdich man was ende es. Ende dat hi van den faeyte noeit niet en wiste. Ende adde hyt gheweten ende so naer gheweest adde daert gheuielt, dat hyt belet zoude hebben naer zierer mogenthede. Ende der toe moet hi bieden zinen eed.

Ende voerder so moet hi bieden ofte zweerne zinen maech nemmermeer te goede te wordene, te scade te stane, met rade noch met dade, noch met

TRADUCTION.

46. *De l'appel.*

Le partie qui interjette appel doit verser la somme de trente escalins parisis le jour même que le recours est formé, sous peine d'une amende de trois livres parisis.

47. *De la paix conclue sur homicide.*

Lorsque quelqu'un qui fut notre bourgeois se trouve en inimitié avec un autre bourgeois à cause d'un homicide commis hors de la commune, il peut obtenir paix et réconciliation par son serment de notre bourgeois, comme si le fait eut été perpétré sur le territoire de notre juridiction.

48. *De ceux qui bataillent dans la prison.*

Celui qui bataille dans le *steen,* dans la prison, dans le pourpris de la prison ou du *steen,* soit dans la cour, le verger, dans le préau ou au dehors, ou dans quelque dépendance de la prison, sera puni par la cour des hommes et des échevins, à moins qu'il obtienne grâce, et sans distinguer si les détenus batailleurs sont bourgeois ou non.

Et celui qui dans la prison ou le *steen* ou le pourpris se rend coupable d'injures, perdra le poing.

Et celui qui frappe du couteau et verse le sang d'autrui, subira l'exécution capitale, suivant la volonté du seigneur.

49. *De celui qui renie par serment sa parenté.*

Celui qui veut renier son parent, doit prouver au préalable par serment son innocence; qu'il n'a rien su en aucun temps du crime; que s'il l'avait su ou s'il y avait assisté, il l'eût empêché de toutes ses forces. Et il doit confirmer ces dires par serment.

Ensuite il doit promettre et jurer qu'il ne reconnaîtra plus jamais son parent, qu'il ne l'aidera plus, par conseil ou par fait, ou de quelque manière

gheere ander zake die mond ghespreken mach, noch herte ghepeynsen; het en ware in gerechten zoendinge.

50. *Van eene man die in bande van ysere staet in vierscaere omme zine vonnesse te hoorne.*

So wat manne die staet in zine wet omme zijn vonnesse te hoorne, ende hi in bande van ysere, iof van pesen, of van coorden, die heere es hem sculdich te doene buten allen bande tote der tyt dat hi bewetticht es, bi also dat die taelman begheerende es van partyen weghe.

51. *Van live of lede, hoemen warede der of horen sal, ende hoe die heere met hem raden sal.*

So waer die heere eenen man heesch an leit van live of lede, die bailiu en es niet sculdich te zinen rade te commene, noch te gane, also langhe hi es met scepene in camer of der buten, so waer dat es. Ende es hi niet voorhoghen alsmen hem heesch an leit in vierscaere, so es hi sculdich te hebbene zine warehede ghelyc of hi stonde in presente, es hi poortere of en es.

52. *Van leengoede.*

So waer dat leengoet es bestoruen, ende dat comen es van eenen broeder up eene zuster, ende beede zijn van eenen bedde, et zal der zuster bliuen, bi also datter nemeer broeders en zyn bleuen van den zeluen bedde.

53. *Van ombeiaerden kinderen.*

So wat kinde dat ombeiaert es ende gheboden es te recte te stane, wille dat kint niet verliesen so ne mach dat kint niet claghe, bi also dat men toghen wille dat dat kint ombeiaert es; ende hiest dat zake dat et claecht. so moet dat kint winnen ende verliesen.

TRADUCTION.

que la bouche puisse exprimer ou le cœur suggérer ; excepté en matière de trève légale.

50. *D'un homme qui est mis aux fers devant le tribunal pour entendre sa condamnation.*

Lorsqu'un homme est amené devant le tribunal pour être jugé et s'y trouve mis aux fers, ou lié de menottes ou de cordes, le seigneur est obligé de le faire mettre hors des liens jusqu'au moment de la condamnation, si le *taelman* le requiert au nom de sa partie.

51. *De la procédure en fait de peines de la vie ou de membres, et du mode à suivre pour l'action publique* (1).

Lorsque le seigneur requiert d'appliquer à un prévenu la peine de la vie ou de membre, le bailli n'est pas tenu d'assister et de donner son avis, aussi longtemps que l'accusé se trouve avec les échevins en la chambre du conseil ou partout ailleurs. Mais si le prévenu n'est pas présent à la réquisition faite contre lui à la *vierscare,* il a droit que l'information soit conduite comme s'il était présent, qu'il soit bourgeois ou non.

52. *Des fiefs.*

Lorsque par succession un fief passe du père à la sœur, s'ils sont au degré de germains, le fief restera dévolu à la sœur, à condition qu'il n'y ait point d'autre frère germain.

53. *Des mineurs.*

Lorsqu'un enfant mineur est assigné en justice, il n'a pas besoin, pour ne pas perdre sa cause, de présenter sa défense ; il suffit qu'il excipe de sa minorité ; mais s'il produit sa défense, alors il doit ou gagner ou perdre le procès.

(1) Littéralement : De la peine de la vie ou de membre ; comment on entend l'enquête à ce sujet et comment le seigneur doit faire sa réquisition.

TEXTE

54. *Noch van vanghenesse.*

Alle die faeyte die gheuallen binnen der vanghenesse iof binnen de pourprise van der vanghenesse, al hilde men daer binnen rolleweghe, iof dobbel spil, waert binne den huse iof binnen den houe, bachten iof voren, dat zalmen correngieren na den mesgripe van den faeyte met mannen ende niet met scepenen; want die vanghenesse ende die daer binnen zyn behoren toe der juredixye van den heere, ende niet van der stede no van der wet.

55. *Hoe men paeis heeft van boeten ieghen partyen.*

So wat manne die onsen poortere es ende die dinghet in vierscaere ieghen een anderen poortere van twiste, ende een van den tween beuallet van der boete; ware dat zake dat die man zijn boete ontfanghe van den ander man die hem te wette bewijst was, die man sal daer mede paeis hebben ieghen partyen metter boete, bi also datse van hem ghenomen es. Ende es daer mede zoendinc.

56. *Van eenen man te doen houdene.*

Daer ij poorters dinghen deen up den ander van sculde, al ware dat zake dat die sculdenare die scult vliede binden heessche, die heesschere en mochten niet doen houden eer t vonnesse daerof ghelopen ware, up crachtighe boete.

57. *Van ghedinghe jeghen partyen.*

Es up eenen man ghestooct eenen twist, ende hi zine claghe ghedaen heeft bin de iij daghen, al wilde die heere twist bedinghen, die claghere moechs wel omberen tote dat hys ghestaedt ware bi also dat hyt bedinghe binden iare; ende dat clagher mochte partyen doen ghebieden binden jare, al adde die bailiu dat t faeit bedinghet.

58. *Van huussouhinghe.*

So wat manne die comt voore eens mans huus, ende noemtene bi ziere

TRADUCTION.

54. *Encore de la prison.*

Tous délits qui se commettent dans la prison ou dans le pourpris de la prison, dut-il servir à la tenue de jeux de roulette et de dés, dans le bâtiment ou dans l'avant cour ou l'arrière cour, seront punis suivant la gravité de l'espèce par les hommes-liges et non par les échevins ; car la prison et tous ceux qui s'y trouvent sont placés sous la juridiction du seigneur, et n'appartiennent pas à celle de la commune, ni du magistrat.

55. *Comment on fait la paix avec la partie offensée en matière d'amende.*

Lorsqu'un de nos bourgeois poursuit un autre devant la *vierscare* du chef de querelle et que l'un des deux est condamné à l'amende, si celui-ci paie l'amende qui a été adjugée par le juge à la partie adverse, il obtiendra par ce fait la paix avec cette partie, puisqu'il a acquitté son amende. Et cette paix emporte réconciliation.

56. *De la contrainte par corps.*

Lorsque deux bourgeois ont engagé un procès pour motif de dette, quand même le débiteur prendrait la fuite pendant la cause, le demandeur n'aurait point le droit de le faire arrêter avant le prononcé du jugement, sous peine d'être poursuivi pour voie de fait.

57. *De l'action civile contre une partie.*

Celui qui a été victime d'une agression et qui a déposé sa plainte dans le délai de trois jours pour mettre en mouvement l'action publique du seigneur, peut s'abstenir d'autre poursuite pour obtenir droit. puisque le seigneur doit agir dans l'année ; néanmoins le plaignant peut faire le commandement dans le courant de l'année, quand même le bailli eût commencé les poursuites.

58. *De la violation de domicile.*

Celui qui vient devant la maison d'un autre et l'appelant par son nom, le

TEXTE.

name, ende rouptene huut te commene te ziere kelichede, ende stept ouer die greppe, hi verbueert xi^{s} lb. Ende comt hi met wapene an thuus, iof binden huus, veerbueert LX lb.

59. *Van meynaken* (1).

Willem Eldecop ende Matheus Keyt, dien was ghewijst paeis ende zoendinc te hebben, omme die redene dat partyen boruchtucht namen van de boete. Ende dat was van meynaken.

Die boete was LX lb. parisis; ende partyen adde daer an vj lb.

60. *Van verwatene lieden.*

So wat mensche die verwaten es, ende daer of partyen bringhen saerters of brieue, die mach men weeren in alle wette ghelyc eenen wetteloos man, hiest van sculde iof van wareyden.

61. *Van vonnessen te casseerne.*

Jan Stralin filius Jacop die bleef te H. filius Y. ende te sinen maghen waert naer costume ende usaege van der stede, als van meynaken. Ende aldaer so (dede) H. vorseit wisen met zinen maghen dat Jan Stralin vorseit hebben zoude ij ghemoede van iij lb. grootc, daer hi of beuallen was te wette als van meynaken up crachtighe boete. Voert dat Jan voorseit x ghemoede ebben zoude van ij voude boeten elke van iij lb. te sinte Kateline daghe, ende ij voude boete elke van iij lb. Natalis quolibet, up cracht ende een pelegrynmaedse te sint Gilles in Prouencie. Ende Jan voerseit casseerde t vonnesse.

62. *Een man vraghede omme wet.*

Een man vraghede waer omme dat die wette ghemaect ware? — Omme recht ende onrecht te versceedene.

(1) Le *meynaken,* dont ont trouvera plusieurs cas d'application dans la suite, est rendu dans l'ordonnance du 17 octobre 1330, art. 82, par les mots « fait avisé », qui en déterminent le sens.

TRADUCTION.

provoque à sortir et se présenter sur la rue, s'il passe la rigole, il encourt une amende de 11 $^1/_2$ livres. Et s'il vient, en armes, devant ou dans la maison, il paiera 60 livres.

59. *Du guet-apens.*

Un jugement avait ordonné la paix et la réconciliation à Guillaume Eldecop et Matthieu Keyt, pour le motif que les parties avaient fourni caution pour l'amende. Cela se passait en matière de guet-apens.

L'amende était de 60 livres et la partie en recevait 6 livres.

60. *Des excommuniés.*

Celui qui est frappé d'anathème, dont la partie adverse exhibe la charte ou la preuve littérale, peut être interdit de toute justice. comme un homme mis hors la loi, tant en matière civile que pénale.

61. *De la cassation des jugements.*

Jean Stralin fils de Jacques se constitua caution envers H. fils de Y. et ses parents, suivant l'usage et la coutume de la ville, en matière de guet-apens. Et le susdit H. avec ses parents fit juger que Jean Stralin précité recevrait deux quittances de 3 livres de gros, auxquelles il était engagé du chef de sa plegerie, sous peine d'amende de voie de fait. Et de plus, que ledit Jean recevrait dix quittances d'une double amende de 3 livres à l'échéance de la sainte Catherine et d'une double amende de 3 livres à l'échéance de chaque natal suivant (1), sous peine de voie de fait et d'un pélérinage à saint Gilles en Provence. Et ledit Jean fit casser la sentence.

62. *Un homme qui demande justice.*

Un homme demandait pourquoi la justice était constituée? — Pour démêler le juste de l'injuste.

(1) Par *natales* on entendait à Bruges, et sans doute à Ardenbourg, les trois grandes fêtes de Pâques, Pentecôte et Noël. Faudrait-il chercher l'origine de cette distinction dans l'institution primitive des trois carêmes ?

TEXTE.

63. *Ghexhuwe van leengoede.*

So wat manne die ons poorter es ende leengoet heeft ligghende binnen of buten, ende hi zyn poorterscip quite scelden wille, hi mach varen waer hi wille, hi en es gheen exhue sculdich van sine leengoede, daer hi zyn leengoet of hout.

64. *Dat es van vermenisse, ende van vermenighe, ende van meynaken.*

So wat manne die daer bi es met willen ende met begheerten daer men eenen man dood slaet of steket, dien mach men verwinnen van vermenisse ende van vermenighen.

Ende so wie eenen man wonde gheuet ende een ander faeit an hem trect, dat heet men meynaken.

Ende van vermenisse es die boete vj lb.

Ende van meynaken so es die boete LX lb.

65. *Dit es van lande te copene int Vrye.*

So wat manne die lant vercoopt int Vrye, dat hi wille dat die man zinen coop behouden dat niement en neempt bi naerhede, so sal hi dat tlant vercheinsen den ghonen diet ghecocht heeft tusschen haerre twyer worde x jaer of xx iaer lanc, omme j grote tymet : sone sal niement tlant nemen bi naerhede.

66. *Dit es van verden te ontsegghene, ende van brekene.*

So wat manne die scepene verden ontseide die verbueerde LX lb. ; ende also langhe als scepenen kennen dat die vrede ghedueerde, die binnen twiste, men zoudene bannen c jaer buten myns heeren lande van Vlaenderen van vilainnen faeyte.

67. *Van lieden van buten.*

So wat manne van buten die twist binnen onser poort, ende hi mach

TRADUCTION.

63. *Du droit d'issue des fiefs.*

Celui qui est notre bourgeois et qui possède un fief soit dans la juridiction ou au dehors, s'il vient à abdiquer la bourgeoisie, peut se fixer où il veut, sans devoir acquitter le droit d'issue du chef de son fief, pour ce motif : parce qu'il est obligé d'être au service du seigneur de qui son fief relève.

64. *De la complicité et des complices, et du guet-apens.*

Celui qui assiste de propos délibéré au fait de l'auteur principal d'un meurtre ou homicide, sera convaincu de complicité et puni comme complice.

Et si quelqu'un a porté une blessure et qu'un autre prend sur lui le fait, cela s'appelle guet-apens.

L'amende de la complicité est de six livres.

L'amende pour guet-apens est de soixante livres.

65. *De l'achat de terres au Franc.*

Celui qui vend une terre sise au Franc, s'il veut que l'acheteur reste en possession de la chose et ne soit pas dépouillé par retrait, n'a qu'à accenser le bien, sur une parole donnée, à l'acheteur pour dix ou vingt ans, au prix d'une obole par mesure ; de cette façon personne ne réclamera le bien par retrait.

66. *Du déni et de la rupture de trève.*

Celui qui refuse d'accepter la trève imposée par les échevins encourt l'amende de soixante livres ; et celui qui pendant toute la durée de la trève a excité une querelle, subira le bannissement pour cent ans hors du pays de monseigneur de Flandre, comme coupable de fait criminel.

67. *Des étrangers.*

L'étranger qui a cherché querelle dans notre commune, sera conduit, si

TEXTE.

commen buten cueer onghelet van den heer, ende daer zinen rechtren scoe of doen, ende betoghet ij vrylaten, ende weder in comen ; ende wort hi der na gheuanghen men zalne scadeloos huut doen, up dat man van zinen weghe beghaert.

68. *Van alminge.*

So waer dat kinderen bliuen van den vader of van der moeder ende hem almen wille van insculde ende van huutsculde, si moeten kiesen vooghden ; ende die voochden moeten die alminge doen ouer die kinderen.

Ende ware dat zake dat die vader of die moeder storue buten lande, iof dat si inde poort niet wesen en mochte van sculde, so moesten de kinderen ende hare voogheden alminge doen binden iij^den^ daghen nadien dat die dode begrauen es.

69. *Van kinderen die sitten in ghemeenen goede.*

So wie die sitten in ghemeenen goede met vadere of met moeder, ende di zaken also commen dat die vader ende die moeder steruen, ende bachten hem gheen goet en bliuet, ende die kinderen sceeden van aermoede ; ende daerna so gheuallet dat een kint beclyft ende comt te goede, ende dat kint comt huwelike, ende et heeft kinderen bi sinen wiue, et gheuallet hi steruet. al blyfter een wettelik hoor, die zuster of die broeder die van aermoede sceden ende van den ghemeenen bedde, zullen dat goed deelen, ommc die redene dat si noeyte en versaeden doe vader ende moeder doot waren, noch quite en scouden deen den anderen bi wette iof by maghe, iof bi vrienden.

70. *Van ghedeele.*

Joos Coenesaert cam van liue ter doot, ende hi adde vader ende moeder leuende, ende zuster ende broeder in personen, ende die twee waren buten ghehuwet ghelyc dat Joos was ; ende een van den iij voerseit was niet ghehuwet ; ende gheen hoor en bleef van Joosse voerseit. Doe camen vader

TRADUCTION.

le seigneur le permet, hors de la juridiction ; et là il se déchaussera du pied droit, en présence de deux franchostes, et il sera libre de revenir ; mais s'il est ensuite arrêté, on l'expulsera sans frais, si la partie lésée le requiert.

68. *De la répudiation.*

Lorsqu'il existe des enfants au décès du père ou de la mère, et qu'on veut leur faire accomplir la répudiation des dettes actives et passives, on devra leur nommer des tuteurs ; et ceux-ci feront la répudiation au nom des enfants.

Et si le père ou la mère est décédé hors du pays, ou s'il avait quitté la ville à cause de ses dettes, en ce cas les enfants et leurs tuteurs devront faire la répudiation dans les trois jours après l'inhumation.

69. *Des enfants qui sont dans l'indivision.*

Si les enfants possèdent des biens communs avec leur père ou leur mère, et s'il arrive qu'à la mort du père ou de la mère, il ne reste plus aucun bien et que les enfants doivent se séparer à raison de leur misère ; et si par après un des enfants prospère et acquiert du bien, et vient à se marier, et obtient des enfants de son épouse, et meurt ensuite ; malgré l'existence d'un héritier direct, la sœur ou le frère qui durent se séparer par misère et qui étaient de même souche, seront admis au partage, par le motif qu'ils n'ont rien recueilli à la mort de leurs père et mère et qu'ils ne se sont donné mutuellement aucune décharge par titre ou par témoins de parents et amis.

70. *Du partage.*

Josse Coenesart alla de vie à trépas, laissant son père et sa mère survivants, et un frère et une sœur, qui tous les deux étaient mariés à l'étranger comme Josse l'avait été lui-même ; un autre des trois enfants de la famille était resté célibataire ; et Josse n'avait pas laissé d'héritier direct. Le père

TEXTE.

ende moeder van Joosse voerseit ende wilden dat goet deelen dat achter Joosse bleuen was, omme die redene dat Joos doot bleef sonder hoor, ende dat tgoet comen was van hore thore, ende van auer tauer van patrimonien, ende huut haerlieder goet, ende van hem zeluen commen.

Die kinderen die buten gehuwet waren die zeiden : dat zyt sculdich waren te deelne, omme die redene, dat vader ende moeder hemlieden vutgheset adde ende tgoet ghegheuen bi haren goeden wille, ende dat si waren tnaeste hoor, ende niemene sculdich en waren te deelen dan die kinderen van den ghetrouweden bedde.

71. *Tvonnesse.*

Scepenen dinct recht wesen dat vader ende moeder dat goet deelen, omme die redene, dat si beede leuen ende negheenen buuc van hem beeden broken es.

72. *Van ghiselscepe.*

So wat manne die gheboden word te ghisel te ghane ende niet en dade, hi verbueert LX lb. parisis, ende men moetene ghebieden te rechte te stane van der boete. Comt hi te zinen vonnesse, so ne es hi niet wetteloos; comt hi te sine vonnesse niet, so es hi wetteloos.

73. *Noch van ghiselscepe.*

So wat manne die worde gheboden te ghisel te ghane, ende in gaet, ende ghiselscip zeker in te ghane, ende niet huut te ghane et en dede nood van viere iof van water ; ende als die nood leden ware weder in te ghane, ende niet huut te ghane, et en ware bi den ghonen dies machtich.

Ware dat zake dat een man niet in en ghinghe, ende dat hi buten zinen ghiselscepe hetoghet worde scepene, bi bleue eeuwelike wetteloos; ne maer al waer hi uut zine ghiselscepe tyt ende wile, dach ende stonden, ende scepenen metten heere den ghisel zochten, ende niet in zyn ghiselscip en vonden, up dat men niet huten ghiselscepe en betoghen in presente van hem, ende in zyn ghiselscip came ongherasteert ende onghesien van

TRADUCTION.

et la mère dudit Josse se présentèrent alors et réclamèrent tous les biens de la succession de Josse, parce que Josse était mort sans enfant et que tous les dits biens étaient passés, à titre de patrimoine, d'hoir à hoir et d'aïeul à aïeul, et étaient provenus de leur fortune commune et personnelle.

Les enfants qui étaient mariés à l'étranger répliquaient : qu'ils devaient seuls être admis au partage, parce que leur père et mère avaient fourni leur établissement et donné les biens de leur libre volonté, et qu'ils étaient les plus proches héritiers, et que les enfants d'une même lignée devaient exclure tous autres parents du partage.

71. *La sentence.*

Les échevins estiment pour droit que le père et la mère doivent partager les biens, parce qu'ils sont tous deux survivants et qu'ainsi la ligne directe ascendante n'est pas brisée.

72. *De l'ostagement.*

Celui qui a reçu commandement de se constituer en ôtage et fait défaut, encourt l'amende de soixante livres parisis, et il sera cité à comparaître en justice pour être condamné. S'il comparaît, il ne sera pas mis hors la loi; s'il ne comparaît pas, il sera mis hors la loi.

73. *Encore de l'ostagement.*

Celui qui a reçu commandement de se constituer en ôtage doit y obéir et fournir caution de rester et de ne pas sortir, à moins qu'il ait pénurie de feu ou d'eau ; et de revenir lorsque le besoin est passé et de n'en plus sortir, si ce n'est avec l'assentiment de celui qui a le pouvoir de le relaxer.

S'il arrive qu'un ôtage ne se constitue point et soit vu par les échevins rebelle à la loi de l'ostagement, il sera mis hors la loi à perpétuité ; mais s'il est sorti de l'ostagement pendant des heures et des jours, et que les échevins et l'officier du seigneur l'aient recherché vainement, et qu'on n'ait pu l'emmener en leur présence, et s'il est rentré dans son ostagement à l'insu des échevins, il n'encourra en ce cas aucune peine; mais s'il est vu au

TRADUCTION.

scepenen, dan ne laghen niet an; ne maer worde hi buten ghesien van scepene, ende scepene kenden. hi bleue eeuwelik wetteloos.

74. *Noch van ghiselscepe.*

So wat poorter, die te ghisele leghet, quame eenich poorter, die dach bade van dien twiste daer si of laghen, hi moetene gheuen bin ij daghe; die wederzeide, die bleue ligghende ende die ander zoude huutghaen. Dat es te verstane daer gheen hedrach en es.

75. *Noch van ghiselscepe.*

So wie die te ghisele wort ghenomen, waer of dat es, die claghere moet zijn twist doen bedinghen binden naesten ghedinghe, zonder een, dat die twist gheuallet; dade hys niet, de ander zoude huutghaen, ende die claghere zoude bliuen ligghende tote der tyt dat hyt wilde doen bedinghen. Et ne ware van wonden (1).

Ende so wie word bedraghen van anderen, hi moet hem doen bidden omme bate ende omme dach binnen IX daghen dat hi bedraghen wort; ende die ander moet hem gheuen binden derden daghe dat hine doet bidden. Diet niet en dade ende daert an letten zoude, bliue ligghende, ende die ander zoude huutghaen.

76. *Noch van ghiselscepe.*

So wie die te ghisele word ghenomen, hi moet commen bindersinghele van der maerct, ende zekeren in te ghane als hi heeft ghebot, ende van dane in thuus daer hi kiesen sal te ghane, ende in gheen ander. Dade hijs niet, hi verbueerde IX lb. parisis.

77. *Noch van ghiselscepe.*

Men sal gheene poorter legghen te ghisele van mans aluen van buten,

(1) Le copiste a répété ici la phrase : « Ende dit moet een man doen bedinghen binden naesten ghedinghe, zonder een, dat hi Kercvoere wort; dade hys niet, hi zoude blive ligghende, ende die ander zoude huut (ghaen). » Nous croyons que c'est une inadvertance.

TEXTE.

dehors par les échevins et reconnu par eux comme coupable, il sera mis hors la loi à perpétuité.

74. *Encore de l'ostagement.*

Lorsque deux parties de bourgeois sont constituées en ôtage du chef d'une rixe, et que l'une présente à l'autre un ajournement devant le juge, celle-ci devra l'accepter dans les trois jours ; si elle refuse, elle demeurera en ôtage et l'autre sera relaxée. Bien entendu quand il n'existe pas d'accusation.

75. *Encore de l'ostagement.*

Lorsque quelqu'un est pris en ôtage, de quelque chef que ce soit, le plaignant doit porter la cause au plus prochain jour de plaid qui suivra la querelle; s'il ne le fait pas, l'ôtage sera relaxé et le plaignant restera en ostagement jusqu'au moment que l'affaire sera appelée en justice. Sauf les cas de coups et blessures.

Celui qui est accusé par un autre doit le mettre en demeure de l'ajourner dans la huitaine franche de l'accusation; et ce dernier doit lui en donner l'assurance dans les trois jours de la sommation. S'il néglige de le faire, il restera en ôtage; et la partie adverse sera relaxée.

76. *Encore de l'ostagement.*

Celui qui est désigné pour l'ostagement doit se présenter dans l'enceinte du marché et donner garantie qu'il se constituera au premier commandement; de là il se rendra dans la maison qu'il aura assignée et n'entrera dans aucune autre. S'il contrevient, il paiera l'amende de soixante livres parisis.

77. *Encore de l'ostagement.*

Nul bourgeois ne sera pris en ôtage à la requête d'un étranger, s'il n'est

TRADUCTION.

hine ware zelue stridere of vechtere; het en ware dat scepenen kenden dat pais mochte vallen van hemlieden.

78. *Noch van ghiselscepe.*

So wat poortere die word ghenomen te ghisele, ende hem zeluen absenteert uter poort, ende te ghisele niet commen en wille, men zal legghen eenen zinen maech up zinen cost, ter texatie van scepenen.

79. *Van ouer anderlieden te wette te verandwordene.*

Hughes Quistelake, de ionghe, ende Hughes Parys, die ionghe, die dinghede onderlinge van twiste; ende doe Hughes Quistelake gheboden was te rectestane, doe was ghetoocht da hi huut der poort ende uten lande was. Ende doe Hugh Quistelake voert gheheescht was, doe begheerde een muenk, van Waes, Huughs broeder, ouer Hughes Quistelake te stane. Doe toghede partyen, dat niement ouerstaen en zoude, ende dat Hughe Parys daerin niet concenteeren en wilde, ende dat niement overstaen en mochte het en ware by concente van partyen; ende al daer so begheerden sy es wet an beeden ziden.

Scepenen wysden : dat muenk van Waes wel mochte staen ouer zinen broeder Hughes Quistelake in heessche ende in andworde.

80. *Van eenen te andwordene ende te stane ouer anderen.*

Ele man die poortere es, die waerdich es der boeten daerof dat men eenen beclaecht, die mach wel ouer eenen staen in wette, in andworde zonder claghe, weder dat hi maech es, so en es. Ende niement die ouer ander staet mach niet claghen.

81. *Van cleerken.*

Die heere van den lande die dinghe up eenen clerc van zine hoofde, ende et saten scepenen in den banc die clercke zelue waren; ende aldaer so cam

TRADUCTION.

connu pour querelleur ou batailleur; à moins que les échevins ne le jugeassent utile pour amener la paix.

78. *Encore de l'ostagement.*

Lorsqu'un bourgeois qui est désigné pour l'ostagement, s'absente de la ville et refuse de se constituer, on prendra un de ses parents à sa place et à ses frais, suivant taxe des échevins.

79. *Du fait de répondre en justice pour autrui.*

Hugues Quistelake le jeune et Hugues Parys le jeune procédaient du chef de querelle; et au moment que Hugues Quistelake était cité à comparaître, il fut établi qu'il avait quitté la ville et le pays. Et comme on prenait des conclusions contre Hugues Quistelake, un moine de Waes, qui était le frère de Hugues Quistelake requit de répondre pour ledit Hugues. La partie adverse repoussa cette intervention, par la raison que Hugues Parys ne voulait prêter son consentement et qu'il n'est permis à personne d'intervenir dans une cause pour compte d'autrui sans l'aveu de l'adversaire. Et on requit droit des deux côtés.

Les échevins jugèrent que le moine de Waes était autorisé à répondre pour son frère, Hugues Quistelake, tant en termes de demande que de défense.

80. *Du fait de représenter un autre en justice.*

Tout bourgeois qui a le crédit suffisant pour répondre de l'amende réclamée à la charge d'un autre, peut le représenter en justice, pour le défendre, mais sans produire plainte, qu'il soit son parent ou non. Car personne représentant un autre ne peut produire de plainte.

81. *Des clercs.*

L'officier du seigneur avait intenté une action de grand criminel à un clerc, et au banc échevinal se trouvaient des assesseurs qui étaient clercs; et

TEXTE.

de deken van den kristenede, ende hi hiesch daer zine clerc, ende hi vermaende daer Jan Haens, Jacop van Maelt, als clercke, dat zi up zouden staen ende commen onder hare ordinaris up al dat si van hem hilden ; ende doe stonden si up ende ghinghen onder hare ordinaris. Ende hierbi so hiest quaet clercke scepenen ghemaect.

82. *Van leengoede.*

Men sal gheen leengoet vercheinsen danne van iij jare te iij jaren, tote ix jaer lanc, ende niet langher.

83. *Van wareyde van vreemde lieden.*

Negheen vreemd man ne (sal) der te gheere warede ghaen van twiste, of et en ware dat hi ghehouden ware up den zeluen dach dat men dinghede van den zeluen twiste.

84. *Hoe verre dat j man wet ebben sal die wetteloos es.*

So wat manne die wetteloos es, die mach staen in andworde van allen heessche diemen hem anlegghen wille, hiest ieghen den heere iof partyen in vierscaere omme hem te verweerne, ende niet te winne ; want men vierscaere bannet omme elken mensche recht ende wet te doene die ter vierscaere commen sal, ende wets begheeren sal.

85. *Van verden te ontsegghene.*

Jacop Breeuwe was landman, ende hi adde ghetwist, ende scepene camen omme een wettelike vrede an Jacop voerseit, ende hi ontseidse hemlieden. Dat bedinghede die heere, ende scepene kende dat hi verde ontseit adde, ende scepenen wysdene inde boete van LX lb. parisis.

TRADUCTION.

alors se présenta le doyen de la chrétienté, et il réclama son clerc; et il ordonna à Jean Haens et Jacques van Maelt, tous deux clercs, de s'en aller et de ne reconnaître que la juridiction de leur ordinaire dont ils relevaient; et ils se levèrent et reconnurent la juridiction de leur ordinaire. Voilà pourquoi il est irrégulier de constituer des clercs échevins.

82. *Des fiefs.*

On ne peut accenser des fiefs que de trois en trois ans pour un bail de neuf ans, sans plus.

83. *De la déposition d'étrangers aux enquêtes.*

Aucun étranger ne sera admis à témoigner aux enquêtes, s'il n'a été assigné à faire sa déposition au jour de plaid.

84. *Dans quelles circonstances un homme mis hors la loi peut paraître en justice.*

Un homme mis hors la loi peut se présenter en justice pour répondre à toutes les demandes produites à sa charge, devant la *vierscare,* au nom du seigneur ou d'une partie, et pour s'y défendre; mais non pour en retirer un profit; car la *vierscare* est convoquée pour faire droit et justice à tout homme qui s'y présente et désire justice.

85. *Du refus de trève.*

Jacques Breeuwe était cultivateur et avait une querelle; et les échevins se présentèrent pour lui faire accepter une trève légale, et Jacques la leur refusa. Le seigneur entama la poursuite, et les échevins reconnurent le refus de trève, et ils condamnèrent ledit Jacques à une amende de soixante livres parisis.

TEXTE.

86. *Als men eenen man niet noempt bi ziere name int ghedinghe.*

So wat manne die eenen anderen te wette stellet, ende hem heesch an leit, ende niet en noempt bi ziere name ende bi ziere toename, beede den heesschere ende de verwere, ende men dat toghet in die tale int verweerne, so hiest een dachuaert wel voort.

87. *Hoe men pais maken sal.*

So wat manne die mesdaen es van een anderen man, ende beede zyn ons poorters, comet die heere ende hi dat te wette stellet, ende die claghere niet en claghet, ende dan die verweerne quite blyft, ende men dan hemlieden te ghisele ghebiet, ende een dachuaert daerof ghemaect word, ende die ghone die daer quite blyft onsculde doen wille bi zinen eede die heesscher, ende daert niet namen hien wilt doen omme die redene dat hi niet en claghede; ende mach sine waerhede hebben ghelyc iost moeyte bedinghet en adde ghesyn, ende men moet daer bliuen te sinen maghen waert, iof hi moet hebben ij man, ende die ander j man, ende dat te j goeden bezouke.

88. *Van scepenen int ghebod.*

Een scepene van Oestburch voer int ghebod, ende up dien dach dat men dinghen zoude so ne cam die scepene niet voorhogen, ende die heere leide hem heesch van liue ende van goede, omme die redene dat hi int ghebod voer ende zelue daer niet en cam.

89. *Noch van den zeluen.*

Een scepene van Ardenburch voer int ghebod met sine gheselle, dat was Jan van der Groede ende Oliuier Scoudeman; ende up eenen dinghedach so lude men die scelle ter hallen, ende daerna die clocke; ende die dinghe-clocke verlaten die bailiu cam in scepen camer ende maende scepene bi haren eede neder te ghane omme te dinghene. Ende nader maninge van den bailiu, so ginghen scepene neder ende zitten up haren banc, ende die scout-

TRADUCTION.

86. *De l'omission des noms d'une partie dans l'exploit d'ajournement.*

Celui qui intente une action judiciaire à un autre et, en lui signifiant la demande, omet d'y insérer les noms et prénoms des parties, soit du demandeur ou du défendeur, si la défense oppose ce moyen de nullité, l'exploit d'ajournement devra être renouvelé.

87. *Comment on fait la paix.*

Lorsqu'un homme a été maltraité par un autre, s'ils sont tous deux nos bourgeois, l'officier du seigneur intente la poursuite; le plaignant retirant sa plainte et le défendeur restant absous, le juge pourra ordonner l'ostagement et fixer à cette fin un jour de plaid; là, le défendeur qui est resté absous, veut établir son innocence en déférant le serment à l'adversaire, qui refuse sous prétexte qu'il n'a pas maintenu sa plainte; le premier peut alors obtenir l'enquête, comme si la poursuite n'avait jamais eu lieu, et il ne faut plus requérir ses parents, mais il doit produire deux répondants et l'adversaire un, pour ouvrir une enquête valable.

88. *De l'échevin manquant à l'appel.*

Un échevin d'Oostbourg avait reçu sa notification de siéger; et au jour de plaid fixé, cet échevin manqua à l'appel; l'officier du seigneur requit la contrainte par corps et biens, parce qu'il avait été dûment notifié et faisait défaut.

89. *Du même.*

Un échevin d'Ardenbourg avait reçu notification avec ses collègues, Jean van der Groede et Olivier Scoudeman; et au jour de plaid, on sonna la petite cloche de la halle et ensuite la grande cloche; et après cette sonnerie annonçant l'ouverture du plaid, le bailli vint dans la chambre échevinale et invita les échevins, en vertu de leur serment, à siéger pour rendre justice. Sur cette semonce du bailli, les échevins descendirent et allèrent s'asseoir sur

TEXTE.

hate word vierscaere bannende bi wysdomme van scepene, ende hi hiesch voort eenen twist van buten, ende hi begheerde den landman te achterhaelne bi contumacie, ende scepene wilden horen kennesse van scepene iof hi daer gheboden stont; ende aldaer so maende die scouthate Jan van der Groede wat hi kende an tghebot, ende Jan voerseit kenden gheboden als man van buten te steghere.

Ende doe so ne was Oliuier Scoudeman daer niet, ende die bailiu toghede scepene zyn ghebrec, ende die bailiu leide hem heesch an van liue ende van goede omme die redene dat hi voer int ghebot ende zelue daer niet en cam, ende dat hi ghebree adde an sine ghedinghe; ende maende Jan voerseit wie zyn gheselle was? ende Jan van der Groede helt daer bi sinen eede dat Oliuier Scoudeman was.

Ende scepene worden dernaer ghemaent van den rechte.

Scepene wilden ghaen der bouen bespreken van desen zaken, als si neder camen zy zouden recht of wisen.

Ende scepenen bouen wesende daer so cam Oliuier Scoudeman ende maeck paeis ieghen den bailiu omme xiij lb. parisis.

90. *Van bastaerden.*

So wanneer dat een bastaert es ghehuwet, ende hi heeft wettelike hoor, dat hoor en sal niet bastaert moghen wesen, en et sal moghen deelen van sinen (vader) of van ziere moeder ghelyc eenen ghetrouwede kinde.

91. *Noch van bastaerde.*

Een bastaert en sal niet voorder moghen deelen in sine maechsibbe dan van ziere moeder dood (ende niet anders), ende niet van den vader. Aldus houd ment te Brugghe.

92. *Noch van bastaerde.*

Een poorter van Ardenburch die hebbe een kint bi eenen wiue van buten in keefsdomme; weder sal dat bastaerde kint den vader volghen

TRADUCTION.

leurs bancs. L'écoutète déclara la *vierscare* constituée par délibération des échevins, et il formula des conclusions contre le défaillant et requit que ce cultivateur fut condamné par contumace. Les échevins voulurent connaître par leurs collègues si le prévenu avait été notifié. Alors l'écoutète interpella Jean van der Groede, le sommant de dire ce qu'il savait de la notification. Et ledit Jean reconnut qu'il avait été notifié au perron, comme résidant hors ville.

Olivier Scoudeman n'était pas présent; et le bailli, après avoir constaté le défaut, requit des échevins la contrainte par corps et biens, parce qu'il avait été dûment notifié et faisait défaut, et qu'ainsi il manquait aux devoirs de sa charge; puis, il interpella Jean prénommé : quel était son compagnon? et Jean van der Groede affirma sous serment que c'était Olivier Scoudeman.

Là dessus les échevins furent conjurés de faire droit.

Les échevins se retirèrent à l'étage pour en délibérer; et pour descendre ensuite et prononcer leur sentence.

Et les échevins étant dans leur chambre de conseil, survint Olivier Scoudeman qui composa avec le bailli au prix de treize livres parisis.

90. *Des bâtards.*

Lorsqu'un bâtard est marié et qu'il a un enfant légitime, cet enfant ne sera point un bâtard et il sera admis au partage de la succession de ses père et mère à l'égal d'un enfant légitime.

91. *Encore des bâtards.*

Un bâtard ne sera admis au partage des biens des parents que dans la lignée de sa mère (sans plus), et non dans celle de son père. Telle est la loi suivie à Bruges.

92. *Encore des bâtards.*

Un bourgeois d'Ardenbourg avait un enfant d'une femme mariée étrangère; cet enfant naturel suivra-t-il la civilité de son père et sera-t-il bour-

TEXTE.

(ende) poorter zyn, so saelt der moeder volghen ende vrylaet zyn?

T vonnesse.

Scepene van Brugghe dunct recht : dat die bastaert vryede hebbe van poorterscepe ende volghen den vader, mids dat van hem el niet commen mach.

93. *Van goede van ghedeele ende vercocht.*

Een landman dede huwen met zinen wiue een haerre dochter binnen onser poort an onser poortere, ende et geuiel dat ons poortere mesghinc van goede doe hi de dochter ghenome adde, ende hy ende zyn wyf vercochte een derdendeel van vj ghemete ende L roeden lants dat besittende was haer moeder, zyn zwegher, twelke hemlieden besterue zoude van haerre moeder dood. Ende et gheuiel dat onser poortere ende zyn wyf beede storue, ende bachte hemlieden so bleuen kinder, ende daernaer so staerf die ouden moeder van den kinder, ende die voochden van den kinder begheerden te hebbene tlant voerseit ter kinder bouf. Ende die dat tlant ghecocht adde die toghede sinen saertere van den cope, ende hi vermat hem up zinen saertere die welke was ghesegelt met vrylaten. Daerof so waren scepen ghemaent van den rechte, ende die saertere was ghelesen.

T Vonnesse.

Scepen dinct recht wesen dat die weesen behouden hare aerue die hem toecam van haerre houdermoeder dood, omme dat die houdermoeder langher leuede dan der kinder moeder.

94. *Van lande bi naerhede te nemene.*

Een vrouwe die vercheynsde eenen man ij ymete lants, ende up den zeluen dach so cochte hi dat zelue land ieghen der voorseide vrouwe, ende ouer ij jaer daer naer so ontfinc hi ghifte vanden vorseide lande, ende binden XL daghe so cam der vrouwen sone, ende hi begheerde dat tlant te

geois, ou bien doit-il suivre la civilité de sa mère et sera-t-il franchoste?

La sentence.

Les échevins de Bruges estiment pour droit que cet enfant naturel a la bourgeoisie et suit la civilité de son père, puisqu'elle ne saurait lui venir d'autre part.

93. *De la vente d'une part successorale.*

Un cultivateur, d'accord avec sa femme, donna sa fille en mariage à un bourgeois de notre ville; et il arriva que notre bourgeois, ainsi marié, perdit tous ses biens; alors il vendit, avec le concours de sa femme, une tierce part de six mesures et cinquante verges, qui était la propriété de leur mère et belle-mère et qui devait leur revenir par succession à son décès. Et il arriva que notre bourgeois et sa femme moururent tous deux, laissant des enfants; et peu après mourut la grand'mère de ces enfants; et les tuteurs desdits enfants réclamèrent, au profit de ceux-ci, la terre précitée. Mais celui qui avait acheté cette terre, produisit la charte de la vente et il se défendit au moyen de cette charte qui avait été scellée au Franc. Les échevins furent semoncés pour faire droit, après que lecture fut donnée de la charte.

La sentence.

Les échevins estiment pour droit que les mineurs garderont la propriété qui leur est échue par la mort de leur grand'mère, parce que la grand'mère a survécu à la mère des enfants.

94. *Du retrait de terres.*

Une femme accensa deux mesures de terre à un homme, et le même jour il acheta cette terre à ladite femme, et plus de deux ans après, il reçut l'acte de passation; mais dans les quarante jours suivants, survint le fils de cette femme, qui prétendit reprendre cette terre par retrait; et l'homme s'y

TEXTE.

hebbene bi naerhede; ende die man wederzeit hem omme die redene dat hi upuaert ende ofvaert, ende tlant ghenoodt ende gheploodt (adde), ende dat hi te brieue stonde van den lande voorseit.

95. *Van lijfrente.*

Jan Bollin filius Wouter cochte Hughe Colfs dochter een alf pont grote te haren liue up der stede van Ardenburch; ende Hughe Colfs dochter deelde in tgoet van Jan Bolline, haren oem voorseit, als aeldine ende deelnemere van den zeluen goede voorseit. Ende die ander aeldinghers begheerden dat Hughe Colfs dochter voerseit in bringhen zoude dat alf pont grote, iof der mede buten bliuen. Weder sal daer buten bliuen, so en zal?

Antworde :

Hughe Colfs dochter sal dat alf pont grote in bringhen, of der mede buten bliuen.

96. *Een man wettelic te achterhaelne bi contumacie.*

So wie gheboden wort te rechte te stane in kennesse van scepene, ende men hem tlande daghe voord heescht bi den scouthate in ghebannen vierscare, ende hem heesch an gheleit wort van penninc boete van LX lb., iof van meer, al penninc boete wesende, hiest biden heere of bi partyen, ende niet en comt voor hoghen in heessche ende in andworde, hi word gheachterhaelt bi contumacie van allen heessche die hem die heere ende partyen angheleit hebben te wette.

97. *Noch van contumacie van liue of lede.*

Voort so wie gheboden wort te recte te stane wettelic, ende hem heesch angheleit wort van liue oft van lede, die en sal niet gheachterhaelt werden bi contumacie, al es hi poortere, ende niet en comt in heessche ende in andworde, nemaer hi sal hebben zyn waerhede ghelyc of hi stonde in pre-

TRADUCTION.

opposa, par la raison qu'il avait cultivé et exploité, ensemencé et récolté cette terre, et qu'elle se trouvait, par titre, inscrite en son nom.

95. *De la rente viagère.*

Jean Bollin fils de Wautier acheta sur la tête de la fille de Hugues Colf une rente viagère d'une demi livre de gros à charge de la ville d'Ardenbourch ; et la fille de Hugues Colf vint au partage des biens de Jean Bollin, son oncle, à titre d'héritière et participante à sa succession. Mais les autres héritiers prétendirent que la fille de Hugues Colf devait faire rapport de cette rente d'une demie livre de gros, ou bien s'abstenir du partage. Sera-t-elle tenue de s'abstenir ou non?

Réponse.

La fille de Hugues Colf doit faire rapport de la rente d'une demie livre de gros, ou s'abstenir.

96. *De la condamnation civile par contumace.*

Lorsqu'un homme est cité à comparaître au tribunal des échevins et qu'après les délais expirés, il est assigné par l'ecoutète en pleine *vierscare*, et qu'une demande à été formée contre lui d'une amende pécuniaire de soixante livres ou davantage, soit au nom du seigneur ou de la partie; s'il ne comparaît en personne pour assister à la demande et y répondre, il sera condamné par contumace sur tous les points qui lui ont été réclamés par le seigneur et la partie.

97. *De la contumace en fait de poursuite pénale.*

Celui qui a été cité à comparaître en justice, pour répondre à une demande de corps ou de membre ne sera point condamné par contumace, s'il est bourgeois, et s'il ne s'est présenté pour répondre à la demande ; mais on lui adjugera l'enquête comme s'il était présent; et si la partie ou le seigneur

TEXTE.

sente, ende wildene partyen of den heere achterhalen bi contumacie, so sal commen een ma(e)ch ten darden of naerre, heessche raet ende taelman ten zeluen sticke te sprekene, toghen ende zegghen dat zyn ma(e)ch heesch an gheleit es van liue of lede, ende so wie men heesch an leit van liue of lede dat hi sculdich es te hebbene zine waerhede ghelyc of hi stonde in presente.

Voort so wat manne die gheen poortere en es, ende gheboden wort te recte stane, dien zalmen ghebieden ten steeghere; ende die zal hebben zyn waerhede ghelyc of hi stonde in presente, hiest van liue of lede, of van penninck boete, up dat hi niet voorhoghen en comt. Ende comt hi voorhoghen, die heere macher and an slaen ; ende esser een claghere, die claghere maech wel doen. Maer es die vreemde man onsculdich, men zalne scadeloes ute doen, hiest biden heere of anders.

98. *Hoe een man hem zeluen ontpoortert met vj pointe.*

Voort so wie berucht werd metter waerhede van vrouwe te vercrachtene, iof te ontvoerne, iof van moordene, iof van bugghemie, iof van moordbrande, iof van reeroue, die en sal gheen poorterscip moghen helpen; ende men zalse vanghen ghelyc vreemde liede, ende die burghmeester en zalre niet ouerspreken.

99. *Van alle faeyte die de burghmeester te wette stellen wille.*

Die faeyte die de burghmeester te wette stellen wille, so moet hi doen zyn claghe, binden derden daghe voor scepen, iof hi verliest zine claghe, zonder van den faeyten, die hier voeren gheseit zyn daer een man hem mede ontpoorterd, die mach men doen binden jare ende binden dagh bi partyen of bi den burghmeester. Ende al claghen alle partyen voren, die burghmeester die sal den zelve heesch an legghen.

100. *So wanneer een faeit gheuallet binder cueer.*

Voort soo wanneer een faeit gheuallet binder cueer, ende inden faeyte iof in den mesgriue yemene dood bleue, iof so ghewont dat hi der omme

TRADUCTION.

requiert sa condamnation par défaut, un parent au troisième ou plus proche degré pourra le représenter, demander conseil et avant-parlier pour cette cause, et démontrer et prétendre que son parent se trouve sous le coup d'une poursuite de corps ou de membre, et que celui que l'on poursuit de corps ou de membre a le droit d'obtenir l'enquête comme s'il était présent.

De plus, si le défaillant qui a été cité à comparaître en justice, n'est pas un bourgeois, on publiera l'exploit d'assignation au perron ; et l'enquête lui sera réservée comme s'il était présent, qu'il s'agisse d'action pénale ou d'amende pécuniaire, à condition qu'il ne comparaisse pas. Mais s'il comparaît, l'officier du seigneur peut lui décerner un mandat d'arrêt; et s'il y a un plaignant, celui-ci peut requérir son arrestation. Si cet étranger est reconnu innocent, il sera relaxé indemne, soit par le seigneur ou la partie.

98. *Comment on perd la bourgeoisie de six manières.*

De plus, celui qui, après information, est convaincu de viol, de séduction, de meurtre, de bougrerie, d'incendie ou de recel dans les mortuaires, ne pourra plus se réclamer de la bourgeoisie; il sera traité et arrêté comme un étranger et le bourgmestre ne le couvrira plus de sa protection.

99. *De la poursuite de toutes contraventions par le bourgmestre.*

Pour toutes les contraventions que le bourgmestre voudra poursuivre en justice, il devra déposer sa plainte entre les mains des échevins dans les trois jours de la constatation, sinon il perd son droit ; sauf pour les délits énumérés ci-dessus qui emportent la perte de la bourgeoisie ; on pourra les poursuivre pendant un an et jour, soit par requête de la partie ou du bourgmestre. Et l'action de la partie lésée, n'empêche pas celle du bourgmestre qui devra suivre.

100. *Lorsqu'un délit est commis dans le ressort de la* CUERE.

Lorsqu'un délit à été commis sur le territoire de la *cuere,* délit ou crime qui a causé mort d'homme ou une blessure si grave qu'elle a occasionné la

TEXTE.

sterue binder cueer; ende die dode gheene vrienden heuet, iof die vriende so cranc dat si de dood niet achtervolghede, iof zine vrienden so verre gheseten dat si niet te tijt en camen omme claghe te doen binden derden dagh, so es de burghmeester van den coerse sculdich claghere te wesene te zine claghe te doen binden derden daghe, ende die claghe wettelike te achtervolghene binden derde dinghedaghe na dat faeit gheuallen es; iof dueert zyn termyn niet so langhe, so es hi sculdich sine claghe ouer te gheuene inden staete sine nacomere. Doed die burghmeester niet, men zalne bannen van aerchghede.

Hier begont tander ghetal.

1. *Voort zo ne zal die burghmeester negheen dinc stellen te wette.*

Voort so ne sal die burghmeester ne gheen dinc stellen te wette, hi en sal weten te voren dat die waerhede bi hem bliuen sal; doet hyt, ende zine zake verliest, men sal daer mede boideeren; ende doet de stede es te mindere. Want men seit te voren dat quaet steken is ieghen den gaert.

2. *Voort als een twist gheuallet van tween personen.*

Voort als een twist gheualt van tween personen up j anderen; ende die eenen word gheboden te rechte stane, ende dander niet, ende dat al een twist es, ende in een hute; die heere noch die claghere die en moghen nemmermeer van den twiste up den anderen ende niet den eersten gheboden en es, reopen noch verhalen.

3. *So welcken tiden die heere, of eenigh clagher, of beede claghen.*

Item, so welken tiden die heere, of eenich claghere, iof beede claghen ende in verscaere heesschen van sculde, iof van penninceboete, iof van liue, iof van lede, ende scepene ghemaent worden van den twiste, iof van de scult; ende als scepene neder camen, die heere up die claghers niet en dede manen, iof voord heesschen, ende dat ghedinghe lieten staen zonder concent

TRADUCTION.

mort sur ledit territoire ; si la victime n'a pas de parents, ou si elle n'a que des parents n'ayant point les ressources pour intenter des poursuites ou tellement éloignés qu'ils ne puissent arriver à temps pour déposer leur plainte dans les trois jours ; le bourgmestre de la commune est tenu dans ces cas, de déposer sa plainte dans les trois jours et de commencer la poursuite en justice dans le délai du troisième jour de plaid qui suivra la perpétration du délit ; et si le terme de ses fonctions expire avant ce délai, il doit remettre à son successeur la poursuite en l'état qu'elle se trouve. Si le bourgmestre le néglige, il sera banni du chef de forfaiture.

Ici commence la seconde série.

1. *A quelle condition le bourgmestre peut entamer une action.*

Le bourgmestre ne peut entamer aucune action en justice, s'il n'est certain que le résultat de l'instruction lui sera favorable ; s'il l'aventure et perd son procès, il en supportera tous les dépens ; et s'il agit au nom de la ville, elle restera indemne, car on sait qu'il est dangereux de se regimber contre l'aiguillon.

2. *De la querelle qui est excitée par deux personnes.*

Lorsqu'une querelle est excitée par deux personnes contre une troisième, et que l'une des deux est citée en justice, sans l'autre, si c'est une seule querelle et une seule action, le seigneur ni le plaignant ne pourront plus, du chef de cette querelle et après l'assignatiou donnée au premier, exercer de poursuite ou de recours contre le second.

3. *De l'action du seigneur ou du plaignant ou des deux.*

Item, dans tous les cas où le seigneur, ou un plaignant, ou bien les deux concurremment ont intenté une action et entamé une poursuite devant la *vierscare,* aux fins d'amende pécuniaire ou d'une peine corporelle ; lorsque les échevins étant saisis de l'action pénale ou civile, ont pris place sur leurs siéges, et que l'officier du seigneur ne fait pas de conjure sur la plainte ou

TEXTE.

van partien, ende partien voor hoghen came, ende der toe sprake dat hem heesch an gheleit ware, ende begheeren dat men hem wet doe, iof men hem emmermeer derof hesschen wille, men hiest sculdich te doene, of quite te seeldene, ende nemmermeer van heessche up partyen te recupererne.

4. *Voort so wie anderen doet ghebieden te rechte te stane.*

Voort so wie anderen doet ghebieden te rechte te stane, ende dat bi kennesse van scepene, ende hi tsanderdagh niet en comt voor hoghen, die heesschere, die ghebodene, zal toghen ende zegghen : dat hi gheboden daer staet, ieghen den heesschere staet, ende begheert dat hi hem heesch an leit of hi hem emmermeer heesschen wille an legghen, up dat hi emmermeer van verledene terminen up hem recupereren wille ; bi also dat scepene kennen dat hi den anderen dede ghebieben.

5. *Voort als een bailiu eenen man updoet.*

Voort als een bailiu een man updoet omme te vanghene bin ziere baelgie, ende hi ontliepe buten ziere baelgie, ende die bailiu achter volghede al Vlaenderen dueere zonder rusten, ende hine daerna vanghet al waert te Brugghe, te Ghent, hi salne wel moghen bringhen ter stede daer hine eerst updede, zonder eenich vryehede te verminderne.

6. *Voort sone mach gheen man bailiu zyn.*

Voort so ne mach gheen man bailiu zyn (t) Ardenburch die binder poort gheboren was, iof daer binnen ghehuwet, naer preuelegen van der poert; ende waert dat eneghe zake met hem worden bedinghet, dat ware niet wettelic.

7. *Van ouer ander te stane.*

Item, so mach de man, die poortere es, weder dat hi maech es van een

TRADUCTION.

ne formule pas de conclusions et abandonne la cause sans l'aveu de la partie; et si le défendeur se présente à la barre et requiert que la conjure soit faite et demande que le droit lui soit adjugé, et qu'aucune poursuite de ce chef ne puisse plus être intentée, on devra le satisfaire, le déclarer absous et à l'abri de tout recours de la part de la partie.

4. *Celui qui assigne un autre en justice.*

Celui qui assigne un autre à comparaître en justice, à la connaissance des échevins, et ne se présente pas à la barre le lendemain, l'assigné pourra alors répondre et conclure qu'il a obéi à l'assignation, et qu'à son tour il requiert contre le demandeur que l'action soit poursuivie, ou sinon qu'elle soit abandonnée à jamais, et qu'aucun recours puisse jamais être exercé contre lui des termes échus; que les échevins veuillent en connaître et faire citer son adversaire.

5. *Lorsqu'un bailli lance un mandat d'arrêt.*

Lorsqu'un bailli lance un mandat d'arrêt aux fins d'appréhender dans le bailliage, si le prévenu sort du bailliage, le bailli pourra le pourchasser sans trève par toute la Flandre et le saisir soit même à Bruges ou à Gand, et l'emmener au siége indiqué dans son mandat d'arrêt, sans enfreindre le moindre privilége.

6. *Personne ne peut être bailli.*

De plus, personne ne peut être bailli à Ardenbourg, qui est né dans la ville, ou s'y est marié, conformément aux priviléges de la commune; et les affaires qu'il aurait traitées seraient entâchées d'illégalité.

7. *Du mandat* ad lites.

Item, tout homme qui jouit de la bourgeoisie, fut-il même parent du

TRADUCTION.

ander, so en es die der boete waerdich es, staen an wette ouer een anderen, van peninchoete, ende niet van liue of van lede.

Ende die ouer anderen staet in wette die en mach niet claghen, ende hi moet commen int voren ghedinghe, iof int achter ghedinghe er menne van der zake slop rumpd; maer als tslop iij waeruen open ghedaen bi den scout, so comt hi te spade, iof hi en came zelue procureur op persoon.

8. *Van vanghers.*

Item, so ne mach ne gheen vanghere zyn in Ardenburch hi en heeft eed ghedaen mijn heere van Vlaenderen ende der poort van Ardenburch; ende die moeten draghen een openbaer teeken in zine hand of an zine zide, et en ware die burghmeester met ij scepenen iof die scouthate met ij scepenen.

Ende al maecte die bailiu yemene machtich als hi uter poort vaert, dat es omme briue te ontfanghene, iof omme moerdenaers te vanghene; vanct hi anders yement, dies en es hi niet machtich; want hi ne gheen eed ghedaen heeft noch teeken en draecht, ende die commissie van den bailiu niet en vermach.

9. *Van eenen knecht die een paerd reet in de paerdemaerct.*

Een knecht reed een paerd omme ghelt in die paerdemaerct met sporen, ende dat paert ontweldighen den knecht hem up tpaerd sittende, ende et liep eenen man ouer den als, ende ter neder ouer dood bleef hi ligghende; ende die bailiu vanc den knecht ende tpaert, ende partyen die den man an ghinghen beueelne in den steen den knecht ende tpaerd. Ouer een tijt die man bequam van den valle ende hi en adde gheen wonde; daer naer so verstont die bailiu wien dat paert toe behorende, ende hi vinc den man, ende begheerde dat hi dat peert lyede of loghende, ende hi en wilde niet lyen noch loochenen; tpaerd bleef daer. Daer naer so camen die van den Vryen ouer haren vrylaet ende aelden tpaert; doe bleef die knecht daer alleene.

TEXTE.

moment qu'il peut répondre de l'amende, peut représenter une personne en justice civile ou celle se résolvant en amende pécuniaire, mais non en justice criminelle entraînant une peine corporelle.

Celui qui représente un autre en justice ne peut se porter partie plaignante et il devra comparaître dans l'instruction préparatoire ou définitive, avant que l'entrée de l'enceinte soit fermée sur l'affaire; car après que cette entrée aura été ouverte trois fois par l'écoutète, il paraîtrait trop tard, à moins qu'il fut muni d'une procuration personnelle.

8. *Des recors.*

Item, nul ne peut être recors à Ardenbourg s'il n'a prêté serment à Monseigneur de Flandre et à la commune d'Ardenbourg; le recors doit porter à la main ou sur la poitrine une marque extérieure, pour accomplir un mandat de justice, sauf le bourgmestre assisté de deux échevins ou l'écoutète assisté de deux échevins.

Si le bailli, lorsqu'il doit s'absenter de la commune, a délégué quelqu'un pour remplir ses fonctions, c'est-à-dire pour recevoir les requêtes et arrêter les assassins, celui-ci n'est pas compétent pour arrêter d'autres personnes, puisqu'il n'a pas prêté le serment et ne porte pas de marque et que la commission du bailli ne peut s'étendre jusque là.

9. *D'un domestique qui montait un cheval à la foire.*

Un domestique gagé montait un cheval à la foire, et le cheval maîtrisa le domestique qui le montait, et renversa et piétina un homme, qui resta pour mort; le bailli arrêta le cheval et le domestique, et les parties intéressées à la mort de cet homme recommandèrent en prison et le domestique et le cheval. Mais peu après ce même guérit de sa chute et se rétablit de ses blessures; et ensuite le bailli vint à découvrir le propriétaire du cheval, il le fit arrêter et lui demanda de reconnaître son cheval ou de le dénier; et il ne voulut ni le reconnaître ni le dénier; et le cheval resta saisi. Puis les magistrats du Franc réclamèrent au nom de leur franchoste et reconduisirent le cheval; le domestique resta donc seul en prison.

TRADUCTION.

Up den naesten dinghedach so was die knecht te wette ghestelt die man die omme ghereden was, ende vraghede : of hi claghen wilde? hi zeyde neenne.

Ende die heere beclaghede den knecht van LX lb. omme dat hine ouerreden adde ende hi ghelt adde van den paerde te ridene. Ende die knecht toghede ende zeide : dat hi gheene boete sculdich en ware derof, bi redene hi toghede ende zeide : dat die man niet en claghede, ende dat tusschen hemlieden gheen nyd en was, ende dat een kenlic ramp was, ende in eene vrymaerct, ende dat men gheene boete verbueeren en mach ieghen den heere van twiste, et en ware dat die twist gheuiele in euelen wille, ende dat hem die bailiu altoos in zinen heesch vermat dat hyt in euelen wille ghedaen adde. Tale ende wedertale.

10. *Tvonnesse.*

Scepene dinct recht dat die knecht, die 't paerd reet, up heffe zyn hand ende zweere ten Helighen ioft hijt als willens dede, iof en dede. Dat ghedaen wy zulre recht of wisen. Heeft hijt al willens ghedaen in euelen wille, so es die boete xj^{s} lb., wonden LX lb. Ende dede hijt zijns ondanc, so hiest een ramp. Maect paeis van al so hiest best. (Men mach paeys niet verbeteren).

11. *Als een nieuwe bailiu comt in die stede so sal hi zweeren aldus.*

Een bailiu die nieuwe comt in die poort, die sal moeten zweeren : Myns heeren van Vlaenderen bailiu te wesene binnen den scependomme van Ardenburch, ende binne den cueer gherechte, ende bin al datter toebehoort. Die Helighe Kerke te houdene in rechte ende in wette. Weduwen ende weesen te houdene in rechte ende in wette, ende zinen arem van besceermenesse ouer hem beeden te slane, ende te wette ouer hem te sprekene. Myns heere van Vlaenderen recht singerie heerlicheit te houdene ende te hulpen houdende, ende bi hem nieuwer te verminderne. De stede te houdene ende te hulpen houdene in paeyse ende in ruste, ende in rechte, ende in wette ; ende cueeren, priuelegen, ordonnancien, costumen, vryeden ende usaeggen die te houdene, ende daer ieghen niet te settene, ende niet te

TEXTE.

Le jour de plaid suivant, ce domestique fut traduit en justice avec celui qu'il avait renversé; on demanda à celui-ci s'il voulait former sa plainte? et il répondit non.

L'officier du seigneur requit que le domestique fut condamné à l'amende de soixante livres, parce qu'il avait renversé un homme et qu'il était aux gages du maître du cheval. Le domestique s'excusa en disant : qu'il ne pouvait subir de condamnation pour ce fait, puisque le prétendu lésé ne formulait pas de plainte et qu'il n'existait aucun grief entre eux; qu'il s'agit d'un cas fortuit, assez commun dans les foires; d'ailleurs, il n'y a pas lieu d'appliquer la peine d'amende au profit du seigneur que dans les querelles qui se produisent volontairement, et que le bailli ne pouvait élever la prétention que le fait reproché avait été commis volontairement. Demande et réplique.

10. *La sentence.*

Les échevins estiment pour droit que le domestique qui montait le cheval, lève la main et jure sur les saints Livres qu'il avait agi volontairement ou non. Cela fait, nous déciderons du droit. S'il a agi volontairement, il paiera l'amende de 11 $^1/_2$ livres, et pour les blessures 60 livres. Et s'il l'a fait sans sa faute, c'est un accident. Concluez la paix, puisque tel est le meilleur parti. (On ne peut rien faire de mieux que la paix.)

11. *La formule du serment à prêter par le bailli lors de sa nomination.*

Le bailli lors de son entrée dans la commune prêtera serment en ces termes : Je jure d'être fidèle bailli de monseigneur de Flandre dans l'échevinage d'Ardenbourg et dans le ressort de la *cuere* et toutes ses dépendances. De maintenir la sainte Église en droit et en justice. De défendre les veuves et les orphelins en droit et en justice. de les couvrir de l'égide de ma protection et de plaider leur bon droit en justice. De respecter et de faire respecter la droite seigneurie et souveraineté de monseigneur de Flandre et de ne la diminuer en rien. De maintenir et de faire maintenir l'ordre et la paix, le droit et la justice dans la commune; d'observer ses *cueres,* priviléges, ordonnances, coutumes, usages et libertés; de ne jamais les enfreindre, ni violer. D'interdire l'entrée du pays aux bannis et fugitifs condamnés au nom du

TEXTE.

verminderne. Myns heeren ballinge fugitiue uter lande te houdene ende die quade te correngierne, elken mensche recht ende wet te doene, also wel den aermen als den riken. Ende dat en zuldi laten omme hueere, omme miede, omme vrienscepe, omme maechsibbe, no omme viandsscepe, noch omme gheene dinc die gheuallen mach en zuldi laten. Ghi en zult al doen dat een goedt bailiu sculdich es te doene na huwe macht ende wetenede. Also moete hy God hulpen ende alle Gods Helighen ende bi jouw man warede.

12. *Als nieuwe scepene zweeren.*

Myns heeren van Vlaenderen scepene te wesene binnen den scependomme van Ardenburch. Die Helighe Kerke te houdene in rechte ende in wette. Weduwen ende wesen te houdene in rechte ende in wette. Myns heeren van Vlaenderen recht singerie heerlicheit te houdene ende te hulpe houdene. De stede te houdene in paeys ende in ruste, ende in rechte. ende in wette. Ende alle goede cueeren, priuelegien, vryeden, ordinanchien, costumen ende usaeggen te houdene ende helpen houdene, ende die nieuwer te laten te verminderne. Myns heeren ballinge fugitiue huten lande te houdene ende te helpen houdene, ende die quade te correngierne. Ende so welken tiden dat ghi ghemaent zult zyn van huwen wetteliken maenre, recht vonnesse te wisene. Ende recht ende wet te doene elken mensche die te huwaert commen sal also wel den aerme als den riken. Ende dat en zuldi laten omme hueere, omme miede, omme vrienscepe, omme maechsibbe, omme viandscepe, noch omme gheene zaken die ghevallen mach en zuldi laten. Ghi en zult al doen dat goede scepene zyn sculdich te doene. Also moete jou God helpen ende alle Gods Heligen ende bi jouw man warede.

God gheeft hem allen wel te houdene in Gods namen. Amen.

TRADUCTION.

seigneur ; de corriger les méchants ; d'assurer droit et justice à tout homme, aussi bien au pauvre qu'au riche. De ne manquer à aucun de ces devoirs par corruption, par présents, par amitié, par parenté, ni par haine ; et de n'y forfaire pour aucune cause que ce puisse être. Enfin de faire tout ce qu'un loyal bailli est obligé de faire, dans la mesure de ses forces et de ses moyens. Ainsi Dieu me soit en aide et tous ses Saints, sur ma foi d'honnête homme.

12. *Serment à prêter par les nouveaux échevins.*

D'être échevin de monseigneur de Flandre dans l'échevinage d'Ardenbourg. De maintenir la sainte Église en droit et en justice. De maintenir les veuves et orphelins en droit et justice. De respecter et faire respecter la droite seigneurie et souveraineté de monseigneur de Flandre. De maintenir et faire maintenir l'ordre et la paix, le droit et la justice dans la commune ; et d'observer et faire observer toutes ses bonnes *cueres,* priviléges, franchises, ordonnances, coutumes et usages, et de ne les laisser violer en rien. D'interdire l'entrée du pays aux bannis et fugitifs condamnés au nom du seigneur et de corriger les méchants. Toutes les fois que le bailli en aura fait la semonce, de rendre bonne justice. D'assurer droit et justice à tout homme qui le demandera, aussi bien au pauvre qu'au riche. De ne manquer à aucun de ces devoirs, par corruption, par présents, par amitié, par parenté, par haine ; et de n'y forfaire pour quelque cause que ce soit. Enfin de faire tout ce qu'un loyal échevin est obligé de faire. Ainsi Dieu me soit en aide et tous ses Saints, sur ma foi d'honnête homme.

Dieu dans sa miséricorde lui donne la grâce d'accomplir tout cela. Ainsi soit-il.

TEXTE.

Dit es die duerghaende warede.

---

1. So wie die wort bedraghen van valscher wareden verbuert L lb. ende men salne setten drie daghen in die ladere of in den stoc. Ende dan sal men hem gheven een teeken in zyn lier ende men sal ne bannen vj jaer uter casselrie van Brugghe up zine hoghen.

2. So wie die wort bedraghen van valschen terninghen verbuert XL sch. ende men salne bannen ij jaer uter casselrie van Brugghe up zine hoghen.

3. So wie die word bedraghen van tassemente verbuert vj lb. ende men salne bannen ij jaer uter casselrie van Brugghe up zine hoghen.

4. So wie die wort bedraghen van onredeliker wanderinghe verbuert x lb. ende men salne bannen een jaer uter casselrie van Brugghe up die hoghen.

5. So wie die wort bedraghen dat hi wulle heeft ghecocht jeghen camstrighen die zoe heeft ghenomen te cammene jof jeghen heenighe poorters mesnieden, het ne ware up die vrie maeret, verbuert xx sch. ende men salne bannen uter casselrie van Brugghe een jaer up die horen.

6. So wie die wort bedraghen dat hi meer neemt danne ij deniers van den ponde die weke te woekere, verbuert xx lb.

7. So wie die wort bedraghen van diefteliken goede tontoudene verbuert iij lb. ende men salne bannen ij jaer buten der casselrie van Brugghe, den man up die galghe ende twyf up den pit.

8. So wie die wort bedraghen van dieften, daer of es men sculdich up den heersten zondach keereghebot te doene ten beeden kerken dat die persoen diere bedraghen es binnen den darden daghe zeker moet doen met bornchtuchten voor twee scepenen of meer, up v lb. goed knape te blivene; dade hijs niet, hi ware ghebannen een jaer buter casselrie van Brugghe up

TRADUCTION.

Des vérités générales.

---

1. Celui qui est convaincu de faux témoignage encourt une amende de 50 livres et sera mis trois jours à l'échelle ou en prison. Après quoi il sera marqué à la joue et banni pour six ans de la châtellenie de Bruges sous peine de la perte de ses yeux.

2. Celui qui est convaincu d'avoir employé de faux dés, encourt une amende de 40 escalins et sera banni pour deux ans de la châtellenie de Bruges sous peine de la perte de ses yeux.

3. Celui qui est convaincu de tenserie, encourt une amende de 6 livres et il sera banni pour deux ans de la châtellenie de Bruges sous peine de la perte de ses yeux.

4. Celui qui est convaincu de fornication, encourt une amende de 10 livres et il sera banni pour un an de la châtellenie de Bruges sous peine de la perte de ses yeux.

5. Celui qui est convaincu d'avoir acheté de la laine à des cardeurs qui en avaient entrepris le cardage ou à quelque serviteur de bourgeois, en dehors du franc marché, encourt une amende de 20 escalins, et il sera banni pour un an de la châtellenie de Bruges sous peine de la perte de ses oreilles.

6. Celui qui est convaincu d'avoir prélevé plus de deux deniers par livre pour intérêts par semaine, encourt une amende de 20 livres.

7. Celui qui est convaincu d'avoir récelé des objets volés, encourt une amende de 3 livres, et il sera banni pour deux ans de la châtellenie de Bruges, sous peine pour l'homme de la hart et pour la femme de la fosse.

8. Celui qui est convaincu de vol, devra être cité le premier dimanche par publication aux deux églises de la ville, aux fins de constituer caution devant deux échevins ou plus, avant le troisième jour, d'une valeur de cinq livres, pour répondre de sa soumission comme justiciable ; et à défaut de ce faire, il sera banni pour un an de la châtellenie de Bruges sous peine de

TEXTE.

zine horen. Voort word hi daernaer meer bedraghen van gheliken dinghen, so syn die boorghen gheouden van v lb. ende men salne bannen uter casselrie van Brugghe ij jaer up zine horen.

9. So wie die wort bedraghen van putierscepe verbuert XL sch. ende men salne bannen ij jaer buter casselrie van Brugghe up zine hoghen.

10. So wie die wort bedraghen van quader herberghen verbuert iij lb. ende men salne bannen ij jaer uter casselrie van Brugghe up zine hoghen.

11. So wie die wort bedraghen van makelaerdien ende van zaerdene verbuert iij lb. ende men salne bannen uter casselrie van Brugghe up die hoghen ij jaren.

12. So wat manne of wyf die huus of lant iof eenich goed zettet in mans handen of in wyfs handen te panden met weddene of met vestene, dat hi nemermeer daer naer also langhe als dat gheduert anderen man noch ander wyf daer op wedden ende vesten ne sal, noch gifte gheven van den voorseiden goede, het en ware bi den wille van den gonen diere te voren up ware, up x lb. ende een jaer die poort, up die hoghen.

13. So wat manne die heen ghetrouwet wyf heeft ende ander wyf houdet zittende uppenbaerlike boven zinen wive, dat hi verbuert x lb. ende een jaer die poort up zine hoghen bi betughe; ende diere ghelike van so wat wive die eenen ghetrouweden man heeft, ende huus ende hof houdet met eenen anderen man, up die zelve boete.

14. Het es ghecuert bi den heere ende bi scepenen dat so wat manne of wyf die sit in ghemeenen goede met haren kinderen die onbejaert zyn ende verstorven zyn van der eere zide, ende dat gheviele dat den kindren eenich goed verstorve van haerre zide, vader noch moeder ne zouder niet of deelen; ende waer dat zake dat vader of moeder hiet verstorve binnen die tiden, die kinderen zoudent deelen die rechte helt.

15. Het es ghecuert ende gheordineert biden heere ende bi scepenen van Ardenburgh dat nemmermeer bastaerd in Ardenburch worden ne mach noch werden ne sal burghmeester, noch scepene, noch scepenen rade, zo wie die core ware meynedich ende hi verbuerde x lb. par.

TRADUCTION.

la perte de ses oreilles. Si plus tard, il se trouve en état de récidive, ses cautions devront verser les cinq livres et il sera banni de la châtellenie de Bruges pour deux ans sous peine de la perte de ses oreilles.

9. Celui qui est convaincu de puterie, encourt l'amende de 40 escalins et il sera banni pour deux ans de la châtellenie de Bruges sous peine de la perte de ses yeux.

10. Celui qui est convaincu d'avoir tenu mauvaise maison, encourt l'amende de trois livres et il sera banni pour deux ans de la châtellenie de Bruges sous peine de la perte de ses yeux.

11. Celui qui est convaincu de courtage et de chartes illicites, encourt l'amende de trois livres et il sera banni pour deux ans de la châtellenie de Bruges sous peine de la perte de ses yeux.

12. L'homme ou la femme qui donne en gage une maison ou une terre ou quelque objet à un autre, soit homme ou femme, par hypothèque ou antichrèse, ne peut plus ensuite, pendant toute la durée du premier engagement, constituer une seconde hypothèque ou antichrèse au profit d'un autre, homme ou femme, sur cet objet, ni même l'aliéner, sans le consentement du premier créancier, sous peine d'une amende de dix livres et du bannissement de la ville pour un an sous peine de la perte des yeux.

13. L'époux qui a encore sa femme légitime et entretient publiquement une concubine, encourt une amende de 10 livres et le bannissement de la ville pour un an sous peine de la perte de ses yeux, lorsqu'il a été reconnu coupable; et de même la femme mariée qui a encore son époux et tient ménage en public avec un autre homme, encourt pareille amende.

14. Il a été ordonné par le seigneur et par la loi, lorsque l'indivision existe encore entre l'un des conjoints et les enfants mineurs du chef de la succession de l'époux prédécédé, et s'il arrive que des biens échoient aux enfants par héritage d'un parent de la ligne du prédécédé, que le père ou la mère survivant n'en recueillera aucune part; et si dans ce temps, quelque succession venait à échoir au père ou à la mère, les enfants en prendraient la moitié.

15. Il a été statué et ordonné par le seigneur et les échevins d'Ardenbourg qu'à l'avenir nul bâtard ne pourra remplir les fonctions de bourgmestre, d'échevin ni de conseiller des échevins à Ardenbourg, sous peine d'être déclaré parjure à la loi et d'encourir une amende de 10 livres parisis.

TEXTE.

16. So wie eenen anderen van LX lb. beclaghet daer scepenen gheene wonde ne kennen ende niet betughet mach metter goeder wareden, die sal verbueren XXX sch., dat es te verstane den heere X sch. ende den claghere XX sch.

. . . . . .

17. Negheen vreemd man, noch die van buten es, mach worden ontfanghen in thuus ter zieker lieden min dan X lb.; ende hi moet hebben een bedde ende dat ter toebehoort, ende eene scrine, ende al zulc dinc als hem nutteljc es.

18. Een man die poortere es, die heeft wyf ende kinderen, die wille comen ter zieker liede, hi moet in thuus bringhen derdendeel van sine goede.

19. Een man die es onghehuwet moet bringhen al zyn goet jnt huus.

20. Een man die heeft een wyf alleene, moet bringhen die helt van zine goede int huus.

21. Een man die niet ne hevet, die moetre in bringhen XL sch.; ende versteerft hem hiet binnen dat hi in thuus es, dat zal thuus ebben.

22. Negheen lasers mensche moet vercopen noch doen vercopen heenighe vitaelge die men mach eten of drinken binder stede up iij lb.; noch zine moeten copen noch dinghen heenighe dieregelike vitaelge, noch doen copen het ne ware up die strate, up V sch., bi betughe ende bi begripe.

23. Men zal gheene provende gheven te sinte Jans huus eer zoe ghevallen es.

Dit behoort ter wettelikeden.

24. So wie wont van Hodelins brugge huutwaerd, dien zal men niet ghebieden in de wet binden naesten viertienachten voor zinte Bamesse ende binnen den naesten viertienachten na zinte Martins messe.

25. So wat poortere die wort ghedaen in die hechte zonder wet, men zalne emmer scadeloos huut doen; jof sal sesseren tote der wilen dat hi huut es scadeloos.

. . . . . .

TRADUCTION.

16. Celui qui porte à la charge d'un autre une accusation entraînant une peine de 60 livres, et ne peut la justifier devant les échevins par preuve et par témoins, encourt une amende de 30 escalins, dont 10 escalins pour le seigneur et 20 escalins pour la partie lésée.

. . . . . .

17. Nul étranger et nul forain ne pourra être admis à l'hôpital pour une pension moindre de dix livres; et il devra de plus fournir un lit avec ses accessoires, une armoire et tous objets de ce genre dont il a besoin.

18. Le bourgeois qui a femme et enfants, et qui veut être admis à l'hospice, devra y apporter le tiers de ses biens.

19. Celui qui est célibataire y devra apporter tous ses biens.

20. Celui qui a femme sans enfants, y devra apporter la moitié de ses biens.

21. Celui qui n'a pas de biens, devra verser une provision de 40 escalins; et s'il lui échoit une succession pendant qu'il est à l'hospice, l'établissement la recueillera.

22. Nulle personne atteinte de la lèpre, ne pourra vendre ou faire vendre quelque denrée alimentaire ou boisson dans la ville, sous peine de 3 livres; et elle ne pourra acheter, ou faire acheter quelque denrée, si ce n'est sur la voie publique, sous peine de 5 escalins, si le délit est avéré par témoins et preuve.

23. Aucune prébende ne sera distribuée à l'hôpital Saint-Jean qu'après son échéance.

De la matière des juridictions.

24. Celui qui demeure au-delà du pont Hodelin ne sera cité à comparaître en justice pendant la quinzaine qui précède la saint Bavon, ni pendant la quinzaine qui suit la saint Martin.

25. Le bourgeois qui est incarcéré sans jugement, devra être remis en liberté et indemne; ou sinon, la justice restera suspendue, jusqu'à ce qu'il soit remis en liberté et indemne.

. . . . . .

TEXTE.

Bezoukers van ambochten.

Sous ce titre on trouve les dispositions suivantes qui se rapportent au droit civil :

26. Ware dat sake dat een mensche worde ghevanghen van andren personen dan van den baeliu of van eenen alleenen persoon daer toe die ware in die stede van den baeliu als die baeliu in die poort niet en ware, men soudene scadeloos huut doen.

27. Men sal gheen wyf ombieden te gheere wareden ende haer zeghen niet houden, het ne ware van wonden of van manslachten, of het ne ware navens na de clocke; ende wat een man zeghet hute wyfs monde daeran ne zalmen niet houden.

28. So wat poortere die ghedaghet es van eenen anderen poortere, het ne ware van viersticken, van heeden of van zekerheden van testamenten, van huweliken of van kerkeliken goede, hi moet comen doen zine heeschs ende bringhene vor paisieres, ende die onder nemen daer trecht van der poort.

29. So wie poorter is in die stede van Ardenburgh hi moet ghelden scot ende lot metter stede ende hi moet (eerde houden) in die poort iij waerven viertich daghe, hine hadde gherekent tieghen die stede ende ghegheven van aederen c. lb., x lb. der poorte; dies niet ne dide hi verbuerde l. lb. bi betughe ende bi begripe.

30. Het is ghecuert bi den heer ende bi scepenen van Ardenburgh, zoo wat wive die een kint heeft ghehat, ne moet niet blootshoofts ghaen als zoe huwet up x lb. parisise, ende nooyd ghetrouwenden man ne adde.

31. So wie dié man jof wyf wech helpt als zi rumen die poort van sculden, hi sal ligghen xl daghe daer scepenen willen ende hi verbuert iij lb.

32. Scepenen ebben ghecuert ende over een ghedraghen als en mensche maket restoor of testament jof aelmoesene ghevet ende daerna stervet, dat die aeldinghe van dien deden negheen goed porren ne zullen boven dien goede, heer dat restoor ende dat testament ende die aelmoesene alle gader zyn vergouden bi den testamentarise up cracht. Ende alle testamentarise moeten rekeninghe doen van dien goede dat zi ontfanghen ende dat zi huut

TRADUCTION.

Des égards des métiers.

26. Lorsqu'une personne est arrêtée par tout autre que le bailli ou celui qui remplace le bailli en son absence, elle devra être relâchée sans frais.

27. On ne pourra citer une femme pour déposer, ni recueillir son témoignage, si ce n'est en cas de blessures ou d'homicide, ou de délits commis la nuit, après le son de la cloche de retraite; et ce qu'un homme avance avoir recueilli de la bouche d'une femme, ne sera pas cru en justice.

28. Le bourgeois qui est assigné par un bourgeois, en dehors des cas d'incendie, de serment ou de vérification de testaments, de contrats de mariage ou de biens ecclésiastiques, pourra requérir la comparution devant les apaiseurs, tant en réservant les droits de la commune.

29. Tout bourgeois de la ville d'Ardenbourg, doit y acquitter sa part des taxes municipales, et tenir résidence dans la ville trois fois quarante jours, et payer s'il y a lieu le droit d'issue, s'élevant à 10 livres par 100 livres; le contrevenant encourra une amende de 50 livres, si le fait est établi par preuves et par témoins

30. Il a été statué par le seigneur et par les échevins d'Ardenbourg que la femme qui a eu un enfant, ne peut assister à la célébration de son mariage la tête découverte, sous peine de 10 livres parisis, comme la jeune fille.

31. Celui qui aide au déguerpissement d'un homme ou d'une femme quittant la ville pour échapper à leurs créanciers, restera à la disposition des échevins pendant quarante jours et paiera une amende de 3 livres.

32. Les échevins ont statué et arrêté que les héritiers de celui qui par testament a ordonné une restitution, un legs ou une aumône, ne pourront se mettre en possession d'aucun bien de la succession, avant que l'exécuteur testamentaire ait délivré la restitution, le legs ou l'aumône, sous peine de voie de fait. Et tous exécuteurs testamentaires devront rendre compte de leur gestion, en recettes et en dépenses, dans un délai de trois fois quarante

TEXTE.

gheven; ende dat moeten testamentarise houden bin iij waerf xl dagen, jof in een huus gaen en teren up hem zelven; daden sys niet, zi verbuerden x lb., ende daer bi moeten die testamentarise bescreven gheven binnen xiiij daghen.

33. Men zal alle cueren huut moeten gheven die van Slepeldamme te haerre kerken; jof te neen, zi ne ziere niet of gheouden.

34. So wie die den lechame van eenen doden pand of arresteert omme eenighe scult, hy verbuert iij lb., en den lechame zal men weder bringhen ter steden daer hi was gepant (ende ghearresteert). Een mensch in die vanghenisse die ne name te guene ware in die zelve boete.

35. So wat scoutate die scult jof boete van andren lieden up neemt, verbuert x lb. wort hys betughet.

36. So wat poorter die eenich goed cochte dat gherovet ware, hi verbuert iij lb. wort hys betughet, ende dat goed verloren wort des begrepen.

37. So wat man ofte wyf die rumen willen die poort ende aer poorterscipts quite zyn, die moeten rekenen voor scepenen van aren goede ende gheven x lb. van den onderden, te helpen ten commore van der stede; ende dierghelike van zo wat goede dat men uter poort trecken wille, heyst met huwelike jof met versterften, moet ghelden dierghelike x lb. van den onderden; diere tieghen dade, verbuerde lx lb., worde hys betughet of begrepen, also dicken als hiere mede bevonden worde.

38. So est dat zake dat een poorter wort ghearrasteert jof zyn goed van eens anders poorters scult in vremden lande, die ander zalne quiten scadeloos, daer bi zal die ander bringhen ooc letteren van der stede dat hi die scult hevet vergolden.

39. Et es gheordineert bi den heer en bi der wet dat alle die ghone die verweset zyn van vadere ende van moedere, dat die vader of die moeder doen die weesen vervogheden; en die no vader no moeder ebben, dat die naeste maghen doen die weesen maken voghede binnen viij daghen; ende dat alle voghede van weesen bringhe ter stede pappiere tusschen hier en sente Jans dach midden zomers, up eene boete van x lb. Dit was ghedaen jnt jaer ons heeren als men screef xxxiij, tswoensdaghes na der heligher Cincendagh in meye.

40. Het es gheordineert bi den heere ende bi der wet dat alle de ghone die ghebannen zyn bi terminen of die men bannen zal, dat zi huut moeten bliven

TRADUCTION.

jours, ou s'établir dans une maison à leurs frais personnels; à défaut de quoi, ils encourent une amende de 10 livres; et les exécuteurs testamentaires devront de plus dresser un inventaire dans la quinzaine du décès.

33. Toutes les *cueres* devront être publiées à l'église de Slepeldamme, sans quoi les habitants de ce hameau n'y seront point obligés.

34. Celui qui saisit ou arrête le cadavre de son débiteur pour cause de dette, encourt une amende de 3 livres, et le cadavre sera ramené au lieu d'où on le fit sortir pour la saisie-arrêt, comme on le fait pour celui qui est incarcéré et qui n'a pris aucune part à la dette.

35. L'écoutète qui trafique des créances d'autrui ou de l'amende, paiera 10 livres, si le fait est prouvé.

36. Le bourgeois qui a acheté un bien volé, encourt une amende de 3 livres, si le fait est prouvé; et il perdra le bien, si on peut le saisir.

37. L'homme ou la femme qui veulent quitter la ville et abdiquer la bougeoisie, devront produire devant les échevins un état détaillé de leurs biens et en acquitter le droit d'issue de dix pour cent livres, pour subvenir aux charges de la commune; et réciproquement de tout bien qui est soustrait à la juridiction de la commune, par mariage ou par succession, on paiera dix pour cent livres; le contrevenant sera condamné à une amende de 60 livres, pour chaque infraction qui sera dûment constatée et établie.

38. Lorsqu'un bourgeois est arrêté ou ses biens sont saisis à la requête d'un autre bourgeois en pays étranger, on lui donnera la main-levée s'il peut produire des lettres du magistrat attestant qu'il a nanti la dette.

39. Il a été ordonné par le seigneur et par la loi que le père ou la mère qui, par suite de décès de leur conjoint, ont des enfants mineurs, devront pourvoir à leur tutelle; et si ces mineurs n'ont plus de père ni mère, les plus proches parents devront leur faire nommer des tuteurs dans la huitaine; et que tous tuteurs devront faire acter leur déclaration dans les registres pupillaires avant la saint Jean d'été prochaine, sous peine d'une amende de 10 livres. Ce fut publié en l'an de Notre Seigneur 1333, le mercredi après la fête de la Sainte Croix, au mois de mai.

40. Il a été ordonné par le seigneur et par la loi que tous ceux qui ont été bannis à temps et qui seront ainsi bannis, doivent rester dehors pendant

TEXTE.

hare termine al huut; comen si binnen ende zi betughet worden van scepenen, zi zullen bliven eewelike wetteloos. Dit was in tjaer van xxxiiij tfrindaghes na Kerstdach.

41. So wie die scepenen beroept taren wetteliken hoofde ende beleed begheert, hi moet bin den zelven daghe (namptieren) xxx sch. parisis van scepenen coste; dade hys niet, hi verbuert iij lb.; ende wie scepenen meer omme (beleed dan j) dach, zo moet hyt ghelden van elken daghe diere ghelike.

42. So wie verbrake eenich wettelyc zoendach metter hant der scepene hover gheroupen waren scepenen zelve doen bannen ute Vlaenderen c jaer ende j dach up zyn ooft ende hi verbuert l lb. wort hys betughet.

43. So wie die wort ghebannen van leeliken fayte, comt hi weder jof blyf binnen den palen die hi uut ghebannen es, ende hi betughet wort voor twee scepenen binnen zinen palen als binnen zinen terminen, zo sal zyn ban gheduren daerna also langhe als hi eerst ghebannen was ende die selve boete.

44. Ware dat zake dat een scepene worde verstorven ende hi letteren adde bezeghelt met zinen zeghele, men zoude die kennessen van die letteren also vaste houden als of hi levende.

45. Es een man gheboden te rechte te stane, es hi so ziec ende zo zunic vast, hi sal hebben (orlof), bi also dat scepenen kenlyc es; ghelyc eenen lantmanne.

46. Gheenen vremden man zal men doen in die hechte, het ne zi bi scepenen; ende daer zal men hem wet doen ghelyc oft ware in ghebanre vierscairren; diere teghen dade, zoudene scadel (oos stellene) ende den.....

47. Het es ghecuert bi scepenen waer dat sake dat hem een man vermate elpen om scepenen....., dat hi der bi niet verliesen mochte zine hulpe.

48. So wat manne die poorters kint ontleet siere maghen, sondankens dien, zal men bannen c jaer ende eenen dach up zyn hooft huten lande van Vlaenderen.

49. Ware dat zake dat een man worde gheboden te rechte te stane ende een man quame ende zeyde dat (hi...) besoukt ware dat hi daer niet comen ne mochte ende begheerde gheleede hem te deffenteeren omme

TRADUCTION.

tout le terme de leur ban ; s'ils viennent à rentrer, et si l'infraction est constatée par devant les échevins, ils seront mis hors la loi à perpétuité. Ce fut publié en l'an 1334, le vendredi après Noël.

41. Celui qui appelle les échevins devant leur chef de sens et requiert acte de son recours, devra nantir, le même jour, 30 escalins, pour couvrir les frais des échevins ; à défaut de quoi, il encourt une amende de 3 livres ; et si l'appel occasionne le déplacement de plus d'un jour, il devra nantir pareille somme pour chaque jour.

42. Celui qui rompt une trève légale, qui a été conclue à l'intervention des échevins, sera condamné par les échevins au bannissement du pays de Flandre pendant cent ans et un jour sous peine de la hart, et à une amende de 50 livres, si le fait est constaté.

43. Si celui qui a été banni pour fait criminel, revient et réside au lieu d'où il a été banni, et si son retour au lieu et pendant le temps prohibés est dûment constaté par deux échevins, son ban reprendra son cours dès ce moment pour toute la durée qui a été prononcée et il paiera une seconde fois l'amende à laquelle il fut condamné.

44. Les lettres qui ont été scellées par un échevin qui est décédé, ont la même foi que si l'échevin était vivant.

45. Celui qui est assigné en justice et ne peut comparaître par suite de maladie ou autre empêchement légitime, obtiendra congé à la connaissance des échevins ; tel serait le cas d'un cultivateur.

46. Nul étranger ne pourra être incarcéré sans jugement des échevins ; et il lui sera fait droit en justice réglée ; le contrevenant devrait le tenir indemne et...

47. Il a été statué par les échevins que lorsque une personne demande droit aux échevins..... on ne peut pour ce motif lui dénier de rendre justice.

48. Celui qui ravit l'enfant d'un bourgeois à ses parents, contre son gré. sera banni pour cent ans et un jour du pays de Flandre sous peine de la hart.

49. Lorsqu'un homme est cité à comparaître en justice, et qu'un tiers vient de sa part, et montre une cause légitime qui l'empêche de se présenter. et demande qu'on lui accorde un sauf-conduit pour se défendre contre toute

TEXTE.

te winne, men ware hem sculdigh gheleede te ghevene het ne ware dat hi balline ware.

50. Scepenen hebben macht alle vonnessen te beterne; ende zo wat manne die vonnesse keeret ende ander vonnesse begheert, hi moet zine adverse partye doen ghebieden te rechte te stane ter naeste dingedaghe, up dat die wet open es, ende eeschen een ander vonnesse van scepenen. Ware ooc dat zake dat men binnen der viertichsten daghe gheene wet ne dade, zo moeste hi comen bi den voorseyden tiden in den huys van scepenen omme een beter vonnesse; dade hys niet, teerste vonnesse zoude dieden ende staende bliven (1).

51. So wat manne die zeyde scepenen en adden macht alle vonnessen te beterne, hi verbuerde xx lb. Dat vonnesse soude staende bliven dat scepenen ghewyst adden jof dat zi wisen zouden.

52. So wat manne die scult ghewet hevet voor heenighe wet dan voor dese, jof ghelooftucht heeft ghedaen met zyn zelves zeghele, hiere of gheouden, die poort, ne sals hare niet onder winden.

53. So wat manne die vonnesse keeret, hi moet doen huten binnen iij waerf xl daghen; dade hys niet, diegone waer men dat vonnesse up zoude wisen, zoude wesen ongheouden van het vonnesse, dat es van stridene en van overtalen en van crachte.

54. Men sal eenen cleerck nemeer noch niet min wets no rechts doen hier in die poort dan men hem doet te Brugghe.

55. So wat poorter die poorte leet te gaderinghe, verbuert xx lb. en ele poorter diere mede gaet, verbuert xx sch.

56. So wat poorter die wachte ghelt ontseyt te geldene, verbuert v sch.

57. Ware dat zake dat een man gheboden worde te rechte te stane ende uutter poort (was gaende), men sout hem laten weten ende ontbiedene; ende dat es van sculden.

58. So wie zo een huus vercopet uter poort te voerene, verbuert l lb., wort hys betughet; en al brake een man zyn huus, hine moeste negheene parseele der of vercopen uter stede te voerne, up die zelve

(1) Cette disposition est modifiée par l'article 53.

TRADUCTION.

agression, on sera obligé de lui délivrer le sauf-conduit, à moins qu'il eût été banni.

50. Les échevins ont le pouvoir de réformer tous jugements ; et celui qui impugne un jugement et en requiert un autre, doit assigner la partie adverse à comparaître en justice au prochain jour de plaid, lorsque la cour s'assemble, et demander un autre jugement aux échevins. Mais s'il n'y avait point d'audience avant le quarantième jour, il devrait se présenter, avant l'expiration du délai ordinaire, à la maison communale aux fins d'obtenir la réformation ; à défaut de ce faire, le premier jugement resterait valable et sortirait effet.

51. Celui qui contesterait aux échevins le pouvoir de réformer tous jugements, encourrait une amende de 20 livres. Et le jugement que les échevins avaient prononcé ou celui qu'ils prononceraient resterait debout.

52. Si quelqu'un a gagé une dette devant une autre juridiction, ou qui a certifié une obligation par l'apposition de son propre scel, le banc échevinal ne sera pas tenu de le reconnaître.

53. Celui qui impugne un jugement, devra le signifier dans les trois fois quarante jours ; à défaut de ce faire, celui qui aurait été condamné par ce jugement, en serait acquitté, c'est-à-dire qu'il resterait quitte de l'exécution, de la contradiction et de la voie de fait.

54. On ne rendra ni plus ni moins justice dans cette commune à un clerc, qu'on le fait à Bruges.

55. Le bourgeois qui excite des attroupements dans cette commune, encourt une amende de 20 livres ; et le bourgeois qui le suit, une de 20 escalins.

56. Le bourgeois qui refuse de payer la taxe du guet, encourt une amende de 5 escalins.

57. Lorsque celui qui est cité à comparaître en justice, était absent de la ville, on devra lui en faire la signification ; et ceci se rapporte à la matière des dettes.

58. Celui qui vend une maison pour en transporter les matériaux hors ville, encourt une amende de 50 livres ; et celui qui démolit sa maison, ne peut en vendre les matériaux pour les transporter hors ville, sous peine de

TEXTE.

boete ; ende di se cochte ende uter poort voerde, up die zelve boete.

59. Scepenen hebben ghecuert ende overheen ghedraghen dat men wel mach gheven brieven van deelinghen met twee scepenen, ende andwerden met alsoo vele scepenen.

Arch. de la ville d'Ardenbourg. *Bouk met den Knoop*, fol. 14 à 16 v°; et fol. 71 à 74; et fol. 79 à 80 v°.

TRADUCTION.

pareille amende ; et celui qui les aurait achetés et transportés, encourrait une pareille amende.

59. Les échevins ont statué et arrêté que l'on peut passer les actes de partage devant deux échevins, ainsi que tous actes d'effestucation.

La liste des *Vérités générales* contient encore d'autres dispositions relatives aux corps de métiers, mais qui n'ont aucun lien direct avec le droit civil. Pour ne pas scinder la matière, et à raison de leur intérêt historique, nous avons cru utile d'en reproduire ici le texte.

Bezoukers van ambochten

1. So wie weder seide of leelikede dade, dat es te verstane van allen dienste daer si gaen in der poort dienst, verbuert x sch. alsoo dicken als hi betughet worde ende viij daghe te lighene an die singhele.

2. So wie die word gheboden van sculde in tsdinchendaghes ghebot, es hi in die poort niet als menne ghebiet, hi moet comen antworden ten eersten dinghedaghe daer naer, nadien dat hi comet in die poort, met heenen anderen ghebode; ne dade hys niet, hi ware verghelt van dien dat men hem heeschet in jof hi in die poort was doemen gheboot, iof daer naer quam, dat zal staen up die orconscepe van scepenen bi den verstane van den ghenen diene gheboot, iof hi ware achtervolghet tot iij lb.

3. So wat manne die eenen anderen doet ghebieden in tsdincsendaghes ghebot ende zelve niet ne comet, dat hi verbuert ij sch.

4. Men moet gheene nuwelen draghen daer brude zyn, up xx sch. bi betughe ende bi begripe.

5. So wie clareit zendet te mans huuse onghebeden verbuert iij lb. bi begripe.

6. So wie die vercoopt aelscare tusschen sinte Marien Kerchove ende Willem Verdebrechts, hine vercooptse in huse of in kelnaers, hi verbuert ij sch. word hys begrepen, zi moeten staen ter grippen toe.

7. So wie die name teghelen of out of ander goet van der allen of van den vleeschuse of van der poort goede, hi verbuert iij lb., wort hys betughet of begrepen.

8. So wie die bact met rise, het ne ware in kemeneyen, hi verbuert x sch., wort hys begrepen.

9. So wie die gheghoten caersen vercoopt, zyn zi argher binnen iof in

mans garse, het ne ware bi tsmans wille, hi verbuert v sch., wort hies betughet ; ende bi nachte x sch., wort hi begrepen.

10. So wie die smeet bi nachte na die clocke of voren die clocke, hi verbuert x sch., wort hys betughet oft beghrepen.

Van haringhe ende vissche.

11. Niemene ne moet harinc copen voor die zonne, ne achter die zonne, up x lb., het ne ware dat een man ne adde maer twee last harinx of der beneden.

12. Item, zo wie die verloghende harinc van ziere doot ende van ziere houthede, up die zelve boete.

13. So wie die bringhet onghaven visch up die maerct, hie verliest x sch., wort hys begrepen.

14. So wie zo snidet visch up die maerct, hine dee tghor in vaten ende doet daerna van de maerct ende buter cuere, of hi verliest x sch. ; ende diet voeret of draghet, hine doet buter cuere, verliest bi betughe ende bi begripe, ende hie moet delven buter cuere up x sch.

15. Het moet niemene cabeliau onthoofden die men zouten zal, dan bachten hallen, up xv sch. ; het ne ware offer bleve vj of tiene anderen die vercocht waren up die maerct.

16. (Item.) so wat visschere die huset visch of tunnet, zonder zalm en stuere en merzwyn, hie verbueret xx sch.

17. Item, so wat visschere die visch vercoopt in huse, hie verbuert xx sch., bi betughe ende bi begrepe.

18. Niemene moet vercoper zyn van zeevische binnen der cuere, boven x sch. waerd, up xx sch. parasise; en van varschen visschen ne moet niemene vercoper zyn, up xx sch. ; ende het ne moeten nemeer veyne zyn an vissche danne iij personen, up die zelve boete.

19. Die visch van West Capelle die wort ghevanghen boostalf den gate, die moet staen boostalf, ende die visch van bewestalf den gate, die moet staen bewestalf, als van Huutkerk bewestalf; die niet ne dade, hi verliest v sch., wort hys betughet, ende hi sal viij daghe wesen der scepenen wille.

20. So wat wive die zeevisch vercoopt up die maerct, zonder danne buten, hi verliest x sch. ; jof anders danne van finen niewen vlaemschen roete ende van finen cautoene, ende eens binnen ende buten, ende sal wesen tusschen Paesschen ende vastenavent; ende die niewe

caersen verhoghede, ware up die zelve boete ende die caersen verloren.

21. Nemene ne moet gherande coopmanscepe vercoopen, noch stal setten binder kerken, noch binden portale, up xx sch., bi betughe ende bi begripe; dats te verstane tusschen meye en sente Baefsmesse.

22. So wie die anderen bespuwet, x lb. es die boete.

23. So wie die zack met coorne bringhet in die poort ter venten, hi moetse bringhen ter maeret; dies niet ne dade, verbuerde xx sch., wort hies betughet of begrepen.

24. Alle waghene die comen tsmaendaeghes jof tswoendaghes jof tfrindaghes met coorne omme te vercoopene ter venten, die moeten staen in die burgh; diet niet ne dade, verbuerde xl sch., wort hys betughet (of) begrepen.

25. So wie die zwyn laet gaen in die poort, verbuert v sch., wort hys betughet of begrepen;..... en een scaep, xij d. binnen Brughers, ende dit zal gaen inne meyedaghe tote huute ganende hoeshte.

26. So wie die beesten laet gaen an die inderste veste, verbuert xx sch., bi betughe ende bi begripe.

27. Ne gheene hoere moet zitten binnen der vesten, noch bi daghe noch bi nachte, omme hare neringhe te doene, up hare upperste cleet.

28. So wie die mes worpe of draghe in heenighe poorte van den vieren van der poort, hi zoud (verbueren) v sch., bi betughe ende bi begripe.

29. So wie die maket eerghe ieghen die nutscepe van der poort, hi verbuert iij lb., wort hys betughet; ende hi zal xiiij daghe wesen daer scepenen willen, en daer binnen moet hi bliven ten zecghene van scepenen up eene boete van l lb.

30. So wie de laet lopen zyn kuekenoot of zine beesten, zyns danes en zyns willen, in mans vruchten, jof in mans hoevene, ..., verbuert x sch.

31. So wie die zouten lent leit in verschen water in der nacht, hi verbuert v sch. ende den visch, wort hys betughet of begrepen.

32. So wat visscher die visch bringhet binnen den ambochte, hine bringhene in die poort, verbuert iij lb., het ne zi bi den waerdeerres.

Van den vleeschouwers.

33. So wat vleeschouwer die vleesch slaet, het ne zi beloket ziere duere, of scone maket, jof sine poken scud of hoofde senghet of voete

binnen brugghen van der poort, verbuert x sch. wort hies betughet.

34. So wie zo ghiet zyn zop van zinen levermaren in die grippe of up die strate, hi verbuert v sch. wort hys betughet.

35. So wat vleeschouwer die scoud een zwyn up die strate binnen brugghen, jof diere blaec up ghiet, jof vleesch draghet ter maerct zonder scolaken jof sonder teele oft ander cleet, hi verbuert v sch. wort hys betughet of begrepen.

36. So wat vleeschouwer die set kokenoot int vleesch huus of slaet, dat es verloren.

37. So wie die bringhet stieren vleesch of zoghen of verzaert vleesch int vleesch huus, hi verbuert xx sch. ende dat vleesch wort begrepen; ende dier ghelike dat men vercoopt ghesoden of ghebraden.

38. So wat vleeschouwer die ghave vleesch vercoopt buten den vleesch huse, der voren of up die maerct, verbuert xx sch. wort hys begrepen.

39. Niet meer dan twee vleeschouwers moeten ghesellen wesen an een rent dat men slaet, up xv sch., hi est betughet; ende dit te bedinghene also dicken als men wille.

40. So wie die vercoopt gave vleesch up ander stal dan up zyn ghecavelt, verbuert x sch., wort hys begrepen.

41. Ende zo wie die nieren van lammeren vullen, hi verbuert v sch.

42. So wie die bringhet ongave vleesch van buten up die maerct, hi verliest xx sch. ende dat vleesch. Ende zo wie die vleesch qualike ziet of braet van dat men vercoopt, up de zelve boete.

43. Onder zo wie dat men vindet stinkende vleesch, dat sal men delven ende sal verbueren xx sch.

44. So wat vleeschouwer die cokenaet slaet tusschen Paesschen ende Sinxen, het ne zi bi den waerdeerers, hi verbuert xx sch. ende dat vleesch, ende hi zal viij daghen wesen daer scepenen willen ende hi ne sal binnen xl daghen vleesch vercopen.

45. So wie die leghet goed vleesch onder versaert vleesch binden huus, hi verliest xx sch. ende dat vleesch, ende hi sal xl daghen wesen als der scepenen wille, wort begrepen.

46. So wie die scapen vleesch van buten bringhet in die poort ende dat huset, jof wat vleesch dat es zonder baken, of ep... vleesch, jof oostersche coebuke, het ne zi ghewaerendeert van den vinders, hi verbuert xl sch.

47. Ne gheen vleesch moet men blasen up xx sch., wort betughet; ende

dat zal men bedinghen met tween scepenen also dicken als men wille ; ende gheen vleesch priemen dan daert wies up die zelve boete.

48. Item, niemene ne moet beesten copen des wondaghes noch vercopen binnen der cuere, voor die weerc clock gheluut es, ende up die mesdaghen vor dien dat Onser Vrouwen messe gheluud es, up xx sch. ; ende elc vremd man mach hem zuveren met zinen eede.

49. Hoenrecopers ne moeten gheene gansen noch hoenre en wiltbraet copen binder poort, zonder up den wonsdach en up den zaterdach, up v sch. ; ende niet copen des wonsdaghes vor Onser Vrouwen messe ende des zaterdaghes vor dat men vesperen ludet 't Onser Vrouwen, bi betughe ende bi begripe.

50. Al andere wiltbraed zal men bringhen ter venten te vespertide ende nuchtens, jof het ware verbo...., up xx sch. ; ende niemene moet tam vercopen vuer wilt up die zelve boete.

Dits van den scoemakers en datter toebehoort.

51. So wie die meer zuelen zet onder eenen niewen scoe dan eene, verliest v sch., wort begrepen.

52. So wie die maket eenen scapinen scoe of eenen ondinen scoe boven viij dumen, hi verliest, wort hies begrepen, jof hine sal ebben rode zuelen ende zo moeten staen zonderlanghe.

53. So wie die maket eenen scoe sonder borstele, hi verliest v sch., wort hies begrepen.

54. Item, so wie die scoen nayen bi nachte, up v sch. wort hies begrepen.

55. Item, so wie die cordewanne scoen maket, hine moet gheene besanne maken, up xx sch. ; ende selore an cordewanne scoen sette de bezaen, verbuert xx sch.

Dit es van den hudevetters.

56. So wat hudevetter die leder vercoopt swondaghes in zyn huus, hi verbuert x sch., wort hys betughet, also langhe als andere ledere ter maerct staen.

57. So wie die calc heetet ter huden, hi verbuert xx sch., wort hys betughet.

58. So wie die ghepelde hude versaet int calc, hi verbuert v sch.

59. So wie die varsche hude vercoopt ghemeene met anderen, hi verbuert v sch.

60. So wie die hude up levende beesten coopt, hi verbuert v sch.

61. So wat poorter die leder vercoopt het ne hebbe zinen duerslach, verbuert x sch., wort hys betughet of begrepen.

62. So wie die hude coopt buten pale tswondaghes of tsondaghes, hi verbuert v sch. met die maerct.

63. So wie die raeu leder bringhet up die maerct boven iij dewort, dat zal men sperren elc stic met j den. ende dat zullen zy beteren; vercochten zyt voort in die poort, jof waert dat ware heer het ware ghebetert, zi verbuerden van elken sticke x sch., heist lettel of vele.

64. So wat hudevetter die leder vercoopt, het ne hebbe zyn teekin, of dat wederseyt es zonder orlof, verbuert x sch., bi betughe ende bi begripe.

65. So wie die leder bringhet in die poort dat buter cuere es ghemaect, hi moet doen teekenen; dade hys niet, hi verbuert x sch.

66. So wie die zeem vercoopt over ander dinc es, verbuert xx lb., wort hys betughet; ende so wie die zeem minghet onder ander zeem dat niet nes van den zelven lande, hi es in die zelve boete.

Van taverniers van wine.

67. So wat taverniere of so wie die tafele houdet van dobbeliren in zyn huus of up lant dat den huse toe behoort, bi costumen ende wettede, hi verbuert iij lb.; ende die zelve dobbelt, verbuert xx sch.; ende die dobbelt achter die clocke, verbuert x sch., wort hys begrepen; dit zal men bedinghen iij waerf tsiaers.

68. So wat hie die mate mette ander ghemate danne metter rechter mate, verbuert xl sch., word hi bedreghen.

69. So wie die hoomburgher bier leide bi ommelantschen, verbuert iij lb., wort hys betughet.

70. So wie die een vat wyns ontslaet dat ghepryst es, of dat men hem doet ontslaen bi scepenen, diere hiet jn vullede achter dien dat die tappe inghesteken es, verbuert x lb. ende die wyn verloren, wort hys betughet. Ende elc man moet voorvoets zine baniere huutsteken als zyn wynvat ghepryst es, up xx sch.; ende elc man mach zyn profyt doen met wyne die upgaet na dat hi ghepryst es.

71. So wie wyn dierre gheeft dan die cuere, verbuert x lb., wort hys betughet. Ende dit zal men dinghen also dicken als men wille.

72. So wie die wyn planset of vullet met wyne die van den zelven lande niet ne ware, of houden wyn in niewen, jof zac wyn in nieuwen wyne, of water in wyne, hi verbuert x lb.; ende dit zal die burghmeyster doen dinghen al wils die baeliu omberen.

73. So wie die wyn ontslaet, hi ne moetene niet diere no min gheven dan hi ontsleghen es, up iij lb.; het ne ware int huutghaen van onser maerct.

74. So wie die een vat wyns doet creyhieren meer dan eene waerven, verbuert xx sch.; die creyhiere v sch.

75. So wat manne die wyn doet prisen, achter dien dat ghepryst es, dien ne moet hi niet doen vullen ende dien moet hi doen tappen al voor voets als hi es ghepryst, ende elken man gheven omme dat ghelt dat hi ghepryst es; die hier boven dade, verburde iij lb., wort hys betoghet.

76. Niet meer ghesellen dan drie moeten wesen an wyne up iij lb., zonder wyn assisers.

77. Ne gheen westerschen wyn moet men legghen bi rynschen wyne, up iij lb., wort hys begrepen met scepenen; ende gheenen wyn bi anderen wyne, hine ware van den zelven lande; ende alle wyne die van westen comen, die heet men van eenen lande.

78. So wat manne die tavernier es, die dranc vercoopt, hi moet hebben eenen stoop, ende een vierendeel, ende eene pinte, up x sch.

79. So wat poorter die wyn heeft ende die scepenen bode wyn ontseyde tote eenen zestre van welke dat hi wille hebben, dien hy wille presenteeren, hi verbuert iij lb., wort hys betughet; ende die cnape diere omme quame, het ne ware te presente bouf, es in die zelve boete.

80. So wat medeblandere of brouwer die word bedraghen van wanghematen, verbuert iij lb., wort hys betughet. Ende alzo van wyne. Ende den wyn tapper zal men ofsniden zyn aer die heene helt van zinen hoofde ende alzo moet hi gaen xv daghe zonder caproen ende zonder hoet, of men salne bannen uter poort een jaer; ende die meer bedraghen wert dan eene waerf, hi sal die poort rumen een jaer, ende hi moet gaen tweewaerf ter maerct bi zonne scine.

Van den moolnaers.

81. So wat moolnare die neemt coren te malene, hi moet leveren also

groot bi iiij ponden weghende van den hoede ende een backer bi iij ponden, up xx sch.

82. So wat moolnare die quame binnen der corenmaerct (met eenich) scepene legghen omme coren te voerene, zal verbueren v sch.; het ne ware dat mans coren name die binnen den palen voerde, ende al up taxatie van scepenen, dit es tsmaendaghes, tswondaghes ende tsfryndaghes, bi betughe ende bi begripe.

Van cooren en andere.

83. So wie die cooren vercoopt over ander dan hi es, verbuert x sch., wort hies begrepen of betughet. Ende dit mach die burghmeyster begripen.

84. So wie die denninghe wille vercopen, moeten staen beneden der evenen, up xv sch., bi betughes ende begripe.

85. So wie die mout vercoopt ende zeefden der onderminghel, hi verbuert iij lb., wort hi betughet of begrepen.

86. So wie die gruus minghet onderts terwinmout, hi verbuert iij lb., wort hys betughet of begrepen.

87. So wie die wort begrepen met vorme stryckstocken ende met onredeliken, hi verbuert v sch.

88. So wie die meer cleene corene (bringt) up eenen maercdach up die coren maerct dan iij hoed, hi verbuert iij lb., wort hies betughet. Die es up backers ende up corenbiters, ende up alle manieren van lieden van buten ende van binnen; ende dat niemene copen sal up anderen.

89. So wat backer die zendet coren ter molen, het ne es ghewannet, hi verbuert v sch.

90. Ware die zake dat een poorter dade halen broot te backershuse dat hem te cleene dochte, hie mocht (dat broot) draghen te prouvene den weghers wildehi; ende waert te cleene, die backer zoud boeten also of het begrepen ware onder hem, ende hierbi zoude die poorter moeten zweren wilde die backer dat het was ghecocht in zyn huus des backers; ende also van case.

91. Ende zoo wie die coren vercoopt zonder voorwaerde, verbuert xx sch.

92. So wie die leghet ergher coren bachten dan voren, of onder dan boven, ende in waghene, hi verbuert v lb. ende tcoren verloren, wort begrepen.

93. So wie die coren leghet in kelnaers, hi verbuert v lb. wort hys betughet.

94. So wie die coren coopt of vercoopt voor die clocke ter maerct luut, hi verbuert iij lb., wort hys betughet of begrepen zonder arscoren.

95. So wie die gaen van waghene te waghene, jof van zacke te zacke omme te zegghene hoemen coren (diersen) zal, of die eenighen troost den lieden gaven omme tcoren te verdiersene, verbuert x sch.

96. So wie die corenbiter es, hi ne moet gheen coren copen ter maerct of binder poort in scepe omme voort te vercopene, up iij lb., bi betughe en bi begripe, up den zelven maerc dach.

97. Item, dat niemene honde houde lopende huut ghesteken verwers, anslaers, ende hudevetters en vulres, up eene boete van xx sch. par., bi betughe ende bi begripe; en dese honde elckan hem te doene binnen viij daghen.

98. Niemene moet setten scapin onder lammers voederse, ende alle scapine voederse moeten hebben een...

99. Het es ghecuert biden heer en bi der wet dat elc mensche mach huusen met gleye xl voete van die hoofstraten; ende dit was gheordineert ende ghecuert up den xj^{sten} dache van meye int jaer van xlvj; ende so wie die naerre der hoofstraten danne xl voete huset met gleye, dat hi verbuerde l lb. par.

100. Ende die ghene die buten husen willen, moghen huusen alzo als ze willen up hare zelves haventure.

101. (So wie die ver) copen met quaten ghewichten ende met scalen ende met hevenars jof met quater mate, (es hi bedreghen) met scepenen, hi verbuert iij lb.; ende dat ghewichte, ende die mate, ende die scalen ende (den hevenaer deszelven) sal men sticken slaen up zine zille, elc diet es.

. . . . . an die rame, verbuert x lb., wort hys betughet ende den zeghel zal men slaen ontwee up zine zille (1);... drie jaer de poort.

102. Elke gleyen huse moet hebben eene leedre van viij voeten lanc of langher, onthier ende alf hoest, up v sch., die wonen binnen brugghen toter Hee toe.

103. So wie die vercoopt coren up stal waghen, hi verliest v sch. van den coorne dat binnen der poort leghet.

(1) « Ende hi verbuert » (?).

104. So wie metet zout zonder scind vat, hi verliest x sch., wort hys betughet; beneden lopine mach men meten also men wille.

105. So wie niet ne staet te stalle daer die burghmeyster seyd jof die cnape van der poort dat hi sculdich es (te stane), die verbuert v sch. alzo dicken als men begrypt.

106. (So wie die) cleeder of wulle wasschet in die varsche veste, hi verbuert v sch., wort (his) betughet.

Dit es van den sceerres.

107. (So wat) leercnape die staet en sceert up den hee, verbuert x sch.

108. (So wat) sceerre die een lakin qualike score an zine hee, verbuert xij d., also dicken als (men begrypt).

109. (So wat) sceerre der boete up ghewyst worde ende weder seyde, verbuert v sch.

110. (So wat) sceerre die een lakin canteelde jof planierde onghescore, verbuerde x sch.

111. (So wat) sceerre die eenen warendeerre wederzeyde te beziene, verbuerde x sch.

112. So wat sceerre die nachts score, verbuert x sch. Het ne ware dats die poort te...

113. So wat sceerre die weerc vluchtet als die waerdeerres comen te beziene, verbuert x sch...

114. So wat sceerre die lakin zendet den poorteren to te huus onbescoren, verbuert xx sch...

115. Helc man wachtem wel wat pande dat hi neemt, zo wat wevere, of wat vulre, jof vaerwere, jof spinstringhe, jof camstrighe die laken of garen of wulle leghet te pande, diest es, macht halen metten weveghelde of metten wullen ghelde of metten... —

116. So wat manne jof wyf die mes leghet up die strate, jof up der poort lant, of up anders (mans) lant buten wille van den man dier tlant es, verbuert v sch.; ende die heere mach alle wegh begripen met ij scepenen ter stede der tmes leghet en daer up wet doen; ende dat zal men dinghen also dicken als men wille; ende dereghelike up die maerct en in die... van der straeten.

117. So wie keghelt achter ganzen jof achter haenden binder cuere van der poort, hi verbuert v sch., wort hys betughet.

118. So wat poorter die poorte leet te gaderinghe, verbuert xx lb., ende ele poorter diere mede gaet, verbuert xx sch.

119. Scepenen ebben ghecuert die viere roedraghers zullen ebben een tine ende eenen tynboom; en ware brant in die poort, dat zi zouden comen te helpe dien brande; daden zys niet, elkerlyc verbuert xx sch., wort hys betughet.

120. So wie... meer stallechten bringhet met eenen like danne v, verbuert iij lb., wort hys betughet; ende dieser meer (bringhet) danne elke van vj lb., verbuert v lb., wort hys betughet.

121. So wie... vint waslecht dat niet gave es, verbuert xx sch. ende twas verloren.

122. So wie calsiede breect omme meyen in te zettene of eenighe dinghen daer men omme danest, verbuert xx sch.

123. So wie die latet zine huerden of zyn craem up die maeret, verbuert x sch., wort hys betughet up hooghe feeste.

124. So wie die wille mach calc barnen tusschen die brugghe te Hanekynwerve en Slepeldamme, indien dat hi die liede hout scadeloos.

125. So wie die mes leghet up die strate boven den derden daghe, verbuert v sch., wort hys begrepen.

126. So wie die pelgerme in roupt, het ne ware dat zi quamen van zyn voor hooft, verbuert xx sch., wort hies begrepen of betughet; zy moeten gaen toter grippen toe.

127. So wie creyhiert dranc anders danne hi zelve hevet, verbuert xl sch., wort hies betughet; ende dierghelike van spysen.

128. So wie zo lieden worpet met sneeclompen, verbuert x sch., wort hys betughet.

129. So wie die doet luden om eenen doden te eeren an de kerken danne ter kerken daer hi behoort, verbuert xx sch., wort hies betughet.

130. So wie die heenich spel spelet omme ghelt up sinte Baefs Keerchof jof up onser Vrauwen, verbuert x sch., wort hies betughet; ende diere mes up droeghe, verbuert xx sch.

131. So wie zo gl... vulckene up der strate, verbuert v sch., wort hys betughet.

132. So wie zine wase laet ligghen boven den darden daghe up die strate, verbuert iiij den., also dicken als ment begrypt.

133. So wie die aerde jof mes voert up zinen waghen ende die al pietende vaert, hi verbuert v sch., wort hies betughet met twee poortere.

134. Bi zo wien dat brant coomt, hi verbuert die poort vj jaer ende x lb., mach hi die... versetten.

135. So wie die de mege haelt naerre der poort dan eene mile, hi verbuert xx sch., wort hies betughet, het ne ware bi des mans wille.

136. Voort zo wie er zand haelt binnen der hutersten veste ende binnen der hinderste veste an die veste, dat es up die zelve boete, dat es die der poort goed neemt; het ne ware ter poort... up iij lb.

137. Ne gheen ledich wyf moet gaen up onser Vrouwen jof up sente Baefs Kerchof achter die zonne, up hare upperste cleet, bi betughe en bi begripe.

138. Ne gheene beeste moete up onser Vrouwen Kerchof, noch up sente Baefs, up xx sch., bi betughe ende bi begripe, zonder crepelpaerde.

139. So wat manne soute tuerve minghet onder andere of die soute tuerve vercochte onder versen, verbuert iiij lb.; ende elc man die zoute tuerve heeft, die moeter upsteken een root teekin, up xx sch.; ende elc man die vremde es, mach hem onsculdighen bi zinen heede.

140. So wie die aerde voeren wille in den waterganc, hi moet hebben eene duere daertoe, daer hi laed ende ontlaed, of hi verbuert xl sch.

141. So wat scepe dat men ghesonken vint in den waterganc tuschen Slepeldamme ende der stede, verbuert v sch., leecht het in den ooft waterganc.

TEXTE.

HET BOUC VAN TALE ENDE WEDERTALE.

Hier machmen vinden geschreven tale ende weder tale ende die vermete die der tale toebehoren.

I. *Van eere manslachte.*

So wat manne die dinghen wille van eere manslachte, daer behoren toe v vermete :

Dat eerste vermet es : Ware dat zake datter yemen jeghen sprake, het en ware also ghevaren als ic hebbe gead in mine tale, dies so vermetic um helpe an die goede waerede.

Dat ander vermet es : Ware dat zake dat er yemen jeghen sprake hi en adde sine clage gedaen te tyt ende terente binnen den derden daghe also als men clage sculdich es te doene als ouer eenen man die man doot heeft binnen mijns heeren lande van Vlaendere, dies so vermetic um helpe ende keere an scepene.

Dat derde vermet es : Ware dat zake datter yemen jeghen sprake hi en ware syn maech ten derden of also naer, dies so biedic scepenen te jnformeerene met goeder informasien waerdich van trouwen.

Dat vierde vermet es : Ware dat zake datter yemen jeghen sprake hi en ware clager ghemaect vte iiij vierendeelle bi consente van der ghemeenre maechscepen ende bi den iiij helpe clagers, dies so vermetic um helpe ende keere an scepene.

Dat vijfte vermet es : Ware dat zake datter yemen jeghen sprake hi en stonde hier wel ende wettelike ghedaget up den dinghedach van heden te rechte te stane, dies so vermetic um helpe ende kennesse an scepenen, ende

TRADUCTION.

LE CODE DE LA DEMANDE ET DE LA DÉFENSE.

On trouvera écrit le code de la demande et de la défense, et les formules qui régissent la procédure.

1. *De l'homicide.*

Celui qui veut entamer une action pour homicide, pourra suivre cinq formules de conclusions.

La première formule est celle-ci : s'il se présente quelqu'un pour contredire, ce que j'ai soutenu en termes de demande, je requiers d'en faire la preuve par bonne enquête.

La seconde formule est : s'il se présente quelqu'un pour contredire en alléguant que ma demande n'a pas été faite dans le délai légal de trois jours, qui est fixé pour toute plainte du chef d'homicide commis dans le pays de monseigneur de Flandre, je requiers d'en fournir la preuve et j'en appelle aux échevins.

La troisième formule est : si quelqu'un se présente pour contredire en alléguant que le demandeur n'est pas parent de la victime au troisième degré, je prie les échevins d'ouvrir une information en dûe forme, digne de foi.

La quatrième formule est : si quelqu'un se présente pour contredire en alléguant que le demandeur n'appartient pas à l'une des quatre lignes des parents, agissant de leur aveu, et n'est pas assisté de quatre co-plaignants, je requiers d'en fournir la preuve et j'en appelle aux échevins.

La cinquième formule est : si quelqu'un se présente pour contredire en alléguant qu'il n'a pas été régulièrement assigné pour comparaître à ce présent jour de plaid, je requiers d'en faire la preuve à la satisfaction des

TEXTE.

hessche hem dat hi voortga ende over hem late rechten, eist metten rade, eist metten zwerde of uyt al huut.

Ende als scepene zullen zeggen ende wisen bi gemaenden heede dat men sculdich es te rechtene als ouer eenen man die man doot heeft binnen myns heeren lande van Vlaendere; ende nadien dat hi hier niet en ghaet no ne keert, noch noemen over hem en taelt noch en antworde, so toghic ende segghe dat ickene gheachteraelt hebbe van al sulcken heesche als ic hem an gheleit hebbe te wette. Ende toghe ende segghe dat menne bannen sal ute myns heeren lande van Vlaandere c jaer ende eenen dach wonens lands hendende 't sgrauen up syn hooft jof uit al huut.

Ende al so als scepene sullen zegghen en de wisen bi ghemaenden heede men sculdich es te bannene.

IJ. *Die weerre.*

Onrecht heb di dat ghi mi heescht anlegt van minen live, ende beticht my die doot van uwen maech, daer of dat ic onschuldich bem, wesen ende bliuen sal, jof God wilt het rechts, want ic toge ende segghe dat ic van desen faite niet en weet, ende dat niemen kennen en sal no toghen ende segghen dat tlijf so edel es dat men met gheene waerede daer op commen en mach, zonder bi scepenen, dat gheene scepenen kennen. Vort alwaer also dat scepenen kennen, also si niet en sullen, so tog ic ende segghe dat hij es wettelos ende was in die tyt dat hi leuede te Nyeuport jof te Greuninghe *vel alibi*. Ende so wie die daer wetteloos es, dat die wetteloos es al Vlaendere dore. Ende biede scepenen te informeerende wel ende sofficantelike hier of; ende toghe ende segghe dattic sculdich bem te sine los, ledich, vri ende quite van allen heesschen.

Vord so togic ende segghe dat negheen opperclagere en mach zyn van mans dode en si ghemacct van iiij hulpe claghers, de ulpe clagere uut eenen vierendeele, ende toghe dat die ij ulpe clagers zyn uut eenen vierendeele. Ende dat een vierendeel vander maechscepe staet sonder clagere ende bood der scepene te informeerene; ende thoge dat alle wettelikede te voren ghedaen biden upperclagere ende biden handeren en es van gheere

TRADUCTION.

échevins et demande qu'il soit maintenu au procès jusqu'à sa condamnation, soit à la roue, soit au glaive, ou à toute autre peine.

Et lorsque les échevins diront et jugeront, sous la foi du serment, qu'il y a lieu de faire justice contre lui du chef d'un homicide commis sur la terre de mon seigneur de Flandre; et si après cela, il ne comparait ni revient, et ne constitue mandataire pour se défendre et répondre, je soutiens et affirme que j'ai justifié entièrement la plainte que j'avais déposée à sa charge en justice. Et je demande et conclus qu'il soit banni du pays de mon seigneur de Flandre pendant cent ans et un jour, et soit tenu hors des limites du domaine du comte sous peine de la hart ou toute autre.

En conséquence les échevins devront prononcer, sous la foi de leur serment, le bannissement.

2. *La défense.*

C'est sans droit que vous m'intentez une action criminelle et que vous m'accusez du meurtre de votre parent, dont je suis complétement innocent, et le resterai et prouverai, avec l'aide de Dieu et de sa justice; car je vous dis et vous démontre que ce fait m'est absolument étranger; et personne n'osera soutenir et ne parviendra à justifier que le défunt jouit d'une telle noblesse, qu'on ne puisse en ces matières recourir à l'enquête, sans l'intervention des échevins et sans leur aveu.

Ensuite, quand même les échevins me donneraient tort sur ce point, ce qu'ils se garderont bien de faire, j'affirme et prouverai que celui qui a été tué, se trouvait mis hors la loi et habitait Nieuport, ou Gravelines, ou autre part. Et quiconque est mis hors la loi dans cette ville, se trouve hors la loi dans tout le pays de Flandre. Et je prie les échevins d'ouvrir à ce sujet une instruction péremptoire; et je dis et conclus que l'on doit me laisser déchargé, quitte et libre de toutes poursuites.

De plus, je maintiens et prouve que nul ne peut se porter partie plaignante au principal en fait d'homicide sans l'assistance de quatre co-plaignants, pris chacun dans une des quatre lignes de parenté; et je trouve ici deux co-plaignants pris dans une même ligne. Il reste donc une ligne de parenté sans plaignant et je prie les échevins d'informer sur ce point; d'où il suit que toutes les procédures entamées par le plaignant principal et ses auxiliaires,

TEXTE.

waerden; ende heessche dat ghi mi quite scelt jof keeret ter wedt waerd.

IIJ. *Hoe men eenen sal verwinnen van meynaken.*

Siet ghi heeren ghi scepenen, ic als wettelic taelman Jans vorseit als opperclagere, ic toghe ende segge : dat dese man was an weghe ende an velde ende an vaerde dar dese man cam van liue ter doot, ende alpene vermeynen ende meneghen ende bringe van liue ter doot, ende gaf hem daer open wonden. Ware dat zake dat daer iemen jeghen sprake yc en ghedade mine clage te tijt ende te terende binnen den derden daghe ; dies vermet my hulpe an scepene. Ware ooc dat zake datter yemen jeghen sprake hi en stonde hier wettelike gheboden up den dinghedach van heden. Dies vermetic my hulpe an scepene ende heessche hem dat hi voord goed ende dat hyt boete.

IIIJ. *Die weerere.*

Onrecht hebdi Jan, dat ghi an legghet dat ic was an weghe, an velde ende an vaerde daer dese persoen cam van liue ter doot, ende dat ickene alp vermeenen ende vermeneghen, ende bringen van liue ter dood, ende gaf opene wonden ; ende vermet u dies in die goede waerhede, toghe ende segghe dat ic dies onsculdich bem, wesen ende bliuen sal, jof God wilt, etc. ; want ic toge ende segge dat ic van desen persoen niet en weet noch en wiste te dien tiden dat dat fait gheviel. Ende biede daer toe te doene minen heet in die heere van u, vanden magen ende vanden vrienden ; ende biede scepen wel te informeerende met goeder informatien wel wardich van trouwen met meer goeder lieden ende met sufficante (ghetuu) ghe, dat ic up die zelue tyd dat dat fait gheuiel, also als men heeft gheseit, was te deser stede ; ende toghe ende segghe dat ic naerere bem met miere jnformasien, ende bi minen heede des faits of te gane, danne ghie met eeneghe warede mi van desen faite te belastene. Ende heesche dat ghi ontfanget dese presentacie te voren ghepresenteerde, ende mi quite sceldet van allen heessche, jof keeret ter wet waert.

TRADUCTION.

sont sans valeur ; et je demande que vous me déclariez absous ou j'en appelle à la loi.

3. *Comment on peut accuser quelqu'un de guet-apens.*

Voyez messeigneurs les échevins et écoutez ce qu'en ma qualité d'avant-parlier de Jean, plaignant principal, je vais vous dire et démontrer : que cet homme était par chemins, par monts et par vaux au moment que le meurtre fut commis, et qu'il aida à le concerter et à tendre les embûches pour perpétrer le crime et porter des blessures béantes. Si quelqu'un se présente pour le contester, et prétendre que nous n'avons pas déposé la plainte dans le délai légal de trois jours, je demande à en faire la preuve aux échevins. Et si quelqu'un se présente pour me contredire, je demande qu'il soit légalement assigné à ce jour de plaid présent. Et j'en demande acte aux échevins et requiers que l'accusé soit maintenu en cause et condamné à l'expiation.

4. *Le défendeur.*

Tu as tort, Jean, de prétendre que j'étais par chemins, par monts et par vaux au moment que le meurtre fut commis et que j'aidai à le concerter et à machiner le moyen de perpétrer le crime et porter des blessures béantes ; et te mettant en demeure de l'établir par bonne enquête, je soutiens et affirme que je suis innocent de ces faits, et le resterai, ainsi Dieu, etc. ; car je dis et prouverai que je n'ai point connu la victime et ne la connaissais au moment du crime. Et j'offre d'en faire le serment, à ta satisfaction, et à celle des parents et amis ; et je prie les échevins de rechercher par bonne information, au témoignage de personnes honorables et dignes de foi, si je n'étais pas en cette ville au moment de la consommation du crime, à l'encontre de ce que l'on prétend ; et je soutiens et affirme que je suis plus près de la vérité avec mon information et mon serment qui me déchargent du crime, que toi avec telle enquête qui m'en chargerait. Et je requiers que mon offre soit, au préalable, déclarée recevable et que je sois renvoyé de toutes poursuites ou j'en appelle à la loi.

TEXTE.

V. *Hoe een man of sal zweeren sinen maech.*

Siet ghi heeren, ghi scepene, hier staet dese man, ende begert of te zweerenne zine maech jn die heere van dese mans vrienden ende van sinen maghen, nemmeer te goede te werdene noch in scaden te stane in gheereande zaken die herte gepeinsen mach ende mont spreken mach, no in rade no in dade, het en ware in rechten soendinghe. Ende togen ende seggen dat es rechte costume ende usaegge vander stede, dat hi sculdich es te hebbene pais ende soendinc met al sulken ghebode ende prisentacien als hi hier te wette gheprisenteert ende gheboden heft. Spraker yemen ieghen het en ware also als ic hebbe ghead in mine tale; dies vermetic my helpe an scepenen ende int papier. Spraker yemen ieghen hi en ware wettelyc clagere ende ghi en waerts wettelyc machtich up die tyt van nu hem te bringene ende te leedene te payse ende te so(e)ndinghe; dies so vermetic my hulpe an scepene. Ende ghine stont hier wettelyc gheboden up den desen dinghedach jegen desen man; dies so vermetic my an scepenen. Ende heesche jou dat ghi vooerd gaed, ende ontfanget hem met zulker prisentatie ende gheboden als hi hu te wetten gheboden heft, jof keeret ons ter wet waerd. Ende doet er also vele thoe als schepene zullen wisen bi hu ghemaenden heede dat ghi sculdich syt te doene.

VJ. *Die weerere.*

Siet ghi heeren, ghi scepenen, ic toghe ende zegge dat hi noyte hen de versouken dach, noch verde, noch also vele daertoe en dede als hi sculdich was te doene, ende ic heesche hem dat hi voort gha ende ons quite scelde van al zulken heesche als hi ons te wette an gheleit heeft of keeret te wetwaert. Voerd al bem ic upperclagher ic en ben maer van eenen vierendeel en nemmermeer macht en hebbe te vervanghene noch in paeyse te bringhene, al waert dat scepene redelic dochte, danne ieghen de minne; ende dat ic hebbe beloeft niemene in paeyse te bringhene, zo en ware bi der meester menichte ende bider gantsen partie. Ende mids dat hier niemene gheboden en staet van den ulpe claghere, zo ziedi nu sculdich quite te sceldene iof ter wetwaert keert.

TRADUCTION.

5. *Comment un homme peut abjurer sa parenté.*

Voyez, messeigneurs les échevins, cet homme qui se présente devant vous et désire abjurer toute alliance avec un tel, pour l'honneur de ses parents et amis, et ne plus avoir rien de commun, soit en profits soit en pertes, en aucune chose que l'esprit peut imaginer et la bouche énoncer, ni de conseil ni de fait, sauf le cas de réconciliation légale. Et il soutient et affirme que suivant le droit, la coutume et l'usage de la cité, il a droit à avoir paix et trève à telles offres et conditions qu'il a présentées et énoncées en dûe forme à la cour. Si quelqu'un vient contester la réalité du fondement de ma réclamation, je demande à en faire la preuve devant les échevins par témoins et par écrit. Si quelqu'un vient à dénier ma qualité de plaignant légal et à contester que vous n'ayez légalement le pouvoir de lui imposer paix et trève, je demande à en faire la preuve devant échevins. Ou objecte qu'il soit dûment assigné à ce jour de plaid contre cet homme, je demande à le justifier devant échevins. Et je vous requiers d'ordonner le débat et de recevoir les offres et conditions qu'il a présentées en dûe forme à la cour, ou j'en appelle à la loi. Et vous accomplirez vos devoirs d'échevins en portant une décision juste et conforme au serment que tous vous avez prêté.

6. *Le défendeur.*

Voyez, messeigneurs les échevins, je vous montre et affirme que l'adversaire n'a jamais fixé jour, ni trève, ni rempli aucun des devoirs que la loi impose; et je lui demande de nous laisser et d'être absous de toutes les prétentions qu'il émet à notre charge en justice, ou j'en appelle à la loi. De plus, si je me porte plaignant principal, je ne représente qu'une des quatre lignes de parenté, et n'ai aucun mandat pour conclure ou traiter de la paix, même si les échevins la jugeaient opportune, sans l'aveu des autres parents; car j'ai pris l'engagement de ne conclure la paix sans l'aveu de la majorité de mes parents et l'accord unanime de ceux de la partie adverse. Et attendu que personne n'est cité ici pour être co-plaignant, je somme le plaignant de se désister et de nous laisser, ou j'en appelle à la loi.

TEXTE.

VIJ. *Vonness.*

Scepene dinct recht dat hi up heffe zyn hand ende zweere ten Helighen : dat hi onsculdich war ende noeyte en wyte van rade noch van dade, ende voerd nemermeer te goede te wordene, noch in stede te stane met rade, noch met dade, noch met gheen rande zaken die herte ghepeinsen mach, noch mont spreken mach, et en ware in rechten zoendinghe.

Ende dat zal wesen up vremde lieden ende up poorters.

Ende dat ghedaen, men salse wisen in wettelike paeyse ende in wettelike zoendinge ieghen den dandere. Ende so wie dat zoendinc verbrake, dat ware up zoendinc brake ende up moordaet in kennesse van scepene.

VIIJ. *Hoe dat men sal beroupen j wettelijc beleet.*

Men sal beroupen een beleet naer maninghe ende voor vonnessen, ende segghen aldaer : Ziet ghi heeren, ghi scepenen, wildi ander vonnesse wisen danne men ons beuelen soude wesen, so beroupic hier een beleet wettelike te huwen wetteliken hoofde vor die wet van Brugghe met ghelde ende met meer ghelde, esser te lettel ic wilre toedoen, esser te vele jc wilre ofdoen, jof ic wilre also vele toedoen als scepenen sullen segghen dat ic sculdich bem te doene ; ende ic toghe ende zegghe dat ic so wel ende wetteliker beroupen hebbe, dat sculdich es voord te gane te des goens coste diet sculdich es te gheldene som doet wet.

IX. *Hoe men sal begeeren huus ruminghe.*

Siet ghi heere, ghi scepenen, wat thoget Wouter Denys ende ic ouer hem, als syn tale, ende wat wij heeschen Bouden Reynoude.

Ic toghe ende zegghe dat cam Bouden Reynoude in tiden verleden, ende wedde ende gheloofde up zijn husinghe daer in dat hi woenede was, staende aen die maerct tArdenburch dezelue Wouter eene summe van dies van xxiiij schellinghen grote te gheuene binnen eenen termine of jare ; welc termyn verleden zijn. Waerd dat hi jeghen hiet zeide jof sprake hine ware die scult

TRADUCTION.

7. *La sentence.*

Les échevins prononcent pour droit que le demandeur lève la main et jure sur les Saints Evangiles; qu'il est dégagé de tous liens et restera à jamais dégagé de tous biens, et n'aura plus rien de commun, ni de conseil ni de fait, en aucune chose que l'esprit puisse imaginer et la bouche énoncer, sauf le cas de réconciliation légale.

Et cette procédure est applicable aux étrangers comme aux bourgeois.

Et le serment prêté, les deux parties seront condamnées à conclure la paix et la réconciliation légales, l'une avec l'autre. Celle qui l'enfreindrait, encourrait la peine de rupture de trève et de meurtre, à juger par les échevins.

8. *Comment on interjette un recours légal.*

On doit former le recours après la semonce et avant le jugement; en s'énonçant en ces termes : Voyez, messeigneurs les échevins, si vous êtes d'avis d'émettre un jugement qui nous soit défavorable, je prends ici un recours légal à votre chef de sens judiciaire, qui est la loi de Bruges, avec consignation de cette somme et de plus; s'il y a trop peu d'argent, je veux, suppléer; s'il y en a trop, je veux retirer; ou j'en veux verser autant que les échevins voudront me fixer; et je montre et affirme que j'ai pris le recours dans toutes les formes légales, et qu'il faut y donner suite aux dépens de qui il appartient, conformément aux dispositions de la loi.

9. *Comment on poursuit le déguerpissement.*

Voyez, messeigneurs les échevins, ce que Wautier Denys demande, par mon organe d'avant-parlier, et ce qu'il réclame de Baudouin Reynoud.

Je montre et dis que Baudouin Reynoud, passé quelque temps, vint trouver Wautier et lui donna en gage et hypothèque sa maison qu'il habite sise sur le marché à Ardenbourg, pour une somme de vingt-quatre escalins de gros, remboursable dans le terme d'un an; et ce terme est expiré. S'il veut me contredire et contester qu'il doit cette somme, et qu'il l'a engagée

TEXTE.

sculdich ende hine adse belooft up syn huus vorseit, ende die termine ware leden. Dies so vermetic my hulpe an scepene ende an desen saertere; spraker yemen jeghen hi en stonde hier wettelyc gheboden up den dinghdag van heden jeghen Wouter Denys, diere vermet mi an scepenen ende heesch hem dat hi vord ga ende up legghe de summe van deser vorseit, jof dat hi huus ruminghe doe te alsulke daghe ende termine als ons scepenen zullen wisen bi ghemaenden heede als si sculdich syn te doene.

X. *De weerere.*

Waer naer quam Bouden Reynoud thoghen ende seggen dat nyemene kennen en sal dat sculdich es te leennene; ende waerd so dat scepenen kenden, al so si niet en sullen, so toghet hi ende seit dat hi ne gheene macht en heeft sijn huus noch sine erue te verbinden, het en ware bi sinen wiue, behouden alle scepenen kennessen; ende dat zijn wyf noyte daerin concenteerde noch verhogen en cam, ende dat al ghedaen was om uwe ogen te verulene.

Vord so toghe ende zegge Bouden vorseit, al adde zijn wijf vor hogen ghesyn ende haer verbonden ende gheconsenteerd, ghelyc mi, so toghede Bouden vorseit dat dat niet en ware daneen pant. Ende dat hi die pande niet en conste ghecrighen et hen ware bi wetteliken verbeden ende bi anderen wettelycheden al so daer thoe behoren. Ende thoghe dat hi zyn huus niet rumen en soude, ende al an syn huus niet commen en soude et en ware bi wettelikedin al soot behoort. Ende heescht dat hine quite scolde van allen heesch die hi hem te wette an gheleit heeft, jof dat hyt keere ter wet waerd.

XJ. *Hoe dat hem een man verweeren daer men hem heesch an leid van liue jof van leden als van sinen wijue.*

Onrecht heb di bailiu ende ghi scout, dat ghi daer heesch Jan Coc lijf jof let boete, jof ban, bi redenen die icker toe ghetoocht hebbe ende vord daer thoe toghe ende segghen ende segghe sal, want bailliu, Jan vorseit thoghet ende zeid ende ic ouer hem, als syn taelman, dat ghi bailliu zelue caemt jn tiden verleden ten huus daer Jane, twyf Jans vorseit, in wonende was,

TRADUCTION.

sur sa maison et que le terme est expiré, je demande à en faire la preuve aux échevins et invoque cette charte; mais si quelqu'un veut contester que Baudouin ait été régulièrement assigné, de par Wautier Denys, à l'audience de ce jour, j'en appelle aux échevins, et demande de passer outre, et qu'il fasse le remboursement de la somme sus-énoncée, ou qu'il déguerpisse de sa maison, au jour et terme que les échevins voudront bien fixer par leur jugement, ainsi qu'ils sont tenus de le faire.

10. *Le défendeur.*

Sur ce Baudouin Reynoud vint dire et répliquer que personne ne peut imputer à grief le fait de prêter; et si même les échevins l'appréciaient autrement, ce qu'ils ne feront pas, il dit et exposa qu'il n'avait aucun pouvoir d'engager sa maison et son fonds, sans l'aveu de sa femme et l'intervention des échevins; que sa femme n'avait jamais consenti et n'était intervenue à l'acte; et que toutes ces prétentions n'étaient élevées que pour éblouir vos yeux.

De plus, Baudouin précité continua et dit, quand même sa femme fut intervenue et se serait liée par son consentement, à l'égal de lui, que l'acte n'aurait pas encore la valeur d'une antichrèse; puisque l'acte hypothécaire ne peut se constituer que par une passation légale et moyennant toutes les autres formalités prescrites par la loi. Il déduisait de là qu'il n'avait point à déguerpir de sa maison et qu'on n'avait aucun droit à y exercer, en dehors des formes légales, ainsi qu'il appartient. Il conclut à être déclaré quitte de toutes les prétentions élevées à sa charge, ou sinon qu'il en appellait à la loi.

11. *Comment un homme se défendit, contre lequel on avait requis une peine corporelle pour cause de méfait de sa femme.*

Vous avez tort, monsieur le bailli et vous monsieur l'écoutète, de poursuivre Jean Coc et de requérir une peine corporelle ou pécunaire, ou le bannissement, par les motifs que je vous ai déduis et développés, que je vais vous déduire et développer encore; car, monsieur le bailli, Jean prénommé vous a dit et soutenu, comme je vous dis et soutiens pour lui, en ma qualité

TEXTE.

ende aneuaerdet daer al so zulc goet als bachten Jane vorseit bleuen was, ende settet int arrest als ouer verbuert, omme die redene dat Jane haer zeluen tlyf nam, als te myns heren bouf van Vlaenderen. Ware dat zake dat ghi daer yeghen zeit jof spreket, het en ware also gheuaren, daer vermetic mi an scepenen, ende hessch hu, balliu van Ardenburch, dat ghi vord gaed ende hand ende mont doet van allen den goede dat Janen thoe behorde jof quite sceldet Jan Coc vorseit van allen heesch die ghi hem te wette an gheleit hebt, jof ter weet waert keeret, ende also vele daer thoe doet als scepenen zullen wisen bi ghemaenden heede dat si sculdich syn te doene. Ende ic begeere dat ghi scepenen maent van den rechte.

XIJ. Voord ghi heeren, ghi scepenen, so toghet Jan voorseit ende ic ouer hem als syn taelman, als dat ghi hebt in uwer taelen ajet hy onrechte, dat Jan zijn wijf soude hebben gheslegen, jof ghesteken, van den welken dat soe soude hebben gheuallen in onuerduldicheden ende haer seluen verhangen, 't welke Jan vorseit noyte en dochte noch en peynsde; ende dat al zeggen worde ende veld worde sijn. Ende al waerd dat zake dat Jan voorseit zyn wijf adde ghesleghen jof ghesteken zonder wonde ende sonder quetsuere, so toocht Jan, dat nyewer en staet te juerdixie van desen heere; want het es dicken gheuallen dat j man sijn wijf slaet, jof een wijf haren man, ende daer tenden pays maken onder hem beeden. Ende thogh ende segghe dat j man sijn wijf mach slaen, ende ziec houden, ende ghesont bi al so dat hi wille, ende toochen en zeecht dat twyf es eens mans cateyle. Ende dat dit point al so staerc es in hem zeluen dat ghe balliu, mids des poynte sijt sculdich voord te gane quite te sceldene Jan voorseit van allen den heeschen die ghi hem te wette angheleyd hebt, jof keeret ter wet waerd; ende doeter also vele thoe als scepenen zullen wisen dat ghi sculdich zijt te doene.

XIIJ. *Van sculde van lakinen.*

Wildi horen, ghi scepenen, wat ic thoghe ende segghe Jan Clop, ende ic ouer hem als sijn taelman; want hi toghet ende secht, dat quam in tiden verleden Jan die Backere, ende cochte jeghen Jan Cloppe eene sorte van

TRADUCTION.

d'avant-parlier, que vous-même, monsieur le bailli, il y a quelque temps, vous vous êtes rendu au domicile qui fut occupé par Jeanne, la femme de Jean, et vous y avez recolé tous les biens délaissés par Jeanne, et vous les avez saisis du chef de confiscation au profit de monseigneur de Flandre, parce que Jeanne s'était suicidée. Si vous aviez le projet d'infirmer ou de contester la réalité de ces faits, j'offre d'en apporter la preuve aux échevins, et vous requiers, monsieur le bailli d'Ardenbourg, de poursuivre et de rendre compte et main-levée de tous les biens qui ont appartenu à Jeanne, ou de désister de toutes les prétentions que vous avez élevées contre Jean Coc en justice, ou j'en appelle à la loi et demande aux échevins de décider entre nous par un jugement en dûe forme, ainsi qu'ils sont tenus de le faire. Et je vous prie que vous semonciez les échevins de faire droit.

12. De plus, messeigneurs les échevins, Jean vous démontre, comme je le fais pour lui en ma qualité d'avant-parlier, que vous l'avez faussement accusé d'avoir battu ou maltraité sa femme, et qu'à la suite de ces violences, elle serait tombée dans un accès de désespoir et se serait pendue; chose à laquelle Jean prénommé, n'a jamais pu ou osé penser; ce sont là de simples paroles et des cancans. Et quand même Jean prénommé aurait battu ou maltraité sa femme, mais sans occasionner de plaie ou blessure, je soutiens au nom de Jean que ce fait ne tombe pas sous l'empire de l'action pénale de monseigneur; car il est arrivé maintes fois qu'un homme battait sa femme et la femme son mari, et qu'ils parvenaient à se réconcilier finalement. Et je dis et soutiens qu'un mari peut battre sa femme, et la tenir malade ou en santé à sa guise; et je dis et soutiens que la femme est un cathel du mari. Et que ce point de droit est si irréfragable, que vous êtes tenu, monsieur le bailli, en vertu de cette disposition, de vous désister de toutes les prétentions que vous avez élevées à charge de Jean précité, ou j'en appelle à la loi; et messeigneurs les échevins, vous en déciderez comme les échevins sont obligés de le faire.

13. *D'une dette de draps.*

Veuillez entendre, messeigneurs les échevins, ce que Jean Clop va vous dire et exposer, et ce que je viens vous dire et exposer, en son nom, en qualité d'avant-parlier, à savoir que Jean de Backere se présenta, il y a

TEXTE.

lakinen, waer thoe dat cam j summe van dies van v pond grote ; van welker summe dat hi hem noch tachter es een schellinc grote van zine cope. Ware dat zahe dat Jan die Backere daer jeghen jet zeide jof spreke hi en adde dese lakine ghecocht jeghen Jan Clop, dies so vermetic my hulpe an scepenen an den makeare die ouer den coop was. Ware ooc dat zake dat Jan die Backere yet zeide jof sprake hi en ware desen vorseiden Jan Clop dese vorseide scult sculdich, daer thoe biedic, Jan Clop, al so vele te doene als scepenen zullen wisen bi ghemaenden eede, dat si sculdich sijn te doene. Spraker ooc yet jegen hi en stonde hier wel ende wetteliken geboden up den dinghe dach van heden te rechte te stane jeghen Jan Cloppe, dies biedic in my hulpe ende keeret an scepenen ; ende thoghe ende segge dat dat poynt es al so staerc in hem zeluen dat ghi mits desen poynte sculdich syt voord te gane, ende Jan Cloppe te gheldene die summe van desen peneghen, jof daer of te bliuene, jof keeret ter wet waerd.

XIIIJ. *Die weerere.*

Onrecht hebt ghi, Jan Clop, dat ghi daer heescht an legt Jan den Backere, bi der redene die icker toe gheseid hebbe ende vord daer thoe segghen sal ; want Jan die Backer thoghet ende seit ende ic ouer hem, als syn taelman, dat gheuiel in tiden verleden dat Jan die Backere met hen mochte wesen binnen der stede van Ardenburch, ende dat hi daer voren moeste (vlien) van sculden. Ende in dien tiden so sende Jan die Backere tote Jan Cloppe eenen bode omme te besiene jof Jan Clop wilde hebben lakyn ouer sine scult. Ende in dien tiden so andworde Jan Clop, jaic, ende nam dien lakenen ouer sine scult ; ten welken lakinen dat cam so vele dat die scult betaelt was, ende dat Jan Clop sculdich bleef Jan den Backere viij schellingen groten. Spraker Jan Clop yet ieghen hi en adde die vorseide lakine gheaneuaerd ende ontfanghen ouer sine scult ; Dies so biedic scepenenen wel te informerene met goeder jnformacien. Spraker ooc yet jeghen Jan Clop die waere Jan den Backere verhachtert ende sculdich viij schellingen grote ; Dies biedic hem te doene sinen heed ende heesch Jan dat hi ons quite scelde van allen heesschen, ende ons betaelt viij scellingen grote, jof daer voren ga in den steen, jof keeret ter wect waert.

TRADUCTION.

quelque temps, chez Jean Clop et acheta une certaine quantité de drap, dont le prix s'élevait à la somme de cinq livres de gros; de la quelle somme il reste encore à payer un escalin de gros. Dans le cas où Jean de Backere viendrait infirmer ou contester le fait de cet achat de draps, à Jean Clop, je vous offre d'en fournir la preuve aux échevins par le témoignage du courtier qui intervint à la vente. Et dans le cas où Jean de Backere viendrait dénier ou contester le solde qu'il doit encore à Jean Clop, je vous prie, au nom de Jean Clop, de prendre telle décision que votre fonction d'échevins vous impose de prendre. Si quelqu'un vient à me contredire en soutenant que l'assignation à ce jour de plaid ne lui a pas été régulièrement faite au nom de Jean Clop, je vous en demande acte et en appelle à la loi; et j'affirme et soutiens que cette cause est si clairement établie, que vous ne pouvez ne pas le reconnaître, et que vous devez, par conséquent, payer le solde de compte à Jean Clop et vous désister de toute opposition, ou j'en appelle à la loi.

14. *Le défendeur.*

C'est à tort, Jean Clop, que vous avez intenté cette action à Jean de Backere, pour les motifs que je vous ai déjà énumérés et que je vais exposer de nouveau ; en effet, Jean de Backere vous a répondu et affirmé, et en ma qualité de son avant-parlier, je vous réponds et affirme que, passé quelque temps, Jean de Backere ne pouvait paraître à Ardenbourg et qu'il dut quitter la ville pour échapper à ses créanciers. A ce moment, Jean de Backere envoya un messager à Jean Clop pour lui offrir de reprendre des draps en compensation de sa créance. Et à l'instant, Jean Clop accepta l'offre et reprit les draps en compensation de sa créance; et il se fit ainsi que la créance fut complètement éteinte et que Jean Clop, qui avait reçu trop de draps, reste débiteur à Jean de Backere d'un solde de huit escalins de gros. Si Jean Clop veut contester qu'il n'a accepté et reçu les draps en compensation de sa créance, je prierai les échevins d'ouvrir à ce sujet une enquête pertinente. Et si l'on conteste que Jean Clop resta débiteur envers Jean de Backere du solde de huit escalins de gros, je l'inviterai à prêter le serment ; et je persiste à demander que Jean Clop se désiste de toute prétention à notre charge, et qu'il nous acquitte les huit escalins de gros, sous peine de la contrainte par corps ; ou sinon, j'en appelle à la loi.

TEXTE.

XV. *Van valscher zeghelinghe.*

Wildi horen, ghi heeren, ghi scepenen, wat ic thoghe ende segghe die balliu, ende ic ouer hem, hi thoghet ende secht dat quam in tiden verleden Lauereyns Claeuaert, jof hoe dat hi ghenoemt es, ende heeft ghemaect eene quade valsche zeghelinghe op scepenen van Hoostburch, namelike up Jan filius Pauels ende up Heynric den Vriesen. De welke zeghelinghe es ghemaect uten confeite van haren zeghel met quader haercheden ende met valscheden. Ende toghe ende segghe dat dese vorseide scepenen dat niewer kennen ende zullen kennen als dat in den sarter ghescreven staet, jof es. Ende toghe ende segghen dats hem scepenen te buten ghedaen hebben, ende dat syt noeyte en zeghelden. Ende dies so vermetic mi hulpe an scepenen. Spraker yemen jeghen hi en ad zelue desen tsarter doen maken ende zelue bezegelt op den stamp van scepenen bi quader aercheden ende bi malicien, daer of biedic scepenen te informerene met goeder informacie werdich van trouwen. Ende toghe ende zegghe, dat so wat manne die beruucht ware met also quaden aergheliken faite, dat men sculdich es ouer hem te rechtene metten rade, jof metten zwerde, jof den slotel int lier, ende daer tenden te bannene uuten myns heere lande van Vlaenderen c jaer ende eenen dach wonens lands houdende tscracien, jof L jaer, jof vj jaer up syn hooft van haercheden, jof int al huut hende, also als scepenen zullen zeggen bi ghemaenden heede, dat men hem sculdic es te corrigierende met heeren rechte.

XVJ. *Van vonnesse te casseerne.*

Wildi horen, ghi scepenen, wat thoghet ende zecht Jan Base, ende ic ouer hem als syn taelman; ende wat hi, Jan, heesschet Jooris filius Jooris filius Maerten, Jacop filius Maerten ende Machiel filius Machiel, ende ic ouer hem zijn taelman.

Wat ic toghe ende zegghe, dat was j content ende ghescil tusschen Jan Baze of j zide, ende tusschen Maerten filius Jacop of ander zide. Van welken ghescille ende contente dat wy bleuen an beede ziden up Jooris filius Jacop

TRADUCTION.

15. *De faux scels.*

Veuillez entendre, messeigneurs les échevins, ce que j'ai dit et dénoncé au bailli, et que je vous dénonce en son nom ; à savoir qu'il y a quelque temps, Laurent Claevaert. ou n'importe son nom, a confectionné une fausse charte munie des scels des deux échevins d'Oostbourg, Jean fils de Paul et Henri de Vriese. Ces faux scels ont été pris sur l'empreinte des scels véritables, dans une intention doleuse et le but de nuire. Et je vous dis et affirme que ces deux échevins n'ont jamais rien su et ne savent rien de tout ce qui est relaté dans la fausse charte. Et je vous dis et affirme que ces échevins n'ont jamais présidé à cet acte et ne l'ont jamais scellé. Sur tout quoi, j'offre de me justifier devant l'échevin ; et si quelqu'un conteste que l'inculpé ait fait fabriquer cette charte et l'ait scellé lui-même de la fausse empreinte des échevins par méchanceté et par malice, je prie les échevins d'ouvrir à ce sujet une enquête rigoureuse, digne de foi. Et je dis et maintiens que l'on doit exécuter ceux qui sont reconnus coupables de faits aussi criminels, par la roue, ou par le glaive, ou par la marque de la clef sur la joue et le bannissement pour cent ans et un jour hors du pays, sous la réserve du droit de grâce, ou pour cinquante ans, ou six ans, sous peine de la hart ; du chef de l'intention pernicieuse ou de tel autre que les échevins voudront qualifier par leur jugement et que l'on est obligé de punir pour la sauvegarde du droit du seigneur.

16. *De la cassation des jugements.*

Veuillez entendre, messeigneurs les échevins, ce que Jean Baze va vous dire et exposer, comme je le fais pour lui, en qualité d'avant-parlier ; et ce qu'il prétend à charge de Georges fils de Georges fils de Martin, de Jacques fils de Martin et de Michel fils de Michel, comme je le fais pour lui, en qualité d'avant-parlier.

Je dis donc et vous expose qu'il s'était élevé un débat et différend entre Jean Baze, d'une part, et Martin fils de Jacques, d'autre part. Pour mettre fin à ce débat et différend, on s'en référa, de commun accord, à l'arbitrage

TEXTE.

ende up zine broeders, naer costumen, usaedzen van der poort van Ardenburch. Ende al daer zo werde dese vorseide persone, vindmanne wysen, ende wysden der een vonnesse also art ende also zwaer dat Jan Baze vorseit, onghelijc ware te doene na der mesdaet die mesdaen was ende bouen der costumen ende usaedzen van der poort, twelke dat hi daer casseerde up die stede staende in kenlikeden van scepenen. Ware dat zake datter hiemene tieghen sprake tvonnesse en adde ghecasseert gheweest up die stede, die so vermetic mi helpe an scepenen. Ware dat zake datter yemen tjeghen sprake dit en ware den naesten dinghedach sichtent dat tvonnesse ghecasseert was; Dies so vermetic mi hulpe an scepenen. Ware dat zake datter hiemen tieghen sprake ghine stont hier wettelike ghedaghet up den dinghedach van heden jeghen Jan Bazen; Dies vermetic mi helpe an scepenen, ende heesche hu lieden dat ghi vordgaed ende doet dit vonnesse hute huwen monde ende worpet jnden mond van scepenen, jof keeret ons ter wet waerd, ende doeter also vele toe als scepenen zegghen zullen bi ghemaenden eede dat ghi sculdich zijt te doene.

XVIJ. *Weerre.*

Siet ghi heeren, ghi scepenen, Maertin filius Jacop toghet ende seit dat dit vonnesse zo redenlike ende so wesenlike es ghewyst nader groter scoffieringhe die hem ghedaen was, dat zy niet min ghewyst mochten ebben, behouden hare heeren ende euusschede. Ende toghe ende zegghe dat tvonnesse sculdich es van weerden te bliuene, dat zi ghewyst ebben na der goeder orconden die zi daerof ghehort ebben van den bedraghe. Ende zeit dat niet zo wettelike ghecasseert en was dat sculdich es ghecasseert te bliuene, jof in scepenen mont te comene. Ende dat niemene kennen sal dat sculdich es te kenne. Ende al waer so, dat scepenen kenden wel ghecasseert, so toghe ic ende zecghe dat die principael jof die vindmanne nieuweren zijn gheboden, ende dat nieme kennen sal ende toghen ende zeggen, dat ghi die sculd adt ghezijn biedene. Ende heessche jou bi deser redenen dat ghi tvonnesse doet ende vulcoomt dat vindmanne ghewyst ebben. Ende ons quite scelt jof ter wet waerd keert.

TRADUCTION.

de Georges fils de Jacques et de ses frères, suivant les us et coutumes de la ville d'Ardenbourg. Et lesdits arbitres ayant accepté cette mission compromissoire, prononcèrent une sentence si dure et si cruelle, portant que Jean Baze avait eu tort d'en agir ainsi qu'il l'avait fait, à la suite de l'avanie qu'il avait essuyée, et en violation des us et coutumes de la ville, que ledit Baze en appela sur le champ en cassation au tribunal des échevins. Si quelqu'un dénie que le recours en cassation n'a pas été formulé sur le champ, je demande à en produire la preuve devant échevins. Si quelqu'un contredit en avançant que ce jour de plaid n'est pas le plus prochain après l'annonce en cassation, je demande à le justifier devant échevins. Si quelqu'un veut contester en soutenant que l'assignation n'a pas été régulièrement faite au nom de Jean Baze, je demande à le justifier devant échevins. Et je vous requiers de passer outre et de prononcer publiquement votre sentence, de votre propre bouche, ou j'en appelle à la loi. Mais vous prendrez votre décision, conformément au serment que vous avez prêté et vous accomplirez votre devoir d'échevin.

17. *La défense.*

Voyez, messeigneurs les échevins, Martin fils de Jacques qui vient vous exposer et dire que la sentence attaquée est si raisonnable et si bien fondée, qu'elle ne pouvait l'être davantage, ni plus douce, après la brutale agression dont il a été victime, en réparation de son honneur et de sa considération. Et je dis et soutiens que cette sentence doit être confirmée, puisqu'elle a été portée à la suite de la déposition de nombreux témoins entendus dans cette affaire. Et de plus, une sentence, quelque méconnue qu'elle soit légalement, n'est soumise à la cassation définitive que par un arrêt des échevins, et que l'on ne peut déroger à l'ordre des compétences. Et quand même les échevins reconnaîtraient que la sentence doit être invalidée, quant au fonds, je dis et soutiens que la partie principale et les arbitres n'ont pas reçu de citation régulière ; et que personne n'oserait affirmer et maintenir que vous avez le droit de couvrir ce vice de forme. Par ces motifs, je requiers que vous confirmiez simplement la sentence et ordonniez l'exécution de ce que les arbitres ont décidé ; et que vous nous renvoyiez indemnes, ou j'en appelle à la loi.

TEXTE.

XVIIJ. *Van eenen beleede dat die baelliu dede up meester Hughe filius Willems van den Steene.*

Up den xxviij sten dach van laumaend so quam die Baeliu, als (h)eeren, ende gaf een heesch eenen onsen pootere, als boorghe van eenen vrilaet, ende tooghede ende zeide daer dese vrilaet waende gheweest ebben in payse, in rusten ende in vreden binden scependomme ende binden cuere gherechte van Ardenburgh; daer es comen dese vrilaet der ghi borghe of zyt, ende heeft bestooct eenen stryt ende eenen twist. Ten welken stride ende ten welken twiste dat hine hevet ghearrapt, ghedulslaecht ende omme an em gheweest ende in euelen wille. Sprake hi der jeghen iet het en ware also gheuaren also ic hebbe gheadt in miere talen; Dies vermetic mi elpe an die warede; ende toghe ende zecghe, dat dese twist es ghevallen ende ghesciet binnen payse ende binnen zoendinghe. Sprake al yemen daer tjeghen ende adde pays ende zoendinc ghemaect ghesijn tusschen hem beede, dies so bood die heere ende scepenen te informeeren, ende tooghede dat al omme j ocusoen toe commen was.

Ende dies vermet die heere elpe an der goeder waerede, ende toghede ende zeide : waerd so datter twist bekent worde datter zoendinc te breken ware, ende toghede dat ghi borghe waert van den vrilaet te wette te bringhene. Sprake ghi daer daerjeghen yet, dies vermet an scepenen. Spreker yement jeghen hi en stoede hier wel ende wettelike ghedaghet up den dinghedach; Dies vermet an scepenen. Ende heessche jou als poortere, dat ghi mi teliuereert minen gheuanghenen, jof dat ghi laet ende hu rechten metten rade, jof metten zweerde, jof met zwulker justicie als scepenen zullen zecghen ende wisen bi ghemaenden eede, dat men sculdich es te doene, ende eenen man die pays ende zoendinc te breken heeft; ende heessche hem dat hyt boete jof ter wet waerd keere. Ende na dien dat hi hier niet ne gaet, noch en keert, noch niement ouer hem ne caest, noch en andwoort, zo zecgic dat es gheachtervolghet van allen eessche ende men sculdich es te banne c jaer ende j dach bute myns heeren lande van Vlaenderen van zoendinc brake ende van vilainen fayte.

TRADUCTION.

18. *D'une poursuite que le bailli intenta contre Huques fils de Guillaume Van den Steene.*

Le vingt-huitième jour du mois de janvier, le bailli se présenta au nom du seigneur et intenta une action à charge d'un de nos bourgeois, qui était caution d'un franchoste; il dit et exposa que ce franchoste avait promis de résider en paix, tranquillité et repos dans le ressort de l'échevinage et de la juridiction d'Ardenbourg; mais il advint que ce même franchoste, dont notre bourgeois s'était constitué caution, excita une querelle et une rixe; et dans cette querelle et cette rixe, il se battit, frappa et se livra à des excès, emporté par une violente colère. Si quelqu'un veut contester la vérité de ces faits tels que je viens de les narrer, je demande à en faire la vérification au moyen d'une enquête; et je dis et maintiens que cette rixe a surgi et est arrivée au milieu d'une trève et d'une réconciliation. Si quelqu'un vient dénier que la trève et la réconciliation avaient été conclues entre les deux partis, j'offre à l'officier du seigneur et aux échevins d'en faire l'information et de montrer qu'il en résulte dans tous les environs une source de discordes.

En conséquence, l'officier du seigneur se réclamait d'une bonne enquête, et continuait en disant : la querelle étant ainsi établie et la rupture de trève reconnue, le bourgeois qui s'était constitué caution, était tenu de faire comparaître le franchoste à la barre. Si quelqu'un le contredit, il s'en réfère aux échevins. Et si quelqu'un conteste que l'assignation à ce jour de plaid n'est pas régulière, il s'en réfère encore sur ce point aux échevins. Et je requiers que vous, bourgeois, vous livriez mon prisonnier et que vous subissiez la condamnation à la roue, ou au glaive, ou à telle peine que les échevins prononceront par leur sentence, comme c'est leur devoir, contre un homme qui est coupable de rupture de paix et de trève; et je requiers qu'il subisse son expiation ou j'en appelle à la loi. Mais attendu qu'il ne se présente pas en justice et que personne ne comparaît et ne répond pour lui, je dis qu'il a été poursuivi à bon droit et requiers qu'il soit banni pour cent ans et un jour du pays de Flandre du chef de rupture de trève et de vilain fait.

TEXTE

XIX. *De weerre.*

De burghmeister die toghede daer ouer onsen poortere dat hi te diere vierscare niet commen en mochte et en zoude hem costen lyf jof let, ende dat hi sculdich ware zine warede te ebbene ghelyc jof hi zelue stonde in presenten, omme die redene, dat hi ballinc was van liue of van leden ende ter vierscarne niet commene en mach beouden zijns lijf jof zijns let.

XX. *De weerre van onsen poortere ende der partie een beroup. Ende hoement sculdich est beroup te doene. Ende watmen sculdich es toe te doene.*

Onse poortere die toghede met zinen taelman, dat niemene kennen en soude, diet sculdich ware te kenne, datter hoyt twist was; ende al ware dat zake datter twist bekent worde, als niemene kennen en sal, so toghet ons poortere ende zeit dat niemene kennen en zal, dat sculdich es te kennen, datter oyt zoendinc te broken was; ende dat niemene kennen en zal, dat sculdich es te kenne, dat die twist toe cam uten ocusoene van den ouden twiste. Ende onse poortere toghet ende zeghet, dat hi noyte borghe en was als van den vrilaet te wette te bringhene, ende dat niemene kenne en zal. Ende al ware dat zake dat yemene kende diet sculdich ware te kenne, so tooght ons partie, dat hem die heere an gheleit heeft van liue of van lede, ende dat niemene hem zeluen verbinden en mach van live of van leden, jof ooc yemene verboorghen van liue of van lede, het en ware in ghebanre vierscare. Ende toghe ende zeeghe, dat onse poortere hem zeluen noyte en verband in ghebanre vierscarne, ende dat niemene kenne en sal diet sculdich es te kenne. Ende onse poortere die toghede daer dat wettelike betoghet was doe hi gheboden was, dat hi te ziere vierscarne niet comen en mochte beouden lijf jof let; ende dat hi huut den lande was ende uter poort doe hi ghebeden was. Dies vermet mi helpe an scepenen. Ende ware dat zake dat zij ander vonnesse wisen wilden danne dat gheen band van woorden en es die men verbind jeghen den heere, als van liue of van lede, et en ware in ghebanre vierscharne, so beroupic j beleet te huwen wetteliken oofde met goude ende met zeluere, eyst te paerde, jof te voet, jof

TRADUCTION.

19. *La défense.*

Le bourgmestre répondit au nom de notre bourgeois qu'il ne pouvait se présenter devant le tribunal sans s'exposer à une condamnation de vie ou de membre, et qu'il avait droit à avoir sa contre enquête, comme s'il avait comparu en personne, parce qu'il était banni sous peine de vie ou de membre et qu'il ne pouvait comparoir devant le tribunal sans risquer la perte de la vie ou de membre.

20. *La défense de notre bourgeois et le recours de la partie. Dans quelle forme on interjette appel, et de la procédure en matière d'appel.*

Notre bourgeois exposa par l'organe de son avant-parlier que personne, examinant la cause, ne reconnaîtra jamais l'existence de la querelle; et quand même cette existence fut reconnue, contre le sentiment de tous, notre bourgeois dit et maintint qu'aucun juge, examinant la cause, n'admettra la rupture de trève; et que nul juge, examinant la cause, n'admettra que la seconde querelle avait pour source la première. Notre bourgeois soutint encore que jamais il n'avait garanti la comparution du franchoste en justice, et personne ne pourra l'admettre. Et quand même le juge admettrait cette interprétation, notre bourgeois affirma que l'officier du seigneur lui a intenté l'action publique, emportant la perte de vie ou de membre, et que nul ne peut contracter une obligation civile emportant cette pénalité, ni faire un cautionnement de cette nature, sans les passer devant le banc échevinal. Et il dit et ajouta qu'il n'avait jamais fait pareille passation devant le banc échevinal, et que nul juge ne pourra l'admettre en examinant la cause. Et notre bourgeois exposa ensuite qu'il avait établi par preuve légale qu'au jour de l'assignation il ne pouvait comparoir devant le tribunal sans risquer la perte de vie ou de membre; puisqu'il était hors du pays et de la ville au moment de l'assignation. Et il offrait de le justifier devant échevins. Et si l'on voulait décider que par une simple convention verbale, non passée devant le banc échevinal, l'on peut s'engager vis-à-vis du seigneur à la perte de vie ou de membre, qu'il en interjettait appel devant le chef de sens, en nantissant or et argent, à cheval ou à pied, ou de toute manière en usage

TEXTE

hoemen wettelike beleede pleghet te veruolghene; es hier te vele ghelts ic wilre of doen, ende esser te lettel ic wilre toedoen; ende ic biede also vele toe te doene als men te heenen vollen beleede sculdich es te doene. Ende ic toghe ende zecghe, dat ic dit zo wettelike beroupen ebbe, dat sculdich es voort te gane te des goons coste diet sculdich es te gheldene.

XXJ. Ende dit was men sculdich te scriuene binnen den derden daghe ende ouer te voerne binden ix sten daghe, ende met tydinghene zonder orlof op dat daer bliuet. Ende brinct ment weder, so moet ghehuut wesen also varinx als vierscarne ghebannen zijn eer men vorder dinct van eenigher zaken. Ende waerd dat men el yet voren dinghede, partien bleuen ongheouden, ende als dan so sal ment beghinnen alst comen es.

XXIJ. Siet ghi heeren, ghi scepenen, wat toght ende zeghet ons poortere, ic ouer hem, als zyn taelman, toghe ende zegghe, dat ten naesten dinghedaghe was beroupen een beleet ten wetteliken oofde, ende begheert te wetene, wat van den wetteliken oofde commen es, behouden allen goeden vonnessen diere up ghewijst zijn, ende te beoudene allen den goeden viertuten diet sculdich es te behoudene bi also dat van den oofde commen es.

XXIIJ. Ende eyst dat men der voren yet dinghet, so zijn partien sculdich te bliuene der of ongheouden ende quite; ende die scade ebben, zulle die scade halen up scepenen.

XXIIIJ. *Van eenen beleede als met j man bleuen es.*

Siet ghi heeren, ghi scepenen, wat toghet ons poortere ende ic als zyn taelman, toghen ende zecghen, behouden allen goeden vonnessen die up ghewyst zyn ende te behoudene alle hare viertute, ende nie waerder jheghen te zeghene noch te sprekene; so toghe ende zecghe ons portere ende ic ouer hem, als zijn taelman, dat hi begheert zine boorghen quite ghescolden te ebbene omme die redene, dat twettelyc beleet met hem bleuen es. Ende begheerd scadeloos te wesen van allen costen, jof dat ment keere ter wet waerd.

XXV. Eyst dat zake dat men eenighe zaken dinghet als vierscaren ghebannen zijn voor twettelijc beroup ende tvonnesse, so zyn parthien sculdich te bliuene onghehouden van den beroupe ende vonnesse; ende die scade daerof hebben, zijt de heere jof parthien, zullen die scade innen ende

TRADUCTION.

dans la poursuite d'un recours légal; s'il y a trop d'argent, j'offre de le reprendre; s'il y en manque, je veux y ajouter et je présente d'ajouter autant qu'il est requis pour un plein recours. Et je dis et affirme que mon recours a été formé dans les formes légales, et qu'il doit être poursuivi aux dépens de qui il appartient.

21. Et l'on était obligé d'en donner acte dans les trois jours et de remettre le dossier avant le neuvième, avec l'avis sans congé afin de prévenir le retour. Lorsqu'il est rapporté, on doit prononcer l'arrêt aussitôt, à la première audience, avant de s'occuper de toute autre affaire. Car si l'on passait à une autre cause, les parties de celle-ci ne seraient point liées, et l'on ne peut l'entamer qu'après le retour du dossier d'appel.

22. Veuillez entendre, messeigneurs les échevins, ce que notre bourgeois dit et soutient, par mon organe d'avant-parlier, qu'au dernier jour de plaid il forma un recours au chef de sens légal, et il désire savoir la décision qui a été rapportée du chef de sens, sous réserve de tous jugements qui ont été bien émis et sous réserve de tous les effets qui en doivent sortir, puisque telle est la portée de l'arrêt du chef de sens.

23. Et si l'on avait entamé avant une autre affaire, les parties en resteront dégagées et libres; et celle qui a subi quelque dommage, en exigera la réparation des échevins.

24. *De l'appel qui a donné gain de cause à une partie.*

Voyez, messeigneurs les échevins, ce que notre bourgeois vous expose et soutient par mon organe d'avant-parlier, sous la réserve de tous les bons jugements émis dans la cause et de toutes leurs conséquences, et sans les infirmer ou contredire en quoi que ce soit; je vous expose, en ma qualité susdite, au nom de notre bourgeois, qu'il désire être dégagé de son cautionnement, par le motif que l'arrêt d'appel lui a donné gain de cause. Et il désire être acquitté sans frais, ou sinon il en appelle à la loi.

25. Si l'on s'est occupé d'autres affaires, après que la *vierscare* était entrée en séance et avant la prononciation de l'arrêt d'appel, les parties resteront dégagées de l'appel et de l'arrêt; et le dommage qui en résulte, soit pour le seigneur ou les parties, pourra être exigé et récupéré à la charge

TEXTE.

halen up scepenen die maninghen ontfangsten zullen hebben voor twettelyc vonnesse, dat van den hoofde commen es, ghehuut was; jof et en ware, also eenighe zecghen, van onrechte.

XXVJ. *Hoe een man zine wet lossen mach.*

Pieter Keyaer filius Pieters die gaf daer eenen heesch in ghebanre vierscarne van mer Ghiselin Biesen, als burghmeyster van den coerse van der stede ende ouer tcoers van der stede. Ende hi toghede aldaer met zinen taelman : Siet ghi heeren, ghi scepenen, wat toghet ende zegghet Pieter Keyaer filius Pieters ende ic ouer hem, als zijn taelman, wat hi toghet ende zeghet, dat hi heuet eenen maech die hem es belanc ten iij den jof naerre; de welke es gheheeten Pieter Keyaer, dhoude. Ende toghet dat dese Pieter Keyaerd in tiden verleden was ghebannen bi terminen; van den welken banne die terminen uut zijn ende verleden. Ende hi toghet ende zegghet, dat hier staet eene cuere ende eene wettelyck : dat zo wat manne, die onse poorter es, ende es ghebannen heeft gheweest bi jaerscarne of bi termine, ende zine wet begheert te lossene met also zulken rechte alser toestaet, dat hise mach lossen met XL groten. Waert also datter yemene tjeghen sprake et en stonde cuer; Dies vermet mi helpe an scepenen ende an cuerebrieue. Ende spraker ooc yement jeghen hi en adde ghebannen gheweest ende zyn termijn en ware verleden van zinen banne; Dies vermet mi helpe an scepenen ende an secrete panpier van der stede. Ende spraker yement tjeghen ghi en stont wel ende wettelike hier gheboden; Dies vermet mi an scepenen, ende essche ju burghmeester dat ghi hem laet lossen zine wet met XL grote, jof keert ons ter wet waerd.

XXVIJ. *Tvonnesse.*

Scepenen dinct recht dat Pieter Keyaerd, dhoude, zine wet lossen mach met XL schellinghen parisis, jof een man van zinen weghe, naer der wet die ickere of vinde.

TRADUCTION.

des échevins, qui avaient été semoncés de prononcer l'arrêt émané du chef de sens; à moins qu'il y eût erreur, comme quelques-uns le prétendent.

26. *Comment on peut rehabiliter un homme.*

Pierre Keyaer fils de Pierre produisit une demande, devant la *viersceare* assemblée, à l'adresse de messire Ghiselin Biesen, bourgmestre de la ville et représentant la commune. Et il exposa, par l'organe de son avant-parlier, la cause en ces termes : Voyez, messeigneurs les échevins, ce que vous dit et expose Pierre Keyaer fils de Pierre, par l'organe de son avant-parlier, qu'il a un parent, qui lui est allié au troisième degré ou plus proche; qui porte le nom de Pierre Keyaer le vieux. Et il vous fait connaître que ce même Pierre Keyaer fut banni à terme, il y a quelque temps; et que le terme de ce bannissement est aujourd'hui expiré. Et il vous remontre qu'il existe ici une *cuere* et une disposition ainsi conçue : Quiconque est notre bourgeois et a été banni pour un nombre d'années ou à terme, et désire obtenir sa réhabilitation moyennant l'acquit du droit qui y est attaché, peut se réhabiliter au prix de quarante gros. Si quelqu'un vient contester que cette disposition se trouve dans la *cuere,* je veux en fournir la preuve aux échevins par la lettre même de la *cuere.* Et si l'on révoque en doute le fait du bannissement et l'expiration du terme de celui-ci, je veux en fournir la preuve aux échevins par le texte du registre secret de la cité. Et si quelqu'un me reproche que mon exploit d'ajournement n'est pas régulier, j'offre de le justifier aux échevins; et je vous requiers, bourgmestre, de lui accorder la réhabilitation au prix de quarante gros, ou j'en appelle à la loi.

27. *Le jugement.*

Les échevins disent pour droit que Pierre Keyaer le vieux peut obtenir sa réhabilitation moyennant quarante escalins parisis qu'il payera ou que l'on versera pour lui, suivant le texte de la loi que nous trouvons.

TEXTE.

XXVIIJ. *Dit es hoe men heesch an leeghen zal van zoenen van mans doden.*

Wilye horen, ghi scepenen, wat toget ende zeget Hughe Mussel ende ic ouer hem, als zijn taelman, ende wat hi hu heescht Lamsin van Biervliet; toghet dat hi adde eenen maech die hem was belanc te derde jof also naer. Ende was gheheel *a bona fide.*

Ende toghet dat dese was ghebrocht van liue ter doot van eenen persoen, dewelke diene wel verzoenet heuet; waer bi dat hi toghet ende zeget, dat ghi Lamsin in dien tide waerd wettelijc ontfanghen ende ontfinc also sulc zoendinc alser of cam te alle der gueunre bouf diere recht an adden als wettelyc ontfanghen. Ware dat zake dat Lamsin yet derder zeghen zeide jof sprake het en adde gheweest syn maech ten derden jol naerre van ghetrouweden bedde; Der bidic scepenen te informerene met der maegh-scepen. Ware ooc dat zake dat hi der jeghen jeide jof sprake hi en ware ontfanghen; Dies vermeet mi an scepenen; ende hi en stonde wel ende wettelike gheboden (1)...

XXIX. Bailiu wildi dinghen? — Ja ic scoutete.

Ic maenne hu heeren, ju scepenen, jof so hoghe an den dach gheghaen es, dat ic vierscarne bannen mach omme elken meinsche recht ende wet te doene, die te deser vierscarne commen zal ende weth ane mi begheren zal. Nu secghet daerof recht; N. ic maens hu ende huwen ghesellen.

Es die clock gheluud, scepenen, scouteete?

Scepene. Jaes Heere.

Scepene, scouteete. Zo dinct nu dat so hoghe an den dach es gheghaen dat ghi vierscarne bannen moghet omme elken mensche recht ende wet te doene die ter deser iiij scarne commen zal ende rechts ende weth ane hu begheeren sal.

Scouteete. Hier so banne ic dese iiij scarne van mijns heeren weghe van Vlaenderen. Dat dese niemene verterde, verroupe noch verjuke; dat niemene

(1) Il se trouve ici une abréviation (t. c^{m}. j. v. a. a. û.) que nous n'avons pu déchiffrer.

TRADUCTION.

28. *Ceci traite de la forme à suivre pour la demande de réconciliation du chef d'homicide.*

Veuillez entendre, messeigneurs les échevins, ce que Hugues Mussel vous dit et vous expose par mon organe d'avant-parlier, et la demande qu'il a introduite à charge de Lamsin van Biervliet. Il vous dit qu'il avait un parent qui lui était uni au troisième degré ou plus proche; le tout en « léal mariage. »

Et il vous expose que celui-ci fut tué par une personne, qui acquitta pleinement le prix de la réconciliation. De plus il vous dit et affirme qu'en ce temps là, Lamsin occupait les fonctions de trésorier et recevait toutes les indemnités des réconciliations au profit de tous ceux qui y avaient droit, en vertu de sa fonction de trésorier. Si Lamsin veut venir contredire et contester que l'homme tué n'était point parent du demandeur au troisième degré ou plus proche, en lignée légitime, je vous prie, messeigneurs les échevins, de vous en informer par la déposition des parents. Si le défendeur vient contester ou dénier sa qualité de trésorier, je présente de le justifier devant échevins; et s'il prétexte que l'assignation n'est pas régulière et conforme aux prescriptions légales...

29. Bailli, veux-tu procéder? — Oui, écoutète.

Je vous conjure, messeigneurs les échevins, le jour est assez avancé pour que je puisse convoquer la *vierscare* afin de faire droit et justice à tout homme, qui se présentera et me demandera justice. Dites maintenant si c'est mon droit; N. je vous en semonce et vos collègues.

L'heure est-elle sonnée, échevins, écoutète?

Les échevins. Oui, seigneur.

Échevins, écoutète. Il nous paraît que le jour est suffisamment avancé pour que vous puissiez convoquer la *vierscare* afin de faire droit et justice à tout homme qui se présentera devant cette *vierscare* et vous demandera droit et justice.

L'écoutète. Je convoque donc ici cette *vierscare* au nom de Monseigneur de Flandre. Que nul la renie, ou l'interrompe, ou la trouble; que nul ne

TEXTE.

en spreke en zy bi rade ende bi taelmanne; ende dat niemene taelman en worde en zy bi oorloue; tslop vander vierscarne ghebiedic te rumene up die hogheste boete. Ende dit es LX lb.

XXX. Scoutete sal voort heesschen.

Comt voort, Heinric, ende doet recht, eenen waeruen, ander waeruen, derde waeruen. *Et sic de singulis.*

XXXJ. *Van twiste sempel zonder aerden te vale, jof ter aerden te valne. Claghe partie.*

Ghi heeren, ghi scepenen, weet dat hem beclaecht M. ende ic in die name van hem als zyn wettelyc taelman, toghen ende zecghen daer dese M. waende hebben gheweest in payse, in rusten ende in vreden binnen den scependomme ende binnen den cuere gherechte van Ardenburch. Dat daer es commen N. jof hoe hi gheeeten es bi ziere carsteliker name, ende heeft daer up hem ghestooct eenen stryt ende eenen twist; ten welken stride ende ten twiste dat hine heeft ghearraept, ghedulslaecht, onredelike an hem gheweest heeft ende in euelen wille. Sprake hi hier jeghen yet het en ware aldaer gheuaren also ict gheadt ebbe in miere talen, Dies so vermetic mi up die goede warede dien scepenen of gheoort hebben ende voort of horen zullen; scepenen warede bouen alle warede. Sprake ooc der jeghen yement M. hi en adde hier of ghedaen zijne claghe voor wette, te tide ende teermin ende binnen den derden daghe nadien dat de twist gheuallen was, Dies so vermetic mi elpe an kennesse van scepene. Spraker ooc jement jeghen hi en stonde hier wel ende wettelyc gheboden up den dinghedach voor heden te rechte te stane tjeghen den heere van den lande ende tjeghen den claghere also dicken als hi up hem claghen wille, Dies so vermetic mi elpe ende kennesse an scepenen. Ende toghe ende zecghe dat hi daer an verbuert heeft x lb., jof iij lb., jof also vele als ons heeren scepenen zal dinken bi haren eede dat hi sculdich es verbuert te ebbene met eenen rechte. Ende heesschen dat hi voord ga ende dat hijt boete.

XXXIJ. *Bailiu.*

Al den zeluen heesch die partien up N. dese angheleyt ebben, so lecgic hem

TRADUCTION.

prenne la parole sans conseil et avant-parlier; que nul ne remplisse l'office de *taelman* sans congé; je lui commande d'évacuer l'enceinte de la *vierscare* sous peine de la plus forte amende, c'est-à-dire de soixante livres.

30. L'écoutète ordonnera ensuite :

Avancez, Henri, et faites droit, une fois, deux fois, trois fois. Et ainsi pour chacun des autres.

31. *De la simple querelle, sans ou avec renversement à terre; et de la partie plaignante.*

Messeigneurs les échevins, sachez que M. se porte partie plaignante, et je me joins à lui, en ma qualité d'avant-parlier; nous disons et soutenons que M. residait en paix, en repos et en tranquillité dans le ressort de l'échevinage et de la juridiction d'Ardenbourg. Est survenu N., ou quelque soit son nom de baptême, qui a cherché avec lui noise et querelle; et dans cette rixe et querelle, il le bouscula, le frappa, se livra à des violences, dans l'emportement de sa colère. Si quelqu'un conteste que les faits se soient passés comme je viens de les exposer, je demande à en faire la preuve devant échevins par une bonne enquête, car l'enquête devant échevins surpasse toutes autres enquêtes. Et si quelqu'un objecte que M. n'a pas porté plainte au magistrat dans le délai fixé par la loi, c'est-à-dire dans les trois jours de l'évènement de la querelle, j'offre d'en fournir la preuve à la connaissance des échevins. Et si quelqu'un objecte que l'assignation ne lui a pas été faite en due forme pour comparoir à ce présent jour de plaid, soit à la requête du seigneur, soit à celle du plaignant et sur tous les chefs de sa plainte, je demande à en établir la preuve à la connaissance des échevins.

Et je prétends et soutiens que l'agresseur a encouru l'amende de dix livres, ou de trois livres, ou de tel montant que les échevins croiront devoir fixer par leur jugement, suivant le droit. Et je demande qu'il soit poursuivi et puni.

32. *Le bailli.*

Toute la même plainte que la partie a portée à charge de N., je la porte

TEXTE

an van myns heeren weghe. Ende alle mine vermete die nu daer toe behoren, bi also dat bi wetten wesen mach, die lecgic daertoe.

XXXIIJ. Jc beins al onsculdich. Ende ope onsculdich te wesene ende te bliuene. Ende waerp mi der of in die goede warede diere ons heeren scepenen of gheboort hebben ende voord of hooren zullen. Scepenen waerede bouen alre waerede.

XXXIIIJ. Al diere ghelike dat ic M. beclaecht ebbe up dezelue N. van minen weghe, so beclaecht ic M. desen up deselue N. van tsheeren weghe, bi also dat bi wette wesen mach. Ende alle mine vermete diere mi toe behoren die lecgic daertoe.

XXXV. *Als partien niet en claghen.*

Wildi horen, ghi heeren scepenen, wies hem beclaghet die heere ende ic ouer hem; daer dese Jan waende gheweest ebben in payse, in rusten ende in vreden binden scependomme ende binden cuere gherechte van Ardenburch. Daer es commen Heinric oft hoe hi gheheeten es bi ziere carsteliker name, ende heuet up hem ghestooct eenen stryt ende eenen twist; te welken stride ende ten welken twiste heuet ghearraept, ghedulslaecht, ter aerden ghewerpen ende met zine voeten gheterden, ende onder hem gheweest, ende in evelen wille, jof met eenen stocke ghesleghen, jof met antscoen, jof bi zinen aere ghetroucken, ende onredelike gheweest, etc. Sprake hi daer jeghen yet ende en waere aldaer gheuaren also ic ebbe gheadt in miere talen, Dies so vermetic mi up die goede warede diere ons heeren ons scepenen of ghehoort ebben ende voort of horen zullen; scepenen warede bouen alre waerede. Sprake ooc yet jeghen hi en stonde hier wel ende wettelike gheboden up den dincghedach van heden ten rechte te stane, Dies vermetic mi elpe an kennessen an scepenen. Ende zecghe dat hi daer verbuert heuet x lb., iij lb., xj lb. jof also vele als scepenen zullen wisen bi ghemaenden heede, dat hi sculdich es verbuert te hebben met j rechte (1). Ende heersche hem dat hi voort ga ende dat hyt boete.

XXXVI. Ic beins al onsculdich.

Ende es daer niement voor hoghen, de persoen zelue, jof yement van

(1) Il se trouve à cet endroit une abréviation (Nom st. noto); qui parait se lire ainsi : Notandum sit. notario ?

TRADUCTION.

également au nom de mon seigneur. Et j'y ajoute aussi toutes mes réquisitions de preuve en dépendant, en tant que les lois le permettent.

33. Je suis entièrement innocent. J'espère faire reconnaître mon innocence. Et je me confie dans la bonne enquête qui a été ouverte par les échevins ou dans celle qu'ils voudront bien ouvrir. L'enquête devant échevins surpasse toutes autres enquêtes.

34. Et moi, M., de même que j'ai porté plainte contre N. en mon nom, ainsi je porte plainte contre N. au nom du seigneur, pour autant que la loi l'autorise. Et j'y ajoute aussi toutes mes réquisitions de preuves qui en dépendent.

35. *Lorsque la partie n'a pas déposé de plainte.*

Veuillez entendre, messeigneurs les échevins, comment le seigneur formule sa plainte et comment je le fais pour lui : Jean résidait en paix, en repos et en tranquillité dans le ressort de l'échevinage et de la juridiction d'Ardenbourg. Survint Henri, ou quelque soit son nom de baptême, qui a cherché avec lui noise et querelle ; et dans cette rixe et querelle, il le bouscula, le frappa, le renversa par terre, le piétina, se jeta sur lui, dans l'emportement de la colère; ou le frappa de son bâton, ou de son gantelet, ou le tira par les cheveux et commit d'autres violences, etc. S'il vient à dénier que les faits se soient passés ainsi que je les ai exposés, je demande à en fournir la preuve par une bonne enquête que messeigneurs les échevins ont ouverte ou qu'ils voudront bien ouvrir; car l'enquête devant échevins surpasse toutes autres enquêtes. Si quelqu'un conteste qu'il n'a pas reçu d'assignation en due forme pour comparoir en ce présent jour de plaid, je demande à en administrer la preuve à la connaissance des échevins. Et je conclus que l'agresseur a encouru une amende de dix livres, ou de trois livres, ou de onze livres, ou de tel montant que les échevins croiront devoir fixer par leur jugement, conformément au droit; et je demande qu'il soit poursuivi et puni.

36. Je suis entièrement innocent.

Et si l'inculpé ne comparaît pas en personne, l'un de ses parents du

TEXTE

zinen maeghe, mach hi ten derden jof naerre, die der boeten waerdich es, die mach ouer hem andworden. Ende andworder niement voor hem so sal men aldaer.....

XXXVIJ. Ende na dien dat N. hier niet ne gaed, noch en keert, noch niement ouer hem ne taelt, noch en andword, so zecghic den voorseiden N. gheachteraelt ebben van alden heessche die ic hem te wette angheleyt ebbe.

Zechter recht of, heere N. ende hu ghesellen.

Staet hi hier gheboden?

Ja heere.

Doet hu kennen.

Want kendi ant ghebod?

Ic kenne dat N. ghistren was ghebode te rechte stane jeghen den heere ende tjeghen den claghere up den dinghedach van heden in kennessen van scepenen, up dat hi poortere es.

(Maer es hi gheen poortere :)

Ic kenne dat N. ghisteren was gheboden te steeghere als man van buten.

Na der kennesse so zecht recht of, ic maens hu.

(Es hi poortere :)

Soo dinct mi recht dat hi zi gheachteraelt van alden heessche die hem die heere ende die partien te wette angheleyt ebben ; comt hi binden ghedinghe sta in zijn recht.

(Es hi gheen poortere :)

So dinct mi recht dat hi hebbe zine warede ghelijc of hi stonde in presenten.

XXXVIIJ. *Van cueren te beclaghene.*

Ghi heeren, scepenen, hier staet j cuere dat niement visch husen en moet. Spraker yement tjeghen et ne stoede cuere, so vermetic mi an scepenen ende an cuerbrieue. Ende toghe ende zecghe, dat jeghen die cuere ghedaen es ende vermete mi dies up die goede warede diere scepenen of ghehort ebben ende voort of horen zullen. Scepenen warede bouen alre warede. Ende zecghe dat icse bedinghen zal jof ghi en ontwyst. Zecht recht, heeren, ic maens hu.

TRADUCTION.

troisième degré ou plus proche, qui peut garantir l'amende, a la faculté de répondre pour lui. Mais lorsque personne ne répond pour lui, en ce cas on.....

37. Attendu que N. ne vient ni comparaît, et que personne ne parle pour lui et ne répond, je déclare que le dit N. doit être condamné à tous les chefs de demande que j'avais formulés contre lui en justice.

Prononcez en droit, seigneur N. et vos collègues.

A-t-il été cité?

Oui, seigneur.

Faites le connaître.

Que savez-vous de la citation?

Je sais que N. a été cité hier à comparaître à l'audience de ce jour, à la requête du seigneur et du plaignant, à la connaissance des échevins, parce qu'il est bourgeois.

(Mais s'il n'est pas bourgeois :)

Je sais que N. a été cité hier du haut du perron, parce qu'il est étranger.

Suivant votre connaissance, énoncez le droit, je vous semonce.

(S'il est bourgeois :)

Il me semble droit qu'il soit condamné sur tous les chefs de demande que le seigneur et la partie ont articulés contre lui; mais s'il se présente avant la clôture, il reprend ses droits.

(S'il n'est pas bourgeois :)

Il me semble droit qu'il ait son instruction comme s'il était présent.

38. *Du fait d'impugner une* cuere.

Messeigneurs les échevins, voici un article de *cuere* qui défend d'emmagasiner du poisson. Si quelqu'un dénie que cet article se trouve dans la *cuere,* j'offre de l'établir à la connaissance des échevins, à l'aide du *cuerbrief.* Et je dis et soutiens que cette *cuere* a été violée et je le justifie par l'enquête qui a été ouverte par les échevins et par celle qu'ils ouvriront encore. La vérité des échevins surpasse toutes les autres vérités. Et j'annonce que je poursuivrai l'infraction, si vous ne le désapprouvez. Enoncez le droit, messeigneurs, je vous conjure.

TRADUCTION.

Also verre als scepenen kennen dats ouereen staet ende cuerebrief inheuet, so dincht nu recht dat warede lope, behouden elken mensche zinen rechte.

XXXIX. *Claghe van mans dode, jof van wijfs biden upperclaghere ende biden iiij ulpeclaghers.*

Hoord ghi, heeren, ghi scepenen, wies hem beclaecht Symoen Eghel als wettelyc claghere, ende upperclaghere ghemaecht bider iiij ulpe claghers van der doot Jans van Ontscoot. Toget ende zeit daer dese Jan van Ontscote waende ghesyn ebben int payse, in rusten ende in vreden binden scependomme ende binden cuere gherechte van Ardenburch. Daer es commen Jan Anebec, jof hoe dat hi gheeten es bi ziere carstenliker name, ende heeft daer up em ghestooct eenen strijt ende eenen twist; ten welken stride ende ten welken twiste hi heuet hem ghegheuen opene wonden, lopende bloet in zijn leuende lijf. Van welken wonden Jan van Ontscoot es commen van liue ter dood. Van desen doot te alzulker doot dat God der ziele ontfermen moete. Waerd dat Jan Anebec des liede hi liede wel ende waer. Sprake hi der jeghen yet et en ware aldaer gheuaren als ic ebbe gheadt in miere tale, Dies so vermetic mi an die goede warede bouen alre wareden.

Spraker yement tjeghen Symoen Eeghel die hier staet als upperclaghere van der doot Jans van Ontscoot vorseit, ende adde hier of ghedaen zine claghe te tide ende te terem in te ende binden derden daghe der na die twist gheuallen was, Des so vermet ic mi ulpe ende kennesse an scepenen. Sprake ooc yement tjeghen Symoen Heghel en ware maech ten derden jof naerre van rechter zibben ende van ghetrouweden bedden, ja rechtsweere. Dies so mi biedic scepenen te jnformerene met goeder informacie, waerdich van trouwen. Spraker ooc iement tjeghen Symoen voorseit, ende ware claghere, ja upperclaghere ghemaecht bi den iiij ulpe claghers, omme die clagge wettelike te achteruolghene. Dies so vermet ic mi vlpe ende kennesse an scepenen.

Spraker iement tjeghen hi en waers wettelyc machtich ghemaect omme dat faeyt te bedinghene; Ende dies so vermet mi elpe an scepenen. Sprake ooc yement tieghen hi en stonde hier wel ende wettelyke gheboden up den

TRADUCTION.

Pour autant que les échevins ont vérifié le cas d'application et le texte du *cuerbrief,* il leur semble pour droit qu'il y a lieu d'ouvrir l'enquête, sous la réserve du droit de chacun.

39. *De la plainte du chef d'homicide d'un homme ou d'une femme, faite par le plaignant principal assisté de quatre plaignants auxiliaires.*

Entendez, messeigneurs les échevins, comment Simon Eghel formule sa plainte en qualité de plaignant légal et de plaignant principal désigné par les quatre plaignants auxiliaires, du chef de la mort de Jean van Ontscoot. Il dit et expose que Jean van Ontscoot résidait en paix, en repos et en tranquillité dans le ressort de l'échevinage et de la juridiction d'Ardenbourg. Survint Jean Anebec, ou quelque soit son nom de baptême, qui a excité contre lui une rixe et querelle ; et dans cette rixe et querelle il lui a porté des blessures béantes, dont le sang coulait en abondance; et à la suite de ces blessures, Jean van Ontscoot est passé de vie à trépas. Que Dieu ait pitié de son âme, ainsi que de celles de tous semblables trépassés. Si Jean van Anebec reconnaît cela, il reconnaîtrait simplement la vérité. Si, au contraire, il dénie que les choses se soient passées comme je viens de les exposer dans ma demande, j'invoque à l'appui la bonne enquête qui surpasse toutes les autres enquêtes.

Si quelqu'un conteste que Simon Eghel, qui se présente ici comme plaignant principal de la mort de Jean van Ontscoot, ait déposé sa plainte en temps utile, c'est-à-dire avant la fin du troisième jour depuis l'avènement de la querelle, je demande à en faire la preuve à la connaissance des échevins. Si quelqu'un conteste que Simon Eghel soit parent au troisième degré ou plus proche, en droite lignée et en loyal mariage, et même cousin germain, je vous prie, messeigneurs les échevins, de vous en informer par bonne enquête, digne de foi. Si quelqu'un conteste que Simon prénommé soit un plaignant véritable, et même le plaignant principal désigné par quatre plaignants auxiliaires, avec mission de poursuivre en justice la plainte, je demande à le justifier à la connaissance des échevins.

Si quelqu'un conteste que l'on m'ait constitué mandataire légal pour poursuivre le crime, je demande à le prouver devant échevins. Si quelqu'un dénie que l'inculpé ait été assigné ici en bonne et dûe forme pour compa-

TEXTE.

dinghedach van eden te rechte stane teghen den heere van den lande ende tieghen den claghere also dickent als zy up hem claghen willen als van zinen oofde van der doot Jans van Ontscoot; Dies so vermetic mi ulpe ende kennesse an scepenen.

Ende toghet ende zecghet dat men sculdich es ouer hem te rechtene metten zwaerde, als ouer eenen man die man doot heeft; jof tooft in den anden van den maghen updat hi comt voor hoghen; jof dat men hem sculdich es te bannen buten myns heeren lande van Vlaenderen, wonende lands houdende tsgracien, up zyn hooft, als van der door Jans van Onscote.

Ende nadien dat hi hier niet en gaet noch niet en keert, ende niement ouer hem en taelt noch en andwoort, so zecgic dat hi sculdich geachteraelt te zine van allen eesche die ic hier te wetten angheleyt ebbe.

XL. Ende al diere ghelike ende den zeluen heesch die ic desen Jan Anebec angheleit hebbe van partien weghe, die die lecgic hem an van tseeren weghe, bi also dat bi wette wesen mach. Ende alle mine vermete diere mi toebehoren die lecgic daertoe. Ende na dien dat hi hier niet en gaet ende keert...

XLI-IJ. Als partien niet en claghen van mans dode bin j jare, zone moghen zi nemmermeer claghen. Ende als gheene clagers en zijn, die burghmeester van den coerse sal doen die claghe ende de doot achteruolghen.

XLIIJ. *Claghe van wonden zonder doot bliuen.*

Wilt ghi horen, ghi heeren, ghi scepenen, wies hem beclaecht N. Toghet ende zegghet daer hi waende ebben ghesijn in payse ende in vreden binden scependomme van Ardenburch, daer es commen M. ende heeft up hem ghestooct eenen stryd ende eenen twist; in welken stride ende in welken twiste hi hem gaf opene wonden met eenen zwaerde jn zijn leuende lijf, (met yslepene wapenen, zonder wapene nomen; ende daer mense nomen wille : met eenen zwaerde, met eene kniue, met eere dacghe), ende al in euelen wille. Spraker yement jeghen, vermat hem up die goede warede. Ende spraker yement jeghen hi en adde ghedaen zine claghe te tyt ende te teremine ende binden derden daghe, vermet hem up scepenen. Ende dat hi daer gheboden staet, vermet hem an scepenen; ende zeyde dat hi daer an ver-

TRADUCTION.

raître à ce jour de plaid et répondre au seigneur et à la partie plaignante sur tous les chefs d'accusation criminelle articulés à sa charge, dérivant du meurtre de Jean van Ontscoot ; je demande à le justifier devant échevins.

Et je dis et soutiens que l'on doit lui infliger la peine du glaive, comme coupable d'assassinat ; ou de livrer sa tête aux mains des parents s'il vient à se présenter ; ou tout au moins que l'on doit le bannir du pays de mon seigneur de Flandre, sauf le droit de grâce, sous peine de la hart, du chef du meurtre de Jean van Ontscoot.

Et attendu qu'il ne se présente, ni comparaît ici, et que personne ne s'est chargé de sa défense, je requiers qu'il soit condamné à tous les chefs de demande que j'ai déposées contre lui en justice.

40. Et pareillement, la même réquisition que j'ai faite au nom de la partie lésée contre Jean Anebec, je la répète au nom du seigneur, pour autant que la loi l'autorise. Et j'ajoute toutes mes conclusions des preuves en dépendant. Et attendu qu'il ne se présente, ni comparaît ici...

41-42. Lorsque la partie lésée du chef d'homicide n'a pas déposé sa plainte dans l'année, elle n'est plus fondée à le faire. Lorsqu'il n'y a pas de plaignants, le bourgmestre de la commune portera plainte et exercera les poursuites.

43. *De la plainte du chef de blessures sans mort d'homme.*

Veuillez entendre, messeigneurs les échevins, la plainte formulée par N. Il vous dit et expose qu'il résidait en paix et tranquillité dans le ressort de l'échevinage d'Ardenbourg, lorsque survint M., qui excita contre lui une rixe et querelle ; et dans cette rixe et querelle, il lui porta une blessure béante au moyen d'un glaive, (ou d'armes émoulues, ou d'un instrument contondant ; et si l'on veut les spécifier davantage, on dira : au moyen d'une épée, d'un coutel à pointe, d'une dague ;) dans l'emportement de sa colère.

Si quelqu'un le conteste, il en appelle à l'enquête. Et si quelqu'un dénie qu'il ait produit sa plainte dans le délai légal, c'est-à-dire dans les trois jours, il en appelle aux échevins ; ou dénie la validité de la citation, il en appelle aux échevins ; Et il conclut que l'inculpé a encouru une amende de

TEXTE.

buert adde LX lb., jof also vele als scepenen redenlyc zouden denken, etc.

XLIIIJ. *Die weere.*

M. hi toghede dat hi dies onsculdich was ende vermat hem dies up die goede warede.

XLV. *Tvonnesse.*

M. ghaf opene wonden met eenen stocke desen man, etc. Al daerso nam de vaerweerere raed ende taelman ende zeyde beouden allen vonnessen, die voren ghewyst zijn, hare cracht ende daer jeghen niet te sprekene; so toghede hi ende zeide dat hem eesch angheleyt was dat hi wonde gaf met yslepene wapenen, ende dat hi daer of niet bedraghen en es. Ende mids dien dat hem die warede niet bi heeren es bleuen ghelyc dat hi hem vermat. So toghede hi dat hi sculdich es te wesene onghehouden van allen heeschen. Ende dat niet en was met yslepene wapene dat blijct, want die warede zeit dat was met eenen stocke. Ende eescht hier bi quite te wesene van allen eessche, jof dat men ter wet waerd keerde.

Ende waerd angheleyt met eenen zwaerde, ende die warede zeide met eenen kniue, men ware sculdich quite te bliuene, jof waerd dat die heesch ende die warede scilden, ende ment alengierde eer men die boete besciede, men ware sculdich quite te wesene van den heesche.

Ende waerd dat men anleyde van LX lb., ende die warede ginc onder an, partien ware quite sculdich te bliuene, up dat zijt alengierden voor tvonnesse.

Ende leide heesch an van IIJ lb., jof van XJ ½ lb., ende die warede zeide contrarie, partien ware quite te bliuene, up dat zyt alengierden voor vonnesse, dat es te wetene : na dat die cleerc ghelesen heeft, ende eer men die boete besceedt, so sal men heesschen raed ende taelman ten zeluen sticke te sprekene, ende danne daer toe spreken in der manieren dat voorseit is.

TRADUCTION.

soixante livres, ou telle autre que les échevins jugeront applicable, etc.

44. *La défense.*

M. répondit qu'il était innocent du fait et demanda à le prouver par bonne enquête.

45. *Le jugement.*

M. a porté des blessures béantes à l'aide d'un bâton à cet homme, etc. Sur quoi le défendeur prit conseil et avant-parlier et dit réserver tous jugements, qui ont été prononcés, en leur vigueur et ne les point méconnaître; et il exposa qu'une accusation est portée contre lui du chef de blessure faite à l'aide d'armes émoulues et qu'elle n'a pas reçu sa justification. Puisque le résultat de l'enquête n'a pas confirmé les charges élevées contre lui. Ainsi il conclut qu'il devait être déclaré absous de toutes ces poursuites. Car ce n'était pas à l'aide d'armes émoulues que le crime avait été commis, mais à l'aide d'un bâton, comme il est avéré par l'instruction. Et il demanda à être renvoyé des fins de la poursuite, ou qu'il en appellerait à la loi.

Lorsqu'on prétend que le crime a été commis à l'aide d'un glaive, et qu'il résulte de l'enquête que c'est à l'aide d'un coutel à pointe, on doit absoudre le prévenu ; ou bien encore lorsqu'il y a divergence entre l'accusation et l'enquête, et qu'elle fut alléguée avant la fixation de l'amende, on devrait également absoudre le prévenu.

Lorsque l'amende qu'on prétendait était portée à soixante livres, et que l'enquête révélât un délit de moindre gravité, la partie poursuivie serait absoute, si elle invoque ce moyen avant le prononcé du jugement.

Et lorsque l'amende réclamée est portée à trois livres ou à onze livres et demi, et que l'enquête révélât un délit de moindre gravité, la partie poursuivie serait absoute, si elle allègue ce moyen avant le prononcé du jugement, c'est-à-dire : après la lecture des pièces faite par le clerc et avant que l'amende soit comminée, on demandera conseil et avant-parlier séance tenante, pour ensuite présenter la défense de la manière énoncée plus haut.

TEXTE.

XLVJ. *Hoe een man zijn wijf verbinden mach.*

Een man die mach alt goed, dat hi jof zijn wijf heuet, verbinden ende beswaren, zonder concent van hare ende zonder haren danc; maer haer lijf en mach hi niet verbinden in gheenre manieren, hoe dat men zeghet dat twijf es tsmans catelen. Ende al ware een man ghepand, ende al zijn goed worde ute den huus wettelike ghedraghen, ende men twijf int huus vonde, men mochte haer niet vanghen, jof zoe en adde haer zeluen verbonden in die scult. Ende waerd so, dat zoe ghehouden worde over tsmans scult, ende zoe haer niet in die scult verbonden en adde, so moeste scadeloos huut ende men dader cracht an; want niement anderen verbinden mach van liue dan elc hem zeluen, no man zijn wijf, noch wyf haren man.

XLVIJ. *Van eenen heesche van eere vriendeliker verdebrake binden scependomme van Oostburgh.*

Wilye horen, ghi scepenen, wat toghet ende zeghet Boudin Kielinc ende ic ouer hem als zyn taelman, ende wat hi hu heeschende es Jacob, filius Lambrecht; want are hi toghet ende zeghet daer hi waende hebben gheweest met payse ende met vreden binnen den scependomme ende cuere gherechte van Oostburch. Daer es commen Jacob, filius Lambrecht, ende heeft daer up hem ghestooct eenen stryt ende eenen twist; ten welken stride ende ten welken twiste dat hi was onrecht an hem, ende slouch met eenen stocke, ende dat hi hem scuerde zinen caproen, ende dedene huter stede met gheslepene wapene ende in euelin wille. Ende toghede dat dit al was binnen vriendeliker verden. Ware dat zake dat hi hiet daer jeghen zeyde jof sprake het en adde gheuare gheen gheweest ende vriendelike vrede, namelike an meester Symoene den Moenc ende zinen manne, ende ouer zine maghen Boudin Kielinc, zinen mannen ende zinen maghen, ghedurende toot Paeschen, ende dien dach aldaer, vermet mi an Pieter van den Zande die de verde makede. Ende sprake yement tjeghen meester Symoen, die en ware zyn maech ten iij den jof also naer, ja zyn rechtzweere, Dies biedic scepenen te jnformeren. Ende sprake ooc yement

TRADUCTION.

46. *Comment un mari peut engager sa femme.*

Le mari peut engager et grever tous ses biens et ceux de sa femme, sans le consentement de celle-ci et contre son gré; mais il ne peut, d'aucune manière, l'engager sous peine de la contrainte par corps, quoiqu'il soit écrit que la femme est le catel du mari. Et quand même le mari fut incarcéré pour dettes et tous ses biens saisis, avec les formalités de justice, la femme qui est restée au domicile conjugal ne pourra être arrêtée, à moins qu'elle se soit volontairement engagée. Et si on l'avait détenue pour cause des dettes du mari, auxquelles elle ne s'était pas personnellement engagée, elle devra être relaxée sans frais, sinon on commettrait une voie de fait; car on ne peut engager son corps que de sa propre volonté; et sous ce rapport, le mari n'a aucun droit sur la femme, ni la femme sur le mari.

47. *De la poursuite d'une rupture de trève amiable dans l'échevinage d'Oostbourg.*

Veuillez entendre, messeigneurs les échevins, l'exposé que Baudouin Kielinc vous fait par l'organe de son avant-parlier, et sa demande à charge de Jacques fils de Lambert; et d'abord il vous apprend qu'il vivait en paix et en repos dans le ressort de l'échevinage et de la juridiction d'Oostbourg, lorsque survint Jacques fils de Lambert, qui lui suscita une rixe et une querelle; et dans cette rixe et querelle, excitée méchamment, celui-ci le frappa de son bâton, mit en lambeaux son chaperon, et le pourchassa de son domicile, avec des armes émoulues et dans l'emportement d'une violente colère. Il est à remarquer que tout cela s'accomplissait pendant la durée d'une trève amiable. Si l'accusé veut contester la réalité de ces faits et soutenir qu'il n'y avait alors de trève amiable conclue nommément entre maître Simon Lemoine, ses amis et parents, d'une part, et Baudouin Kielinc, ses amis et parents, d'autre part, jusqu'au jour de Pâques, par conséquent y compris le jour de son agression, j'en appelle au témoignage de Pierre Van den Zande, qui rédigea l'acte de réconciliation. Et si quelqu'un venait dénier que maître Simon soit parent du plaignant au troisième degré ou plus proche, et même son cousin germain, je prie les échevins d'en

TEXTE.

tjeghen het en ware also gheuaren als ic ebbe gheadt in miere talen, Dies vermet mi an die goede warede. Ende spraker oec yement tjeghen hi en stonde hier wel ende wettelic gheboden up den dinghedach, etc., Dies vermet mi an scepenen.

Ende toghe ende zecget, so wat manne die vriendeliker vrede verbreket dat hi verbuert beede lijf ende goed. Ende heesche hu Jacob filius Lambrecht dat ghi voordgaed ende laet ouer hu rechten metten rade, jof metten zwaerde, jof met zulker justicie als scepenen zullen zecghen ende wisen, dat men hem sculdich es te justicieren van vredebrake.

XLVIIJ. *De weerre.*

Onrecht hebje etc., want ic toghe ende zecghet dat niement kennen en sal diet sculdich es te kennene, datter oyt twist was; en de al ware dat zake datter twist bekent worde, alst niet en sal, so togic ende zecghet, dat die twist noyte toe ne cam hute den ocuzoene van der vriendeliker vrede; ende dat, die contrarie, niement kennen en sal. Ende heesche hu dat ghi mi quite scelt van allen eeschen, jof keeret ter wet waerd, etc.

Tvonnesse.

Jacob Lambrecht es bedraghen dat hi was onrecht an Boudin Kielinghe omme tocuzoen toecommende van eenen dobbelspele.

XLIX. *Van poorters kinder te ontvoerne.*

Jan de Bastaerd die quam in de poort met voorsienen rade ende met belaghender laghe ten huus der meester Boudin in woonde, ende aneuaerde der joncvrouwe Griele filia meester Boudin, aers ondanx ende aers onwillen; ende ontvoeretse der ende ontscaketse al wenende ende al roupende, andgheslach makende ende mesbaer driuende. Ende voeretse buten den scependomme van Ardenburch. Wilde Jan dit lien, etc.

Ende aldaer so volghede myn heere Jan Tand, bailliu in dien tiden, achter Janne den Bastaerd ende achter ons poorters dochter; ende hi vincse buter cuere, ende hi brochse binder poort ende leidse in den steen, beede man ende twyf.

TRADUCTION.

informer. Et si quelqu'un vient contredire le récit des faits que j'ai énumérés dans ma demande, je m'en réfère à une bonne enquête. Et si quelqu'un vient prétendre que la citation à ce jour de plaid n'est pas conçue en due forme, etc., je m'en réfère à l'appréciation des échevins.

Et je dis et maintiens que tout homme qui se rend coupable de rupture de trève encourt la perte de sa vie et de ses biens.

Et je conclus contre Jacques fils de Lambert, qu'il soit poursuivi et exécuté par la roue ou le glaive, ou de telle autre façon que les échevins décideront attendu que l'on doit le justicier du chef de rupture de trève.

48. *La défense.*

Vous avez tort, etc., car je dis et soutiens que tout juge impartial ne pourra jamais admettre qu'une rixe ait existé; et lors même que l'on reconnaît qu'il y ait eu une rixe, ce qui n'est guère possible, je dis et soutiens que cette rixe n'éclata jamais pendant la durée d'une trève; et que personne ne pourra jamais l'admettre. Et je conclus à me voir acquitté de toute poursuite, ou j'en appelle à la loi, etc.

La sentence.

Jacques Lambert est convaincu d'avoir fait tort à Baudouin Kielinc à l'occasion d'un jeu de dés.

49. *Du rapt des enfants de bourgeois.*

Jean le Bastard s'en vint dans la ville de propos délibéré et pour tendre un piège, et se rendit au domicile de maître Baudouin, et aborda la demoiselle Marguerite, fille de maître Baudouin, contre son gré et sa volonté; et il l'enleva et la viola malgré ses pleurs et ses cris, la réduisant par la force et la livrant au dernier outrage. Et il l'emmena hors de l'échevinage d'Ardenbourg. Si Jean voulait le reconnaître, etc.

Mais, monseigneur Jean Tand, qui était bailli en ce temps là, se mit à la poursuite de Jean le Bastard et de la fille de notre bourgeois, et il les rattrapa hors du ressort, et il les ramena en ville, et il les mit en prison tous deux.

TEXTE.

Ende al daer of zo quam so vele beden voor myn heere van Vlaenderen, dat hi Jan den Bastaerd quite scalt van al dat hi daer toe te zecghen mochte hebben; bi also, dat hi pays makede jeghen partien.

Ende Jan de Bastaerd ende zine vriende die makeden pays tjeghen partien, de joncvrouwe ende aere vrienden, in deser manieren : dat zi de joncvrouwe doen souden up hare voete ter stede der sise nomen costeloos ende scadeloos van al datter de heere of de stede toe te zecghene mochten hebben. Ende zij gheloofden den vrienden van der joncvrouwe nemmermeer te mesdoene nochte te mesbiedene als van den ocuzoene toecommende.

Ende daernaer so quam die burghmeester van der stede ende dede Janne beuelen tandwordene als burghmeester ende ouer tcoers van der stede; ende al dierghelike zouden wy hem eesch angheleyt ebben van burghmeesters weghe van der stede als ouer tcoers van der stede.

Ende binnen dien so quam die bailliu van Brugghe bij nachte in den steen ende nam daer die gheuanghene uten steene buten den toedoene van der stede of van der wet; ende voeredtse buter stede zonder wet ende vonnesse.

Ende daerna so stont die stede zonder wet ende zonder vonnesse van der Lechtmesse toot in die langhe weke voor Paesschen.

Ende doe quam myn heere van Vlaenderen in die stede ende gaf der stede hare wet also vri alsoe noyte was toecommende huten ucuzoene van dat Jan mesdaen adde up ons poorters dochter.

Daer naer so wart dat fayt bedinghet, ende Jan was desen voorseyden eesch angheleit, ende was gheachteraeld van allen eeschen.

L. *T'vonnesse.*

Jan de Bastaerd was ghebannen huten lande van Vlaenderen c jaer, te rumene de cuere binder zonne, den anderen daghe de casselrie van Brueghe, ten iij den daghe sland van Vlaenderen; ende daer buten bliuen c jaer up die galghe. De boete besceeden L lb. parisis. Anno Domini M. CCC. LJ. XIIJ nacht na Sinxen.

LJ. Pieter Argent, Gillis Jan Bastaerds broeder, Jan Valke, Gillis Valke,

TRADUCTION.

Ensuite il arriva tant de suppliques à monseigneur de Flandre, qu'il accorda le pardon à Jean le Bastard pour tout ce qu'il avait méfait; de telle sorte que la paix fut faite entre les parties.

Jean le Bastard et ses amis conclurent cette paix avec la partie adverse, la demoiselle et ses amis, à la condition suivante : qu'ils feraient remettre ladite demoiselle en liberté, à l'endroit que l'on désignerait, et la tiendraient indemne de toutes réclamations que le seigneur ou la ville pourraient élever contre elle. Et ils promirent aux amis de la demoiselle de ne plus jamais rien faire à l'avenir qui put leur déplaire ou les offenser.

Peu après, survint le bourgmestre de la ville, et il interrogea Jean, en sa fonction de bourgmestre et comme représentant les intérêts de la commune; et au même titre de bourgmestre de la ville et de représentant de la commune, nous lui avions remis notre demande.

Pendant ce temps, survint le bailli de Bruges, qui se rendit la nuit dans la prison, et emmena de la prison les deux détenus, à l'insu de la ville et du magistrat; et il les conduisit hors de la juridiction, sans mandat ni jugement.

Et la ville demeura alors sans loi et sans justice depuis la Chandeleur jusqu'à la longue semaine qui précède la Pâque.

Et ensuite arriva monseigneur de Flandre dans la ville et il rendit la loi de la ville plus libre qu'elle ne l'avait jamais été jusque là, à l'occasion de l'outrage que Jean avait commis sur la personne de la fille de notre bourgeois.

L'affaire fut alors poursuivie, et Jean eût à répondre à l'accusation prérappelée; et fut trouvé coupable sur tous les chefs.

50. *La sentence.*

Jean le Bastard fût condamné au bannissement du pays de Flandre pour cent ans; à quitter la juridiction avant le coucher du soleil, le lendemain la châtellenie de Bruges, le troisième jour le pays de Flandre, sans pouvoir y rentrer durant cent ans, sous peine de la hart. L'amende s'éleva à cent livres parisis. L'année de Notre Seigneur 1351, la treizième nuit après la Pentecôte.

51. Pierre Argent, Gilles, le frère de Jean le Bastard, Jean Valke,

TEXTE.

Jan Moens, als die holpen ontvoeren vj jaer buten lande van Vlaenderen up die galghe ende up die zelue boete.

LIJ. *Eenen heesch van zoenen.*

Wilye horen, ghi heeren, ghi scepenen, wat zecghet ende toghet Mathys filius Jacob, ende wat hi hu heeschende es N., ende hic ouer hem zyn taelman. Toghet ende zeghet dat ghi zijt maegh van M.; twelke daer M. voorscreuen es een boorghe van der zoenen te betaelne van den zeluen vierendeele daer ghi N. in hoord. Ende heesche hu N., dat ghe voortgaed ende betaeld hem zoenen also als men zoene van mans doden sculdich es te bethalen. Waer so dat ghi der jeghen zeit jof sprake, ghine waert maech van M. ten derden of also naer; Dies biedic scepenen te informeeren. Ende waerd so, dat ghi daer jeghen sprake ghi en adt gheweest ten dachuaerde daer ic zoendinc ouerghinc ende elpen belouen; Dies biedic scepenen te informeren. Ende sprake ooc yemene tjeghen so die en adde dit ghewet ende bekost ouer die mascepe van M. als ouer dit vierendeel; Dies vermet mi helpe an scepenen. Ende ghine stont hier wettelic gheboden, Dies vermet mi an scepenen.

Ende heesche N., dat zoene betaelt, of keeret ter wet waerd.

LIIJ. *Dit es hoe men manscepen ende eeden doen zoude van mans doden.*

Int eerste so sal men bringhen den baerschuldighen gheleet in zijn hemde, ende zine maghen ende zine vrienden commende daernaer in haer lieder rox bloothouens ende baervoet also vele als men wille; commende vore die gone die tsoendinc ontfanghen zullen. Ende aldaer so sal men vraghen den wetteliken claghere ende alle den anderen maghen die daer toe behoren: jof si also beraden zijn dat si den pays ende dat zoendinc, dat daer vorspraken es, willen ontfanghen also als ghecomformeert ende vorseit es?

Ja wij.

Ende den baerschuldighen al dier ghelike vraghen?

Ja wij.

Danne so sal men den baersculdighen up doen effen zine hand ende

TRADUCTION.

Gilles Valke, Jean Moens, qui avaient aidé au rapt, furent bannis du pays de Flandre pour six ans, sous peine de la hart et d'une pareille amende.

52. *Une demande de réconciliation.*

Veuillez entendre, messeigneurs les échevins, ce que Mathieu, fils de Jacques, vous dit et expose, et ce qu'il prétend de toi N.; et je me joins à lui en qualité d'avant-parlier. Il montre et affirme que tu es parent de M.; et puisque M. précité s'est porté caution pour le paiement du prix de la réconciliation à charge de la lignée à laquelle tu appartiens, je te somme, N., de t'exécuter et d'acquitter à mon client le prix de la réconciliation, au taux fixé pour les homicides. Si tu viens à dénier que tu n'es pas parent de M., au troisième degré ou plus proche, je prie les échevins d'ouvrir une information. Et si tu viens à contester que tu n'étais pas convoqué à l'audience où la réconciliation fût conclue et que tu ne l'as pas promise, je prie encore les échevins de s'en informer. Et si quelqu'un venait à prétendre que tu ne l'as pas promise et garantie au nom de cette lignée de la parenté de M., je demande aux échevins de le justifier; ou que tu n'as pas reçu de citation régulière, je demande encore aux échevins de le justifier.

Et je conclus N., que tu paies le prix de la réconciliation ou je m'en réfère à la loi.

53. *Ceci traite de l'hommage et du serment à faire pour cause d'homicide.*

D'abord sera amené le coupable dépouillé de ses habits, en chemise, suivi de ses parents et amis, vêtus de leurs pourpoints, la tête et les pieds nus, en tel nombre qu'on voudra et qui seront précédés par ceux qui ont reçu la réconciliation. Et là, on demandera au plaignant principal et aux autres parents de sa lignée : s'ils sont décidés à recevoir le paix et la réconciliation qui ont été projetées, dans les termes et sous les conditions convenus et prélus ?

Oui.

Et qu'on pose la même question au coupable ?

Oui.

Alors on dira au coupable de lever la main et de jurer qu'il a du repentir

TEXTE.

zwere dat fayt, dat hi hi ghedaen adde, dat hem dat leed es; tleet was also houde als hjt ghedaen adde ende hi becoelt was, ende eewelike wesen sal also langhe als hi leuen sal.

Ende daer naer den meynaken doen zweren den zeluen eed: dat hemlieden leet es ende was, etc.

Daer naer so sal die baersculdighen upeffen zijn hand ende zweren dien pays ende zoendinc, dat daer gheconformeert es ende voor spraken, eewelike te allen daghen wel te houdene ende nemmermeer te brekene. Ende ware dat zake, dat hi wiste enegherande zake die den claghere jof den vrienden comen mochte te deren, te toorne, te scaden, jof te grieue, dat ghi dadt beletten zoud naer huwer moghenthede, waert bi daghe jof bi nachte, waert metten heere, metter wet, jof met anderen personen, jof also vele daertoe doen dat belet bliuen zoude, naer huwer moghenthede. Also moet hu God helpen, etc.

Daer na zo zullen alle zine maghen zweren den zelven eed.

Daer na so sal die wettelike clagher ende zine maghen alle up effen are ande ende zweren al denzeluen eed den pays ende dat zoendinc wel te houdene, ghelijc dat anderen ghedaen hebben. Daer na so sal men cruse vesten upt graf; ende zij moeten alle belouen dien pays an beede ziden wel te houdene ouer bejaerde ende ouer onbejaerde kinderen voor scepenen.

LIIIJ. *Tale van halianschen jof acoord te souken an fugitive.*

Clais Cralle dien heeschen wij dat hi ghesocht heuet haliance ende acoord ane mijns heeren viande van Vlaenderen, twelke ghinc tjeghen myn heere van Vlaenderen ende tjeghe zine goede lieden; ende desen heesch so gaf hem de burghmeester vander stede als ouer t'coers vander stede. Ware dat zake hi hiet daer jeghen sprake Clais voorseit die adde zine weghe open te ziere vierscare te commene zonder te costene lijf jof let, Dies vermet mi an scepenen. Ende spraker ooc yemen tjeghen het en ware also gheuaren. Dies vermet mi an die goede waerhede diere ons heeren scepenen of ghehoort ebben ende voort daerof horen zullen; scepenen warede bouen alre warede. Ende hi en stonde hier ghebode: Dies vermet mi an scepenen, etc.

TRADUCTION.

pour le crime qu'il a commis; qu'il en avait après qu'il l'avait commis et qu'il se fut calmé ; et qu'il en aura toujours jusqu'à la fin de sa vie.

Ensuite on fera prêter le même serment au complice qu'il a du repentir, etc.

Ensuite le coupable devra lever la main et jurer la paix et la réconciliation dans les termes qui ont été convenus, de les observer à perpétuité et tous les jours, et de ne jamais les enfreindre. Et s'il arrivait que quelque chose parvint à sa connaissance qui pût nuire au plaignant ou à ses amis, ou les offenser, léser ou dommagier, qu'il userait de toutes ses facultés pour l'empêcher, soit de jour ou de nuit, soit à l'aide du seigneur, du magistrat ou d'autres personnes, et qu'il emploierait tous les moyens possibles pour que la chose reste empêchée. Ainsi Dieu te soit en aide, etc.

Puis, tous ses parents prêteront le même serment.

Ensuite, le plaignant principal et ses parents lèveront tous la main et répèteront le même serment, d'observer fidèlement cette paix et réconciliation, comme les premiers l'ont fait.

Enfin, on ira planter la croix sur la tombe, et là, tous ensemble ils promettront de nouveau, en présence des échevins, d'observer fidèlement la paix des deux côtés, tant pour eux qu'au nom de leurs enfants majeurs et mineurs.

54. *Procédure sur le fait d'alliance ou accord avec fugitifs.*

Nicolas Cralle est accusé d'avoir recherché l'alliance et l'accord des ennemis de mon seigneur de Flandre, et ainsi d'avoir porté préjudice à mon seigneur de Flandre et à ses bonnes gens ; et cette accusation fut soutenue par le bourgmestre de la ville comme représentant la commune. Si Nicolas précité venait contester qu'il eût libre accès au tribunal sans danger de vie ou de membre, je m'en réfère aux échevins. Et si quelqu'un déniait le fait, tel qu'il est qualifié, je m'en réfère à la bonne vérité que les échevins ont entendue ou qu'ils entendront encore, car la vérité des échevins surpasse toutes les autres vérités. Et si l'on conteste la validité de la citation, je m'en réfère aux échevins, etc.

TEXTE.

Ende zeeghet dat menne sculdich es te banne buten myns heeren lande van Vlaenderen c jaer jof tusschen den c jaren en den j daghe, also langhe als scepenen redelyc sal dinken, als j man die haliance ende acoord ghesocht heeft aan mijns heeren vianden ende fugitiue, ende in contrarie zinen heere ende den minen.

Ende al daer so was hi gheachteraelt bi contumacien van den heesche die hem te wette angheleit was, ende xxv persone met hem. Clais voorseit was ghebannen L jaer, ende die andere x jaer huten lande van Vlaenderen.

LV. *Tale van burghstorme te doene.*

Wildi horen, ghi heeren scepenen, wat etc. de burghmeester van der coerse vander stede ende ouert coers, toghede ende zeide, ende ic ouer hem als zijn taelman : dat in tiden verleden Jacob filius Heinric cam der bouen in den ghemeenen hoop van scepenen omme vereffent te wesene tieghen Jan zinen broeder, van ghescille dat zi adden onderlinghe; twelke ghescil zy an beede ziden keerden ter wet waerd te eenen goeden ghenoeghe bi contente. Ende na den vonnesse dat scepenen ghewyst adden van den ghescille, so quam Jacob voorseit tot zinen broeder in de camere van scepenen ende in presenter van den heere ende van der wet; ende gaf daer zinen broeder vele wulre leeliker woorde die te wele ende te wul waren te vertreekene, ende omme tvonness wille, ende dreeghelike worde, ende slouch zine hand an zinen knyf, ende zoudene daer gheheuelt ebben, ende adde ghedaen die heere ende de wet; ende makede der so vele auochts dat volc al die poort der omme adde verwaremt, etc. Ende zeeghet dat hi dit heeft ghedaen omme roeringhe te makene ende omme den heere ende de wet te verdriuene; want hi al d(e)it up j wetteliken dinghedach. Sprake yet tieghen, dies vermet mi an scepenen

Ende toghe ende zeege : dat so wat manne die twist, jof twist bestooct up scepenen camere, jof in die alle, jof binder singhele als scepenen bouen vergadert zijn, dat dat fayt burghstormes. Ende toghet ende zeeghet, dat hi dit deet up die camere jn presente van den heere ende van der wet. Sprake yement tieghen hi en ware burghmeester up die tijt van nu; Dies vermet

TRADUCTION.

Et je conclus qu'il doit être banni du pays de Flandre pour cent ans, ou pour un terme à fixer par les échevins depuis cent ans jusqu'à un jour, comme un homme qui a recherché alliance et accord avec les ennemis de mon seigneur de Flandre et les fugitifs, au mépris des droits de son seigneur et du mien.

Et là il fut convaincu, par contumace, du chef de l'accusation qui était portée en justice, à sa charge, et il fut condamné avec vingt-cinq de ses complices au bannissement du pays de Flandre pour cinquante ans et ses autres complices pour dix ans.

55. *Procédure sur le fait de l'émeute.*

Veuillez entendre, messeigneurs les échevins, etc. Le bourgmestre de la ville, représentant la commune, m'a chargé, en qualité d'avant-parlier, de vous dire et exposer : il y a quelque temps, Jacques fils de Henri se présentait en la salle à l'étage et en séance des échevins, pour obtenir que le différend qu'il avait avec son frère Jean, fut aplani ; différend qu'ils avaient soumis des deux parts à l'arbitrage du magistrat afin d'avoir pleine satisfaction sur les points du débat. Et après le prononcé du jugement des échevins sur le différend, Jean précité vint trouver son frère en la chambre des échevins, et là, en présence du seigneur et de la loi, il lui adressa une bordée de basses et grossières injures, trop grossières pour les répéter ici, et de paroles de menaces, à raison de ce jugement ; et il mit la main à son coutel à pointe, et il l'aurait poignardé, sans l'intervention du seigneur et de la loi ; et il fit un si grand vacarme, qu'il eût soulevé la populace de la ville, etc. Et je dis qu'il a fait tout cela, dans le but d'exciter une émeute et de chasser le seigneur et la loi ; car il avait précisément choisi un jour de plaid. Si quelqu'un conteste ces faits, je m'en réfère aux échevins.

Et je dis et soutiens, que celui qui fait éclat ou excitation de querelle en la chambre des échevins, ou à la halle ou dans l'enceinte des fossés extérieurs, lorsque les échevins sont en séance, se rend coupable d'émeute. Et j'ai exposé que le prévenu avait fait cela, en la chambre même, en présence du seigneur et de la loi. Si quelqu'un objecte que je n'étais pas bourgmestre

TEXTE.

mi an scepenen. Sprake yement tieghen hi en stonde hier gheboden. Dies vermet mi an scepenen.

Ende toghet dat men sculdich es ouer hem te rechtene metten zwaerde, of met den rade, jof te banne tusschen c jare ende j dach, of also langhe als scepenen redelyc sal dinken.

LVJ. *Tghedinghe als een poorter gheuanghen es van wette ende men heescht raed ende taelman van onrechte.*

Lodewijck filius Martins van den Steene die adde ghetwist tiegen Clais filius Serclaes van den Steene.

Ende doe cam die heere ende hi vinc Lodewike voorseit. Ende daer na so cam die heere ende hi soude dinghen. Ende doe so cam Lodewyc Serclaes zone van den Steene ende hi hiesch raed ende taelman van onrechte. Ende aldaer so was hij hem ghegheuen.

Ende Lodewyc filius Serclaes vorseit de hiesch den bailiu ende zinen onrechte dat hi adde ghedaen in den steen Lodewyc filius Martins van den Steene, zinen maech met zinen onrechte; die welke hi toghede ende zeide dat hi was ende es ons poorter ende zinen maech ten derden of also naerre. Ende hier of so boot hi scepenen te informeren met goeder informacie, etc.; ende begheert dat menne scadeloos huut dade of dat hi cesserde van wette, etc.

Andworde.

Doe toghede ende zeide die heere : dat Lodewyc filius Martins van den Steene negheen poorter en was, ende dat niemene kennen en sal, bi redenen die ic dertoe ghetooght ebbe ende voort dertoe toghen ende zecghen sal; want hi toghede ende zeide, dat Lodewyc voorseit was gheuaren huter stede met woenste ende daer buten ghebleuen jaer ende dach, x jaer x daghe, xx jaer xx daghe, ende noyt beseten en adde met woonsten, noch aerd waren ghemaecht, noch vier, noch caersen gheborrent en adde, noch scot, noch lot, noch taelie, pointinghe, noch zettinghe ghegolden en adde, noch heerevaerd gheuaren en adde metter stede voorseit.

Voort so toghede die heere : dat Lodewyc voorseit poorter ware binder

TRADUCTION.

en ce moment, je m'en réfère aux échevins. Si quelqu'un dénie la validité de l'assignation, je m'en réfère encore aux échevins.

Et je conclus en demandant que l'accusé soit exécuté par le glaive ou la roue, ou qu'il soit banni pour cent ans et un jour, ou pour tel temps que les échevins jugeront convenir.

56. *Procédure pour le cas d'un bourgeois qui est appréhendé par l'officier de justice et qui demande conseil et* taelman *du chef d'arrestation arbitraire.*

Louis, fils de Martin van den Steene, s'était pris de querelle avec Nicolas, fils de Nicolas van den Steene. Survint le seigneur qui appréhenda ledit Louis.

Puis le seigneur se présenta en justice pour poursuivre. Et Louis, fils de Nicolas van den Steene, répondit en demandant conseil et avant-parlier du chef d'arrestation arbitraire. Et cette demande lui fut accordée.

Et ledit Louis, fils de Nicolas, réclama réparation du bailli du chef d'arrestation arbitraire, parce qu'il avait incarcéré illégalement Louis, fils de Martin van den Steene, son parent, au troisième degré, ou plus proche, et qui de plus, disait-il, était notre bourgeois. Et il priait les échevins d'ouvrir, sur tous ces points, une bonne instruction, etc. ; et il concluait à ce qu'il fut relaxé indemne, ou sinon qu'il y eut cès de loi, etc.

La réponse.

Le seigneur exposa alors et répondit que Louis, fils de Martin van den Steene, ne jouissait pas de la qualité de bourgeois ; et personne ne pourra l'admettre, par les motifs que j'ai déclinés et par ceux que je déclinerai et développerai encore ; car il établit et montra que Louis précité avait quitté son domicile en ville et l'avait transporté à l'étranger depuis un an et un jour, ou depuis dix ans et dix jours, vingt ans et vingt jours ; qu'il n'y était plus revenu, et n'avait plus tenu foyer, ni feu, ni allumé des chandelles, ni acquitté lots ou tailles, « pointures ou assietes », ni fait le service de la chevauchée.

De plus, le seigneur exposa que ledit Louis avait acquis la bourgeoisie de

TEXTE.

stede van Brucghe ende hem zeluen der mede bescud adde. Ende hierof so bood hi scepenen te informeeren met goeder informacie, etc. Ende so wat manne die poorter es te Brucghe die en sal binnen der casselrie van Brucghe gheen poorter moghen wesen voor hi daer ghenouch ghedaen heeft.

Ende bi deser redene so begeerde die heere an Lodewyc filius Serclaes voorseit, dat hi hem quite scolde van den heesche, ende dat hi zinen maech late lieghen, jof dat men keere ter wet waerd, ende also der toe als scepene wisen zullen dat men sculdich es te doene metten rechte.

LVIJ. *Ondworde van Lodewike filius Serclaes.*

Daer naer so toghede Lodewyc voorseit in zine weere met zinen taelman : dat zijn maech was verweest van zine vader, ende dat ne zijn moeder voerde huter poort in hare vooghdien, ende dat hi noyte zyns poortscips quite scalt, ende noch en verhuwede, noch dat hem noyd of ghewonnen was te wette, ende dat niemene ontpoorter en mach wesen het en ware bi eenich desen drien pointen ; ende dies so moeste hi betalen zine exuwe.

Ende toghede ende zeide dat die heere negheen van desen iij pointen en adde in zine tale. Ende al ware dat zake dat de heere eenich recht gheadt adde jof adde, dat hi zyn recht daer mede verloren adde, mids dat hi negheen van den iij pointen vorseit ghetoghet en adde ; ende dat niemene kennen en zoude dat hi oyte te Brucghe poorter waerd. Ende al ware dat zake dat hi te Brucghe poorter ware, dat hi daermede van zinen poortscepe hier niet ontwaerdich en ware binnen onser poort, etc.

Hier up so dede die heere een beleet te hoofde ; ende van den wetteliken oofde so cam dat scepenen van Brucghe dinct recht dat men hore die informacie, daer dat hem up die heere vermeten heeft, weder dat hi poorter es te Brucghe of en es. Ende hoe hi hem daer mede bescudt heeft ende ghedreghen eest comet meer voor ons wy zullenre recht of zeghen.

Ende scepenen van Brucghe kennen dat Lodewyc voorseit poorter worden was binder stede van Brucghe, ende dat hi der adde ghecosen zine stede.

Ende na der kennesse was hi hier ghewyst vremde man ende zyn vonness te hoorne als gheuanghen man.

LVIIJ. Die van Roeselare en moghen gheene boete hogher wisen danne iij lb. jof het en ware bi beroupe. Ende eenighe zecghen dat Jan

TRADUCTION.

Bruges et même qu'il s'en était réclamé pour sa défense. Et il priait les échevins de le constater par bonne information, etc. Et quiconque est bourgeois de la ville de Bruges ne peut devenir bourgeois de la châtellenie de Bruges, avant d'avoir payé les droits y afférents.

Par ces motifs le seigneur concluait à ce que Louis, fils de Nicolas, se désistât de sa demande et abandonnât la cause de son parent ; sinon il en appelait à justice et priait les échevins de prendre telle décision que de droit.

57. *Réplique de Louis fils de Nicolas.*

A ces raisons, ledit Louis répliqua par l'organe de son avant-parlier : que son parent était orphelin de père, et que sa mère, durant sa tutelle, l'avait emmené hors de la ville, mais qu'il n'avait jamais abdiqué sa bourgeoisie, ni l'avait perdu par mariage ou par déchéance en vertu d'un jugement; d'ailleurs personne ne peut perdre sa bourgeoisie que par un de ces trois moyens, et alors même il doit payer le droit d'issue.

Et il montra et affirma que le seigneur n'avait établi aucun de ces trois points, dans sa plaidoirie. Et lors même que le seigneur eût eu ou avait quelque droit à exercer, qu'il l'avait perdu, à défaut d'avoir prouvé l'un de ces trois points; et que personne ne pourra jamais accepter qu'il fut devenu bourgeois de Bruges. Et lors même qu'il fut devenu bourgeois de Bruges, qu'il n'avait pas par ce fait dépouillé la bourgeoisie de notre ville, etc.

Sur ce le seigneur forma un recours au chef de sens. L'arrêt du chef de sens portait « qu'il semblait en droit aux échevins de Bruges qu'on ouvrît une information, qui avait été invoquée par le seigneur, pour savoir s'il était ou non bourgeois de Bruges ; et jusqu'à quel point il pouvait s'en prévaloir ; si la chose est soumise à notre examen, nous la déciderons en droit ».

Et les échevins de Bruges reconnurent que ledit Louis était réellement devenu bourgeois de leur ville et qu'il y avait pris domicile.

A la suite de cette décision, il fut déclaré étranger et condamné à subir la peine de l'emprisonnement.

58. Ceux de Roeselare ne peuvent prononcer d'amende au-dessus de trois livres, si ce n'est par appel. Et quelques-uns soutiennent que Jean

TEXTE.

gheene macht en heeft vorder te laten composeerne, nochtan doet hijt.

LIX. *Wat j man verbuert die j man brinct van liue ter doot ende tfayt li.*

Item, so wie eenen wettachtighen man brochte van liue ter doot met wapenen jof der zonder, ende hi daer of verwonnen wordet bi scepen bi toe doene van den heere ende van den upperclaghere, up dat die mesdoere present vor hoghen comt jn vierscarne, men es sculdich ouer hem te rechtene metten zwerde, ende zyn ooft of te slane, als over eenen man die man ghebrocht heeft van liue ter doot. Ende eist dat zake dat hi niet voor ooghen en comt so ess die ghebannen ute myns heeren lande van Vlaenderen houdende lands wonende tsgracien, up zijn hooft, van der doot daerof dat hi huut sal zijn ghegheuen. Ende die ban sal zyn zonder termyn ; want als hi pais ende zoendinc heeft jeghen partien ende jeghen den heere, ende der stede vernoucht heeft, so es die ban quite.

LX. *Van meynakers van mans dode wat zy verbueren.*

Item, so wie anderen wonden gheeft, jof up andren wapenen trechte daer menne brachte van liue ter doot, ende een ander fait ane hem trecte; alle die medepleghers die wonden ghegheuen adden, jof wapenen ghetrect adden, zoud men allen moghen verwinnen, ende elc bi hem zonderlinghe van LX lb. parisis; waerof die partien zouden hebben vj lb., ende die stede IIJ lb. Ende eist dat zake dat hi niet present noch voor hoghen en comt, men salne bannen van LX lb. parisis. Ende eist dat zake dat j man comt voor hoghen ende staet in zine wet, ende hoord zyn vonness, ende hi ghewijst wordt in die boete van LX lb., ende die parthien den ghonen heeschen aer deel, ende ment hem gheeft, jof dat zi den ghonen der ouer doen houden, ende zi haer deel ontfanghen, hi sal daermede jeghen parthien wettelijc pais ende zoendinc hebben.

Ende dit gheuiel Jan van Conslaghe van der meynaken van Arnoud Quistegoeds.

Ende doet die claghere den beclaghenden niet houden, jof dat hi die boete niet en ontfanghet, toen heeft hi gheenen pays.

TRADUCTION.

n'aurait pas le pouvoir de traiter de composition; et néanmoins il le fait.

59. *De la peine de celui qui est coupable d'homicide et le confesse.*

Item, celui qui a tué un homme jouissant de ses droits civils, soit avec ou sans armes; et qui en est convaincu par le jugement des échevins, sur la poursuite du seigneur ou de la partie plaignante; lorsque le coupable est présent à la *vierscare,* on doit l'exécuter par le glaive et le décapiter, pour expiation de l'homme qu'il a fait passer de vie à trépas. Et s'il ne comparait pas, il sera banni du pays de mon seigneur de Flandre, sauf le droit de grâce, sous peine de la hart pour expiation de la mort qu'il a infligée à autrui. Et le bannissement sera prononcé sans terme; car s'il peut obtenir la paix et la réconciliation avec le seigneur et la partie et fournir satisfaction à la ville, il sera quitte du ban.

60. *De la peine des machinateurs de meurtre.*

Item, lorsque quelqu'un porte des blessures à autrui, ou attaque un autre avec des armes, de manière que la mort s'ensuive, et que des complices ont participé au fait; tous ceux qui sont impliqués dans le crime, soit qu'ils aient aidé à porter les blessures ou tiré les armes, pourront être englobés dans la poursuite et condamnés chacun à soixante livres d'amende, dont la partie lésée recevra six livres et la ville trois livres.

Et s'ils ne sont pas présents ou font défaut, ils seront bannis en compensation de l'amende de soixante livres.

Et si un seul des complices comparaît en justice et subit la condamnation à soixante livres d'amende, et si la partie lésée réclamant sa part de l'amende, la reçoit ou de bon gré, ou après avoir fait usage de la contrainte par corps, en ces cas le condamné obtiendra la paix et la réconciliation, de plein droit, avec la partie.

(Ce cas fut celui de Jean van Conslaghe accusé de participation au meurtre d'Arnoul Quistegoed.)

Et si le plaignant n'a pas fait arrêter le condamné et n'a pas reçu sa part de l'amende, la paix ne peut avoir lieu.

TEXTE.

Ende Jan Becghaerde die beuiel van LX lb. parisis jeghen den upper claghere van Clais Zwingheboom, ende hi leide up die boete parthien ende den heere; ende begheerde der mede pays te hebbene. Ende et en mochte hem niet ghebueren, ende et was hem ontwijst.

LXJ. *Van vermeness van mans doden, wat zi verbueren.*

Item, so wie dat der bi es met willen ende met begeerten, jof es an weghe, jof an velden daer men eenen man dood slaet, jof steket jn contrarien van den gonen die daer doot blyft, zonder wonde te gheuene, jof wapene te treckene, die verbueren vj lb. parisis, waer of parthien hebben iij lb. Ende al ne commen si niet voor hoghen men zalse van der vorseide boete niet bannen.

Dit was ghewyst Pieter van den Damme ende zinen hulpers ende den medepleghers van Jan van Laken jeghen Willem filius Serhughe. Ende dit souct jnt secrete panpier.

LXIJ. *Van moorde, hoe men dat punieren sal.*

Item, so wie eenen anderen brinct van liue ter doot bi nachte jof bi daghe, ende dat fait niet en liet ende ane hem en trecket, dien sal men justicieeren metten zweerde ende metten rade als ouer eenen mordenare, up dat hi voor hoghen comt, ende dies onderwonden wordet metter waereden dat hi tvorseide fait ghedaen sal hebben. Ende comt hi niet voor hoghen men salne bannen c jaer ende eenen dach up zyn hooft van morde huut myns heeren lande van Vlaenderen. Ende noenes sdaghes mach men mord daet doen (dinghen) ende nachts manslacht.

LXIIJ. *Van meynakers van moorde, hoe men dat punieren sal.*

Item, so wie wapene truckede, jof wonde gauen, den gonen die daer vermoordt worde, ende daeran andadic ware omme te vermordene en de van liue ter doot te bringhene, die sal men punieren ghelijc der principalen, ende alsoot vorseit es, metten zweerde ende metter rade als ouer eenen moordenare, jof bannen c jaer ende j dach van morde also

TRADUCTION.

Ainsi Jean Becghaerd resta en faute de payer l'amende de soixante livres parisis sur la plainte du meurtre de Nicolas Zwingheboom ; mais il paya les parts de la partie et du seigneur, et sollicita la réconciliation. Elle ne put lui être accordée et lui fut abjugée.

61. *De la mêlée où il y a mort d'homme et de la peine qui y est attachée.*

Item, ceux qui y assistent de gré et de volonté ; ou qui vont par chemins ou à travers champs au lieu du meurtre ; ou qui prennent parti contre celui qui a été tué, sans cependant lui porter des blessures ou le frapper de leurs armes, encourent une amende de six livres parisis, dont la partie lésée reçoit trois livres. Et s'ils ne comparaissent pas, ils ne seront point bannis du chef de cette amende.

Cela fut jugé dans la cause de Pierre van den Damme et de ses complices, accusés du meurtre de Jean van Laken contre Guillaume fils de messire Hugues. Cette sentence se trouve dans le registre secret.

62. *Du meurtre et de sa pénalité.*

Item, celui qui tue une personne, la nuit ou le jour, et n'avoue pas le crime et en décline la responsabilité, sera exécuté par le glaive ou par la roue comme meurtrier, s'il est présent à la barre et convaincu par les pièces de l'instruction qu'il a commis le crime. Et s'il fait défaut, il sera banni pour cent ans et un jour du pays de Flandre, sous peine de la hart. Et le mercredi on tiendra les jours de plaid pour les meurtres et les homicides commis la nuit.

63. *De la complicité de meurtre et de sa pénalité.*

Item, celui qui avait tiré son arme, ou porté des blessures à l'assassiné, ou qui a participé de quelque manière au meurtre, avec l'intention de donner la mort, sera puni à l'égal de l'auteur principal, ainsi qu'il est dit ci-dessus, et exécuté par le glaive ou par la roue comme meurtrier ; ou bien, s'il est défaillant, il sera banni pour cent ans et un jour, du chef de meurtre, comme

TEXTE.

vorseit es; want daer en moghen gheene meynakers of zyn van morde.

LXIIIJ. *Van vermenesse van morde, hoe men dat punieren sal.*

Item. so wie met willen ende met begeerten der bi es daermen eenen man vermordt zonder yet daertoe te doene, jof es an weghe, an velde ende an verde omme der toe te commene, ter contrarie vermorden, die sal worden ghewyst in boete van LX lb. ende te banne vj jaer up zijn hoof van vilainen faite hute ts(g)rauen lande van Vlaenderen. Ende comt hi present ende voor hoghen, so sal men ouer hem rechten metten zwaerde zonder meer.

LXV. *Welc mordt es jof moordaet.*

So wie up anderen strijt jof twiste met wapenen, jof der zonder, binnen vriendeliker vreden jof binnen wetteliker vreden, jof binnen yemens belokene comt omme te mesdoene, ende mesdoet daer binnen bi nachte, jof bi daghe, dat es mordaet.

Ende so wie die anderen doot slaet ende hem neemt zijn goed, jof yemene doot slaet omme goed, jof reeroof, jof brant stichte, dat es te wetene: moordbrant, jof veruwen vercrachten, dat es moord.

LXVJ. *Van eenen man die in den steen lach ende uutghinc.*

Hughe filius Wouters lach in den steen ouer xij schellinghen grote bi begeerte ende verzouke van Pieter filius Arnoud ende bi ghebreke van panden; ende hi ghinc ut vanghenesse, buten contente van parthien, jof van den heere, jof van den steenwaerder; ende hi was buten van den heere gheuanghen, ende scepenen betoghen, zonder de parthien, voor hoghen te commene; ende hi was beuolen ouer LX lb. parisis van steenvluchticheden.

Ende tghelyc was Clais van den Steene gheuanghen ouer x lb. groten van der stede goede, ende hi ghinc buten ende word gheuanghen, ende beuolen

TRADUCTION.

dessus ; car la complicité n'est pas admise à l'état distinct, en matière de meurtre.

64. *De la mêlée où il y a meurtre et de sa pénalité.*

Item, celui qui assiste de gré et de volonté à une mêlée où il y a meurtre, sans y prendre part, ou se porte par chemins, par monts et par vaux pour y assister et sans rien faire pour l'empêcher, sera condamné à l'amende de six livres et au bannissement du pays du comte de Flandre, pendant six ans, sous peine de la hart, du chef de vilain fait. Et s'il est présent et comparaît à la barre, il sera exécuté par le glaive sans plus.

65. *Du meurtre et de l'assassinat.*

Celui qui se livre à une agression ou une rixe contre un autre, avec ou sans armes, pendant la trève amiable ou légale ; et celui qui pénètre dans l'enclos d'autrui avec préméditation et le tue, soit le jour ou la nuit, sont coupables d'assassinat.

Et celui qui donne la mort à un autre et ravit son bien, ou le tue à prix d'argent, ou commet un recel dans une mortuaire, ou un incendie, c'est-à-dire un incendie meurtrier, ou qui viole une femme, est coupable de meurtre.

66. *D'un homme incarcéré au* steen *qui s'évada.*

Hugues, fils de Wautier, était détenu au *steen* pour une dette de douze escalins de gros, à la requête et poursuite de Pierre, fils d'Arnould, et à défaut de gage ; et il s'échappa de la prison, contre le gré de la partie créancière, ou du seigneur, ou du gardien ; mais il fut rattrappé par le seigneur et conduit à la barre des échevins, sans intervention de la partie ; on le condamna à soixante livres parisis, du chef d'évasion de prison.

Ce fut ainsi que Nicolas Van den Steene qui était détenu pour une dette de dix livres qu'il devait à la ville, et qui s'était évadé, fut repris, se vit

TEXTE.

word ouer LX lb. parisis. Ende die pays was ghemaect omme XL schellinghen groten zonder wet.

LXVIJ. *Item, van den zeluen.*

Voort so wat manne die gheuanghen es ende die gheuanghen beuolen es, zyt metten heere ende scepenen jof zonder scepenen, zijt van sculden jof van penninchoete; ende hi ute den porprise van den steene gaed, zyt an die grype jof voorder, buten contente van den heere, van parthien, jof van den steenwaerdere; ende hi der buten gheuanghen word metten heere ende scepenen der buten kennen, verbuert LX lb. van steenvluchticheden.

Ende die heere en heuets gheene macht zonder die parthien, daer parthien zyn.

Ende doet die heere ende die parthien dien buten vinden met scepenen ende met den heere jof scouteete die den orlof gaf, die sal die parthien moeten vernoughen van haren rechte, zyt van der scult jof van haer te boeten; ende die steenwaerder en heuets gheene macht zonder den heere ende parthien. Ende doet hijt zonder content van hemlieden ende hi bute ghetoocht wordet met scepenen, jof dat menne der binnen zouct met scepenen ende niet en vint, hi sal bethalen daer ende dat hi beuolen es.

Ende wille die steenwaerder hi maechse doen zouken in alle sloten.

LXVIIJ. *Wat een man schuldich es als hi gheuanghen es den steenwaerder.*

So wat manne die gheuanghen word van sculden, met wapenen, van nachtsganc, van penninc boeten, jof van anderen zaken, ende hi word ghebrocht in den steen ende ghediliuereerd den steenwaerder, zyt wettelike jof anders, ess den steenwaerder stappands xiiij inghelschen, ende ix inghelschen ouer zyn costen. Ende dies machi heten omme niet, up dat hi wille. Ende al etet hi niet, hi gheuet xxiij inghelschen, so mach hi daer bliuen lieghende omme j inghelsche daghes, up dat hi gheen bedde en neemt ende metten steenwaerder niet en eet; maer van den bedde sal hi gheuen j inghelsche nachts, up dat hi een heuet. Ende omme iiij groten daghes mach

TRADUCTION.

condamné à soixante livres parisis. Et la paix fut ensuite conclue au prix de quarante escalins de gros, sans intervention du juge.

67. *Du même.*

De plus, quiconque est détenu et recommandé en prison, soit à l'intervention du seigneur et des échevins, soit sans celle des échevins, pour dette ou pour amende; et qui s'évade du pourpris de la prison, au-delà du fossé ou plus loin, sans le consentement du seigneur, de la partie ou du gardien; s'il est ensuite rattrapé par le seigneur et les échevins, qui connaissent du délit; il sera condamné à soixante livres, du chef d'évasion de prison.

Et le seigneur n'a aucun pouvoir sans l'aveu de la partie, lorsqu'il y a constitution de partie.

Si le seigneur et la partie le font rattraper avec l'aide des échevins ou de l'officier public ou de l'écoutète qui signa l'acte d'écrou, l'évadé devra d'abord payer à la partie son droit, soit de la dette ou de l'amende; et le gardien n'a aucun pouvoir sans l'aveu du seigneur et de la partie. Car s'il agit sans leur consentement et le fait rattraper à l'intervention des échevins, ou le fait rechercher par eux à l'intérieur de la prison et sans le retrouver, il devra payer à la partie civile le montant de la recommandation.

Si le gardien le désire, il peut le faire rechercher dans tous les enclos.

68. *Ce qu'un prisonnier doit au gardien de la prison.*

Quiconque a été emprisonné pour dette, ou port d'arme prohibée, tapage nocturne, amende ou pour toute autre cause, doit lors de son élargissement du *steen,* prononcé par justice ou autrement, payer au gardien immédiatement quatorze esterlins pour droit de geôle et neuf esterlins pour frais.

Mais il peut y rester « sur l'aumône », s'il le désire. Et alors, il payera vingt trois esterlins à sa sortie et sa détention est comptée à raison d'un esterlin par jour, à la condition qu'il ne fasse pas usage d'un lit de la prison et ne mange à la table du geôlier; mais s'il fait usage d'un lit, il payera un esterlin par nuit.

TEXTE.

hi metten steenwaerder ij maeltiden daghes eten ende bier drinken. Ende aldaer so bliuet daer lieghende, etende, drinkende, bedden, en lynwaed, ende huushuere ende steenghelt omme xiiij inghelschen.

Ende als parthien vernoughet zyn so ne mach men niemene houden ouer costen. Ende heeft hi gheene macht parthien te vernoughene, so zullen hem, parthien sculdich (syn) elx daghes iiij deniers parisis also langhe als hi daer leghet telpen zine taringhe.

LXIX. *Een man die in den steen leghet van sculden, hoe hi hem draghen zal, ende hoe men hem verzwaren zal.*

So wat manne die in den steen leghet van sculden men mach hem niet verzwaren, jof het en zy dat men deerste partie vernoughet daer of dat zine hebben doen houden, zijt van xx schellinghen, ende hi der ander partie sculdich es xl schellinghen, leeghe up xx schellinghen ende beueelne ouer lx schellinghen; ende anders niet; jof et en ware dat menne buter vanghenesse vonde gaende jof staende, al waerd bi concente van den heere, ende parthien ende steenwaerder dat hi buten gaet. Nochtan so salne een ander sculdenare moghen daer doen vanghen, ende zyn ghelt ende tsine zal voren gaen, mids dat hem parthien lieten buten gaen. Ende zyt niet bi parthien, so zalt die heere ende die steenwaerder deerste scult moeten bethalen ende parthien der of ghenouch doen. Ende wille die heere jof die steenwaerder, so mach hi dander parthien mede vernoughen, ende houdene ouer alle die summe van allen parthien.

LXX. *Noch van eenen persoen die jnden steen leghet van sculden, ende jnden steen staerf.*

Hughe filius Wouters lach in den steen beuolen bi Pieter filius Arnouts, ouer xij schellinghen groten tornoise, so langhe dat Hughe daer in was zonder bethalen dat hi daer in staerf. Ende hi word gheset voor den steen alf buten, alf binnen; ende Pieter filius Arnouts vorseit begeerde an den steenwaerder dat men daer hilde staende iij daghe lanch. Ende de steenwaerder die en wilt niet doen, want hi zeide : dat men gheenen doden so

TRADUCTION.

Et au prix de quatre gros par jour, il aura ses deux repas par jour avec le geôlier, et sa ration de bière.

En somme, au prix de quatorze esterlins par jour, il sera quitte des frais de repas, boisson, lit, draps, « louage de maison et droit de cepage ».

Lorsque la partie civile a été satisfaite, on ne peut plus le détenir pour les frais. Mais s'il n'a pas le moyen de payer, la partie devra verser quatre deniers parisis par jour, pendant toute la durée de sa détention, pour couvrir sa dépense d'entretien.

69. *Comment on doit traiter le détenu pour dette et on ne peut rencharger sa position.*

On ne peut rencharger la position d'un détenu pour dette, à moins qu'il ait satisfait la première partie poursuivante; ainsi il doit à celle-ci vingt escalins et il doit à une autre quarante escalins, il pourra être détenu à raison des vingt escalins et recommandé à raison des quarante escalins, et non autrement ; à moins que la seconde partie ne le trouve élargi de prison du consentement du seigneur, de la première et du geôlier. En ce cas, le second créancier aura le droit de le faire détenir et sa créance passera avant celle de la première partie poursuivante, puisque celle-ci l'a relâché. Mais s'il n'a pas été relâché par ordre de la partie, le seigneur et le gardien seront tenus de payer la première créance et de désintéresser la partie.

Et si le seigneur et le gardien le désirent, ils peuvent désintéresser l'autre partie et être subrogés dans les droits de toutes les parties.

70. *D'une personne qui mourut en prison durant sa détention pour dette.*

Hugues, fils de Wautier était détenu en la « pierre », à la requête de Pierre fils d'Arnoul, à raison d'une dette de douze escalins de gros tournois; et il arriva que pendant la durée de sa détention, Hugues mourut. On déposa le cadavre à la porte de la prison, moitié dedans et moitié dehors ; et Pierre fils d'Arnoul requit du geôlier qu'on le laissa là pendant trois jours. Le geôlier refusa, sous prétexte que l'on ne pouvait, ni ne devait tenir de

TEXTE.

langhe binnen der stede houden en mochte, noch sculdich en ware te houdene. Ende omme dat ghescil quamen si voor scepenen.

Tvonnesse.

Scepenen dochte recht, dat die steenwaerder den doden hilde staende ter stede daer hi staet toot ouer de noene, up dattene niemene begheert; ende die noene leden, den doden doet ter aerden, jof het en zij dattene Pieter aneuerden wilde up zijns zelues plecht.

LXXJ. *Van bastaerden, ende hoe zij deelen.*

Een bastaerd was tArdenburgh ghehuwet ende adde een ghetrouwet kint. So dat haer man staerf ende tkint verdeelde jeghen zine moeder, die bastaerde was. Daer na so ghevielt dat tvorseide kind staerf, ende die moeder wilde nemen delt van haer doot tkinds goede; ende die vriende ontseiden, mids dat bastaerde niet voren deelen en moghen in hare maeghscepe danne alleene van der moeder.

Tvonnesse.

Scepenen dochte recht dat de moeder deele int goed van haren kinde, niet wederstaende dat zoe bastaerde es, mids dat bastaerde kinderen deelen van der moeder. Ende adde de vader bastaerd ghesijn, ghelyc dat was der moeder, ende die moeder voren ghestooruen ware, ende daer naer tkint, die vader en zoude van den kinde niet deelen.

Teerste gheuiel Lisebetten Symoen Euelbaers bastaerde dochter, die adde Wouter Bollin, ende bi hem een kint; ende die vader ende kint stooruen, ende die moeder deelde alf tgoed; ende ghewyst bi wette.

Tander was Pieter Keyn filius Mattheeus, de bastaerd, ende adde een wyf ende j kint; ende twyf ende tkind stooruen, ende de vader en deelde niet an zijns kinds goed. Ende dies waert ghewyst te wette.

TRADUCTION.

cadavres aussi longtemps dans la ville. Et sur ce différend, ils comparurent devant les échevins.

La sentence.

Il semble pour droit aux échevins que le geôlier devra laisser le corps à la place où il se trouve jusqu'à midi, si personne ne vient le réclamer ; et après l'heure de midi, il le fera enterrer, à moins que Pierre veuille prendre à sa charge personnelle tous les frais.

71. *Des bâtards et comment ils sont admis au partage.*

Une bâtarde s'était mariée à Ardenbourg et avait une fille mariée. A la mort de son père elle partagea les biens avec sa mère, qui était bâtarde. Il arriva ensuite que cette fille mourut, et sa mère se présenta pour recueillir la succession ; mais on lui dénia ce droit, par la raison que les bâtards ne sont admis au partage que des biens de leur mère, et non au-delà.

La sentence.

Il semble pour droit aux échevins que la mère peut recueillir les biens de son enfant, quoiqu'elle soit bâtarde, attendu que les enfants bâtards héritent de leur mère. Mais si le père était bâtard au lieu de la mère, et si la mère était prédécédée, et à sa suite son enfant, le père ne serait point admis au partage des biens de son enfant.

Un premier cas fut celui d'Élisabeth fille bâtarde de Simon Eulbaers, qui épousa Wautier Bollin et en eut un enfant ; le père et l'enfant moururent et la mère recueillit la moitié des biens. Ainsi jugé par les échevins.

Le second cas fut celui de Pierre Keyn fils bâtard de Matthieu, qui avait femme et un enfant ; la femme et l'enfant étant décédés, le père ne recueillit rien des biens de son enfant. Ainsi jugé par les échevins.

TEXTE.

LXXIJ. *Van eenen man die te ghisele ghenomen was ende niet in zyn ghiselscip en quam.*

Jan filius Willems de Temmerman poorter binder stede van Ardenburch ende wonende ter Sluus, met Arnout van der Mare die adde parlement jheghen Jan Tayaerd den Jonghe, waer of was ghemaeckt een ghiselscip bi der wet, so dat Jan filius Willems ende Jan Taeyaerd vorseit onderlinghe waren gheboden te ghisele te commene binden derden daghe, up die boete van LX lb. parisis. Ten derden daghe Jan Taeyaerd helt ghebod ende zekerde ghiselscip; ende Jan filius Willems en cam niet, so dattene die bailliu verwan van LX lb. parisis van ouerhoricheden. Ende ten naesten dinghedaghe so quam Jan Taeyaerd in ghebannen vierscarne metten heere ende met ij scepenen, zonder ybod jof yemene te biedene; ende begeerde ontsleghen te zine van den ghiselscepe, jof eenen wederman te hebbene. Ende na ziere begeerten, so waren scepenen ghemaend van den rechte.

Tvonnesse.

Naerdien dat Jan Tayaerd ybod hadde te ghisele te gane jeghen Jan filius Willems; ende Jan filius Willems niet commen en ware, ende Jan Tayaerd lach zonder wederman, jof parthien; so wijsden scepenen dat hi sculdich was te wesene los ende ledich van den ghiselscepe up die tijt.

LXXIIJ. *Van eenen man die te ghisele lach.*

Jacob Zoeteman lach te ghisele jeghen Dankerd Tayaerde, so dat Jan Blondeel versochte an beeden parthien omme eene vriendelike vrede ende huutganc. Aldaer so gaf Jacob verde zinen wederman; ende zyn wederman hem elniemene veruanghende, no man, no maghen, so Jan Blondeel dede commen ij scepenen ende den scouteete ende iij kennessen van hemlieden; so nam hi dese verde in der manieren dat vorseit es; ende die scouteete consenteerde up die verde j huutganc, so dat Jacob Zoeteman vorseit up tvorseide consent huut ghinc.

TRADUCTION.

72. *D'un homme qui fut condamné à l'ostagement et obtint de se constituer.*

Jean fils de Guillaume, le charpentier, bourgeois de la ville d'Ardenbourg, résidait à l'Écluse chez Arnoul van der Mare qui avait un procès contre Jean Tayaerd le jeune, au sujet duquel un ostagement fut édicté par le juge; de sorte que Jean fils de Guillaume et Jean Tayaerd prénommé furent assignés à se constituer en ôtages dans les trois jours, sous peine d'une amende de soixante livres parisis. Le troisième jour, Jean Tayaerd obéit à la citation et se constitua; mais Jean, fils de Guillaume, ne se présenta point, et par suite le bailli se fit adjuger les soixante livres du chef de rebellion à la loi. Le jour de plaid suivant Jean Tayaerd comparut à la barre de la *vierscare* formée par le bailli et deux échevins, sans qu'il eût reçu ou lancé de citation; il demanda à être déchargé de l'ostagement, ou à obtenir un répondant. Et suivant son désir, les échevins furent semoncés de faire droit.

La sentence.

Attendu que Jean Tayaerd avait reçu commandement de se constituer en ôtage avec Jean fils de Guillaume, et que Jean fils de Guillaume ne s'était pas présenté, et qu'ainsi Jean Tayaerd se trouvait sans répondant ou partie répondante; les échevins prononcèrent qu'il devait être relaxé de l'ostagement sur le champ.

73. *D'un homme qui était constitué en ôtage.*

Jacques Zoeteman s'était constitué en ôtage avec Dankerd Tayaerd, et Jean Blondeel requit aux deux parties une paix amiable et leur libération. Alors Jacques donna des gages de paix à son répondant; mais celui-ci gardant le silence et ne se faisant représenter ni par mandataire, ni par parent, Jean Blondeel fit venir deux échevins, l'écoutète et trois amis des parties, et fit acter la paix dans les conditions susdites; et l'écoutète accorda, sur cet acte, la libération de Jacques Zoeteman, qui muni de cet octroi, sortit de l'ostagement.

TEXTE.

Ende die bailliu die veerstond die verde, vinc Jacob Zoeteman vorseit ende leidene in den steen; ende zeide dat j scampvrede was, ende calengierdene van LX lb.

Ende als Dankerd Tayaerd dat verstond bleef hi lieghende wel vj weken derna in zijn ghiselscip; ende en wilde noch en dorste niet huut gaen, omme dat hem die bailliu ghecalengiert mochte hebben ghelijc zynen wederman.

So dat die bailliu voer te Brueghe, ende scepenen, ende elc zonderlinghe, omme j vroedoem an die wet. Ende stic verclaert, dochte der wet eene schampvrede was, ende dat daerin mesdaen was.

Maer niemene en adde meer in mesdaen dan die scoudteete ende die scepenen, mids dat zij ouer zulken scamp stonden, ende dat zi huutganc consenteerden onder hem ij, dat vij scepenen ghemaecht adden omme pays ende omme ruste, jof en adde ghezyn dat scepenen ghekend adden daer an pays ende zoendinc, ende het was al ontbeden. Maer scepenen ende die scouteete die adder bi ghesyn ontheert.

LXXIIIJ. *Hoe men wet doen ten iij Natalen voor Verzworen maendach.*

Men sal ten iij Natalen, dats te wetene : te Passchen, te Sinxen ende Medewintere ne gheene wet doen voor Verzwooren maendach tusschen neghene parthien, noch van tsheeren zaken, jof het en ware aestighe wet, jof dat luden vluchtich waren, jof dat men vremder lieden goed areesteerde. jof dat een bewetticht ware dat men hem in kenness van wette vinghe, up dat hi te voren ghepand ware; jof vrede te nemene, ghisele vut ende in te doene, ende parthien te effene zonder maninghen ende zonder vonnesse; jof het en ware dat ghisele huut ghinghen, ende scepenen kenden dat tghescil, dat die parthien of gheleghen adden, pays ware, so mocht men wel bi maninghen ende bi vonness die ghisele vut doen.

TRADUCTION.

Le bailli rejeta cet acte de paix, fit appréhender et réintégrer Jacques Zoeteman en prison, en disant que c'était une paix doleuse, et il calengia une amende de soixante livres.

Dankerd Tayaerd ayant appris ces choses, demeura bien six semaines dans son ostagement ; et il ne voulait ni n'osait sortir, de peur d'être calengié de l'amende par le bailli, comme l'avait été son répondant.

De sorte que le bailli et les échevins en particulier se virent obligés de former un recours à la loi de Bruges pour avoir une solution.

Là, il fut déclaré que l'acte produit contenait une paix doleuse et constituait une illégalité.

Mais personne n'était plus en faute que l'écoutète et les deux échevins qui avaient présidé à la confection de cet acte doleux et consenti la libération ; tandis qu'il aurait fallu la présence de sept échevins pour sanctionner un acte amiable de paix, ou tout au moins un jugement pour imposer une réconciliation judiciaire, qui sont deux équivalents. Mais l'écoutète et les deux échevins, en donnant suite à l'affaire, auraient été déshonorés.

74. *Comment on rend justice depuis les trois natales jusqu'aux lundis parjurés* (1).

Il ne sera point rendu justice depuis les trois fêtes natales de Pâques, de Pentecôte et de Noël jusqu'au lundi parjuré qui suit chacune d'elles, ni en matière civile, ni en matière publique, sauf les cas d'urgence, ceux de fuite de partie, de saisie de bien d'étrangers, de saisie-exécution en vertu de jugement de biens gagés, de conclusion de trève, de constitution et de main-levée d'ostagement, de compromis entre parties sans sommation ni jugement ; à moins que pour l'élargissement des ôtages, il fallut faire homologuer par les échevins l'accord intervenu entre les parties sur leur différend, on pourrait alors procéder par sommation et provoquer un jugement de main-levée.

(1) « Il y avait dans l'année trois lundis *parjurés*, savoir le premier lundi après la fête des rois, le second lundi après Pâques, et le second lundi après la Pentecôte ». *Voy.* notre *Invent. des chartes de la ville de Bruges*. Introd., p. 99 ; Glossaire, p. 724.

TEXTE.

LXXV. *Van eenen scepene van Ardenburch die gheuanghen was up zyn banc zittende.*

Jan van der Byst was scepenen in Ardenburch, ende burghmeesters ende die heere tyeden hem an dat hi tsecrete van scepenen vut gebrocht zoude hebben met zecghe worden, so dat Jan vorseit up eenen dinghedach quam in ghebanre vierscare, als vierscare ghebannen ware, ende wilde ghaen als scepenen zitten up den banc bi zinen ghesellen. Aldaer so quam die heere ende verboot hem den banc; ende die burghmeester van den cuerse verboot hem den raet. Ende bouen desen, so wilt Jan niet laten hi en ghinc zitten bouen bi zinen ghesellen.

Ende eer men voorder dinghede, so slouc die heere and an Janne bouen up den banc zittende bi zinen ghesellen scepenen, ende vinchene, ende dedene in den steen, ende beualne te andwordene.

Ende dit ghedaen, so quamen der eeneghe maghen van Jan vorseit, hieschen raed ende taelman van onzer; ende dat ghedaen, so scalt die heere die vierscarre quite.

Ende aldaer so bleeft Jan daer ligghende, so datter toe was ghesproken dat hi uut was ghedaen; ende daer na dat hije bleef van al dies dat hi mesdaen mochte hebben jeghen die wet na den goeden besouke, ten zecghene van der wet, 1/2 jaer, hi hopede onsculdich te wesene ende te bliuene.

Ende als die wet die warede wel verstaen adde, so was hem ghewijst te doen makene eenen muer buten der Westpoorten an den Dam up iij lib. grote behouden principal. Ende daer bi zoude hi veder commen onder zine ghesellen.

Doe en wiste die heere niet ghedoghen.

Doe was die pays ghemaecht omme xij lib. grote.

LXXVI. *Van eenen man die ghewond was ende keercvoere betoghet was, ende daer na quam van liue ter doot.*

Een man was ghesteken j wonde van j anderen persoen; ende van noch eenen anderen ghesleghen met eenen zwerde een wonde; ende al in euelen

TRADUCTION.

75. *D'un échevin d'Ardenbourg qui fut arrêté pendant qu'il siégeait sur son banc.*

Jean van der Byst était échevin d'Ardenbourg, et les bourgmestres et le bailli lui reprochaient d'avoir révélé par une indiscrétion coupable, le secret des délibérations. Or, le dit Jean se présenta à un jour de plaid, tandis que la *vierscare* était convoquée, voulut se rendre à son banc au milieu de ses collègues. A ce moment, survint le bailli qui lui interdit son siège; et le bourgmestre de la commune lui défendit l'accès du prétoire. Au mépris de ces défenses, Jean monta l'escalier et alla s'asseoir près de ses collègues.

Mais avant d'ouvrir la séance, le bourgmestre mit la main sur Jean qui était assis sur son banc d'échevin au milieu de ses collègues, le fit arrêter et incarcérer au *steen,* et lui commanda de répondre.

Cela fait, quelques parents de Jean comparurent et demandèrent aux échevins de pouvoir prendre conseil et avant-parlier; on l'accorda, et le bailli déclara la séance levée.

Cependant, Jean restait en prison, jusqu'à ce qu'une demande d'élargissement fut introduite; et comme sa détention durait depuis six mois, il espérait avoir suffisamment expié les torts qui pourraient être relevés à sa charge par l'instruction et être renvoyé des fins de la plainte.

Mais le tribunal ayant bien examiné le dossier, le condamna à faire construire, à ses dépens, un mur hors de la porte d'ouest près du Dam, sous peine de trois livres de gros d'amende et sans préjudice au principal. A cette condition, il pouvait rentrer au sein de ses collègues du conseil.

Mais le bailli refusa de le ratifier.

La paix fut ensuite conclue au prix de douze livres de gros.

76. *D'un homme qui fut blessé, et reconnu pour marchand ambulant, et passa ensuite de vie à trépas.*

Un homme avait reçu une blessure d'un agresseur; et une seconde blessure d'un autre qui le frappa d'une épée; le tout de propos délibéré; et le blessé

TEXTE.

wille; so dat die ghewonde hierof dede zijn claghe voor scepenen van Brueghe binden derden daghe naer dien dat tfait gheuiel. Ende hi bleef gaende metten wonden achter strate, ende voort van maerchten te maerchten.

Ende die wederparthie betoghedent ij scepenen dat hi was keercvoere, ende ghinc van straten te straten daer hi wesen wille, cochte ende vercochte.

Ende als die ghewonde xiiij nachts na der betoghinghe aldies gheghaen adde, so word hi so ziec van den wonden ende van anderen ongheuallen datter toeslouch, dat hi quam van liue ter doot.

Ende als hi commen was van liue ter doot, so word daer ghemaect stappans iiij ulpe claghers ende die maechte eene upperclagher.

Ende die upperclagher dede commen den heere ende v scepenen met hem, ter stede daer die dode lach, ende betoghede den heere ende scepenen die opene wonden die de dode adde ontfanghen van zyre parthien.

Ende al wared so dat hi keercvoere betoghet ware, jof dat hi van maerchten te maerchten gheweest adde, so toghe die upperclaghere, dat hi niewer gans noch ghesont betoghet en was; ende dat dat niemene kennen en sal diet sculdich es kenne. Ende al ghinc hi te maerchten jof achter poorten, dat hi ghinch met den openen wonden die hem zine wederpartien ghegheuen adde, niet als ghesont man.

Ende dat bood die upperclaghere in ware te doene metten meester. Ende dat hi commen ware van dien wonden van liue ter doot.

Ende den doodslach leide hi up den eenen, ende een wonde up den anderen; so dat die upperclaghere ende die heere dit fayt te wette leiden in zulker voormen ende manieren also manslacht ghecostumeert eest te doene; ende met al den vermeten diere toebehoren.

Ende naer den heesche so toghede die verweerre : dat hi dies al onsculdich es, wesen ende bliuen zal, ende bi redenen : dat hi ghinc te kerken ende tofkerken, te maerchten ende tof maerchten, ende tallen steden daer hi wesen wilde naer die tyt dat hi tghescil jeghen hem gheadt zoude ebben, up datter ghescil gheweest adde, alsoot niet en was, en de niement kennen en sal. Sprake yemene jeghen hi en adde keercvoere gheweest, Dies vermat

TRADUCTION.

déposa sa plainte devant les échevins de Bruges, dans les trois jours de la perpétration du délit. Quoique blessé, il continuait à cheminer et à se rendre de marché en marché.

La partie adverse, pour s'excuser, fit valoir devant deux échevins que ce marchand ambulant ne laissait pas son commerce, allant de rue en rue où il voulait, achetant et vendant.

Lorsque le blessé eut ainsi cheminé pendant une quinzaine de jours après cette réponse, il tomba gravement malade d'un flux de sang et d'autres complications qui survinrent, et en mourut.

Et lorsqu'il fut ainsi trépassé, quatre plaignants furent bientôt désignés, et avec eux un plaignant principal.

Et ce plaignant principal accompagna le bailli et cinq échevins au lieu où gisait le mort; et il fit voir au bailli et aux échevins les plaies béantes que le défunt avait reçues de ses agresseurs.

Et fut-il vrai que le défunt eut continué sa carrière de marchand ambulant et se rendit de marché en marché, il n'en subsiste pas moins, disait le plaignant principal, que nulle part on ne le vit plus en bonne santé; et que personne ne pourra le contester, s'il veut bien s'en informer. Car s'il parcourait encore les foires et les villes, il se traînait, souffrant des blessures toujours ouvertes que ses agresseurs lui avaient portées, et n'avait plus l'aspect d'un homme sain.

Et le plaignant principal offrait d'établir ces faits par l'enquête, et de faire constater la cause réelle de la mort.

Et il accusait l'un des agresseurs d'avoir porté le coup mortel, et l'autre d'avoir fait une blessure.

De façon que le plaignant principal et le bailli saisirent la justice de l'affaire, dans les formes de procédure que l'on suit en matière de meurtre et avec toutes les réquisitions qui sont en usage.

A cette accusation, le défendeur répondit qu'il était absolument innocent et le restera, par ces raisons : que le défunt allait de foire en foire, de marché en marché, et partout où il le voulait, après que la querelle eut éclaté, si tant est qu'elle ait jamais existé; mais il n'en était rien, et la preuve n'en sera jamais établie. Si quelqu'un vient contester la qualité de marchand forain, il s'en referait à l'appréciation des échevins. Et puisque le défunt était resté

TEXTE.

hi hem an scepenen. Ende mids dien dat hi keercvoere was, dat hi sculdich es te bliuene los, ledich van allen heesche.

Ende na der weere, so toghede die claghere dat hi noit ghesont noch gans en was betoghet; ende dat dat niemen kennen en zal. Ende al kendent ij scepenen, dat die niemene lijf noch let ontkennen en zullen, noch niemene ghesont kennen en zullen; jof het en ware, dat beede parthien voor hoghen stonden ende begeerden dat ment kende, also dese dode niet en dede. Ende so waer men lieden gans ende ghesont kennen zal, dat daer moeten wesen v scepenen. Ende so waer men lijf ontkennen zal, dat daer moeten wesen vij scepenen. Ende mids dat gheene vij scepenen en kennen, dat die kenness en zal commen te baten noch hem te gheenre dheele. Ende al ghinc hi achter straten, dat was metten quetsuere die hi onfanghen adde, niet als ghesond man, ghelyc dat hi scepenen wel betoght adde die de wonden zaghen na den liue.

Ende scepenen waren ghemaend van den rechte, ende zy wilden horen die kennesse van scepenen daer up dat hem die verweerre vermeten adde.

Ende ij scepenen kenden dat zine up den x^en^ dach van meye zaghen in de kerke te Sint Donaes.

Ende na der kenness so waren scepenen ghemaend, etc.

Ende scepenen wilden horen claghers vermete ende die warede van den twiste.

Ende telaghers vermet bleef bi hem.

Ende v scepenen kenden dat zij den doden zaghen ebbende opene wonden.

Ende daer liep warede of; ende na der warede, so was deen verwonnen van der dood ende dander van der wonden.

LXXVIJ. Ende so wie eenen man ghesont betoghen wille ende keercvoere, moet ebben v scepenen. Ende waerd so, dat die ghewonde zeide : mine wonden en zyn niet wel gheheelt, men sal se moeten upsniden. Scepenen en zouden gheene kenness van ganeseden jof van ghesonden up hem draghen.

TRADUCTION.

marchand forain, il en concluait qu'il devait être absous et renvoyé des fins de la demande.

Après cette défense, le plaignant affirma de nouveau que le blessé n'avait plus eu de santé depuis la querelle ; et personne ne pourra le méconnaître. Mais l'enquête par deux échevins ne saurait suffire en matière criminelle, de vie, de membre ou de santé ; à moins que les deux parties y soient présentes et acceptent cette enquête portant sur la recherche de la cause de la mort. Car pour les enquêtes portant sur des personnes entièrement saines, il faut cinq échevins. Et dans les questions de vie ou de mort, l'enquête doit être présidée par sept échevins. Mais attendu qu'elle n'a pas été conduite par sept échevins, on ne peut tirer profit ou faire état de cette instruction. Et si le blessé circulait encore dans les rues, il n'en était pas moins en proie à la souffrance occasionnée par ses blessures, ainsi qu'il fut constaté par les échevins qui virent le corps tout meurtri après le décès.

Les échevins furent semoncés de faire droit, mais ils désiraient entendre, au préalable, le témoignage de leurs collègues, qui avait été invoqué par le défendeur.

Les deux échevins appelés déposèrent qu'ils avaient vu le blessé, le 10 du mois de mai, en l'église de Saint-Donatien.

Après cette déposition les échevins furent semoncés, etc.

Les échevins voulurent encore vérifier les allégations du plaignant et ouvrir une enquête au sujet de la querelle.

Et la prétention du plaignant ne fut pas justifiée.

Car cinq échevins vinrent attester qu'il avaient vu le défunt portant des blessures béantes.

Sur ce, l'enquête fut terminée ; en conséquence de l'enquête, l'un des accusés fut convaincu d'avoir donné la mort et l'autre des blessures.

77. Celui qui voulait établir que l'homme en question était resté sain et continuait d'exercer sa profession, devait le faire devant cinq échevins. Et si même le blessé venait dire : mes blessures ne sont pas entièrement guéries, on devra les opérer ; les échevins seraient incompétents pour juger de la maladie ou de la santé.

TEXTE.

LXXVIIJ. *Hoe vele scepenen eenen man zijn lyf ontkennen moghen.*

Ende so waer men eenen zijn lijf ontkennen sal, daer moeten wesen vij scepenen of meer.

LXXIX. *Van eenen man die eenen anderen slouch met eenen tanghe sonder wonde, jof steene.*

So wie andren slaet met stocken, tanghen, steenen, met den ondshende van den staue, die boete es xj $^1/_2$ lb. Ende dat was van Jan Keyaerde ende Jan filius Hughe Stasins.

LXXX. *Van eenen man die ruumde die vierscarre eer hi zyn vonnesse adde, ende gheuanghen worde binder single.*

Pieter de Muelnare filius Pieter was wettelike beclaecht van der hooghst boete jeghen den heere, van dat hi ghewond zoude hebben Jan Vreese; ende stond in heesche ende in andworden. Ende uit achter ghedinghe so ruumde hi, ende quam niet voor hooghen. Ende die heere die adde die maercht beset heimelike, ende hi word gheuanghen.

Ende als Pieter voorseit ij waerf word gheheescht was bi maninghen ende wysdomme, ende daerna scepenen ghemaend van den rechte; ende den burghmeester scepenen ghewyst Pieter gheachter volghet van alle den heesche, die hem die heere te wette gheheescht adde, so quam die vader ende zeide : dat zijn zone gheuanghen was, ende hiesch taelman van onrechte, ende zeide dat hi ghehouden was eer hi bewettecht was; ende begeerde dat men dade up zijn voet also vri als hi was doe men hem vinc.

Ende die heere zeide : dat hi wettelic ware, ende dat hi hem niet deliuereren en zoude, mids dat niemen kennen en zoude diet sculdich ware te kennen; ende niemene calengierde voor die tyt dat hi vul bewetticht was.

Ende scepenen waren ghemaend van den rechte.

LXXXJ. *Tvonnesse.*

Scepenen dinct recht indien dat tvonness leden es eer dat de kenness

TRADUCTION.

78. *Combien il faut d'échevins pour condamner à mort.*

Pour condamner à mort, il faut qu'il y ait sept échevins ou davantage.

79. *D'un homme qui frappa un autre avec des pincettes ou une pierre, sans causer des blessures.*

Celui qui frappe un autre avec un bâton, des pincettes, une pierre, le bout inférieur d'un bourdon, encourt une amende de onze livres et demie. Ce fut le cas de Jean Keyaerd et de Jean, fils de Hugues Stasins.

80. *D'un homme qui quitta la* vierscare *avant qu'il eut jugement et fut rattrapé dans l'enceinte de la ville.*

Pierre de Muelnare, fils de Pierre, était poursuivi par le seigneur, pour avoir blessé Jean Vreese, délit puni de la plus haute amende; la demande et la réponse avaient eu lieu. On en était arrivé à la dernière procédure, lorsqu'il quitta l'audience et ne reparut plus. Mais le seigneur avait secrètement fait cerner le marché et le prévenu fut arrêté.

Cependant, après les deux réappels, suivis chacun d'une ordonnance, les échevins avaient été semoncés de faire droit; et tandis que le bourgmestre faisait le résumé aux échevins des charges de l'accusation et des fins de la poursuite exercée par le seigneur, le père de l'inculpé comparut et dit que son fils avait été arrêté, et il demanda conseil et avant-parlier pour cette injustice; il faisait valoir que l'arrestation était faite sans jugement et requérait que son fils fût remis en pleine liberté.

Le seigneur répliqua qu'il avait agi légalement et ne le délivrerait pas, attendu que tous ceux qui seront appelés à en connaître, devront constater qu'il n'avait exercé aucune calenge avant le prononcé du jugement.

Et les échevins furent semoncés de faire droit.

81. *La sentence.*

Les échevins estiment pour droit que si le jugement était prononcé avant

TEXTE.

quam, dat hi bliue in den handen van den heere toter tijt ende der wilen dat hi hem vernoucht heeft.

LXXXIJ. *Hoe men wet doen sal van sculden up eenen man die in den steen leghet van sculden.*

Colin van Conincslaghe lach in den steen van sculden, ende Pieter filius Boudins dede hem ghebieden te rechte te stane, ende hiesch hem v lb. grote, ende pinc der toe te doene zinen heed; ende mids dat hi der niet en gaed noch en keerde, begeerde gheachteraelt te ebbene van den eesche.

Ende aldaer so quam Boudin, zyn broeder, ende zeide : dat hi in den steen lach, ende dat hi daer niet commen en mochte; ende begeerde dat hi sesseerde toot hi up zyn voete ware ende uter vangheness.

Pieter toghde, dat hi dat niet doen en zoude, maer zoudene achteralen bi contumacien; ende dat hi ij dinghedaghe gheadt adde, ende dit den derden.

LXXXIIJ. *Tvonness.*

Scepenen dinct recht dat Pieter up effe zine and ende zweere ten Heliighen wat hem Colin sculdich es, rechter sculd ende onuergolden, etc.

LXXXIIIJ. So wie in den steen leghet van sculden, men sal up hem moghen dinghen van sculden ghelyc of hi in den steen niet en laghe; ende men salne niet alen in viersaren losse hem zeluen, jof hi wille.

LXXXV. Item, so wat sticken dat hier binnen gheuallen van twisten, ende so wie den twist bestooct, ende up wien dat hi bestooct es, alne zijn zi onse poorters niet, al gaen zij onghelet van hier, up dat bede zyn van diuersche wetten, men zalt berechten daer die twist ghevalt.

Ende dit gheuiel hier binnen Ardenburgh, dat die manghelinghe adden jeghen die Riquart filius Maerten; ende ginghen onghelet, so dat die parthien hier of waren ghestelt te wette tArdenburgh ende te Vrien; ende te beeden steden huut ghegheuen elc van ij waerf LX lb. So datter een was prooslaet ende dander vrilaet; so dat ment daer also vant, so dat si ten

TRADUCTION.

la plainte du père, le fils devait rester aux mains du seigneur jusqu'à ce qu'il eût pleinement satisfait.

82. *Comment on rend justice à un homme qui est détenu au* steen *pour dette.*

Colin van Coninckslaghe était détenu au *steen* pour dette, et Pierre fils de Baudouin l'assigna en justice en recouvrement de cinq livres de gros, avec offre de délation de serment; et attendu que l'assigné ne répondait pas à la loi, il concluait à ce que sa demande lui fût adjugée.

Alors survint Baudouin, frère de Colin, et dit : que son frère étant détenu au *steen,* n'avait pu se présenter; et il demanda de surseoir à l'affaire jusqu'à ce que Colin fût élargi et sorti de prison.

Pierre prétendit qu'il ne devait pas attendre et demanda que Colin fut condamné par défaut, puisqu'il avait été appelé déjà à deux jours de plaid et que celui-ci était le troisième.

83. *La sentence.*

Les échevins estiment pour droit que Pierre lève la main et affirme par serment prêté sur les Saints Evangiles ce que Colin lui doit, en réalité, et qui n'a pas été payé, etc.

84. Celui qui est détenu au *steen* pour dettes pourra être poursuivi en justice, comme s'il n'était pas détenu; et on ne le pourra transporter devant le tribunal pour y comparaître, sans sa volonté.

85. *Item,* tout ce qui s'est produit à la suite de querelles, et celui qui l'a excitée, et celui contre qui elle fut excitée, lors même qu'ils ne seraient pas nos bourgeois et qu'ils s'en fussent allés d'ici sans encombre, comme appartenant à d'autres juridictions, tout cela sera jugé par la loi du lieu où la querelle a éclaté.

Ce cas arriva à Ardenbourg, à propos de la rixe soulevée contre Richard, fils de Martin; les agresseurs quittèrent sans encombre; de sorte que les poursuites furent entamées simultanément à Ardenbourg et au Franc, et que les deux tribunaux condamnèrent également à l'amende de soixante livres, chacun des deux auteurs; car l'un était hôte du Prévôt et l'autre du Franc.

TEXTE.

Vrien waren uutghedaen, ende tArdenburgh so bleuen zy bewetticht. Ende dit bi vroedom van der stede van Brueghe.

LXXXVJ. Een wijf adde bi eenen man gheseten xviij weken, ende ghenas van eenen kinde. Die verouwen spraken so met den man dat hi tkint dede kerstin doen; maer hi en hielt ouer zyn niet. So der naer, als dat wijf up was, gaf zoe dat kint eenen andren vader, die wel in waren dede, dat hi XLIJ weken haer niet ghekent en adde; so dat deze ij vaderen ende twyf camen hier mede voor de wet van Brueghe.

Tvonness.

Scepenen dinct recht, naer al dat voor hem commen es, dat die persoen die 't kint aneveerde ende dede kerstin doen tkint houde, metgaders der moeder tot zinen rechten vader vonden heeft.

Ende so wie j kint jof een vondelic anevaerd, ess dat kint te houdene ende te behoedene tot vij jaer houd es.

LXXXVIJ. *Hoe een poorter zinen broodhate maecht poorter.*

Carstiaen van Ghelre, Maertins Bies cnape, die slouch Joos Bards wijf. Ende Joos de Bard die dede den vorseiden Carstiaen vanghen ende beuelen tjeghen hem ende tjeghen zijn wyf mids dien dat Carstiaen voorseit gheen poorter en was, ende in kenness van scepenen. Ende als Carstiaen in den steen was, ende beuelen van sheeren weghe ende van parthien weghe, doe zeide hi, dat hi poorter was ende poorters broothate, ende beclaechde den voorseiden Joos van crachte. Daer naer up den naesten wetteliken dincghedach so quam die voorseide Carstiaen in ghebanre vierscare, ende deden wettelic voord heeschen Joos den Bard vorseit. Ende toghede ende zeide Carstiaen voorseit dat hi poorter ware ende porters broodhate; dat hi ware gheleit jn constrante ende bande van vanghenessen bi Joos den Bard jof bi den heere, van eenighen twiste die men hem an thyende was. Toghede ende zeide, up datter twist ware alst niet en ess, dat zyn meester dat ane hem droughe; ende vermat hem up zinen meester, dat hi zijn broodhate ware;

TRADUCTION.

Mais on évita le double emploi, en annulant la sentence du Franc et en maintenant celle d'Ardenbourg. Et cela par décision du magistrat de la ville de Bruges.

86. Une femme avait cohabité avec un homme pendant dix-huit semaines et accoucha d'un enfant. La famille engagea cet homme de faire baptiser cet enfant; mais il ne le déclara pas sur son nom. Puis lorsque la femme avait fait ses relevailles, la femme désigna un autre père, qui établit par vérité qu'il n'avait pas approché de cette femme depuis quarante-deux semaines; de sorte que ces deux pères et la femme se présentèrent devant la loi de Bruges.

La sentence.

Les échevins estiment pour droit, d'après tout ce qui a été produit devant eux, que celui qui a accepté l'enfant chez lui et le fit baptiser, doit garder l'enfant, et que la mère avait trouvé le véritable père.

Et celui qui accueille un enfant abandonné ou trouvé, doit le garder jusqu'à l'âge de sept ans.

87. *Comment un bourgeois peut conférer la bourgeoisie à son commensal.*

Chrétien van Ghelre, domestique de Martin Bies, battit la femme de Josse Bard. Et Josse Bard fit arrêter et incarcérer Chrétien, tant en son nom qu'au nom de sa femme, puisque le dit Chrétien n'était pas bourgeois et par conséquent justiciable des échevins.

Mais lorsque Chrétien eût été enfermé au *Steen* et recommandé au nom du seigneur et de la partie, il soutint qu'il était bourgeois et commensal de bourgeois et il porta plainte contre Josse du chef de violence.

Au jour de plaid suivant, ledit Chrétien comparut devant la *vierscare* assemblée et il formula sa demande en justice contre Josse le Barbu précité, en disant et avançant qu'il était bourgeois et commensal de bourgeois; qu'il avait été arrêté et mis en prison à la requête de Josse le Barbu et sur l'ordre du seigneur, sous prétexte d'une rixe qu'on lui avait suscitée. Il ajoutait qu'alors même que la rixe eût existé réellement, son maître en devrait répondre; et il en appelait au témoignage de son maître pour établir qu'il était

TEXTE.

ende dat zyn meester hem ane hem droughe. Ende toghede ende zeide : dat poortscip so vri es, dat elc poorter zinen cnape poorters maken mach, also verre als hi die cnapen ende die faite ane hem draghet. Ende begeerde dat men hem in scadeloos huut dade eer men dinghede, jof men sesseerde van wette toter tijt dat hi uut ware. Voort so toghede die vorseide Carstiaen, bi also dat hi poorter bekend word, dat zyn wederman daeran cracht verbuert heeft, dat hi hem dede vanghen; want niemene en mach poorters doen vanghen eer zij zijn bewetticht. Hi ne verbuert cracht up dat hi hem dies beclaecht binnen den derden daghe. Ende vermat hem dies up tpanpier, ende vermet hem ulpe an scepenen, dat hi hierof zine claghe ghedaen adde binnen den derden daghe; ende begeerde dat hi dese cracht up leide, ende voort hem scadeloos huut dede, jof dat ment keerde ter wet waerd.

LXXXVIIJ. *Andwoorde van Joos den Bard.*

Die verweerre zeide : dat hi gheen poorter en ware, noch wesen en zoude bi redenen, dat niemen poorter en es in Ardenburgh, noch vriede en mach ghecrighen zonder met iij zaken : dats met huwelike, met cope ende met verstervenesse. Toghede ende zeide : dat hi zijn poorterscip met gheen van desen iij pointen ghecreghen en adde, ende dat dat niement kennen en sal. Voort so toghede Joos voorseit, alwaert so dat hi poorters broothate ware jof gheweest adde, dat hi daer mede gheen bescudt van poorterscepe hebben en zoude; ende bi redenen hi toghede, dat hi dit fait ghedaen adde zonder beuel van zinen meester. Ende dat zyn meester dit fait niewer wettelike an hem ghedreghen en adde binnen den derden daghe na dien tyt dat fait gheuiel. Ende dat niement kennen en zal. Ende al waert also, dat zijn meester hem an droughe tfait ende den cnape als zinen broodhate, so toghede Joos vorseit, dat hi negheen poorter en ware, het en ware ghewyst worde no hem scadeloos huut doen mede; want hi toghede ende zeide, dat hi nochtan gheen poorter en ware, maer ghelyc eenen poorter. Ende dat gheen poorter cracht an hem verbueren en mach voor die tijt dat hi poorter bekent es. Ende begeerde dad men hem quite scolde, jof dat ment keerde ter wet waerd.

TRADUCTION.

son commensal, et pour déclarer que toute la responsabilité de l'affaire lui incombait. Il affirmait encore que la liberté de la bourgeoisie est si large, qu'elle permet à tout bourgeois d'en conférer le bénéfice à son valet, pour autant que le maître supporte la responsabilité de son valet et de ses actes. Il concluait à ce qu'avant toute procédure au fond, on l'élargit indemne, ou que le cès de loi fut déclaré jusqu'à son élargissement. Et il déduisait encore que puisqu'il était bourgeois, lui Chrétien, son adversaire, en le faisant appréhender, avait encouru la peine de la voie de fait; car personne ne peut faire arrêter un bourgeois sans jugement; et il encourt la peine de l'arrestation illégale, si la plainte est portée dans les trois jours. Et il invoqua, sur ce point, pour preuve son écrit et le témoignage des échevins et du seignenr qu'il avait formé sa plainte avant l'expiration du troisième jour; il requérait en conséquence l'application de la peine de voie de fait et son élargissement; ou sinon il en appelait à la loi.

88. *Réponse de Josse le Barbu.*

Le défendeur répondit : que le plaignant n'était et ne pouvait être bourgeois, par ce motif que personne ne peut acquérir la bourgeoisie d'Ardenbourg et la franchise qui y est attachée, que par un de ces trois modes : par mariage, par achat ou par succession. Et il affirmait et montrait que le plaignant n'avait point acquis la bourgeoisie par l'un ou l'autre de ces trois modes, et que personne ne viendra l'attester. Il disait encore que lors même qu'il fut commensal de bourgeois ou l'eût été, il n'avait pas pour ce motif la jouissance du privilège de la bourgeoisie; il établissait de plus qu'il avait commis le délit sans l'aveu de son maître; et que son maître n'en avait d'aucune façon accepté la responsabilité légale dans les trois jours de la perpétration du délit, et que personne ne viendra l'attester. Et lors même que le maître eût accepté la responsabilité du fait de son valet et que celui-ci fût son commensal, encore disait Josse, ne pourrait-il être qualifié de bourgeois ni obtenir son élargissement, sans un titre positif de bourgeoisie; car jusque là, affirmait-il, il ne sera jamais compté au nombre des bourgeois, ni assimilé à un bourgeois. Et par conséquent un bourgeois ne saurait encourir la peine d'arrestation illégale, aussi longtemps que le plaignant ne serait pas reconnu comme jouissant de l'immunité. Et il concluait

TEXTE.

Ende aldaer so was ghevraecht Martin Biese vorseit jof hi den cnape aen hem trac, ende jof hi zijn broothate was, ende bi zinen eede.

Ende aldaer so trac Martin Biese vorseit ane hem ouer zinen broothate; ende waerd dat hi eenich fait ghedaen adde, so trac Martin Biese dat fait an hem ende in kennesse van scepenen.

LXXXIX. *Tvonnesse.*

Ende aldaer so waren scepenen ghemaend van den rechte; ende scepenen wilden horen kennesse van scepenen der up dat hem parthien vermeten adden. Die kenness ghehoort, worden zys der na ghemaend, zi zouden recht of wisen. Ende aldaer so kennede scepenen, dat Carstiaen beuolen was in den steen bi parthie. Ende voort dat hi zine claghe dede binnen den derden daghe; dat hi poorters broodhate was; ende dat bi hem beclaecht van crachte.

XC. Ende nader vorseide kennesse, so waren scepenen ghemaend van den rechte. Ende aldaer so dochte scepenen, naerdien dat Martin Biese vorseit hier in ghebannen vierscarre Carstiaen vorseit ane hem ghedreghen adde ouer zinen broodhate ende bi zinen eede, so wysden scepenen ouer een recht, dat die heere ende parthien haer and sculdich waren te doen van hem, ende dat men Carstiaen vorseit soude doen ute constrante van vanghenesse ghelyc eenen poorter; niet dat hi poorter ware; ende hiet tjeghen hem te verbuerne jof eenighe coste van zine hem te betaelne; mids dien dat poorterscip so vri es, ende die poorter ane hem draecht, so eest hi bescudt ghelyc eenen poorter, ende an dit stic met poorter. Ende dade hi j ander fait, ende dat zyn meester niet ane hem en droughe, so ware hi weder vremd man.

XCJ. Voord so waren scepenen ghemaend weder dat hi crach verbuert hadde, so en adde, mids dien dat hi poorter bekent ware, ende hi ne dede vanghen.

Ende scepenen wijsden, dat parthien niet verbuert en adde van allen zaken die zi up hem deden, voor die tyd dat hi ghelyc eenen porter ghewyst was, ende ongheouden van dier tijt van allen costen.

TRADUCTION.

qu'on le renvoyât des fins de la demande, ou sinon il en appelle à la loi.

Alors il fut demandé sous la foi du serment à Martin Biese s'il se rendait responsable de ce valet et s'il le reconnaissait pour son commensal.

Et Martin Biese déclara qu'il se rendait responsable de son commensal; et s'il avait commis quelque fait reprochable, que lui, Martin Biese, en prenait l'entière responsabilité et se referait au jugement des échevins.

89. *Le sentence.*

Sur ce, les échevins furent semoncés de faire droit; mais ils voulurent entendre au préalable l'avis des échevins que les parties avaient invoqué.

Cet avis étant recueilli, les échevins furent de nouveau semoncés de faire droit.

Et ils prononcèrent que Chrétien avait été incarcéré au *Steen* par la partie, et qu'ayant formé sa plainte dans les trois jours et étant commensal de bourgeois, il avait avec fondement intenté la poursuite du chef de violence.

90. Et après examen ultérieur, les échevins furent semoncés de faire droit.

Attendu que Martin Biese prénommé avait déclaré en pleine audience de la *vierscare* et sous la foi du serment, qu'il acceptait la responsabilité des actes de Chrétien son commensal, les échevins décidèrent pour droit que le seigneur et la partie devaient accorder la main-levée de l'écrou de Chrétien et la libération de la prison, comme on le ferait pour un bourgeois, quoiqu'il n'ait pas réellement cette qualité; sans cependant qu'ils aient encouru la moindre amende ou la moindre indemnité à son égard; parce que la franchise de la bourgeoisie est si étendue, qu'elle permet à un bourgeois, sous le couvert de sa responsabilité, de faire bénéficier de ses faveurs celui dont il se porte personnellement garant. Mais pour tout autre acte, dont le maître ne se rend pas responsable, le serviteur est considéré comme étranger.

91. De plus, les échevins furent semoncés au sujet de la plainte du chef de voie de fait, réclamée sur cette raison qu'il avait été reconnu bourgeois et qu'on l'avait fait appréhender.

Les échevins décidèrent que la partie n'avait encouru aucune peine pour tous les faits posés avant le jugement qui reconnaissait la qualité de bourgeois; et que jusque là elle était exempte de tous frais.

TEXTE.

XCIJ. Ende doe calengierde die heere, Carstiane vorseit van crachte, mids dien dat hi den anderen van crachte beclaeghede, ende hi te wette was quite ghewyst; ende toghede ende zecghede, dat recht ende wet es van der stede : so wie anderen beclaecht van crachte ende niet der of en bevalt, dat hi zelue als claghere sculdich es cracht te boetene; ende begeerde dat hise upleide, jof dat hijt keerde ter wet waerd.

Ende scepenen waren ghemaend van den rechte; ende na der maninghen, so wijsden scepenen den vorseiden Carstiane quite ende onghehouden tjeghen den heere als van dien heesche.

Nota. Want die clagher en boet niewer of onrechte claghe, dan van der hooghester boete, no van crachte, no van xj $^1/_2$ lb., no van vj lb., no van iij lb., zonder van der hoogester boete, ende dat es LX lb.

XCIIJ. *Van die van Roeselare.*

Die van Roeselare die ne moghen van gheenen faite vordere ende bannen danne buten hare cuere, jof het en ware bi beroupe. Ende al ware hemlieden macht ghegheuen bi beroupe, zi en mochten ze ander weruen niet wisen zonder beroup, al waert eens fait, jof zi en begrypen.

XCIIIJ. *Van vonnesse bi beroupe.*

Al ware dat zake dat die van Brucghe vonnesse wysden bi beroupen, die de stede bi haer zeluen niet en vermochte, als van bastaerden goede, jof van den goede te bescuddene metten liue, jof van anderen vriheden, die stede van Brucghe heeft bi preuilegie, die de stede niet en heeft; ende die vonnesse worden gheregistrert. Ende het gheuiele daer naer dat van gheliken zaken quamen voor wette, wij en waren niet sculdich die vonness ons te voren ghegheuen bi beroupen, daer of te wisene zonder beroup. Ende wordt ghedaen zonder beroup, het en ware van gheere werden; ende die wet zoude daer of staen te begripe.

TRADUCTION.

92. Et alors le seigneur calengea Chrétien précité de l'action recursive de de voie de fait, parce qu'il avait accusé la partie adverse de voie de fait, qui en avait été acquittée; et il soutenait que la coutume et la loi de la ville disposaient : quiconque accuse un autre d'avoir commis une voie de fait et n'obtient pas gain de cause, est lui-même, du chef de sa plainte diffamatoire, tenu de subir la peine de la voie de fait ; et le seigneur requérait l'application de cette peine, ou sinon il s'en referait à justice.

Les échevins furent semoncés de faire droit ; et après délibération, ils prononcèrent que Chrétien prénommé devait rester absous et quitte de cette réquisition du seigneur.

Nota. Le plaignant ne peut être puni pour plainte injuste, que si le cas entraîne la plus forte amende; et il ne paie rien pour les cas de voie de fait, ou d'amende de 11 1/2 livres ou de 6 livres ou de 3 livres ; sauf les cas de la plus forte amende, qui est de 60 livres.

93. *De ceux de Roeselare.*

Ceux de Roeselare ne peuvent, pour aucun fait, bannir plus loin que hors de leur ressort, si ce n'est sur appel. Et lors même que ce droit leur est donné par appel, ils ne peuvent en user que sous réserve d'appel, le fait fut-il le même ; sans quoi ils sont en faute.

94. *Du jugement sur appel.*

Dans tous les cas où ceux de Bruges prononcent un arrêt d'appel sur des matières qui sont hors de la compétence de notre ville, telles que des biens de bâtards, de la garantie par contrainte par corps et autres libertés que la ville de Bruges possède par privilège et que notre ville n'a pas, ces arrêts seront enregistrés. S'il arrive ensuite que pareil sujet se présente devant la justice, nous ne devons prononcer la sentence qui nous avait été transmise sur recours, que sous la réserve de l'appel; sans cette réserve, le jugement serait sans valeur, et le magistrat resterait reprochable.

TEXTE.

XCV. *Van j meshusanche in Roeselare.*

Jan van Roeselare die adde eenen bailliu, die jn j huus was daer j man zijn wijf slouch met eere aex, waerof dat zoe quam van liue ter doot. Den bailliu gheen twister wesende noch maech aldaer, so ghinc Jan vorseit, ende maecte eenen anderen bailliu, zonder den eersten te verlatene; ende dede den achtersten bailliu seerste baillius goed areesteren ende zettene in saysine. Ende dat areest ghedaen scalt den achtersten bailliu weder quite van der bailliage.

Ende ten eersten dinghedaghe daer naer, so begeerde Jan an den bailliu, wies goed dat hi gheareesteert adde, dat hi quame jn vierscare ende dinghede uter name van hem, ghelijc dat hi voren ghedaen adde.

Ende die bailliu nam die cricke in zine hand, ende bien vierscare, ende maende scepenen.

Ende daer na so quam Jan vorseit, ende begeerde te verbiedene zyn areest. Ende aldaer so toghede de bailliu : dat hi niet verbuert en adde; ende al adde hi te voren yet verbuert, so toghede hi ende zeide : dat hi zident bi beueelne van hem die roede ghedreghen adde ende die cricke in die hand gheadt, maninghe ghedaen ende vierscare ghebannen. Ende mids dien ware sculdich ontsleghen te zine van den areesten. Ende omme dat hi gheen twister en was noch maech, ende omme dat hem leed was, ende es.

Ende dat verhoorde die ontfanghere, ende calengierde Janne vorseit van zinen leene; mids dien dat hi hem meshuseerd adde jn dit stic jn twee manieren : eerst dat hi tgoed aresteerde met onrecht; ende dat hi den bailliu zijn goed of wilde raden bouen rechte. Anderweruen, al adde hi tgoed rechterlik ghearesteert, so adde hi hem meshuseerd, dat hi hem daer naer liet dinghen.

Ende van deser meshuseringhe so bleefs tleen van Jan van Roeselare vorseit jnden graue van Vlaenderen, zinen heere.

Ende (die) van Roeselare en moghen gheene boeten hogher wisen danne iij lb., jof het en ware bi beroupe.

Ende eenighe zeeghen dat Jan gheene macht en heeft te laten composeerne; nochtan doet hijt.

Archives de la ville d'Ardenbourg. Reg. *het Bouck met den Knoop,* fol. 47 à 63.

TRADUCTION.

95. *D'une mésusance à Roeselare.*

Jean van Roeselare avait un bailli, qui se trouvait dans une maison où le mari battait sa femme avec un harpon, à la suite de quoi elle passa de vie à trépas. Le bailli n'était ni querelleur, ni robuste ; mais Jean n'en tint compte et nomma un autre bailli, sans démettre le premier et fit saisir et placer sous séquestre les biens de celui-ci par le second bailli. Et après cette saisie, il donna au premier bailli la démission de son bailliage.

Au jour de plaid suivant, Jean assigna le bailli dont il avait saisi les biens, à comparaître à la *vierscare,* et à requérir en son nom, ainsi qu'il l'avait fait auparavant.

Et le bailli prit la verge de justice en main, et bannit la *vierscare* et semonça les échevins.

Là-dessus, Jean se présenta et demanda à justifier sa saisie.

Le bailli répondit qu'il n'avait point manqué à son devoir ; et lors même qu'il eût commis une faute, il fit valoir que depuis, par ordre du seigneur, il avait porté la verge de justice et tenu en sa main le bâton de sergent, fait la conjure et convoqué la *vierscare;* pour ces motifs, il devait obtenir la main-levée de la saisie ; et aussi parce qu'il n'était ni querelleur, ni robuste ; et qu'il avait montré et montrait encore un sincère repentir.

Le receveur de Flandre ayant appris ces choses, calengea Jean prénommé de son fief; parce qu'il en avait abusé de deux chefs : d'abord, il avait saisi un bien injustement et voulait s'attribuer la chose du bailli sans droit; ensuite, quand même il eût saisi le bien légalement, il s'était méconduit en se laissant attraire dans une procédure.

Et pour ces abus, le fief de Jean van Roeselare fut remis au comte de Flandre, son suzerain.

Ceux de Roeselare ne peuvent comminer d'amende au-dessus de trois livres, si ce n'est sur appel.

Quelques-uns disent que Jean précité n'a pas le droit de composition ; et cependant il en use.

Règlement de la ville d'Ardenbourg.

TEXTE.

Ordonnantien cueren ende statuten van der stede van Ardenbuch, ghemaect ghestatueert ende vernieut by heere ende wet der zelver stede ende ghepublieert mette cloke upden zeven ende thiensten dach van septembre XVe zessentseventich ghecontinueert.

TRADUCTION.

Ordonnances, CUERES *et statuts de la ville d'Ardenbourg faits, arrêtés et renouvelés par le seigneur et le magistrat de la dite ville et publiés au son de la cloche le dix-sept septembre quinze cent septante six et jours suivants.*

17 septembre 1576.

C'est un recueil de diverses ordonnances du magistrat sur des matières de droit civil et de police. Cet essai de codification, qui fut, sans doute, l'œuvre du greffier Cornelis de Kempenare, l'auteur du *Notulenboek* ou *Registre van der Camere* de 1583 (1), se compose de pièces émanées à des époques différentes et fut publié en bloc à la brétèque le 17 septembre 1576.

L'intitulé sur la feuille de garde est ainsi conçu : « Cueren, ordonnantien ende statuten van der stede van Ardemburch ghemaect ende gheordonneert jnt jaer duust vyf hondert ende acht en tzeventich. » Cette date ne concorde pas avec celle qui est inscrite au feuillet suivant, et on ne peut l'attribuer qu'à l'inattention du scribe.

Ce recueil occupe douze feuillets de parchemin longs de 28 centimètres et larges de 22, qui ont été reliés ensemble, et qui sont cotés aujourd'hui dans le *Bouck met den Knoop*, de fol. 17 à 28.

Les parties biffées des articles 49, 50, 74 et 75 semblent être le résultat d'une concession faite aux protestants et doivent être reportées par conséquent entre 1574, année de la Pacification de Gand et 1587, année de la reddition de l'Ecluse au duc de Parme. Après la conquête d'Ardenbourg par le prince Maurice, il n'est guère resté en vigueur que quelques dispositions de cette *keure*.

La collection de Kempenare comprenait-elle les soixante quinze articles que nous reproduisons? Le manuscrit est d'une écriture régulière et d'une seule main, de même que les surcharges et les corrections. Mais d'un autre côté, l'orthographe de certains mots est très arbitraire. Plusieurs dispositions se rattachent à des points de la Coutume primitive; tandis que les articles 39 et suivants sont de date plus récente. A défaut d'autre preuve, la facture

(1) Mentionné par VORSTERMAN, *Catal.*, p. 59. Kempenare mourut en 1584. *Ibid.*, p. 68.

du style le démontrerait à l'évidence. Ainsi l'on y trouve en plein l'abâtardissement de la langue flamande par l'irruption de mots français. Tels sont : Art. 39, soldaden, exigencie, gheinteresseerde. Art. 40, blasphemie (qui est une réminiscence des édits de Charles Quint). Art. 43, inconvenient. Art. 55, deposerene, compareerde, excusie. Art. 71, difficulteyt. Il paraît donc certain que Kempenare aura colligé et copié les diverses prescriptions telles qu'il les avait trouvées, et que, par un scrupule de légiste très respectable, il se sera abstenu de les retoucher, même dans leur forme grammaticale.

Une autre date (1565) est rapportée à l'article 63; mais elle semble se rattacher à une disposition particulière.

La réserve d'interprétation et d'amendement stipulée à l'article 71 était, sans doute, la finale d'une partie de la *keure,* tout au moins de ce qui précède immédiatement.

Les remaniements sont exécutés d'une manière formelle dans les notes marginales des articles 8, 11, 12, 16, 49 et dans l'ajoute finale de l'art. 50, mais tout cela s'est fait après coup.

Nous avons extrait et traduit de cette pièce intéressante les dispositions suivantes, qui traitent de matières de droit civil.

TEXTE.

I. Alvoren zo es gheordonneert dat men van nu voortan binnen deser stede ende scependomme van Ardenburch houden zal drie wettelicke pandaghen, ende naer elcken pandach eenen wettelicken dinghedach van pandinghe ende twiste ter vierscharen, also men van ouden tyden ghecostumeert es van doene.

II. Item, zo wat gheestelicke of ander weerelicke vremde of afzetene persoonen voortan zal begheeren te pandene, werdt gehouden alvoren souffisante zekere ende borghe te stellene met poorters deser stede; of anders niet ontfanghelic van pandene.

III. Item, dat negheenejnwonende poorters of poortessen elc anderen elders en betrecken ofte wette por-

TRADUCTION.

1. Premièrement, il est ordonné que l'on tiendra à l'avenir dans la ville et l'échevinage d'Ardenbourg trois séances particulières de saisie légale; et à la suite de chaque séance un jour de plaid à la *vierschare* pour la validité et la contestation, ainsi qu'il est d'usage de temps immémorial.

2. *Item,* toute personne étrangère ou non surcéante, ecclésiastique ou séculière, qui voudra désormais procéder à une saisie, devra au préalable constituer une garantie et caution suffisante au moyen de bourgeois de cette ville; sans quoi elle ne sera point recevable pour saisir.

3. *Item,* nuls bourgeois ou bourgeoises surcéants ne pourront s'assigner mutuellement, ni s'attraire en

TEXTE.

ren, dan voor de wet alhier; noch elcanderen doen vanghene tzy binnen of buuten der jurisdictie van deser stede om rauwe civile onbewettighe schult onverbonden, of ander zaken, vp de boete van vj lb. parisise.

IIII. Item, dat gheene vremde persoonen hemlieden vervoorderen binnen deser stede of scependomme van Ardenburch te doen vanghen eenige jnwonende poorters of poortessen deser stede, of huerlieden goet tarresteerne onbewettich, vp de boete van vj lb. par.

XLIIII. Item, dat gheen poortere oft poortesse deser stede hem en vervoordere elders buten ter jnformacie te ghaene zonder consent van der wet, ten ware voor comissarissen van den prince, ofte dat zy buuten daeromme gheleet waeren, vp de boete van iij lb. par.

XLVII. Item, dat men alle weesen jn voochdien stellen zal binnen XL daghen naerdien zy verstorven zullen zyn van vadere ofte moedere, vp de boete van vj lb. par.

Ende werden de voochden alle tgoet der weesen verstorven ghehouden ghetrauwelic over te brynghen, ten weese boucke, binnen

TRADUCTION.

justice que devant le magistrat de cette ville; ils ne pourront requérir d'arrestation soit dans les limites de la juridiction municipale ou au dehors, pour cause de dette civile simple, non reconnue dans la forme légale et non gagée, ou pour tous autres chefs, sous peine d'une amende de six livres parisis.

4. *Item,* nulle personne étrangère ne pourra faire arrêter, dans la ville et l'échevinage d'Ardenbourg, un bourgeois ou une bourgeoise surcéant de cette commune, ni faire saisir leurs biens en dehors des formes légales, sous peine d'une amende de six livres parisis.

44. *Item,* nul bourgeois ou bourgeoise de cette ville ne peut se présenter aux enquêtes hors des limites de la juridiction sans l'aveu du magistrat de la cité; sauf celles tenues par les commissaires du prince ou pour lesquelles on aurait obtenu un sauf-conduit, sous peine d'une amende de trois livres parisis.

47. *Item,* on devra pourvoir les mineurs de tuteurs dans les quarante jours qui suivront le décès de leur père ou mère, sous peine d'une amende de six livres parisis.

Les tuteurs sont tenus de faire inscrire aux registres pupillaires un inventaire fidèle de tous les biens recueillis par succession par les mi-

TEXTE.

anderen XL daghen daer naer, vp ghelycke boete; ten waere dat zy daerof jnductie ende vutsel hadden van den burchmeester van den course.

XLVIII. Item, zullen ooc alle voochden handelynghe ende administracie hebbende van huerlieden wesengoede, daerof ghehouden zyn rekeninghe te doene vriendelic ofte wettelic naer de ghelicfte van den vrienden ende maghen, ende ooc vander wet, alle jaere ofte ten lancxsten ten twee jaeren eens, vp dat versocht werdt, vp ghelycke boete, ten waere dat zy daertoe vutstel hadden vander wet vut eenighe redelicke cause.

LXIII. Ende omme te voorsiene jeghens tbedroch ende jnconvenienten daghelicx ghebuerende byden coopmanscepen die in tavernen ghedaen worden, so es byden heere ende wet deser stede gheordoneert ende ghestatueert dat alle contracten ende coopmanscepen ghebuert jn taverne, zullen ghehouden worden over nulle ende negheene, ten zy dat beede de contractanten de zelve ratifieren ende confirmeren binnen den derden daghe ter presentie van twee lieden van eeren. Actum ende ghepublieert metter clocke xxvj^en van september XV^c LXV. Present Aernout van Eerde als scoutet, mit-

TRADUCTION.

neurs, dans les quarante jours suivants, sous peine de pareille amende; à moins qu'ils aient obtenu une prorogation et délai du bourgmestre de la commune.

48. *Item,* tous tuteurs qui ont la gestion et l'administration des biens de mineurs sont également tenus d'en rendre un compte amiable ou judiciaire suivant le désir des parents et alliés, et du juge, tous les ans, ou au moins tous les deux ans, lorsqu'ils en seront requis, sous peine de pareille amende; à moins qu'ils aient obtenu du magistrat une prorogation pour quelque raison légitime.

63. Afin de prévenir la fraude et les inconvénients qui se rencontrent fréquemment à l'occasion des conventions passées dans les tavernes, il a été arrêté et statué par le seigneur et le magistrat de la commune que tous contrats et transactions passés dans les tavernes seront considérés comme nuls et non avenus, à moins que les deux parties les ratifient et les confirment dans les trois jours en présence de deux témoins dignes de foi. Fait et publié au son de la cloche le 26 septembre 1565, en présence d'Arnould van Eerde, écoutète, et de Gilles Nocke et Corneille de Kempenaere,

TEXTE.	TRADUCTION.
gaders Gillis Nocke ende Cornelis de Kempenaer, scepenen deser stede van Ardenburch.	échevins de la ville d'Ardenbourg.

Pour ne point dépareiller ce document, nous donnons ci-dessous le texte de tous les autres articles, qui sont relatifs à des matières d'administration et de police, avec les annotations que M. Vorsterman a bien voulu nous communiquer.

V. Item, zo wat persoon met visscher ter marct comt staen om vysch te vercoopenen, wert ghehouden de pensen ende andere vulichede voor huerlieder vertrecken te weerene, of doen weerene van der marct buter stede bezydens zweeghs, zo datter gheen corruptie, stancke ofte clachte of en comme, up de boete van xx sc. par.

VI. Item, dat niemant upden marct dach en coope oft en vercoope eenich corne, graen ofte beesten voor de marct clocken gheluyt zynde, up de boete te verbueren by den coopere als vercoopere van iij lb. par.

Wel verstaende datmen de cooren clocke luyden zal ten xi^{n} hueren, de haver clocke te ix^{n} hueren al tjaer over; ende de beestemarct van bamesse te lichtmesse ten vi hueren, ende van lichtmesse tot bamesse ten vii^{n} hueren voor de noene; vut ghedaen jnde zaeysoene vanden zaeytyde ende vryheden vande jaermarcten, dat men gheen clocken of huere en observeert; behoudens ooc jndien de vorseide clocken ten voernoemde tyden niet gheluyt en werden, dat nochtans de huere ghesleghen zynde, elc zal moghen coopen ende vercoopen zonder begryp.

VII. Item, niemant hem en vervoordere eenich graen, ront ofte plat saedt, zwoondachs ter marct waert ghebrocht zynde, te coopene, bevoorwaerdene ofte bedinghene, eelders dan upde marct ter plaetsen daer toe gheordonneert, up de boete van iij lb. par.

VIII. Item, dat van allerande specie van coorne ende anderen graene dat by eenighen backers, brauwers, muelenaers of anderen vercoopers, zo wel van buuten als van binnen, voortan ter marct ghecocht werdt, de poorters ende andere jnwoonende zullen mueghen nemen ten zelven pryse om huerlieder provisie van xiiij daghen (1); ende zoe wye tzelve yemande ontseyde ende refuseerde, die zal verbueren telcker reyse iij lb. par.

(1) *Van xiiij daghen* is in den tekst doorgehaald en daarboven is geschreven « van een maent ».

IX. Item, zo wat muelenare yemants cooren verwisselde, oft ooc meer name dan naer advenante van twee pondt multers van elcken lopene, verbuert voor deerste reyse iij lb. par.; voor de tweede reyse dobbel boete; ende voor de derde reyse up arbitrale pugnitie, ter discretie vande wet; ende hierof zal een persoon werdich van gheloofve by zynen eede ghelooft zyn.

X. Item, dat voortan nyemant zyn coren oft andre graen, die men vercoopt byder mate, en verdierse up eenen marct dach up de boete van iij lb. par.

XI. Item, dat nu voortan nyemant, wiet zy, van binnen oft van buten, voortcopere of andere hem en vervoordere te dinghen, bevoorwaerdene of coopene eenich garen, (1) tzwoensdachs ter marct ghebrocht wezende, dan upder garemarct, diemen voortan zal houden voor tscepenhuus ende vleeshuus binnen den grippen, te wetene van bamesse tot halfmaerte ten negen hueren, ende van half maerte tot bamesse ten acht hueren voor de noene, zonder voor de zelve huere te coopen, telcken by begrype ofte bedrage up de boete van xx sc. par. (2).

XII. Item, dat gheen vercopere van buten of van hier binnen (3) up den marct dach en coope hoenderen ofte anderen ghevoghelte, vlas, bueter, eyeren, fruut oft victaille, omme dat voort te vercoopene ende broot daeranne te winnene, voor de clocke thyene ghesleghen zy, de vryheden van de jaermarcten vute ghesteecken ende ghereserveert, up de boete van xx sc. par.

XIII. Item, dat nyemant up zondaghen of vigelie mesdaghen binnen der tyt van den sermoene (4) oft hooftmesse en vercoope, oft te coopen en stelle, voor of up tkerchof van onser vrauwen eenigherande specien van fruute of mercherye; oft oock thooch en doe up huerlieden veynsters oft bordessen voor huerlieden huusen, tzy broot, schoens ofte andere coopmanscepe, up de boete van x sc. (5) par.

XIIII. Item, dat nyemant vlas oft kempe en roote jn der stede waterganghen ofte elders binnen den bevanghen vander stede veste, up de boete van ij lb. par.

(1) Boven *garen* staat *lyne*, vermoedelyk *lynwaet*.
(2) xx sc. is doorgehaald en vervangen door ij lb.
(3) Op den kant is met een renvooi aangeteekend : « taverniers of andere ».
(4) Op den kant bygevoegd : « tzy voor den noene of daernaer ».
(5) x sc. doorgehaald en daarachter geschreven : « iij lb. par. ».

XV. Item, zoo wye eenighe doode beesten oft pryen zal hebben, de moort ghesteecken zynde, werdt ghehouden dezelve stappans te doen delvene binnen zyne belokene oft elders buter stede vesten, zo diepe, datter gheene stancke oft corruptie of en come, up de boete van iij lb. par.

XVI. Item, (1) dat de beenhouders, barbiers ende andere hemlieden ghenerende met latene ende bussene, huerlieder pensen, bloet ende vulichede delven binnen hueren belokene oft elders, zo datter gheen stancke ofte coruptie af en come, up de boete van iij lb. par.

XVII. Item, dat gheen tavernier en vercoope eenich broot, binnen zynen huuse ghebacken zynde, ten ware datter ghebreck van backers broode waere, up de boete van xx sc. par.

XVIII. Item, dat elc backer deser stede ghehouden werdt up zyn broot te stellene zyn ghewonelic teecken, hem gheordonneert byder wet, up de boete van xx sc. par.

XIX. Item, dat gheen beenhouwer hem en vervoordere eenich ongans duysich (2) ofte onventelic vleechs te vercopene, up de boete van iij lb. par.

XX. Item, dat gheenen poorter of jnwoenende gheoorlooft en wert eenigherande vlechs (3) van buten te brynghene, omme tzelve rau ofte ghereedt voort te vercoopene, wel verstaende boven de vyf grooten te gadere, ten waere datter gheen vleechs van ghelycker specie te copene en waere binnen den vleeshuuse deser stede, up de boete van iij lb. par.

XXI. Item, voort dat gheenen tavernier ofte herbergier, en werdt gheorlooft zyn verssche vleesch, dat hy behouwen zal omme de sleete van zynen huuse, zelve te slaene oft doen slaen binnen ofte buuten zynen huuse, oft hy waere vry meester jnt ambacht vanden beenhouwers, stal ende banc hebbende ende houdende jnder steden vleeschuus ghelyc andere meesters, up de boete van iij lb. par.

Ende boven dien, dat hy ghehouden werdt zulcke ghesleghen vleechs te bringhene oft doen brynghene ten vleeschuuse up zyn stal, ende tzelve aldaer te snydene, brekene ende jn sticx thouwene ende nieuwers el, up ghelycke boete, vutghesteecken alleene nopende een hoornebeeste ende

(1) Op den kant het volgend renvooi : « huerlieden pensen niet en spoelen jnder stede waterghanghen of steenputten ». Door bovenstaande woorden die in margine drie regels vullen, is een streep gehaald. Daar onder staat : « Gheapprobeert ende goed ghevonden niet jeghenstaende tzelve gheroyeert es. »

(2) Vleesch van dieren die wild geworden zijn.

(3) Schryffout.

zwynen jnden slachtyt, te verstaene van bamesse tot sint Maertens messe jnclus.

XXII. Item, dat niemant zyn wyn ofte bieren laden, lossen, jndoen ofte kelderen en zal, dan metten ghezworen aerbeyers deser stede, ten waere met den consente vanden pachter ofte collectuers vanden wyn ende bier assys, up de boete van iij lb. par.

XXIII. Item, zo en werdt niemant gheoorlooft thaelen oft brynghen, doen halen oft brynghen met cruucken, fleschen ofte stopen, eenigherande dranc van wynen of van biere buuten den scependomme, waerof die ghelycke specie binnen deser stede te coopen es, zonder der wete ende consente van den assys meesters, up de boete van iij lb. par.; ende voort up verbuerte vanden drancke, up begrype vanden heere, assysenmeesters ende collectuers te ghane jn drien : den heere, der stede ende assysmeesters egalic, elc een derde; ende zal elc van hemlieden zonderlynghe daerof ghelooft zyn by huerlieden eede.

XXIIII. Item, dat gheen tavernier en presumeere te vercoopene oft tappene eenigherande sorte van wynen, van ghelycken natueren ende specie, ten diverschen pryse up eenen tyt; noch huerlieden wynen dierder en vercoopen, oft huerlieden gasten rekenen ende doen betalen, dan alzo hy ten eersten byden bruchmeesters ende assysenaers overghegheven es, telcken by begrype, up de boete van zes pont par.

XXV. Item, dat gheen tavernier ofte tappere eenigherande bieren duerdere ende vercoopen oft huerlieden gasten en rekenen ofte doen betalen, dan also dezelve byder stede verpachtinghe ofte vander stede weghe ghestelt zyn, oft werden zal; telcken by begrype ofte bedraghe up de boete van z e pont par.

XXVI. Item, dat gheen tavernier dewelcke jnlegghen zal heete wynen, te wetene Ryns, Romeneye, Bastaen ende andere eete wynen, niet en zal vermueghen te vercoopen oft jn te legghen eenighe Gaschoienen, Petauwen, Canjacken ofte andere smalle wynen wit wesende, telcken by begrype ofte bedraghe up de boete van zes pont par.

XXVII. Item, zoo wye zyne perden merrien ontvluchten of ontweldeghen up de strate, ende dat de heere of zyne dienaers de zelve vluchtighe perden eerst vanghen ende jn handen cryghen, verbuert van elcken sticke ij lb. par.

XXVIII. Item, dat niemant zyne perden en hornebeesten wachte (1) of

(1) Hoeden. Nog tegenwoordig *koewachter* voor koejongen, cowboy.

doe wachten achter straten binnen deser stede ende scependomme dan byden zeele, ende zyne scapen niet en laete loopen binnen der stede ende scependomme onbeheert ende zonder wachter; van elcke partie up de boete van xx sc. par.

Ende jndien datter yemant over claechde, dat waere up dobbel boete.

XXIX. Item, dat niemant binnen deser stede ofte scependomme eenighe ongherynghelde ende ongheschietelde zwynen, gansen ofte gheeten en oude, elders dan upt zyne oft binnen zynen beloockene, zonder die te laten ghaene of lopene achter straten, up de boete van elcken zwyne, gans ende gheete, telcken by begrype up xx sc. par.

Dies vermach elc de zelve zwynen, gansen, gheeten of anderen beesten also verre alse betoocht waren, met twee mannen loosbaer (1), de zelve jnt schut te dryfven.

Ende zoe wiens zwynen tzwoensdaechs binnen den viercante vander marct zullen commen voor de clocke twee naer noene zal ghesleghen, verbuert van elcken tzwyne xx sc. par.

XXX. Item, zo wiens perden, ossen, coeyen, renderen, calveren, scapen, gheeten oft zwynen, tzy gherynghelt ofte ongherynghelt, jn yemants vruchten, bogaerden oft garssinghen, beloken ende bevreet (2) zynde, bevonden ende by clachte van partien daer vute gheschut wierden, verbuert van den hoope iij lb. par.

Wel verstaende elc persoon vande zyne; al waren daer diverssche specien van bestiale, zo en ware maer een boete verbuert; partien huere actie vander schade ghereserveert, al zoe zy jn rade werden.

XXXI. Item, dat ooc niemant zulcke gheschutte scapen of andere beesten en pyne den offisiers of scutters te ontweldighene oft ontjaghene, oft ooc sinisterlic vuten schutte thalene of doen halene, up peyne van te betalen dobbel boete.

XXXII. Item, zoo wye voortan begrepen bedreghen ende te wette verwonnen wert van dobbelspele, passedyse ofte portrynspeele, jn eenighe taveernen of anderen platsen binnen den scependomme, die zal verbueren de boete van vj lb. par.

Ende daer zulcke begrepen ofte bedreghen persoonen niet souffisant en waeren omme de boete te betalen, die zullen ghecorrigiert werden jn lichame, secretelic oft openbaerlic, ter discretie vander wet.

(1) « Loosbaer » is eene verkorting van « geloofsbaer ».

(2) Bevreet = bevrijd, dus afgesloten door tuin of sloot.

XXXIII. Item, dat gheen tavernier, werdt, werdinne of andere wyc dat zy, binnen zynen huuse en admitteere oft ghedoghe te spelene eenighe vanden verbooden spelen, up ghelycke boete van vj lb. par.

Wel verstaende jndient tghebuerde jeghens huerlieder dancke ende wille, ende zy danof de clachte of kennesse te vooren dade anden bailliu burchmeester van den course oft huerlieden dienaers, dat zy daermede ontghaen zullen de voornoemde boete.

XXXIIII. Item, nyemant voort an hem en vervoordere, by daghe oft by nachte, up yemans huus, duere oft veynsters jn evelen moede te cloppene, stootene, werpene, slane, oft eenighe foortse oft rudesse met wapene of daer zondere te bedryfvene, oft ooc by jnjurieusen dreeghelicke vutroupinghen beroerten te makene, up de peyne van arbitralicken criminelic by banne ende anders ghepuniert te zyne ter discretie vander wet.

XXXV. Item, dat niemant en vervoordere sinisterlic, by daghe ofte by nachte, jn yemans bogaerden, vruchten oft andere belokene platsen te nemene, stelene ofte ontvremdene kersen, appelen, peeren, noten, wyngaert, rapen, coolen oft ander fruyt of specien van welrieckende cruyden ende blommen, up peyne van ghecorigiert te werdene arbitralic ter discretie als boven.

XXXVI. Item, dat niemant eenighe groene oft drooghe boomen, poten, troncken ofte struucken, upder steden gront staende of en hauwe oft en snoucke, zonder voorwaerde van coope oft anderen tytlen daervan thebbene, up arbitrale correctie jn exemple van anderen ende bovendien up de boete van vj lb. par.

XXXVII. Item, dat nyemant hem en vervoordere met hacxen, haumessen of daerronder te ghaene binnen der stede ende scependomme jnde lieden goet, als canten, troncken, fruutboomen oft andere bladynghe, afhauwende, snouckende, thunen ende vrieden brekende ende stelende, up peyne van ghecorigiert te zyne van crauwargen, ende ooc openbaerlic ghegheesselt ende ghebannen te zyne, naer de meryte vande zaecke ende qualiteyt vanden deliquenten ter discretie vander wet, jn exemple van anderen en de boete van iij lb. par. telckerwarf men tzelve zal bevonden ghedaen te zyn.

XXXVIII. Ende jnghevalle tzelve ghebuerde by kinderen onder huerlieder jaeren, dienstboden oft andere, zo zullen ten dien respecte ghecorrigiert werden vader, moeder, meester, vrauwe, daer de zelve logieren ofte wonachtich zyn, up de peyne alsvooren.

XXXIX. Item, dat alle jnwonenden achterhaelt ofte bevonden thueren huusen eenich ghestolen goet, tzy boomhout, thunen, braecke van huusen, fouragien, laeten jnbrynghen by de soldaeden oft yemant el, zonder up den voet ende van stonden an den heere ofte wet daervan tadverteeren, zullen de zelve arbitralic ofte civilic ghecorrigiert worden ter discretie van mynen heeren vander wet, naer dexigencie vande zake ende bovendien de gheinteresseerde te betalen scade ende jnteresten.

XL. Item, dat hem yeghelicken wachte ende vermye eenighe horribele ofte detestable eeden te zweerene, den name Godts, van zynen helighen, oft yet dat hemlieden aengaet te blasphemeeren, up peyne van arbitraire ende exemplaire correctie naer de meryten ende qualiteyt als boven en bovendien de boete van iij lb. par.

XLI. Item, dat niemant den anderen en helpe ruumen by nachte van schulden, oft gheruumde goet berghen ofte salveren met waghenen, scepen oft andersins, up de boete van x lb. par.

XLII. Item, dat nyemant hem en vervoordere eenighe woonhusen af te breeckene, doen breeckene of laten vervallene, noch eenich materiael van zulcke afghebrocken oft vervallen huusen buuter stede ende scependomme transporterene ofte voerene up de boete ende boven darbitrale correctie van xij lb. par.

XLIII. Item, dat yeghelic zyn vier, kerslicht wel beware ende danof zorghe draghe, zo datter gheen brant of comme oft ryse, up de boete van iij lb. par.

Ende jnt cas datter scade ende jnconvenient ghebuerde, x lb. par.; partie nopende zyn schade ende actie ghereserveerd, zo hy in rade wert.

XLV. Item, dat gheen deeckens, zorghers ende ghemeents van ghulden, confrerien oft ambachten en vermoghen te makene eenighe nieuwe ordonnancien ofte statuten, zonder adveue ende aggreatie vanden heere ende wet, up peyne van sulcken ordonnancien ende statuten gherekent ende ghehouden te werdene voor nulle, negheene ende van onwerden.

XLVI. Item, dat gheen poorter of jnwonende voortan hem en vervoordere achter straten te ghaene met wapene of stocken, zonder licht tsnavens naer tgheluut vander laetste clocke, by begrype; ten waere dat zulcke begrepen persoon daertoe hadde ende allegieren conste eenighe legittime cause ende excuse, ende dat die dit wel redelic dochte. Indien niet, up de boete van iij lb. par.

XLIX. Item, dat nyemant up eenighe zondaghen (vigilie of anderen ghe-

boden mesdaghe) binnen den tyde vanden sermoene (ende hoofmesse) (1) hem en vervoordere te caitsene, clossene ofte rollene naer prys ofte andersins, elc up de boete van telcker by begrype, zoo wel diet dade als diet spel hielde of ghedoochde, van xx (2) sc. par.

L. Item, dat ooc yeghelic gheen poorter of jnwonende up ghelycke daghen ende tyden vanden sermoenen (of hoofmesse) (3), hem en vinde jn eenighen tavernen, ghelaghe wys zittende of drynckende, telcker by begrype zo wel die dade als diese stelde ende ghedoochde, up de boete van xx sc. par.

Wel (4) verstaende tznuchtens vanden ix tot den xj hueren, tsachternoens vanden een totten ij hueren.

LI. Item, dat nyemant voortan en dussche eenich coren of ander graen, noch ooc en boote (5) ofte en zwynghele eenich vlas byder kerslichte, noch jn eenighe schueren, noch ooc by daghe jn eenighe bewoonde woonhuusen, telcker by begrype up de boete van iij lb. par.

LII. Item, dat ooc niemant voortan en tasse ofte lade eenighe schoven van coorne, grane, stroo, hoy, vlas ende die ghelycke vruchten jn eenighe bewoonde huusen, up de boete van iij lb. par.

Ende jndien yemant alsnu de contrarie van desen ghedaen hadde, dat zy dat weeren binnen xiiij daghen naer de publicatie van desen, up ghelycke boete up begrype.

LIII. Item, zo wiens steenen ofte thinnen tap kannen, pinten, maten, ellen, heysels, effenaers, scalen ofte ghewichten, ghehyct metten hycesele vander stede, te cleene, te licht of te cort bevonden wierden, verbuert van elcken sticke telcker by bedraghe of begripe de boete van iij lb. par.

Dies werden ghehouden eenen yghelicken zyne cannen, ghewichten, ende heysels alle jaren te doen yckenen byder stede yckere, up de boete van elc stick xx sc. par.

LIIII. Item, dat niemant binnen deser stede ofte scependomme en patrisere ofte en vissche jnder stede visscheryen met honden ofte bussen, up verbuerte vanden bussen ende de boete van iij lb. par.

Dezelve boete te ghaene jn drien egalic den heere, der stede ende den

(1) De woorden tusschen haakjes geplaatst zijn doorgehaald.
(2) xx sc. is doorgehaald en vervanghen door vj lb.
(3) « Of hoofmesse » is doorgehaald ; later is daarboven geschreven : « of hoochmesse ».
(4) De volgende woorden zijn later aan dit artikel toegevoegd.
(5) Vlaszaad aftrekken door middel van een hekel = repelen.

pachtere voor deerste reyse ; ende voor de tweede reyse dobbel boete ; ende voor de derde reyse van ghegheesselt ende ghebannen te zyne ter discretie vander wet.

LV. Item, zo wye ontboden zoe ghedachvaert wert jeghens den heere ofte burchmeestere vanden course te wette, omme ter jnformacien te ghane ende de rechte waerheyt te zegghene ende deposerene, ende niet en compareerde, ten ware dat hy voor tghebot absent waere, ofte noodtsakelicke excuse doen conste, ende scepenen redelick dochte zynde, zal verbueren xx sc. par.

Compareerde en zal niet executeerlic, lettelic of arresteerlic binnen dien daghe wesen, ten ware hy bevonden waere in taverne ghelaghenwys zittende ; en die ter contrarie dade, verbuert telcken x sc. par.

LVI. Item, dat nyemant van nu voortan eenighe vremde lieden, mans ofte vrauws persoonen, openbaerlic mendicerende ende omme almoesene ghaende, en vercoope ofte verhuere binnen deser stede of schependomme eenighe huusen of cameren, noch ooc en logiere byder maent, weeke oft anderen termyne, jn eenigher manieren, telcken by begrype of bedraghe up peyne van iij lb. par.

LVII. Item, ende jndien yemant alsnu zulcke vremde persoonen, mendicanten, eenighe huusen of camers verhuert hadde, zo verclaersen de voornoemde heeren ende wet zulcke verhueringhe nulle ende van onwerden, ende datse de huusen oft cameren doen rumen ende de zelve doen vertrecken binnen xiiij daghen naer de publicatie van desen, up de boete als boven van drie ponden par.

LVIII. Item, dat ooc niemant eenighe vremde aerme lieden, mendicerende als vooren, ghelaghe wys en stelle binnen zynen huuse omme dryncken, by begrype oft bedraghe, de vryheeden vande jaermarcten vutghesteecken, up de boete van vj lb. par.

LIX. Item, dat ooc niemant gheene schamele lieden mendicerende, oft huerlieden wyfs of kinders omme aelmosene biddende voor der lieden duere, ofte oock eenighe aelmoesen oft gratuitéyten hebbende vande disschen, secretelic oft openbaerlic hem niet en vinden jn eenighen tavernen, closbanen, rollebane of platsen daer men speelt met quaertspelen, up peyne van gheleyt te werdene jn beslote vanghenesse te watere ende te broode zulcken termyn als heere ende wet ordineeren zullen.

LX. Item, dat niemant zyn perde mes, cocyen, scapen of zwynsmes en legghe ofte en doe legghen up eenighe stede straete, of hy en weere tzelve

binnen xiiij daghen naer dat aldaer begonnen legghen es, telcken by begrype of bedraghe up de boete van xx sc. par.

LXI. Item, dat alle taverniers, herbergiers ende andere hemlieden gheneerende metten lieden te logieren, alle avonde als zylieden eenich vutlandsche vremde ende onbekende ghasten te logiste zullen jnghenomen ende ontfaen hebben, ghehouden werden daerof den namen ende toenamen, metgaders de platsen van daerse ghebooren en ghecommen zyn, te brynghen jn handen vanden bailliu ofte vanden burchmeester vanden course deser stede ten zes hueren jnden avent, oft daervooren, up peyne van ghesuspendert te werdene van huerlieder neerynghe van tavernier, ende boven dien up de boete van elcken persoone, daerof zy dies jn ghebreecke blyfven van xx sc. par.

LXII. Item, zo wanneer de bailliu, burchmeester vander course eenich van hemlieden met hueren dienaers ende assistenten van aldies voorseit beliefven zal onderzouck te doene, dat elc werd oft werdinne stappans thuerlieder versoucke werdt ghehouden openen van dueren ende camers van huerlieder huuse te doene, zonder dies reffus, vertreck oft weygherynghe te doene, up peyne van ghesuspendeert te zyne van hueren neerynghe, ende boven dien up de boete van vj lb. par.

LXIIII. Item, dat elc poortere ende jnwoendere deser stede ghehouden werdt eens de weecke de grippen ende stedestraten voor zyn huusen ende erfve scoene te maeckene ende de vulichede van dien te doen weerene vander straten, telcken by begrype up peyne van xx sc. par.

LXV. Item, dat niemant en vervoordere up eenighen vanden kerchoven deser stede te schietene, catsene, rollene, cuetene (1), toppene, balslaen of anderen spelen hoe daenich die zyn, up de boete van xx sc. par.

Ende jndient kindren deden, zo zalmen de boete verhalen an vadere, moedere oft meesters jn wiens aet of dranc (2) zelve speelders wesen zullen.

LXVI. Item, dat niemant hem en vervoordere binnen den poortale van onser vrauwen kercke deser stede te stane met cramen van eetelicke waren, cramerye, merserye, specerye, of dierghelicke waeren, telcken by begrype up de boete van xx sc. par.

LXVII. Item, dat ooc niemant en voere of draghe eenich greyns (3), steen,

(1) Kuutjeknip. Knopen of geldstukken naar een kuiltje (kuutje), knippen.

(2) Eigenaardige uitdrukking voor « in den kost zijn ».

(3) Gruis.

smeede coolen ofte ander vulegheeden binnen den conprinse (1) van deser stede; maer dat men tzelve vouere of draghe buuten de poorten der voornoemde stede up de boete van ij lb. par.

LXVIII. Item, dat ooc niemant en breecke de caeye vande brugghen, poorten, de mueren vanden Kerchoven, ende ooc en worpe de steenen, greys of andere zaecken jnder stede waterganghen, steenputten oft vesten, up arbitrale correctie naer bevint vanden sticke ende boete van iij lb. par.

Ende jndien de kinderen, cnapen of joncwyfs daden, men zal dezelve boete verhaelen up vadere, moedere, meester of vrauwe jn wiens aet ende dranke dezelve zyn, also dicwils alst ghebuert.

LXIX. Item, dat ooc niemant zyn latten, decroen (2), theen, widau, houpels ende andere houdt en weecke of watere jnder stede waterganghe, veste of in yemants water, zonder consent vanden ghuenen diet angaet up de boete van ij lb. par.

LXX. Item, van alle welcke boeten de heere zal hebben de twee deelen ende de stede tderde, naer costume, vutghesteecken daer by expresse anders verclaert staet.

LXXI. Item, ende zo wanneer jn eenighe vanden voornoemden poincten ende (3) deser cueren difficulteyt oft donckerheden vallen zal tusschen den heere ende partie oft anders, daerof zal de jnterpretacie ende declaracie staen ende blyfven alleenelic ghereserveert jnde discretie van de wet.

LXXII. Item, dat niemant, tzy mans of vrauwen, of yemant van huerlieder weghe en vervoordere tzwoensdaechs up den marctdach te commen jn den graenmarct met eenighe maten, baenst ende strycstoken, noch daer rond omme yemant thelpen meten; noch oock eenighe clutsen van graene af te coopen, up de verbuerte vanden cluts van den graene ende bovendien over de eerste reyse up de boete van xx sc. par.

Ende over de tweede reyse up arbitrale correctie ter discretie van der wet.

LXXIII. Item, dat niemant hem en vervoordere tzwoensdachs up den marctdach eenighe cooren, haver maten of achtendeele vander marct wech te draghen zonder wete ende consent vanden pachtere; dies wert hy ooc ghehouden de zelve tzwoensdaechs daer naer weder ter marct te brynghen,

(1) Omtrek van *comprendre* = omvatten.

(2) Eiken roeden benoodigd bij 't dekken met stroo of riet.

(3) Hier is een word overgeslagen; waarschijnlijk « artikelen ».

ofte dezelve beweghen ten huuse van den pachtere, up de boete van elcker mate of achtendeele van x sc. par.

LXXIIII. Item, dat de aerbeyers deser stede of andere persoonen. wyc dat se zyn, hemlieden niet en vervoorderen up zondaghen (ende vigelie gheboden mesdaghen of apposteldaghen (1), te ladene, lossene, kelderene, thalen vaten brauweryen of eldersins, eenighe wynen of bieren, vutghesteeken de vryheyt vande twee jaermarcten ende jn den tyt van den ougste, up de boete van elcke tonne van xx sc. par.

LXXV. Item, dat de zelve hem ooc niet en vervoorderen up ghelycke daghen binnen den sermoene (of hoochmesse) (2), eenich goet, tzy olie, azyn, wyn, bier, seepe, graen, appels of andere waren ghebrocht metten scepe of waghene, en losse, voere of doe wechdraghen, vutghesteecken de vryheyt vande twee jaermarcten, up ghelycke boete van xx sc. par.

Wel verstaende dat men zulcke goedynghen wel zal vermueghen te lossene, die ghebrocht worden metten scepe ende waghens, naer dat tsermoen ghedaen zal wesen ende niet eer, up ghelycke boete van xx sc. par.

Arch. de la ville d'Ardenbourg. *Bouck met den knoop*, fol. 17 à 28.

(1) 'T geen tusschen haakjes staat, is in den tekst doorgehaald.
(2) « of hoochmesse » is in den tekst doorgehaald.

TEXTE.

GEDECRETEERDE COUSTUME VAN AARDENBURG.

Extract uit het Register der Resolutien van de Ho. Mog. Heeren Staten Generaal der vereenigde Nederlanden (1).

Lunæ den 29 september 1681.

Is gehoort het rapport van de Heeren Van Heekeren ende andere haar Ho. Mog. Gedeputeerden tot de saken van Vlaanderen, hebbende ingevolge ende tot voldoeninge van der selver resolutie commissoriaal van den 17 juli lestleden, gevisiteerd ende geexamineert de missive van d'eerste presiderende ende andere raden van Vlaanderen, geschreven tot Middelburg den 19 mey daar te vooren, houdende ingevolge ende tot voldoeninge van haar Ho. Mog. resolutie, van den 7 maart 1680, der selver consideratien ende advijs op de requeste van bailliu, burgermeesters ende schepenen der stede ende schependomme van Aardenburg.

Ende daar nevens overgeleverd de geprojecteerde costumen ende statuyten, waar op gedelibereert zynde, hebben haar Ho. Mog. in conformité van't advijs van den gemelden raad van Vlaanderen, de voorsz. poincten ende articulen, soo als de selve by den gemelden raad van Vlaanderen den 17 july laestleden over gesonden, ende te griffie berustende zyn, alleen met byvoeginge in't 9 articel, van de eerste rubrica, dat het geene in't voorsz. 9 articel ter neder gesteld is, sal moeten geschieden met communicatie ende op approbatie van haar Ho. Mog. geapprobeert ende tot costumen ende statuten om in toekomende by die van Aardenburg geobserveert te werden gedecreteert, soo als de selve geapprobeert ende gedecreteert werden mits desen.

JAC. VERHEYE V^t^.

Accordeert met 't voorsz. Register :

H. FAGEL.

(1) Nous suivons l'édition de 1682 et mettons en note les corrections et variantes des éditions postérieures.

TRADUCTION.

LA COUTUME HOMOLOGUÉE DE LA VILLE D'ARDENBOURG.

Extrait du Registre aux Résolutions des Nobles et Puissants seigneurs des États généraux des Pays-Bas unis.

Lundi le 29 septembre 1681.

Ouï le rapport de Messieurs van Heekeren et autres délégués par leurs Hautes Puissances pour les affaires de Flandre, qui ont visité et examiné, ensuite et en exécution de la résolution prise en commission le 17 juillet dernier, la missive du premier président et des membres du conseil de Flandre, datée de Middelbourg le 19 mai précédent, et contenant en exécution de la résolution de leurs Hautes Puissances du 7 mars 1680, leurs observations et avis sur la requête du bailli, des bourgmestres et échevins de la ville et de l'échevinage d'Ardenbourg.

Et revu le projet des Coutumes et statuts; après en avoir délibéré, leurs Hautes Puissances, en conformité de l'avis émis par le susdit conseil de Flandre, ont approuvé les dits points et articles, tels qu'ils avaient été renvoyés par le conseil de Flandre précité, le 17 juillet dernier, et sont déposés au greffe, avec néanmoins cette ajoute à l'article neuf de la rubrique première que la disposition énoncée dans ledit article neuf ne pourra être appliquée qu'après communication de leurs Hautes Puissances; et elles les ont décrétés pour être observés à l'avenir à titre de Coutumes et statuts par ceux d'Ardenbourg, comme elles les approuvent et les décrètent par les présentes.

Jac. Verheye v^t^.

Certifié conforme audit registre :

H. Fagel.

TEXTE.

COUSTUMEN EN PRIVILEGIEN

DER

STAD EN SCHEPENDOMME VAN AARDENBURG.

RUBRICA I.

VAN DE JURISDICTIE, ENDE 'T ADMINISTREEREN VAN JUSTITIE, MITSGADERS HET AMPT VAN BURGERMEESTERS ENDE SCHEPENEN.

Articel I. Voort eerst als men spreekt van de jurisdictie der stad Aardenburg, werd daar inne niet alleenelijk gecomprehendeert 't geene binnen de poorten en stads wallen is besloten, maar ook het schependomme van dien, gelegen buiten derselver stede, volgens de afpalinge en limijtscheidinge daar van zynde.

2. Ende werd de voorsz. stad en vryheid van dien geregeert by de wet aldaar, die alle jaar van wegen haar Ho. Mo. de heeren Staten Generaal der vrye vereenigde Nederlanden, by commissarissen werd vernieuwt; consisterende deselve in twee burgermeesters, namentlik een burgermeester van de commune of van de courpse, ende een burgermeester van schepenen, mitsgaders acht schepenen.

3. Den Burgermeester van de courpse heeft principalijk het opsigt over de gemeinte, om die, soo veel het mogelijk is te houden in goede ruste ende vrede; presideert alle maandagen, als wanneer vergaderinge werd gehouden over politique saken; ende werd op syne propositie alsdan by (1) burgermeesters en scepenen gedisponeert als na behooren.

(1) Ce mot est omis par erreur.

TRADUCTION.

COUTUMES ET PRIVILÈGES

DE LA

VILLE ET ÉCHEVINAGE D'ARDENBOURG.

RUBRIQUE I.

DE LA JURIDICTION ET DE L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE, AINSI QUE DES ATTRIBUTIONS DES BOURGMESTRES ET ÉCHEVINS.

Article 1. Premièrement, les termes de juridiction de la ville d'Ardenbourg ne comprennent pas seulement tout ce qui est enclos par les portes et les fossés de la ville, mais encore l'échevinage d'icelle, sise hors de ladite ville, suivant l'abornement et la délimitation qui en ont été faits.

2. La dite ville et sa franchise sont administrées par le magistrat, qui y est renouvelé tous les ans par les commissaires au nom de leurs Hautes Puissances, messeigneurs des États généraux des Pays-Bas libres et unis ; et ce magistrat se compose de deux bourgmestres, à savoir un bourgmestre de la commune ou du corps et un bourgmestre des échevins, et de huit échevins.

3. Le bourgmestre de la commune a principalement la direction de la cité, aux fins de la maintenir en bon ordre et en paix ; il préside tous les lundis les séances consacrées aux affaires administratives, et sur ses propositions les bourgmestres et échevins délibèrent ainsi qu'il appartient.

TEXTE.

4. Den burgermeester van schepenen presideert des donderdaags op de rolle, en heeft benevens schepenen alleen kennisse ende judicature over alle de processen, questien ende geschillen, ontstaan tusschen de poorters en inwoonders der voorsz. stad, schependomme ende vryheid van dien.

5. Ende hebben vervolgens burgermeesters ende schepenen t' samen binnen de selve stad ende schependomme, mitsgaders de limiten van dien, alle justitie, soo hooge, middel, als minder : ende uit kragte van dien, kennisse voor (1) alle saken voor hunlieden komende, soo criminele als personele, reële als andere civile; gereserveert gepreviligieerde delicten, ende andere saken, gestaan hebbende van oude tijden ter kennisse van den provincialen rade van Vlaanderen; ende sal men hem, dies aangaande, reguleeren als van oude tijden.

6. Ook mag men van de sententien van de voornoemde burgermeesters ende schepenen geen betrek nogte appell doen, dan voor den provincialen rade van Vlaanderen, alwaar ook de voornoemde burgermeesters ende schepenen te regte staan.

7. Van de hoogte justitie crimineel der gemelde stad dependeert de schouwinge, visitatie ende inspectie van doode lighamen, aan de heeren van de wet, die deselve vermogen te doen, soo haast t'haarlieder kennisse gekomen is, dat yemand van levenden lijve ter dood gekomen ofte gebragt is, 't zy by doodslag, verdrinkinge (2) ofte ander ongeval.

8. Welke gemelde schouwinge wert gedaan by den balliu, twee schepenen ende griffier, die hunlieden ter plaatse ten einde voorsz. transporteren ende met eenen nemen informatie op de toekomste van de saak.

9. De heeren van de wet der voorsz. stad vermogen naar voorgaande communicatie ende approbatie van haar Ho : Mo : sulke voorgeboden, statuiten ende sulke politique ordonnantien te maken als sy sullen bevinden ten meesten oorbaar, commoditeit, welvaren ende politie der voorsz. stad ende ingesetenen van dien te behooren.

10. 'T beregt ende iudicature van quœstien, resulteerende ter cause van excijsen; mitsgaders andere stadsgoederen ende inkomen van dien; insge-

(1) Remplacé par : van, qui est plus correct.
(2) Imprimé par erreur : verdrukkinge.

TRADUCTION.

4. Le bourgmestre des échevins préside les jeudis les séances consacrées à l'expédition des affaires inscrites au rôle, et il a, avec les échevins, la connaissance et la décision de tous procès, contestations et litiges qui s'élèvent entre les bourgeois et habitants de la dite ville, de son échevinage et de sa franchise.

5. Par suite les bourgmestres et échevins ont ensemble, dans la dite ville et échevinage, et dans les limites d'icelle, toute justice, haute, moyenne et basse; et en vertu de cette attribution, la connaissance de toutes affaires portées devant eux, tant criminelles que personnelles, réelles et autres civiles; à la réserve des délits privilégiés et des autres causes qui de temps immémorial ont été instruites par le conseil provincial de Flandre; et l'on suivra, en ce point, les anciens usages.

6. On ne peut interjeter recours ou appel contre les sentences des dits bourgmestres et échevins, si ce n'est devant le conseil provincial de Flandre, auquel ressortissent également les bourgmestres et échevins précités.

7. De la haute justice criminelle de la dite ville dépendent les constatations, visites et inspections de cadavres, attribuées au magistrat, qui ont le devoir de les faire sitôt qu'ils ont reçu la nouvelle qu'un homme a trouvé la mort, soit par homicide, noyade ou autre accident.

8. Cette constatation se fait par le bailli, deux échevins et le greffier, qui à cette fin se transportent sur les lieux, et ouvrent en même temps l'enquête sur les causes de l'évènement.

9. Les membres du conseil de la dite ville ont le pouvoir, après communication préalable et approbation de leurs Hautes Puissances, d'édicter tels réglements, statuts et ordonnances politiques, qu'ils jugent utiles pour le plus grand profit, commodité, bien-être et police de la dite ville et de ses habitants.

10. L'instruction et le jugement des débats relatifs à la levée des assises, ainsi qu'à tous autres biens communaux et revenus de la ville, et à tous règle-

TEXTE.

lijks ook van voorgeboden ende statuiten politique; ende generalik van alle saken de stad competeerende, staat ende behoord ter eerster instantie aan schepenen der voornoemde stede ende schependomme.

11. Reconventie heeft binnen der stad en jurisdictie van dien geen plaats, dan alleenelijk in materie van injurie, ende daar de conventie en reconventie spruiten iut een ende selfde contract.

12. Ende daar geen bijsondere coustumen, ordonnantie ofte statuit van is, sullen agtervolgt werden de gemeine beschreve wetten.

13. Ook vermogen geene buiten regters binnen deser stad ende jurisdictie van dien eenige getuigen te hooren, en quœstien doen, ofte informatie nemen, ofte eenige andere judiciele acten of exploiten doen, ofte doen doen, dan met kennisse van bailliu, burgermeesters ende schepenen.

14. Ende sal men in alle saken over goederen, wesende ofte gelegen zijnde buiten dese jurisdictie, volgen de coustumen ende regten van de plaatse daar de goederen mogten wesen ofte gelegen zijn.

RUBRICA II.

VAN DE POORTERIE, ENDE HET VERKRIJGEN ENDE VERVREMDEN VAN DIEN.

1. De poorterie deser stede werd verkregen door geboorte van een poorter ofte portresse, ofte by huwelijk, te weten als een poorter trouwt aan een vremde vrouwe, dewyle de vrouw hier in volgt de civiliteit van de man.

2. Andersints die poorters willen werden, sullen gehouden zijn te compareren op het stad-huis, voor de heeren balliu ende burgemeesters van de commune, ofte by absentie van balliu voor beide de burgemeesters; leveren over attestatie ende getuigenisse van haar lieden comportement ende leven van de plaatse harer laaste domicily ende onthoudenis; en doen den eet der getrouwigheid, 't welk ten registere door den griffier sal werden opgeteikent; ende daar van werden uit gegeven een behoorlijke burger-brief, als wanneer deselve terstont sullen genieten de vryheid van haar poorterie.

TRADUCTION.

ments et statuts politiques, et généralement de toutes affaires intéressant la ville, appartiennent et reviennent en première instance aux échevins de la dite ville et échevinage.

11. La reconvention n'est pas admise dans cette ville et sa juridiction, si ce n'est en matière d'injure, et là où la convention et la reconvention ont pour cause un seul et même contrat.

12. A défaut de coutume particulière, d'ordonnance ou de statut, l'on suivra les dispositions générales du droit écrit.

13. Aucun magistrat étranger ne peut, dans cette ville et sa juridiction, entendre des témoins, poser des questions ou faire information, ou poser ou ordonner tous autres actes judiciaires ou exploits, si ce n'est de l'aveu du bailli, des bourgmestres et échevins.

14. Pour toutes affaires relatives à des biens qui se trouvent ou qui sont situés hors de cette juridiction, l'on suivra les coutumes et lois du lieu de la situation de ces biens.

RUBRIQUE II.

DE LA BOURGEOISIE ; DE SON ACQUISITION ET DE SON ABDICATION.

1. La bourgeoisie de cette ville s'acquiert par la naissance d'un enfant de bourgeois et bourgeoise, et par le mariage lorsqu'un bourgeois épouse une femme étrangère, puisque la femme suit ici la civilité du mari.

2. En tous autres cas, ceux qui veulent devenir bourgeois, devront comparaître à l'hôtel de ville, devant le bailli et le bourgmestre de la commune, ou en cas d'absence du bailli, devant les deux bourgmestres, et produire un certificat et attestation de leur moralité et moyens d'existence, délivré par le magistrat de leur dernier domicile et résidence, et prêter le serment de fidélité, qui sera acté au registre des réceptions par le greffier ; il leur sera remis une lettre régulière de bourgeoisie et dès ce moment ils jouiront de toutes les libertés de la bourgeoisie.

TEXTE.

RUBRICA III.

VAN HET REGT VAN ISSUEN.

1. Alle vremde persoonen, die voor desen zijn geweest borgers, ende met de wooninge vertrokken, sonder 't voorsz. regt van issuë te hebben betaald, eenige goederen, 't zy huis, erve ofte rente, gelegen hier ter stede of binnen de jurisdictie der selver, verkoopende, zijn gehouden van alle 't gene sy daar van sullen ontfangen, te geven den regten tienden penning.

2. Gelijk ook alle vremde hoirs, geen poorters zijnde, komende succederen ende deelen het goed van een poorter ofte poortresse, schuldig zijn daar van te betaalen het regt van issuë, (sonder 't selve alvoren 't gemelde regt sal wesen voldaan ende betaald) buiten deser stede te vervoeren, op de boete van vijftig ponden vlaams, te appliceren een derde voor den heer bailliu, een derde voor de stad, en het resteerende derde voor den armen.

RUBRICA IV.

VAN ARRESTEN.

1. Men useert binnen der stede Aardenburg en het schependomme van dien, arresten te doen voor gewijsde saaken, op alle goederen, soo meubele als immeubele, actien ende crediten, soo wel van poorters als vremde; welke arresten gedaan worden by den bailliu met twee schepenen ende griffier, op immeubele goederen, ende ook op meubelen als er beschrijvinge ofte inventaris van 't gearresteerde werd gemaakt, die alsdan gehouden is onder handen ofte huisen van den debiteur, ende by desselfs absentie ter plaatse van den arreste te laten schriftelyke memorie van 't gedaan arrest.

2. Dog personele arresten werden alleen gedaan door den heer bailliu, of synen gesubstitueerde, mits preallabel consent van den burgermeester van de courps.

3. Ende blijft des gearresteerden persoon of goed in arrest ende gevangenisse, tot dat seker sal zijn gestelt voor 't gewijsde, of andersints ter griffie genamptiseert de somme daar voren het arrest is geschiet, ende

TRADUCTION.

RUBRIQUE III.

DU DROIT D'ISSUE.

1. Toutes personnes étrangères qui ont abdiqué la bourgeoisie et changé de domicile sans avoir payé le droit d'issue, lorsqu'elles viennent à vendre quelque maison, fonds ou rente sis dans cette ville ou sa juridiction, seront tenues d'acquitter le dixième denier de tout le montant de la vente.

2. De même tous héritiers étrangers, n'ayant pas la bourgeoisie, qui recueillent par succession et partage quelque bien ayant appartenu à un bourgeois ou une bourgeoise, sont tenus d'acquitter le droit d'issue, avant d'emporter quoi que ce soit hors de la ville (à moins que le droit n'ait été payé et soldé auparavant), et ce sous peine d'une amende de cinquante livres de Flandre, dont un tiers pour monseigneur le bailli, un tiers pour la ville et le restant pour les pauvres.

RUBRIQUE IV.

DES SAISIES-ARRÊTS.

1. Il est d'usage dans la ville d'Ardenbourg et son échevinage, de pratiquer des saisies-arrêts, en exécution des jugements, sur toute espèce de biens, tant meubles qu'immeubles, actions et créances, tant des bourgeois que des étrangers; ces saisies sont faites par le bailli, accompagné de deux échevins et du greffier, sur les biens immeubles et sur les meubles lorsqu'il a été dressé une description ou inventaire des objets saisis, qui doivent alors rester en mains ou dans la maison du débiteur; et s'il est absent, on laissera sur place copie de l'exploit de la saisie-arrêt.

2. Néanmoins les saisies personnelles ne peuvent être faites que par le bailli ou son lieutenant, et avec l'autorisation préalable du bourgmestre de la commune.

3. La personne ou le bien du débiteur resteront en prison ou sous le coup de la saisie, jusqu'à ce qu'il ait été fourni caution pour l'exécution du jugement ou que la somme, cause de la saisie, ait été consignée; et

TEXTE.

geen seker nogte namptissement vermogende tot de decisie van de saak.

4. Indien den bailliu, ofte sijn gesubstitueerde eenigen arrest ter requisitie van den crediteur sal hebben gedaan op ymants persoon ofte goed, ende den voorsz. gearresteerde ofte sijn goed ontslaat van den arreste buiten consent van den selven, ende sonder alvoren genomen te hebben sufficante seker, werd verstaan sig selven borge te stellen voor den gearresteerden, gelijk ook in soodanighen geval den cipier den gearresteerden uit de gevangenisse laatende gaan is verbonden.

5. Als een vremde ymant toe-spreekt voor justitie, ofte een ander vremden doet arresteeren, sal gehouden zyn, des versogt zijnde, te stellen seker voor kosten, schaden en intresten.

6. Een poorter of ingeseten deser stede en vermag eenen anderen poorter of ingeseten, nogte sijne goederen, alhier nog elders doen arresteeren, op de boete van een pond vlaams, ende het arrest van onwaarde, ten zij 'er apparentie was *de fuga ;* maar men sal alle ingesetenen om schulden gehouden sijn voor schepenen aan te spreken by daginge.

7. Ende is yder arrestant gehouden ten dage van den arreste te verklaeren de cause van dien, indien 't den gearresteerden versoekt, op pene dat den gearresteerden vanden arreste kosteloos ende schadeloos sal worden ontslaagen.

8. In saaken by arreste geintenteert, sal men procederen alle ordinare regt-dagen, zijnde donderdags, ten ware de gearresteerde versogte promptelijck in justitie te werden gehoort, daar toe hy ten koste van ongelijk sal werden geadmitteert, ende voorts procedeeren van drie dagen tot drie dagen.

9. Soo wie personele arrest brake committert, gearresteerde of ook gesequestreerde goederen transporteert ofte absenteert uit de plaatse van den arreste; ofte die goederen in sijn bevel hebbende, gedoogt sulks te geschieden, sonder consent van de justitie oft partie, sal boeten dertig Caroli guldens, ende bovendien gehouden zijn de hand van justitie te redintegreren, ofte by faute van dien, werden gecondemneert in de schuld waar over het arrest gedaan is.

10. Eenen debiteur vermag ook te arresteeren onder hem selven, sulks als hy schuldig is, omme daar aan te verhalen 't geen hy reciproquelijk tot

TRADUCTION.

pour les débiteurs qui ne peuvent fournir caution ou consigner, jusqu'à la sentence définitive.

4. Si le bailli ou son lieutenant, après avoir saisi à la requête du créancier, la personne ou le bien du débiteur, vient à lever la saisie de la personne ou du bien sans l'autorisation du créancier et sans avoir fait fournir au préalable une caution suffisante, il sera censé se constituer lui-même caution pour le montant de la saisie; et en ce cas le gêolier qui a relâché le débiteur de la prison se trouvera également engagé.

5. L'étranger qui actionne un autre en justice, ou fait arrêter un étranger, sera tenu, s'il en est requis, de fournir caution pour le montant des frais, dommages et intérêts.

6. Un bourgeois ou habitant de cette ville ne peut faire arrêter, ici ou ailleurs, la personne et les biens d'un autre bourgeois ou habitant, sous peine d'une amende d'une livre de Flandre et de nullité de la saisie, à moins qu'il y ait apparence *de fuga;* mais on est tenu d'ajourner tout habitant, pour cause de dette, devant les échevins par citation.

7. Le saisissant doit, au jour de la saisie, déclarer la cause d'icelle, lorsque le débiteur saisi le requiert, sous peine de voir le débiteur saisi relâché, sans aucun frais pour lui, de la saisie-arrêt.

8. Dans les affaires de saisie, on procédera les jours ordinaires d'audience, soit les jeudis, à moins que le saisi ne réclame l'urgence; ce que lui sera accordé aux dépens de la partie succombante, et la cause sera appelée de trois en trois jours.

9. Celui qui se rend coupable de bris d'arrêt ou transporte des biens saisis ou séquestrés, ou les déplace du lieu de la saisie ; ou celui qui en ayant la garde, autorise l'enlèvement sans le consentement du juge ou de la partie, devra payer une amende de trente florins carolus, et sera tenu au surplus de réintégrer les biens dans les mains de la justiee; ou à défaut de ce faire, il sera condamné à payer la dette qui a occasionné la saisie.

10. Le débiteur pourra arrêter les deniers qui sont entre ses mains, pour recouvrement de ce qu'il prétend par réciprocité à la charge de son créancier;

TEXTE.

laste van sijn crediteur pretendeert, behoudens dat hy sijne schuld, dies versogt zijnde, sal hebben te namptiseren.

11. Den crediteur meer goederen gearresteert hebbende als sijne schuld met de wettelyke kosten rendeert, sal niet vermogen te procedeeren tot verkoopinge, namptissement ofte ligting van dien, dan alleenlijk *pro rata* van sijne schuld, alles ter arbitrage van de juge.

12. Alle vremde persoonen sijn binnen Aardenburg ende 't schependomme van dien arresterelijk, ten fine omme de selve aldaar te regte te trekken, dog slakelijk, onder cautie 't gewijsde te voldoen ende kiesende *in loco domicilium citandi.*

13. Soo ook den weg van arreste ofte executie persoonele niet en belet den reëlen, die te saamen mogen concurreren, sonder te moeten (1) observeren d'ordre van regten.

14. Poorters zijn niet gehouden, eisschende of verwerende, seker te stellen, ten waar om redenen van apparente (2) insuffisantheden, afgang van goederen, quaad of sober regiment of andere merkelijke redenen, ter discretie van de wet.

15. Alle arresten ende apprehentien sullen moeten werden gedaan op geoorlofde tijden ende plaatsen, ook voor sonnen onder-gang, tot het luiden van de poort-klok.

16. Dog is niet geoorloft ymant te arresteren ofte apprehendeeren op Kersdag, Paasdag, Pinxterdagen, sondagen ofte andere diergelijke uitgesonderde dagen, uitgesondert banquerottiers, of die hunne goederen *in fraudem creditorum* hebben versteken, of die suspect *de fuga* zijn, ofte *si periculum sit in mora,* jegens dewelke in soodanigen gevalle by arreste sal mogen werden geprocedeert.

17. Den arrestant is alhier gehouden den gearresteerden of gevangen binnen derden dage of uitterlijk op den eersten regtdag eisch te maken, op pene dat het arrest of apprehentie van sig selven sal corrueren, ende den gearresteerde *ipso jure* sal wesen ontslagen, ten ware deselve persoon was geapprehendeerd uit kragte en tot voldoeninge van een gewesen sententie ofte voluntaire condemnatie.

(1) Imprimé par erreur : « mogen », dans les deux textes.
(2) Imprimé par erreur : « apparentie ».

TRADUCTION.

mais dans ce cas, s'il en est requis, il devra consigner le montant de sa dette.

11. Le créancier qui a fait saisir plus de biens que sa créance et les frais légaux ne comportent, ne pourra procéder à la vente, consignation ou levée qu'au *pro rata* de la dette ; le tout suivant l'appréciation du juge.

12. Toutes personnes étrangères peuvent être arrêtées dans la ville d'Ardenbourg et son échevinage, aux fins d'être amenées en justice; mais elles doivent être mises en liberté, sous caution d'exécuter le jugement et moyennant d'élire *in loco domicilium citandi.*

13. La voie de l'arrestation ou exécution personnelle n'empêche pas celle de la saisie réelle, mais leur concours est admis, sans devoir observer l'ordre du droit.

14. Les bourgeois, soit demandeurs ou défendeurs, ne sont pas tenus de fournir caution, sauf en cas d'apparence d'insuffisance, déconfiture de biens, dissipation et autres raisons légitimes, à la discrétion du juge.

15. Toutes saisies et arrestations devront être faites en temps et lieu non prohibés, c'est-à-dire avant le coucher du soleil et le son de la cloche de la porte.

16. Ainsi il n'est pas permis de saisir ou arrêter les jours de Noël, de Pâques, de la Pentecôte, les dimanches ou autres jours fériés, sauf les banqueroutiers, et ceux qui ont récélé leurs biens *in fraudem creditorum,* et ceux qui sont suspects *de fuga,* ou encore *si periculum sit in mora ;* contre lesquels, en pareils cas, on pourra procéder par arrêt.

17. Le créancier poursuivant est tenu de produire sa demande contre le débiteur saisi ou détenu, dans les trois jours, ou au plus tard à la première audience, sous peine de se voir responsable de la saisie ou arrestation, et de voir le saisi relaxé *ipso jure,* à moins que la personne ait été arrêtée en vertu et en exécution d'un jugement ou d'une condamnation volontaire.

TEXTE.

18. Dog den gearresteerden tot den derden dage of den eersten regtdag niet willende wagten, mag ten koste van ongelijk, by extraordinarie vierschare versoeken gehoort te werden, ende komen in oppositie, gelijk hier voren gesegt is.

19. De arresten op goederen, penningen, schulden of anders gedaan, moet den arrestant vervolgen ende binnen den tijd van ses weken sijne proceduren beginnen, op pene dat de voorsz. tijd overstreken zynde, het arrest sal wesen defect, ende de goederen uit den arreste ontslagen, ten waar 't gemelde arrest binnen den gelimiteerden tijd wederom was gerenoveert ende vernieuwt.

20. Als den eigenaar van de gearresteerde goederen deselve in arreste laat, soo werden deselve gelegt ende gestelt in bewaarder hand, ende ter ordonnantie van de wet, geconsigneert ter griffie, ten kosten ende pericul van ongelijk; dog indien 't selve mogten wesen perissabele of verderffelijke goederen, sullen geordonneert werden ten hoogsten prijse te werden verkogt, ende de penningen daar van geprovenieert ter griffie alhier, onder justitie te werden genamptiseert, ende sullen aldaar verblijven tot de decisie van de saak.

RUBRICA V.

VAN CONTRACTEN ENDE VERKOOP.

1. Men useert binnen Aardenburg ende het scependomme van dien, dat alle verkoopinge ende erffenisse van huisen, erven ende alle onwerende goederen werden verklaard ende gepasseerd ter griffie, voor twee schepenen, andersints verkrijgt men geen proprieteyt.

2. In alle verkoopinge van onroerlijke goederen volgt den kooper al 't gene dat aan 't gekogte aard-ende nagel-vast is, ten ware anders was besproken.

3. Den verkooper is gehouden aan den kooper ten dato van de erffenisse over te leveren alsulke bewijsen ende documenten als hi tot justificatie van sijn regt van eigendom is hebbende, ende dit alles buiten kosten van den kooper.

4. De wettelyke kosten van giften ofte erffenisse, mitsgaders de erf-brie-

TRADUCTION.

18. Si le débiteur saisi ne veut attendre jusqu'au troisième jour ou jusqu'au premier jour de plaid, il peut requérir, aux frais de la partie succombante, d'être entendu à une audience extraordinaire et former opposition, ainsi qu'il a été exprimé ci-dessus.

19. Le créancier doit poursuivre la validité des saisies de biens, deniers, créances et autres objets, et commencer ses procédures dans les six semaines, sous peine de voir, à l'expiration de ce délai, prononcer la déchéance de la saisie et la main-levée, à moins que pendant la durée de ce même délai, la saisie ait été reprise et renouvelée.

20. Si le propriétaire des biens saisis ne vient pas les dégager, ils sont déclarés et mis sous séquestre et sur l'ordonnance du juge, consignés au greffe, aux frais et risques de la partie succombante; mais s'il s'agit de choses sujettes à dépérir ou fongibles, on ordonnera de les vendre au plus offrant, et les deniers en provenant seront consignés au greffe, sous la garde de la justice, et ils y resteront jusqu'à la décision de l'affaire.

RUBRIQUE V.

DES CONTRATS ET DE LA VENTE.

1. Il est d'usage dans la ville et l'échevinage d'Ardenbourg que tous actes de vente et transport de maisons, fonds et tous biens immobiliers doivent être déclarés et passés au greffe, en présence de deux échevins; sans quoi, on n'acquiert point la propriété.

2. Dans toutes ventes de biens immeubles, tout ce qui tient à la chose par racine ou clou suit l'acheteur, à moins de stipulation contraire.

3. Le vendeur est tenu de délivrer, au jour de la passation, à l'acheteur tous les titres et documents qu'il possède et qui justifient son droit de propriété, le tout sans frais pour l'acheteur.

4. Les frais légaux de vente et transport, ainsi que les frais d'acte sont à

TEXTE.

ven, werden betaald by den kooper, ende de kosten van den verbandbrief by den verkooper, ten ware andersints was geconditionneert ende besproken.

5. Alle contracten gemaakt in tavernen, te wijnen ofte te bier, ende in den drank, zijn nul ende van onwaarde, ten ware sulke contracten des anderen daags, ofte meer tyd daar na, by partien, elks niet by dranke zijnde ende buiten taverne, wierde geratificeert ende geapprobeert, 't zy by woorden ofte andere sufficante acten van ratificatien.

6. 'T welk nogtans geen plaats hebben sal in 't reguard van waarden van sulke tavernen, ofte van persoonen logeerende in herbergen, ende aldaar contracteerende, wiens contracten respectivelijk sullen vinden in haarlieder prœjuditie, nogte ook in verkooping ofte verpagting geschiedende *à la hauche,* en te voren buiten taverne behoorlijk ingestelt, nogte ook in transactien ende accoorden ten overstaan van schepenen commissarissen in taverne gemaakt.

7. Quade betalinge ofte verswiginge van renten ofte lasten, waar ende 't verkogte mogte wesen beswaard, verbreken geen koop nogte voorwaarde, ten ware andersints expresselijck ware geconditionneert; maar is den verkooper die de selve verswegen heeft, gehouden die te rembourseren, te weten onlosselijke renten ofte seisen (1) jeghens den penning 16, ende andere naer advenant de brieven van constitutie.

RUBRICA VI.

VAN HUUR VAN HUIS OFTE ERVEN, MITSGADERS VAN WERK-LIEDEN ENDE DIENTS-BODEN.

1. Men mag niemant geduerende de huur van een gehuurd huis of erve, deselve benemen, nogte doen verhuusen, ten ware besprek ter contrarie, ofte authoriteit van de justitie, ter sake van oneerbaarheid, onpaisivelijk leven in de gebuurte, ofte andere diergelijke redenen, ter arbitrage van den juge.

2. Den koop van eenig huis of erve gaat voor huur, ten ware besprek ter

(1) Var. du second texte : « ceinsen ».

TRADUCTION.

la charge de l'acheteur, et les frais d'hypothèque à la charge du vendeur, à moins de condition et stipulation contraire.

5. Tous contrats faits dans les tavernes à vin ou à bière, et par des personnes en état d'ivresse, sont nuls et invalides; à moins qu'ils ne soient ratifiés le lendemain ou quelque temps après, par les parties lorsqu'elles sont à jeun et hors de la taverne, et approuvés soit par paroles, soit par tout autre acte équivalent de ratification.

6. Néanmoins cette disposition ne sera point applicable aux maîtres de ces tavernes ou aux personnes qui ont pris logement à l'auberge et passent des conventions; leurs contrats respectifs sortiront effet même à leur préjudice; ni aux ventes et locations qui se font *à la hauche* et dont la mise à prix a eu lieu régulièrement hors de la taverne; ni aux transactions et concordats, à l'intervention de juges-commissaires, passés dans les tavernes.

7. Le défaut de paiement ou le recel de rentes et charges qui peuvent gréver le bien vendu, n'annulent pas la vente ni les conditions, à moins de stipulation contraire; mais le vendeur qui les a cachés, sera tenu de les rembourser, à savoir les rentes perpétuelles et emphytéotiques au denier seize et toutes autres au taux fixé par les lettres de constitution.

RUBRIQUE VI.

DU LOUAGE DE MAISONS ET DE TERRES, ET DU LOUAGE DES OUVRIERS ET DOMESTIQUES.

1. On ne peut reprendre à personne, pendant la durée du bail, la maison ou la terre louée, ni le faire déguerpir, à moins de stipulation contraire, ou par voie de justice, pour cause de deshonnêteté, de trouble du voisinage ou autres motifs légitimes, suivant l'appréciation du juge.

2. La vente d'une maison ou d'une terre prime le louage, à moins de sti-

TEXTE.

contrarie ; ende is den kooper niet schuldig te houden den pagt by den verkooper gemaakt voor dato van de verkoopinge, ten ware hy de selve gekogt hadde met last van den pagt, ofte dat hy voor dato de koop by den pagter daarvan ware geadverteert; dog heeft ende behoud den huurder, in cas hy door den kooper of ander successeur, met de last van de huur sulk parceel niet gekogt hebbende, gedwongen wierde te ruimen, een personele actie ten laste van den verhuurder, tot verhaal van soodanige schaaden en intrest, als hy sal doceren daar by te hebben geleden.

3. Dog het contract van huur ofte pacht, by den proprietaris gepasseert, ende verkent zijnde voor schepenen deser stede, soo werd het verhuurde ofte gepagte huis of land veerstaan specialijk daar voren te wesen geaffecteert ende verbonden, ende gaat in soo danigen geval huur voor koop ; ende blijft den huurder ofte pagter gedurende termijn van huur ofte pagt, gehuurde huus ofte erve gebruiken, behoudende zijn guarand op den verkooper, soo ende als hy te rade wesen sal.

4. Den proprietaris van eenig huis ofte land, gelegen binnen Aardenburg ofte 't schependomme van dien, 't selve verhuurd ofte verpagt hebbende, 't zy simpelijk, ofte ook by verkentenisse voor scepenen, indien den huurder ofte pagter 't selve in persoon niet en bewoond ofte gebruikt, mag hand daar aan slaan, als wesende den nasten van sijnen goede, ende corrueert de huur ofte pagt, indien den proprietaris dat wil aanvaarden ; dog in cas van non-aanvaarding, sal den selven huurder ofte pagter 't selve voor den tijd van sijn huur ofte pagt mogen voort verhuuren ende verpagten, tot 't selve of diergelijk gebruik als 't hem verhuurd is geweest, sonder schimp.

5. Hebbende voorts den proprietaris actie ten laste van den na-huurder, ofte na-pagter, gelijk hy heeft ende blijft behouden ook jegens den eersten huurder ofte pagter.

6. De catheilen, bestialen ende alle andere meubelen goederen van den verhuurder ofte pagter binnen des verhuurders huis ende erve bevonden, ofte doleuselijk versteken, ofte vertransporteert uit den huise, blyven verbonden voor de hure, ende werd den verhuurder geprœfereert, niet alleen tot dat de catheilen als anders verkogt zijn, maar ook so lange de penningen nog zijn in handen van den executeur, ten ware d'executie geschiet waar over gepreviligieerde schuld, voor de verhuringe van den selven huise gecrëeert.

TRADUCTION.

pulation contraire; et l'acheteur n'est pas obligé de maintenir le bail passé par le vendeur antérieurement à la vente, à moins qu'il ait acheté le bien avec la charge du bail, ou qu'avant la date de la vente, il en ait été averti par le preneur; néanmoins le preneur, s'il se voit forcé de déguerpir par l'acheteur ou autre ayant droit qui aurait acquis le bien sans la charge du bail, a et conserve une action personnelle contre le bailleur, en recouvrement de tels dommages et intérêts qu'il pourra prouver avoir soufferts.

3. Cependant le contrat de bail à loyer ou à ferme, étant passé par le propriétaire et reconnu devant les échevins de cette ville, il est entendu que la maison louée ou la terre affermée restent spécialement affectées et engagées, et en ce cas le louage prime la vente; et le locataire ou fermier pourra rester en jouissance pendant la durée du bail à loyer ou à ferme, de la maison ou de la terre, réservant son recours en garantie contre le vendeur, là et ainsi qu'il le trouvera convenir.

4. Le propriétaire d'une maison ou d'une terre sise dans la ville ou l'échevinage d'Ardenbourg, qui l'a donnée à loyer ou à ferme, soit par simple acte, soit par reconnaissance devant échevins, peut reprendre la maison ou la terre si le locataire ou fermier ne l'occupe ou ne l'exploite pas personnellement, comme étant le plus intéressé au maintien de son bien, et le bail à loyer ou à ferme cesse si le propriétaire le désire; mais s'il ne le désire pas, le locataire ou fermier pourra, pour tout le restant de la durée du bail, sous-louer ou sous-affermer, pour le même usage qui a été assigné dans l'acte primitif, sans fraude.

5. Au surplus, le propriétaire conserve son action contre le sous-locataire ou sous-fermier, en même temps contre le locataire ou fermier principal.

6. Les catheux, bestiaux et tous les autres biens mobiliers du locataire ou fermier qui se trouvent dans la maison ou sur le fonds, et ceux qui ont été récélés par dol ou transportés hors de la maison, restent engagés en garantie du bail, et le bailleur retient son privilège, non seulement jusqu'à la vente des catheux et autres objets, mais aussi longtemps que les derniers sont aux mains de l'officier chargé de l'exécution, à moins que celle-ci n'ait lieu pour créance privilégiée antérieure au bail de la maison.

TEXTE.

7. Catheilen ter goeder trouwe gekogt ende geaanvaard uit des verhuurders huis, hebben geen vervolg by pandinge voor den huis-hure, ten ware het selve gedaan was by simulatie *in fraudem* van den verhuurder.

8. Indien ymand een verhuurd huis of erve by stilswijgen van den verhuurder tegens wil en dank, sonder nieuwe voorwaarden te maken, langer gebruikt als de stipulatie van huur of huur-cedul mogte medebrengen, zal gehouden zijn te betalen dobbelen pagt van de verschenen huure, dat is eens soo veel als hy 't laaste jaar te voren heeft betaald.

9. Den tijd van de huur geeindigt zijnde, sal den pagter het verhuurde goed, jegens wil van den verhuurder niet mogen blyven besitten, op pretext dat hy soo veel presenteert te betalen als een ander; maar sal in cas mogte weigeren, na de geassigneerde tijd te ruimen, by justitie daar uit werden gestelt.

10. Den verhuurder of proprietaris van een huis is schuldig 't selve te houden jegens water ende wind, niet tegenstaande 't selve niet mogte wesen besproken; gelijk deselve ook verobligeert is te onderhouden de vensters, deuren ende soldering, ende alle 't gene den huise toebehoort, ten ware andersints in 't maken van de hure ware geconditioneert.

Volgt de huur de werk-luiden dienst-boden.

11. Die hem verhuurd heeft, 't zy metselaar, timmer-man, ofte andere hand-werker, om eenig werk ofte dienst te doen, sal gehouden zijn 't selve te volbrengen alvoren uit het werk sal mogen gaan, ofte andersints sal partye 't selve t'sijnen koste doen voltrekken, ende hem daar inne sommierlijk doen condemneeren, gelijk den selven defailliant ook sal werden gecondemneert boven dien, in de boete van een pond vlaams, ten proffijte van den heere.

12. Soo wie eenige hand-werkers ofte dienst-boden uit haarlieder werk ofte dienst trekt, 't zy op belofte van meerder loon of andersints, sal verbeuren een pond vlaams, d'een helft ten proffijte van den heere, ende d'ander helft ten proffijte van de geintresseerden; ende dat boven de pene, boete ende breuke inde keuren van den ambagten gestatueert.

13. Als wanneer eenige dienst-boden, knegten ofte dogters haarlieden behoorlijk sullen hebben verhuurd ende besteed, sullen gehouden zijn in

TRADUCTION.

7. Les catheux vendus et achetés de bonne foi garnissant la maison louée, ne sont point soumis à saisie du chef du bail; et la poursuite n'est admise que si la vente est faite par simulation *in fraudem* des droits du bailleur.

8. Lorsque le locataire ou fermier, par tacite reconduction et à l'insu du bailleur, reste en jouissance du bien, sans avoir fait de nouvelles conditions, au-delà du terme assigné par l'acte de bail à loyer ou à ferme, il sera tenu de payer double bail pour les termes échus, c'est-à-dire le double de ce qu'il avait payé l'année précédente.

9. A l'expiration du bail, le locataire ne pourra continuer sa jouissance du bien loué, contre la volonté du bailleur, sous prétexte qu'il offre de payer autant qu'un autre; mais en cas de refus de délaisser le bien au terme stipulé, il en sera expulsé par justice.

10. Le bailleur ou propriétaire de la maison est obligé de la maintenir à l'abri de la pluie et du vent, quoique cette obligation ne soit pas stipulée expressément dans l'acte; de même il est obligé d'entretenir en bon état les fenêtres, les portes et le gitage et toutes autres dépendances de la maison, à moins de convention contraire.

Du louage des ouvriers et domestiques.

11. Celui qui s'est engagé, soit maçon, charpentier ou autre manœuvre, à faire un travail ou ouvrage, est obligé de l'achever avant de pouvoir le quitter; sans quoi, la partie aura le droit de faire achever l'ouvrage à ses frais, et de le faire condamner sommairement; et de plus le défaillant sera condamné à une amende d'une livre de Flandre au profit du seigneur.

12. Celui qui embauche des ouvriers ou domestiques et les détourne de leur travail ou service, soit par la promesse d'un gage plus élevé ou autrement, encourra une amende d'une livre de Flandre, dont la moitié au profit du seigneur, et la moitié au profit de la partie lésée, et ce sans préjudice de la peine, amende et réparation édictées par les *keures* des métiers.

13. Lorsque les domestiques, serviteurs ou servantes se sont engagés régulièrement, ils seront tenus d'entrer en service, le jour et au lieu convenus

TEXTE.

haarlieden dienst te gaan, ten dage ende plaatse daar sy souden mogen verhuurd ende besteed zijn, op gelijke boete van een pond vlaams, te distribueren als voren; ende dies niet jegenstaande werden geconstringeert tot volkoming van haaren dienst.

14. Ende zijn alle dienst-boden gehouden in haarlieder dienst tot den gestipuleerden tijd te continueren, op pene van haerlieder huure, ten proffijte van haarlieden meesters ende vrouwen te verbueren, ten ware sy door siekte, huwelyk ofte andere pregnable ende sufficante redenen wierde belet, ter arbitragie van de wet.

15. Dog indien ter contrarie de meesters of vrouwen eenige dienst-boden gehuurd hebbende, refuseeren deselve sonder wettelijke reden van refuis te aanvaarden, werden gehouden de helft van haarlieden besproken huure aan de gemelde dienst-boden, ter sake van haarlieden interest, te betalen 't zy van een jaar, of half jaar, na de proportie van de tijd dat sy souden mogen wesen verhuurd.

16. Ook in gevalle de meesters ofte vrouwen voor 't expireren van den besproken tijd haren dienst boden oorlof geven, sonder haar langer in dienst te willen houden, ende daar toe geen sufficante ende merkelijke redenen mogten hebben, worden gehouden te betaalen het half jaar huur, daar inne sy getreden zijn.

RUBRICA VII.

VAN DE NAARDERINGE.

1. Als eenig grond van erven, huisen ofte meubelen, gelegen binnen dese stad ofte schependomme, tusschen twee of meer persoonen gemeten zijnde, ymant sijn deel ofte aanpart verkogt, vermag den genen daar in deel hebbende, de naarheden van den koop te calangieren ende nemen, ende dat binnen den tijd van 40 dagen, na dat hunlieden den prijs van den selven koop, ter presentie van twee poorters of notaris, ende andere sufficante persoonen, te kennen sal zijn gegeven; behoudens nogtans, dat hy aan den kooper *ilico* sal hebben te rembourseeren, sijne verleide penningen, ende betaalen de kosten by hem gedoogt, mitsgaders intrest van 't verschot van sijne penningen, ten advenante de penning 16; dies hy ook met eede, des

TRADUCTION.

dans leur acte d'engagement, sous peine d'une amende d'une livre de Flandre, à répartir comme dessus; et il n'en restent pas moins astreints à accomplir leur service.

14. Tous domestiques sont tenus de rester en service jusqu'à l'expiration du terme stipulé, sous peine de confiscation de leurs gages au profit de leurs maîtres et maîtresses, à moins qu'ils n'en fussent empêchés par maladie, mariage ou autre raison pressante et légitime, suivant l'appréciation du juge.

15. Lorsqu'au contraire des maîtres ou maîtresses qui ont engagé quelque domestique à leur service refusent de l'admettre sans motif légitime de refus, ils sont tenus de payer la moitié des gages stipulés audit domestique à titre de dédommagement, soit d'une année entière, soit d'un semestre, suivant le terme qui a été conclu pour son engagement.

16. De même lorsque les maîtres ou maîtresses, avant l'expiration du terme fixé, donnent congé à leur domestique, sans vouloir le retenir davantage à leur service et sans pouvoir alléguer un motif suffisant et légitime, ils seront tenus de payer la moitié de l'année de gages qui a commencé.

RUBRIQUE VII.

DU RETRAIT.

1. Lorsqu'un fonds de terre, de maisons ou de meubles sis dans cette ville et son échevinage, commun entre deux ou plusieurs personnes, a été délimité, et qu'un des parsonniers vend sa part et portion, les autres communistes ont la faculté de calengier la vente par retrait et de la reprendre dans un délai de quarante jours, à partir du moment où la vente leur aura été dénoncée en présence de deux bourgeois ou d'un notaire ou autres témoins dignes de foi; sous cette réserve que le retrayant devra rembourser *ilico* à l'acheteur les deniers constituant le prix, et payer les frais qu'il a déboursés ainsi que l'intérêt de ses avances calculé au denier seize; et l'acheteur, s'il en est requis, devra déclarer sous serment le

TEXTE.

versogt, is gehouden te verklaren de opregte koop-somme ende de penningen by hem ter cause dies verleid; gelijk ook den verkooper 't selve by eede moet verklaren, indien den gene die naarheid calengiert 't selve begeert.

2. Dog indien daar inne meer als een deelagtig zijn, sal den gene het meeste deel daar inne hebbende, voor de andere zijn geprefereert; dog degene gelijke deel hebbende, sullen al t' samen concurreren in 't regt van de selve nastinghe.

3. Van ghelijken sullen hebben ende mogen nemen de naarheden van de koop van alle renten, losbaar ende onlosbaar, de grondenaars ofte proprieterissen van het land, of andere hypotequen, daar op de selve verkogte rente ofte loopende payementen beset ende versekert zijn.

4. Gelijke regt van nasting sullen hebben de gelders ende debiteurs, mitsgaders haarlieden beschadigden borgen in het koopen van eenige actien, daar inne dat sy verbonden zijn.

5. Gelijke regt van naarheid in successien competeert den besitter ofte besitigge als niemant van de mede hoirs die en calengiert, ofte wel als de geheele successie generalijk by den hoir ofte hoirs verkogt werd; gelijk ook tot naarheid geregt sullen wesen de erfgenamen, als den besitter ofte besittige (1) haarlieden regt sullen verkogt hebben.

6. Indien die gene regt tot de voorsz. naarheden hebbende, behoudens aan haar zijnde gedaan de presentatie als voren, de gemelde 40 dagen laat overstrijken sonder de naarheid behoorlijk te calangieren ofte begeeren, sal daar toe namaals niet werden geadmitteert, maar blijft de koop in sijn volle vigeur ende effect.

7. Daar geen presentatie van naarheden gedaan wert, sal den tijd daar toe openstaan, voor de immeubilen goederen, jaar ende dag, na dat de erffenisse sal over gebragt zijn, ten publicque registre van de passeringe; ende in 't reguard van de actien ende kommeren, sullen de gelders van dien tot de naarheden geadmitteert werden binnen den tijd van dertig jaren, mits betalende intrest van dien tijd dat de koper de penningen sal hebben betaald.

8. Ymant eenige goederen naastende, is schuldig den koper binnen

(1) Imprimé par erreur dans les deux textes : « besittinge ».

TRADUCTION.

montant du prix de vente et des paiements qu'il a réellement effectués; et pareille affirmation devra être faite également sous serment par le vendeur, si le retrayant le requiert.

2. Lorsque plusieurs communistes ont des parts égales, celui qui possède la plus grosse part, aura la préférence sur les autres; et tous ceux qui ont des parts égales, pourront exercer concurremment l'action en retrait.

3. L'action en retrait à l'égard des ventes de toutes rentes, rachetables et perpétuelles, appartiendra également aux ayant-droit et propriétaires du fonds grevé et hypothéqué, à charge duquel les dites rentes et prêts courants ont été constitués.

4. La même action en retrait appartiendra encore aux intéressés et débiteurs, ainsi qu'à leurs cautions solidaires, à l'égard de la vente d'obligations auxquelles ils sont engagés.

5. La même action en retrait successoral appartient au survivant ou à la survivante des conjoints lorsqu'aucun des cohéritiers n'intente la calenge, ou bien lorsque toute la succession est vendue par l'héritier ou les héritiers; et réciproquement les héritiers auront l'action en retrait successoral à l'encontre de la vente qui aura été faite par le survivant ou la survivante.

6. Lorsque celui qui a le droit de retrait ci-dessus spécifié, après la dénonciation qui lui aura été faite, laisse passer le terme prescrit de quarante jours sans calenger ou signifier en dûe forme le retrait, il ne sera plus admis à l'exercer ultérieurement et la vente sortira son plein et entier effet.

7. Lorque la dénonciation n'a pas été faite, le délai du retrait sera prorogé pour les biens immeubles pendant un an et jour à compter de la date de la transcription de l'acte de vente dans le registre des passations; et quant aux actions et créances, les débiteurs seront admis à exercer le retrait pendant un terme de trente ans, à condition de bonifier les intérêts du prix payé par l'acheteur, qui ont couru dans l'intervalle.

8. Celui qui exerce le retrait est obligé de rapporter et payer dans les

TEXTE.

vier-en-twintig uuren daar na op te brengen ende te betalen al 't gene hy gedebourseert, ende verschoten heeft; ende voorts alles te volbrengen, dat den koper volbrengen moest, soo verre 't selve *liquide* is; ende voor 't *illiquide,* sal hy hebben te stellen suffisant seker, op pene van versteken te werden van naarheid.

9. Het regt van naarheid is geboren terstonts als den koper getroffen is, dog sal niet te min den verkoper ende koper haar gemeen accorde van den koop vermogen te denuntieren (1), binnen den tijd hier voren geseid, voor de presentatie van naarheid, behoudens nogtans 't selve niet en geschiede *in fraudem* vande aanstaande naarheits klagte.

RUBRICA VIIJ.

VAN HIJPOTHEQUEN, ENDE BELASTINGE VAN IMMEUBELE GOEDEREN; MITSGADERS TRANSPORTEN VAN MEUBELEN ENDE CATHEILEN.

1. Geen verbonden van huusen, erven, losselijke ofte erffelijke renten ende effectueren, ten zy de selve gedaan sy voor de wet, ter plaatse daar de selve gelegen zijn.

2. Die speciale hijpotheque hebben, vermogen ten laste van de possesseurs van dien, te procederen tot betalinge van hun lieden schuld; ofte by faute van dien, de selve schuld daar aan te verhalen by executie ende decrete, sonder dat den crediteur gehouden is den principalen constituant van de hijpotheque ofte renten ofte sijne hoirs al voren te executeren.

3. Al wat aard-ende-nagel-vast is in een huis ofte erve, wert verstaan verbonden te zijn met 't selve huis ofte erve, ten ware andersints ter contrarie was besproken.

4. Een crediteur, hebbende speciale hijpotheque, is niet schuldig sijne actie hijpothequaire te splijten, al waar dat hy van diversche besitters (van der hypotheque) particuliere betalinge hadde ontfangen.

5. Maar de besitters haar hijpotheque gespleten ofte verdeelt hebbende, ende haar lieden deel met de andere deelen van den crediteur vindende aangesproken, vermogen de proceduren van den crediteur ofte stremmen,

(1) Imprimé par erreur : « renuntieren. »

TRADUCTION.

vingt-quatre heures, à l'acheteur, le montant intégral de ses débours et avances; en outre de remplir toutes les conditions souscrites par l'acheteur, en tant qu'elles soient *liquides;* et quant aux *illiquides,* il devra constituer caution suffisante, sous peine d'être déchu du bénéfice de retrait.

9. Le droit de retrait nait dès le moment de la conclusion de la vente; néanmoins le vendeur et l'acheteur pourront dénoncer cette conclusion dans le délai ci-dessus fixé pour l'exercice de l'action du retrayant, pourvu cependant que le retard n'ait pas lieu *in fraudem* de la plainte imminente en retrait.

RUBRIQUE VIII.

DES HYPOTHÈQUES ET CHARGES DE BIENS IMMEUBLES, ET DES TRANSPORTS DE MEUBLES ET CATHEUX.

1. Nuls engagements de maisons, fonds de terre, rentes rachetables ou perpétuelles ne peuvent se réaliser que devant le magistrat du lieu de leur situation.

2. Ceux qui ont une hypothèque spéciale sur un bien peuvent procéder contre le possesseur en paiement de leur créance, et à défaut de paiement de la créance, en exécution et décret, sans que le créancier soit tenu d'exécuter d'abord le principal constituant de l'hypotèque ou de la rente ou ses héritiers.

3. Tout ce qui est attaché à racine ou à clou à la maison ou au fonds de terre est censé être engagé avec la maison ou le fonds, à moins de stipulation contraire.

4. Le créancier ayant une hypothèque spéciale n'est pas obligé de scinder son action hypothécaire, quand même il aurait reçu des paiements partiels des divers possesseurs du bien engagé.

5. Mais les possesseurs ayant scindé et partagé le bien engagé et voyant leur part respective impugnée par l'action du créancier, peuvent arrêter la procédure en consignant le montant de la dette avec offre de main-levée sans

TEXTE.

mits namptiserende de ge-eiste schuld met consent van ligtinge, sonder kosten ; ende als dan na gedaan insinuatie aan sijne consorten by continuatie met de ontgonnen proceduren ende overnemen van de actie voort gaan, ofte anders by nieuwe vervolging sijn regres op de andere delen te halen.

6. De proprietaris selfs constituerende eenige hijpotheque, en wert niet bevrijd van de personele actie, met het abandonneren van sijn hijpotheque, in gevalle den crediteur te kort komt, ten ware besprek ter contrarie.

7. Den crediteur vermag de proprieteit van de geabandoneerde of af-gewonnen hijpotheque t'hemwaarts niet te appliceren ende behouden voor sijn schuld, sonder de selve ter verkopinge ende decrete te brengen, ten ware dat die in betalinge hem by den debiteur wettelijk voor schepenen ware gecedeert ende getransporteert.

8. Alle verbanden, transporten, betaling, verpanding, verkooping, alienatien en andere affectatien van catheilen, schulden en actien : als huishuur ende de verlopen van renten, soo verschenen als te verschynen, ende andere roerende goederen, hoedanig die sijn, als wanneer de debiteurs ende verkopers dies niet jegenstaande bijven ofte sullen blijven in de possessie van de selve goederen, ende die houden in haar lieden handen ende bewelt, sullen om realiteit ofte affectatie te verkrijgen moeten op-geteikent ende ter griffie geregistreert werden.

9. Ende sal niet te min van sulke transporten, verpandingen, verkopingen ende alienatien behooren geregistreet zijnde, op den eersten sondag na 't selve verbant gedaan moeten werden een kerk-gebod, ten fine een yder kennis hebben mag van de selve transporte, verkoping ofte verpandinge; de welke egter niet langer binden, nogte in prejuditie van een derde affecteren sal, dan voor den tijd van ses maanden, ten zy voor het expireren van de voorsz. tijd den crediteur ofte koper het getransporteerde verkope, ofte 't selve t'sijnewaarts neme, ofte wel sijn verband ten registere doet vernieuwen.

RUBRICA IX.

VAN BORGEN EN BORGTOGTEN.

1. Die sig heeft verbonden als borge ende principaal, is aansprekelijk ende condemneerlijk als principaal, mitsgaders ook executeerelijk ter keure ende

TRADUCTION.

frais ; et alors, après insinuation à ses partenaires, ce possesseur peut reprendre pour son compte l'instance interrompue et l'action du créancier, ou bien entamer une nouvelle poursuite en recours contre les autres possesseurs.

6. Le propriétaire qui a constitué une hypothèque, n'est pas affranchi de l'action personnelle, en abandonnant le bien engagé, lorsque le créancier doit essuyer une perte, à moins de stipulation contraire.

7. Le créancier ne peut s'approprier et retenir pour le montant de sa créance le bien abandonné et évincé, sans l'avoir fait présenter en vente et décréter ; à moins que le bien ne lui soit légalement cédé en paiement et transféré par le débiteur devant échevins.

8. Tous engagements, transports, dations en paiement, hypothèques, ventes, aliénations et autres affectations de catheux, créances et actions, tels que loyers de maisons, intérêts de rentes, échus ou à échoir, et de tous autres biens mobiliers de quelque nature qu'ils soient, lorsque le débiteur ou le vendeur restent ou doivent rester néanmoins en possession de ces biens et les retenir en leurs mains et garde, devront, pour avoir le caractère de réalité et d'affectation, être transcrits et enregistrés au greffe.

9. Et néanmoins après l'enregistrement de ces transports, hypothèques, ventes et aliénations, il faudra faire le dimanche suivant une publication à l'église, afin que chacun ait connaissance de ces transports, ventes et hypothèques, lesquels n'engagent pas et ne peuvent affecter les droits de tiers au-delà de six mois; à moins qu'avant l'expiration de ce délai, le créancier ou l'acheteur vende le bien transporté, ou le reprenne pour son compte, ou fasse renouveler au registre l'inscription de l'engagement.

RUBRIQUE IX.

DES CAUTIONS ET CAUTIONNEMENT.

1. Celui qui s'est engagé comme caution et principal, peut être actionné et condamné au principal, et en même temps exécuté, au choix et option du

TEXTE.

optie van den crediteur, ende dat soo wel in persoon, als in goederen, ende sonder ordre ende excussie; blijvende den gemelden geexecuteerde borge niet te min in sijn geheel ende onverlet, omme sijn verhaal te consequeren op den geenen daar voren hy beschadigt is; ten welken einde den crediteur sal schuldig zijn, hem te cederen sijn actie, die hy heeft ten laste van den principaal, ofte sijne andere mede-borge, indien het den gecondemneerde versoekt.

2. Den borge apparent staande omme beschadigt te werden, ofte lange gestaan hebbende in 't verband, ofte ter sake vande borgtogten toe gesproken ofte gecondemneert zijnde, vermag den principalen debiteur op te roepen, omme van den borgtogte ontslagen te zijn, ofte contra-borge te hebben.

RUBRICA X.

VAN GEMEINSCHAP VAN HUISEN ENDE ERVEN; ENDE HOE MEN DAAR UIT MAG SCHEIDEN.

1. Een ygelijk, die in eigendom eenige huisinge ofte erve gemeen en onverdeeld met een ander besit ende gemeenschap wil scheiden, sal sijn partionier konnen aan spreken tot caveling ende verdeel, indien 't gemeen huis ofte erve bequamelijk verdeeld sal konnen werden; dies niet, vermag sijn deel te stellen op sek'ren prijse, voor schepenen deser stede; ende dan de stellinge mitsgaders den prijs van dien sijn partionier te doen insinueren met presentatie sijn aan-paart daar voor te laten, ende sijn partioniers portie te aanvaarden; 't welk gedaan zijnde, sal by weigeringe van dien, hem door schepenen binnen sekeren competenten dage werde geordonneert het selve gestelde deel te aanvaarden, ofte sijn deel aan den stelder voor de gestelde prijs te laten, ende dat binnen soodanigen gelimiteerden tijd, als by schepenen sal werden geprefigeert ende gesteld.

2. Ende in gevalle den partionier sijn optie niet en doet, soo is den stelder gehouden het deel van sijn partionier t' aanvaarden ende te betalen den prijs by hem gesteld; dog in 't reguard van huise ende erve, gemeen met onbejaarde weesen, heeft de voorsz. settinge nogte verdelinge sonder voorgaande octroy van opper-voogden geen kragt nogte vigeur.

TRADUCTION.

créancier, tant dans sa personne que dans ses biens, sans bénéfice d'ordre ou de discussion ; mais la caution qui a été exécutée, n'en conserve pas moins toute voie de recours contre celui pour lequel elle a subi l'exécution et la poursuite; à cette fin, le créancier devra la subroger dans son action tant contre le débiteur principal que contre les autres cautions, lorsque la partie condamnée le requiert.

2. La caution qui se voit sous la menace de poursuites, ou qui se trouve depuis longtemps engagée, ou qui est actionnée ou condamnée du chef du cautionnement, peut appeler en cause le débiteur principal, aux fins d'être déliée de son engagement ou d'avoir une contre-garantie.

RUBRIQUE X.

DE L'INDIVISION DE MAISONS ET DE TERRES ET DE LA MANIÈRE D'EN SORTIR.

1. Quiconque possède une maison ou terre, en commun et indivis, avec un autre et veut sortir d'indivision, devra citer son parsonnier aux fins de lotissement et partage, si la maison ou le fonds indivis peut se partager commodément ; et sinon, il pourra faire taxer, devant les échevins de cette ville, sa part à un prix fixe, et faire insinuer ensuite à son parsonnier l'estimation et le prix, avec offre de lui laisser sa part à ces conditions ou de reprendre au même taux celle de son parsonnier ; et si celui-ci refuse l'offre, il lui sera ordonné, par les échevins à un jour pertinent de plaid, d'accepter la part ainsi mise à prix, ou de céder la sienne au prix fixé, et ce dans un délai qui sera déterminé et arrêté par les échevins.

2. Lorsque le parsonnier ne fait pas son option, le poursuivant est obligé de reprendre la part du parsonnier et de la payer au prix par lui taxé; cependant pour les maisons ou fonds communs avec des mineurs, cette taxe et cette licitation ne peuvent être appliquées, sans l'octroi préalable des gardes-orphes.

TEXTE.

RUBRICA XI.

VAN EXECUITIEN ENDE SENTENTIEN IN CIVILE SAAKEN.

1. Alle sententien, soo diffinitive, provisionele als interlocutoiren, sullen werden gereguleert in gevolge de privilegie van haar *Ho. Mo. de Heeren Staten Generaal der vereenigde Nederlanden, aan de steden en quartieren van Vlaanderen, op den* 15 *october* 1661 *verleend* (1).

2. Alle condemnatien, daar by den verweerder dag wert verleend, mits stellende seker, als na stijle, werden verstaan simpelijk gegeven te zijn, indien den gecondemneerden geen seker steld binnen den derden dag.

3. Alle sententien, interlocutoire ofte diffinitive, waar by ymand is gecondemneert eenige penningen te namptiseeren of te betalen, sullen by den bailliu of sijnen substituit of dienaar, ter executie werden gelegd, die den gecondemneerde sal doen sommeren binnen seven dagen en seven nagten te betalen, op pene van executie; na laps van welken voorsz. tijd, vermag den gemelden officier, met twee schepenen en den griffier, te gaan t' sijnen huise, ende aldaar in beschrijvinge ende saisemente te nemen sijne meubele ende haaffelyke goederen, ten ware den gecondemneerde eenige goederen den executeur aanwese, om de executie daar aan gedaan te hebben; en in cas de meubelen ofte haaffelijke goederen niet suffisant waren tot betalinge van 't gewijsd met de kosten van de executie, sal in soodanigen geval ook beschrijvingh ende executie werden gedirigeert op de immeubele goederen, in voegen ende manieren als in de volgende *rubrica* sal werden uit gedrukt.

4. Dog sal geen crediteur uit kragte van eenige sententien of van executien op sententien mogen apprehendeeren den gecondemneerden in sijn persoon, soo verre hy bewijst, of den officier blijke van eenige goederen, sufficant zijnde voor d'executie, in manier als boven; maar indien den gecondemneerde in gebreke ware te bewijsen eenige van sijne goederen, sufficant zijnde voor d'executie, en dat den officier niet en blijke van eenige goederen daar men de executie aan mogte doen, soe sal den voorsz. officier mogen saiseeren den persoon van den gecondemneerden, ter tijd toe dat hy den crediteur sal hebben voldaan ende gecontenteert.

(1) Imprimé dans le *Groot Placaet Boek van Hollandt*, La Haye, 1664 ; t. II, p. 2702.

TRADUCTION.

RUBRIQUE XI.

DES EXÉCUTIONS ET JUGEMENTS EN MATIÈRE CIVILE.

1. Tous jugements, définitifs, provisoires ou interlocutoires, restent soumis aux règles prescrites par le privilège de Leurs Hautes Puissances, messeigneurs des États généraux des Pays-Bas unis, octroyé aux villes et quartiers de Flandre le 15 octobre 1661.

2. Toutes condamnations accordant délai au défendeur moyennant de fournir caution, sont entendues, suivant le style, être émises simplement lorsque le défaillant ne constitue point de caution dans les trois jours.

3. Toutes sentences interlocutoires ou définitives portant condamnation de consigner des deniers ou de payer, seront mises à exécution par le bailli ou son lieutenant ou serviteur, qui fera sommer le débiteur de payer dans les sept jours et sept nuits, sous peine d'exécution ; à l'expiration de ce délai, le dit officier, accompagné de deux échevins et du greffier, se rendra en la maison du débiteur et y procédera à la description et à la saisie des meubles et objets mobiliers, à moins que le condamné ne désigne à l'exécuteur quelques biens spécialement pour être exécutés ; et si les meubles et objets mobiliers n'étaient pas suffisants pour fournir au paiement de la dette et des frais d'exécution, en ce cas, il sera procédé au surplus à la description et saisie des biens immeubles, en la forme et manière qui seront exprimées dans la rubrique suivante.

4. Mais nul créancier ne pourra, en vertu d'un jugement ou d'une exécution de jugement, appréhender la personne du condamné, aussi longtemps qu'il est établi ou qu'il est apparu à l'officier qu'il existe des biens suffisants pour faire l'exécution dans les formes citées plus haut ; mais si le condamné reste en défaut de fournir des biens suffisants pour l'exécution et s'il n'apparaissait pas à l'officier qu'il existe de ces biens sujets à l'exécution, ledit officier pourra saisir la personne du condamné et le détenir jusqu'à ce qu'il ait satisfait et entièrement payé le créancier.

TEXTE.

5. Welke voorsz. meubilaire ende haaffelijke goederen alsoo geinventariseert zijnde, sal den officier deselve moeten bewaren of doen bewaren, den tijd van ses geheele dagen, binnen welken tijd den gecondemneerde sal moeten betalen, ende by dat middel sijn goederen wederom bekomen, mits ook betalende de kosten ter cause dies ende aan d'executie klevende gedaan.

6. Ende ingevalle den gecondemneerde binnen de voorsz. ses dagen sijn part partye niet en betaald ofte consenteert, sal den voorsz. officier of executeur by 't klijnken van 't bekken doen uitroepen, dat men de geinventariseerde goederen aan de meest-biedende zal verkoopen, en ten dien einde prefigeren tijd en plaetse.

7. Ende sal den voorsz. executeur ten tijde van de verkoopinge moeten geassisteert wesen met twee schepenen en griffier, van welke verkoopinge den griffier gehouden is notitie te houden, met specificatie van elke partie, mitsgaders van den kooper, ende de prijs van dien, omme dies versogt, t'allen tijden aan den gecondemneerden daar van rekeninge te werden gedaan.

8. Den executeur sal den crediteur uit de voorsz. gekogte goederen dadelijk van sijn schult contenteeren, nemende daar van behoorlike quitantie, ten proffijte van den gecondemneerde, ende sal het restant, afgetrokken de kosten van de executien, aan den geexecuteerde werden gerestitueert.

9. Sententien in reële actien, waar by den aanlegger iets aangewesen is, ende den verweerder gecondemneert 't selve te ruimen, als by exempel, ruiminge van huisen, handligtinge van gronden ofte goederen, ende diergelijke saken, binnen deser stede ende schependomme gelegen, sullen by den officier, geassisteert met twee schepenen ende griffier, geexecuteert werden, by stellen van den gecondemneerde sijn goed uit den huis, ofte iets anders in de acte begrepen, ende den vervolger in 't gebruik ofte possessie van dien.

RUBRICA XIJ.

VAN AFWINNINGE, KEERS-BRANDINGE EN DECRETEN.

1. Soo wie een huis of erve in decrete bringen wil, is gehouden 't selve

TRADUCTION.

5. Les dits meubles et effets mobiliers étant inventoriés, l'officier restera chargé de leur garde ou les fera garder, pendant un délai de six jours pleins, pendant lequel le condamné sera tenu de payer, et il pourra les recouvrer en y ajoutant encore les frais déboursés pour l'exécution.

6. Et si le condamné n'a pas, dans ledit délai de six jours, payé le créancier ou obtenu son acquiescement, ledit officier ou exécuteur devra faire publier, à son de bassin, l'annonce de la vente aux enchères des objets inventoriés, et fixer à cette fin jour et lieu.

7. Et ledit exécuteur sera assisté à la vente par deux échevins et le greffier; le greffier tiendra note, avec le détail de chaque lot, du nom de l'acheteur et du prix d'adjudication, pour en rendre compte au condamné, en tout temps, s'il le requiert.

8. L'exécuteur remettra immédiatement au créancier les deniers de la vente, jusqu'à dûe concurrence, et en retirera quittance au nom du condamné; et l'excédant, après déduction des frais d'exécution, sera restitué au condamné.

9. Les sentences sur action réelle qui investissent le demandeur de la chose et condamnent le défendeur au délaissement, comme par exemple au déguerpissement de maisons, à la main-levée de fonds ou de terres, et autres semblables objets sis dans cette ville et son échevinage, seront exécutées par l'officier de justice assisté de deux échevins et du greffier, qui mettra le mobilier du condamné hors de la maison, ou tels autres objets mentionnés dans l'acte, et établira le demandeur dans l'usage et la possession.

RUBRIQUE XII.

DE LA SAISIE RÉELLE, DES FEUX ET DÉCRETS.

1. Celui qui veut poursuivre le décret d'une maison ou d'une terre, doit

TEXTE

alvoren met den heer bailliu, twee schepenen ende griffier, te nemen in arrest ende beschrijvinge, voor soodanige somme als hy het decreteren wil, ende den debiteur daar af door den officier te doen insinueeren.

2. Naar welke voorsz. beschrijvinge ende insinuatie den crediteur sal hebben te vertoeven veertien dagen, ende ter expiratie van dien versoeken authorisatie tot het affigeren van plak-brieven, dewelke werden aangeslagen voor het stad-huis, beide de poorten en het gedecreteerde huis, latende daarby een ygelijk weten, dat hy binnen 14 dagen na de affixie der gemelde brieven, sal procedeeren tot het branden van d'eerste keersse, tot verkoopinge van de beschreven ende gearresteerden huise ofte erve, met de designatie van de qualiteit, situatie ende bekende lasten daar op staande, ende voor wat somme 't selve werd gedecreteert; ende sal ook jegens den voorsz. dag door de stadsbode geinsinueert werden den debiteur, mitsgaders alle die gene die men weet eenige lasten daar op te hebben, aan haarlieden persoon ofte domicilum, indien sy wonen binnen de jurisdictie deser stede ende schependomme; ende die woonen buiten de jurisdictie, door een ander publijk persoon by besloten missive, ofte anders t'haarlieder residentieplaats, ende dat ten minsten seven dagen voor de keersbrandinge.

3. De keersbrandinge ten gestelden dage is schudig te geschieden ten overstaan vanden heer officier, twee schepenen ende griffier, die openbaarlijk leest de conditien van de verkoopinge van deselve huisen ofte erven, met declaratie van de lasten daar op staande.

4. De eerste keersbrandinge gedaan zijnde, sal binnen 14 dagen de tweede keersbrandinge geschieden, behoudens ook de plakbrieven als voren werden geaffigeert, mitsgaders daar inne geinsereert, op wien de eerste keerse is uitgegaan, ende voor wat somme; waar van ook de insinuatie als voren sal moeten werden gedaan.

5. Ende werd alsoo vervolgens geprocedeert tot het branden van de derde keerse, ende diegene, op de welke de laatste keersse is uitgegaan, werd kooper, dies moet hy de bedongen kooppenningen van sijnen koop ter griffie namptiseeren, ende de conditien voldoen, ten dage van de erfvenisse, dewelke hy is gehouden te ontfangen binnen 14 dagen daarna, op pene van executie.

6. Ende omme d'erfvenisse van de verkogte huisen ende erven te doen, sal den debiteur gedagvaart werden; Dog, indien hy niet en compareert,

TRADUCTION.

d'abord la faire saisir réellement et décrire par monseigneur le bailli, deux échevins et le greffier, pour telle somme qu'il réclame sur décret et en faire faire la signification par l'officier de justice au débiteur.

2. Après cette description et cette signification, le créancier aura à attendre quatorze jours; à l'expiration de ce délai, il requerra l'autorisation pour l'affichage des lettres d'annonces, qui seront apposées aux huis de l'hôtel de ville, aux deux portes de la cité et à celle de la maison saisie; il fera connaître au public que quatorze jours après l'affichage de ces annonces, il sera procédé, à l'extinction de la première chandelle, à la vente de la maison ou de la terre décrite et saisie, avec désignation de la qualité, de la situation, des charges connues qui la grèvent et le montant de la somme réclamée sur décret, et pour ce même jour, un exploit de signification sera laissé par l'huissier de la ville au débiteur, ainsi qu'à tous ceux qui sont connus avoir des charges sur la chose, à leur personne ou domicile, s'ils habitent dans le ressort de la ville et échevinage; et s'ils habitent hors du ressort, cet exploit leur sera remis sous enveloppe de missive, ou autrement, par tout autre fonctionnaire public, au lieu de leur résidence et au moins sept jours avant le premier feu.

3. Au jour fixé, la chandelle devra être allumée en présence de l'officier de justice, de deux échevins et du greffier, lequel donnera lecture au public des conditions de la vente de ladite maison ou terre, avec la déclaration des charges qui la grèvent.

4. La première chandelle étant ainsi éteinte, la seconde sera allumée dans les quatorze jours, après que les lettres d'annonces auront été affichées, dans lesquelles on insérera le nom de l'enchérisseur à l'extinction du premier feu, et le prix offert; et après que l'exploit en aura été signifié comme dessus.

5. Il est ensuite procédé à la séance de la troisième chandelle; et celui qui est resté dernier enchérisseur à l'extinction de ce feu, devient acheteur et devra consigner les deniers de son acquisition au greffe et remplir les autres conditions au jour de l'adhéritance qu'il est obligé de passer dans les quatorze jours, sous peine d'exécution.

6. Et aux fins d'assister à l'adhéritance de la maison ou de la terre vendue, le débiteur sera assigné ; cependant, s'il ne comparait pas, l'adhéritance sera

TEXTE

sal de erfvenisse by den heer *ex-officio* werden gedaan; de welke voor soo kragtig wert gehouden, als of die by den debiteur ware gedaan; ende moeten ook alle de geobserveerde solemniteiten in de brieven van decrete werden genarreert.

7. Den debiteur sal het decreet van sijn verkogte huis ofte erve voor het doen van de erfvenisse mogen purgeeren; dog tselve niet doende, sal den kooper zijn ende blijven waaragtigen proprietaris in der eeuwigheit.

8. Ende ingevalle by soodanigen verkooping den vervolger van executie de voldoening van sijne geeischte penningen niet konde bekomen, soo blijft hy dies aangaande in sijn geheel, om de reste te recouvreren, soo ende als hy te rade werden sal.

RUBRICA XIII.

VAN SERVITUITEN ENDE GEBUURLYKE REGTEN.

1. De servituiten werden verkregen by contracten ende conventien wettelijk tusschen partien gepasseert ofte by immemoriale possessie.

2. Elk vermag vensters te maken in sijn eigen muur, daar 't hem belieft, ende lugt daar door te ontfangen, indien geen servituit daar af ter contrarie is, welverstaande, in gevalle de soodanige vensters gemaakt worden boven manslengte; ende komende op de erve van een ander, dat deselve sullen moeten verysert ende verglaast wesen na behooren, dies alles geschiet oorbaarlijk ende geen quel-vensters.

3. Ende yder vermag op sijn eigen grond timmeren ende metselen; soodanig als 't hem belieft, sonder aanschouw te nemen op eenige vensters ofte lugten van anderen, die daar door verdonkert mogten werden, ten ware dat deselve hadden regt van servituit ter contrarie; behoudens ook dat sulk werk ende edificie gemaakt zy werkelijk, sonder schimps, ende geen quel-werk, maar behoorlijke werken, die men oirboren mag, als huisen, galderien, logien, kamers ende andere diergelijke edificien; het werk sal staan ter arbitragie van den juge.

4. Een ygelijk is by justitie bedwingelijk te moeten helpen repareren ende gelden in een gemeenen muur ofte heining van steen ofte hout, als die qualijk staat ofte vallen wilt, ende dat van 't fondament tot agt voeten boven de aarde.

TRADUCTION.

faite par le bailli *ex officio,* laquelle aura le même effet que si elle avait été faite par le débiteur présent; et toutes les formalités suivies devront être rappelées dans la lettre du décret.

7. Le débiteur aura le droit de purger le décret avant la passation de l'adhéritance de sa maison ou de sa terre vendue; mais s'il le néglige, l'acheteur sera et restera le vrai propriétaire incommutable.

8. Et au cas que par cette vente, le poursuivant sur saisie-exécution ne soit pas remboursé intégralement des deniers réclamés, il conserve tous ses droits pour recouvrer le reste, ainsi et là qu'il le jugera convenir.

RUBRIQUE XIII.

DES SERVITUDES ET DROITS DE MITOYENNETÉ.

1. Les servitudes s'acquièrent par contrats et conventions légalement passés entre les parties, ou par la possession immémoriale.

2. Il est permis à chacun de pratiquer des fenêtres dans son propre mur où il lui plaît et de prendre ainsi jour, s'il n'existe pas de servitude contraire; mais, bien entendu, que ces fenêtres devront être placées au-dessus de la hauteur d'homme et, si elles donnent vue sur l'héritage voisin, qu'elles seront à fer maillé et verre dormant, en dûe forme; et qu'elles soient utiles et non un moyen de tracasserie.

3. Chacun peut élever sur son propre fonds telles constructions qu'il lui plaît, sans prendre égard aux fenêtres ou jours du voisin qui pourraient s'en trouver obscurcis, à moins que le voisin n'ait acquis un droit de servitude contraire ; et à condition que ces ouvrages et édifices soient réellement faits sans fraude et sans dessein de tracasserie, mais aient un but d'utilité, tels que maisons, galeries, loges, chambres et autres bâtiments de cette espèce; et le caractère de ces travaux sera laissé à l'appréciation du juge.

4. Chacun peut être contraint en justice à coopérer et payer dans la réparation d'un mur ou clôture mitoyens, de pierre ou de bois, lorsqu'ils sont dégradés ou menacent ruine, depuis la fondation jusqu'à une hauteur de huit pieds au-dessus du sol.

TEXTE

5. Niemant is gehouden af te sluiten ofte geheinen (1) 't gescheiden van syner erve, ofte hy en wilt, ten ware dat er van outs beheining ende gebruik in 'tgemeen ware geweest; in welk geval een gebuur bedwingelijk is tot gelijke reparatie ende beheininge.

6. In of op gemeene muur mag niemant yets doen maken, sonder consent ofte wille van den anderen, als vensters, heimelijkheden, cisternen ofte yets anders, daar door syn gebuur soude mogen geinteresseert zijn, alles ter decisie van den juge.

7. Men mag op ende in een gemeenen muur een gat ofte meer maken, omme eenige balken of ander hout daar inne te leggen, mits het selve werk voltrokken zijnde, weder toestoppende.

8. Alle gemeene heimelijkheden moeten ten gemeenen kosten geruimt werden ter eender reise, door de erve ofte huis van de eene, ende de ander reise door de erve ofte huis van den andere, ten ware eenig servituit ofte titule ter contrarie.

9. Een yder moet gedoogen, dat sijn gebuur over sijn erve ofte bevank, sijn reparatie doe, soo 't behoort, behoudens dat men hem reparere ende betere alle schade die ter dier oorsake zijn geschiet.

10. Niemant vermag schoorsteenen te maken ofte vermaken, dan met goet ende loffelijk metselwerk ende gebonden met ysere ankers, sonder platen binnen de schouwen te brengen, ofte balken daar inne te leggen.

11. Een yder is gehouden het water, vallende van sijn zyde, het drop, sonder schade van sijn gebuuren, op 't sijne te lijden.

12. In questie van huisen ofte muuren, staande te vallen ofte ter ruine, werd partye die 't aangaat door den geinteresseerden ofte gebuur gedagvaard, eens voor al; ende 't zy hy compareert ofte niet, sal de plaatse terstont by schepenen commissarissen, met werklieden hun dies verstaande, by de wet daar toe genomineert, werden gevisiteert, ende de schade werden gebetert ten koste van die ongelijk heeft, ter discretie van de wet.

13. Niemant vermag eenige straten ofte greppen te rijsen ofte nederen, in prejuditie van sijnen gebuur, anders dan by vonnisse ofte ordonnantie van de wet.

(1) Imprimé par erreur : « geheimen » dans les deux textes.

TRADUCTION.

5. Personne n'est obligé de clôturer ou enceindre son fonds, s'il ne lui plaît, à moins que d'ancienneté il s'y trouvât une clôture et que cette clôture fut commune ; en ce cas, le voisin peut être contraint à coopérer à la réparation et à la clôture.

6. Dans ou sur un mur mitoyen, personne ne peut faire de constructions, sans le consentement et l'aveu du voisin, telles que fenêtres, privés, citernes ou autres, par lesquelles le voisin pourrait se trouver lésé ; le tout suivant la décision du juge.

7. L'un des voisins peut pratiquer sur ou dans le corps d'un mur mitoyen un enfoncement pour y placer des poutres ou autres bois, à condition de le boucher à l'achèvement de l'ouvrage.

8. Tous privés mitoyens doivent être vidés à frais communs, l'une fois par le fonds et la maison de l'un voisin et l'autre fois par le fonds et la maison de l'autre voisin, à moins d'une servitude ou titre contraire.

9. Chacun doit permettre que son voisin passe sur son fonds ou enclos pour effectuer des réparations, ainsi qu'il appartient, sauf à réparer et remettre tout dommage qui aurait été occasionné par ce fait.

10. Personne ne peut construire ou reconstruire des foyers, si ce n'est dans une bonne et forte maçonnerie, retenue par des ancrages de fer, et sans introduire dans la cheminée des longerons ou y placer des poutres.

11. Chacun est obligé de recevoir sur son fonds les eaux pluviales ou l'égouttement tombant du versant du toit du voisin, sans dommage pour celui-ci.

12. Lorsque des maisons ou des murs menacent chûte ou ruine, la partie que la chose concerne sera ajournée par un seul exploit, par le voisin ou intéressé ; si elle comparaît ou non, l'état des lieux sera immédiatement constaté par des échevins commissaires assistés d'ouvriers experts désignés par le magistrat ; et le dommage sera réparé aux frais de la partie succombante, à la discrétion du juge.

13. Personne ne peut exhausser ou abaisser des rues ou rigoles, au préjudice de son voisin, sinon par un arrêt ou une ordonnance du magistrat.

TEXTE

14. Niemant heeft ter strate ofte waterwaarts eenig regt van proprieteit in den grond buiten sijnen muur, ende by dien en vermag niemant buiten den selven muur yets te maken tot eens anders prejuditie, dan by gedoogen van schepenen partyen gehoort.

RUBRICA XIV.

VAN PRŒSCRIPTIEN.

1. Actien personele, reële ende mixte, werden met den tijd van dertig jaren, soo wel jegens presenten als absenten, by continuele possessie, ter goeder trouwen geprescribeert, exempt 't geen daar af by ordonnantie ofte placcaat ter contrarie ofte anders is gedisponeert.

2. Gelijk ook mits desen werden geexcipieert de prœscriptien jegens kerken, steden, onbejaarden, ofte diergelijke geprevilegieerde, waar toe meerder tyd wert gerequireert; *item* actien crimineel ende pœnaal, ende andere diergelijken, die minder tijd vereisschen; dewelke alle sullen werden gereguleert na de ordonnantien ende placcaten; ende daar geen speciale ordonnantien ofte placcaten zijn, na de geschreven regten.

3. Degene die ter goeder trouwen jaar ende dagh gepossideert, wert in deselve possessie gemainteneert tot den petitoir, ende tot van 't regt van deselve possessie judicielik anders sal wesen gedisponeert.

RUBRICA XV.

VAN DE STATEN ENDE CONDITIEN DER GEHUWDE LIEDEN ENDE HAAR GEMEENSCHAP.

1. Man ende wijf werden met het huwelijk, ten ware daar inne anders by huwelijkse voorwaarden wierde voorsien, gemeen ende geregt, elk in de helft van elkanders goederen, soowel die gene die sy ten huwelijk brengen, als die hunlieden versterven, mitsgaders 't gene sy ten huwelijk conquesteeren ende verkrygen, by koop, gifte of andersints, in wat maniere dat het zy, geene gereserveert ofte uitgesondert; exempt de leenen, dewelke sullen werden gereguleert na coustume van den hove, daar af die gehouden zijn.

TRADUCTION.

14. Personne ne peut prétendre quelque droit de propriété hors de son mur, sur le fonds des chemins et canaux ; de plus, personne ne peut élever quelque ouvrage hors de son mur, au préjudice d'un tiers, sinon avec la permission des échevins, parties ouïes.

RUBRIQUE XIV.

DES PRESCRIPTIONS.

1. Toutes actions personnelles, réelles et mixtes sont prescrites après un laps de trente ans, tant contre présents qu'absents, par une possession continue et de bonne foi ; sauf les modifications et dispositions contraires apportées par les ordonnances et les placards.

2. Il faut encore ranger parmi les exceptions à cette règle les prescriptions contre les églises, les villes, les mineurs et autres personnes privilégiées, pour lesquelles un plus long terme est requis ; *item* les actions criminelles et pénales et autres semblables qui exigent un moindre terme ; lesquelles seront toutes réglées suivant les ordonnances et placards ; et à défaut d'ordonnances et placards spéciaux, suivant le droit écrit.

3. Celui qui a possédé de bonne foi pendant un an et jour, sera maintenu en sa possession jusqu'au pétitoire et jusqu'à ce qu'il soit judiciairement décidé de ce droit de possession.

RUBRIQUE XV.

DE L'ÉTAT ET DE LA CONDITION DES ÉPOUX ET DE LEUR COMMUNAUTÉ.

1. Le mari et la femme, par le fait du mariage, à moins qu'il n'en soit autrement disposé par convention matrimoniale, deviennent communs et indivis, chacun pour moitié, dans leurs biens réciproques, tant ceux qu'ils apportent en mariage que ceux qui leur échoient par succession et ceux encore qu'ils acquièrent et gagnent pendant le mariage par achat, donation ou autrement, de quelque manière que ce soit, rien réservé ni excepté, sauf les fiefs qui restent soumis aux dispositions de la coutume de la cour dont ils relèvent.

TEXTE.

2. De man en vermag niet te alieneren, verkoopen ofte belasten eenige erven, huisen ofte besette renten, 't zy erffelijke ofte by leven, nogte ook eenige successien ofte versterffenisse, daar erven, huisen ofte eenige renten aankleven van sijn wijfs zijde komende, sonder haar speciale consent, last ofte procuratie.

3. Maar van gemeene meubelen vermag den man te disponeeren by verkoopinge, transport ofte andere contracten tusschen den levende, ende ook by gifte met de warme hand, sonder consent van sijn wijve.

4. Een vrouw in huwelijk zijnde, vermag geen contracten nogte schulden te maken, sonder consent ende authoriteit van den man; exempt een openbare koopvrouw, dewelke in 't reguarde van haar koopmanschap alleen sonder verder mag te contraheren ende haar verobligeeren; voor welke contracte ende obligatien ook haar man is verbonden ende aansprekelijk.

5. Van gelijke en vermag geen vrouw ter vierschare ofte regtbanken, 't zy eisschen ofte verweeren, niet ageeren ofte defendeeren, sonder adveu, consent ofte authorisatie van haren man, ofte van den juge, gereserveert openbare bekende koop-vrouwen in 't fait van hare negotie als voren.

6. Een vrouw is gedurende 't huwelijk niet aansprekelijk in haar persoon, executeerlijk voor de schuld, contract, misdaad ofte verbeurte van haar man.

7. De man is niet verobligeert over delicte ofte crimen by sijnen wijve geperpetreert.

8. Openbare koop-vrouwen gecondemneert over 't fait van haarlieden koopmanschappen ende negotie, zijn nevens haar mans daar door executeerlijk.

9. Een gehuwde vrouwe by gebrek ofte weigeringe van haren man, omme 't regt ofte actie van haar persoon ofte goederen van haar zijde gekomen, te vervolgen ofte defendeeren, vermag van den juge selfs ten dien einde authorisatie te versoeken, het geen haar ook sal werden toegestaan.

10. Man ende vrouw vermogen niet te regte staan jegens elkanderen, ten ware in materie van divortie, omme gesepareert te werden, ofte ook in klagten ende doleantien over haarlieder quaat ende onbehoorlijk leven; welke sake sommierlijk sonder figuur van proces sal werden afgedaan.

11. Een vrouw vermag haar propre patrimoniale ofte eigen erffelijk goed niet te verkoopen, veralieneren nogte belasten, dan met speciaal consent

TRADUCTION.

2. Le mari ne peut aliéner, vendre ou grèver des fonds de terre, des maisons ou des rentes gagées, perpétuelles ou viagères, ni quelque succession ou hérédité comprenant des fonds de terre, des maisons ou des rentes, advenus du lez de sa femme, sans son autorisation spéciale ou sa procuration.

3. Mais quant aux meubles communs le mari peut en disposer par vente, transport ou autres contrats entre vifs, et aussi par donation de main chaude, sans le consentement de sa femme.

4. La femme pendant le mariage ne peut faire de contrats ou de dettes, sans le consentement et le concours du mari; sauf si elle est marchande publique; elle peut alors, sans l'autorisation du mari, contracter et s'obliger pour ce qui concerne son négoce; et le mari, pour ces contrats et obligations, sera également engagé et responsable.

5. De même, la femme mariée ne peut agir ou paraître, dans la *vierschare* ou tribunal, soit à titre de demande ou de défense, sans l'aveu le consentement et l'autorisation de son mari ou du juge; sauf si elle est notoirement réputée marchande publique et pour le fait de son négoce comme dessus.

6. La femme, pendant le mariage, n'est point responsable personnellement et ne peut être exécutée pour la dette, l'obligation, le délit ou l'amende de son mari.

7. Le mari n'est pas responsable pour le délit ou le crime commis par sa femme.

8. La femme marchande publique qui est condamnée pour le fait de son commerce et négoce, peut être exécutée en même temps que son mari.

9. La femme mariée, à défaut du consentement ou en cas de refus de son mari, devant poursuivre ou défendre quelque droit ou action touchant sa personne ou ses biens propres, peut requérir à cette fin l'autorisation du juge, qui l'accordera également.

10. Le mari et la femme ne peuvent s'actionner en justice, si ce n'est en matière de divorce, tendant à la séparation, ou bien en matière de plainte et reproches pour sévices ou mauvais comportement; ces affaires seront jugées sommairement et sans formes de procès.

11. La femme ne peut vendre, aliéner ni grèver ses biens propres, patrimoniaux ou de souche, sans l'autorisation spéciale de son mari; ni disposer

van haar man, nogte ook daar af, ofte van eenige andere goederen disponeeren, by contracte, gifte tusschen den levende, maar wel by testamente ofte andere uitterste willes dispositien.

12. De vrouw vermag na de dood van haar man het sterfhuis ende de gemeene goederen van dien renuntieren, behoudens nogtans dat sy dadelijk na de begraaffenis de sleutel van den huise in handen van de wet sal hebben te consigneeren, ende doen den eed, dat sy nietswets in prejuditie van de crediteuren heeft versteken, ofte het sterf-huis verminderd; ook daar uit nietswets geproffiteert, als 't gene sy om ende aan heeft, exempt goud, silver, baggen, ofte gesteenten, 't geen aan 't sterf-huis sal blijven, gereserveert den trouw-ring; ende is als dan niet gehouden eenige schulden te betalen, ten ware sy agterhaald wierde yetswets versteken, ofte geprofiteerd te hebben, ofte haar selven voor de betalinge dier specialijk hadde verobligeert.

RUBRICA XVI.

VAN SUCCESSIEN ENDE VERDELINGEN IN POORTELIJKE STERF-HUISEN.

1. Den dooden eerft den levende sijnen nasten hoir capable omme te succederen van de allodiale goederen, onder de judicature deser stede ende schependomme gelegen; maar de leenen ende andere goede goederen volgen de hoven en jurisdictien, daar onder die gelegen zyn.

2. Den besitter ofte besittige van den sterf-huise, zijn betrekkelijk ende condemneerlijk tot betalinge van alle de schulden ende lasten van den selven sterf-huise, behoudens haarlieden verhaal ende regres tot de helft, op de hoirs van de overledene intred van den sterf-huise gedaan hebbende; dies vermag den besitter ende besittige haar doen versekeren van den selven hoirs, voor haar lieden aan-deel in de voorsede schulden ende lasten, eer sy gehouden zijn van eenige goederen te scheiden; maar nopende de hoirs, elk is maar aansprekelijk voor zijn quote heriditair, en consequentelijk ongehouden elkander seker te stellen.

3. Maar in sterf-huisen daar geen besitter nogte besittige is, sullen de hoirs, ende elk van hun lieden aansprekelijk sijn *in solidum,* voor den termijn van jaar ende dag; dies sullen deselve hoirs elkanderen voor gelijken tijd

TRADUCTION.

de ces biens ou d'autres par contrat, donation entre vifs; mais elle le peut par testament ou autre disposition de dernière volonté.

12. La femme, après le décès de son mari, peut renoncer à la succession et à la communauté, à condition qu'immédiatement après l'enterrement elle remette aux mains du magistrat la clef de la maison et prête le serment qu'elle n'a rien récélé au préjudice des créanciers, diminué en rien l'avoir de la succession, ni enlevé à son profit quoi que ce soit, que ses habillements; et encore toute parure d'or, d'argent, les bagues et pierreries appartiendront à la mortuaire, à la réserve de l'anneau de mariage; en ce cas, la femme ne sera point tenue de payer les dettes, à moins qu'elle ne soit convaincue d'avoir récélé ou détourné à son profit quelque objet, ou qu'elle se soit obligée expressément au paiement.

RUBRIQUE XVI.

DES SUCCESSIONS ET DU PARTAGE DES BIENS DE BOURGEOIS.

1. Le mort saisit le vif, son plus proche héritier, capable de succéder, dans tous les biens allodiaux sis sous la juridiction de cette ville et de son échevinage; mais quant aux fiefs et autres biens de cette nature, on suit la loi des cours et juridictions dont ils relèvent.

2. Le détenteur ou la détentrice d'une mortuaire peuvent être assignés et condamnés au paiement de toutes les dettes et charges de la succession, sauf leur recours et action pour la moitié contre les héritiers du défunt qui ont fait adition d'hérédité; et le détenteur ou la détentrice peuvent se faire garantir par ces héritiers jusqu'à concurrence de leur part dans les dites dettes et charges, avant qu'ils soient tenus de leur délivrer quelque bien; mais quant à la personne des héritiers, chacun n'est responsable qu'en proportion de sa quote-part héréditaire, et ils sont par conséquent dispensés de se garantir mutuellement.

3. Dans les mortuaires où il n'y a pas de détenteur ou détentrice, les héritiers et chacun d'eux seront responsables *in solidum*, pendant un an et jour; et ces héritiers devront, pour toute la durée de ce terme, se garantir

TEXTE.

moeten versekeren, daar toe versogt zijnde, eer de selve vande deelsame goederen iets sullen vermogen te ligten, alieneren of belasten.

4. De kosten van den uit-vaard van den overledene, sijn testament ende doodschulden zijn ende blijven tot laste van de hoirs ende erffgenamen alleene.

5. Den besitter mag het sterf-huis van sijn wijf niet renuncieren ofte verlieden, maer moet verantwoorden alle de schulden en kommeren van dien, behoudens syn verhaal ende recouvre op de hoirs ende haaldingers van sijn wijf, voor haarlieden aan-deel; ende mag vervolgens hem insgelijks doen versekeren voor 'tselve aandeel, eer hy van de goederen scheit, gelijk hier voren articulo 3 is geseit.

6. Den besitter ende besittige hebben ses weken dag na 't overlijden, om het sterf-huis te redden ende staat te maken; ende de terkosten die de langstlevende binnen dien tijd doet, komen ten laste van den sterfhuise, behoudens dat die redelijk ende betamelijk zijn na den staat ende faculteit van den overledene.

7. Verkaveling, scheiding ofte deilinge gemaakt tusschen de langstlevende van twee conjuncten ende de erfgenamen van de eerst overledene, ofte onderling tusschen de erfgenamen, erft ende doet hebben volkomen possessie ende eigendom van de goederen, 't zy de voorzeyde verdeelinge wettelijk ofte vriendelijk geschiede, sonder eenige solemniteiten van erffenisse ofte onterffenisse te werden vereischt; ook sonder aanschouw te nemen van wat zijde de goederen ten sterfhuise zijn aangekomen, ofte op wat plaatse deselve gelegen zijn; met dien verstande nogtans, dat aangaande de leenen men sig sal reguleeren na de coustumen ende ordonnantien van den hove daar onder deselve sorteren.

8. Als den besitter ofte besittige in den staat hy hunlieden overgebragt, iets verswegen hebben doleuselyck wetens ende willens, 't zy in baten ofte kommeren, sulke verswegen baten sal in 't geheel wesen tot proffijte van de haaldingers, ende de besitter ofte besittige daar af vervallen; ende de verswegen kommeren sullen ook alleene zijn tot laste van de selve besitter ofte besittige; sulks sy ook aan de hoirs sullen moeten opleggen de helft van de lasten doleuselijk in state gebragt, voor soo veel deselve niet en zijn deugdelijke ende regtveerdige schulden; ende dit al boven de pœne van valscheden ende meijnedigheid, in dien de

TRADUCTION.

mutuellement, s'ils en sont requis, avant qu'ils puissent s'approprier, aliéner ou grèver quelque bien de la succession.

4. Les frais des funérailles du défunt, ceux du testament et ses dettes mortuaires sont et restent à charge exclusive des héritiers et successeurs.

5. Le mari survivant ne peut renoncer ni répudier la succession de sa femme, mais il est responsable de toutes les dettes et charges, sauf son action et son recours contre les héritiers et successeurs de sa femme, jusqu'à concurrence de leur portion, et il peut conséquemment se faire garantir pour ce montant, avant qu'il se dessaisisse des biens comme il est dit ci-dessus à l'article 3.

6. Le mari ou la femme survivant a un délai de six semaines à compter du décès pour régler la succession et dresser inventaire ; les dépenses d'entretien faites pendant ce temps par le survivant tombent à charge de la succession, à condition qu'elles soient raisonnables et modérées en proportion de l'état social et de la fortune du défunt.

7. Le lotissement, la séparation ou le partage fait entre le survivant des conjoints et les héritiers du prédécédé, et celui fait par les héritiers entre eux, ensaisine et attribue la pleine possession et propriété des biens, que le partage soit judiciaire ou amiable, sans qu'il soit requis d'employer d'autre formalité d'adhéritance ou deshéritance, et sans égard au côté et ligne d'où les biens seraient advenus à la succession, ni à leur situation ; sauf cependant que pour les fiefs, on devra suivre les coutumes et ordonnances de la cour dont ils relèvent.

8. Lorsque le survivant ou la survivante dans l'inventaire qu'il produit, a omis frauduleusement et sciemment un objet, soit à l'actif ou au passif, les profits ainsi omis seront recueillis en entier par les héritiers, et le survivant ou la survivante en restera déchu ; et les charges ainsi omises incomberont exclusivement au survivant ou à la survivante ; et de même il devra bonifier aux héritiers la moitié des dettes qu'il aura inscrites par dol dans l'inventaire, pour autant qu'elles ne constituent pas des dettes réelles et justifiées ; le tout indépendamment de la peine de faux et de parjure, au cas que la vérité de l'inventaire affirmé sous serment ne puisse pas être démontrée.

TEXTE.

deugdelijkheid van den staat met eede niet (1) mogte wesen bevestigt.

9. Alle 't welke ook plaatse hebben sal in 't reguard van alle andere personen, die, dusdanige frauden gepleegt sullen hebben in de staten by hun lieden gemaakt ende gepasseert.

10. Als eenig persoon weekelijk ofte maandelijk secours ontfangt van den disch ofte arme daar inne continuerende tot sijn overlijden, ende geen kind ofte kinderen na latende, sal den disch ofte arme den overleden in dier voegen geassisteert hebbende, succederen in alle de goederen van den selven overleden, geene uit gesondert ofte gereserveert, ende waar de selve ook soude mogen staan ofte gelegen zijn; ten ware dat de hoirs aan den disch ofte armen op leiden alle 't geene den overleden voor de alimentatie ende andersints heift gehadt ende genoten.

RUBRICA XVII.

Van successien ende hoiren (2).

1. Eerst ende voor al zijn tot des overledens erffenisse geregtigt sijne kinderen, kinds-kinderen, ende vordere descendenten ofte aankomelingen sonder einde, soo veel hem in regte nedergaande linie bestaan, ende dat by representatie ende staken.

2. Deselve kinderen ende descendenten ontbrekende, soo komen ende succederen alle des overledens nagelate goederen op sijn vader ende moeder, indien sy lieden beide nog in 't leven zijn.

3. Maar een van beiden alleen, 't zy vader ofte moeder, overleden zijnde, soo komen alle des overledens goederen op sijne broeders ende susters, ter exclusie van vader ofte moeder nog levende, die alleenlijk sal deelen ter dood van het laatste kind, voor d'eene helft, ende d'andere helft de vrienden van de zijde daar af het kind verstorven is.

4. Indien ymand agter-laat broeders ofte susters van vaderlijke zijde alleene, soo deelen deselve broeders en susters d'eene helft, ende hoirs van de moederlijke zijde de andere helft.

(1) Ce mot est omis par une erreur évidente, dans les deux textes.

(2) Le texte de 1742 porte : « hoirien. »

TRADUCTION.

9. Cette disposition sera applicable à toutes autres personnes qui auraient commis les mêmes fraudes dans la confection et la passation des inventaires.

10. Lorsqu'une personne reçoit des secours hebdomadaires ou mensuels de la bienfaisance ou table des pauvres jusqu'à son décès, sans laisser d'enfant, le bureau de bienfaisance ou table des pauvres qui a prêté cette assistance, héritera de tous les biens délaissés par le défunt, sans exception ni réserve, et quelle que soit leur situation, à moins que les héritiers remboursent à la bienfaisance ou table des pauvres tout ce que le défunt avait reçu pour son alimentation et entretien.

RUBRIQUE XVII.

DES SUCCESSIONS ET DES HÉRITIERS.

1. D'abord et avant tout sont admis à la succession du défunt ses enfants, petits-enfants et autres descendants à l'infini, en tel nombre qu'ils existent dans la ligne directe descendante, et ce par représentation et souches.

2. A défaut d'enfants et descendants, tous les biens formant la succession du défunt seront recueillis par ses père et mère, s'ils sont encore tous deux vivants.

3. Mais si l'un des deux, soit le père ou la mère, est mort, tous les biens du *de cujus* adviennent à ses frères et sœurs, à l'exclusion du père ou de la mère survivants, lequel ou laquelle viendra au partage à la mort du dernier de leurs enfants pour la moitié, l'autre moitié étant dévolue aux collatéraux de la ligne vacante, paternelle ou maternelle de cet enfant.

4. Si le défunt laisse des frères ou sœurs de la ligne paternelle, ces frères et sœurs prendront la moitié de ses biens, et les parents de la ligne maternelle l'autre moitié.

TEXTE.

5. En agter-latende broeders en susters van moederlijke zijde alleene, soo deelen de selve broeders en susters van gelijke d'eene helft, en de hoirs van 's vaders zijde d'andere helft.

6. Maar indien ymant agter-laat broeders en susters van geheelen bedde, ende ook broeders en susters van halven bedde, 't zy van vaders ende moeders zijde, soo deelen broeders ende susters van den vollen bedde voren uit de geregte helft, ende selve met de broeders ofte susters van halven bedde al t'samen hooft voor hooft ende even gelijk d'ander helft; exempt de leenen, dewelke werden gereguleert na de coustumen van den hove, daar onder die gehouden werden.

7. Daar broeders of susters zijn van drie bedden, te weten, broeders of susters van vollen bedde, mitsgaders broeders ofte susters van halven bedde van de vaderlijke zijde, ende ook broeders of susters van halven bedde van de moederlijke zyde, soo deelen de broeders ofte susters van vaderlijke zyde d'eene helfte, en met den halven broeder ofte suster van de moederlijke zijde d'andere helft; alle 't welke ook werd geobserveert daar broeders of susters zijn van meer bedden dan van twee of drie.

RUBRICA XVIII.

VAN COLLATIEN ENDE INBRENGEN.

1. De kinderen, mitsgaders haarlieden descendenten in regte nedergaande linie zijn gehouden te confereren ende in deelen te brengen ten gemeenen profitte van den sterf-huise, 't gene sy by gifte van hunlieden vader, moeder, groot-vader, groot-moeder, ofte andere ascendenten hebben genoten, ende de gegeven partien te confereren, ofte de waarde van dien soo ende als die ten overlijden van den gever bevonden werd.

2. Als sulke giften gedaan werden by man of wijf 't samen in huwelijk zijnde, soo brengen de begiften, indien sy deelen willen, de helft van dien ter eerster dood, ende de andere helft ter laaster dood.

3. Maar als sulke giften gedaan werden by vader ofte moeder ongehuwet wesende, soo moet de begifte die inbrengen in 't geheel ter dood van den gever.

4. Als een stief-vader ofte stief-moeder in huwelijke wesende met der

TRADUCTION.

5. S'il laisse des frères et sœurs de la ligne maternelle, ces frères et sœurs prendront de même la moitié de ses biens, et les parents de la ligne paternelle l'autre moitié.

6. Mais s'il laisse des frères et sœurs germains, et en même temps des frères et sœurs soit consanguins ou utérins, les frères et sœurs germains prennent d'abord la moitié de ses biens, et ceux-ci avec les frères et sœurs consanguins ou utérins partageront l'autre moitié par têtes et par portions égales ; sauf les fiefs, qui sont réglés par les coutumes des cours dont ils relèvent.

7. S'il y a des frères et sœurs de trois lits, à savoir des frères et sœurs germains, des frères et sœurs consanguins, et des frères et sœurs utérins ; les frères et sœurs germains partageront la moitié des biens avec les frères et sœurs utérins ; la même règle sera suivie s'il existe des frères et sœurs de plus de divers lits que de deux ou trois.

RUBRIQUE XVIII.

DE LA COLLATION ET DES RAPPORTS

1. Les enfants et leurs descendants dans la ligne directe sont tenus de conférer et rapporter à la succession, au profit commun, tout ce qu'ils ont reçu par donation de leur père, mère, grand'père, grand'mère, ou autres ascendants ; et de le représenter en nature, ou sinon de rapporter la valeur de la chose au moment du décès du donateur.

2. De toutes donations faites pendant le mariage par le mari ou la femme, les bénéficiaires en rapporteront la moitié à la succession du premier mourant et l'autre moitié à celle du dernier mourant.

3. Mais si ces donations sont faites par le père ou la mère hors mariage, le bénéficiaire en rapportera la totalité au décès du donateur.

4. Lorsqu'un beau-père ou une belle-mère qui a épousé la mère ou le père

TEXTE.

kinderen moeder ofte de vader, beterd hunlieden goed ende haar komende te huwelijken ofte andersints, boven hunlieden verstorven goed iets toegelegt, deselve kinderen zijn maar schuldig ten sterfhuize van haarlieden vader ofte moeder daar na overlijdende in te bringen d'eene helft van deselve gifte ofte voordeel, als zijnde de weder-helft donatie van den stief-vader of de stief-moeder.

5. Niemant is geoorloft lief-kind te maaken, dat is, dat het een kind ofte ander hoirs in regte nedergaande linie meerder soude deelen dan het ander.

6. Maar vermogen sulke begifte kinderen ofte andere erfgenamen in regte linie met hunlieden giften uit den sterf-huise te blijven, ende dat te renuncieren ende haar te houden aan de gifte, sonder prejudicie nogtans van de remedien der gemeene regten in cas van exces disponerende.

7. Alle giften by ymant gedaan aan sijne erfgenamen in linie collaterale houden stede ende sorteren effect, sonder dat de begifte gehouden is ten overlijden van den gever daar af collatie te doen aan sijne mede erfgenamen, maar vermag de selve gifte te behouden, ende boven dien te deelen in het goed van den gever, gelijk andere.

RUBRICA XIX.

VAN REPRESENTATIE.

1. Representatie heeft plaats in materie van successie, als namentlijk dat broeders ende susters kinderen, als representeereden haarlieden vader ende moeder, komen deelen in het goed van grootvader ende grootmoeder met hunlieden oomen ende moeijen, gelijk haarlieden vader ende moeder doen souden indien sy leefden.

2. Van gelijken heeft representatie, sonder distinctie van graden, ook plaats in alle collaterale successien, ende ook in sulk deel, als de gerepresenteerde gehad soude hebben, soo lange als men het maagschap vinden kan; uitgenomen leenen, die hun sullen reguleren na de leen-regten.

TRADUCTION.

des enfants, leur donne quelque bien soit en faveur de leur mariage ou pour toute autre cause, en dehors des biens qu'ils avaient hérités ; ces enfants ne devront rapporter à la succession de leur père ou de leur mère, venant à mourir ensuite, que la moitié du bien ou de l'avantage qu'ils ont reçu ; l'autre moitié doit être considérée comme une donation faite par leur beau-père ou belle-mère.

5. Personne ne peut faire enfant chéri, c'est-à-dire ne peut assigner à ses enfants ou héritiers en ligne directe descendante des parts, les unes plus fortes que les autres.

6. Mais les enfants ou autres héritiers en ligne directe ainsi avantagés, peuvent s'en tenir à leur avantage et renoncer à la succession, sans préjudice toutefois des dispositions du droit commun en matière d'excès.

7. Toutes donations faites aux héritiers en ligne collatérale sont valables et sortent effet, sans que le donataire soit obligé d'en faire la collation au décès du donateur à ses cohéritiers ; mais il peut retenir la donation et en même temps être admis au partage des biens du donateur à côté des autres successeurs.

RUBRIQUE XIX.

DE LA REPRÉSENTATION.

1. La représentation a lieu en matière successorale, notamment lorsque des enfants de frère et sœur du défunt, viennent en représentant leur père ou mère, au partage des biens de leur grand père ou grand' mère, en concurrence avec leurs oncles et tantes, comme le feraient leurs père et mère s'ils étaient encore en vie.

2. De même la représentation a encore lieu sans distinction de degrés dans toutes successions collatérales, et pour telle part que le représenté aurait recueillie, aussi loin qu'on peut établir la parenté ; sauf pour les fiefs qui sont régis par le droit féodal.

TEXTE.

RUBRICA XX.

VAN BASTAARDEN.

1. Bastaarden ofte natuerlijke kinderen en succederen niet in 't goed van haarlieden vader nogte vrienden van de vaderlijke zijde.

2. Als een bastaard deser wereld overlijd, sonder wettelijke kinderen ofte descendenten agter te laaten, soo succedeert den heer in sijn goed, over de vaderlijke zijde voor d'eene helft; ende de moeder, ofte erffgenamen van 's moeders zijde voor de weder-helft.

3. Niemant is een bastard van 's moeders zijde; waarom ook sulke bastaarden in 't goed van haarlieden moeder ende andere vrienden van de selve zijde succederen.

4. Maar een bastaard geprocreert, in over-spel van gehuwde persoonen, 't zy mans ofte vrouwen, ofte van die gene die elkanderen bestaan in verboden (1) graden van bloede ofte affiniteit, ende generalijk tusschen dewelke geen wettig huwelijk kan bestaan, en sullen niet mogen succederen der moeder ofte moederlijke zijde, maar sullen als dan succederen de andere naaste wettelijke vrienden, 't zy in regte linie ofte collateraal; behoudens nogtans an sulk een bastaard 't regt van alimentatie, na de canonique regten; sullende ook de moeder ofte die van moederlijke zijde de soodanige bastaard mede niet succederen.

5. Als een bastaard 't zy simpel, ofte ander agterlaat wettige kinderen ofte descendenten, soo succederen deselve kinderen ofte descendenten, in alle syne naargelaate goederen, alleen ende overal.

6. Indien soodanig wettig kind van een bastaard overlijd, sonder wettige kinder ofte descendenten na te laaten, soo deelen de naaste bestaande vrienden alle sijn goed.

(1) Imprimé par erreur : « verbonden ».

TRADUCTION.

RUBRIQUE XX.

DES BATARDS.

1. Les bâtards ou enfants naturels ne succèdent pas aux biens de leur père et de leurs parents de la ligne paternelle.

2. Lorsque le bâtard décède sans laisser des enfants ou des descendants légitimes, le seigneur succède à ses biens, pour la moitié, au nom de la ligne paternelle; et la mère ou ses héritiers pour l'autre moitié.

3. Personne n'est bâtard par sa mère; c'est pourquoi les bâtards succèdent aux biens de leur mère et des parents de la ligne maternelle.

4. Mais un bâtard procréé en adultère entre personnes mariées, soit homme ou femme, et ceux procréés par des personnes entre lesquelles il existe un lien de sang ou d'affinité au degré prohibé, et généralement entre lesquelles il ne peut y avoir de mariage légitime, ne pourront succéder à leur mère ou dans la ligne maternelle, mais les biens seront partagés par les autres parents, les plus proches et légitimes, soit de la ligne directe ou collatérale; sauf que ces bâtards auront un droit d'aliments, selon la loi canonique; et réciproquement, ni la mère ni ceux de la ligne maternelle ne succèderont point à ces bâtards.

5. Lorsqu'un bâtard, soit simple ou qualifié, laisse des enfants ou des descendants légitimes, ces enfants et descendants succèdent dans tous ses biens, à l'exclusion de tous autres.

6. Lorsqu'un enfant légitime d'un bâtard décède sans laisser des enfants ou des descendants légitimes, les plus proches parents partageront tous ses biens.

TEXTE.

RUBRICA XXI.

VAN STRAGIERS GOED.

1. Als ymant deser wereld overlijd geen erffgenamen van bloede agterlatende, nogte besitter ofte besittige van sijnen sterf-huise, soo succedeerd den heer in 't goed; want daar besitter ofte besittige blijft, daar is geen stragiers goed, maar succedeerd de langstlevende den overleden.

2. Ende indien haar eenige erffgenamen ofte erffgenaam presenteerde van d'eene zijde, maar niet van d'andere, succedeerd den heere nevens de erffgenaam of erffgenamen in de vacante.

RUBRICA XXII.

VAN BENEFICIE VAN INVENTARIS.

1. Als eenig hoir verkregen heeft beneficie van inventaris ende uit kragte van dien wilt intred doen in een poorterlijk sterfhuis, soo en is sodanige beneficie niet admitteerlijk, indien 'er eenige besittige of besitter is, ofte indien ymant van de haaldingers simpelijk intred doen wilt.

2. Een weduwe en mag haar niet behelpen met beneficie van inventaris, want sy het sterfhuis van haren man niet mag abandonneren, dan in manieren hier voren geseid in het 12 articul van de 15 *rubrica*.

RUBRICA XXIII.

VAN UITLANDSCHE DAAR MEN TAAL NOG TEIKEN VAN EN HOORD.

1. Als ymant absent ende uit den lande geweest heeft seven jaren, sonder dat men van hem tijding of teiken gehoord heeft, soo vermogen de naaste erffgenamen van sodanige absente ende uitlandschen alle sijn goed te aanvaarden ende gebruiken, behoudens al voren daar van zij gemaakt behoorlijke inventaris, ende deselve ter griffie zij overgebragt ende geregistreert; mistgaders gesteld suffisante seker van 't selve, met alle de verloopen

TRADUCTION.

RUBRIQUE XXI.

DES BIENS D'ESTRAYERS.

1. Lorsqu'une personne meurt sans laisser d'héritiers du sang, ni conjoint survivant, le seigneur succède à ses biens; car là où il y a conjoint survivant, il n'y a pas d'aubaine, mais le survivant des époux prend la succession de l'époux prédécédé.

2. Si quelque héritier ou des héritiers se présentent dans une ligne, le seigneur succèdera, à côté d'eux, mais dans la ligne vacante.

RUBRIQUE XXII.

DU BÉNÉFICE D'INVENTAIRE.

1. Lorsqu'un héritier a obtenu le bénéfice d'inventaire et veut néanmoins faire adition d'hérédité dans une succession bourgeoise, ce bénéfice n'est plus admissible s'il existe un conjoint survivant, ou si un autre des héritiers accepte simplement la succession.

2. La veuve ne peut invoquer le bénéfice d'inventaire, puisqu'elle ne peut répudier la succession de son mari que dans les formes prescrites par l'article 12 de la rubrique 15.

RUBRIQUE XXIII.

DES ABSENTS DONT ON N'A PLUS DE NOUVELLES.

1. Lorsqu'un absent a quitté le pays depuis sept ans sans avoir donné de ses nouvelles, les plus proches héritiers peuvent appréhender et se mettre en possession de tous les biens de cet absent expatrié, à la condition d'en faire dresser au préalable un inventaire en dûe forme et de le déposer et faire enregistrer au greffe; et de plus, à charge de constituer caution pour la restitution de tous les fruits perçus, si l'absent ou son héritier légal

TEXTE.

te restitueren, indien hy ofte wettelijk hoir van hem namaal weder quame, sonder nogtans eenige huisen, erven ofte renten, hoedanig die mogen zijn, te verkoopen, veralieneren ofte belasten.

2. Ende indien al sulk een persoon seven jaren absent geweest zijnde, daar na verviele eenige successie, de naaste erffgenamen zullen nevens andere mede hoirs geprefereert zijn in de curatele van des selfs absentes portie hereditair voor andere curateurs ofte vrienden, mits stellende seker, na den inhouden van het voorgaande articul.

RUBRICA XXIV.

VAN TESTAMENTEN.

1. Alle testamenten of uitterlyke willen zijn van waarden, niet jegenstaande daar inne niet en zijn geobserveert de solemniteiten by de geestelijke ende wereldlijke regten gerequireert, maar is genoeg, dat daar af blijke handschrift ofte handteiken van de testateurs, nevens een publicq persoon, twee geloofwaardige getuigen ofte andersints behoorlijk.

2. Niemant, 'tzy meerderjarig ofte minderjarig, gehuwet ofte ongehuwet, selfs ook conthoralen, dat is man ende wijf aan den anderen, ende sullen by testamenten ofte andere uitterste willen breeder mogen disponeeren ofte weggeven dan een geregte derde deel van alle hun goederen; ende indien de dispositie excedeerde het voorszeyden derden deel, sal 't selve tot het voorszeyde derde werden gereduceert.

3. Onder de maakinge ende gifte van de derde werd gecomprehendeert soo wel leenen, erven ende andere meuble als immeubele goederen van den sterfhuise van den overleden, wel verstaande dat de hoir niet preciselijk bedwingelijk is den begiften het derde deel van de leenen ofte gronden van erve te splijten ofte af te leggen, maar vermag te ontstaan, mits hem recompenserende ende betalende de waarde van dien, met anderen goede ofte geld.

4. De begiften ende legatarissen van den derde moeten haarlieden giften ende legaten eischen by actie personeel, ten laste van de hoirs.

5. Die begift ofte gelegateert is een derde moet betalen alle andere giften, testamentairen ofte metter dood, sonder kost ofte last van de hoirs, ende

TRADUCTION.

venaient à reparaître, sans pouvoir cependant vendre, aliéner ou grever quelque maison, fonds de terre ou rente.

2. Et si depuis sept ans d'absence, quelque succession venait à échoir à l'absent, les héritiers présomptifs qui se trouveraient en concurrence avec des cohéritiers dans cette succession, seraient préférés à tous autres curateurs ou alliés pour l'administration de la part héréditaire de l'absent, à la charge de constituer caution suivant la teneur de l'article précédent.

RUBRIQUE XXIV.

DES TESTAMENTS.

1. Tous testaments et dispositions de dernière volonté sont valables, quoique les formalités prescrites par les lois ecclésiastiques et civiles n'aient point été observées ; mais il suffit que l'écriture ou la signature du testateur soit certifiée par une personne publique et deux témoins dignes de foi ou par tout autre mode pertinent.

2. Il n'est permis à personne, soit majeure ou mineure, mariée ou non, même aux époux, c'est-à-dire par donation mutuelle entre le mari et la femme, de disposer par testament ou tout autre acte de dernière volonté, au-delà du juste tiers de ses biens ; et si la disposition excède ce tiers, elle sera réduite à ce même tiers.

3. Dans la computation et la disposition de ce tiers, sont compris les fiefs, aussi bien que les rôtures, tant meubles qu'immeubles, composant la succession du défunt ; mais il est entendu que l'héritier n'est pas précisément obligé d'esclisser le tiers des fiefs ou fonds d'héritages et de les diviser pour remplir le bénéficiaire ; mais il peut se libérer en le récompensant et lui payant la valeur, soit en nature ou en argent.

4. Les bénéficiaires et légataires du tiers doivent demander la délivrance de leurs dons et legs par action personnelle à la charge des héritiers.

5. Le bénéficiaire ou légataire du tiers doit acquitter tous les autres dons, testamentaires ou à cause de mort, à la décharge et sans frais pour les

TEXTE.

ook het derde van de *funeralia,* mitsgaders ook het derde van de kommeren ende schulden van den sterf-huise.

6. Ongehuwede persoonen minder-jarig zijnde, jongman ofte dogters, sullen niet vermogen te disponeren by testamente ofte uitterste wille, ten zy gekomen zijnde tot den oude van sestien jaren compleet.

RUBRICA XXV.

VAN GIFTEN *INTER VIVOS,* DIE MEN NOEMT METTER WARMEN-HAND.

1. Een yder sijn selfs zijnde, sijne sinnen ende verstand hebbende, vermag te disponeren by gifte tusschen den levende metten warmen-hand, van sijne propre goederen, meublen ende immeublen, waar deselve zijn ofte gelegen mogte wesen, onweder-roepelijk ende op sulke conditien ende restricten, als het den gever believen sal; exempt patrimoniele leenen, waarin men sig sal reguleren na de leen-hoven; behoudens den gever hem ontmaeke ende levering doe van eigendom van de gegeven goederen, ende den begifte deselve aanvaarde binnen 't leven van den gever.

2. Maar de voorsz. donatien geschiedende by persoonen siek wesende, indien de donateur van de selve siekte binnen twintig dagen daarna quame te overlyden, sullen maar hebben het effect van donatien *causa mortis,* ofte legaat, ende by gevolge subject zijn de reductie tot het derde; ende sullen ook binnen deselve tijd by de donateurs mogen gerevoceert werden, gelijk andere legaten ende uitterste willens dispositien, niet jegenstaande eenige clausulen, termen ofte conditien ter contrarie daar by gesteld.

3. Dog giften van onroerende goederen, ofte die voor onroerende goederen gehouden werden, sullen geen effect sorteren, ten zy dat de donateurs hun daar van by behoorlijke onterffenisse ende traditie voor wetten ontmaake, ende de begifte ofte ymant uit haar lieden name deselve acceptere ende aanvaarde, binnen het leven van den donateur.

4. Vader ende moeder vermogen haar lieder kinderen, haar selfs zijnde ofte niet, te begiftigen voor sekeren dienst ofte arbeid, by de voorsz. haarlieden kinderen gedaan, behoudens daar af verklaringe gedaan werde, ende suffisantelijk blijke van sodanigen diensten dat de gifte den dienst niet en excedere; van welke gifte den begiften niet gehouden is collatie ofte

TRADUCTION.

héritiers, et aussi le tiers des funérailles, et contribuer pour un tiers dans les dettes et charges de la succession.

6. Les mineurs qui n'ont pas contracté mariage, jeunes gens ou filles, ne peuvent disposer par testament ou acte de dernière volonté, à moins qu'ils soient parvenus à l'âge de seize ans accomplis.

RUBRIQUE XXV.

DES DONATIONS ENTRE VIFS QUE L'ON APPELLE DE MAIN CHAUDE.

1. Quiconque étant majeur, sain de mémoire et d'esprit, peut disposer par donation entre vifs ou de main chaude, de ses biens personnels, meubles et immeubles, quelle que soit leur situation, d'une manière irrévocable et sous telles conditions et restrictions qu'il plaira au donateur ; à l'exception des fiefs patrimoniaux, pour lesquels on suivra les coutumes des cours féodales ; et à la condition que le donateur se dessaisisse et fasse tradition de la propriété des choses données et que le donataire en fasse l'acceptation du vivant du donateur.

2. Mais si pareilles donations sont faites par des personnes atteintes de maladie et qui viendraient à mourir de cette maladie dans les vingt jours, elles n'auront de valeur que comme donations *causa mortis* ou legs, et par conséquent elles seront sujettes à la réduction au tiers, et à la révocation par les donateurs dans le délai précité comme tous autres legs et dispositions de dernière volonté, malgré les clauses, termes ou réserves contraires qui y auraient été insérés.

3. Cependant les donations de biens immeubles, ou de biens réputés immeubles, ne sortiront effet, si les donateurs ne se dessaisissent par deshéritance régulière et tradition devant le magistrat et si le donataire ou son fondé de pouvoir n'en fasse l'acceptation du vivant du donateur.

4. Le père et la mère peuvent avantager leurs enfants, majeurs ou mineurs, en récompense de quelque service rendu ou travail fait par lesdits enfants, à la condition qu'il en soit fait mention et qu'il existe une preuve suffisante de la réalité du service ; et que la donation ne soit pas excessive ; le donataire ne sera point tenu de faire collation ou rapport de ces sortes

TEXTE.

inbreng te doen, behoudens 't selve geschiede sonder fraude ofte list.

RUBRICA XXVI.

DAT VADER ENDE MOEDER DE HOUDENISSE HEBBEN VAN HAARLIEDEN KINDEREN ENDE 'T BLAD VAN HAARLIEDEN GOEDINGE.

1. De langst levende, vader of moeder, hebben ende behouden het gebruik, inkomen ende blad van haarlieden kinderen goed, al soo wel die deselve kinderen gedeeld hebben van haarlieden vader ofte moeder, als dien hunlieden elders gesuccedeert, aangekomen ofte gegeven zijn; ende dat soo lange als deselve kinderen ongehuwet ende in voogdie zijn, dies zijn de voornoemde vader ende moeder verbonden deselve kinderen te onderhouden ende op te voeden naar haarlieden qualiteit.

RUBRICA XXVII.

VAN LEENEN ENDE BIJLEVINGE VAN DIEN.

1. Daar leenen is, devolveert 't selve op den oudtsten ende naasten hoir van den overleden van de zijde daar af dat 't selve gekomen is, wel verstaande daar hoir masculin ende feminin in eene graad zijn, ende even naar bestaande den overleden, is den hoir masculin daar inne geprefereert, al waar hy ook jonger van jaren; behoudens dat de langstlevende, 't zy man ofte vrouwe, heeft ende behoud haar leven lang, 't zy hy ofte zy herhuwen (1) ofte niet, in bijlevinge de geregte helft van het inkomen ende baten van deselve leenen.

2. Een erffgenaam, soo in regte als collaterale linie, sal vermogen leen ofte leenen te aanvaarden, sonder hem hoir te funderen ten sterf-huise van die gene daar van deselve op hem succederen, niet jegenstaande de coustumen localen van eenige leen hoven ter contrarie; blijvende niet te min 't selve leen ofte leenen, met de vrugten daar af geprocedeert, subsidiaarlijk mits preallable excussie van d'allodiale goederen, verbonden aan den crediteuren van den sterfhuise.

(1) Imprimé par erreur : « herheuren ».

TRADUCTION.

d'avantages, à condition qu'elles soient à l'abri de la fraude et du dol.

RUBRIQUE XXVI.

LE PÈRE ET LA MÈRE ONT L'ADMINISTRATION DE LEURS ENFANTS ET L'USUFRUIT DE LEURS BIENS.

1. Le survivant des père et mère a et détient l'usage, le revenu et l'usufruit des biens de leurs enfants, tant des biens que ces enfants ont recueillis dans la succession de leur père et mère, que des biens qui leur sont échus de toute autre succession, ou advenus ou donnés ; et ce aussi longtemps que les enfants sont célibataires et sous tutelle ; en retour lesdits père et mère sont tenus de pourvoir à l'entretien de leurs enfants et à l'éducation suivant leur condition.

RUBRIQUE XXVII.

DES FIEFS ET DE LEUR USUFRUIT.

1. En matière successorale, le fief est dévolu à l'aîné et plus proche héritier du défunt, de la ligne d'où le fief est provenu ; et bien entendu s'il existe un héritier mâle au même degré qu'une héritière et tous deux également proches, l'héritier mâle aura la préférence, quand même il serait plus jeune ; mais sous la réserve que le survivant des conjoints, soit le mari ou la femme, ait et conserve sa vie durant, et soit qu'il convole en secondes noces ou non, l'usufruit de la moitié des revenus et profits du fief.

2. L'héritier, tant en ligne directe que collatérale, aura le droit d'accepter un ou plusieurs fiefs, sans se porter héritier de la succession dans laquelle il les a recueillis, nonobstant les coutumes locales de quelques cours féodales contraires ; néanmoins ledit fief ou lesdits fiefs, avec les fruits en provenant resteront engagés au profit des créanciers de la succession, en ordre subsidiaire et après discussion préalable des biens allodiaux.

TEXTE.

3. Als den tweeden sone verdeeld jegens den oudsten, ende de tweede dogter jegens de oudste, ende d'eene nogte d'andere aanvaard het allodiaal, sullen de schulden van den sterf-huise, by gebreke (1) van andere goederen, soo voorseid is, by hunlieden respectivelijk betaald werden, na proportie van elkx deel, ende niet half en half.

4. Als vader ende moeder by consente van den oudsten aan den tweeden soon, ofte eenige van de andere jongste kinderen ten huwelijke ofte andersints geeft een oud gestruikt leen, indien deselve kinderen in deele willen komen, moeten de waarde van deselve leenen inbrengen, soo ende als die is ten tijde als het inbrengen moet geschieden, namentlijk ter dood van die gene van wiens zijde het leen gekomen is; maar indien aan den oudsten soon sodanig leen gegeven is, deselve sal dat behouden met sijn toebehooren, ende 't gene het selve leen schuldig is te volgen, sonder daar af ietswes in deele te brengen ; ende sal boven dien in het ander goed erven (2) soo diep en vele als de andere hoirs, sijne broeders en susters, dewijl het leen op hem gestruikt was.

5. Dog al is 't dat de oudste soon het gemelde leen in deele niet en brengt, omme verdeeld te werden, nogtans moet hy 't selve inbrengen jegens sijnen tweeden broeder, omme daer af sijn derde te hebben, ofte omme by alle kinderen te samen een vijfde, of wel sodanig deel daar af te hebben, als naar coustumen van den hove daar de leenen af gehouden werden.

6. Maar in gevalle dat vader of moeder, staande huwelijk, geconquesteert hadde eenige leenen, ende deselve hadden gegeven aan haar oudsten soon, ofte ander kind, soo is in sodanig geval, soowel de oudste soon als d'andere gehouden in te brengen ter eerster dood, de helft van de koopschat van 't voorszeyde leen, ende ter andere dood, de wederhelft.

7. Renten staande huwelijk beset op leenen, sullen alleen volgen den hoir feudaal, die deselve leenen aanvaarden sal, sonder dat de andere sijne mede erffgenamen van dier zijde daar in schuldig zijn te gelden.

(1) Imprimé par erreur : « gebruike ».
(2) Imprimé par erreur : « even ».

TRADUCTION.

3. Lorsque le puîné des fils vient au partage avec l'aîné, et la seconde des filles avec l'aînée, si l'un ni l'autre n'accepte les allodiaux, les dettes de la succession, à défaut d'autres biens, comme il est dit plus haut, seront acquittées respectivement par eux, en proportion de leur part, et non par moitié.

4. Lorsque les père et mère, avec le consentement de l'aîné, donnent au puîné ou à l'un des enfants plus jeunes, en faveur du mariage ou autrement un fief de souche, si cet enfant se présente au partage, il devra rapporter la valeur du fief, telle qu'elle se trouve fixée à la date du rapport, c'est-à-dire au décès de celui des parents duquel côté le fief était advenu ; mais si pareil fief est donné au fils aîné, il le retiendra avec ses accessoires et toutes ses ap- et dépendances, sans devoir en rapporter quelque chose, et de plus il prendra des autres biens tant et autant que les autres héritiers, ses frères et sœurs, attendu que le fief fait souche sur sa tête.

5. Quoique le fils aîné ne rapporte pas au partage le dit fief, il doit cependant en faire le rapport à l'égard de son frère puîné, qui en recueillera son tiers, ou à l'égard de tous les enfants qui en prendront leur cinquième, ou telle autre portion, suivant les coutumes des cours dont les fiefs relèvent.

6. Mais au cas que le père et la mère auraient acquis, pendant le mariage, quelque fief et l'auraient donné au fils aîné ou à un autre de leurs enfants, l'aîné aussi bien que tout autre des enfants est tenu, dans ce cas, de rapporter à la succession du prémourant la moitié de l'estimation du dit fief et à celle du dernier décédé l'autre moitié.

7. Les rentes hypothéquées sur des fiefs pendant le mariage suivront exclusivement l'hoir féodal, qui acceptera ces fiefs, sans que les cohéritiers de sa ligne soient obligés d'intervenir.

TEXTE.

RUBRICA XXVIII.

VAN DE MAGT VAN VADER ENDE MOEDER OP HAARLIEDEN KINDEREN ENDE HOE DIE HAAR 'SELFS WERDEN ENDE UIT VOOGDIEN GAAN.

1. De kinderen zijn ende blijven in de magt ende bedwang van de vader en moeder, tot den oude van vijf-en-twintig jaren, ten ware sy by emancipatie, ofte eenige hooge bedieninge, waar door de wetten haar emanciperen, haarlieden selfs waren geworden.

2. Voorts werd men sijn selfs, by middel van huwelijk, mits 't selve aangaande by advys ende consent van vader ende moeder, indien zy beide leven; ende daar maar een van henlieden leeft, met consent van dien, mitsgaders van de voogden; en indien nog vader nogte moeder en leeft, met consent van de voogden, naaste vrienden ende magen.

3. Dog de weesen, hunlieden begevende ten huwelijk, sonder consent van vader of moeder, voogden, naaste vrienden ofte van de wet, ende sullen daer mede niet werden haarlieden selfs, maar blijven in den selven staat ende conditie van andere weesen, tot den ouderdom van vijf-en-twintig jaren, ofte dat by het collegie van wetten andersints geordonneert zy.

4. Vermogende ook 't collegie van wetten met kennisse van saaken, ende om merkelijke reden, met voorgaande advijs van vader ende moeder, indien sy beide leven; (soo neen), van vader ofte moeder nog levende, mitsgaders van de voogden ende naaste vrienden, eenige weesen, ook beneden de vyf-en-twintig jaren, t'hunnen blad te stellen, ende ook haar selfs te maaken.

RUBRICA XXIX.

VAN OVERJARIGE WEESEN.

1. Getrouwde persoonen, ofte anders haarlieden selfs zijnde, verquistende ende onnuttelijk haarlieden goed verdoende ende doorbrengende, mogen by schepenen, op 't raport van vrienden en magen, na voorgaande informatie, behoudens hunlieden in haar defentie gehoord, in curatele gesteld ende stadskind gemaakt worden.

TRADUCTION.

RUBRIQUE XXVIII.

DE LA PUISSANCE DES PÈRE ET MÈRE SUR LEURS ENFANTS, DES FORMES DE L'ÉMANCIPATION ET DE LA SORTIE DE TUTELLE.

1. Les enfants sont et restent placés sous la puissance et autorité de leurs père et mère jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans, à moins que par émancipation ou par l'obtention de quelque haute dignité que les lois assimilent à l'émancipation, ils en soient affranchis.

2. De plus l'affranchissement s'obtient encore par le mariage, qui est contracté avec le consentement du père et de la mère, s'ils sont tous deux vivants, sinon avec le consentement du survivant et des tuteurs ; et si le père et la mère sont morts, avec le consentement des tuteurs et parents.

3. Mais les mineurs qui contractent mariage sans le consentement de leurs père et mère, tuteurs, proches parents ou du magistrat, ne seront point émancipés par ce fait, mais ils restent dans leur état et condition de mineurs, jusqu'à l'âge de vingt-cinq ans ou jusqu'à ce qu'il ait été statué autrement par le collège des magistrats.

4. Le collège des magistrats a la faculté d'émanciper les mineurs de moins de vingt-cinq ans et de les déclarer majeurs, avec connaissance de cause et pour raisons preignantes, et avec l'avis préalable des père et mère s'ils sont tous deux vivants, sinon avec l'avis du père ou de la mère survivant, et des tuteurs et plus proches parents.

RUBRIQUE XXIX.

DE LA CURATELLE.

1. Les personnes mariées et autres majeurs, dissipant et dépensant follement leur bien et le réduisant, peuvent être placées sous curatelle et sous l'autorité de la ville par décision des échevins, sur le rapport des parents et alliés, après information préalable et après avoir entendu leurs moyens de défense.

TEXTE.

2. Ende als wanneer ymant in curatele sal wesen gesteld, soo moet daar af de publicatie gedaan werden ter plaatse, daar men gewoon is de publicatie te doen, ten einde een ygelijk geadverteert werd de selve persoonen niet hooger te crediteren dan tot vijf grooten vlaams; welke curatele geen verder kragt sal hebben, dan ter plaatse, daar die gepubliceert is by plakbrieven of uitroepinge.

3. De voogd van de gemelde meerder-jarige weesen en vermag geene alienatie ofte belastinge te doen van de goeden van zijnder weesen, sonder voorgaande consent van schepenen; ende is vervolgens gehouden, alle jaar, ofte uitterlijk twee jaar, voor 't collegie van schepenen te doen behoorlijke rekening van sijn administratie ende bewind.

4. De vrouwe en sal niet hebben de voogdij van haren gecurateerde man, maar mag wel geauthoriseert weerden ter administratie van de bladen ende inkomen van de gemeene goederen, indien zy daar toe bequaam is.

5. Men admiteert ende consenteert ook somtijds de gecurateerde weesen, naar de beteringe van hunlieden comportement ende leven, de administratie ende ontvang te hebben van de bladinge van haarlieden goed, sonder aan 't principaal of capitaal te mogen komen, nogte eenige alienatien te mogen doen.

6. Niemant en geraakte uit deselve curatele, dan by speciaal consent van schepenen, daar op gehoord de naast bestaande vrienden ende magen.

7. Men mag niemant vastleggen in gevangenisse ofte andere beslooten plaatse, om sijn quaad leven, gebrek van sinnen, ofte eenige andere redenen, sonder daar toe bevorens te hebben verkregen consent van de justitie.

RUBRICA XXX.

VAN BANKEROETIERS GEVLUGTE PERSOONEN, ENDE BEKOMERDE STERFHUISEN; MITSGADERS DE PREFERENTIEN VAN DE CREDITUEREN.

1. Als een poorter of inwoonder deser stede ende schependomme bankeroet, ofte vlugtig van schulden is, ofte bekommert gestorven, soo dat zijn sterfhuis by den geenen dien 't aangaat geabandonneerd werd, soo gaan twee schepenen met den clercq van bekommertheden ten huise van sulk

TRADUCTION.

2. Lorsqu'une personne est mise en interdiction, la publication devra en être faite au lieu ordinaire des avis et publications, afin que chacun soit averti de ne point accorder à cette personne de crédit supérieur à cinq gros de Flandre; et cette mise en interdiction n'aura d'effet que dans les lieux où la publication en sera faite par affiche ou cri.

3. Le tuteur d'un interdit ne peut aliéner ou hypothéquer les biens de son pupille, sans l'autorisation préalable des échevins ; conséquemment, il est obligé de rendre, chaque année ou au moins tous les deux ans, au collège des échevins, un compte régulier de son administration et gestion.

4. La femme ne peut exercer la tutelle de son mari interdit; mais elle peut être autorisée à administrer les fruits et revenus des biens de la communauté, si elle en est reconnue capable.

5. Il arrive parfois que l'on admette et autorise les interdits, qui ont amendé et corrigé leur conduite et leurs écarts, à reprendre l'administration et la recette des revenus de leurs biens, mais sans pouvoir toucher au principal ou capital ni faire aucun acte d'aliénation.

6. Personne n'obtient main-levée de l'interdiction, sinon par une autorisation spéciale des échevins, après avoir entendu les plus proches parents et alliés.

7. On ne peut incarcérer personne dans la prison ou en charte privée, pour inconduite, imbécillité ou autre raison quelconque, sans avoir obtenu au préalable un permis de justice.

RUBRIQUE XXX.

DES BANQUEROUTIERS, DES FUGITIFS ET DES SUCCESSIONS ONÉREUSES; ET DU DROIT DE PRÉFÉRENCE DES CRÉANCIERS.

1. Lorsqu'un bourgeois ou habitant de cette ville et échevinage fait banqueroute, ou s'enfuit pour échapper à ses dettes, ou meurt en déconfiture, de telle sorte que sa succession est abandonnée par les intéressés, les deux échevins et le clerc formant la chambre des déconfits, se rendent au domicile de

TEXTE.

persoon, ende inventarieren aldaar, elders, ende alomme alle sijn goed, dat sy vinden, hoedanig dat het zy, ten behoeve van de gemeene crediteuren.

2. 't Selve aldus gedaan zijnde, werd het voornoemde goed openbaarlijk verkogt by den voorseiden clercq, in presentie van twee schepenen, ende de penningen, daar af geprovenieert, onder hem bewaart, omme gedistribueert te werden als naar behooren.

3. Daar na werden de crediteuren by drie openbare citatien, by affixie van biljetten, van ses weken tot ses weken geciteert, ten fine sijlieden voor het expireeren van de laatste ses weken, haarlieden schuld komen te kennen geven, ende doen inschryven by den voornoemden clercq van bekommertheden, op pene van verlies van haarlieden schuld.

4. Gelijk de crediteuren haarlieden schulden, voor 't houden van de prœferentie ende concurrentie, niet te kennen gegeven hebbende, sullen gepriveert werden van haarlieden schulden ende pretentie op de verkogte goederen, ende gedistribueerde penningen, gereserveert hun actie op het verschot, indien 'er eenige zijn.

5. Dog dat de uitlandsche ende onbejaarden, die wedergekeert ofte haarlieden selfs geworden zijn, sullen vermogen binnen de ses weken na haare komste ofte selfwordinge, te ageeren ten laste van de crediteuren de penningen van den sterfhuise geprofiteert hebbende, sonder na expiratie van de voorseijde ses weken eenige actie te mogen intenteren.

6. Niemant heeft op het voornoemde goed regt van prœferentie, by middel ofte onder 't deksel van diligentie, arrest, afwinninge ofte andersints, na dat de voornoemde persoonen bankeroet, vlugtig ofte insolvent geworden zijn, vermits alsdan sijne goederen gemeen zijn geworden ten proffijte van de gemeene crediteuren.

7. Alle borgen betaald hebbende eenige schulden, sullen, sonder cessie van regt ofte actie, succederen ende verkrijgen d'actie van de crediteuren, aan wie sy deselve schulden betaald sullen hebben, ende ook hebben ende genieten sulken privilegie ende prœferentie, als deselve principale crediteuren hadden ofte competeerden sonder cessie, als voren.

8. Generale verbintenissen van alle de goederen, het zy *tacite* ofte expresse, al waren die ook voor schepenen verkent, en geven geen regt van prœferentie.

9. Van gelijken overleveringen van rentebrieven, schuldbrieven, ofte

TRADUCTION.

la personne et dressent l'inventaire de tous ses biens, quels qu'ils soient et partout où l'on peut les trouver, au profit commun des créanciers.

2. Après cette formalité, lesdits biens sont vendus publiquement par le clerc précité, en présence de deux échevins, et il recueillera les deniers en provenant pour être distribués ainsi qu'il appartient.

3. Ensuite les créanciers sont convoqués par trois citation publiques, au moyen d'affiches des billets, de six semaines en six semaines, aux fins de venir faire la déclaration de leurs créances avant l'expiration du dernier délai, et de les faire inscrire par le clerc de la chambre des déconfits, à peine de déchéance.

4. De même les créanciers qui n'auront point fait la déclaration de leurs créances privilégiées aux fins de maintenir la préférence en cas de concours, seront déchus de leurs droits de privilége sur les biens vendus et les deniers qui en sont provenus, sauf leur action sur le reliquat s'il en existe.

5. Cependant les absents à leur retour et les mineurs à leur majorité pourront, dans les six semaines de leur retour ou de leur majorité, agir contre les créanciers qui ont profité des deniers de la succession; mais ce délai de six semaines expiré, ils n'auront plus aucune action à faire valoir.

6. Personne ne peut obtenir de droit de préférence sur lesdits biens, au moyen ou sous prétexte de diligence, saisie arrêt, éviction ou autrement, après que lesdites personnes sont devenues faillies, fugitives ou insolvables, puisque dès ce moment leurs biens sont devenus le gage commun de tous leurs créanciers.

7. Toutes cautions qui ont payé des dettes, seront sans autre formalité de cession ou transport, subrogées de plein droit aux actions des créanciers, à qui elles ont acquitté ces dettes; et elles obtiendront et acquerront tous les droits de privilége et préférence que les créanciers principaux avaient et pouvaient réclamer, sans autre formalité de cession, comme dessus.

8. Les engagements universels de biens, soit tacites ou exprès, même ceux reconnus devant échevins, ne confèrent aucun droit de privilège.

9. De même la tradition de titres d'hypothèque, d'obligations, ou d'autres

TEXTE.

andere onroerlijke goederen ofte renten, gestelt ofte geleverd in handen van eenen derden, 't zy als pand metter minne ofte andersints, nogte ook transporten ofte verbintenissen voor notaris gedaan, van onverschenen renten, pagten, huuren ofte staande vrugten, en geven deselve geen regt van hypotecq, nog van prœferentie, in of aan de selve goederen, renten, huisen, pagten ofte vrugten, ten ware dat de selve pantgevingen ende verbintenissen voor schepenen waren gepasseert.

10. Voor alle greprevilligieerde crediteuren werden geprœfereert d'onkosten van de begravenisse, tenderende om den overleden ter aarde te helpen, mitsgaders die gene gevallen ter cause van de administratie van de voorseyde goederen van gefaillieerde, fugitive, ende alle andere bekommerde sterf-huisen.

11. Daar na de medecijnen ende chirurgijns met het cureeren van den overleden in sijn laatste siekte aangaat

12. Daar na de huis-huure, ter sake van het huis, alleenlijk van de goederen, die op het pand ende in den gehuurden huise bevonden werden, nog in wesen zijnde, den huurder toebehoorende, ende vorder niet.

13. *Item,* volght de huur en salaris van knegten en dienstmaagden, voor 't loopende ende laast verschenen jaar.

14. Ende naar het gene voorseit is, hebben de weesen reght van prœferentie op de goderen van haar momboirs, ter sake van 't gene de gemelde momboirs hunlieden uit den hoofde van haarlieden administratie schuldig zijn.

15. *Item,* daar na de generaliteits ende deses stads-penningen, ende schulden van excijsen, ende alle andere schulden deser stad, hoedanig die mogen zijn.

16. Voorts zullen diergelijken privilegien ende tacite hipothequen hebben alle gods-huisen, disschen, gilden, ende generalijk alle gemeenten ten laste van haarlieden ontfangers, administrateurs, ende haarlieden sterf-huise, ende niet tot laste van andere haarlieden debiteurs.

17. Arbeijds ende leverantie van materialen, dienende specialijk tot reparatie van huisen, schuiren ende andere diergelijke, hebben een legaal hijpotheecq, ende zijn geprefereert voor alle verbanden, selfs van ouder datum.

18. In de belastinge van onroerende goederen ofte panden hebben de

TRADUCTION.

droits immobiliers et de rentes, faite entre les mains d'un tiers, soit comme antichrèse amiable ou autrement; de même les transports ou engagements passés devant notaire, de rentes non échues, de loyers, de fermages ou de fruits pendants, ne confèrent par eux-mêmes aucun droit d'hypothèque ou de privilége sur les dits biens, rentes, maisons, loyers ou fruits, à moins que ces cessions de fermages et engagements soient passés devant les échevins.

10. Avant toutes créances privilégiées sont préférés les frais de funérailles et d'enterrement du défunt, et aussi les frais afférents à l'administration des biens des faillis, des fugitifs et des successions onéreuses.

11. Ensuite viennent les frais de médecins et chirurgiens qui ont soigné le défunt dans sa dernière maladie.

12. Puis le loyer de la maison occupée par le défunt, mais seulement sur les meubles garnissant la maison et s'y trouvant, appartenant au locataire, qui constituent le gage du bailleur, et pas davantage.

13. *Item,* suivent les gages et salaires des gens de service et domestiques, pour l'année courante et l'année précédente.

14. Après les dettes précitées, les mineurs ont un droit de préférence sur les biens de leurs tuteurs, pour tout ce que lesdits tuteurs leur doivent encore du chef de leur gestion.

15. *Item,* viennent ensuite les contributions de la généralité et de la ville, les impôts des assises et toutes autres taxes locales quelles qu'elles soient.

16. De plus, semblables privilége et hypothèque tacite sont attribués à tous hospices, bureaux de bienfaisance, gildes et généralement à toutes corporations à charge de leurs receveurs et administrateurs et de leur succession; mais non à charge de leurs autres débiteurs.

17. Le salaire des ouvriers et la fourniture de matériaux ayant servi spécialement à la réparation de maison, granges et autres bâtiments, emportent une hyothèque légale et sont préférés à tous autres engagements, même de date plus ancienne.

18. En fait d'hypothèques de biens immobiliers et de gages, les titres

oudste schepenen-brieven altijd preferentie voor jonger van dato, ende werden de selve boven alle andere schulden, exempt de reparatie, ten sterfhuise op deselve geaffecteerde goederen geprefereerd.

19. Soo wanneer eenige brieven, 't zy van verbintenisse, belastinge, ofte andere, alhier binnen deser stede ende schependomme voor schepenen tot profijte van diversche persoonen gelijkelijk verleden ende gepasseert werden, soo en soude d'een voor d'ander niet wesen geprefereert, niet jegenstaande dat d'een voor d'ander gelesen wort; maar soo wanneer soodanige brieven worden gepasseert ende verleden op eenen dag, voor deselve ofte andere schepenen, maar niet gelijkelijk ende *unico contextu* gelesen, ende als in eenen adem verleden, soo souden de brieven, die men soude bevinden eerst gepasseert ende verleden te zijn, hebben de prœferentie voor die laast zijn gepasseert ende verleden.

RUBRICA XXXI.

VAN VOOGDEN, WEES-KINDEREN, ENDE HET OVERBRENGEN VAN HAARLIEDER GOED.

1. Soo wanneer vader ofte moeder aflijvig word, agterlatende onbejaarde kinderen, sal de langst-levende van haar-lieden gehouden wesen, binnen ses weken na het overlijden van den eerst overleden, voor wees-meesters deser stede haarlieden kinderen te doen voorsien van voogden, daar toe denomerende de naaste ende bequaemste vrienden, van de zijde waar van de weesen verstorven zijn; ende dat op soodanige boete ende breuke, als de voornoemde wees-meesters na qualiteit van de persoonen ende gelegentheid van saken, in equiteit sullen vinden te behooren.

2. Ende daar de voornoemde weesen verstorven zijn van vader en moeder, sal 't selve devoir toestaan ende gedaan moeten werden by de naaste vrienden binnen gelijken tijd, ende op de boete als voren.

3. Dog indien wees-meesters oordeelden na hunne conscientie dat de naaste vrienden daar toe soo bequaam niet en waren als wel d'andere, ofte dat deselve met de weesen moesten deelen, ofte eenige sware sake ofte processen met den overleden hadden uitstaande, soo sullen sy tot deselve voogdie mogen kiesen anderen, die daar toe bequaam mogten wesen.

TRADUCTION.

passés devant échevins antérieurs en date ont le pas, sur les postérieurs, et ont la préférence à toutes autres dettes de la succession, affectant les mêmes biens, sauf les frais de réparation.

19. Lorsque des contrats, soit d'engagement, hypothèque ou autres, sont passés en même temps devant les échevins de la ville et de l'échevinage au profit de diverses personnes, l'une ne peut avoir la préférence sur l'autre, quoique l'un acte ait été lu avant l'autre ; mais lorsque les actes de cette nature ont été passés le même jour, devant les mêmes ou différents échevins, mais non point en même temps, que leur lecture n'a pas été faite *unico contextu* et sans pour ainsi dire reprendre haleine, les actes en ce cas qui sont prouvés avoir été passés les premiers, auront la préférence sur ceux qui auraient été passés en dernier lieu.

RUBRIQUE XXXI.

DES TUTEURS, DES MINEURS ET DE LA DÉCLARATION DE LEURS ÉTATS DE BIENS.

1. Au décès du père ou de la mère laissant des enfants mineurs, le survivant des conjoints est tenu de se présenter, dans les six semaines à partir du jour du décès, devant les gardes-orphes de cette ville, à l'effet de pourvoir à la tutelle des enfants et de rapporter les noms des parents les plus proches et les plus capables de la ligne du prédécédé ; et ce sous telle peine d'amende et de confiscation que les gardes-orphes jugeront convenir en équité, suivant la qualité des personnes et la gravité de l'espèce.

2. Lorsque les mineurs ont perdu leur père et leur mère, ce devoir incombera et sera rempli par les plus proches parents, dans le délai précité et sous la même peine d'amende.

3. Cependant si les gardes-orphes jugeaient en conscience que les plus proches parents n'offrent point les mêmes garanties de capacité que d'autres plus éloignés ; ou s'ils trouvaient qu'ils auraient à hériter avec les mineurs, ou qu'ils soutenaient quelque grave différend ou procès contre le défaut, ils pourront conférer la tutelle à d'autres qui leur paraîtraient avoir plus d'aptitude.

TEXTE.

4. Gelijk de voornoemde wees-meesters zijn geauthoriseert kennisse te nemen, of soodanige gemeenschap van goederen, processen, ofte andere uitstaans, ook bestant ende suffisant zijn, omme die gene, die albereits tot voogt verkoren is, van den last der selver voogdie te excuseeren, absolutelijk ofte voor sekeren tijd, 't welk sal staan t'haarlieden discretie.

5. De voogden alsoo verkoren ende geordonneert zijnde, zijn schuldig binnen veertien dagen na d'insinuatie te compareren voor wees-meesters, ende aldaar te doen den eed, dat sy deselve weese-goederen sullen regeeren ende administreeren na hun conscientie, wel ende regtveerdelijk ; ook dat sy alle saken der selver kinderen sullen vorenstaan, ende hun schade beletten; ende geenderhanden van hunne onroerlijke goederen verkoopen, veranderen, alieneeren ofte belasten, sonder merkelijke noodsakelijkheid, ende dan nog niet dan met advijs, ten overstaan van de voornoemde wees-meesters, ende voorts met consent van de burgermeesters ende schepenen deser stede ende schependomme, als opper-voogden van weesen.

6. De voogden in maniere voorsz. den eed gedaan hebbende, sijn gehouden, als'er geen besitter of besittige en is, te maken behoorlijken inventaris ende staat van den sterf-huise, inhoudende de pertinente declaratie ende specificatie van alle de goederen ende lasten daar inne bevonden, ende die by eede te affirmeren in handen van wees-meesters; en als de besitter of besittige agter blijft, soo sal de besitter ofte besittige 't selve werden geordoneert, ende tot deselve devoiren gehouden zijn, binnen den selven tijd.

7. Voorts zijn de voornoemde besitter of besittige, ofte voogden gehouden ten langsten binnen drie maanden daar na te doen rekenninge purgatif op den selven staat, soo verre daar af eenige rekeninge behoeft gedaan te werden; ten ware dat by wees-meesters om merkelijke redenen de voorsz. voogden verder uitstel van ses weeken ofte drie maanden 't haarlieder discretie gegeven wierde.

8. Ende sal ook geen weduwenaar ofte weduwe ten tweeden huwelijk mogen treden, voor aleer deselve hare weesen behoorlijk sullen hebben verweest.

9. Alle besitters ofte besittigen haarlieden kinderen bebbende in houdenis ende gebruikende de bladinge van haarlieden goed, zijn gehouden aan de voogden der voornoemde kinderen te stellen suffisante seker ende borgtogt voor de meubelaire goederen, die sy lieden van de weesen onder haar behou-

TRADUCTION.

4. De même les gardes-orphes précités ont le pouvoir de s'enquérir si semblables communauté de biens, procès ou autres motifs sont réels et suffisants pour décharger et excuser de la tutelle celui qui en a été investi, soit absolument, soit temporairement; ce qui est abandonné à leur discrétion.

5. Les tuteurs ayant été désignés et ordonnés, seront tenus, dans les quatorze jours après l'insinuation, de comparaître devant les gardes-orphes, et de prêter le serment de gérer et administrer les biens des mineurs en conscience, loyalement et justement; de défendre en toute circonstance les intérêts des mineurs; de les préserver de dommages; de ne vendre, échanger, aliéner ou gréver en aucune manière, aucun de leurs biens immobiliers, sans une nécessité prégnante, et sans l'avis et l'intervention desdits gardes-orphes, et sans le consentement des bourgmestres et des échevins de cette ville et échevinage, en leur qualité de surintendants des mineurs.

6. Les tuteurs ayant prêté le serment en ces termes, sont tenus, lorsqu'il n'y a pas d'époux survivant, de confectionner un inventaire régulier ou état de biens de la succession, contenant une description pertinente et spécification de tous les biens et charges qu'ils auraient constatés, et de l'affirmer sous serment entre les mains des gardes-orphes; mais s'il y a un conjoint survivant, celui-ci recevra les mêmes ordres et accomplira les mêmes devoirs, dans le délai fixé ci-dessus.

7. De plus, le conjoint survivant et les tuteurs précités sont tenus, dans les trois mois suivants au plus tard, de présenter leur compte purgatif dudit état, pour autant qu'il soit nécessaire de dresser ce compte; à moins que lesdits tuteurs, pour des raisons majeures, aient obtenu des gardes-orphes une prorogation de six semaines ou de trois mois, suivant leur appréciation.

8. Nul veuf ou veuve ne pourra convoler en secondes noces, sans avoir définitivement liquidé avec ses mineurs.

9. Tous conjoints survivants qui ont l'administration de la personne de leurs enfants et l'usufruit de leurs biens, sont tenus de fournir aux tuteurs desdits enfants une caution suffisante et une garantie pour la conservation des biens mobiliers, appartenant aux mineurs et qu'ils détiennent; et de

TEXTE.

den ; ende ook de voorsz. kinderen en voogden te ontlasten van de schulden, kommeren ende lasten van den sterf-huise; ende der weesen goed *in statu* te houden ende bewaren, tot de bejaartheden van deselve kinderen ; sonder prejuditie nogtans van de tacite hijpotheque van regts-wegen de weesen competerende op de goederen van haarlieden vaders ende moeders ; ende indien sy daar af in gebreke bleven, ende ook de voorseide kinderen haarlieden nootdruft niet en gaven, ofte hunlieden niet en leeren ende onderwijsen na haarlieden qualiteit, in sulken geval sullen de voorseide voogden ende andere naast-bestaande vrienden gehouden zyn het selve te kennen te geven aan de wees-kamer, die daar inne sullen voorsien, soo ende als sy na gelegentheid van saken sullen vinden te behooren.

10. Als wanneer de weesen eenig goed aankomt ofte versterft binnen de voogdie, zijn de voogden gehouden 't selve 't elker reise binnen den termijn hier vooren vermeld ter weesen boek over te brengen.

11. Ende sal ook 't selve van gelijken moeten geschieden als de weesen eenige goederen verkrijgen by donatie, testament ofte andersints geduurende het leven van de vader ende moeder ; dewelke in dat geval ten fine voorseid schuldig zijn deselve weesen te doen voorsien van voogden, genietende niet te min deselve ouders haarlieden regt van houdenisse.

12. Alle die gene, die alleen voogd zijn van eenige weesen van vader ende moeder t'samen bestorven, zijn gehouden hunlieden te voorsien van een mede-voogd binnen den tijd van ses weeken, ofte immers t'selve te brengen ter kennisse van wees-meesters, met de nominatie van de naast-bestaande als voren, omme by de voornoemde wees-meesters daar inne versien te werden als na bevind.

13. Ende sullen ook de voogden, t'zy testamentaire ofte by de wees-kamer geconstitueert, geene immeubelaire goederen ofte renten mogen verkoopen, belasten ofte alieneren, sonder voorgaande speciale authorisatie van het collegie van wetten, ende dat op prealabel advijs van wees-meesters, alles op pœne van nulliteit.

14. *Item,* sullen de wees-meesters ook vermogen te verleenen gelijke authorisatie, als 't goed, 't geen men verkoopen wil, niet sal excederen in gemeene waarde de somme van hondert guldens eens ; welke authorisatie als dan soo wettig sal wesen, als ofte het by 't collegie van wetten ware gegeven.

15. Welke voornoemde wees-meesters ook sullen vermogen te geven

TRADUCTION.

décharger lesdits enfants et tuteurs des dettes, arriérés et charges de la succession ; et de maintenir et garder les biens des mineurs en bon état jusqu'à l'époque de la majorité de ces enfants ; sans préjudice toutefois de l'hypothèque tacite qui revient de plein droit aux mineurs sur les biens de leurs père et mère ; mais s'ils restaient en faute d'accomplir ces devoirs ou de pourvoir aux besoins de leurs enfants, ou s'ils négligeaient de les faire instruire et éduquer, suivant leur condition, dans tous ces cas lesdits tuteurs et les autres proches parents seront obligés d'en donner connaissance à la chambre des orphelins, qui devra y remédier de la manière qu'elle le jugera convenable, suivant les circonstances.

10. Lorsque durant la tutelle quelque bien échoit par succession au mineur, les tuteurs seront tenus de le faire inscrire dans les registres pupillaires, endéans le terme ci-dessus fixé.

11. La même disposition devra être observée lorsque les enfants obtiennent quelque bien par donation, testament, ou de toute autre manière, du vivant de leur père et de leur mère ; lesquels, dans ce cas, devront faire pourvoir à la tutelle, tout en conservant néanmoins leur droit d'administration.

12. Quiconque est tuteur de quelque mineur n'ayant plus son père ni sa mère, devra provoquer la nomination d'un co-tuteur, dans un délai de six semaines ou tout au moins en rapporter la déclaration aux gardes-orphes, avec l'indication des plus proches parents comme dessus, afin que lesdits gardes-orphes puissent y pourvoir ainsi qu'il appartient.

13. Les tuteurs, soit testamentaires ou constitués par la chambre des orphelins, ne peuvent vendre, hypothéquer ou aliéner des biens immeubles ou rentes, sans l'autorisation préalable et spéciale du collège des magistrats, accordée après avis préalable des gardes-orphes, le tout sous peine de nullité.

14. *Item,* les gardes-orphes pourront accorder pareille autorisation, lorsque le bien que l'on propose de vendre n'excède pas en valeur courante la somme de cent florins au total ; cette autorisation sera alors aussi légale que si elle avait été donnée par le collège des magistrats.

15. Les gardes-orphes précités pourront encore accorder autorisation

TEXTE.

consent, omme der weesen goederen te belasten met renten ende loopende schulden naar de gelegentheid ende nood van saaken, tot ter somme als vooren, ofte het capitaal der selver naar advenante van de gemelde somme te verminderen.

16. De onroerende goederen van de weesen, die men aldus verkoopen sal, moeten verkogt werden openbaarlijk, ende *a la Hauche* ten overstaan van wees-meesters ende griffier van weesen, ende niet uitter hand, ten ware dat de voornoemde voogden speciaal consent verkregen hadden, om die uit der hand te mogen verkoopen na voorgaande verklaars van de prijs daar voren geboden.

17. Als de weesen hebben eenige stil-ligghende penningen, soo zijn de voogden schuldig die aan te leggen, ten langsten binnen drie maanden naar den ontfang der selver, ende dat ten intreste op goede suffisante hypotheque, ofte inkoope van gronden, van erven, ten meesten profijte ende voordeele van de weese; ofte sullen by gebreke van dien, deselve penningen loopen ten laste van de voornoemde voogden, rents-gewijs ten advenante den penning sesthien, totter tijd van den employ, daar mede sy ook in het doen van haare rekeninge sullen belast werden.

18. Ende indien de voornoemde voogden daar toe geen bequame ofte proffijtelijke middel konden vinden, sullen sy 't selve te kennen moeten geven aan 't collegie van wetten, ofte ten minsten aan de wees-meesters, die alsdan daar over sullen beraatslagen als naar bevind.

19. Alle voogden zijn schuldig ten minsten alle twee jaren ter weeskamer rekeninge te doen van haarlieden administratie, niet jegenstaande ook dat den testateur 't selve by sijn testament mogte hebben geremitteert.

20. In de selve rekeninge sullen niet mogen gebragt werden eenige vacatien van de voogden voor de administratie ende ontfang van de goederen van deselve weese; dan indien de administratie seer swaar bevonden wierd, ofte dat de voogden uit die oorsake een reise uit de stad moesten doen, ende andere extraordinair verlet lede, sullen de gemelde voogden daar over by ordonnantie van 't collegie ofte wees-meesters, na gelegentheit ende qualiteit van de weesen mogen werden gerecompenseert.

21. Ende indien de saken van de weesen sulx vereisschen, sullen de voorseide voogden vermogen, by consente als voren, te stellen een ontfanger,

TRADUCTION.

pour grever de rentes et de dettes courantes, selon les circonstances et le besoin, les biens des mineurs, jusqu'à concurrence de la somme fixée ci-dessus, ou pour réduire le capital de l'emprunt au taux de ladite somme.

16. Les biens immeubles des mineurs que l'on est ainsi autorisé à vendre, devront être vendus publiquement et à l'enchère, à l'intervention des gardes-orphes et du greffier des orphelins, et non à la main; à moins que lesdits tuteurs eussent obtenu une autorisation spéciale de vendre à la main, après avoir déclaré le prix qui leur a été offert.

17. Lorsque les mineurs possèdent des deniers improductifs, les tuteurs sont obligés de les placer à intérêt, dans les trois mois au plus tard de la réception, sur bonne et suffisante hypothèque, ou d'en faire le remploi en fonds de terre ou d'héritage, au plus grand profit et avantage des mineurs; et à défaut de ce faire, lesdits deniers produiront, à charge des tuteurs, intérêt au taux du denier seize jusqu'au moment de leur emploi; et cette somme d'intérêts devra figurer dans le compte de tutelle.

18. Si les tuteurs ne trouvent pas de placement sûr et avantageux, ils le feront connaître au collège des magistrats, ou tout au moins aux gardes-orphes, qui alors en délibéreront et décideront selon les circonstances.

19. Tous tuteurs doivent, au moins tous les deux ans, présenter leur compte de gestion à la chambre des orphelins, quoique le testateur les eût dispensé par son testament.

20. Les tuteurs ne pourront porter en compte des vacations pour l'administration des biens et la recette des revenus des mineurs; mais si cette administration se trouvait être très lourde, ou si les tuteurs avaient, à cette occasion, été obligés à des déplacements hors ville, ou à souffrir des pertes de temps extraordinaires, lesdits tuteurs, par ordonnance du collège ou des gardes-orphes, en pourront être récompensés, suivant les circonstances et la condition des mineurs.

21. Si la bonne expédition des affaires des mineurs l'exige, les tuteurs pourront, moyennant l'autorisation précitée, commettre un gérant, qui, au

TEXTE.

die voor den loon by de voorseide heeren toe te vougen, d'affairen van de weesen sal helpen (1) administreeren tot pericul van de voogden.

22. Indien eenige van de selve voogden insolvent, irregulier leven leiden, ofte onbequaam wierden, soo is de andere voogd gehouden een ander bequaam persoon aan wees-meesters voor te dragen ende denomineren, omme in desselfs plaatse te werden gesurrogeert.

23. Soo wanneer een voogd, met den regte gegeven, ymant nader van bloede weet aan te wijsen, bequaam om de voogdy te aanvaarden ende bedienen, soo vermag hy selve ter wees-kamer te doen dagen ende bedwingen de voogdie in sijne plaats te aanvaarden, ende den gerequireerden eed te doen, ende werd alsoo de voorseide eerste voogd na het presteren van den eed, van zijne voogdie ontslagen, mits doende bekeninge, bewijs ende reliqua van syne administratie.

24. Maar een testamentaire voogd eens de voogdie aanvaard hebbende, moet die blijven bedienen sonder ymant anders in sijne plaats te mogen doen surrogeren, ten ware deselve met kennis van saken, door eenige wettelijke oorsaken, diergelijke voogdie overstelde aan ymant van de vrienden nader bestaande, ende daar toe capabel ende gewillig zijnde.

25. De testamentaire voogden zijn niets gehouden seker te stellen voor de administratie van voogdie; maar alle andere voogden zijn daar toe verpligt, ten ware dat sy daar af by 't collegie van wetten uit merkelijke redenen geexcuseert wierden.

26. Elk voogt is een, ende voor al, ende yder *in solidum* gehouden te verantwoorden, ende goed te doen alle het gene dat binnen den tijd sijner voogdie gedaan ende geadministreert sal zijn; ende staat ter optie ende keure van de weesen, wie sy van hunlieden aanspreken willen, behoudens elk sijn verhaal op sijne mede-voogd; ten ware dat de administratie by den testateur of by 't collegie van wetten ofte wees-kamer ware gedivideert, ofte aan een voogd alleen opgedragen.

27. Behoudens nogtans, dat die geene, die de weese-goederen niet en heeft geadministreert, maar sijne mede-voogd deselve alleene heeft laten administreren, niet en sal aansprekelijk zijn, dan *in subsidium,* ende naar dat de geene, die alleene geadministreert heeft, eerst geëxecuteert sal wesen, ten

(1) Imprimé par erreur : « hebben ».

TRADUCTION.

salaire à fixer par lesdites autorités, fera l'administration des affaires des mineurs, sous la responsabilité des tuteurs.

22. Lorsque l'un des tuteurs devient insolvable, ou tombe dans l'inconduite, ou est convaincu d'incapacité, le co-tuteur doit présenter et faire nommer par les gardes-orphes une personne capable, pour être subrogée dans la fonction.

23. Lorsqu'un tuteur, quoique dénommé en justice, peut désigner un parent plus proche que lui, qui soit capable de remplir les fonctions de la tutelle, il aura la faculté de le faire citer à la chambre des orphelins et de le contraindre à accepter la tutelle en son remplacement et à prêter le serment requis; et après la prestation du serment, le premier tuteur se trouvera déchargé de la tutelle, moyennant de rendre compte de sa gestion avec pièces justificatives et reliquat.

24. Mais un tuteur testamentaire qui a accepté la tutelle, doit desservir cette fonction sans pouvoir subroger un autre à sa place; à moins qu'en connaissance de cause et pour quelque motif légitime, il soit autorisé à transmettre la tutelle à un parent plus proche que lui, qui soit capable et de bonne volonté.

25. Le tuteur testamentaire n'est pas obligé de fournir caution pour sûreté de sa gestion tutélaire; mais tous autres tuteurs y sont obligés, à moins que pour des raisons légitimes, ils en aient été dispensés par le collège des magistrats.

26. Chaque tuteur en particulier et personnellement, et tous solidairement sont responsables et doivent justifier tous les actes d'administration qu'ils ont posés durant le cours de la tutelle; et les mineurs ont le choix et l'option d'actionner l'un ou l'autre de leurs tuteurs, sauf le recours contre le co-tuteur; à moins que l'administration ait été divisée entre plusieurs ou nominativement assignée à un seul, par le testateur, ou le collège des échevins ou les gardes-orphes.

27. Sous réserve toutefois que celui qui ne s'est immiscé en rien dans l'administration des biens du mineur, mais l'a laissée toute entière à son co-tuteur, ne sera responsable que *in subsidium,* et après que celui qui avait eu seul l'administration, aura été exécuté; à moins

TEXTE.

ware dat de selve notoirlijk gehouden wierde voor insuffisant, ofte dat hy absent ware.

28. Indien eenige weesen hunlieden begaven ten huwelijke, sonder consent ende in weerwil van haarlieden voogden ende naaste vriende ofte van opper-voogden, en sullen daar door haar selfs niet werden, ook niet konnen eisschen rekeninge ende bewijs van haarlieden goederen, dan voor weesmeesters, die hunlieden sullen informeeren van haarlieden comportement, en of sij lieden suffisant ende vroet genoeg zijn, om hun goederen te regeren; dog daar toe niet bequaam genoeg geoordeeld werdende, sullen nog in de voogdie gehouden werden, tot hunnen competenten ouderdom, ofte tot dat sy lieden by 't collegie, na informatie van beter comportement, uit voogdie gesteld sullen werden.

29. Ende sullen op de overtredinge van de voorsz. pointen, ende elkx in 't bijsonder by 't collegie van wetten gesteld moge werden soo danige boeten ende amenden, als naar exigentie van saaken ende qualiteit van de persoonen bevonden sal werden te behooren.

RUBRICA XXXII.

HOE MEN PROCEDEERT IN CRIMINELE SAKEN.

1. Alle crimen werd beregt tusschen den heer ende den geaccuseerden, sonder proces ordinaire, ten ware dat de materie andersints vereischte; ende is den selven heer schuldig, versogt ofte niet versogt zijnde, aan dien gevangen binnen derden dage eisch te maken, ten zy dat burgermeester ende schepenen hem daar toe uit sekere redenen breeder dag gaven.

2. Dog indien hem den delinquant absenteert, ende niet vangelijk is, soo procedeert men 't sijnen laste by daginge; ende ten dage dienende maken den heere ende burgmeester van de courps hem eisch; indien hy compareerd den selven gehoort in sijn excuse ende defentie (1), ende regt gedaan, na de merite van saken.

Maar indien hy naar alle behoorlijke daginge ende dilayen niet en compareert, soo werd hy gecontumaceert, ende vervolgens regt gedaan op de

(1) Imprimé par erreur : « detentie ».

TRADUCTION.

que ce dernier fut notoirement reputé insolvable ou qu'il fut absent.

28. Les mineurs qui contractent mariage sans le consentement et contre le gré de leurs tuteurs et de leurs proches parents ou des chefs-tuteurs, ne seront point émancipés par le fait, et ne pourront exiger le compte justificatif de gestion de leur biens que devant les gardes-orphes ; qui auront d'abord à s'informer de la conduite de ces mineurs et à constater s'ils sont assez sages et prudents pour administrer leur fortune ; mais si on ne leur reconnait pas la capacité suffisante, ils demeureront sans tutelle jusqu'à l'âge de la majorité ou jusqu'à ce que le collège, après des informations plus favorables, leur accorde le bénéfice de l'émancipation.

29. Pour la transgression des points qui précèdent et de chacun d'eux en particulier, le collège des échevins pourra appliquer telles peines et amendes qu'il trouvera convenir suivant la gravité des cas et la condition des personnes.

RUBRIQUE XXXII.

DE LA PROCÉDURE EN MATIÈRE CRIMINELLE.

1. Toutes matières de crime sont instruites entre le bailli et l'accusé, sans autre forme de procès, à moins que l'espèce exigeât le contraire ; et le bailli, qu'il en soit requis ou non, est obligé dans les trois jours, de citer le détenu; à moins que les bourgmestre et échevins aient des raisons spéciales pour proroger ce délai.

2. Lorsque le délinquant a pris la fuite et ne peut être appréhendé, on procède à sa charge par ajournement, et au jour pertinent de plaid, le bailli et le bourgmestre du corps présenteront leur réquisitoire, s'il comparaît ; et il sera entendu en ses excuses et moyens de défense ; et on lui rendra justice, suivant la qualification du fait.

3. Mais si le délinquant, après toutes citations et délais en dûe forme ne comparaît pas, il sera déclaré contumax ; conséquemment il sera procédé

TEXTE.

informatien, ende t'sijnen laste geprocedeert, tot bannissement ofte andersints, na de gelegentheid ende exigentie van saken hem ten laste geleid.

4. De pœnen van bannissement werden gecauseert op lijf als andersints.

5. D'informatie en ondersoek die men tot laste van den gevangenen is doende buiten de stad, werd gedaan ten koste van den selven gevangen.

6. In saken crimineel daar corporele straffe ofte honorable amende aankleeft, ten vervolge van den heere, is men niet gewoon te defereren aan eenige appellen; maar werd dies niet jegenstaande voort geprocedeert, tot volkominge van 't selve, mits dat de sake extraordinairie is belegt.

7. Den delinquant gevangen zijnde, procedeert men jegens hem by informatie, examinatie, ook torture ende andersints, na dat de indicien, presumptien ende informatien groot ende suflisant zijn.

8. Ende geeft de wet sodanige sententie, als op sijn eigen confessie ende probatien van de faiten, naar regte ende exigentie van saken bevonden werd te behooren.

9. Den bailliu vermag geen poorters ofte poorteressen ofte andere ingeseten hier ter stede haar *fixum domicilium* hebbende te apprehenderen, ten zy op voorgaande wettelyke informatie ende naarvolgende abandonnement van de wet, op pœne van nulliteit van deselve apprehentien ende executien, boven de kosten, schaden ende intresten van de geapprehendeerde, ende arbitrale correctie; ten ware dat de deliquanten bevonden wierden met den faicte; in welk geval sy apprehendeerlijk sullen zijn, sonder andere informatien ofte abandonnemente; ofte wel dat 'er pericul ware van vlugt, in welk geval van dangier van vlugt, die van de wet vermogen sullen te consenteeren diergelijke apprehentien sonder formele informatien.

10. In materie van injurie ende klagten, daar crim aan kleeft ofte bloet gevolgt is, by den klagende party geinstitueert zijnde, vermag den heere hem te voegen, ende vermag in sodanigen geval den klager, indien hem van den heere interdictie gedaan is, met sijn weder-partije te transigeren, sonder voorgaande kennisse van den selven heere.

11. Dog ingevalle de klager sijn klagte wilde laten varen, ende uit proceduren ofte regten scheiden, soo staat het egter den heere vry soo veel het hem aangaat, daar af vervolg te doen.

TRADUCTION.

d'après les pièces de l'instruction et jugé suivant les charges qui pèsent sur lui ; et il sera condamné au bannissement ou autre peine, conformément à la gravité et la qualification du fait.

4. Le bannissement est prononcé sans peine corporelle ou autre.

5. L'information et l'instruction qui sont ouvertes hors ville à charge du détenu, se font aux frais personnels de celui-ci.

6. En matières criminelles qui emportent des peines corporelles ou l'amende honorable, sur la poursuite du seigneur, il n'est pas d'usage de déférer à l'appel, mais il est passé outre à l'exécution, pourvu que l'affaire ait été conduite dans toutes les formes voulues.

7. Le délinquant ayant été arrêté, on procède contre lui par information, examen, et même torture ou autrement, lorsque les indices, présomptions et inquisitions sont graves et suffisantes.

8. La loi prononcera la sentence sur l'aveu du coupable et la preuve des faits, d'après ce qu'on trouvera convenir suivant le droit et le caractère de la chose.

9. Le bailli ne peut arrêter des bourgeois ou bourgeoises ou des habitants ayant dans cette ville leur *fixum domicilium,* si ce n'est après une instruction légale préalable et sur un mandat d'arrêt délivré par le juge, à peine de nullité de ces arrestations et exécution, outre les frais, dommages et intérêts à réclamer par le détenu, et à peine de correction arbitraire ; à moins que les prévenus ne soient surpris en flagrant délit ; et en ce cas, ils pourront être appréhendés sans autre information ou mandat ; ou bien s'il existait quelque appréhension de fuite ; et en ce cas de danger de fuite, le magistrat aurait la faculté d'autoriser l'arrestation sans information préalable.

10. Dans les matières d'injures et de plaintes produites par une partie plaignante, et emportant un crime ou effusion de sang, le bailli a la faculté de poursuivre comme partie jointe ; et le plaignant ne peut en ce cas, lorsque le bailli lui en a intimé la défense, transiger avec la partie adverse, sans en avoir donné connaissance au bailli.

11. Lorsque le plaignant désire retirer sa plainte et se désister de la procédure ou poursuite, le bailli est libre, pour autant que le droit le lui permet, de donner suite à l'action publique.

TEXTE.

REGISTER.

RUBRICA I.

Van de jurisdictie, ende 't administreeren van justitie, mitsgaders het ampt van burgermeesters en schepenen.

RUBRICA II.

Van de poorterie, en het verkrijgen en vervremden van dien.

RUBRICA III.

Van het regt van issuën.

RUBRICA IV.

Van arresten.

RUBRICA V.

Van contracten en verkoop.

RUBRICA VI.

Van huur van huis ofte erven, mitsgaders van werklieden ende dienstboden.

RUBRICA VII.

Van de naarderinge.

RUBRICA VIII.

Van hijpothequen ende belastinge van immeubele goederen; mitsgaders transporten van meubelen ende catheilen.

RUBRICA IX.

Van borgen en borgtogten.

RUBRICA X.

Van gemeinschap van huisen ende erven; ende hoe men daar uit mag scheiden.

TRADUCTION.

TABLE.

RUBRIQUE I.

De la juridiction et de l'administration de la justice, ainsi que des attributions des bourgmestres et échevins.

RUBRIQUE II.

De la bourgeoisie; de son acquisition et de son abdication.

RUBRIQUE III.

Du droit d'issue.

RUBRIQUE IV.

Des saisies-arrêts.

RUBRIQUE V.

Des contrats et de la vente.

RUBRIQUE VI.

Du louage de maisons et de terres, et du louage des ouvriers et domestiques.

RUBRIQUE VII.

Du retrait.

RUBRIQUE VIII.

Des hypothèques et charges de biens immeubles, et des transports de meubles et catheux.

RUBRIQUE IX.

Des cautions et cautionnements.

RUBRIQUE X.

De l'indivision de maisons et de terres, et de la manière d'en sortir.

TEXTE.

RUBRICA XI.

Van executien en sententien in civile saaken.

RUBRICA XII.

Van af-winninge, keers-brandinge en decreten.

RUBRICA XIII.

Van servituiten en gebuurlijke regten.

RUBRICA XIV.

Van præscriptien.

RUBRICA XV.

Van de staten en conditien der gehuwde lieden ende haar gemeenschap.

RUBRICA XVI.

Van successien en verdeelingen in poorterlyke sterfhuisen.

RUBRICA XVII.

Van successie en hoiren.

RUBRICA XVIII.

Van collatien en inbrengen.

RUBRICA XIX.

Van representatie.

RUBRICA XX.

Van bastaarden.

RUBRICA XXI.

Van stragiers goed.

RUBRICA XXII.

Van benefitien van inventaris.

RUBRICA XXIII.

Van uitlandse, daar men taal nog teiken van hoort.

TRADUCTION.

RUBRIQUE XI.

Des exécutions et jugements en matière civile.

RUBRIQUE XII.

De la saisie réelle, des feux et décrets.

RUBRIQUE XIII.

Des servitudes et droits de mitoyenneté.

RUBRIQUE XIV.

Des prescriptions.

RUBRIQUE XV.

De l'état et de la condition des époux et de la communauté.

RUBRIQUE XVI.

Des successions et du partage des biens de bourgeois.

RUBRIQUE XVII.

Des successions et des héritiers.

RUBRIQUE XVIII.

De la collation et des rapports.

RUBRIQUE XIX.

De la représentation.

RUBRIQUE XX.

Des bâtards.

RUBRIQUE XXI.

Des biens d'estrayers.

RUBRIQUE XXII.

Du bénéfice d'inventaire.

RUBRIQUE XXIII.

Des absents dont on n'a plus de nouvelles.

TEXTE.

RUBRICA XXIV.

Van testamenten.

RUBRICA XXV.

Van giften *inter vivos,* die men noemt metter warme hand.

RUBRICA XXVI.

Dat vader en moeder de houdenisse hebben van haarlieden kinderen ende 't blad van haarlieden goedinge.

RUBRICA XXVII.

Van leenen ende bijlevinge van dien.

RUBRICA XXVIII.

Van de magt van vader ende moeder op haarlieden kinderen, ende hoe die haar selfs werden, ende uit voogdien gaan.

RUBRICA XXIX.

Van over-jarige weesen.

RUBRICA XXX.

Van bankeroetiers, gevlugte persoonen, ende bekommerde sterfhuisen; mitsgaders de preferentien van de crediteuren.

RUBRICA XXXI.

Van voogden, wees-kinderen, ende het overbrengen van haarlieden goed.

RUBRICA XXXII.

Hoemen procedeert in criminele saken.

EYNDE.

TRADUCTION.

RUBRIQUE XXIV.

Des testaments.

RUBRIQUE XXV.

Des donations entre vifs que l'on appelle de main chaude.

RUBRIQUE XXVI.

Le père et la mère ont l'administration de leurs enfants et l'usufruit de leurs biens.

RUBRIQUE XXVII.

Des fiefs et de leur usufruit.

RUBRIQUE XXVIII.

De la puissance des père et mère sur leurs enfants, des formes de l'émancipation et de la sortie de tutelle.

RUBRIQUE XXIX.

De la curatelle.

RUBRIQUE XXX.

Des banqueroutiers, des fugitifs et des successions onéreuses; et du droit de préférence des créanciers.

RUBRIQUE XXXI.

Des tuteurs, des mineurs et de la déclaration de leurs états de biens.

RUBRIQUE XXXII.

De la procédure en matière criminelle.

FIN.

TEXTE.

BYVOEGSEL TOT DE COUSTUME (1).

POLITYCQUE WETTEN ENDE ORDONNANTIEN, *gemaakt by balliu, burgemeesters en schepenen der stad en schependomme van Aardenburg, en by de zelve heeren van de wet na der geamplieert ende gerenoveert, en den 14 january 1610 en den 25 september 1683, ter puye gepubliceert; inhoudende waar naar dat yder ingezeten hem strictelyken zal hebben te reguleren; op pœne en boete, als onder yder articul geëxpresseert ende uytgedrukt staat.*

RUBRICA I.

HANDELENDE VAN HET ONDERHOUDEN VAN DEN SABBATHDAG DES HEEREN.

Articul 1. Eerstelyken en alvoren verbieden wy wel expresselyk, ende interdiceren mits desen, aan een ygelyken van onze ingezetenen, 't zy wie het ook zy, ofte zoude mogen wesen, niemant uytgezondert ofte gerezerveert; dat hem niemant en zal hebben te vervorderen, op den sabbathdag des Heeren, eenig werk te mogen doen; 't zy wat werk dat het ook zoude mogen wezen, zoo van ambagten, neeringen, handteringen, exercitiën ofte eenigerley spelen; nog haar niet en zullen bemoeyen met koopen, uytventen, ofte verkoopen, van eenige waren, ofte goederen, 't zy wat goederen ofte waren dattet ook zoude mogen wezen; geene uytgezondert, ofte gerezerveert; ende wel bezonderlyken, dat de taverniers ende brandewyn-verkoopers, ten zelven dage, hen niet en zullen hebben te vervoorderen, eenig volk in hare huyzen, ofte elders, te mogen zetten, omme te zitten drinken; nogte aan niemant en zullen mogen te tappen ofte schinken, 't zy eenige

(1) Cet appendice a été publié sous ce titre : « Politycque wetten en ordonnantien der stad en schependomme van Aardenburg. Te Middelburg, gedruckt by Anthony de Winter, Boekdrukker en papier-verkooper, woonende in de lange Giststraat, 1743. »

TRADUCTION.

APPENDICE A LA COUTUME.

LOIS ET ORDONNANCES DE POLICE *arrêtées par le bailli, les bourgmestre et échevins de la ville et de l'échevinage d'Ardenbourg, revues et amplifiées par les dits seigneurs de la loi et publiées à la bretèque le* 14 *janvier* 1610 *et le* 25 *septembre* 1683; *suivant la teneur desquelles chaque habitant devra se régler strictement, sous les peines et amendes exposées et portées dans chacun des articles.*

RUBRIQUE I.

DE L'OBSERVATION DU JOUR DU SEIGNEUR.

Article 1. D'abord et avant tout nous défendons bien expressément et interdisons par les présentes à tous nos administrés, quels qu'ils soient ou puissent être, sans aucune exception ni réserve, de se livrer à quelque travail le jour consacré au Seigneur, de quelque nature que soit ce travail, qu'il se rapporte à un métier, une industrie, un commerce, un exercice ou toute espèce de jeu; et de s'occuper de l'achat, de l'étalage ou de la vente de quelque objet ou marchandise, de quelque nature que ce soit, sans aucune exception ni réserve; et spécialement il est défendu aux taverniers et aux débitants d'eau-de-vie de recevoir, ce même jour, dans leurs maisons, des personnes qui viendraient y faire des consommations; et il ne pourront servir ni verser à qui que ce soit du vin, de l'eau-de-vie, de la bière ou autre liqueur forte, à l'exception des voyageurs ou passagers; sous peine d'une amende de douze livres parisis. . . . . 12 lb. parisis.

TEXTE.

wynen, brande-wynen, sterke bieren, ofte eenigen anderen sterken drank; dan alleenlyk aan vremde reizende lieden ofte passanten; op de verbeurte, pœne en boete van twaalf ponden parazyse . . . . . XII l. parazyse.

RUBRICA II.

VAN GETUYGENISSE DER WAARHEID TE GEVENE.

1. Item, zoo wie ontboden ofte gedagvaard wert, by d'heeren van de wet, ofte door haarlieden orders, omme goede getrouwe getuygenisse der waarheid te geven, van het gene dat haar lieden door de wet ofte schepenen zoude mogen gevraagt werden; ende niet en compareerde, ten ware dat hy voor het gebod abzent ware ofte andere wettelyke nootzakelykheid wist te allegeren, zal verbeuren, voor de eerste reise, de boete van drie ponden parazyse . . . . . III l. parazyse.

Voor de tweede maal, gelyke boete van. . . . . III l. parazyse.

En voor de derde maal, dobbel boete van . . . . . VI l. parasyse.

Ende boven die gevangen werden, tot zynen koste, zoo lange, tot dat hy obediëert ende gewilliglyken compareert om te voldoen.

2. Item, zal geen ingezeten, op andere plaatsen buyten deser stede, vermogen getuygenisse der waarheid te geven, zonder consent van de heeren van de wet; 't en ware voor overheden daar onder dat deze stad staat; op verbeurte en boete van zes ponden parazyse . . . . . VI l. parazyse.

RUBRICA III.

VAN VREMDE LUYDEN TE LOGEREN ALS ANDERS.

1. Item, alle taverniers, herbergiers ende alle andere ingezetenen, die haar binnen dezer stede komen te generen met vremde luyden te logeren, zullen gehouden wezen alle avonden ten zes uren, immers voor het luyden van de ruymklokke, schriftelyk over te brengen, aan d'heeren van de wet, ofte aan het eerste lit van dien, de namen en toenamen van alle de vremde luyden, die zy binnen haren huyze logeren; mitsgaders waar zy woonen, en waar van daan komen, ende ter wat oorzaake dat zy gekomen zyn; op pœne

TRADUCTION.

RUBRIQUE II.

DU DEVOIR DE TÉMOIGNER DE LA VÉRITÉ.

1. *Item,* celui qui est cité ou ajourné par les seigneurs de la loi ou à leur requête pour venir rendre un témoignage fidèle et exact de la vérité, sur toutes les questions qui lui seront posées par les membres du magistrat ou les échevins; s'il ne comparaît pas, sans pouvoir justifier de son absence au jour de la citation ou alléguer quelque autre motif légitime d'excuse, il encourra, pour le premier défaut, une amende de trois livres parisis. . . . . 3 lb. parisis.

Et pour le second défaut, une pareille amende de . . . 3 lb. parisis.

Et pour le troisième défaut, une double amende de . . . 6 lb. parisis.

Et de plus il restera en état de détention, à ses frais personnels, jusqu'à ce qu'il ait obéi et comparu volontairement pour satisfaire à la citation.

2. *Item*, nul habitant ne pourra, en aucun lieu hors de la ville, donner témoignage de la vérité, sans le consentement de messeigneurs de la loi, à l'exception des autorités auxquelles la ville est soumise; sous peine d'une amende de six livres parisis . . . . . 6 lb. parisis.

RUBRIQUE III.

DE L'HÉBERGEMENT DE PERSONNES ÉTRANGÈRES ET AUTRES.

1. *Item,* tous taverniers, aubergistes et autres habitants qui ouvrent dans cette ville des logements pour les personnes étrangères, devront chaque soir, avant six heures, ou au moins avant le son de la cloche de la retraite, remettre par écrit, aux seigneurs de la loi ou au premier échevin, les noms et les prénoms de toutes les personnes étrangères qu'ils hébergent dans leurs maisons; et de plus, l'indication du lieu de leur domicile, de l'endroit d'où elles viennent et de la cause de leur arrivée; sous peine de la suspension de

TEXTE.

van suspentie van haar lieder neringe, ende boven dien van elken persoon, die zy verswegen en agtergehouden zullen hebben, te verbeuren de boete van . . . . . VI l. parazyse.

2. Item, zoo wanneer d'heer balliu, ofte die in zyn abzentie, desselfs plaatse komt te bekleeden, met haar dienaars ende assistenten, naar eenige persoonen, waar aan de justitie gelegen mogte zyn, believen onderzoek te doen, zoo wert elken weert of weerdinne, ende allen anderen die van haar dipenderen, ende haar komen te generen met vremde lieden te logeren, gehouden, op haar verzoek, haarlieden huyzen, deuren ende kameren te openen, zonder eenig dilaay, refuys ofte vertrek, op pœne van suspentie van haar lieder neringe, en boven dien te verbeuren de boete van . XII l. parazyse.

3. Item, dat geen taverniers hen en vervorderen eenderley wynen ofte bieren, van gelyke soorte, natuure, spetie ofte pryze, ten diversen pryze op een tyt, aan haare gasten dierder te verkoopen nog te doen betalen, dans als die by d'heeren van de wet gestelt zyn ofte gestelt zoude mogen werden, op de boete van . . . . . VI l. parazyse.

4. Item, dat geen tavernier, herberg houdende, zal vermogen eenig brood te bakken, omme binnen zynen huyze te verkoopen ; ten ware dat' er gebrek van bakkers ofte brood in de stad waer ; op de boete van . III l. parazyse.

RUBRICA IV.

ORDRE OP DE ELLE, MAAT ENDE GEWIGTE ALS ANDERS.

1. Item, en zullen geen wyn ende brandewyn-verkoopers, taverniers, als andere winkeliers, 't zy ook wie hy zy ofte zoude mogen wezen, eenige goederen ofte waren, met de kleine mate mogen uytventen ofte verkoopen, als met dese stads mate ; met expresse last ende bevel, geene andere kleine, als stads mate, in hare huysen te mogen houden ; op de boete, voor de eerste maal, van. . . . . XIJ l. parazyse.

Ende voor de tweede maal, op de boete van . . . . XXIV l. parazyse.

Ende derde maal, op pœne van suspentie van haarlieder neringe ende arbitrale correctie.

2. Item, zoo wie eenigerhande goederen ofte waren, 't zy droog ofte nat, levert, uytvent, koopt ofte verkoopt, met tinnen, steene, aarde ofte houte-

TRADUCTION.

leur industrie et d'une amende montant pour chaque personne qu'ils ont omise ou cachée, à . . . . . 6 lb. parisis.

2. *Item,* lorsque le bailli ou celui qui le remplace en son absence, avec ses sergents et assistants, se met en devoir de recueillir des informations à charge de quelque personne qui a des démêlés avec la justice, les taverniers et tavernières et tous autres qui en dépendent ou qui tiennent des logements pour les personnes étrangères, devront, à la réquisition du magistrat, lui ouvrir leurs maisons, portes et chambres, sans délai refus ou résistance, sous peine de la suspension de leur industrie et d'une amende de 6 lb. parisis.

3. *Item,* nuls taverniers ne pourront vendre ou faire payer du vin ou de la bière, à leurs hôtes, de même nature espèce ou qualité que celle prévue, à un prix plus élevé que celui fixé ou à fixer par les seigneurs de la loi ; et ce sous peine d'une amende de . . . . . 6 lb. parisis.

4. *Item,* nul tavernier qui tient auberge, ne pourra cuire le pain pour en faire le débit dans sa maison, à moins qu'il y eût, dans la ville, manque de boulangers ou de pain, sous peine d'une amende de. . . . 3 lb. parisis.

RUBRIQUE IV.

RÈGLEMENT DE L'AUNAGE, DES POIDS ET MESURES, ET AUTRES.

1. *Item,* nuls débitants de vin et d'eau-de-vie, soit taverniers ou autres marchands, quel qu'ils soient ou puissent être, ne pourront débiter en détail ou vendre à la petite mesure, quelque marchandise ou objet, si ce n'est à l'étalon de la ville ; avec l'ordre et la charge expresse de ne retenir dans leur maison toute petite mesure qui ne soit point étalonnée, sous peine pour la première contravention d'une amende de. . . . . 12 lb. parisis.

Et pour la seconde d'une amende de . . . . . 24 lb. parisis.

Et pour la troisième, sous peine de suspension de leur négoce et de correction arbitraire.

2. *Item,* celui qui livre, débite, achète ou vend quelque marchandise ou objet, sec ou liquide, qui se mesure au moyen de pots d'étain, de grès, de

TEXTE.

kannen; 't zy met groote ofte kleine mate, ellen, schalen ofte gewigten, zonder dat dezelve by den stads-yker, alle jaren behoorlyk ge-ykt zullen wezen; uytgezondert de schalen, die maar eens zulks subject zyn; zal verbeuren de boete van. . . . . VI l. parazyse.

Voor de tweede maal, dobbel boete van . . . . . XIJ l. parazyse.

Ende voor de derde maal, op arbitrale correctie, ter discretie van de heeren van de wet, en op gelyke dobbel boete van . . . XIJ l. parazyse.

RUBRICA V.

ORDRE OP HET INKOMEN ENDE KOOPEN VAN GOEDEREN DIE TER MARKT WERDEN GEBRAGT.

1. Item, dat allerley granen, die by eenige voorverkoopers gekogt wert, de ingezetenen hare provisie, voor den tyt van een maant, voor zulken prys zullen mogen aanvaarden, als de zelve by de voor verkoopers is ingekogt geworden; ende zoo wie het zelve iemant ontzeit ofte refuzeert, zal verbeuren, 't elken reize, de boete van . . . . . XI l. parazyse.

2. Item, en zal niemant eenige granen, die men by de mate verkoopt, op de marktdagen mogen verdieren, op de boete van . . . III l. parazyse.

3. Item, dat niemant op de marktdagen hem en zal hebben te vervorderen eenige goederen, alhier van buyten inkomende, omme verkogt te werden, te koopen ofte verkoopen, onderwegen, in eenige straten, huysen, plaatsen ofte wegen dezer stede en schependomme; zoo etelyke waren, als linwaden, garen, branthout ofte eenige andere goederen ofte waren, wat waren ofte goederen dat het zoude mogen wezen, geene uytgezondert ofte gerezerveert; maar dat yder een, de zelve goederen ofte waren, gehouden zullen wesen, te brengen op de markt, omme, is het doenlyk, aldaar verkogt te werden; nogtans met verstande, dat zoo wanneer iemant met zyn goederen ofte waren, des somers tot den negen uuren, en des winters tot tien uuren, op de markt heeft gestaan, zonder dat hy de zelve heeft konnen verkoopen, zal vermogen de zelve te verkoopen, daar ende zoo hy te rade werden zal; op de verbeurte ende boete, zoo wel te verhalen op den kooper als verkooper van III l. parazyse.

4. Item, dat geene persoonen eenige goederen ter markt zullen mogen uytventen, des somers voor zeven uuren, en des winters voor agt uuren;

TRADUCTION.

faïence ou de bois, soit à la grande ou à la petite mesure, aune, balance ou poids, sans qu'ils aient été soumis tous les ans au poinçonnage du vérificateur de la ville, à l'exception des balances qui n'y seront soumises qu'une fois ; celui-là encourra une amende de. . . . . 6 lb. parisis.

Et à la seconde contravention, une amende double de. . .12 lb. parisis.

Et à la troisième contravention, une correction arbitraire à la discrétion de messeigneurs de la loi et une pareille double amende de . 12 lb. parisis.

RUBRIQUE V.

RÈGLEMENT POUR L'ENTRÉE ET LA VENTE DES MARCHANDISES QUI SONT APPORTÉES AU MARCHÉ.

1. *Item,* de tous les grains qui sont achetés par les marchands, les habitants auront la faculté de reprendre leur provision, durant un mois, au même prix que les marchands les ont payés ; et celui qui s'y oppose ou le refuse, encourt pour chaque contravention, une amende de . 6 lb. parisis.

2. *Item,* personne ne peut, les jours de marché, renchérir les grains qui se vendent à la mesure, sous peine d'une amende de . . . 3 lb. parisis.

3. *Item,* personne ne peut, les jours de marché, acheter ou vendre en chemin, soit sur la rue ou dans des maisons, sur les places ou voies publiques de cette ville et échevinage, des marchandises qui sont transportées ici du dehors pour être exposées en vente ; soit des objets de consommation ou des toiles, fils, bois de chauffage ou toutes autres choses ou marchandises quelles qu'elles puissent être, sans aucune exception ni réserve ; mais chacun est tenu d'apporter ces denrées et marchandises et de les exposer en vente au marché pour trouver acquéreur, si possible ; il est entendu toutefois que celui qui a exposé au marché ses denrées et marchandises jusqu'à neuf heures en été et jusqu'à dix heures en hiver, sans qu'il ait pu trouver acquéreur, aura le droit de les vendre là et de la manière qu'il le jugera convenable ; et ce sous peine d'une amende, recouvrable tant à charge de l'acheteur qu'à charge du vendeur, de. . . . . 3 lb. parisis.

4. *Item,* personne ne peut exposer des marchandises en vente au marché avant sept heures en été et huit heures en hiver ; il est expressément défendu

TEXTE.

werdende alle borgers en ingezetenen wel expresselyken verboden, voor den voornoemden tyt, eenige goederen te mogen koopen, op de boete van. . . . . III l. parazyse.

5. Item, dat geene voorkoopers en zullen vermogen, op de markt, eenigerhande waren te koopen, voor dat de klokke agt uuren zal geslagen zyn, des somers; ingaende met prima april, ende expirerende met ultima september; ende des winters ten negen uuren, ingaande prima october, ende expirerende met ultima maart; op de boete van. . . . III l. parazyse.

RUBRICA VI.

ORDRE OP DE BAKKERS DEZER STEDE.

1. Item, zullen de bakkers dezer stede gehouden wezen hun brood te bakken ingevolge de ordonnantie ende passen, by de heeren van de wet daar toe gestelt ofte te stellen; op de boete voor de eerste reize, van. . . . . VI l. parazyse.

Item voor de tweede maal, dobbel boete . . . . . XII l. parazyse.

Ende voor de derde reize, arbitralyk gecorrigeert te werden ter discretie van d'heeren van de wet, ende bovendien te verbeuren de boete van . . . . . XII l. parazyse.

2. Item, zal elken bakker dezer stede gehouden wezen op zyn brood te stellen zyn gewoonlyk mercq ofte teeken, zoo hem het zelve by d'heeren van de wet geordonneert is, ofte zoude mogen geordonneert werden; op de boete van. . . . . III l. parazyse.

RUBRICA VII.

VAN DE POLICIE IN 'T GEMEEN.

1. Item, en zal niemant binnen dezer stede vermogen te verkoopen eenig ongans verdorven vlees of vis; ende omme zulks voor te komen, zal yder een, het zy wie hy ook zy, alvoren gehouden wezen, by de stads gezworen keurders, het zelve te laten keuren, op de boete van. . . III l. parazyse.

2. Item, en zal hem niemant hebben te vervorderen, eenige wynen,

TRADUCTION.

à tous bourgeois et habitants d'acheter quelque marchandise, avant les heures ci-dessus fixées, sous peine d'une amende de . . . 3 lb. parisis.

5. *Item,* nuls marchands ne pourront acheter au marché quelque objet, avant que la cloche ait sonné les huit heures, en été, c'est-à-dire du premier avril au dernier jour de septembre; et les neuf heures, en hiver, c'est-à-dire du premier octobre au dernier jour de mars, sous peine d'une amende de. . . . . 3 lb. parisis.

RUBRIQUE VI.

RÈGLEMENT SUR LES BOULANGERS DE CETTE VILLE.

1. *Item,* les boulangers de cette ville sont tenus de cuire leurs pains conformément aux ordonnances et taxes établies ou à établir par les seigneurs de la loi, sous peine, pour la première infraction, d'une amende de . . . . . 6 lb. parisis.

Item, pour la seconde, d'une amende du double, soit . 12 lb. parisis.

Et pour la troisième, sous peine de correction arbitraire à la discrétion des seigneurs de la loi et de plus d'encourir une amende de 12 lb. parisis.

2. *Item,* chaque boulanger de cette ville sera tenu d'apposer sur ses pains sa marque ou cachet habituel, qui lui aura été remis par les seigneurs de la loi, sous peine d'une amende de . . . . . 3 lb. parisis.

RUBRIQUE VII.

DE LA POLICE EN GÉNÉRAL.

1. *Item,* il n'est permis à personne de vendre en cette ville, de la viande ou du poisson malsains et corrompus; pour prévenir les abus, chacun quel qu'il soit, sera obligé de les soumettre à l'approbation des experts jurés de la ville, sous peine d'une amende de . . . . . 3 lb. parisis.

2. *Item,* personne ne peut introduire, charger ou décharger dans sa maison

TEXTE

bieren ofte eenige andere goederen ofte waren, die impozitie ofte axcynsen schuldig zyn, in te brengen, te lossen ofte laden, binnen hare huyze ofte kelders, dan met gezworen arbeiders ofte bierwerkers dezer stede, ten ware by consent van den pagter ofte collecteur; op de boete van. VI l. parazyse.

3. Item, zal een iegelyk, wie hy ook zy, gehouden wezen zyn vuur ende keersligt wel te bewaren, ende daar af zorge dragen, zoo dat'er geen brant van en kome; op de boete ende verbeurte van . . . . XII l. parazyse.

4. Item, in cas dat daar eenige schade quame te gebeuren, zal de zelve schuldig wezen te vergoeden, ende boven dien verbeuren de boete van . . . . . XX l. parazyse.

5. Item, en zal niemant binnen dezer stede vermogen eenige voorhuyzen af te breken ofte laten vervallen; nog ook eenige materialen van vervallen ofte afgebroken huyzen, nogte eenige straatsteenen ofte kalkzyden, buyten dezer stede en schependomme te transporteren; op pœne van arbitrale corectie, ende boven dien te verbeuren de boete van . . XX l. parazyse.

6. Item, zoo wie op des heeren straten zyne paarden komen te ontvlugten, ende den heer ofte zyne dienaars de zelve vlugtige paarden eerst in de hand komen te krygen ofte te vangen, zal van yder paart verbeuren de boete van . . . . . III l. parazyse.

7. Item, zoo wie eenige beesten ofte pryen zal hebben, die de moort gesteken zyn, die zal gehouden zyn de zelve binnen zyn bevang ofte elders buyten dezer stede, ten zelven dage, zoo diepe onder de aarde te doen delven, dat er geen corruptie af en kome; op de boete van VI l. parazyse.

8. Item, en zal hem niemant hebben te vervorderen, op eenige dezer stads strate, voor haarlieder woonsteden ofte op eenige andere ledige plaatsen, te werpen, brengen, doen ofte laten werpen ofte brengen eenigerhande vuyligheden, 't zy drek, bloet, penseryen, ingewant van beesten, asschen; paarde, koeyen, schape ofte verkens mist; aarde, steenen ofte gruys; hooy, stroo ofte eenige andere vuyligheden meer; zonder expres consent daar van te hebben; op pœne van de zelve vuyligheden terstont te doen weren, en te verburen de boete van. . . . . VI l. parazyse.

9. Item, en zal niemant vermogen zyne kinderen haar gevoug te laten doen op s'heeren strate, op pœne ende boete van . . . VI l. parazyse.

10. Item, en zal niemant vermogen te breken de stads kaaye, poorten, bruggen, muuren, zoo van steene-bruggen, kerkhoven, als alle andere; ofte

TRADUCTION.

ou sa cave, des vins, des bières ou quelque marchandise ou objet qui sont soumis à imposition locale ou assise, que par l'intermédiaire des ouvriers ou débardeurs jurés de la ville, à moins d'une autorisation du fermier ou collecteur; sous peine d'une amende de. . . . . 6 lb. parisis.

3. *Item,* chacun, quel qu'il soit, devra spécialement garder feu et lumière, et en avoir grand soin, pour éviter tout danger d'incendie, sous peine d'une amende de . . . . . 12 lb. parisis.

4. *Item,* en cas de sinistre, il sera responsable de tous les dommages et en outre il encourra une amende de. . . . . 20 lb. parisis.

5. *Item,* personne ne peut en cette ville démolir ou laisser tomber en ruine quelque façade de maison ; ni transporter hors de cette ville et de sa juridiction des matériaux provenant de la démolition ou de la ruine de maison, des grès ou pavés de chemins, sous peine de correction arbitraire et en outre d'une amende de . . . . . 20 lb. parisis.

6. *Item,* celui qui a laissé échapper ses chevaux sur des chemins publics, s'ils sont arrêtés ensuite dans leur course par le seigneur ou ses sergents, encourra par chaque cheval une amende de. . . . . 3 lb. parisis.

7. *Item,* celui qui aura quelque bête crevée ou charogne, doit les faire enfouir, le même jour, soit dans son enclos ou hors de l'enceinte de la ville, à une profondeur telle qu'il n'en résulte aucun danger de corruption, sous peine d'une amende de . . . . . 6 lb. parisis.

8. *Item,* personne ne peut jeter ou déposer, laisser jeter ou déposer, sur les rues de cette ville ou devant sa maison ou en quelque endroit isolé, des immondices, soit de la boue, du sang, des débris de peaux ou des issues d'animaux, des cendres ; de la fiente de chevaux, vaches, moutons ou porcs ; de la terre, des pierres ou décombres ; des foins, des pailles ou toutes autres ordures ; sans s'être muni d'une autorisation formelle ; sous peine de devoir enlever sur le champ ces immondices et d'encourir une amende de . . . . . 6 lb. parisis.

9. *Item,* personne ne pourra laisser ses enfants faire leurs besoins sur les chemins publics, sous peine d'une amende de . . . . . 6 lb. parisis.

10. *Item,* personne n'occasionnera des dégâts au quai de la ville, aux portes, ponts, murs, soit encore aux aqueducs et à la clôture des cimetières

TEXTE.

ook en vermogen te werpen eenige steenen ofte andere vuyligheden, in der stads vesten, steenputten ofte watergangen; op pœne van correctie, ende boven dien te verbeuren de boete van . . . . . XII l. parazyse.

11. Item, en zal hem niemant hebben te vervorderen eenige quantiteit van oogst, zoo van ongedorschen tarwe, rogge, gerste, haver, boonen, erten, vlas, hooy, stroo, ofte iets diergelyks, binnen dezer stede in te leggen ofte doen ofte laten inleggen, in eenige woonhuyzen of zolders, ofte elders; op pœne ende verbeurte van de zelve granen, hooy, stroo ende vlas, ende boven dien de boete van . . . . . III l. parazyse.

12. Item, dat ook niemant een ander en helpe verhuyzen, by nagte, nog eenige van de zelve goederen in haar lieder huyzen en komen in te nemen ofte verbergen, nog en helpe vervoeren, op de boete van. XII l. parazyse.

RUBRICA VIII.

VAN STRAATSCHENDERYEN ENDE ANDERE FEITELYKHEDEN.

1. Item, en zal hem niemant hebben te vervorderen te visschen zoo buyten als binnen in de stede-wateringe; nogte uyt iemands boomgaarden, hoven ofte besloten plaatzen; ietswes te nemen; ofte te stelen eenige goederen, 't zy gewas, ofte andere goederen, die daar in souden mogen wezen; ofte alzulke die zouden mogen dienen tot bevrydinge van de zelve boomgaarden, hoven ofte plaatsen; op pœne van arbitrale correctie, ter discretie van de heeren van de wet.

2. Item, indien eenige borgers ofte ingezetenen dezer stede eenige gestolen goederen binnen haren huyzen kwamen in te nemen en te verbergen, zonder dat zy lieden zulks op staande voet aan den heere bekent te maken, zullen arbitralyken gecorrigeert werden, ter discretie van de heeren van de wet, als naar exzigentie van zake bevonden zal werden te behooren.

3. Item, en zal hem niemant vervorderen, by dage ofte nagte, op iemands deure ofte vensters, met hevelen moede te slaan, kloppen, stooten ofte werpen, nog eenige fortee van gewelt te plegen; 't zy met het uytstooten ofte slaan van iemands glazen, ofte eenig rumoer te maken op des heeren straten, ofte elders, 't zy met kretzen van degens, uyt eenige injurieuse

TRADUCTION.

ou autres; et ne pourra jeter des pierres ou autres immondices dans les fossés des remparts, les puits des fontaines ou les canaux de la ville; sous peine de correction arbitraire et en outre d'une amende de . 12 lb. parisis.

11. *Item,* personne ne pourra engranger, ou faire ou laisser engranger, des parties de récoltes, soit de froment coupé, de seigle, de l'orge, de l'avoine, des féverolles, des pois, du lin, du foin, de la paille ou autres objets semblables, dans quelque maison de cette ville, ou greniers ou places, sous peine de confiscation de ces objets, foins, pailles et lins; et en outre d'une amende de . . . . . 3 lb. parisis.

12. *Item,* que personne ne prête la main au déménagement nocturne d'autrui, soit en recevant ou déposant dans sa demeure des objets ou meubles, soit en aidant à les transporter, sous peine d'une amende de . . . . . 12 lb. parisis.

RUBRIQUE VIII.

DES DÉGATS ET VIOLENCES ET AUTRES VOIES DE FAIT.

1. *Item,* personne ne se permettra de pêcher dans les eaux banales, tant en ville que dehors; ni d'enlever quelque chose des vergers, jardins ou enclos d'autrui; ni de s'approprier quelque bois, plante ou autre objet qui s'y trouve et qui peut servir à la clôture des dits vergers, jardins et enclos; sous peine de correction arbitraire à la discrétion des seigneurs de la loi.

2. *Item,* si des bourgeois ou habitants de cette ville se permettaient de recevoir et récéler dans leur maison quelque objet volé, sans en donner immédiatement connaissance au seigneur, ils seront punis de correction arbitraire à la discrétion du juge, suivant la gravité de l'espèce qui sera dûment constatée.

3. *Item,* personne ne se permettra, soit de jour ou de nuit, de frapper à la porte ou à la fenêtre d'autrui, de propos délibéré, ou de battre, heurter ou jeter quelque objet contre elles ou commettre tout autre acte de violence; soit en brisant ou cassant les vitres, ou en occasionnant des tapages en pleine rue ou autre part, soit par cliquetis d'épées, ou en proférant des paroles

TEXTE.

woorden, nagt-geschrey, ofte diergelyks; op pœne van bannissement, ofte lyffelyken gestraft te worden, als na exzigentie van zaken bevonden zal werden te behooren.

4. Item, en zal niemant een ander vermogen te steken, stooten ofte slaan, het zy met de hand, vuyst ofte ergens anders mede, op de boete van . . . . . VI l. parazyse.

Ten bloede, dobbel boete van . . . . . XII l. parazyse.

5. Item, en zal niemant tegen eenen anderen vermogen eenig scherp te trekken, op de boete van. . . . . LX l. parazyse.

6. Item, zoo iemant eenen anderen met scherp, 't zy met prime, mes, pookke, ponjaart, degen, zweert, ofte met eenig ander instrument, komt te grieven, ofte quetsen, dat hy daar van bloede, zal gecorrigeert werden, ter discretie van de heeren van de wet, als naar exzigentie van zake bevonden zal werden te behooren, ende boven dien verbeuren, de boete van CXX l. parazyse.

RUBRICA IX.

SPREKENDE VAN DE ORDER OP DE WEES-KAMER.

1. Item, dat men alle weezen in voogdye stellen zal, binnen veertig dagen, na dat zy verstorven zyn van vader ofte moeder; op de verbeurte ende boete van. . . . . XII l. parazyse.

2. Item, werden de voogden, binnen andere veertig dagen daar na, gehouden over te brengen al het goet, zoo meubelen als immeubelen, baten ende schaden; ende de zelve ter weeseboeke te annoteren; 't en ware dat zy daar van uytstel ende dilaay verkregen, van de wees-meesters, om gefondeerde redenen; op de boete als voren van. . . . XII l. parazyse.

3. Item, zullen de voogden handelinge ofte administratie hebbende van heurlieder weezen goedinge, daar af gehouden zyn rekeninge ende bewys te doen, vriendelyk ofte wettelyk, naar het goetdunken van heeren wees-meesters, mitsgaders van vrienden ende magen; ende ook alle jaren ofte twee jaren ten langsten, een daar toe verzogt ende gesommeert zynde; 't en ware zy daar toe uytstel hadden van die van de wees-kamer, om eenige

TRADUCTION.

injurieuses, ou par trouble nocturne, ou de toute autre manière; sous peine de bannissement ou de correction corporelle, suivant la gravité de l'espèce qui sera dûment constatée.

4. *Item,* personne ne pourra pousser, heurter ou frapper quelqu'un, soit avec la main, le poing ou de toute autre manière, sous peine d'une amende de. . . . . 6 lb. parisis.

Et s'il y a effusion de sang, l'amende sera portée au double, soit 12 lb. parisis.

5. *Item,* personne ne peut tirer de couteau contre un autre sous peine d'une amende de . . . . . 60 lb. parisis.

6. *Item,* celui qui vient à contusionner ou blesser quelqu'un, en occasionnant effusion de sang, à l'aide d'un instrument tranchant, tels que pointe, couteau, badelaire, poignard, épée, glaive, ou tous autres instruments, subira la correction arbitraire à la discrétion des seigneurs de la loi, suivant la gravité du cas dûment constatée; et en outre il encourra une amende de. . . . . 120 lb. parisis.

RUBRIQUE IX.

DU RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE PUPILLAIRE.

1. *Item,* tous mineurs seront pourvus de tutelle, dans les quarante jours du décès de leur père ou mère, sous peine d'une amende de. 12 lb. parisis.

2. *Item,* les tuteurs seront obligés de faire dans les quarante jours suivants la déclaration de tous les biens de leurs pupilles, soit meubles ou immeubles, actif et passif; et de la faire inscrire dans les registres pupillaires; à moins qu'ils aient obtenu quelque remise ou délai des gardes-orphes, pour motif légitime; sous peine d'une amende de . . . . . 12 lb. parisis.

3. *Item,* les tuteurs qui ont eu la gestion ou administration des biens de leurs pupilles, devront en rendre compte, avec pièces justificatives, à l'amiable ou judiciaire, suivant l'appréciation des gardes-orphes, ainsi que des parents ou alliés; et ce, tous les ans ou tous les deux ans au plus tard, après qu'ils en auront été avertis et sommés; à moins qu'ils aient obtenu une remise des gardes-orphes pour des raisons légitimes; le tout sous peine d'une

TEXTE.

gefonderde redenen; op de boete als voren, van . . . . xii l. parazyse.

Na gedane collatie by den ondergeschreven griffier der stad en schependomme van Aardenburg, sijn dese voorenstaande politycque wetten en ordonnantien, met de geene ter griffie van Aardenburg berustende, bevonden van woorde tot woorde te accorderen.

Actum den 25 october 1743.

Joh. Mars.

TRADUCTION.

amende comme dessus de . . . . . 12 lb. parisis.

Après collationnement fait par le soussigné, greffier de la ville et de l'échevinage d'Ardenbourg, les susdites lois et ordonnances de police ont été trouvées conformes de mot à mot, avec celles qui reposent au greffe d'Ardenbourg.

Fait le 25 octobre 1743.

JEAN MARS.

ÉTAT DES FIEFS SIS DANS LE RESSORT D'ARDENBOURG.

L'état des fiefs qui suit, est extrait du registre aux dénombrements de la cour princière du Bourg de Bruges de 1435. Jusqu'à l'époque de la séparation des provinces des Pays-Bas, ces fiefs ressortissaient à la dite cour, dont nous avons publié la coutume. Depuis 1605 ils suivirent la juridiction de la cour féodale établie à l'Ecluse, qui, calquée sur le modèle du du Bourg de Bruges, en observait les lois et coutumes. Elle était présidée par le grand bailli de l'Ecluse, qui avait sous ses ordres un lieutenant ou *stadhouder* et qui convoquait, pour la composer, deux, cinq ou sept conseillers choisis parmi les vassaux. L'ammanie était autrefois constituée à titre d'office héréditaire, et annexée à la comté de Middelbourg érigée par le célèbre Bladelin. (Voy. *Cout. du Bourg de Bruges*, t. I, pp. 123 à 128.)

Dit zyn de manscepen die ligghen in Ardenbuerch ambocht.

Eerst. Willem Banghelin.

Houdt een leengoed groot zynde neghene ghemeten een line lands, met vichtiene manscepen der toe behorende, houdende een ende vichtich ghemeten een line ende drie ende tsestich roeden lands; daer of de vive staen te vullen cope ende alle dandre ter bester vrome. Ligghende tvoorseide leen jn Ardenbuerch ambocht ende jnde prochie van Sinte Baefs, noort vander kerke, ande westzide bi Odelinsbrugge, tusschen sabs van Sinte Baefs bi Ghent lande an deen zide ende her Aernouds van Oosthende an dandre zide, streckende metten zuuthende anden Heerewech. Staende tvoorseide leen te trauwen, te waerheden, ende teenen vullen cope. Staende voort te dienste te heervaerden ende te reyzen met eenen paerde van tiene ponden parisisen alsmens vermaent. Ende zine mannen zyn sculdich van elken ghemete lands ghehouden van desen leene eenen penninc parisise elcx sdaechs also langhe als de reise of heervaerdt gheduert.

Jan de Groet, filius Wouters (Cornelis de Groote).

Houdt een leengoedt groot zynde achtiene ghemeten ende vive ende

dartich roeden lants ligghende jn Ardenbuerch ambacht ende jnde prochie van Hannekinsweerve, zuut west vander kerken, ende heet De Thuun, tusschen Heinricx Strecken lant over een zide, ende Vincent Poppen lant over andre zide. Staende tvoorseide leen te trauwen, te waerheden ende teenen vullen cope ende te reysen.

Bernaerd de Vos. (Nu Jacob de Vos; meestre Pietre de Vos, april XV^cX voor Paessche.)

Houdt een leengoedt groot zynde vive ende tsestich ghemeten lands, lettel meer of min; met twyntich manscepen der toe behorende, houdende hondert vive ende tseventich ghemeten lands, zom te vullen cope ende zom ter bester vrome. Ligghende tvoorseide leengoedt bider stede van Ardenbuerch jn Sinte Baefs prochie Bewester Ee, gheheten tgoed Ter Yde; met eenen keerceweghe der toe behorende, streckende vanden voorseiden goede ter porte veste van Ardenbuerch. Staende tvoorseide leengoed te trauwen, te waerheden ende teenen vullen cope. Staende voort te dienste teenen perde van tiene ponden parisise minen heere van Vlaendre te dienene viertich daghen bin zinen lande, alsmens vermaendt te zinen oorloghe, op zinen cost ende vps ziner mannen cost.

Cornelis, filius Guys van Ardembuerch. (Nu Jan Mazin, anno 42; joncvrauwe Jossyne filia Jan Masin uxor Guy de Baenst.)

Houdt een leengoedt groot zynde zeuene ghemeten lands ligghende in Ardemborch ambocht ende jnde prochie van Hannekinsweerve, tusschen mer Wouter Bloums lande wilen was, ande westzide, ende Vrancken van Moerghems lande, an doostzide. Staende tvoorseide leen te trauwen, te waerheden ende teenen vullen cope.

Willem Carre. (Willem de Vos; Jan de Vos zyn zone per doot; Joos de Vos filius Willem.)

Houdt een leengoedt groot zynde neghene ghemeten ende twee linen lands, lettel meer of min, met zeven manscepen daer toebehorende, houdende dartiene ghemeten lands. Ligghende binden ambochte van Ardembuerch ende jnde prochie van Hannekinswerve, oost vander keerken, jn eene jeghenode gheheten Der Jueden Doorp, tusschen den aeldinghers van Janne van Aken lande of een zide, ende den heere weghe of ander zide. Staende tvoorseide leen te trauwen, te waerheden ende teenen vullen cope.

Clais vanden Velde. (Nu Heinrix Langhen; nu Berthelmj de Langhe; Avezoete fille de Hericx Langhen; nu Clais vander Muelen alle drie anno LIIJ; Joorkin zyn zone per doot; Archelet vander Muelne per mortem fratris.) Houdt een leengoedt groot zynde elleven ghemeten lands, lettel meer of min, ligghende binder prochie van onser vrauwen 't Ardemborch, ende heet 't Goedt ten Weerve; met twyntich manscepen den voorseiden leene toebehorende, daer of dat de vive jnt donker staen, daerof een vanden vichtiene staet te vullen cope ende dandre veertiene ter bester vrome. Staende tvoorseide leengoedt te trauwen, te waerheden ende teenen vullen cope. Staende voort te dienste als myn heere reist met zinen mannen, hem te dienene, naden wettelcken kercgheboden, gheldende ghemet ghemets ghelike.

Roegiaer Davyd. (Thuenken de Baenst bi cope anno 40; Jan de Baenst filius Adriaens, septembre 1510.) Houdt een leengoedt groot zynde vive ende vichtich ghemeten lands, lettel meer of min, ligghende jnde prochie van Hannekinsweerve, met eere stede daer vp staende; met viere manscepen houdende tiene ghemeten een line lands, ende met drien ponden parisisen ende elleven scellinghen ende de tiene penninghen parisisen aerveliker renten siaers, ligghende vp Slepeldamme, tusschen juncvrauwen Baerbelen svoorseids Roegaers wyf leengoede alre naest an de westzide, meester Wouter Gheenkins es ghelandt ande zuutzide, Jacob vanden Vagheviere es ghelandt an de noortzide. Staende tvoorseide leengoedt te trauwen ende waerheden ende teenen vullen cope.

Joncvrauwem Baerbele Roegiaer Davyds wyf. (Thuenkin de Baenst bi cope anno 40; den voorseiden Jan de Baenst, septembre 1510.) Houdt een leengoedt groot zynde dartich ghemeten lands, lettel meer of min, ligghende jn Ardenborch ambocht ende jnde prochie van Hannekinsweerve, tusschen Wouters vanden Gate leengoede wilen was ande westzide, ende Roegiaer Davids leengoed alre naest an doostzide, ende Joos van Valmarbeke leengoede alre naest ande zuutzide, streckende ande noortzide vanden zeedike. Staende tvoorseide leengoed te trauwen, te waerheden ende teenen vullen cope.

Pieter Numan. (Nu Pieter Leestmaker, anno XLIX; joncvrauwe Lysbette filia Colaert Fevers; mer Joos van Varssenare.) Hout een leengoed groot zynde zeven ghemeten lands, lettel meer of min, ligghende jnt ambacht van Ardenbuerch ende jnde prochie van Sinte Baefs, tusschen Jan Baerds land

ande zuutzide, ende joncvrauwe Margriete de dochter s Busers van Bassevelde lande ande noortzide, metgaders der wedewen Clais Scapers ende Lievin Daneels; met vyf scellinghen ende zesse penninghen parisisen aerveliker renten siaers daer toe behorende. Staende tvoorseide leengoed te trauwen, te waerheden ende teenen vullen cope. Met viere manscepen der toebehorende, daer of teen staet te vullen cope ende dandre drie ter bester vrome.

Cornelis filius Guys van Vlaendren. (Lodewyc van Theimseke filius Daniels, anno 44; joncvrauwe Barble van Theemseken; Joos van Dorle, by ofwinninghe; joncvrauwe Jhane zyn dochter, by compromisse van huwelicke; Jooskin filius Gillis vanden Vlamincpoorte, per coop).

Houdt een leengoedt groot zynde veerthiene ghemeten, een line ende achte ende vichtich roeden lands, lettel meer of min, ligghende binnen der prochie van Hannekinsweerve Bewester Ee, jn diverschen paertselen, daer of dats leghet vier linen ende xiiij roeden benoorden Lambrecht Buts Walle, tusschen myns voorseits heeren lant ande noortzide ende de dochter mer Wouter Bloums lande ande zuutzide. Voort so leghes beoosten der kyndren Jan Inghelravens twee linen ende zesse ende twyntich roeden lands is Helichs Gheests van Hannekins weerve land ande zuutzide, ende Willem filius Jans Buters lant ande noortzide. Voort so leghes bet noort tiene linen, ende zyn drie sticx streckende metten westhende ande assachte der kerken van onser vrauwen ter Sluus landt ande zuutzide, ende Wouters vanden Gate landt ande noortzide. Voort so es leghes viere linen ende tien roeden ten westhende van Boudin Smeets lande, der kerken van Hannekinsweerve lande ande noortzide ender der kyndren Clais Hoorneweders lant ande zuutzide. Voorts so leghes zeventiene linen lands oost over den wech, den waterganc ande noortzide ende svoorseits leenhouders land ande zuutzide. Voort so leghes twee linen ende zesse roeden lands wel oost ande assachte svoorseits leenhouders landt ande noortzide ende tkynt Jaqueminen vander Donc land ande zuutzide. Voort so leghes cene line ende drie roeden lands ande westzide vanden voorseiden kynde vander Donc lande, streckende metter zuutzide an svoorseits Cornelis landt. Ende voort so leghes een ghemet bewesten Boudin filius Willems, den waterganc ande westzide, streckende noort vanden weghe. Staende tvoorseide leengoedt te trauwen, te waerheden ende teenen vullencope.

Tanne de dochter Pieters van Wulpen, Hughes s Brunen wyf. (Augustyn

de Brune, haren zone, anno 98; nu Lodewyc van Lichtervelde; Jan van Lichtervelde; vrauwe Ysabeele filia mer Jan van Lichtervelde, per mortem).

Houdt een leengoedt groot zynde drie ende twyntich ghemeten lands, lettel meer of min, ligghende in drien paertselen, daer of dats leghet in Ardemborch ambocht ende jnde prochie van Hannekinsweerve neghen ghemeten noort vander kerken; ande noortzide es ghelant joncvrau Margriete Philips van Moerghems dochter, ande zuutzide Huuchs Ghijs, an doostzide Vranke van Moerghem, ande westzide den heerwech. Tandre stic es groot vive ghemeten; ande zuutzide es ghelandt Cornelis filius Guys van Vlaendren, ende ande noortzide streckende ande heerwech; an doostzide es ghelandt Cornelikin filia mer Wouter Bloums, ende ande westzide Woutes de Grote. Ende tderde stic es groot neghen ghemeten ligghende in Oostbuerch ambacht ende jnde prochie van Sconendike. Twelke landt in tiden verleden zyn bleef voor de spade jn legghers handen; de welke weder ghecreighen zyn te wetene : de neghen ghemeten, ende mids dien over ghegheven als leen. Ende behoren te desen voorseide leene zeventiene manscepen, daer of de zevene verdonkert zyn, ende dandre tien diere jnt clare staen, so stater vive te vullen cope, ende dandre ter bester vrome. Staende tvoorseide leengoed te trauwen, te waerheden ende te vullen cope.

Cateline de wedewe Gillis van Heilbrouc. (Percheval Lem, anno 48; nu Maergriete fille de Jaques Lem, sa suer, anno 53; nu Jacob Coene; Lipkin tkindt Jacop Coene, ougst 1511).

Houdt een leengoedt groot zynde een ghemet ende vichtich roeden lands ligghende in Ardemborch ambacht ende jnde prochie van Hannekinsweerve, zuudwest vander kerken; Boudin Polreman es ghelant ande zuudtzide ende ande noortzide. Met drie manscepen daer toe behorende. Staende tvoorseide leen te trauwen, te waerheden ende ter bester vrome.

Avezoete de dochter Aernouds van Wulpen, Jan Snibbels wedewe. Houdt een leengoed groot zynde viertich scellinghen parisisien bezet op twyntich roeden lands, lettel meer of min, ligghende binder stede van Ardembuerch ende binder prochie van Sinte Baefs ten oosthende vanden keerchove, oost over andre strate die men heet Den Wal, tusschen myns heeren sabs van Sinte Baefs te Ghent lande ande zuutzide of een zide, ende ooc ande noortzide of andre zide. Staende tvoorseide leengoet te trauwen, te waerheden ende ter bester vrome.

Jan vander Buerse. (Nu Adriane twyf Heinrix Langhen; nu Lisbette twyf Jooris vanden Clite; Jacop de Witte.)

Hout een leengoet groot zynde achtiene ghemeten ende een half lands, lettel meer of min, ligghende in onser vrauwen prochie van Ardembuerch zuudhalf der poort; met zesse ponden vichtiene scellinghen ende drie penninghen parisisen in pennync renten; ende met zeventiene manscepen der toe behorende, houdende omtrent vichtich ghemeten lands, daen of de zevene staen te vullen cope ende dandre ter bester vrome. Ende staet tvoorseide leengoedt te dienste teenen offerpenninghe telken Synxene, als ment vermaent, ende te trauwen ende te maerheden ende teenen vullen cope.

Jan van Crois, die men zeit van Drumeis. (Coppin zyn zone, anno 45°; Jan Lampaert; Jan Lampaert; Pieter Lampaert; Boudin Lampaert, per doot.)

Hout een leengoed groot zynde achte ghemeten ende een half lands ligghende in onser vrauwen prochie tAerdenbuerch, zuud vander kerken, tusschen joncfrau Kathelinen der wedewe Gillis van Heilbroucx leen ande noordzide, Symoens vander Banc ande zuutzide. Item so behoort te desen voorseiden leene een manscip van vyf ghemeten lands dat noch verdonckert es. Staende tvoorseide leengoed te trauwen, te waerheden ende teenen vullen cope; ende voort te dienste teenen perde van vyf ponden parisisen als myn heere van Vlaendren ghemeene heervaerdt doet ende mens vermaent, gheldende zine man ymets ghelike.

Heinderijc de Bloc. (Nu Jan de Bloc, anno LIIJ; Jacob de Muenic, by coope anno LXVIJ; Anthuenis de Muenic per doot; Jan Ameyde filius Jacob; Jan Roobaert per coop.)

Houdt een leengoedt groot zynde neghene ghemeten ende een half landts, ligghende jn onser vrauwen prochie van Aerdenbuerch, zuutwest vander kerche jn eene jeghende die men heet Coensdyc; ende vyf ponden parisisen aerveliker penninghen renten der toe behorende die verdonkert zyn, metgaders elleven manscepen jn dartich ghemeten lands ooc daer toebehorende, de welke alle staen ter bester vrome. Staende tvoorseyde leen te trauwen, te waerheden ende teenen vullen cope.

Vrancke van Moerghem. (Nu Joos zijn zone, anno XLIX; Jacop van Hoogheweghe, 1509.)

Houdt een leengoedt groot zijnde dartiene ghemeten ende twee linen lands, ligghende jnt ambocht van Ardenborch ende jnde prochie van Hannekinsweerve, noortwest vander kerken, tusschen Guys van Vlaendre lande of een zide ende Pieters van Wulpen lande of andre zide, ende heet Lambrecht Buts wal; met viere ende twyntich manscepen daer toebehorende, daer of de twee staen te vullen cope, ende zesse te halven cope, ende zestiene ter bester vrome. Ende staet tvoorseide leengoet te trauwen, te waerheden ende teenen vullen cope.

Vrauwe Yzabeele vrauwe van Ghistelle, van Inghelmunstre, van Vendueil ende vicomtesse van Meaulx. (Nu vrauwe Jaqueline van Bethune, vidamesse d'Amiens; vrauwe Elysabeth filia mer Jans van Bourgoigne, grave van Estampes wedewe, gheselnede myns heeren van Cleven; Mynheere van Cleven haer zone; mer Joos van Varssenare; nu Boudin d'Ongys; Daernaer Charles zyne zoon; item Fransois zynen broeder, novembre XV^c^XJ.)

Houdt een leengoedt groot zynde hondert ende vichtich ghemeten lants; ende heet T Hof Ten Polre, ligghende jn Ardenbuerch ambacht ende jnde prochie van Heyle. Ende staet tvoorseide leengoed te trauwen, te waerheden ende teenen vullen cope.

De zelve vrauwe. (Item noch de zelve vrauwe Jaqueline; de zelve vrauwe Elysabeth; de zelve mer Joos; Guillaume Hughonet heere van Middelburch per coop.)

Houdt noch een leengoedt, ende es tscouthetendom ende ammanscip van Ardembuerch ambacht, met allen den hertghelde, pandinghen, boeten ende andre heerlicheden den voorseiden scouthetendomme ende ammanscepe toe behorende. Staende tvoorseide leengoedt te trauwen, te waerheden ende teenen vullen cope ende te laste, etc. Tlast es besocht maer daer staet gheen vp.

Joos de Witte. (Katheline zyne dochtere; Jan vander Banc filius Jans.)

Houdt drie leengoeden gheleighen binnen den ambachte van Ardenbuerch Beooster Ee; daer of de twee ligghen binder prochie van Beingaerts kerke, zuut vander kerken teenen sticke, tusschen Pieter Dammaerts lande an deen zide, ende Symoen Breys lande an dander zide, streckende metten oosthende anden Heerewech. Waen of deen groot es drie ende twyntich ghemeten, eene line ende veertich roeden lands. Ende staet te dienste minen ghe-

duchten heere te trauwen, te waerheden ende teenen perde van vive ponden parisisen te reysen ende te heervaerden als mens vermaent.

Item, tandre leengoedt es groot elleven ghemeten, twee linen ende zesse ende dartich roeden lands. Staende te dienste te trauwen ende te waerheden ende te vullen cope. Beede den voorseide leenhouderen toe commen ende verstoorven bider doot van Janne den Witte zinen grootheere.

Ende tderde leengoed es groot drie ende twyntich ghemeten ende twee linen lands, gheleghen binnen der prochie van Sinte Cruus buten Ardenbuerch, noort vander kerken, tusschen den waterganghe die men heet Den Godsvliet of een zide, ende Bernaerds vander Scuere landt of andre zide. Ende es gheheten tleen Ter Zompe. Staende dit voorseide leengoedt te dienste van trauwen ende waerheden ende te vullen relieve ende camerlyneghelde.

Aernoud filius Pieters Clais. (Nu Jan Heppe; joncfrauwe Katerine filia Boudin filius Pieters, de wedewe Pieters Damaerts, anno 46; nu joncvrauwe Lysbette filia Pieter Damaerts; Myn heere van Stade; joncvrauwe Ysabeele filia mer Jans van Lichtervelde, per doot.)

Houdt een leengoedt groot zynde twalef ghemeten lands, ligghende jn Ardembuerch ambacht ende jnde prochie van onser vrauwen, noort vander kerken, der kyndren Jacops vander Brugghe lande ande noortzide, ende svoorseids Aernouds land ande zuutzide; Daneel de Clerc es ghelandt ande westzide an twesthende, ende Clement Denys es ghelandt an toosthende. Staende tvoorseide leengoedt te trauwen, te waerheden ende tenen vullen cope. Ende voort te dienste van eenen perde van vive ponden parisisen te reisen ende heervaert alsmens vermaent.

Meester Goossin de Wilde. (Nu joncvrauwe Margriete zyn sustere, vidua Jan Gourj; Jan de Vooght.)

Houdt een leengoed groot zynde achte ende twyntich ghemeten lands, al wettelike ghespleten vanden leengoede gheheten Ten Weerve, groot zynde vive ende dartich ghemeten ende een half lands, gheleghen binnen der prochie van onser vrauwen van Ardembuerch. Ende binnen der prochie van Heyle so ligghen de voorseide achte ende twintich ghemeten, lettel meer of min. Twelke voorseide leen staet te trauwen, te waerheden ende teenen vullen relieve van tiene ponden parisisien.

Wijd de Visch, filius mer Wijds. (Anthuenis de Visch; Jacop de Vos, jn

meye 1510; Meester Pieter de Vos filius Jacops, april 1510 voor Paesschen.) Hout een leengoedt groot wesende elleven ghemeten ende eene line lands, lettel meer of min, ligghende jn Ardemborchambacht ende jnde prochie van Beyngaerdts kerke; met achtiene ghemeten manscepen der toe behorende inde prochie van Coxcie noord west vander kerke, tusschen eenen herwech ande westside ende ant noordende, streckende metten zuudende an Kallekin filia Jan Knibbe landt, ende metter oostside an. Staende dese voorseide leengoeden zom te vullen cope ende zom ter bester vrome. Ende tprincipale leengoedt te trauwen, te waerheden ende te vullen cope.

Guy de Baenst. (Mer Joos de Baenst filius Guys; Raphael de Baenst zyn zone.)

Houdt een leengoed groot vyf linen, vive ende dartich roeden lands, lettel meer of min, ligghende jn de prochie van Heyle, noord vander kerken, tusschen Guys muelne ende zynen huse ende een groot ghedeel lands daer toe behorende of een zide an deen zide, streckende an tland toebehorende den disch van onser vrauwen t Ardenborch ende den waterganc an dandre, an eenen ghemeenen wech. Over twelke vorseide loopt eenen wech daer over dat daghelix varen waghene gheladen met vissche ende met haringhe; daer of dat den leenhouder behoort te heffene eewelic, of die hij daer toe stelt, dats te wetene : van elken waghene gheladen met haringhe ende liden over den vorseiden wech viere haringhe; ende van elken waghene gheladen met vissche, dat es eenen visch zonder meer, hute ghesteken van zalme, van stuer ende van eilbut, daer of ne sal de leenhouder niet nemen noch doen nemen. Ende es waer, dat by minen gheduchten heere tselve leengoedt ghemaect was, ghelyc ende met zinen rechten tolle, also vorseit es, by zinen openen lettren ghegheven den achtersten dach van novembre jnt jaer M CCC twee ende twintich.

Staende te trauwen ende te waerheden ende telker veranderinghe tenen vullen cope.

Jacob van Gryspeere, filius mer Jans. (Nu Pieter Bladelin gheseid de Leestmaker anno 53; Mer Joos van Varssenaere; Pieter Bladelin filius Anthuenis, daer jnne gheerft bi Donaes de Moor, als cooper.) Houd een leengoed groot dartich ghemeten, twee linen ende viertich roeden lands, liggende jnt ambacht van Ardenborch jnde prochie van sinte Baefs, zuudwest vander kerke jn vyf partseelen : daer of teen groot es viere ghemeten,

twee linen ende zesse ende vichtich roeden, tusschen Pieter Dammaerts lande of een side ende Boelkin tkind Anthonis de Baenst lande, ende es leen, of ander zide.

Item, tander partseel, bet of zevene ghemeten, twee linen ende viertich roeden tusschen Roelkin tkint Anthonis de Baenst lande of een zide, ende Sanders Goedericx lande jof ander zide.

Item, tdarde partseel, bet of neghene ghemeten, twee linen ende twee roeden, tusschen Sanders Goederycx lande of een zide, ende de aeldinghers van Jacob de Maersch lande jof ander zide.

Item, tvierde partseel, bet of zevene ghemeten, twee linen ende twintich roeden, tusschen den aeldinghers van Jooris de Maetsenare lande of een zide, ende Grietkin de dochtere Pieter filius Huughs Mannaerds lande jof ander zide.

Item, tvyfste partseel, bet of (2 linen, 22 roeden) tusschen Martin filius Jans Smeets lande of een zide, ende Bernaerde de Vos lande jof ander zide.

Met zevene ende twintich manscepen daer toe behoorende, die zom staen te vullen cope ende zom ter bester vrome.

Item, behoort noch ten voorseiden leengoede een hoostgavel, eene toolne, ende vonde, ende bastaerde, ende de boete tote drie ponden parisisen ende der ondre alden vorseiden leengoede toebehorende, twelke al verdonckert es. Staende tvorseide leengoed te trauwen, ende te waerheden ende te vullen cope.

Pieter Roelands. (Meestre Jan Roelands, per doot; Anthonis Roelands, per mortem; Pierkin Roelands zyn zone; Michiel van Coorde, per coop.)

Houd een leengoed groot drie ghemeten lands, lettel meer of min, ligghende jn de prochie van Hannekinsweerve, zuudwest vander kerke, jn tween sticken, dats te wetene : Vyf linen tiene roeden lands, lettel meer of min, tusschen Jans Baenst lande ande westzide. Ende bet zuudwest van daer, IIIJ linen XC roeden lands, lettel meer of min, tusschen den Heerewech ande westzide ende Jacob Gheenkins land ande oostzide. Staende tvorseide leengoed te dienste, te trauwen ende te waerheden, ende ter veranderinghe ter bester vrome. Ende er te wetene : dat vanden vorseiden viere linen ende tneghentich roeden lands vive ende tseventich roeden lands, lettel meer of min, nu ten tiden verdonckert zyn.

Andrien de Baenst, filius mer Pauwels, heere van Formiselle. (Nu Pauwels

de Baenst, sin broeder; nu Margriete de Baenst, zin zustere; nu Jan Metteneye, hofmeester der Koninclike Majesteits, heere van Marcke.)

Houd een leengoedt groot zinde XXJ ghemeten, IJ lynen ende XXXIIIJ roeden.

Dit zyn de leengoeden ligghende binnen den scependomme van Ardenbuerch.

Eerst. CATHELINE filia Boudin filius Pieters, twyf Pieter DAMMAERTS. (Mynheere van Lichtervelde, heere van Staden; joncvrauwe Ysabelle filia mer Jans van Lichtervelde.)

Houdt een leengoedt groot zynde vive ghemeten ende een half lands, lettel mer of min, met dartich ponden parisisen aerveliker renten ende achtiene manscepen der toe behorende; staende zom ter bester vrome, ende zom teenen vullen cope. Ligghende dit voorseide leen binnen der stede ende scependomme van Ardembuerch ende jnde prochie van onser vrauwen t Ardenbuerch, noort vander zelver kerke ende bachten Sint Joris, neffens den waterlope. Ende dit voorseide leen staet te trauwen, te waerheden ende teenen vullen verlieve van tiene ponden parisisen.

PIETER VANDEN MALE. (Cornelis vanden Male anno 47; Bossaert de Baenst filius mer Rolands.)

Houdt een leengoedt groot zynde achte ende twyntich ghemeten lands, lettel meer of min, ligghende buter Noortpoorte van Ardenbuerch jnde prochie van Sinte Baefs t Ardenbuerch, jn drien paertselen deen an dandre; eerst thof ende tlant ten oosthende daer thenden an streckende oostwaert tote den waterganghe, zeventiene ghemeten ende een half, ende achte ende veertich roeden; Phelips van Yseghem, de kerke van onser vrauwen, de kerke van Sinte Baefs t Ardenborch ende meer andre zyn ghelandt ande zuutzide.

Item, voort so leghes ten oosthende daer thenden of over anden waterganc achte ghemeten, eene line lands; Wouter Kinuel, Pieter Saelge ende meer andre zyn ghelant ande zuut zide.

Item, voort so leghes ten oosthende daer thenden streckende oostwaert toten Heerenweghe, twee ghemeten, twee roeden; Willems Munters hofstede es gheleghen ande zuutzide, ende Willems van Luggherwoorde lande ande noortzide. Staende dit voorseide leen te trauwen, te waerheden ende te vullen cope. Met tien manscepen daer toe behorende, daer of esser verdonkert jnde zee zesse manscepen, ende vier zynre claer staende; zom te

vullen cope van tiene ponden parisisen ende dandre ter bester vrome.

Jan Baert. (Meester Jacob Baert zijn zone anno 43°; Jacob Baert filius meestre Jacobs, per doot; joncvrauwe Lauwereinse filia meestre Jacob, uxor Jacob Masureel; Copkin haer zone, per doot.)

Houdt een leengoedt groot zynde neghentiene ghemeten ende eene line lands ligghende jn Ardenbuerch ambacht ende jnde prochie van Sinte Baefs, an de noortzide vander kerke, streckende ande veste vander stede van Ardenbuerch. Met tween manscepen der toebehorende die bede staen ter bester vrome; ende tprincipale leengoedt staet te trauwen, te waerheden ende tenen vullen cope.

Joncvrauwe Zoete de dochtre Aernout Wulpen. (Joncfrauwe Margriete Lossebiers twyf Pieters van Spetelincwerve anno 48°; Clement de Winckenare, by coope; Cornelis de Clerc; Jacob de Clerc filius Cornelis.)

Houd een leengoed groot viertich groten siaers beset vp twintich roeden lands ligghende binnen der stede van Ardenborch, jnde prochie van Sinte Baefs, oost vander kerken; an de westzide loopt de strate die ter kerke waert gaet, ende an de oostzide den waterganc vander stede. De welke rente men ghelt telken sent Jansmesse. Staende tvorseide leengoed te trauwen ende te waerheden ende ter bester vrome.

Zeghin de Baenst. (Mer Jan zyn zone.)

Houdt een leengoed groot neghene ghemeten, eene line ende vichtich roeden lands, lettel meer of min, ligghende jnde prochie van onser vrauwen in Ardenbuerch, Bewester Ee; dabt van Sinte Baefs ende Willem Carre ter Sluus ande westzide; ende Betkin tkint Clais Termols metgaders Hannekin Termol ende zine medepleghers of ander zide; ende strect metten zuudhende an den Heerwech.

Ende behoort noch ten voorseiden leengoede dartiene ponden, achte scellinghen ende viere penninghen parisisen, twee capoenen, jaerlix te betaelne tsinte Maertins messe, bezet up drie ghemeten, vichtich roeden lands ende huusen ende bomen vanden vorseiden lande. Met zeventiene manscepen noch der toe behorende, daer af dat de zesse manscepen staen te vullen cope ende dandre ter bester vrome; ende elc te dienste van eenen paer anschoens jaerlix. Ende tvorseide principale leengoed staet te trauwen ende te waerheden ende teenen vullen cope, ende te dienste in hervaerden ende in reysen

met eenen paerde van tiene ponden parisisien als mens vermaendt. Dies zijn de vorseide leenhouders mannen sculdich van elken ghemete lands van dat zy van hem houden eenen parisisen penninc elx sdaechs also langhe als de reyse of heervaert gheduert.

Arch. de la ville de Bruges. Regist. de dénombrement des fiefs de la Cour du Bourg de Bruges de 1435, fol. 56-66.

TABLE SYNOPTIQUE DES MATIÈRES.

PAGES.

INTRODUCTION 7

ORIGINES ET DÉVELOPPEMENTS de la coutume d'Ardenbourg 79

I. Le comte Baudouin IX abolit le droit d'aubaineté à Ardenbourg . . . 81
II. La commune d'Ardenbourg est affranchie du droit de *Balfard* . . . 82
III. Concession à ceux d'Ardenbourg d'user d'un *ban* de la coutume de Bruges 82
IV. Les bourgeois d'Ardenbourg sont libérés du tonlieu du seigneur de Maldeghem 83
V. Appointement sur la juridiction du canal qui relie Ardenbourg à la mer. 83
VI. Le chevalier Baudouin de Moor affranchit les habitants d'Ardenbourg de la charge du cens annuel et du meilleur catel 86
VII. Lancardenburg est soumis à la juridiction des échevins de la ville d'Ardenbourg 86
VIII. Privilèges accordés par Henri, roi d'Angleterre, aux bourgeois et marchands d'Ardenbourg 87
IX. Privilèges rendus communs à ceux d'Ardenbourg et de Slepeldamme . 89
X. Organisation de la wateringue du Moer d'Ardenbourg 91
XI. Les échevins d'Ardenbourg forment le chef de sens de ceux du Moer . 92
XII. Fragment du compte du bailli d'Ardenbourg de 1299 92
XIII. Serment du comte de Flandre à son inauguration et serment des bourgeois 98
XIV. Confirmation des privilèges et coutumes d'Ardenbourg. 99
XV. Nul ne peut faire partie de la loi d'Ardenbourg, s'il n'est bourgeois ou n'a acquis par mariage la bourgeoisie de ladite ville 100
XVI. Octroi élevant Ardenbourg au rang de ville fermée 101
XVII. Nouvelle *keure* imposée à la ville d'Ardenbourg, après sa soumission, par le comte Louis de Nevers 102

XVIII. Sentence de condamnation du comte Louis de Nevers contre les rebelles d'Ardenbourg 110
XIX. Confirmation des privilèges, coutumes et usages de la ville d'Ardenbourg par le comte Louis de Nevers 113
XX. Lettre de non préjudice donnée à Ardenbourg en fait de rappel de ban. 114
XXI. Lettre de non préjudice donnée à ceux d'Ardenbourg au sujet de leur droit de prison 116
XXII. Traité de hanse entre la ville d'Ardenbourg et le pays du Franc . . . 117
XXIII. Modifications apportées à la composition du magistrat de la ville . . . 118
XXIV. Lettres du conseil siégeant à Audenaerde au sujet de Slepeldamme . . 119
XXV. Procédure au sujet de la loi des successions 120
XXVI. Réorganisation du magistrat de la ville, et exclusion des étrangers et des bâtards 121
XXVII. Le droit de formorture est reconnu à l'hôpital Saint-Jean 123

Textes et cahiers successifs de la coutume d'Ardenbourg 127

I. Charte latine des anciennes coutumes de la ville d'Ardenbourg . . . 129
II. Cahier primitif des coutumes d'Ardenbourg 137
Table des rubriques 1 à 100 et 1 à 12 138
Texte des articles avec traduction française 144
III. Liste des vérités générales dites *duerghaende warede* 208
Comprenant : Des vérités générales 208
De la matière des juridictions 212
Des égards des métiers 214
Règlements des corporations des métiers 224
IV. *Bouc van tale ende wedertale* ou le code de la demande et de la défense . 236
Comprend 95 articles avec traduction française.
V. Règlement, sous forme de *cueres*, de la ville d'Ardenbourg 330
Compilation du greffier Cornelis de Kempenare en 75 articles.
VI. La coutume homologuée de la ville d'Ardenbourg du 29 septembre 1681. 346
Comprenant 32 rubriques, dont le texte avec traduction française . . 348
et la table avec idem. 436
VII. Appendice à la Coutume, ou lois et ordonnances de police des 14 janvier 1610 et 25 septembre 1683 442
Divisé en 9 rubriques avec traduction française.
VIII. État des fiefs sis dans le ressort d'Ardenbourg en 1435. 460

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.

A

Abjuration de parenté, 62, 66, 243.
Absent, 104, 405, 419.
Absous, 277, 327.
Accensement, 161, 177, 187, 193.
Accession, 361, 373. (Voy. *immeuble.*)
Accident, 203.
Accusation, 277. — fausse, 213.
Accusé, 433. — défaillant, 171.
Achat, de terres au Franc, 177.
Achter geding, 57, 202, 317.
Acte de partage, 223.
Action civile, 172, 197, 199, 269, 275, 301. — hypothécaire, 373. — judiciaire, 391. — personnelle, 375, 407. — publique, 104, 105, 108, 171, 173, 197, 199, 257, 259, 269, 275, 435. — réelle, 381. — *rei uxoriæ,* 55. — criminelle, 239.
Adhéritance, 383, 385, 395.
Adjudication, 381.
Admonitio, 58.
Adoption, 54.
Adultère, 38, 39, 45, 46, 403.
Aestswird, 46.
Affiches et annonces, 383, 417, 419.
Affinité, 403. (Voy. *parenté.*)
Affolure, 105.
Agnats, 37, 38.
Aidon, 69.
Ainesse (droit d'), 411, 413.
Ajournement, 58, 104, 183, 433.
A la hauche (vente), 363.
Aliénation, 391. (Voy. *vente.*)
Aliments, 403.
Alliance de malfaiteurs, 287.
Alliés, 415, 417. (Voy. *parents.*)
Allodiaux, 411, 413.
Aloarii, 61.
Amendes, 11, 17, 67, 102, 106, 135, 423. — montant de 120 livres, 457. — de 100 livres, 283. — de 60 livres et plus, 195. — de 60 livres, 108, 131, 133, 149, 161, 175, 177, 181, 183, 187, 205, 295, 299, 301, 307, 327, 457. — de 50 livres, 215, 221, 355. — de 24 livres, 447. — de 20 livres, 209, 221, 453. — de 12 livres, 443, 447 à 457. — de 11 1/2 livres, 163, 167, 175, 205, 317, 327. — de 10 livres, 211, 217. — de 6 livres, 163, 177, 297, 327, 332, 445, 447, 449, 451, 453, 457. — de 5 livres, 163. — de 3 livres, 107, 163, 169, 209, 213, 215, 217, 219, 327, 332, 445 à 455. — de 2 livres, 211. — de 1 1/2 livre, 163,

213. — de 1 livre, 209, 367, 369. — de 10 escalins, 163. — de 5 escalins, 165, 213, 224. — de 3 florins carolus, 357. — montants divers : de 50, 10 et 3 livres, de 20, 15, 10 et 5 escalins, de 12 deniers, 224 à 235. — de 6, 3 et 2 livres, de 20 et 10 escalins, 334 à 345.
Amendes (partage des), 108, 161, 163, 344, 367.
Ammanie, 460.
Ancrages, 387.
Anneau de mariage, 43, 393.
Anniversaires, 112.
Antichrèse, 211.
Apaiseurs, 215.
Ap et dépendances, 413.
Appel, 26, 76, 103, 134, 169, 259, 261, 293, 327, 329, 351, 435. — aux armes, 109.
Aramire, 58.
Arbitrage, 253, 255.
Ardenbourg (nom, origine), 9, 18.
Arfvabot, 67.
Armes (émoulues), 131. (port d'), 133. — prohibées, 105, 339, 457.
Arrérages, 145.
Arrestation, 104, 151, 157, 159, 161, 165, 215, 219, 332, 379, 435. — arbitraire, 291.
Arrêt, 261.
Arrhes, 43.
Arsin (droit d'), 73.
Ascendants. (Voy. *parenté*.)
Assassinat, 299.
Assaut de maisons, 121.
Assignation, 201, 237, 259, 319, 331.
Assises, 103, 337, 351, 421, 453.
Attarbot, 67.
Attroupements, 221.
Aubaineté, 81.
Audience, 62, 63, 221. — du jeudi, 357.
Aumône, 215.
Aunage, 447.
Autorisation de magistrat, 427. — du mari, 153, 391.
Avantager (enfants), 409.
Avant-parlier, 21, 197, 277. (Voy. *taelman*.
Aveu, 435.
Azing, 22.

B

Bagues, 393.
Bail (contrat de), 365. — expiration, 367. — prime vente, 365.
Bailleur (obligations du), 367. — privilège, 365, 367.
Bailli d'Ardenbourg, 27, 63, 76, 104, 108, 121, 129, 135, 159, 161, 171, 201, 203, 215, 257, 267, 281, 307, 329, 379, 383, 385, 433, 447. — de Bruges, 28, 283. — de l'Écluse, 460.
Bailliage, 77. — en l'eau, 16.
Balance (droit de), 11.
Balfard (abolition), 82.
Ban, 82. — rappel, 74, 109, 114, 132. — rupture, 219.
Banc échevinal, 25, 67, 191, 311.
Bannir *vierscare*, 329.
Bannis, 12, 28, 106, 131, 135, 149, 209, 217, 219, 239, 257, 263, 275, 283, 289, 291, 293, 297, 327.
Bannissement, 70, 165, 177, 211, 253, 435, 457.
Bannitus, bannitio, 131.
Bannus, 45.
Banqueroutiers, 417.

Bassin (publication à son de), 381.
Batard, 120, 121, 129, 191, 211, 305, 403.
Befreyete, 41.
Bénéfice d'inventaire, 405. — d'ordre et discussion, 377. — successoral du mari, 34.
Bêtes éparses ou vaguantes, 226.
Bienfaisance, 397, 421.
Biens communaux, 351. — meubles, 425.
Blasphème, 340.
Blé, 226, 231.
Blessures, 104, 105, 131, 241, 275, 311, 317.
Boucherie, 227.
Bouchers, 226, 227, 336.
Boulangers, 231, 232, 336, 451.
Bourgeois, 11, 58, 66, 87, 104, 159, 177, 183, 201, 215, 245, 271, 331, 417, 435.
Bourgeoisie, 117, 135, 291, 317, 323. — acquisition, 100, 153, 353. — réception, 353. — perte, 153, 197, 217, 293, 353.
Bourgmestres, 76, 119, 122, 157, 197, 199, 203, 211, 259, 275, 283, 287, 289. — de la commune, 333, 349, 355. — des échevins, 351.
Boynebote, 67.
Brautgabe, 44.
Bretèque, 443.
Bris d'arrêt, 357.
Bruitscat, 44.

C

Cadavre, 217.
Calenge de retrait, 371.
Canal maritime, 83.
Canaux intérieurs, 389.
Capitis diminutio, 34.
Cardeurs, 209, 235.
Cas fortuit, 205. — réservés, 106.
Cassation, 175, 253, 255.
Catel (meilleur), 86.
Caution, 147, 209, 211, 251, 259, 331, 355, 359, 371, 375, 379, 405, 407, 419, 425, 431. — *judicatum solvi*, 357, 359.
Cautionnement, 375.
Cépage (droit de), 303.
Cès de loi, 103, 108, 109, 283, 291.
Cession de fermages, 421.
Ceure, renouvelée en 1330, 102 à 110.
Ceures et règlements, 95, 165, 217, 271, 330. — des métiers, 367. — *ceurbrief*, 273.
Chambre du conseil, 171, 189, 191. — des échevins, 59. — des déconfits, 419. — des orphelins ou pupillaires, 427, 429, 457.
Chandelle, 224. — vente à la, 383.
Charognes, 336, 453.
Charte, 145, 155, 157, 161, 165, 167, 175. — illicite, 211. — latine, 9, 14 à 19. — scellée, 193, 219, 247.
Charte privée, 419.
Chasse, 341.
Chaussée, 234.
Chaux, 234.
Chef de sens, 25, 28, 92, 103, 134, 219, 245, 259, 261, 293 — procédure, 26. — recours, délais, 26, 245.
Chemins, 389.
Chevaux errants, 337.
Chirurgiens, 421.
Choses fongibles, 108, 149, 361.
Cimetière, 155, 234, 235, 335, 343, 344, 453.

Citation, 58, 213, 221, 271, 357, 419, 433, 445.
Citernes, 387.
Civilité, 153, 191, 193.
Civitas, 75.
Clain, 104.
Clef de la maison, 393 — marque à la clef, 253.
Clerc de la *vierscare*, 97, 221, 277, 419.
Clercs, 185.
Cliquetis d'épées, 455.
Cloche de la halle, 189, 215, 324, 445, 451. — son de la cloche, 109.
Clôture mitoyenne, 385, 387, 455.
Coemptio, 30.
Cognats, 39.
Cojurateurs, 60.
Collatéraux. (Voy. *parenté*.)
Collation, 399, 409.
Collecteurs d'impôts, 453.
Collège du magistrat, 427, 429, 433.
Colloques en justice, 62.
Commensal de bourgeois, 321.
Commerce d'Ardenbourg, 11, 13.
Commissaires (juges), 387.
Communauté conjugale, 52, 389, 417.
Comparution à la chambre, 149, 219, 445. — à la *vierscare*, 257 et *passim*.
Compensation, 251, 357.
Compétence *ratione loci*, 319, 353. — réelle, 393.
Complices, 105, 108, 295, 297.
Complicité, 177.
Composition, 132, 191, 311, 329.
Compte du bailli, 92. — purgatif, 425. (Voy. *tutelle*.)
Conclusions, 191, 201, 237.
Concordat, 363.
Concours de créanciers, 419. — de délits, 199. — de saisies, 359.
Concubine, 211.
Condamnation, 379.
Confarreatio, 30, 35.
Confiscation, 107, 249, 423.
Confréries, 113, 114, 117, 340.
Congé de domestiques, 369.
Conjoint survivant, 411, 423.
Conjure, 63, 191, 199, 265.
Connubium, 37.
Conseil et avant parlier, 197 et *passim*.
Conseil de Flandre, 351. — du Franc, 76. — du prince, 106.
Conseiller de la commune, 211.
Consignation, 355, 359, 361, 379, 383.
Contrainte par corps, 24, 147, 148, 155, 173, 189, 191, 251, 279, 295, 309.
Contrat, 361. — dans les tavernes, 333, 363. — de mariage, 389. — d'hypothèque, 423.
Contre garantie, 377.
Contributions, 421.
Contumaces, 74, 155, 191, 195, 289, 433.
Contusion, 457.
Convention verbale, 259.
Convicia (injures), 132.
Convoi funèbre, 234.
Coplaignants, 60, 239, 243, 273.
Cordonniers, 228.
Corporations, 421.
Correction (droit de), 38. — arbitraire, 338, 339, 340, 342, 344, 435, 447, 449, 451, 453, 455, 457. — corporelle, 457. (Voy. *peines*.)
Cotuteur, 429, 431.
Coucher du soleil, 359.
Coup de bâton, de poing, 132.
Coupe des cheveux, 56.
Cour féodale de l'Écluse, 460.
Courtage, 211.

Courtier, 251.
Couteau, 457.
Coutel à pointe, 289.
Coutume décrétée, 347 — féodale, 409, 411, 413. — homologuée, éditions diverses, 7, 8. — primitive, 8.
Cracht, 144, 148, 150, 162, 164, 172, 174, 320, 322, 324, 326.
Créanciers, 215, 419.
Criées, 91, 109, 417.
Crimes commis la nuit, 107, 108.
Croix sur la tombe, 287.
Curatelle, 415.
Curateur, 407, 417.
Curé, 145.

D

Débardeurs, 337, 453
Débiteurs, 371.
Déchéance, 419.
Déclaration de créances, 419.
Déconfits, déconfiture, 419.
Décret, 373, 375, 381.
Défaut, 104, 135, 197, 201, 265, 319, 445.
Défense, légitime, 105, 131.
Dégats, 455.
Degré prohibé de parenté, 401.
Déguerpissement, 215, 245, 340, 363, 381, 455.
Délais (trois), 103, 104, 379. — de six jours, 381. — de sept jours et sept nuits, 379. — de quatorze jours ou nuits, 383. — de trois jours, 197, 199, 209, 273, 319, 359.
Délibération de la *vierscare*, 191.
Délinquant fugitif, 433.
Délit, 197. — des époux, 391 — de nuit, 215. — privilégié, 331.
Demande en validité, 359, 361.
Démission du bailli, 329.
Démolitions, 453.
Déni de justice, 219. — de trève, 67. 177. (Voy. *trève*.)
Denier seize, 363, 429.
Deniers de la vente, 381, 385.
Denrées, 449.
Dépens, 199.
Dés (faux), 209.
Désaisine, 409.
Déshéritance, 395, 409.
Désistement de plainte, 435.
Détenu, 309, 319.
Dette de consommation, 155. — de draps, 249. — de prison, 153. (Voy. *prison*.)
Devest, 108.
Digues, 90, 91.
Dimanches et fêtes, 335, 340, 341, 345, 359, 443.
Ding, 57. — *dingtale*, 22.
Discussion (bénéfice de), 377, 411.
Dispense de caution, 431.
Distribution de deniers, 419.
Divorce, 35, 39, 41, 391. — *Bona gratia*, 39, 41.
Dol, 395, 411.
Domestiques, 203.
Domicile, 291, 417, 435. — violation, 173. — élection, 359.
Dommages intérêts, 103.
Donations, 393, 399, 401, 409. — réciproques, 33, 407. — *ante nuptias*, 32, 36. — de main chaude ou entre vifs, 391, 409, — acceptation, 409. — à cause de mort ou testamentaire, 407, 409.
Dorganghe warede, 135.
Dot, 33, 36, 38, 40, 50.

Draps, 102.
Droit canon, 405. — écrit, 355, 389.
Droste, 23.
Duellistes, 56.
Duels, 108.

E

Eaux pluviales, 387.
Échelle (peine de), 209, 224, 232.
Échevin, 11, 24, 63, 76, 79, 103, 108, 111, 119, 122, 130, 145, 147, 211.— défaillant à son banc, 165, 189, 191. — arrêté, 311. — frappé, 133. — mort et remplacé, 134. — faussé, 24, 103, 132, 134.
Échevinage, 76.
Écoutète, 12, 13, 62, 102, 104, 130, 147, 155, 157, 161, 163, 191, 195, 217, 247, 267, 301, 307.
Écrou, 325.
Éducation des mineurs, 427.
Effestucation, 223.
Effusion de sang, 105, 457.
Égards des métiers, 214.
Église, 226.
Égouttement, 387.
Émancipation des mineurs, 415, 433. — des femmes, 34.
Embauchage, 367.
Émeute, 289.
Emprunt, 429.
Enchérisseur, 383.
Endiguement, 11.
Enfant chéri, 401. — naturel, 403.
Engagements universels, 419.
Engleschire, 72.
Engranger blé, 341, 455.
Enquêtes, 151, 187, 189, 195, 237, 239, 267, 269, 277.— à deux échevins, 155, 157, 203, 311, 381, 383, 417, 419.— à cinq échevins, 313, 315. — à sept échevins, 313, 315, 317.— à l'étranger, 332. — des métiers, 8.
Enregistrement au greffe, 375, 405.
Envoi en possession, 407.
Époux (condition des), 387.
Essoine, 135, 219.
Estrayers, 405.
Étalon des poids et mesures, 447.
États de biens, 423.
Étaux, 234.
Étranger, 12, 103, 104, 108, 133, 134, 177, 181, 187, 213, 245, 271, 331, 357, 359, 445.
Évasion de prison, 68, 108, 161, 299, 301.
Éviction, 145, 419.
Examen de criminels, 435.
Excommuniés, 175.
Excuse légitime, 104, 445.
Exécuteur testamentaire, 215.
Exécution de jugements, 130, 379. — capitale, 167.
Exil, 41, 67.
Exlex, 69, 73, 102, 103, 106.
Experts, 385, 451.
Exploit d'ajournement, 189.
Exsul, 72.
Extorris, 72.

F

Faderfium, 51.
Faidum, 64.
Faillis, 419, 421.
Fait avisé, 107. — de commun, 109.
Faux scels, 253.— témoignage, 106, 209.

Femme, cathel du mari, 29, 54, 249, 279. — condition de la femme mariée chez les Romains, 29 à 41. — chez les Germains, 41 à 54. — capacité civile, 33, 215, 245. — testamentaire, 33, 34. — répudiation, 40. — infériorité, 49. — délits de la femme, 245. — ses droits, 391. — elle suit la civilité du mari, 353. — marchande publique, 391. — action judiciaire, 151.
Fenêtres, 385.
Fer maillé, 385.
Fers (mise aux), 171.
Feux (adjudication par), 381.
Fiançailles, 43, 46, 54.
Fiefs, 106, 173, 329, 389, 395, 399, 407, 411, 413, 460 à 472. — accensés, 187. — acquêts, 413. — patrimoniaux, 409. — saisis, 329. — de souche, 413.
Figura judicii, 57.
Fils et toiles, 335, 449.
Flagellation, 339, 342.
Flagrant délit, 435.
Foires, 342, 344, 345.
Forain, 58, 66, 104, 213. (Voy. *étrangers.*)
Forfaiture, 199.
Formorture (droit de), 123, 213.
Formulaires de droit et de procédure, 22 à 24.
Fornication, 209.
Fosse (peine de la), 209.
Fossés banaux, 235, 289.
Fourrière (mise en), 338.
Foyers, 387.
Frais de justice, 163. — légaux, 359, 361. — d'exécution, 103, 381,
Franchoste, 193, 203.
Frapper du poing, 105.
Fraude, 397, 411.
Frères (germains, utérins et consanguins), 399.
Fretum, 64.
Freudleman, 72.
Fruits perçus, 407.
Fuga, 359.
Fugitifs, 287, 419.
Fuite, 104.
Funérailles, 395, 409, 421.

G

Gage (droit de), 221, 421.
Gages de domestiques, 369, 421.
Gages de paix, 307.
Gains de survie, 51, 53.
Garde (droit de), 381.
Gardes orphes, 377, 423, 425, 427, 429, 457.
Gavargjan, 73.
Geidon, 61.
Gefreyete, 41.
Gens, 38.
Gens des métiers, 12.
Geôle (droits de), 301, 303.
Geôlier, 303, 357.
Gérant, 429.
Gerecht, 76.
Gestalt, 57.
Ghiselscip, 68.
Gildes et confréries, 108, 340, 421.
Glas funèbre, 234.
Glaive (peine du), 253, 275, 291, 295, 297, 299.
Grace (droit de), 106, 109, 116, 283.
Grains, 334, 335, 449.
Greffier de la *vierscare*, 76, 381, 383.—

des orphelins, 429. — De Kempenare, 330.
Grietman, 23.
Guet (taxe du), 221.
Guet apens, 175, 177, 241.

H

Halle, 289.
Hanse avec le Franc, 117.
Hanse d'Allemagne, 13. — De Londres, 12, 13, 136.
Hareng, 225.
Hart (peine de la), 209 et *passim*. Voy. *bannis*.
Hauche (vente à la), 363.
Haute justice, 351.
Haute renenge, 165.
Hébergement, 445.
Héberger le banni, 71.
Heervaert, 109.
Héritiers, 397. — mâles, 413. — présomptifs, 407.
Hoir féodal, 413.
Homicide, 133, 237, 265, 285, 295, 351.
Hommage, 285.
Hooftmans, 108
Hôpital, 213.
Hospices, 213, 421.
Hostagement, 65, 68, 69, 73, 107, 157, 181, 185, 189, 307.
Hostages, 107. (Voy. *ôtages*.)
Huissiers de la ville, 383.
Hypothèque, 155, 211, 245, 247, 373, 413, 421, 427. — légale, 421. — spéciale, 373. — tacite, 421, 427. — frais, 363. — rang, 211.

I

Illégalité, 161. (Voy. *cracht*.)
Illiquides (charges), 373.
Imbécillité, 417.
Immeubles, 361. — par accession, 361, 373.
Immondices, 226, 233, 236, 342, 344, 453.
Impôts, 103, 421.
Incarcéré, 213, 321, 417.
Incendie, 8, 234, 235, 299, 340, 455, 457.
Incommelins, 106.
Inconduite, 417.
Indivision, 179, 211, 377.
Information, 145, 171, 435.
Infraction de trève. (Voy. ce mot.)
Inhumation, 234.
Injures (*convicia*), 132, 339, 435.
In solidum, 393.
Instruction, 199, 435.
In subsidium, 431.
Interdiction, 417. — main levée, 417.
Intérêt de l'argent, 209, 429.
Inventaire, 147, 332, 355, 381, 395, 405, 419, 425.
Issue (droit d'), 117, 215, 217, 355.
Issue de fiefs, 177.
Itinéraire du banni, 71.

J

Jeter vin au visage, 104.
Jeux de roulette, 173. — de quilles, 233. — de dès, 281. — défendus, 234, 338, 339, 341, 342, 343.
Jour (du lever au coucher du soleil), 59, 265.

Jour de marché, 104. (Voy. *marché*.)
Jour de plaid, 104, 189, 199, 205, 221, 237, 297, 331, 377, 433. — trois jours de plaid, 107.
Jugement (provisoire, interlocutoire et définitif), 379. — impugné, 221.
Juridiction, 12, 103, 213, 283, 349.
Jus italicum, 75,
Jus necis, 31, 39, 45 à 47.
Justice, 175, 187. — trois degrés, 351.
Justum matrimonium, 37.

L

Laines, 209.
Lang Ardenburg, 85, 86.
Larechin, 92, 104.
Launavargs, 72.
Légataires, 407.
Légitime nuptie, 37.
Légitimi testes, 131.
Legs, 215, 409. — Délivrance, 407. — réduction, révocation, 409.
Leod, 67.
Lèpre, 213.
Lettre de bourgeoisie, 353. — missive, 383.
Lex regia, 31.
Lieutenant bailli, 108, 379, 460.
Lignes de parenté. (Voy. ce mot.)
Liquides (charges), 373.
Loi (renouvellement annuel), 103, 118, 119, 130. (Voy. *magistrat*.)
Loi canonique, 405. — du lieu, 319.
Loi *Julia*, 40.
Longerons, 387.
Longue semaine, 28.
Loting, 57.
Lotissement, 377, 395.
Louage de maisons et de terres, 363. — de domestiques, 367, 369. — contrat de bail simple et réalisé, 363. — sous-location, 363.
Loyer, 149, 421.
Lundis parjurés, 309.
Lust, 22.

M

Magistrat, 118, 121. — composition, renouvellement, 349. — étranger, 353. (Voy. *loi*.)
Mainbournie, 51.
Main garnie, 147.
Main levée, 217, 357, 373, 381, 417.
Maison assaillie, 186, 221, 387. (Voy. *assaut*.)
Maitre et valet, 323.
Majorité de vingt-cinq ans, 415.
Mandat *ad lites*, 201. — d'arrêt, 201, 435.
Mandataire, 239.
Manngeld, 87.
Mannitio, 58.
Manus, 29 à 32.
Marchand, 87. — ambulant, 311, 313.
Marchandises, 449.
Marché (jours de), 334, 344, 449.
Mari (droit du), 391 (Voy. *puissance maritale*). — mari et femme, 279.
Mariage, 215, 389. — de mineurs, 433. — forme primordiale du mariage, 42, 53, 54.
Marne, 235.
Marque à la joue, 209.
Materfamilias, 29.
Matériaux, 221, 340, 453.
Matrona, 29, 30, 37.

Mauvais comportement, 391.
Mauvaise maison, 211.
Médecins, 421.
Medegave, 44.
Meitele, mentele, 67.
Mêlée d'homicide, 93, 108, 297, 299.
Mendiants, 342.
Mesures (poids et), 229, 341, 447.
Meta, 42.
Métiers (règlements des), 105, 108, 136, 215, 340.
Meuniers, 230, 231, 335.
Meurtre, 297, 299.
Meynackers, 295.
Mineurs, 193, 211, 217, 332, 377, 409, 415, 419, 421, 423, 455. — de seize ans, 409. — assignation, 171.
Mise hors la loi, 69, 72, 73, 105.
Mitoyenneté, 385, 387.
Mobilier, 367.
Moeré ten hovede, 85, 91, 92.
Moor (Gérard de), 13, 14, 102, 130. — Baudouin, 86.
Monnayeurs, 106.
Moortbrant, 70.
Morgengabe, 51.
Mort en prison, 303. — civile, 73.
Mundium, 41, 44, 45, 48, 49, 51.
Mur mitoyen, 385, 387.

N

Nantissement, 217.
Natales, 309.
Nidhgeld, 67.
Noces, 224. — secondes noces, 413, 425.
Notaire, 421.

O

Oewda, oewdaman, 61.
Officier de justice, 383.
Onlust, 22.
Opposition, 147, 361.
Ordonnances, 7, 8, 109, 133, 351
Ordre (bénéfice d'), 377.
Otages, 157 (Voy. *hostages, hostagement*).
Ouverture du plaid, 189.

P

Pain, 231, 447. — de riz, 224.
Paix, 108, 169, 173, 189, 205, 243, 283, 297 301. — amiable, 307, 309. — légale, 309. — acte de paix, 309. — rupture, 108.
Pan de mur (construction de), 25, 341.
Pardon, 11.
Parenté, parentage, 61, 66. — renonciation, 62, 66, 169, 243. — troisième degré, 66, 67, 159, 237, 239, 263, 265, 271, 273, 279, 285. — lignée, 285. — ligne directe descendante, 397, 399, 401. — ligne ascendante, 397, 399. — ligne collatérale, 397, 399, 401. — ligne maternelle, 397, 399, 403. — ligne paternelle, 397, 399.
Parents (responsabilité des), 339, 344. — parents et amis, 104, 179, 185, 199, 237, 415, 417, 423, 427, 433, 457.
Parjure, 211, 395. — peine du parjure, 109.
Parsonniers, 369, 371, 377.
Part d'amende à la partie, 108, 161, 163, 165.
Part successorale, 193.
Partage, 179, 181, 195, 197, 305, 395, 403, 415. — acte de partage, 223.

Partie jointe, 435.
Parures, 393.
Passation légale, 247, 259, 361, 383, 423.
Paternité, 321.
Pays, 65.
Pêche, 225, 226, 334, 341, 455.
Peine capitale, 133.
Peines corporelles, 435. (Voy. *perte.*)
Pélerinage, 151, 175.
Pélerins, 234.
Perron, 58, 191, 197, 271.
Perte des oreilles, 209, 211. — du poing, 169. — des yeux, 209, 211.
Pétitoire, 389.
Pieds nus, 285.
Pierreries, 393.
Placards, 389.
Plaids, 307, 311. — du mardi, 224. — de la porte, 58.
Plaignant, 189. — principal, 60, 273, 313. — auxiliaire, 273. (Voy. *co-plaignants.*) — absous, 163.
Plainte, 104, 185, 199, 239, 241, 243, 269, 275, 435. — diffamatoire, 327. non fondée, 163. — contre échevins, 163.
Poids et mesures, 232. 447. (Voy. *mesures.*)
Poinçon, poinçonnage, 341, 449
Poing (perte du), 169.
Poisson, 225, 271, 451.
Polders, 90. — comptes, 91.
Police, 451.
Polityke wetten, 7, 8.
Poorters (registre de réception des), 353.
Porcs bouclés, 338. — vaguants, 226.
Possession immémoriale, 385.
Possessoire, 389.
Potestas familiæ, 37.
Poursuite, 189, 197.
Prébende, 213.
Préférence, 417, 419.
Prescription, 389.— de trente ans, 159, 389. — de vingt-sept ans, 167. — de six ans, 108. — de deux ans, 135. — d'an et jour, 135, 172, 197, 393. — de moindre durée, 389.
Pretium, 42.
Prétoire, 130. (Voy. *slop.*)
Preuve de délits, 108. — par écrit, 245. (Voy. *chartes.*)
Prince (serment du), 109, 129.
Prison, 203, 209, 301. — droits de prison, 116, 417. — au seigneur, 175. — délits en prison, 169, 173. — mort en prison, 303.
Prisonnier, 281, 303. (Voy. *évasion.*)
Privés mitoyens, 387.
Privilège (droit de), 419, 421.
Privilèges, 66, 87, 109, 151. (Voy. *confréries.*)
Prix du sang, 67, 157, 159.— de vente, 383.
Probi viri, 135.
Procédure civile, 237. — criminelle, 433.
Procuration, 57, 203.
Procureur, 21.
Publications, 417.— du dimanche, 209. — à l'église, 375 — à son de bassin, 381.
Puiné, 413.
Puissance maritale, 29, 38, 153.— paternelle, 411, 415.
Pupillarité permanente, 41.
Purge de décret, 385.
Puterie, 211, 226

Q

Querelle, 199, 267, 313.
Quotité disponible, 145, 407, 409.

R

Rachat de ban, 74.
Rapina, 132.
Rappel de ban, 74.
Rapport à partage, 195, 399, 401, 409, 413.
Rapt, 27, 42, 105, 133, 219, 281.
Réalisation, 373, 375.
Réappels, 317.
Recel, 209, 299, 393, 395, 455. — de rentes, 363.
Receleurs, 340.
Rechtloos, retlos, 69
Récidive, 211.
Réconciliation, 63, 66, 108, 157, 159, 243, 245, 257, 265, 279, 285, 287, 295.
Reconnaissance extrajudiciaire, 108.
Reconvention, 353.
Recors, 203.
Réforme de jugements, 221.
Refus de trève. (*Voy.* ce mot.)
Régime administratif (nouveau) d'Ardenbourg, 76.
Registre criminel, 115. — secret, 74, 149.
Registres pupillaires, 217, 332, 427, 457.
Réhabilitation, 74, 149, 151, 155, 263.
Reipus, 42.
Remancipatio, 34.
Remboursement, 247.
Remploi, 429.
Renenge, 106.
Renier sa parenté. (Voy. *abjuration.*)
Rente, 391. — foncière, 145, 159. — viagère, 195. — parsonniers, 371.
Répondant, 189, 307, 309.
Répondre en justice, 185.
Représentation, 397, 401.
Représenter en justice, 185.
Reprise de bail, 363, 365.
Répudiation de succession, 179.
Repudium, 36.
Réquisitoire, 433.
Res sacra, 35.
Réserve, 407, 409.
Résidence, 215.
Responsabilité, 391, 431.
Ressort, 106. — de la *cuere,* 197. — du Franc et du Canonicat, 134.
Restitution de dot, 35.
Renonciation à communauté, 393. — à succession, 395, 401, 405,
Retrait, 177, 193, 369. — calenge, délais, 371. — d'indivision, 369. — de vente de maisons, 167. — de rentes, 371. — successoral, 371. — dénonciation, 371.
Retrayant (devoirs du), 371.
Rigoles, 387.
Roberie, 104
Rodenbourg, 9.
Roeselare, 293, 327, 329.
Rotures, 407.
Roue (peine de la), 253, 291, 297.
Rouissage du lin, 335.
Rues, 387.
Rumeur publique, 145.
Rupture de ban, 73. (*Voy.* ce mot.)
Rupture de trève. (*Voy.* ce mot.)

S

Sable, 235.
Saisie, 145, 147, 148, 153, 155, 161,

329, 332, 379. — saisie-arrêt, 217, 249, 355, 419. — saisie-exécution, 385. — de fief, 329. — personnelle, 355. — réelle, 381. — séance de saisie, 331. — description, 379. — main-levée, 357.
Saisine, 389.
Salaires, 421.
Salaison de poisson, 225.
Sauf conduit, 219, 332.
Scamara, 72.
Scel, 221. — scel d'Ardenbourg, 9.
Séduction, 105.
Seigneur, 403, 405.
Semonce, 58, 91, 325.
Sentence, 191.
Séparation de corps, 391.
Séquestre, 147, 329, 357, 361.
Sergents, 12, 104, 129, 159, 161, 379, 447, 453.
Serment, 155, 167, 169, 189, 191, 205, 285, 287, 319, 395, 425. — du prince, 98, 102, 109, 129. — de la commune, 98, 102, 109. — du bailli, 205. — des échevins, 207.
Servantes, 367.
Service, 369. — des plaids, 24.
Servitudes, 385.
Sévices, 391.
Signification, 383.
Simulation, 395.
Slepeldam, 11, 85, 89, 90, 119, 217.
Slop, 57, 202, 267.
Solidarité, 393.
Sommaire (matière), 389.
Sommation, 58.
Souches, 399.
Soulier, 54, 55, 179
Staplus regis, 58.
Stathouder, 460.
Steegher, 58.
Steen, 58. (Voy. *prison*.)
Subrogation, 377, 419.
Succession, 117, 120, 211, 213, 355, 397, 403, 405, 407. — acceptation, 405. — dettes, 413. — oréneuse, 419.
Suicide, 249.
Suspension de métier (peine de la), 445, 447.

T

Table des pauvres, 397.
Tacite reconduction, 367.
Taelman, 21, 22, 171, 267, 291.
Tailles, 291.
Tale, 20 à 22, 67.
Talion, 104.
Tanneurs, 228, 229.
Tapages, 455, 457.
Taverniers, 229, 236, 337, 343, 445, 447.
Taxes, 215, 421.
Témoignages, 445.
Témoin, 104, 108, 151, 179, 241, 407. — défaillant, 342.
Tenserie, 108, 209.
Tercia, 52.
Terra aviatica, 49.
Terre salique, 49.
Testament, 145, 215, 393, 395, 407, 409.
Tête (livrer la), 275.
Titres de propriété, 361. — d'hypothèque, 419, 421. — obligations et droits immobiliers, 419, 421. — rentes, 421.
Tondeurs (de draps), 233.
Tonlieu, 11, 83.

Tonloyer, 165.
Torture, 435.
Tourbe, 235.
Tracasserie (ouvrages de), 385.
Trait à terre, 105.
Transaction, 363.
Transport de cateux, 373, 375.
Travail (louage de), 367.
Trésorier, 76.
Trève, 107, 132, 299. — amiable, 279. — légale, 219. — déni de trève, 67. — infraction, 107, 187. — rupture, 67, 259, 279, 281. — refus, 187.
Tribunal domestique, 38.
Trinoctium usurpatio, 30.
Tuer (le banni), 71.
Tuiles, 224.
Tutelle (excuse de), 425. — compte, 333, 425, 429, 431, 433, 457. — reliquat, 431. — décharge, 432.
Tuteur, 35, 217, 332, 421, 423, 425. — testamentaire, 429, 431. — insolvabilité, 431, 433. — responsabilité et solidarité, 431.

U

Usufruit, 425. — légal, 411. — de la veuve, 50, 52.
Usure (délit), 209.
Usus, 30.
Utlagh, 69.

V

Vacations, 429.
Valet et maître, 323.
Varde, 65.
Vargs, 72, 73.
Vassaux, 460.
Vente, 361, 391. — à la main, 429. — aux enchères, 381, 419, 429.— forme primordiale du mariage germain, 42, 53, 54.
Vergdu, 73.
Verge de justice, 329.
Vérité, 445. — vérités générales, 8, 12, 71. — vérités des échevins, 132, 271, 287.
Verre dormant, 385.
Versant du toit, 387.
Vest et *devest*, 108.
Veuve (droit de la), 405.
Vie ou mort (droit de), 31, 39, 45 à 47. (Voy. *jus necis*.)
Vierscare, 59, 60, 74, 191, 195, 199, 261, 265, 317, 331. — *vierschare*, 149. — *vierscarnia*, 130, 131, 135. — *vircarnia*, 132. — séances, 261, 289.
Vigiles et dimanches, 335.
Vilain cas, 105, 107. — vilain fait, 106, 153, 177, 219, 257, 299.
Ville fermée, 101.
Vilonie de paroles, 104.
Vin clareit, 224. — vins divers, 337.
Vinders, 108.
Viol, 105, 116, 299.
Violences, 399, 455.
Vivre comtal, 106.
Voies de fait, 106, 455.
Voie de recours, 377.
Voisins, 385, 387.
Vol, 104, 131, 149, 151, 209, 339, 455.
Volailles, 228, 335.
Volé (bien), 217.
Voleur, 56, 73.
Vorgeding, 57, 202.
Vrede, 65.
Vredeloos, 69.

W

Wantale, 22.
Wapeldrinc, 132, 165.
Wargida, 73.
Wargus, 72.
Wastebannis, 97.
WATERINGUE, 91.
Weib, 41.
Wedertale, 20 à 22.
Welgeboren, welboren, 22.
Wergeld, 44, 67
Wethouderscap, 76.
Wetteloos, 69, 72, 103, 107, 148, 150, 155, 157, 174, 180, 186, 218, 238.
Wittemon, 42.

Z

Zoene, 65.

ADDITIONS ET CORRECTIONS.

Page 9, ligne 24 : *Au lieu de* XIIe, *lisez :* XIIIe.

— 13, — 1 : — Dauwilt, — Danwilt.

— 14, note 1 : En 1310, le mercredi après la Saint-Vincent, Gérard de Moor délivre une lettre ouverte sur le débat des villes de Gand et Ypres avec les Brugeois, par laquelle il déclare à ces derniers que lors de la conclusion du traité de paix avec la France, il a été entendu « que lon peuist passer les pelèrins par argent, que tous cil de Flandres le aideroient a paier egalement chascun a son avenant. » Arch. de la ville de Bruges, *Groenenb.* C., fol. 36.

Page 21, ligne 11 : VAN MAERLANT, *Spiegel historiael*, I, 251 ; III, 329.

— 24, note 2 : L. Rip., 50. L. Bajuv., 17. Capitul. an. 769. BALUZE, t. I, p. 191. BORETIUS, p. 46, art. 12. WAITZ. *Verfassungs Gesch.*, pp. 166 et 191. SOHM, *Procesz der Lex Sal.*, pp. 133, 147, 209.

Page 32, ligne 9 : *au lieu de* praticien, *lisez* patricien.

— 35, note 5 : La question de savoir si la séparation fut admise à l'origine dans le mariage par *confarreatio* est très controversée. *Voy.* K. WACHTER, *Uber Ehescheid.*, p. 63. HASSE, *Gülerrecht,* pp. 133 et 475. ZIMMERN, *Röm. Rechtsgesch.*, t. II, p. 561.

Page 37, ligne 14 : *au lieu de* legitimi nuptii, *lisez :* legitimœ nuptiœ.

— 37, note 2 : Cette appréciation de Dalloz concorde avec la suivante : « Le mariage avec *manus* était chose grave pour la femme qui était *sui juris,* grave non-seulement pour elle, mais aussi pour ses tuteurs légaux. En effet, la *capitis diminutio,* que subissait la femme par son entrée sous la *manus,* avait pour conséquence de dissoudre la tutelle ; elle transmettait au mari le patrimoine de la femme, patrimoine qui à la mort de celle-ci aurait passé aux tuteurs et dont la conservation était le but essentiel de la tutelle (GAIUS, I, § 192). Quant à la femme, loin de lui porter préjudice, ce changement lui était en quelque sorte favorable : à sa mort et à celle de son mari, il faisait passer à ses enfants sa fortune, dont se seraient emparés, sans cela, ses tuteurs, en qualité d'agnats les plus proches. Ceux-ci avaient donc le plus grand

intérêt à ce que la femme ne contractât point un mariage avec *manus;* comme leur *auctoritas* était nécessaire pour sanctionner une pareille union (Cic., *Pro Flacco,* c. 34), et qu'ils ne pouvaient être contraints à la donner (Gaius, I, 192), il dépendait d'eux d'empêcher ce mariage. Point d'autre issue à ce conflit des intérêts des agnats et de leur pupille, que le mariage sans *manus.* Ce n'est pas émettre une hypothèse trop hardie, que de croire que la première apparition de cette forme de mariage a eu lieu par la force même des choses, et dans des circonstances où elle était d'une inévitable nécessité. » R. von Ihering, *L'esprit du droit romain dans les diverses phases de son développement,* trad. par O. de Meulenaere, t. II, p. 184. Cfr. Dorn-Seiffen, *De feminarum conditione apud Romanos,* pp. 12-17. Rossbach, *Unters. uber Röm. Ehe,* p. 242. Paul Gide, *Étude sur la condition privée de la femme,* p. 126.

Page 39, note 1 : M. von Ihering, *op. cit.*, p. 208, observe très judicieusement : « La coutume, en créant des *tribunaux de famille,* rétablit la cohésion naturelle et morale de l'individu avec sa famille, qui avait perdu sa forme juridique avec la disparition de la gentilité... Le plus grand nombre des cas où il est fait mention de la convocation des parents et amis, concerne l'exercice du *jus necis ac vitae* sur les femmes mariées et sur les enfants.... La convocation des parents pour l'exercice de ce droit n'était pas juridiquement prescrite, mais il était en règle générale périlleux de s'y soustraire. » — Seulement cet auteur paraît bien excessif, lorsqu'il prête à la famille romaine un idéal d'amour et de liberté, auquel la famille moderne n'a pas encore atteint. Cfr. Klenze, *Zeitschr. fur geschichtl. Rechtswiss.*, t. VI, p. 25. Geib, *Gesch. der crim. Proces. zu Rom.*, p. 84.

Page 42, ligne 21 : La L. Sal., 13, porte que le *puer regis* et le lite qui se rendent coupables de rapt d'une femme ingénue, doivent payer de leur vie ; *de vita componant.*

Page 42, ligne 27 : L. Sal., 44, 72. Recap. L. Sal., 6. Sohm, *Fränk. Reichs und Gerichts Verfass.,* 67, 370, 391. Waitz, *Das alte Recht der Salis. Frank.,* pp. 135 et 145.

Page 42, ligne 31 : Capit. Lud. I. an. 819, § 8. L. Gund., 24, 69. L. Aethilbert, 75, 76. Kern, Gloss. sur Hessels, § 221, col. 531. Reipus ; de sponsalitiis viduarum. Glos. Pithou. Pretium emptionis viduae matrimonii causa, Glos. Lindenbrog, p. 1465. « Le *reipus,* dit M. Fustel de Coulanges, *Recherches sur quelques problèmes d'histoire,* p. 227, n'est plus guère qu'une formalité symbolique; il faut, en présence du chef du canton et devant témoins, que le second mari offre 3 sous et 1 denier de bon et juste poids. »

Page 43, ligne 11 : L. Sal., t. 13, § 6. L. Alam., 52, L. Bajuvar., t. 8, c. 16, 17, Ed. Rothar., 100-102. Liutpr., 99. L. Burg., 52. L. Wisigot., l. 3, t. 3.

Page 45, note 1 : *Voy.* encore Pardessus, *Loi Salique,* p. 670.

— 45, — 4 : Les auteurs modernes ne sont pas d'accord avec Eccard sur l'interprétation de ce texte. *Voy.* Thonissen, *L'organisation judiciaire, le droit pénal et la procédure pénale de la Loi Salique,* pp. 179-182 et 302-304.

Page 46, ligne 2 : Fustel de Coulanges, *Recherches,* p. 221, commentant le passage de Tacite, c. 19, sur la femme adultère, conclut : « Il existe donc une justice domestique. Nous en retrouverons plus tard quelques restes dans les lois des barbares. Nous y verrons le père juger sa fille, le tuteur sa pupille. (L. Wisigot., III, 4, 5.) Nous y verrons que, pour un certain crime, la femme est jugée par sa famille, qui peut la condamner à mort. (L. Burg., 35. L. Langob. Rotharis, 221.) L'ancienne famille germaine possédait donc sa juridiction inté-

rieure. Or, cela est l'indice certain d'un régime social où l'État n'a pas encore brisé la force et l'indépendance de la famille. »

Page 46, note 2 : Comparez au *mundoald* de la femme germaine, le κύριος de la femme athénienne dans le droit attique.

Page 48, note 5 : Cet article traduit le germanique *selbmund* par le latin *potestas*. Des érudits opposent, comme choses essentiellement différentes, le *mundium* germanique à la *potestas* des Romains. Mais, dit M. Fustel, *op. cit.*, p. 224, il se trouve justement que les seuls textes qui nous renseignent sur le *mundium*, l'appellent presque toujours *potestas*. Je crains que ces érudits ne se soient trompés pour n'avoir observé le *mundium* qu'au sixième et au septième siècle de notre ère, alors qu'il était comme toutes les institutions germaniques, affaibli et énervé. Le *mundium* de l'époque mérovingienne n'est plus que le reste et le souvenir d'un ancien temps où le *mundium* avait été à la fois une autorité et une protection. Nous ne savons pas si ce *mundium* ressemblait de tous points à la puissance paternelle des Romains ; mais s'il est vrai, ainsi que le dit Tacite, que le mari fût juge de la femme et que le père pût vendre ses enfants, il faut reconnaître que ce pouvoir n'« était guère moins fort ni moins étendu que la puissance paternelle du vieux droit romain ».

Page 49, ligne 6 : « La tutelle perpétuelle des femmes, ajoute M. Fustel, *op. cit.*, p. 225, paraît avoir été la loi générale de ces peuples comme de beaucoup de vieilles sociétés. Cette règle qui n'est pas dans Tacite, apparaît bien dans les lois que ces Germains ont mises plus tard en écrit. « Aucune femme, dit la *Loi des Lombards*, ne peut être en puissance de soi, ni vivre à sa guise ; la femme doit être toute sa vie sous un pouvoir d'homme. » Non mariée, la femme était sous l'autorité de son père, ou de son frère, ou de ses proches, à tout âge. L. Burg., 66. L. Rotharis, 160, 161, 178. Liutprand, 119. Mariée, elle cessait d'obéir aux parents pour obéir à son époux. Devenue veuve, elle restait dans la possession de la famille du mari qui l'avait acquise, c'est-à-dire qu'elle était soumise à son propre fils, si elle en avait, et à défaut de fils, au frère ou aux parents du mari défunt... A quoi donc tient-il que la femme germaine, si respectée et si influente, fût pourtant dans une infériorité légale si manifeste? Cette inégalité ne résultait pas d'un caprice ; nous la trouvons dans le vieux droit grec, dans le vieux droit romain, et dans beaucoup d'autres législations, avant de la trouver dans le droit germanique. Elle était inséparable de l'ancienne organisation de la famille. En vertu de tout un ensemble de conceptions qui régnaient alors sur les esprits, la femme, qui ne pouvait jamais devenir chef de famille, et qui ne pouvait pas non plus vivre en dehors d'une famille, devait être toute sa vie subordonnée à un chef et toute sa vie en tutelle. » — Comparez, sur la tutelle perpétuelle des femmes dans le droit attique, Démosthène, *in Onetorem*, 1, 7 ; *in Bœotum de dote*, 7 ; *in Eubulidem*, 40 ; *in Stephanum*, II, 20 ; *in Phœnippum*, 27 ; *in Macartatum*, 75 ; Isée, *de Meneclis hereditate*, 2 et 3 ; *de Pyrrhi hereditate*, 50. — Sur la tutelle perpétuelle des femmes dans le vieux droit romain, *Voy.* surtout Gaïus, *Institutes*, I, 145, 147, 190 ; IV, 118 ; Ulpien, *De tutelis*, XI, 1 et 27.

Page 49, ligne 16 : Et par l'exclusion de la *truste regis*. Deloche, *La trustis et l'antrustion royal*, p. 58. Thonissen, *Loi Sal.*, p. 127.

Page 49, note 1 : Ap. Pertz, *Leg.*, t. III, p. 665.

— 49, — 8 : L'édit de Liutprand déniait aux filles le droit de réclamer le wergeld. « Quia filiæ eo quod femineo sexu esse probantur, non possunt faidam levare. »

Page 53, ligne 7 : Le rapprochement de la *manus* romaine et du *mundium* germanique inspire à M. Laboulaye, *Recherches sur la condition civile et politique des femmes*, p. 139, les réflexions suivantes : « Il me paraît probable que dans l'origine le mari avait (chez les Germains), sur la femme et sur ses biens, une autorité presque absolue. C'est aussi l'avis d'Eichhorn, *Rechtsgesch.*, § 54... Mais il ne faut pas croire que comme la femme *in manu* d'autrefois, l'épouse du germain soit désarmée devant le pouvoir marital ; il y a des abîmes entre le *mundium* et la *manus;* car cette puissance, telle que nous la connaissons du moins, n'est guère plus qu'un droit de tutelle dans l'intérêt du protégé... En résumé, quelque idée qu'on se fasse de l'énergie primitive du *mundium,* il faut reconnaître que ce droit s'est rapidement transformé sous l'influence des idées chrétiennes. » Telle est aussi la conclusion de Muratori, *Antiquit. Diss.*, 20 et 22, t. II, pp. 127 et 275.

Page 54, ligne 2 : Dans la « consultation sur vingt-sept questions concernant les privilèges et statuts de la ville de Bruges, » insérée dans notre *Coutume de Bruges,* t. I, p. 265, on pose le cas suivant : « Une damoizele avoit fiancheit un damoizel ; et puis durant ces fianchalges uns clers emmena la dite damoizele, et la plani, et prinst a femme, et cogneut carnéalement. Or vient li sires, et calaigne, selonc lestatut devant dit, les biens dele dite damoizele : et li dis clers respont ke la dite damoizele sa femme et si biens sunt *si cateil,* et ke nul juges temporels nen doit jugier... »

Page 55, ligne 9 : *au lieu de* dusdecim, *lisez :* duodecim.

— 55, — 24 : — étaient, — était.

— 55, note 4 : Le célèbre titre 58 de la L. Sal., *de chrenecruda,* est ainsi expliqué par Sohm, *La procédure de la Lex Salica,* trad. par Marcel Thévenin, dans la *Biblioth. de l'école des hautes études,* 13e fasc., p. 113 : « L'insolvable doit jurer avec douze cojurateurs quod nec superterra nec subtus terra plus de facultate habeat quam donavit. Puis il rentre dans sa maison, ramasse aux quatre coins de la terre dans sa main, se met sur le seuil de la porte le visage tourné vers l'intérieur de la chambre et jette cette terre de la main gauche, par-dessus son épaule, sur ses proches parents ; avec la terre il *jette* (transporte) sur eux l'obligation de payer. Le débiteur lui-même, en chemise, déceint, les *pieds nus,* un bâton à la main, doit franchir la haie de la maison, pour indiquer qu'il abondonne tout derrière lui. Il n'y a qu'une série déterminée de parents qui puissent, par la solennité de la *crene cruda,* être mis en demeure de payer. » Cfr. Kern, Gloss. sur Hessels, col. 550, § 256. La Coutume primitive d'Ardenbourg, ci-dessus, p. 285, art. 53, dans l'hommage pour cause d'homicide, prescrit que le coupable sera amené dépouillé de ses habits, en chemise, suivi de ses parents et amis vêtus de leurs pourpoints, la tête et les *pieds nus*...

Page 56, note 4 : Cet usage remonte aux Germains. Tacite, *Germ.*, 19 : « Pœna presens et maritis permissa ; abscisis crinibus nudatam, coram propinquis expellit domo maritus. » Chez les Francs, on distinguait les différentes classes par la coupe des cheveux. *Voy.* Thierry, *Récits des temps mérovingiens,* p. 80. La charte latine d'Ardenbourg, ci-dessus p. 132, c. 22, punit celui — « qui alterum per *capillos traxerit.* »

Page 57, ligne 3 : Cette entrée ouverte trois fois par l'écoutète constitue visiblement une formalité symbolique, et remet en mémoire, ainsi que les deux réappels dont parle l'article 80 du *Bouc,* ci-dessus p. 317, les traditions de l'ancienne *mannitio.* « Dans la procédure d'exécution, dit Sohm, *op. cit.*, p. 57, elle est employée pour inviter l'adversaire à prendre

connaissance de l'acte judiciaire par lequel celui qui poursuit son droit, veut obtenir le *nexum canthicio* du *tunginus,* ou bien l'exécution par le comte; en second lieu, le possesseur, dans la procédure de vindication contradictoire, ajourne (*mannirt*) son auteur; enfin la *mannitio* est encore le moyen d'amener les témoins au tribunal. L. Sal., 49. » *Ibid.,* p. 81. La *mannitio* devait fixer un délai judiciaire. D'après L. Sal., 96, 1, un antrustion est ajourné par un autre devant la cour du roi, d'abord par sept nuits, puis trois fois par quatorze nuits. Le jugement de Clovis III donné à Saint-Cloud, le 5 mai 692, porte : « In ipso palacio nostro, per *triduo* seu per pluris dies, ut lex habuit, placitum eorum vise sunt custudissent... » Celui rendu par Charlemagne contre Tingulfe qui, n'ayant pas comparu sur la citation de Salacus, est condamné par défaut : » Tunc ipse Salácus per *triduum* seu amplius, ut lex habuit, placitum suum legibus custodivit. « (7 mars 812). Bréquigny, *Table des diplômes,* t. I, pp. 72 et 144. Pardessus, *Diplomata chartæ aliaque instrumenta ad res Gallo-Francias spect.,* t. II, p. 223. J. Tardif, *Monum. historiq.,* nos 30 et 103, pp. 24 et 76. Cet auteur exposant la marche de la procédure devant la cour royale, dit : « Au jour fixé pour la comparution des parties, le demandeur était tenu d'attendre le défendeur depuis l'ouverture du tribunal jusqu'au coucher du soleil, ce qui s'appelait *custodire placitum;* si le défendeur ne comparaissait pas en personne, ou ne donnait pas d'excuse légitime (*sunnia*), le demandeur pouvait constater cette absence par un acte (*solsatire, solem collocare*). Lorsque cet ajournement (*solsadia*) avait eu lieu trois fois, on pouvait procéder au jugement. » *Notice prélim.,* p. x. Maurer, *Gesch. des altgerman. Gerichtsverfahrens,* § 44, soutient que pour le cas de contumace, après trois sommations demeurées sans effet, on procédait à l'exécution contre le défendeur. Siegel, p. 76, a démontré que les passages sur lesquels s'appuyait ce système, visent soit le triple *testare,* soit l'attente *per triduum* devant le tribunal du roi. Sohm, *op. cit.,* p. 101, applique à la contumace de la première assise, le cas cité par la L. Sal., tit. 40, 4 et 5, qui accorde à l'occasion d'un délit commis par un esclave une troisième *mannitio,* soit trois délais de sept nuits; mais il distingue, avec infiniment de raison, la contumace de la première et de la seconde assise, se fondant sur une exégèse logique de la L. Sal., tit. 56. Contrairement à l'opinion de Rogge, *Ueber das Gerichtswesen der Germanen,* §§ 21 et 22, et de Waitz, *Verfassungs Gesch.,* 182-184.

Page 57, note 1 : On trouve les mots *voren* et *achter gedinghe* à l'article 7 de la coutume primitive et de l'article 80 du *Bouc,* pp. 202 et 316. Grimm, *R. A.,* p. 837, dit à ce sujet : « Verschieden von der untergeordneten sind die *nachgeordneten* gerichte, denen entweder ein anderer richter (wiewohl an demselben ort) vorsitzt, nachdem der erste richter ein *vorgedinge* gehalten hat, oder die den ordentlichen gerichten zur enstcheidung unerledigter sachen nachfolgen. Hierher gehoeren namentlich die *afterdinge* (judicia posteriora) die meist unmittelbar hinter den ungebotnen gerichten, noch an demselben tag oder am folgenden, zuweilen auch spaeter abgehalten wurden ; vielleicht beruhten sie mit auf der dem deutschen recht ueberhaupt gelauefigen idee von *zugaben.* » Kern, Gloss. sur Hessels, § 7, col. 440, en analysant la note malbergique *reapte* de la L. Sal., tit. I, c. 1, découvre dans l'étymologie une autre explication : « *Aftena, aften* may be a derivative from a verb of the *ai*-class, and the same as O. Fris., *achtene, echtene,* judicial prosecution (Cf. Richth. i. v.), from *achta, echtia, echta;* O. S. *ahtian;* A. S. *ehtan,* to prosecute. The lettres *ft* and *ht* (*cht*) are frequently interchanged in all Frankish, Sax. and Fris. dialects; e. g. *druftin* for *druhtin;* (Cf. Heyne. kl.

Denkm, p. 113); O. Fris. *aft, eft,* for Dutch *echt,* genuinus, legitimus; *aftigia,* O. N. *ekta,* in matrimonium ducere. The Fris. *achtene,* Sax. *achte,* Germ. *acht,* is nearly, if not entirely identical in meaning with *bonn, bann* (Cf. Grimm, R. A., 732). In the Fris. LL., p. 251, we read : « the sitter (i. e. *the defendant*) sê ladet fon dâ riuchter, hi cume jef hi cume naet; kumtter neat and hi nursûme det ryucht so scel die richter him tô *bonne* duaen. « On comparing this passage with the parallel one in the *Lex salica* we are led to suppose that *aften* meam the same as *bann,* the nure so because the latter is also used to denote forfeiture; e. g. Fris. LL., 405 : « dâ ban bêta mittâ alra hâgista *ban.* » Sohm, *Procéd. de la L. Sal.,* pp. 90 et 107, donne une interprétation plus plausible dans la distinction de la procédure en première et seconde assise ; « La première partie (de la procédure de délit) contient simplement la litis contestation. Le demandeur élève son action en l'appuyant sur les faits qui lui ont donné naissance. La réponse de l'inculpé vient ensuite; c'est un aveu ou une négation ; dans le premier cas, sans contre affirmation; dans le second, avec contre affirmation. Cet acte est séparé de la procédure de preuve par le jugement. Comme la procédure est orale, la prétention, la réponse ainsi que le jugement qui suit, se produisent dans une seule assise. Comme un délai est d'autre part accordé pour l'apport de la preuve, on réserve la procédure de preuve pour une séance ultérieure. La procédure antérieure est donc vis-à-vis de la procédure de preuve une procédure se déroulant dans une première assise vis-à-vis d'une procédure se déroulant dans une seconde... Le jugement une fois prononcé, si la *fides facta,* la promesse de l'exécuter a été faite, l'inculpé doit comparaître au tribunal, au jour fixé dans la promesse elle-même pour y effectuer le payement ou se disculper. (D'après la *Lex salica,* habituellement 40 nuits après la première assise. Sal., 56; 96, 1.) La *fides facta* ménage donc à la fois le passage d'une assise à l'autre (c'est-à-dire de l'assise de la litis contestation à celle de la preuve ou d'exécution). Le demandeur doit aussi, de son côté, comparaître à la seconde assise, soit pour recevoir la prestation de l'inculpé, soit pour procéder à l'exécution. Si son adversaire ne comparaît pas à la seconde assise pour tenir sa promesse, le demandeur attend en observant les formes jusqu'au coucher du soleil (c'est le *solem collocare*) et prend des témoins dont l'attestation pourra être nécessaire. Alors l'inculpé est, suivant l'expression de la loi salique, *legitime jactivus admallatus,* c'est-à-dire contumace. »

Malgré l'altération que ces anciennes formes de procédure subirent avec le temps, il est facile d'en reconnaître la trace dans nos coutumes du moyen âge. Ainsi le *keurboek* de Leide, revisé en 1406, disposait encore que les plaidoyers que les échevins remettent, seront décidés le jour suivant. « Ende alle dinctale die die scepene steden, die sel men wten overdwers nacht » = na den tusschentijd van een dwersnacht. D. Hamaker, *De middeneeuwsche keurboeken van de stad Leiden,* p. 25. Cet article 6, liv. 3, intitulé « Die poirtdinghe », porte qu'il y aura quatre *poirtdinghe* ou *dincstale* par an, savoir après la S. Poncien. Pâque close, S. Jacques et Toussaint, chacun de trois jours, du lundi au jeudi; celui qui ne comparaît pas dans ces trois jours, sera condamné du chef de la demande ou de la plainte, s'il a été régulièrement ajourné à huitaine; mais cette condamnation sera rendue définitive à la seconde assise. « Ende wair yement die in deser *dadinghe* voirscr. ghedaecht wair ende niet voirt en quame, ende anderwerve ten naesten *poerldinghe* ghedaecht worde vanden selven eyscher, ende hi dair niet en quame, ende hi twisschen die twien poertdinghen thuus gheweest hadde, dat men hem

mit twien buren jof poirters overtughets mocht, die sel verwonnen worden van dair hi om beclaecht wort op dat die wete ende tughe ghedaen worden als voirscreven is... » Ailleurs, les *poirtdinghe* sont qualifiés de *gastgedinge* et deviennent moins intermittents; à Delft, ils étaient hebdomadaires au quinzième siècle. SOUTENDAM, *Keuren en ordonnantien der stad Delft*, pp. 29 et 145.

Page 57, note 2 : Cf. l'art. 29 du *Bouc*, p. 266, ligne 3. *Slop*, dans son sens étroit, correspond à l'ancien français *esclos*, trace; puis chemin battu. « Et aviserent par esclos et par espies le chemin. » SCHELER, *Glos. sur Froissart*, p. 180. Au sing. le mot normal est *esclo*; il répond au prov. *esclau* et anc. all. *slac*. piste. DIEZ, *Etym. Wört.*, t. II, p. 291.

Page 58, note 2 : KERN, *Glos.*, col. 516, interprétant le texte : « ille qui per vestigium sequitur res suas per tertiam manum debet agramire », de la L. Sal., tit. 37, dérive *adchramire* du verbe *hramian*, flam. (i. e. h*ramen*), = to tax, estimate; to hit; to plan. Il équivaut encore au flam. *aanslaan*, qui marque la prise de possession, la saisie, la confiscation. Et il est analogue à l'ang. sax. *ætfón, befón, ætbefón, ætfeng*; anc. all. *anevahen, anevanc*; flam. *aanvangen* = to seize. VAN HASSELT, sur Kilian, h. v. Le même auteur au tit. 47, § 230, col. 537, lui trouve un autre sens, « to impute, refer, appeal to another; » *hramian, hramon* équivaudrait au flam. *ramen* = putare; et par conséquent *anrhamian* = imputare; ang. sax. *cennan, gecennan*. SCHMID, *Glos.*, h. v.

Dans les jugements de Chatou et de Saint-Cloud, de 691 et 692, on trouve l'expression *per fistuca achramire*. BREQUIGNY, *Diplom.*, I, 71-72. PARDESSUS, *Dipl.*, II, 217, 223. J. TARDIF, *Mon hist.*, 22, 24. « La production des titres, dit ce dernier auteur, formait une partie essentielle de la procédure. Les parties s'engageaient *quelquefois* à les produire à l'expiration de certain délai; en signe de l'engagement, on employait une paille, *festuca*. Cet usage symbolique avait aussi lieu quand les parties promettaient de venir prêter serment ou de fournir les témoins. » Il s'agissait donc d'un cas de procédure particulière.

Page 58, note 8 : WILDA, *Strafrecht*, p. 920, note 1, voit dans le *stapplum regis* les écuries du roi. Cf. le *stapplus*, pierre funéraire dans Sal. Nov., 339. GENGLER, *Germ. Rechtsdenkmäler*, V° *Staffolum*.

Page 59, note 1 : Capit. an. 809, c. 13 ap. PERTZ, *Leg.*, t. I, p. 156. *Voy*. encore Capit. an. 819, art. 16; Capit. liv. III, 57 ap. BALUZE, t. I, pp. 603 et 765. BORÉTIUS, p. 284. D'autres lois signalent, tout en l'interdisant, l'habitude de tenir le *mallus* dans l'*atrium* d'une église ou dans l'église même. Capit. an. 813, c. 21 et Capit. Mantuan., ap. BORÉTIUS, pp. 174 et 196.

Page 59, note 4 : Form. Andegav., 12 : « A mane usque ad vesperum visi sunt custodisse. » Cette idée se retrouve dans le *solsadire* ou *sol* (e) *satire* de la Loi salique, qui est un verbe dérivé de *solsati*, « a natural day », *solsetr, solsetrum, solsetra*. KERN, *Glos.* sur Hessels, § 185, col. 516. Le jugement de Valenciennes de 693 ou 694 porte la variante *sulsadire, sulsadina*. BREQUIGNY, *Diplom.*, I, 73. PARDESSUS, II, 229.

Page 60, note 2 : D'autres soutiennent que le mot *vierscare* désigne les quatre bancs de pierre servant de sièges au tribunal. WARNKOENIG, *Fland. S. u. Rechtsgesch.*, I, 181. GRIMM, *R. A.*, p. 812. PARDESSUS, *Loi Sal.*, p. 354. MAURER, *Gesch. der Markverf.*, p. 333. WAITZ, *Verfassungsgesch.*, II, 485. THONISSEN, *L. Sal.*, pp. 82 et 475. On lit dans les *septem causae*, VII, 6 (MERKEL, *Lex. Sal.*, 96) : « Si quis Franco inter quattuor solia occiserit... » Ces *quatuor solia* sont évidemment les *quatuor scamna, vierschare*, des tribunaux postérieurs de Flandre,

dit Sohm, *Proc. L. Sal.*, p. 100, note 1. M. Fustel de Coulanges, *Recherches*, p. 385, repousse cette interprétation; *voy.* encore *Monarchie franque*, p. 312; mais l'examen de ses arguments, qui semblent décisifs, nous entraînerait trop loin.

Page 60, note 5 : M. Thonissen, *Loi Sal.*, p. 523, dit avec beaucoup de raison : « On a émis bien des opinions sur l'origine des cojurateurs. La plus plausible est celle qui en fait les successeurs des parents et des amis qui s'associaient auparavant à la *faida* de l'homme lésé par un délit. Au lieu de lui prêter, comme jadis, le secours de leurs armes, ils lui accordent maintenant l'appui moral de leurs convictions intimes. »

Page 60, note 6 : « Notons encore, dit M. Fustel, *Rech.*, p. 453, que pour prêter un serment de cette sorte, il fallait trouver un nombre déterminé de cojureurs. Or, on ne les choisissait pas arbitrairement; il fallait qu'ils fussent *vicini, circa manentes, de ipsa condita*, c'est-à-dire de la même circonscription territoriale (*Form. Andegav.*, 28. Rozière, 487), il fallait aussi qu'ils fussent *bene fidem habentes* (*ibid.*, 29; Rozière, 489); quelquefois on exigeait qu'ils eussent été présents aux faits ou à même de les connaître (*ibidem*). »

Page 60, note 8 : L. Sal., 60 (éd. Behrend, p. 78, éd. Hessels, col. 379).

— 62, ligne 2 : *au lieu de* deux branches, *lisez :* trois branches.

— 62, — 3 : Var. parentilla, parentella. L. Sal. 44, 9. Cfr. C. Henr., I, 88, 13. Waitz, *Das alte Recht*, pp. 114, 149, 172, 206. Sohm, *R. u. Ger.*, pp. 70, 391. Fustel, *Rech.*, p. 231. Thonissen, *L. Sal.*, p. 228. M. Thévenin, *Contributions à l'histoire du droit germanique*, p. 52, explique ainsi cette cérémonie : « Le parentage établissait une triple communauté de serment, d'hérédité, d'intérêts. L'individu détruit la première, en ce qui le concerne, en brisant un premier *fustis;* il se dégage de l'hérédité en brisant un second *fustis*, et enfin de tout rapport avec les membres du parentage en brisant un troisième *fustis*. Il les brise sur sa tête, parce que, chez les Germains, la tête représente et, en quelque sorte, résume la personne juridique. Chacun de ces *fustis* est brisé en quatre morceaux jetés ensuite aux quatre coins de l'enceinte du tribunal, afin de donner à la déclaration du renonçant toute la publicité possible. »

Page 63, ligne 19 : *au lieu de* fut arrêté; *lisez :* se fut calmé.

— 63, — 26 : M. Fustel, *Recherches*, p. 417, observe, avec raison, que la règle de la publicité existait déjà sous l'empire romain. Cod. Théod., I, 12, 1; 16, 6, 9.

Page 66, ligne 11 et note 2. Ceci est conforme au capitulaire attribué à Childebert, an. 550, c. 3, ap. Pertz, t. II, p. 6. Pardessus, *Capita extrav.*, 15.

Page 67, note 4. Dareste, *Anc. lois de la Norwège*, dans le *Journal des savants*, 1881, p. 244.

Page 67, ligne 23 : *au lieu de* pour sources; *lisez :* pour source.

— 67, — 24 : Var. *leodardi, leodwardi. Voy.* Kern, *Glos.*, § 49, col. 456. La glose malbergique *leudardi*, tit. 15, dit cet auteur, trouve son correspondant dans *liudwerdene* (al. *liudwed, wetma, urjeld, jeld*) des Lois frisonnes = a particular pecuniary satisfaction, amends. Le chap. 74-77 de la version latine porte : « tunc debet ille vitam duplici emenda emendare et illi matronae *liudwirdene* » ; et le texte original : « sa scel hi thet lîf tuifalda jelde, jelda and liudwed mith tuelef merkum te jeldane » ; et plus loin : « thet jeld and there liodawed alsa hâge alsâ thâ liode loviat, and thet urjeld bi twilif merkon, and there wîve hiri *liodwerdene* with twilif merkon tô fellande. »

Page 70, note 3. Kern, *Glos.*, § 86, col. 472, assigne à *mordbrand, mortbrant,* pour radical *murdio,* qui éveille une idée de clandestinité, et qu'on retrouve dans ce passage du Völsunga Saga : « Pa Kemr upp, at Sigi hefir drepit prœlinn ok *myrdan.* » On voit dans le Oxf. Dict. au mot *mord :* « To slay a man *asleep* or feloniously was also called mord. » Et dans la L. Sal. : « si quis hominem *dormientem* expoliaverit, » avec la glose malbergique *freomundo.*

Page 72, note 5. Sohm, *Procéd. L. Sal.,* p. 120, n'en fait pas un tableau moins navrant. « Le ban prononcé par le roi contre le contumace met fin à la procédure et a pour effet la mise hors la loi. Tunc ipse culpabilis et omnes res suas erunt. Le banni et ses biens sont désormais en dehors de toute protection légale. Ed. Chilp., c. 9 : « Ut quicumque eum invenerit quomodo sic ante pavido interficiat : » Il est *expellis* (Nov. 254, dans Sal. 69 : *aspellis*), *explusus de eo pago* (Nov. 336) ; chassé du pays, on doit obtenir de nouveau pour lui, ut inter homines liceat accedere (Sal. 55, 2). C'est un *wargus,* un loup sauvage ; il erre dans les forêts, semblable au brigand, au *malus homo* que dépeint Ed. Chilp. c. 9 : Malus homo, qui male in pago faciat et non habeat ubi consistat nec res unde componat et per silvas vadit. Celui qui lui donne à manger ou à boire ou qui le reçoit sous son toit est puni, fut-ce sa propre femme. Sal., 56 : Et quicumque eum paverit aut hospitalem dederit etiamsi uxor sua proxima — sol. 15 culp. jud. Il n'a rien à lui, ni maison, ni femme, ni famille ; il ne peut se reposer deux nuits sous le même toit ; il n'a point de lit, pas de nourriture, il ne boit que de l'eau. Cet état dure donec omnia quæ imputatur componat. La purge de contumace qui résulte du paiement de l'amende y met fin. De même dans Sal. 55, 2 : Wargus sit usque in die illa, quam ille cum parentibus ipsius defuncti conveniat. »

Page 75, ligne 4 : Le meurtre de la femme était sévèrement puni dans le droit germanique. L. Sal., 24, 3. L. Rip., 12, 13. Ed. Rotharis, 334. Pact. Al., II, 31. L. Al., 79. L. Wisig., VI, 3. Laws of Alfred, 9. Laws of Henry I, 70. C'est la raison de la restriction apposée à l'art. 12 du *Bouc,* qui autorise tout, sauf le meurtre de la femme ; et c'est une nouvelle preuve à l'appui de notre thèse sur les affinités de la coutume d'Ardenbourg.

Page 75, ligne 15 : Nos *costumiers* du dernier siècle ne s'y trompaient pas. Placés à la limite de l'ancien régime, ils en avaient la perception lucide ; sans nos préoccupations modernes, qui offusquent trop souvent l'intelligence du passé. L'auteur de l'*Introduction à la pratique judiciaire,* insérée dans la Revue *Den vlaemsche indicateur,* an. 1780, fasc. 3, p. 9, s'exprimait ainsi :

« Où trouverons-nous dans les lois romaines les dispositions qui règlent les litiges en matière de dîmes, de champarts, espiers, bourgeoisie, tailles et capitations, lettres de change, navigation, droits de chasse, de moulins, et autres qui étaient totalement inconnues des Romains? Il est donc nécessaire, pour avoir une idée complète des coutumes flamandes, de porter ses regards au-delà du droit romain. Les Pays-Bas se sont trouvés, il est vrai, pendant quelque temps sous la domination de Rome ; et il paraît hors de conteste que le Code Théodosien y obtint force de loi. Mais nous ne descendons pas de ce peuple ; et le droit romain a été oblitéré pendant des siècles dans nos provinces. Même à l'époque de l'empereur Justinien, elles n'étaient plus soumises aux Romains. Il ne faut donc pas chercher l'origine du Droit flamand à Rome, mais dans la loi germanique, parce que là est notre filiation. »

Page 81, ligne 17 : *au lieu de* Benardi, *lisez :* Bernardi.
— 82, — 10 : — Baldunini, — Balduini.

Page 83, ligne 12 : *au lieu de* theoloneo, *lisez :* theloneo.
— 91, — 18 : — cheans, — cheaus.
— 91, — 29 : — don, — dou.
— 99, — 23 : — cheans, — cheaus.
— 102, — 36 : — le désormais titulaire, — le titulaire désormais.
— 103, — 22 : — il s'il, — s'il.
— 105, — 18 : — efolure, — afolure.
— 106, — 25 : — ses bien, — ses biens.
— 111, — 26 : — adont, — adonc.
— 111, — 27 : — li viens Pierre, — li vieus, Pierre.
— 111, — 31 : — vue, — vne.
— 112, — 14 : — adont, — adonc.
— 120, — 18 : — fait porté, — fait porter.
— 122, — 27 : — nostre de Bruges, — nostre ville de Bruges.
— 123, — 2 : — hôtel, — hôpital.
— 123, — 12 : — entrenir, — entretenir.
— 124, — 19 : — lobeynance, — lobeyssance.

— 131, — 19 : Comitiva = contubernio de la L. Sal., 42, 1 : « si quis collecto contubernio hominem ingenuum in domo suo adsalierit. » Recap. L. Sal., 31, 35. Ed. Rotharis, 12, 19. Ed. Liutprand, 134. L. Thur., 57. Waitz, *Das alte Recht,* 104, 188. *Voy.* Thonissen, *L. Sal.,* 284-285, sur le sens du mot *contubernium.* Hessels, *Index,* col. 595. Collectum, factum; a troop, company, band, gang. Glos. Pithou : auxilium. Var. concubinium, conturbenium, conturberenium. Cfr. art. 64 du *Bouc.*

Page 132, ligne 19 : convicia. L. Sal., tit. 30, rubriq.

— 133, — 12 : *au lieu de* comniserit, *lisez :* commiserit.

— 133, art. 32 : La charte de privilèges accordés par la comtesse Marguerite de Flandre et son fils Gui aux marchands de la hanse d'Allemagne, du 24 mars 1252 (n. st.), consacrait une disposition semblable : « Causa antem mercatorum infra tercium diem vel saltem infra octavum in portu de Dam et de Brugis debet terminari, nisi scabini per suum juramentum dixerint infra talem terminum se eam terminare non posse, et tunc bona fide eam quam cito poterunt terminabunt ». Arch. du Sémin. de Bruges, chart. nos 826, 827 et 828. Hohlbaum, *Hansisch. Urkundenb.,* n° 421, t. Ier, p. 138.

Page 135, ligne 9 : *au lieu de* ae si, *lisez :* ac si.
— 141, — 36 : — l'effestucation, — la répudiation.
— 151, — 2 : — est mis, — n'est mis.
— 153, — 24 : — fait délictueux, — vilain fait.
— 154, — 16 : — LX schellinghen, — XL schellinghen.
— 160, — 11 : — ten emene, — te nemene.
— 171, — 19 : — du père, — du frère.

— 174, note : Le *meynacken* ne serait-il pas visé par les mots *in furtum* du § 1, tit. 28, L. Sal. emend. : « Si quis in furtum aliquem locaverit et hominem interficiet. » Hessels., *Index,* col. 616, stealthily, secretly. Sept. Caus., IV, 6. La provocation et la complicité sont ici les deux éléments d'aggravation ; et on ne comprendrait pas, dit M. Thonissen, p. 281,

note 1, pourquoi la simple provocation au vol serait punie d'une amende de soixante deux sous et demi, tandis que dans la plupart des cas, le vol consommé est puni beaucoup moins sévèrement. MERKEL, *Novelloe,* n° 86, p. 63, rapporte un fragment mérovingien imposant une composition de cent sous à celui qui donne et à celui qui accepte, moyennant salaire, la mission de commettre un meurtre.

Page 177, ligne 24 : *au lieu de* fait criminel, *lisez :* vilain fait.
— 180, — 26 : — hetoghet, — betoghet.
— 182, — 6 : — ij daghe, — iij daghe.
— 182, — 8 : — hedrach, — bedrach.
— 198, — 10 : On remarquera que les rubriques qui suivent, sont formées à l'aide des premiers mots des articles. Le même fait se rencontre pour quelques dispositions de la Loi Salique et, d'après l'opinion des interprètes, serait l'œuvre des copistes.
Page 200, ligne 13 : *au lieu de* ghebieben, *lisez :* ghebieden.
— 217, — 22 : *après* bourgeois, *ajoutez :* pour dette contractée.
— 219, — 5 : — escalins, — parisis.
— 219, — 13 : *au lieu de* fait criminel, *lisez :* vilain fait.
— 219, — 29 : — son gré, — leur gré.
— 224, — 30 : Une transposition de copie a amené la confusion dans les articles 9, 20 et 138. L'article 9 doit être rétabli comme suit : « So wie gheghoten caersen vercoopt, — jof anders danne van finen niewen vlaemschen roete, etc., comme à la finale de l'article 20.

L'article 20 : « So wat wive die zeevisch vercoopt up die maerct, zonder danne buten zi verliest x sch. »

L'article 138 : « Ne gheene beeste moeten loopen up onser Vrouwen kerchof, noch up sente Baefs, up xx sch., bi betughe ende bi begripe, zonder crepelpaerde; — zijn zi argher binnen, etc. comme à la finale de l'article 9.

Page 236, ligne 14. Nous trouvons dans le *Bouc* vingt trois fois l'expression *keere ter wet waert,* sauf la variante *keere an scepenen* qui est répétée deux fois à cette page. Pour en fixer le sens, il importe de l'examiner de plus près dans les textes. Les vingt articles où elle est employée, traitent des matières suivantes : Art. 1. De l'homicide. Art. 4. Du guet-apens et des quatre coplaignants. Art. 5 et 6. Abjuration de parenté et trève légale. Art. 10. Du déguerpissement. Art. 11 et 12. Du suicide de la femme. Art. 13 et 14. De la dette de draps. Art. 16 et 17. Cassation d'une sentence d'arbitrage. Art. 18. De la rupture de trève légale. Art. 24. Arrêt d'appel. Art. 26 et 27. De la réhabilitation. Art. 45. Plainte injuste du chef de blessures. Art. 48. Rupture de trève amiable. Art. 52. Demande de payer la réconciliation. Art. 56. Arrestation arbitraire. Art. 87 à 89. Arrestation illégale de bourgeois. Art. 92. Voies de fait contre bourgeois.

L'appel à la loi est énoncé vingt-et-une fois par la partie demanderesse ou défenderesse et deux fois par le bailli ou l'officier du seigneur. On le constate en matière civile cinq fois, pénale quatorze fois et d'organisation judiciaire quatre fois.

Cet appel doit naturellement s'adresser à une autorité supérieure, puisqu'il serait absurde de recourir aux échevins qui avaient à prononcer la sentence. Or, le conseil de Flandre n'ayant été érigé que postérieurement à la rédaction du *Bouc,* il n'existait, à cette époque, que deux cours de justice plus élevées, pouvant avoir compétence d'appel sur le tribunal

d'Ardenbourg, savoir : la loi ou le tribunal des échevins de Bruges qui formait le chef sens et le conseil du comte de Flandre.

Nous ne parlons pas de *l'assemblée des cinq échevinages,* dont les détails sont peu connus, et qui, comme la loi d'Arras à laquelle elle avait succédé, était plutôt investie d'attributions politiques (*Voy.* notre *Inventaire des chartes de Bruges,* t. IV, p. 266); sauf pour le seul cas d'accusations de faux jugement dirigées contre les échevins de cette ville et qui paraît une mesure exceptionnelle consacrée par la cuere de 1304. (*Voy.* notre *Coutume de la ville de Bruges,* t. Ier, p. 250.) A Ardenbourg, ces causes avaient été déférées au conseil du comte par la charte de 1330, art. 22 (*voy.* ci-dessus p. 103); et avant, l'échevin faussé était jugé par ses pairs (art. 34 de la charte latine, p. 132; arg. de l'art. 75 du *Bouc,* p. 24).

D'ailleurs, si l'assemblée des échevinages avait exercé pareille juridiction, il en serait assurément resté quelque trace ; tandis que les documents et les textes n'en révèlent le moindre indice. M. van den Peereboom, *Des cours de justice,* p. 29, qui les a tous analysés, conclut en ces termes : « Il résulte de tous ces faits et documents, que l'*assemblée des échevins de Flandre* avait, avant tout, pour mission de sauvegarder la souveraineté, les intérêts et les prérogatives des tribunaux scabinaux ; elle intervenait chaque fois que ces intérêts pouvaient être lésés par le seigneur du pays ; et, fait remarquable, le seigneur du pays lui-même, en cas de conflit avec une des bonnes villes, était justiciable de ce haut et grand jury scabinal. »

Comment supposer, en effet, que cette assemblée, dont les sessions étaient temporaires et intermittentes, fût constituée en cour suprême régulière pour réviser tous les procès civils et d'intérêt privé qui s'agitaient devant les tribunaux scabinaux de toutes les villes de Flandre? Et notez que la Flandre s'étendait alors des bouches de l'Escaut jusqu'à la Somme ; et que les moyens de communication de Bruges à Gand, Ypres, Lille et Douai étaient longs et difficiles. Comment concilier cette perte de temps et ces obstacles matériels avec les besoins multiples et incessants de l'administration des cinq grandes villes ?

Du reste, cette assemblée s'éclipse absolument au début du XIVe siècle; et si les échevinages des grandes villes, sauf celles remises par le traité d'Athies au roi de France, se réunissent encore après 1305 en « parlements », il est facile de reconnaître que, dans tous ces cas, il s'agissait de politique et d'intérêt général, jamais de contestations judiciaires et d'intérêt privé.

Un exemple qui semble faire exception est celui de la sentence rendue, le 30 mai 1349, par Louis de Male, dans un appel formé devant la loi de Damme par des particuliers et que cette loi n'avait pas voulu recevoir. Le comte prononce, « a grand deliberation par nous, nostre conseil et nos bonnes gens de Gand et d'Ypre ». Mais il faut observer, d'abord que la ville de Bruges figure au procès, et ainsi le litige a pris les proportions d'un conflit, dont l'enjeu était l'attribution du chef de sens ; ce qui se vérifie par le dispositif de l'arrêt comtal, qui a tous les caractères de ce qu'on appella plus tard, dans la jurisprudence coutumière, « un arrêt de règlement » ; — ensuite, que l'espèce ainsi ramenée à ses véritables termes, rentrait dans la compétence primordiale de l'assemblée des échevinages.

Restent donc le chef sens et le conseil ou parlement du comte, *curia principis.*

Pour décider à laquelle de ces deux juridictions on faisait appel, il suffit d'examiner le cas de l'article 24 du *Bouc.* La partie qui avait interjeté recours au chef-sens et obtenu gain de cause, requiert la main-levée de son cautionnement et conclut à être acquittée sans frais ; ou sinon « elle en appelle à la loi ». Évidemment « la loi » ne peut-être que le chef-sens

lui-même, puisqu'il a été admis de tous temps que l'interprétation et l'exécution des jugements appartiennent au juge qui les a rendus. La cour du comte n'avait qu'une juridiction restreinte, parfaitement spécifiée par les ceures, qui lui donnait, sous la dénomination de « cas réservés ou privilégiés », un caractère exceptionnel. La charte de 1330 (art. 68) est, sur ce point, entièrement d'accord avec la charte latine (art. 42).

Le principe dominant en Flandre reconnaissait aux bourgeois le privilège de n'être justiciables que de leurs échevins ; c'était là, la base essentielle de la constitution de la commune. Pour assurer toute garantie à l'action judiciaire, il fallait la soumettre à un contrôle, chargé d'une part, de la prémunir contre le soupçon de partialité ou de prévention ; et de l'autre, de réprimer les écarts attentatoires aux prérogatives des pouvoirs publics et de la suzeraineté. Telle fut la raison de l'institution du recours au chef-sens, d'un côté, et de l'assemblée des cinq échevinages et du conseil du prince, de l'autre.

Nous n'avons pas à exposer ici la procédure de l'appel « devant et après jugement », et du « faussement des échevins » qui aboutissait primitivement au duel judiciaire ; ces détails qui sont étrangers à notre question, ont été développés par les auteurs auxquels nous renvoyons. Warnkoenig, *Fl. St. u. Rechtsgesch.*, t. III, part. I, pp. 245 sv. Poullet, *Hist. polit. nationale*, t. Ier, pp. 337 sv. M. Lameere, *Le recours au chef de sens dans le droit flamand*, pp. 9 sv.

« Une charte de 1116, dit M. Van den Peereboom, *op. cit.*, p. 15, fait allusion aux jugements des échevins d'Ypres (*judicio scabinorum*) ; et les keures ou « loys » données par Philippe d'Alsace, en 1171 ou 1174, défèrent à la *vérité des échevins*, la connaissance, l'instruction et la répression de crimes et délits... Dès lors, la justice du comte n'intervenait qu'au moment où le condamné était « semons sur le marchiet », c'est-à-dire pour assurer l'exécution de la sentence scabinale. La *vérité des échevins* était une justice souveraine... »

Il est certain que cet état de choses n'était pas particulier à la ville d'Ypres, où les documents ne font pas défaut ; mais qu'il s'appliquait à toutes les villes de Flandre constituées en communes, et par conséquent à celle d'Ardenbourg.

L'article 37 de la charte latine le démontre clairement. Suivant cette disposition, qui est conçue en termes généraux et impératifs et appartient à la charte primitive, le recours au chef-sens n'était recevable qu'après un triple délai (*dilatio*), qui rappelle la triple *mannitio* ou le *solsadire* de la loi salique, 106, et les trois répits de la keure *emendandoe* du Franc, art. 1. Si le tribunal ne prononce pas la sentence sur cette triple interpellation, la partie est admise à porter son recours au chef-sens. Mais cette faculté se bornait aux procès d'intérêt civil ou privé, et ne s'étendait pas à des litiges qui mettaient en discussion l'existence des lois et coutumes, c'est-à-dire des privilèges et droits administratifs et politiques (*Voir* ci-dessus, p. 26). Ces restrictions, en limitant la souveraineté des arrêts de la *vierscare* d'Ardenbourg, en supposaient logiquement l'existence.

Elles la supposaient encore historiquement. Le mot *wet* en flamand (keere ter *wet* waert), comme le mot *lex* en latin, avait, dans les textes du moyen âge, diverses significations, et désignait, à la fois, le tribunal, le juge, la loi ou la coutume et aussi la pénalité ou le chiffre légal de la composition. Fustel, *Rech.*, p. 487. D'un autre côté, le déni de justice, quoique non spécialement visé dans la coutume d'Ardenbourg, n'en était pas moins réprimé, comme

dans les autres coutumes des villes de Flandre, qui avaient emprunté cette disposition aux lois germaniques. Car en déclarant les échevins responsables, et comminant l'amende, elles puisaient leur origine dans cette règle de la loi salique, tit. 45, qui déclarait les juges ou *rachimbourgs*, s'ils refusaient de prononcer, passibles d'une amende, probablement par la raison que les parties subissent par leur fait un dommage. Cfr. L. sal., 57, 1. Semblable peine était encourue par le *rachimbourg* en cas de mauvais jugement. L. sal., 57, 3. L. Rip., 55. Mais il fallait une autorité pour constater le déni ou l'infraction et pour recevoir le recours de la partie lésée. Était-ce celle du comte ou *graf*, appelé encore dans les textes *judex publicus?* L'appel à la loi équivaudrait-il au *tangano* de la loi salique et le juge serait-il ainsi *tanganisé* par les plaideurs? On sait à quelles controverses l'interprétation de ces points a donné lieu. *Voy.* Pardessus, *L. sal.*, pp. 502 sv. Sohm, *Altd. Reichs und Gerichts verfass.*, t. I, p. 130. Siegel, *Gesch. der deutsch. Gerichts verfahrens*, pp. 148 sv. Brunner, *Zeugen und Inquisitions beweis im deutsch. Gerichts verfahren*, pp. 393 sv., dans les Mémoires de l'Académie de Vienne, 1865. Fustel de Coulanges, *Recherches*, pp. 460 sv. Thonissen, *Loi saliq.*, pp. 75 sv.; 495 sv.

Quoiqu'il en soit, le *mallum* judiciaire avait disparu depuis longtemps du sol de notre Flandre, ne laissant un lointain souvenir que dans les chevauchées ou *durginga* de la ceure du Franc du 1190 (art. 7); et l'on avait pourvu à cette lacune, en instituant le recours au chef de sens et la *rencharge*.

En somme, pour apprécier la portée juridique de cet appel préventif, il faut remarquer le moment de l'article 11, qui prouve qu'il ne s'agit pas ici d'un acte formel de recours interjeté dans les termes prescrits par l'article 8. L'effet de cette formule, affirmant plutôt une réserve que l'exercice d'un droit né, était donc de mettre le juge en garde contre les surprises et les réticences, et de lui enlever ce motif de justification pour le cas de faussement. Et cette expression s'adressait au bailli du seigneur tout autant qu'aux échevins (*voy.* art. 57). Sous le bénéfice de cette menace qui leur laissait l'option de décliner toute responsabilité par le recours au chef-sens, comme à l'article 89, l'on assurait toute garantie de certitude et et d'impartialité à la sentence, prononcée en pleine connaissance de cause (*voy.* art. 7, 28, 48 et 92).

Page	238,	ligne	6 :	*au lieu de*	noemen,	*lisez* :	niemen.
—	241,	—	12 :	—	je demande,	—	et dénier.
—	241,	—	13 :	—	demande acte,	—	demande de faire preuve.
—	250,	—	32 :	—	ter weet,	—	ter wet.
—	251,	—	26 :	—	resté,	—	était resté.
—	256,	—	4 :	—	pootere,	—	poortere.
—	263,	—	23 :	—	on,	—	ou.
—	264,	—	10 :	—	zeghen,	—	jeghen.
—	264,	—	11 :	—	jol,	—	jof.
—	264,	—	13 :	—	jeide,	—	zeide.
—	272,	—	21 :	—	terem in,	—	teremin.
—	274,	—	9 :	—	van der door,	—	van der doot.

— 275, — 5 : Cfr. L.Sal., 35, 4; 58. Ed. Chilp., c. 7 : « Cui malum fecerit tradatur in manu et faciant exinde quod voluerint. » Pertz, t. II, p. 11.

Page 285, ligne 25 : *au lieu de* le paix, *lisez :* la paix.
— 292, — 9 : — Ontworde, — Andworde.
— 297, — 15 : Moord, moordaat. KERN, *Glos.*, § 86, col. 471. L. Fris., 20 : « Si quis hominem occiderit et absconderit, quod murdritum vocant. » Var. murderitum; murderida, mordrida murdrido. L. Bajuv., 18, 2. WAITZ, *Das alte Recht,* pp. 97, 171. SOHM, *R. u. Gerichts.*, p. 572. Ce mot *moord* était encore pris dans un sens générique pour tout crime grave. DE VRIES, *Lekenspiegel,* glos., p. 512.
Page 303, ligne 28 : *au lieu de* laissa, *lisez :* laissât.
— 310, — 24 : — veder, — weder.
— 317, — 2 : Faudrait-il rattacher cet article aux dispositions de la loi salique sur les fonctions des *rachimbourgs* et dire avec M. THONISSEN, p. 77, que les textes prouvent « que la présence de sept d'entre eux était indispensable pour rendre un jugement régulier. » — Mais cette assertion est loin d'être partagée par les auteurs. *Voy.* ZOEPFL, t. III, p. 322. SOHM, *R. u. Gerichts.*, p. 378. LAFERRIÈRE, *Hist. du dr. franç.*, t. III, p. 416. FUSTEL DE COULANGES, *La monarchie franque,* p. 361. SIEGEL, *Gesch. des Gerichts verf.*, p. 145. Ce qu'il y a de certain, c'est que la loi salique, 50, 3, commande au *graf* de réunir sept *rachimbourgs ;* « Tunc grafio colligat secum septem rachimburgios idoneos » ; que la loi des Ripuaires, 32, dispose que le demandeur qui se trouve devant un ajourné défaillant à la septième sommation, devra jurer en présence du comte et de sept *rachimbourgs* que sa sommation a été régulièrement faite : « Ante comite cum septem rachimburgiis in haraho jurare debet » ; et que l'édit de Chilpéric (BORÉTIUS, p. 9, c. 8) prescrit que le comte, pour opérer la saisie dans le cas d'un esclave accusé de vol, devra amener avec lui sept *rachimbourgs* bons, créables et experts : « Grafio cum septem rachymburgiis antrutionis bonis credentibus aut qui sciant actiones, ad casam illius ambulent, et pretium faciant quod graphio tollere debet. »

Page 324,	ligne 26 :	*au lieu de*	crach,	*lisez :*	cracht.
— 329,	— 4 et 18 :	—	robuste,	—	parent.
— 329,	— 2 :	—	premier,	—	second.
— 329,	— 23 :	—	en se laissant,	—	en le laissant.
— 334,	— 7 :	—	visscher,	—	visschen.
— 337,	— 26 :	—	ze pont,	—	zes pont.
— 352,	— 6 :	—	iut een,	—	uit een.
— 360,	— 22 :	—	onwerende,	—	onroerende.
— 364,	— 11 :	—	veerstaen.	—	verstaen.
— 371,	— 4 :	—	parts égales,	—	parts inégales.
— 374,	— 17 :	—	bijven,	—	blijven.
— 382,	— 19 :	—	scudig,	—	sculdig.
— 399,	— 12 :	—	avec les frères et sœurs utérins,	—	avec les frères et sœurs consanguins et l'autre moitié avec les frères et sœurs utérins.
— 423,	— 28 :	—	défaut,	—	défunt.
— 433,	— 8 :	—	sans tutelle,	—	sous tutelle.
— 448,	— 15 :	—	XI l. par,	—	VI. l. par.

Ayant cité à plusieurs reprises la *cora eimendanda* du Franc, nous croyons utile d'en ajouter ici le texte qui avait été publié par M. Gheldolf, dans sa traduction de l'*Histoire constitutionnelle de Flandre* de WARNKOENIG, t. IV, p. 434 (1).

Curae emendandae in officio Brugensi in anno... (2).

1. Bannitus in virscarna de veritate debet emendare bannum suum ad proximum diem placiti cum quatuor solidis et uno denario; et debet statim jurare veritatem post emendationem banni super cuncta illa, de quibus à scabinis sumptus est ad veritatem. Si vero non venerit jurare, ita quod proferat veritatem suam ad tempus debitum secundum legem patriæ, videlicet infra tres respectus, qui ad legem ab antiquo sunt statuti, exlex est.

Et sciendum, quod si ille qui citatus est, extiterit extra terram, tempore illo quo a scabinis ad veritatem acceptus est; similiter in templo citatus, et aliquis, cujus hereditas cognita habeatur, veniat coram baillivo et scabinis in virscarnia et habeat ibidem cognitionem scabinorum duorum vel plurium, quod ille citatus ad veritatem, fuit extra terram, tempore illo, quo sumptus fuit, et quod fuit citatus in templo similiter et tempore illo, quo dictum citatum a dicto banno intendit deliberare : predictus sumptus ad veritatem liber est ab illo banno.

Si vero cognitionem competentem ille super predictis non habuerit, poterit plegiare auxilium suum ad proximum diem placiti si velit; et si deficiat de auxilio competenti, incurrit emendam trium librarum contra comitem.

Similiter et sumptus ad veritatem remanebit exlex, ut predictum est, et bannitus, quanvis extra terram extiterit, debet jurare semper (3).

2. Quilibet homo acceptus in obsidem per scabinos, si ad submonitionem debitam non venerit, per scabinos banniri debet et condempnari contra comitem in sexaginta libris et contra adversarium ejus in tribus libris, sed a banno illo poterit aliquis parentum suorum illum bannitum deliberare secundum modum expressum in cora comitis Philippi (4).

Si vero obses pacis veniat die martis vel die veneris ed petram tempore placiti, sive sabbato in vierscarna infra tempus placiti, et offerat et ostendat ibidem in quodam brevi nomina parentum suorum quos intendit exponere extra treugas suas, jurans contentos in brevi esse parentes suos in tercio gradu, et quod ipsos non audet comprehendere infra treugas suas et obsidium; baillivus, accepto brevi illo, in instanti debet submonere scabinos, ut de illis expositis, obsidium competens sumatur ; et illi obsides, qui tunc sumuntur debent citari ad proximum diem martis convenientem; et sive obsides sumpti super hoc facto venerint sive non, et sive obsides de hoc facto sumantur a scabinis sive non, ille obses, qui se deliberavit per juramentum suum, ut supra dictum est, de cetero videlicet post illum diem martis non debet illos parentes suos comprehendere infra treugas suas, a modo quos exposuit. Sed usque ad illum diem martis debet parentes suos comprehendere universos et expositos non amplius et scabini debent cognocere quod sic exivit terram causa obsidii.

(1) Arch. de l'État à Gand. Chart. de Rupelmonde, n° 148.

(2) J. DE SAINT-GENOIS, *Invent.*, p. 48, fixe la date vers 1270. M. GHELDOLF n'en fixe aucune. Nous croyons qu'elle peut être reportée plus haut, à cause des analogies qu'on rencontre dans la charte du 28 août 1266, surtout à l'article des trèves.

(3) *Nichilominus* surmonte le mot *semper* qui est barré.

(4) Il s'agit de la keure de 1190, § 5. *Voy.* notre *Cout. du Franc*, t. II, p. 19.

3. Si vero aliquis de parentibus obsidis infringat obsidium et de hoc ad legem convictus fuerit, obses incurrit contra comitem penam sexaginta librarum et contra adversarium ejus penam decem librarum.

Sed ille qui convincitur de infractione treugarum, debet illum obsidem sub cujus treugis comprehensus fuit, quitare de dictis penis, si tantum habeat valens, vel obses poterit ad legem terre tenere illum convictum extra terram et poterit de jure manus apponere ad bona illius universa donec de dictis penis sit quitatus; nec comes nec aliquis alius poterit manus apponere ad bona illius donec obses de dictis illis penis sit quitatus.

Si vero ille in terram venire presumat sine consensu illius obsidis, baillivus debet illum arrestare et tenere usque ad voluntatem conquerentis.

4. Sciendum vero quod nemo obsidibus universis qui de controversiis sumuntur ad legem, tenetur in expensis; nisi specialiter de obsidibus illis quorum adversarii sumuntur in opidis, quibus parentes sui qui ipsis attinent de illa parte parentele unde controversia movet, tenentur in expensis duorum solidorum quolibet die quandiu jacuerit ad legem, sine fraude.

Sed obsides qui sumuntur ad legem de homicidiis universis et jacent in petra donec fuerit reconciliatum de parentibus inculpabilibus, secundum legem terre, habere debent expensas suas mediante computatione legitima facta coram scabinis sicut actenus fecerunt. Sed specialiter habere debent expensas suas de parentibus illis qui ipsis attinent, de illa parte parentele unde homicidium venit, tam ex una parte quam ex altera; et non de aliis.

5. Sciendum vero quod omnes obsides pacis sumpti de discordia qualibet, preterquam de homicidio, possint exire petram, si velint, sine intercipere et ambulare infra quatuor portas urbis, videlicet portam orientalem urbis, portam occidentalem urbis, pontem extendentem versus pratum, et sic infra templum beati Donatiani usque ad ostium templi quod extendit versus claustrum; et in aliis capellis infra urbem sitis; mediante plegiatione subficienti data coram scabinis. Hoc adjecto, quod manducare debent et dormire de die et nocte in petra. Nec unus obsidum poterit adversario contradicere exitum petra, si velit exire; sed sciendum, quod si aliquis obses pacis infirmitate in lecto detentus fuerit et duo scabini vel plures id cognoscant, dictus obses poterit jacere vel ita languens ambulare infra scabinagium ville Brugensis donec scabini cognoverint quod dictus obses de infirmitate illa ita convaluit quod habeat potestatem competentem reintrandi lapidem; sed adversarius illius infirmi debet remanere in petra interim modo debito.

6. Item, sciendum quod de obsidibus pacis sumptis ad legem per scabinos in die quo citati sunt ad petram, quo die videlicet obsides sumpti debent petram intrare vel banniri; in illo die debet quilibet obses esse sub protexione adversarii sui ac si ille sumptus in obsidem devenisset obses, quilibet contra alium, coram scabinis Brugis ad petram de summo mane illius diei... (1).

Quicumque vero obsidum infregerit treugas in alterum eodem die, incurret penam sexaginta librarum contra comitem et contra adversarium suum penam decem librarum.

Si vero aliquis de parentibus obsidum infringat obsidium eodem die, et inde ad legem convictus fuerit, obses incurrit penam sexaginta librarum contra comitem et contra adversarium ejus penam decem librarum.

(1) Il manque ici un mot.

Sed ille qui convincitur de illa infractione, sicut dictum est, debet illum obsidem quitare de dictis penis sub formis prenotatis.

7. Quicumque intrat lapidem per legem et judicium scabinorum, sive sit de obsidio, sive de aliis quibuscumque causis, super omnibus querelis unde ille posset calunpniari in lapide : debent ille querele terminari per judicium illorum scabinorum, per quorum judicium ille intrat lapidem; et ille qui convictus fuerit de *yestoec* (1) super lite facta in lapide, incurrit penam sexaginta librarum contra comitem et contra conquerentem emendam in quadruplo.

Ac si illud forefactum fecisset infra scabinagium extra usque ad summam sexaginta librarum, et omnes alii qui convicti fuerint de lite vel aliis quibuscunque forefactis minoribus quam de sexaginta libris quod debuisset fecisse in petra, incurret emendam quadruplam, tam contra comitem quam contra conquerentem, ac si illud forefactum exterius infra scabinagium contigisset.

Sed illam veritatem debent inquirere quinque scabini, quos communitas scabinorum citata per precones, vel major pars scabinorum communi consensu elegerint; et scabini qui citati fuerint in ecclesiis condebitis et venerint, habent potestatom eligendi illos quinque scabinos.

8. Quicumque alium in causam traxerit ad legem, sive sit de lite, sive de vi, sive de aliis quibuscunque causis, debet petitionem suam plenius certificare et specificare de quo nomine litis, vel de qua vi, vel de qua causa sit, quod illum vult inpetere.

9. Quicumque convictus fuerit de *vermeinesse* (2) ubi homo occiditur, est in forefacto decem librarum contra comitem et contra heredes occisi in emenda trium librarum.

10. Quicumque affuerit auxilio in insidiis ubi homo occiditur, et inde per veritatem convictus fuerit, est in emenda sexaginta librarum contra comitem et contra heredes occisi in emenda trium librarum.

11. Sed auctor insidiarum, similiter et ille in cujus domo vel orto insidie posite fuerint, et ille conscius fuerit illarum insidiarum et hoc revocare potuisset et hoc non fecit, et super hoc

(1) Pour *gestok*, excitation, dit M. Gheldolf, p. 438, note 1, du verbe *stoken*, allumer, exciter. « Suivant De Coussemaecker, *Ann. Com. fl. France*, V, 222, note 37, dans ses commentaires sur la Keure de Furnes, art. 46, ce mot serait plutôt dérivé de *stooten*, pousser, heurter, attaquer. Cf. notre *Cout. de Bruges*, t. I, p. 246, note 1. La Keure de Furnes le traduit par *insultus*. Mais il est à remarquer que la simple insulte, ou même l'aggression, ne pouvait emporter une peine aussi forte Dans d'autres textes, *iestoch* semble l'équivalent de *ictus baculi*. *Voy*. notre *Invent. des chartes*, t. IV, p. 149, et répond au lat. *estoquum*. Carpentier, Suppl. de Ducange, h. v.; au flam. *stock slagh*, verber. Kilian, h. v. La Keure de Watervliet, de 1258, qui est très complète et contemporaine à peu près de la *Cora emendata*, distingue clairement : « qui alium percusserit baculo », c. 4; et « qui in domum alicujus insultum fecerit », c. 37; dans le premier cas, c'est bien le « feru du bâton »; dans le second, l'assaut de maison, l'*inpetitio domus*, du § 24 de la charte de 1190, *voy*. notre *Cout. du Franc*, t. II, p. 10, ou l'*insultus* de l'art. 12 de la charte latine d'Ardenbourg : « Si quis domum alicujus insultaverit ». *Voy*. ci-dessus, p. 131. Cfr. encore notre *Inv. des chartes*, gloss., p. 347.

(2) Gheldolf, l. l., p. 438, écrit fautivement *vermetenesse* et le traduit par témérité, hardiesse présomptueuse, en flam. mod. *vermetenheid* ou *vermetelheid* C'est là une double erreur. Le *vermeinesse* est bien la « mêlée où il y a mort d'homme »; et comme le dit la cout. d'Ardenbourg, « la mêlée d'homicide », art. 64 du *Louc*, ci-dessus pp. 296 et 298; cfr. pp. 93 et 108. *Voy*. notre *Inv. des chartes*, gloss., p. 707.

per veritatem a scabinis sumptam convictus fuerit, homicida remanebit sicut in brevi core magne continetur (1).

12. Sed talis homicida non poterit reconciliari, nisi conferat heredibus occisi, si liber fuerit occisi, viginti quatuor libras; et si fuerit homo ecclesie, duodecim libras.

13. De quacumque causa veritas per scabinos accipitur, duo de veritate poterunt protahere universos de forefacto trium librarum tam contra comitem quam contra conquerentem; sed de forefactis altioribus opportet protaxiones fieri et teneri per majorem partem veritatis.

14. Qui alium vulneraverit cum canipulo et inde ad legem convictus fuerit, emendabit comiti sexaginta libr., et conquerenti, si vulnus fuerit penetrativum, emendabit duodecim libras. Si vero vulnus non fuerit penetrativum, emendabit conquerenti sex libras.

15 Quicumque alium timoraverit cum canipulo extracto, irato animo, et inde convictus fuerit ad legem, emendabit comiti decem libras et conquerenti tres libras.

16. De presentia comitis. Dum presentia proclamata fuerit in singulis ecclesiis officii Brugensis, debet secundus dies post adventum comitis et non primus et omnes alii dies usque ad octavum diem cum die octavo, esse de presentia comitis, si comes tamdiu moretur in officio Brugensi; et si diutius comes moram faciat in dicto officio, illi dies non sunt de presentia comitis. Sed in presentia comitis tum temporis est, quicquid controversie contingit in domo vel in orto ejus. Si vero moram non fecerit comes per octo dies, primus dies adventus ejus non est de presentia comitis; sed omnes alii dies cum die recessus sui usque ad octo dies debent esse de presentia comitis.

Sciendum itaque quod in singulis ecclesiis officii Brugensis debet presentia comitis per precones debitos denuntiari sive manifestari; sin autem presentia comitis non erit observanda.

17. De hominibus Prepositi et Aloest (2) et universis aliis extraneis.

Debent scabini tenere eandem legem predictis, dum placitum movetur coram ipsis, qualem illi tenent hominibus officii Brugensis; nisi forte contingeret quod ratiocinatores Prepositi seu Canonicorum, sive scabini de Alost cum gravioribus coris et statutis homines officii Brugensis indecenter et inconvenienter vellent coram ipsis tractare.

18. Statutum est per scabinos officii Brugensis, quicunque contraxerit matrimonium in officio statim dum sponsus cum sponsa dormierit, debent omnia bona sua, tam mobilia quam hereditates singule, dum alter eorum decedat, partiri in duas partes; ita quod persona vivens sibi obtineat unam medietatem tam mobilium quam hereditatum, et heredes defuncti debent succedere in aliam medietatem tam mobilium quam hereditatum.

(1) Ceure de 1190, § 23. *Cout. du Franc*, t. II, p. 9. Au reste, plusieurs dispositions des deux ceures sont parfaitement parallèles. Ainsi le c. 10 de la *Cora emend.* = § 23 de la Keure de 1190; le c. 14 = § 9; etc.

(2) Gheldolf, l. l., p 440, donne l'explication suivante : « Ce nom appartenait en 1240 à un bois de la comtesse Jeanne sur les confins d'Eecloo et de Caprycke. A l'époque de la rédaction de cette Keure, *Aloest* ou *Alost* devait nécessairement comprendre un territoire plus étendu que celui de ce bois, puisqu'il y existait des échevins spéciaux; peut-être embrassait-il le territoire désigné en 1240 sous le nom de *novum Eecloo*, la ville d'Eecloo actuelle ». Cette interprétation paraît peu satisfaisante. D'abord l'identité d'Alost et d'Ecloo est purement hypothétique. Ensuite, on ne voit aucune raison pour laquelle la *cora* aurait donné la préférence aux échevins d'Eecloo parmi toutes les autres villes ou seigneuries subalternes du Franc. Dans le doute, nous croyons plus sage de s'abstenir.

Si vero persona vivens circonscriptis debitis suis faciat stare ad legem quod debita que dicit se debere sint majora quam communia mobilia levant, heredes defuncti poterunt se deliberare et subtrahere super illo onere debitorum mediante parte ipsorum in dictis mobilibus, si velint, salva tamen hereditate ipsorum.

Si vero partiri velint, tam in mobilibus quam in hereditatibus, debent dare plegiationem sufficientem ut solvant medietatem debitorum illorum que persona vivens ad legem facerit stare se debere.

Sed sciendum quod persona vivens debet monstrare in brevi certas personas quibus ipse tenetur in debitis similiter et quantum debeat cuilibet persone; et illa debita debent facere stare se teneri per juramenta ipsorum que vera sint et sine fraude.

Insuper sciendum quod mobilia omnia debent dividi de quolibet homine manente in officio Brugensi, secundum legem virscarnie ubi moritur et ubi mansus principalis ejus fuerit. Similiter et heredidates site infra scabinagium Brugense. Sed hereditates defuncti, si quas habuerit extra scabinagium Brugense, debent dividi secundum consuetudinem et legem terre illius in qua hereditates site sunt.

19 Insuper statutum est quod si homo et uxor ejus habuerint mansum cum fundo infra scabinatum officii Brugensis, defuncto altero ipsorum, vivus, si de ipso fundus maneat, debet sibi attrahere et possidere fundum cum manso; sed mansus debet estimari ac si lingna et alia pertinentia ad domum jacerent super terram et fundum debet possidere per mutuationem melioris terre quam continget habere extra mansum; et per hoc debet dare duas virgas pro una: et si super predicta estimatione mansi et super mutuatione terre non poterint invicem concordare, vivus et heredes defuncti, scabini debent illud terminare, sine fraude, prout ipsis videbitur expedire.

Et sciendum quod ad fundum pertinent fosse fundi et due virge extra fossam, si terra extra fossam fuerit possessoris fundi. Similiter et pomeria, cum fundo domumcule ad furnem, pertinent ad fundum.

Si vero mansus non fuerit circumcinctus fossa, due virge extra mansum debent pertinere ad fundum, si terra sit illius cujus fundus fuit; et simili modo debent heredes defuncti sibi attrahere et possidere mansum cum fundo, si fundus veniat ex parte defuncti.

20. Si vero homo et uxor ejus de communi catallo fundum cum manso acquisierint, defuncto altero ipsorum, vivus debet sibi attrahere et possidere perpetuo illum mansum cum fundo sub modis et conditionibus prenotatis; mortuo porro patre et matre, primogenitus de liberis debet sibi attrahere et possidere fundum cum manso sub modis prenotatis; et si masculos non habuerint, primogenita debet possidere fundum cum manso sub modis prenotatis: si vero pater et mater relinquerint liberis suis mansuras duas vel plures, primogenitus vel primogenita, ubi non masculus, debet eligere mansum quem velit et possidere sub forma predicta, et secundo genitus, si aliquis fuerit, secundum mansum sub eadem forma (1) . . fuerint plures filie, primogenita debet secundo eligere secundum mansum sub forma qua prius.

Si non tercionatus fuerit et duo masculi fuerint, et plures fuerint filie, filia primogenita debet eligere tertium mansum sub forma predicta: et sic deinceps.

(1) Suit un passage devenu indéchiffrable par vétusté.

Si plures fuerint filii vel filie et mansi, masculi debent primo eligere et possidere mansos, unus post alium, quotquot fuerint masculi et mansi, ita quod quilibet masculorum habeat unum mansum, si tot sint mansi; et ubi non fuerint masculi, debent filie, una post aliam, eligere mansos sub formis prenotatis.

Nous avons reçu dans le cours de l'impression, mais trop tardivement pour en faire usage : *Essai sur le statut du Mont ou* « Hoop » d'*Hazebrouck et sur ses rapports avec l'ancien droit franc,* par H. Hosdey. — *Le droit de vengeance dans le comté de Namur,* par L. Wodon et *La Guerre privée dans le comté de Hainaut,* par F. Cattier; du cours pratique de M. le professeur L. Vanderkindere. — *Uber absichtslose Missethat im altdeutschen Strafrechte,* von Heinrich Brunner, Nous déposons ici, à l'adresse de ces savants, l'hommage de notre reconnaissance.

COUTUME

DE LA

VILLE DE BIERVLIET.

INTRODUCTION.

La première mention de cette ville remonte au XIIe siècle. Un diplôme de 1183 nous la montre en possession de la franchise et de l'exemption du droit de hanse.

En 1224, sa commune fut réorganisée. Sous le gouvernement des anciens comtes de Flandre, Biervliet avait un magistrat composé de deux bourgmestres et de sept échevins, dont quatre étaient pris dans la paroisse de Notre-Dame et trois dans celle de Saint-Nicolas. Louis de Nevers abolit cette division et porta le nombre des échevins à neuf, qui étaient renouvelés chaque année par les commissaires du prince, le 1er mai. (Charte du 11 novembre 1358, art. 1.)

Le hameau de Notre-Dame de *Hammer* ou *ten Hamere,* qui dépendait de Biervliet, formait un apanage du domaine comtal, et par conséquent une tenure féodale, qui fut relevée par les chevaliers et dignitaires de la cour. Henri, fils de Baudouin VIII et de Marguerite d'Alsace, en fit une nouvelle investiture en 1193; et, à cette occasion, octroya aux vassaux la participation aux lois et privilèges de la ville de Biervliet. Cet acte fut confirmé en 1200, par Baudouin IX, son frère.

Sous le rapport spirituel, Biervliet faisait partie de l'évêché d'Utrecht, et dut, dit-on, sa conversion au christianisme, ainsi que les petites villes environnantes, au zèle de saint Willibrod, vers 694.

A la suite d'une longue contestation, le droit de patronat de son église fut reconnu, par acte d'arbitrage du comte Baudouin, du mois d'août 1240, au chapitre de Saint-Bavon de Gand.

Biervliet était taxé dans le transport de 1317, à 7 esc. 9 den.; — et dans celui de 1408, à 4 esc. seulement.

Pendant cet intervalle, un pénible évènement s'était produit. Séparée violemment de la terre ferme par la terrible inondation du 19 novembre 1377, qui engloutit plusieurs bourgs circonvoisins, la petite ville ne sortit de sa position insulaire qu'en 1701, lorsque les États-Généraux firent construire, à travers les eaux, une digue allant du poldre d'Amélie jusqu'à la contre-escarpe d'Ysendycke.

Enclavée dans le Franc de Bruges, elle en suivait la loi pour tous les cas où sa coutume était muette; et elle relevait en appel du conseil de Flandre, depuis son institution en 1385.

Il paraît cependant que les Gantois avaient, au xve siècle, usurpé la juridiction. La paix de Gavre, du 26 juillet 1453, déclara, en effet :

« Des evocations des causes et proces introduiz et pendans pardevant les loix ou autres officiers des villes et chastellenies d'Audenarde, de Courtray, de la conté d'Alost, des pais de Waize et des quatre Mestiers, de Biervliet, de Tenremonde et d'ailleurs ou pais de Flandres. Lesdiz de Gand n'en useront plus. »

La lettre du duc Philippe, du 31 mars précédent, expliquait la portée de ces dispositions et reprochait aux Gantois de « prendre connaissance de nos villes au dehors de leurs mectes, voulans par ce dominer sur le pays de Flandre. »

Biervliet fut ainsi rendue à son ancienne franchise.

Au seizième siècle, cette situation changea.

Axel, Terneuzen et Biervliet avec leurs dépendances, Lillo et Liefkenshouck, formèrent depuis ce qu'on appela les terres du *committimus*. Les états de Zélande y avaient la perception des impôts et subsides, la régie des domaines, la défense militaire et l'exercice de quelques autres

droits ; ils ne prétendaient pas à la souveraineté de ces pays, mais à l'administration au nom des États-Généraux ou du conseil d'État.

Ce pouvoir leur fut contesté à diverses reprises ; voici quelle en fut l'origine.

L'ambacht de Terneuzen ayant été conquis en 1583 par Guillaume de Nassau, celui-ci y établit un bailli et receveur général, Joos van Leene, avec ordre de prêter serment devant les états de Zélande.

Le 14 février 1585, van Leene rendit compte de sa gestion au prince Maurice.

Son successeur, Jacques Soy, fut nommé par Leicester ; et quoique jouissant de la dispense du serment, il se reconnut comptable des états de Zélande.

La levée des impôts éprouvait des difficultés dans ce pays nouvellement conquis, et de fréquentes contestations étaient soulevées par les adhérents du parti espagnol.

Pour les vider, le conseil d'État, par son instruction du 13 août 1588, en délégua l'examen aux états de Zélande, en se réservant l'appel et la nomination des collecteurs.

Les états s'attribuèrent dès lors une sorte de contrôle des finances et d'administration.

Un règlement, arrêté le 6 février 1587 avec le prince Maurice, stipula entre autres que le prince ne pourrait placer ou déplacer des garnisons dans les pays du *committimus* que moyennant patente ou congé des états.

En 1593, les états y font une levée extraordinaire du centième denier.

Cependant une opposition s'éleva contre ces empiètements successifs.

En 1621, ce sont des députés du conseil qui dénient le droit de la ferme des tailles.

En 1630, le prince Frédéric-Henri déplace des garnisons sans patente.

Puis en 1661, les États-Généraux font une publication qui déclare illégale la ferme des tailles par les états de Zélande.

Dans la session du Parlement de 1651, l'affaire du *committimus* fut

discutée et l'ordre du 5 février 1587 confirmé; ce qui entraîna le maintien du *statu quo*.

La question reparut ensuite à divers intervalles, mais sans conséquence décisive. Ainsi le 24 janvier 1676, la chambre des comptes écrit au conseiller pensionnaire de Hollande et demande une solution.

En 1722, le Parlement s'en occupa de nouveau; et l'incident n'eut pas de suite.

Cependant la ferme des tailles se faisait de commun accord, tous les semestres, par une délégation mixte du conseil d'État et des états de Zélande; mais ceux-ci avaient retenu la ferme exclusive des dîmes et des biens domaniaux; la nomination des receveurs du *collatéral;* la perception des moyens courants; la main-levée des confiscations; le règlement des dicages; la licence des débits de boisson et des moulins; la nomination des geôliers, *stadhouders* et notaires; l'entretien et la manutention des forteresses; l'enrôlement des garnisons et l'élection de leurs commandants et officiers; le paiement des traitements des pasteurs et maîtres d'école. Mais l'entérinement des lettres de rémission ne se faisait que par octroi des États Généraux, qui restaient toujours investis du pouvoir souverain sur ces pays.

Les états de Zélande les regardant comme la tête de pont de leur province, ont de tout temps tenu à ces prérogatives, qui, affirmaient-ils, ne pouvaient être mieux confiées qu'entre leurs mains.

De cette union administrative naquit probablement l'union judiciaire, consacrée par l'acte du 25 octobre 1600, que nous reproduisons ci-après.

Cet acte lui-même n'était qu'une émanation du règlement provisoire du 18 avril 1590, qui réservait, par son article 3, à Biervliet, une représentation proportionnelle dans la composition du magistrat commun (1).

(1) Il était formé de huit échevins, dont quatre d'Axel, trois de Neuzen et un de Biervliet. Scharp, *Geschiedenis en costumen van Axel*, t. II, pp. 101-103. Pour les détails qui précèdent, *voy*. Vredius, *Fland. ethnic.*, p. 39. *Fland. christ.*, pp. 248 et 273. *Déductie in de Notulen van* 15 *january* 1722. Aitzema, *Historie*. Liv. 31, pp. 268 sv. Bor. Liv. 22, p. 30. R. de Hooge, *Spiegel van Staat*. Part. 2, c. 7, p. 180.

L'union fut rompue en 1643. Biervliet eut dès lors un magistrat particulier, qui comprenait un bourgmestre, quatre échevins et un greffier, et qui était renouvelé tous les ans par des commissaires délégués par les États Généraux.

Tegenwoordige staat van Staats Vlaand., pp. 332 sq. G. Lefebure, *Itin. des Pays-Bas*, t. II, pp. 217-220. Bauche, *Descript. abrégée de la Fland. holl.*, p. 303.

ORIGINES ET TEXTES

DE LA

COUTUME DE BIERVLIET.

I.

Privilèges accordés aux bourgeois de Biervliet.

1183.

Philippus, Flandrie et Viromandie comes, omnibus amicis et fidelibus suis ad comitatum Flandrie pertinentibus, cum dilectione salutem. Vobis omnibus notum esse volo, quod burgenses meos de Biervliet hac libertate donaverim : ut quocumque se in Flandria diverterint, ab omni theloneo et transverso liberi sint in perpetuum. Volo igitur, ut eis hœc libertas per totam Flandrie potestatem permanenter conservetur. Voluntas etiam mea est et præcipio, ut consuetudini quam negotiatores mei hansam vocant, non subjaceant et ubicumque burgenses mei eos invenerint, ab eis hansam non exigant. Ut autem hujus libertatis donatio eis in perpetuum rata permaneat, sigilli mei et auctoritate et subscriptorum testimonio eam communivi.

Signum Gerardi Flandrie cancellarii. S. Gerardi Ilensis prœpositi. S. Galteri de Nivella. S. Thirrici de Beverna. S. Gerardi de Sothenghem. S. Reinaldi de Aria. S. Sigeri Gandensis notarii. S. Simonis filii ejus. S. Dirkini de Bassevelde. S. Gerardi Buseri.

Actum est hoc Gandavi in conspectu scabinorum et juratorum Gandensium, anno M°C°LXXXIII°.

Arch. de la ville de Gand, Regist. Q, fol. 91. Arch. de la ville d'Ypres, *Zwartenboek*, fol. 167 v°.

Imprimé dans Diericx, *Mém. sur la ville de Gand*, t. Ier, p. 35. Warnkoenig, *Fland. Staats und Rechtsgesch.*, t. II, preuv., p. 109.

Analysé dans Pr. Van Duyse, *Inv. des arch. de Gand*. Wauters, *Liste chronol.*, t. II, p. 628. Diegerick, *Inv., des arch. d'Ypres*, t. Ier, p. 11, n° 10. Lambin, *Tydrekenkundige lijst*, p. 2.

II.

Keure *donnée par Henri, frère du comte Baudouin, aux habitants de la localité de* **Hamer** *sous Biervliet.*

5 février 1194 (n. st.). — 4 mai 1200. — 18 avril 1353.

Hœc est copia choræ parochiæ de Hamere. In nomini patris et filii et spiritus sancti. Notum sit tam futuris, quam præsentibus, quod ego Henricus frater Balduini comitis Flandriæ et Hainoniæ, contuli in feodo Waltero de Monecwarva et Jacobo de Ysendika et fratri suo, Balduino, quinquaginta et tres mensuras terræ meæ de Biervliet, cujus major pars jacet juxta Hamer, minor juxta villam de Biervliet, tam ab eis quam a suis successoribus quieta pace perhenniter possidendam. Simili modo contuli Hugoni Ram duas mensuras et Elewodo filio Wilkeurt duas mensuras, quæ jacent similiter juxta Hamer. Indulsi itaque nominatis hominibus et omnibus super supradictam terram manentibus eandem libertatem habendam, quam habent burgenses mei de Biervliet.

1. Prœterera nusquam stabunt judicio prœterquam super prœdictam terram, debebunt autem placitare et justificari coram me vel coram quocumque voluero; non debebunt talliam vel settingham vel aliquam exactionem nisi spontanei.

2. Villam meam de Biervliet et totam terram et domum meam, si forte eam ibi fecero, debebunt fideliter custodire et tueri, et me contra quemlibet, præterquam contra comitem Flandriœ juvare tenebuntur, et cum armis circa partes marinas et etiam in Zelandia mecum ire debebunt.

3. Si comes Flandriæ propter terræ defensionem, quam *Lantweere* appellant, eos in expeditionem suam deducere voluerit, mecum vel cum meis hominibus in auxilium comitis ibunt.

Qui de hujusmodi comitis expeditione, vel etiam de mea remanserit, ille emendabit LX solidos.

4. Qui alium invaserit armis incidentibus, quæ vulgo appelantur *Gheslepen,* vel qui alium quibuscumque armis, vel fuste vel lapide vulneraverit et sanguinem fecerit, mihi componet LX solidos.

5. Qui alium percusserit pugno vel pede, vel qui alium capillaverit, mihi persolvet XX solidos.

6. Qui pugnandi causa versus pugnam cum armis ierit, et inde fuerit protractus, quod est *bedreghen,* persolvet xx solidos.

7. Fur cum manifesto furto captus suspendatur. Qui de furto fuerit protractus, quod est *bedreghen,* si duos fidejussores dederit, qui ab hujusmodi maleficio de cetero desistet, mihi persolvet LX solidos; si vero alia vice de furto fuerit *bedreghen,* fidejussores illum mihi tradent et ab fidejussore liberabuntur et fur suspendatur. Si autem fidejussores furem mihi tradere non poterunt, uterque illorum mihi persolvet LX solidos et per hœc absolventur.

8. Si homo ab alio occisus fuerit, oportet illum, cui mors occisi imposita fuerit, meam subire veritatem; et si mea veritate convictus fuerit, caput ei amputetur; de bonis autem occisoris fiat parentibus persolutio occisi, quam vulgo appellant *Zona.* Et quidquid residuum fuerit, mihi observetur.

9. Qui insidias posuerit, ductor insidiarum mihi persolvet LX solidos ; et illi similiter, cui factæ fuerint insidæ, persolvet LX solidos. Quilibet etiam, qui interfuit illis insidiis, si inde fuerit convictus, mihi persolvet LX solidos. Ille verro, qui insiditur, quidquid ob defensionem suam fecerit, ab omni forefacto liber erit.

10. Quicunque alicui fecerit *husoukingham,* mihi persolvet LX solidos. et ei cui facta fuerit *husoukingha,* similiter LX solidos. Et quilibet sequens facientem *husoukingham,* mihi etiam dabit LX solidos.

11. Qui incendium fecerit, si mea veritate convictus fuerit, solus de vita sua et rebus suis sub mea potestate permanebit, soluto tamen damno de bonis incendiarii illi, qui bona sua amiserit per incendium. Quilibet autem coadjutor incendiarii mihi persolvet LX solidos.

12. Qui alium canipulo vel misericordia percusserit, pugnum amittet, et percussus a bonis percussoris accipiet recompensationem sui incommodi, quam appelant *enterzona,* et residuum meum erit.

13. Qui puellam infra annos suos rapuerit, omnia bona sua mea erunt et de vita sua, si captus erit, sub mea erit voluntate. Res vero puellœ suis tradi debent parentibus, me quidquid ex illis debet puella percipere, quousque retieto raptore redierit ad parentes.

14. Femina pro viri forefacto de portione sua nihil amittet, sed de viri parte, quidquid de forefacto debet, persolvi debet.

15. Si homines in supradicta terra ita excreverint, quod mihi et meis hominibus visum fuerit, scabinos eis esse utiles, scabinos eis constituam. Si vero ecclesia opus habuerint, ut constituant ecclesiam, a meis est indultum.

16. Ad hoc, quod in prœsenti pagina non invenitur scriptum, hoc meorum hominum judicio decidetur.

Ut igitur hac mea traditio rata et inconvulsa in perpetuum maneat, eam tenendam juravi et prœsenti scripto feci commendari, tam sigilli mei appensione, quam testium prœscriptione roborato : S. Johannis Bliandi; S. Renigeri de Praet; S. Walteri de Harlebeka; S. Hugonis de Stenlanda; S. Eustacii de Wasia; S. Johannis clerici; S. Willelmi de Nivella; S. Henrici Cleylants; S. Reneri Voskin; S. Arnulphi fratris ejus; S. Walteri filii Amne.

Actum publice in ecclesia de Biervliet, anno dominicœ incarnationis MCXCIII nonas Februarii.

Item sequitur copia informationis super prœmissis in hœc verba :

Ego Balduinus, Flandriæ et Hainoniæ Comes, notum et certum fieri volo tam futuris, quam prœsentibus, quod Henricus, frater meus, meo consensu et voluntate contulit in feodum, quandam partem terrœ suæ de Biervliet Waltero de Monecwarva et Jacobo de Ysendike et fratri suo Balduino. Curam autem et legem eis et supra dictam terram manentibus ab eodem fratre meo concessam, sicut in ejus litteris testatur perhenniter tenendam, coram meis hominibus benigne creantavi et concessi. Et inde me ostagium et plegium volui exhibere.

Actum Curtraci coram Renero de Prat et Petro de Duaco, Matheo de Gyre, Johanne Bliando et Waltero de Vile; anno dominicœ incarnationis MCC, mense Maji, feria quinta post inventionem sanctæ crucis.

Hae prœsens copia fuit facta et de verbo ad verbum fideliter perlecta ac sigillo religiosi viri domini Prioris monasterii sancti Willelmi in Wastina Trajectensis diocesis sigillata.

Anno domini MCCCLIII decima octava die mensis Aprilis.

Arch. de l'État à Gand. Cartulaire du comte Louis de Male, fol. 107 v°, n° 1. Warnkoenig, *Fland. Staats und Rechtsgesch.*, t. II, part. 2, urk. p. 209.

III.

Charte pour le renouvellement des magistrats de Biervliet.

18 mars 1225.

Ego, Johanna Flandriæ et Hainoniæ comitissa, notum facio omnibus præsentes litteras inspecturis : quod dilectis meis burgensibus de Biervliet in perpetuum concessi, quod singulis annis de anno in annum in vigilia apostolorum Philippi et Jacobi in villa de Biervliet novos instituant scabinos : ita videlicet, quod dictæ villæ burgenses forefacta mea mihi ad eosdem usus et consuetudines persolvant, sicut ea mihi et antecessoribus meis hactenus solvere consueverunt. Volo itaque, quod probi homines de Biervliet duos burgenses de Biervliet eligant : unum in parochia beatæ Mariæ, alterum in parochia beati Nicholai, et illi per sacramentum suum septem eligant scabinos, quatuor scilicet in parochia beatæ Mariæ et tres in parochia beati Nicholai. Si vero illi duo homines intra se concordare non possent, illi qui ibidem esset loco mei per sacramentum suum cum illis duobus hominibus septem eligeret scabinos modo supra dicto. In cujus rei testimonium præsentes litteras scribi feci et sigilli mei munimine roboravi et testium subscriptione qui interfuerunt.

Testes dilecti et fideles mei : Arnulphus de Audenarde. Willibertus de Sottenghem. Valinus de Meterne. Philippus de Eenam. Walterus de Curtraco Flandriæ prothonotarius et Andreas ballivus Brugensis. Datum Curtraci feria tertia ante Ramos palmarum anno domini M°CC°XX° quarto.

D'après une copie ancienne aux archives impériales et royales à Vienne.

Imprimé par Warnkoenig, *Fland. Staats und Rechtsgesch*, t. II, part. 2, urk. p. 211.

IV.

Renonciation par Isabelle de la Wastine et son fils Jean, seigneur de Ghistelles, à tous droits sur la terre de Bermezande et les jets de mer et endiguements entre Biervliet, Damme et l'Yser, possédés par Jean de Namur.

Janvier 1294.

Nous, Willaumes de Mortaingne, sires de Dossemer, Robiers de Wavring, sires de St-Venant, Rogiers de Ghistiele, Oelars de Pouke, Watiers de Haluin, Jehans de le Haye, chevalier, Hues de le Voulrestrate, Engherrans de Bieres et Jehans de Louvenghiem, hommes a noble signeur Guyon, conte de Flandres et marchis de Namur, faisons savoir a tous ke, comme nobles damoisiaus Jehans de Namur, fius a nodit signeur le conte, tous les gies et utdis entre Brieveliet et le Dam, et entre le Dam et Yser, venut et a venir, tiengne et tenir doive, et si successeur yretaulement, frankement et justichablement en fief de nodit signeur le conte son pere, et de ses successeurs contes de Flandres (1) ; et en le terre de Berdmesande, qui est desdis gies et utdis, noble dame Ysabiaus, dame de le Wastine, et me sire Jehans, sires de Ghistiele, comme ses hoirs et ses avoes en ce cas, droitures aucunes a avoir pour leur droit demandassent, et lidis Jehans de Namur a no signeur le conte devantdit, son pere, venist et li demonstrast en deplaignant lempeecement ke li dame de le Wastine et li sires de Ghistiele, ses fius devantdit, en son fief li faisoient par les droitures quil pour leur droit demandoient a avoir en ledite terre de Berdmezande et li requeist ke il sondit fief de toutes calenges delivrast et espeecast, comme celui qui frankement et yretaulement et justicaulement et cuite de toutes calenges tenir devoit : et nosdis sires li cuens, a le deplainte et requeste ledit Jehan, son fil, feist par Watier dou Ham, cui il pour che faire mist en son liu pardevant ses hommes pour eaus conjurer ke a faire en avoit ; et au conjurement ledit Watier li homme jugassent ke on ledit Jehan de Namur ajornast et encontre lui medame de le Wastine et monsigneur de Ghistiele, son fil, devantdis, a quinzaine, et selonc est jugement ajournei fussent lidis Jehans de Namur, et contre lui medame de le

(1) L'acte de donation de ces fiefs est daté du mois d'avril 1252. Arch. de l'État à Gand. Chartes de Rupelmonde, n° 307. De Saint-Génois, *Invent. analyt.*, p. 95.

Wastine et mesire de Ghistiele, ses fius, devantdit, a quinzaine, a Lille ou li cours fu mise pour faire ce ke a ce faire apartenoit.

Et a cele premiere journee et a lautre apries la mise et assence souffisamment par loy et par jugement des hommes la presens, sur ce de Watiers de Ham devant dit conjures, qui pour le faire i estoit souffissamment ou liu no signeur le conte, fussent souffisamment medame de le Wastine et me sire de Ghistiele, ses fius, devantdit, contre ledit Jehan de Namur et lidis Jehans contre eaus; et demandast lidite dame de le Wastine par li et par mon signeur Jehan de Ghistiele, son fil et son avoe, droiture aucune pour son droit a avoir en ledite terre de Bermezande et sour che monstrast ses raisons; et lidis Jehans de Namur contre li ses deffenses par Gillon de Roullers, son avoe, qui dounes pour avoe li fu par jugement des hommes nodit signeur le conte la presens, pour che quil navoit mie eage ke fius de prince doit avoir pour demander et pour deffendre.

Et a le secunde journee par loy et par jugement tierce journee fust la remise et assenee audit Jehan de Namur et a medame de le Wastine et a monsigneur de Ghistiele, son fil; et a cele tierce journee lidis Jehans de Namur et Gilles de Rollers, ses avoes, fussent, et li dame de le Wastine et li sires de Ghistiele, ses fius et ses avoes, devantdit, contre ledit Jehan, et i fust aussi lidis Watiers dou Ham ou liu nodit signeur le conte, et nous comme homme pour faire che ke a celle journee apartenoit a faire; et a celi journee par ledit Watier dou Ham, ledit Jehan de Namur et son avoe apieles dune part, et le dame de le Wastine et le signeur de Ghistiele, son fil et son avoe dautre part; et eaus venus avant, lidis Watiers, en le presense de nous, semonst le dame de le Wastine et monsigneur de Ghistiele, son fil et son avoe devantdis, kil lor raisons, selonc le journee la assenee, monstrassent pour aler avant en plait pardevant nous, cui a ce et pour ce avoit apeles comme jugeurs et connisseurs de le besoingne; a cui semonse medame de le Wastine et me sire de Ghistiele, ses fius et ses avoes devant dit, respondirent et disent plainement en droit quil renoncoiient pour eaus et pour lor hoirs au plait et a toutes droitures quil avoient demandees a avoir ou poroient, il ou leur hoir, ore ou en avant, demander pour droiture quil ou leur ancisseur eussent unques dusques adont, et quelconques chose, et en quelconques maniere ke ce fust, en ledite terre de Bermezande, ne en autres gies ne utdis venus et a venir entre Biervliet et le Dam, et entre le Dam et le Yser, et les reconneurent toutes estre et apertenir au fief Jehan de Namur devantdit.

Ces renonchances et connissances, si comme deseuredit est, faites en le

presence de nous, lidis Watiers dou Ham nous conjura se, selonc che ke nous aviens oi, lidevant nommei dame de le Wastine et sires de Ghisliele, ses fius et ses avoes, en ce cas avoient tant fait, et si souffissamment ke jamais il ne lor hoir droiture nes mie demander ne pooient ne devoient en quel chose ke ce fust et pour quel raison ke ce fust, en ledite terre de Berdmezande, ne en autres gies ne utdis, venus et a venir, entre Biervliet et le Dam et entre le Dam et le Yser, pour droit aucun quil ou lor ancisseur i eussent unques.

A cui conjurement nous respondismes et desimes par jugement ke tant et si souffissamment fait en avoient, quil ne lor hoir pour droit quil ou lor ancisseur unques i eussent droiture nes mie ore ne en avant demander ni pooient ne devoient.

Et en tiemoingnage de ce et de tout ce ke deseure est dit estre fait bien et a loy et a lusage dou pais, jou Watiers dou Ham devantdis, as dites journees a Lille mises le liu monsigneur le conte de Flandres tenans, et nous devantnommei homme au conte, avons nos seaus mis a ces presentes lettres qui furent faites en lan de grace MCCXCIII, el mois de Genvier.

De Reiffenberg, *Monuments pour servir à l'histoire des provinces de Namur*, etc., t. Ier, p. 269, nº XCVII.

V.

Compte du bailli de Biervliet de 1299.

Conte Pieron Terninc de le baillie de Biervliet fais a Gand pour le terme de may lan m. cc. lxxx. xix.

Premierement pour batalles.

Clarisse femme Wilkin Pucot, ...	x s.
Willaumes ses fius, ...	x s.
Agate se fille, ...	x s.
Jehan Puerin, ...	x s.
Willaumes Oughaer, ...	xv s.

Hughe Brunne pour (ce quil ti) ra son coutiel a pointe, . . . c s.
Hughe Brune bec, ... xx s.
Evredei Vreet, ... xx s.
Martins fius Copin f. Martin, ... xx s.
Jehan Zandloppere, ... xx s.
Stasins Hazat, ... xxv s.
Jehans fius Henri, ... xx s.
Pieter le Teghelare, ... xij s.
Jehans fius Pieron le barbieur, ... xij s.
Arnout le Bakere, ... x s.
Copins fius Ane Clais, ... v s.
Willaumes fius Theri Slabars, ...

Pour. . . . .

Willaumes Bach, ...
Watiers Pyl, ...
Simons Zouteman, ...
Ymezoete li femme Jehans Stryd, ... vij s.
Jehan Tolnare, ... xiij s.
Hughe Stryt, ... xiij s.
Theris fius Hughe, ... xiij s.
Mathius fius Noet, ... xiij s.
Willaumes Bach, ... xiij s.
Jolkere fius Everboud, ... xiij s.

Pour faus pois.

Sohiers li foulons, ... xxx s.
Catherine fille Pelerin, ... x s.
Hughe Dam pour che kil gieta fieus Onhavene, ... ii^{s} s.

Pour giu de deis.

Willaumes Pude brouc, ... v s.
Jehans de Latre, ... xx s.
Willaumes Ferlize, ... x s.
Pauls fius Arnoud, ... viij s.
Gilles Voet, ... v. s.

Pour murdre.

Jourdain Vrieze
Pieres Patin
Pieres li Monners.

Recut de ces trois iij fiers vendus et donneis pour vj lb. v s. Item, une vache et un veel vendu lxiiij s. Item, une hughe et de coltre et de cuevrecief, vendus xxv s. Item, en deniers contans, xlv s. Item, pour ij lis, un bacin, ij pos de ceuvre et une hugete, xxxvj s. Summeis ches pieches des mourdreurs, xiiij lb. xv s.

Summe de toute le recepte de se baillie pour le terme de le Thiphane juskes au may,... xlj lb. xi^{s} s.

De che donney.

A un homme cui li recheveres devoit par le command le rechever enle maison demisiele Verghine, viij lb.

A le voiteure de onze milliers de herens ki furent Bert Renare, xxij s.

A Pieron fil Watier, iiij lb. xv s.

A Pieron le Backere par commandement le rechever, x lb.

Pour ij paires de lettres envoier à Pethemghem quant messires de Navers ala en Holande, ix s.

Pour iij paires de lettres envoier a Gand a Verghine et ij paire envoier a Ypre, xiij s.

A un varlet envoier en Zelande, xxj s.

As gens mon seigneur Willaume de Flandre quant il et li rechever alerent en Zelande, xxxj lb. xiiij d.

As gens le conte de Hollande quant il fu a Biervliet, v lb.

A Watier de Ferlin par command le rechever, xl lb.

A Watier Blarentin pour despens mon signeur Baudouin le joune, cxiij s. iiij d.

A Pieron le boulanger par command le rechever, xiij lb.

A mon signeur de Axelle, lxvij s.

Pour justiche faire, xxx s.

Au clerc, xl s.

A trois varles, pour cascun xl s., valent vj lb.

A Willaume le macheclier par le command le rechever,...

Summe del dat le bailliu, cxlij lb. xvj s. vj d.

Ensi doit on au bailliu de cest conte, cj lb. v s.

Item lui doit on pour se tierce partie dele recepte desus dicte, xiij lb. xvij s. ij d.

Ensi doit on au bailliu de ceste conte, cxv lb. ij s. ij d.

De ce doit il du conte devant cestui, xiij lb. iij s. iij d.

Ensi demeure ke on doit au bailliu, cj lb. xviij s. x d.

Arch. de la ville de Bruges. Comptes des baillis, cart. n° 212.

VI.

Keure *de la ville de Biervliet.*

11 novembre 1358.

TEXTE.

Previlege ghegheven dien van Biervliet bi mi vrauwen der moeder ende gheconfirmeert bi minen here.

Wy, Margriete, dochter sconinx van Vrankerike, graefnede van Vlaendren, van Nevers, van Rethel, ende vrauwe van Biervliet, doen te wetene allen den ghonen die nu ziin ende hiernaer wesen zullen, dat wy bi goeder vorsienicheden ende ute specialre jonsten die wy hebben an onse goede liede van onser poort van Biervliet om menighen goeden dienst die zy onsen lieven here, myn here van Vlaendren, daer God de ziele of hebben moete, ende ons ende onsen lieven zone Lodewike, grave van Vlaendren, ghedaen hebben ende altoos doen zullen; merkende ende voor-

TRADUCTION.

Privilège donné à ceux de Biervliet par ma dame mère et confirmé par monseigneur.

Nous, Marguerite, fille du roi de France, comtesse de Flandre, de Nevers, de Rethel, et dame de Biervliet, faisons savoir à tous présents et à venir que par gracieuse prévoyance et par grâce spéciale en faveur de nos bonnes gens de la ville de Biervliet qui ont rendu de nombreux et loyaux services à notre père bien aimé, le comte de Flandre, dont Dieu ait l'âme, et à nous, et à notre cher fils, Louis, comte de Flandre, et qui nous en rendront encore; considérant et nous rappellant qu'ils ont enduré de ce chef de nombreuses privations et de graves dommages, et que plusieurs de leurs titres et

TEXTE.

hoghen hebbende hoe dat zy daeromme vele doghens ende zware scade dickent ghehat hebben, ende eenighe brieve ende lettren verloren ende verberrent, als van haren keuren ende vriheiden die zy van houden tiden gheusert hebben ende ghecostumeert ; om onse vorseide poort te helpene ende te versiene van zulken vryheden, daermede dattse ghebetert ende versterct wesen mach, ter eeren ende proffite van ons ende van hemleiden ; hebben onse vorseide poort van Biervliet ghegheven ende gheconsentert, gheven ende consenteren, over ons onse hoir ende naercommers, teeweliken daghen, alle de keuren privilegien ende vriheden die hier naer bescreven staen, te houdene, te userne ende te ghebrukene, paisiveleke zonder enich belet of impechement van ons, onsen hoire ende naercommers, of van enighen baillius van onsen graefscepe ende lande van Vlaendren ; dats te wetene :

Dat men sculdech es scepenen te vermakene alle jare in onse poort van Biervliet, telken meye ; ende daer zullen wy maken of doen maken ten vorseide daghe neghen scepenen ende twee borchmeesters ; ende die zullen een jaer bliven, ende telken meye of ghaen ende vernieut worden ; ende dese vorseidene sce-

TRADUCTION.

chartes sont perdus et brûlés, entre autres leurs chartes de *Keures* et privilèges dont ils étaient en jouissance et possession depuis un temps immémorial ; afin de venir en aide à leur commune et de la doter de telles libertés qui puissent la relever et la maintenir, à l'honneur et au profit commun, de nous et de ses habitants ; avons donné et octroyé à notre dite ville de Biervliet, donnons et octroyons, pous nous, nos hoirs et successeurs, à perpétuité, toutes les *Keures,* privilèges et libertés qui sont énoncés ci-après, pour en jouir, user et les appliquer paisiblement, sans aucun destourbier ou empêchement de notre part ou de la part de nos hoirs et successeurs, ou de quelqu'un de nos baillis de notre comté et pays de Flandre ; c'est à savoir :

On devra renouveler le banc des échevins tous les ans, dans notre ville de Biervliet, au mois de mai ; et à cette fin, nous élirons ou ferons élire, audit jour, neuf échevins et deux bourgmestres, qui resteront en charge pendant un an, et en sortiront et seront remplacés au mois de mai ; et ces échevins et bourg-

TEXTE.

pene ende borchmeesters zullen een jaer vaghe staen, naer dat zij of ghaen; ende als meye avont commen es, so ne zullen scepenen die gheweist hebben ghene wet doen, dan van ghiselinghen, van verden te nemene, van vremden lieden wet te doene ende van veynootscepe van vremden lieden van verschen goede; ende wy ne zullen negheenen of moghen doen van der wet bin den jare, ten ware van aercheden, ende dat moet wesen gheprouft met scepene; ende de borchmeesters zullen ghenomen zijn in elke prochie eenen.

So wie die scepenen wederseicht van haren vonnesse in ghebanre vierscaren, ende hi ghecalengiert word van den here eer hi uter vierscaren gaet, ende scepenen kennen dat hi tvonnesse ghemoet heift, hi es in de mesdaet van x lb jeghen den here ende jeghen elken scepen die voorhoghen es drie pond.

So wie die scepenen vonnesse ghemoet buten ghebanre vierscaren, es in de mesdaet van III lb. jeghen den here ende jeghen elken scepen die voorhoghen es twintech scellinghe.

Voort, so wie die scepen leelichede sprake voor hogen of bachten

TRADUCTION.

mestres ne pourront remplir cet office pendant une année révolue après leur sortie; et la veille du mois de mai, les échevins alors en fonctions, ne jugeront que les affaires d'ostagement, de trève, celles concernant des étrangers ou d'associations entre étrangers de choses fongibles; et nous ne pourrons démettre aucun membre du banc de la loi, pendant l'année, sinon pour cause de félonie; et le délit devra être constaté par les échevins; et les bourgmestres seront choisis à raison d'un pour chaque paroisse.

Celui qui contredit au jugement des échevins, à l'audience de la *vierscare,* sera sur le champ et avant qu'il quitte l'audience, calengié par le seigneur; et si les échevins reconnaissent qu'il a contredit au jugement, il sera condamné à une amende de dix livres au profit du seigneur et de trois livres au profit de chacun des échevins présents.

Celui qui contredit au jugement des échevins, hors de l'audience de la *vierscare,* encourra pour son méfait une amende de trois livres au profit du seigneur et de vingt escalins au profit de chacun des échevins présents.

Celui qui adressera des paroles injurieuses aux échevins, soit en

TEXTE.

oghen om dokoisoen van der wet, hi es in de mesdaet van x lb. jeghen den here ende v lb. jeghen elken scepen daer hise of sprake.

Voort, so zal die wet vermaken alle jare vermaenres ende vinders van allen neringhen om tproffit van den here ende van der poort; ende wie vermaenres ende vinders leelichede spake om hare officie doende, die sal verbeuren drie lb.; een dardendeel den here, tander der poort ende tderde derdendeel vermaenres ende vinders.

Voort, es te wetene dat de wet sal moghen gheene lyfrente vercopen, henware bi XII goeden lieden van den ouderinghen van der poort, of bi meer, ende dat zy om openbaer proffit van der poort.

Voort, so wat manne die wyf ontleet haers ondankens, verbeurt zyn hooft, ende alle sine hulpers up dat mense ghecrighen mach; ende mach mense niet ghecrighen, so sal mense bannen L jaer uten lande van Vlaendren up haer hooft.

Voort, so wat manne die vrauwen vercracht, of liede moord om haer goed, of reeroof doet, of moortbrand sticht, men salne justichieren metten rade, up dat menne ghecrighen

TRADUCTION.

leur présence ou non, à l'occasion de leurs fonctions légales, encourra une amende de dix livres au profit du seigneur et de cinq livres au profit de chaque échevin injurié.

De plus, le magistrat renouvellera tous les ans les chefs et les jurés de toutes les corporations de métiers, dans l'intérêt du seigneur et de la ville; et celui qui profèrera des injures à l'adresse des chefs et des jurés, à l'occasion de leurs fonctions, paiera une amende de trois livres, dont un tiers au profit du seigneur, un tiers au profit de la ville et le restant au profit des chefs et jurés.

De plus, il est arrêté que le magistrat ne pourra émettre des rentes viagères, si ce n'est de l'avis de douze hommes probes pris parmi les anciens de la ville ou plus, et pour l'utilité publique de la commune.

De plus, celui qui enlève une femme contre son gré, encourra la peine capitale; ainsi que tous ses complices, s'ils peuvent être arrêtés; et s'ils ne peuvent l'être, ils seront bannis pour cinquante ans du pays de Flandre, sous peine de la hart.

De plus, celui qui viole une femme, ou la tue pour prendre son bien, ou commet un recel dans une mortuaire, ou se rend coupable d'incendie meurtrier, subira la peine de

TEXTE.

mach, ende ne mach menne niet ghecrighen, so zal menne bannen van moorde hondert jaer uten lande van Vlaendren up trat.

Voort, so wie yemene doot slaet, man of wyf, bi daghe of bi nachte, ende des faits verloochent ende verwonnen wert derof bi wette, men salne justichieren metten rade, up dat menne ghecrighen mach; ende ne mach menne niet ghecrighen, so sal menne bannen van moorde C jaer uten lande van Vlaendren.

Ende eist so dat hi tfaits verliet bin den derden daghe naer dat tfait ghevallen es, voor twee scepenen of voor meer up dat hise ghecrighen mach, ende ne mach hise niet ghecrighen ende hyt kenlic maken mach met II poorters of meer onghelachterde liede die der eere partie noch der andere niet ne bestaen, so sal ne de heer over justichieren metten zwaerde, up dat menne ghecrighen mach; ende mach menne niet ghecrighen, so sal menne bannen L jaer uten lande van Vlaendren, van manslachten, up sin hooft.

Voort, so wat manne die stryt of vecht metten ghonen die verwonnen es van moorde, die es in de selve mesdaet, bi also dat hi daer of wetteleke ghehouden wort.

Voort, so wat manne die stryt of vecht metten ghonen die verwonnen

TRADUCTION.

la roue, s'il peut être arrêté; et s'il ne peut l'être, il sera banni, comme assassin, pour cent ans du pays de Flandre, sous peine de la roue.

De plus, celui qui a tué un homme ou une femme, de jour ou de nuit, et qui nie le fait, mais en est reconnu coupable en justice, sera exécuté par la roue, s'il peut être arrêté; et s'il ne peut l'être, il sera banni, comme assassin, pour cent ans du pays de Flandre.

Et s'il avoue son crime dans les trois jours de la perpétration, devant deux échevins ou plus qu'il aura pu trouver, à leur défaut devant deux bourgeois ou plus, dignes de foi et n'ayant aucun lien de parenté ou d'alliance avec l'une ou l'autre partie; le seigneur lui fera subir la peine du glaive, s'il peut être arrêté; et s'il ne peut l'être, il sera banni pour cinquante ans du pays de Flandre, comme homicide, sous peine de la hart.

De plus, le complice qui a prêté main-forte à celui qui est condamné pour meurtre, encourt la culpabilité du crime en tant qu'il en est tenu judiciairement.

De plus, le complice qui a prêté main-forte à celui qui est reconnu

TEXTE.

es van manslachte, die es in de mesdaet van LX lb., up dat hise verghelden mach; ende ne mach hi de boete niet ghelden, so sal menne bannen x jaer uten lande van Vlaendren, van meynaken, up sine vuust, bi also dat hi wettelike ghehouden word.

Voort, so wat manne die comt te stride met wapenen ende an gemene andadich es, hi zal verbeuren alsulke boete als hiernaer volghet, dats te wetene : die eenen knyf draghet verbeurt v lb., de tweedeel den here ende tderden deel den poort. Ende diene troct LX lb., of die hand up dat hi die boete niet ghelden mach. Ende so wie diere wonde mede gheift ende scepenen kennen dat wonde es, hi verbeurt sin hooft up dat menne ghecrighen mach; ende ne mach menne niet ghecrighen, so zal menne bannen L jaer uten lande van Vlaendren up zyn hooft.

Item, so wie die zelscot draghet te stride, hi es in de mesdaet van x lb.; ende wont hi yemen daermede, so zal hi verbeuren thooft; ende de ghone uut wies huse dat hi schiet, hi zal verbeuren thuus, henware dat men huussoukinghe up hem dade.

TRADUCTION.

coupable d'homicide, encourra une amende de soixante livres, s'il a le moyen de la payer; et s'il n'a pas le moyen de payer l'amende, il sera banni pour dix ans du pays de Flandre, comme co-auteur, sous peine du poing, attendu qu'il en est tenu judiciairement.

De plus, celui qui s'engage dans une querelle avec des armes et se livre à des voies de fait dans la mêlée, encourra telle amende ci-après spécifiée, à savoir : s'il est porteur d'un coutel à pointe, il paiera cinq livres, dont les deux tiers au profit du seigneur et un tiers au profit de la ville. S'il a dégaîné, il paiera soixante livres, ou perdra le poing s'il ne peut acquitter l'amende.

Lorsqu'il a occasionné une blessure qui a été constatée par les échevins, il subira la peine capitale, s'il a été arrêté; et s'il n'a pu être arrêté, il sera banni pour cinquante ans, du pays de Flandre, sous peine de la hart.

Item, celui qui est porteur d'une arbalète dans une agression, encourra une amende de dix livres; et s'il a porté des blessures au moyen de cette arme, il subira la peine capitale; et le propriétaire de la maison d'où l'on a tiré, aura sa maison confisquée, à moins qu'il y ait eu violation de domicile.

TEXTE.

Item, so wie die draghet fautsoen, es in die mesdaet van v lb.; ende diet trect, x lb.; ende wont hi yemene der mede, hi verbeurt thooft.

Item, so wie die draghet zwaert, verbeurt XL s.; ende diet trect, v lb.; ende wont hi yemene dermede verbeurt x lb.

Ende wie die draghet courtois, colue, of clefhamer, of yserine stocke, verbeurt III lb.; ende wont hi yemene dermede, hi verbeurt x lb.

Item, so wie draghet eene pike ghewonden met ysere, verbeurt III lb.; ende wont hi yemene der mede, verbeurt syn hooft.

Item, so wie die volc hout ghewapent in zyn huus ende ute dien huse ghaet om stryt te makene, ende stryt maect, die here van den huus es in de mesdaet van x lb.

Item, so wie die draghet misericorde, of buyselare, of waymes, of enighe manieren van dolle, de point van den dolle, ne ware of eenen dume, hi es in de mesdaet van III lb. ende de wapenen verbeurt; ende eist so dat hi se trect, verbeurt v lb.; ende wont hi yemene daermede, verbeurt x lb.

Item, wille de bailliu of sine ghezworne cnapen vanghen of angripen

TRADUCTION.

Item, celui qui est porteur d'une framée encourra l'amende de cinq livres; et s'il en fait usage, de dix livres; et s'il a porté des blessures, il subira la peine capitale.

Item, celui qui porte une épée, paiera une amende de quarante escalins; et s'il en fait usage, de cinq livres; et s'il a causé des blessures, de dix livres.

Et celui qui porte coustille, masse ou massue, ou bâton ferré, encourt l'amende de trois livres; et s'il a causé des blessures, il paiera dix livres.

Item, celui qui porte une pique garnie de fer encourt l'amende de trois livres; et s'il a causé quelque blessure, il subira la peine capitale.

Item, celui qui assemble dans sa maison des gens armés, et sort de là pour batailler, et livre bataille, le chef de la maison encourra une amende de dix livres.

Item, celui qui porte miséricorde, ou badelaire, ou coutelas, ou toute manière de poignard, ou la lame d'un poignard, à moins qu'elle n'ait pas la longueur d'un pouce, encourt l'amende de trois livres et la confiscation de son arme; et s'il en a fait usage, il paiera cinq livres; et s'il a causé une blessure, dix livres.

Item, lorsque le bailli ou ses sergents jurés demandent assistance

TEXTE.

ende hi hulpe begheert, die hem niet en holpe daer hys an beghe-rende ware, hi zoude syn in de mesdaet van x lb. ; ende warent scepen van der poort die zouden zyn in de mesdaet van xx lb.

Item, ware dat zake dat de here verde nemen wilde ende hem dochte dats noot ware, die den verde weder seide, ware in de mesdaet van x lb. ; up dat eenen scepen kenlic ware, of meer, of tween poorters waerdich van trauwen, also menich waerven alse mense niet en gave, of ontsweghe, of wedersede.

Item, waert dat zake dat stryt worde in de poort ende een scepene of meer quamen om verde te nemene, ende verde hiessche drie waerven, die den verde wederseide of verzweghe, ware in de mesdaet van x lb., als dickent alst gheviele.

Item, worde yemene ghewont ende de wonde worde bekent bi scepenen, sy dat zake dat die ghewont es hevet gheclaghet of yemene over hem van sinen maghen. die ghone die de wonde gaf sal bliven metter here toter tyt dat de ghone diere ghewont was stratevoete ende kerckvoete es, ende dat scepenen kenlic es; ende waert so dat de ghone die ghewont was storve, so

TRADUCTION.

pour l'arrestation ou appréhension de coupables, celui qui refuse de lui prêter le secours qu'il réclame, encourra l'amende de dix livres; et si le refus est adressé à des échevins, l'amende sera de vingt livres.

Item, lorsque le seigneur désire prendre trève et qu'elle lui paraît nécessaire, celui qui refuse d'obtempérer, encourt une amende de dix livres, à condition que le refus soit constaté par un échevin ou plus, ou par deux bourgeois dignes de foi; et ce pour chaque fois que la trève sera refusée, ou méconnue ou violée.

Item, lorsqu'une rixe aura éclaté dans la ville et qu'un échevin ou plus vient prendre trève et réclame par trois fois l'acceptation de la trève, celui qui refuse la trève ou la méconnait, encourt une amende de dix livres pour chaque contravention.

Item, lorsqu'une blessure a été faite et reconnue par les échevins, soit sur la plainte de celui qui a été blessé, ou sur celle de quelqu'un de ses parents, celui qui a porté la blessure restera sous la main de justice jusqu'à ce que le blessé soit rétabli et en état de marcher sur la voie publique et de se rendre à l'église, et que cet état ait été constaté par les échevins; mais si celui qui a

TEXTE.

soude de bailliu den poorter dien hi ghevanghen hadde wet doen naer zyn fait.

Ende waert so dat de bailliu den poortere vinghe eer de wonde up hem bekent ware, henware dat hi ghevanghen ware in verschen faite, so es de bailliu sculdech dien poorter te delivererne in zyn behout ; ende dat moet scepenen kenlic wesen eer hi wet doen sal ; maer wat poortere ghevaen ware metten verschen faite van mans of van wyfs dode, die zal gheven den here XL lb. parisis eer hi uter vanghenessen comt; ende voort sal men hem doen wet ende vonnesse ; ende al word hi van den faite verwonnen, hi sal syn goed behouden.

Ende wel es te verstane die van meuten of raet daertoe te ghevene verwonnen word wettelike, die zullen also wel verbeuren haer goed als haere lyf; ende dierghelike die hand doet an den here of an sine ghezworne cnapen of an scepenen, in evelen wille, om dokoisoen van harer officie, die zullen al dierghelike also wel verbeuren haer goed als haer lyf ; ende van hand te doene an den here, an ghezworne knapen of an scepene om harer officie willen, daerof sal deerste kennesse wesen

TRADUCTION.

été blessé vient à mourir de sa blessure, le bailli fera rendre jugement contre le bourgeois qui a été arrêté suivant la gravité du délit.

Mais si le bailli a arrêté le bourgeois avant que le délit de blessure ait été reconnu, à moins qu'il ait été arrêté en flagrant délit, il devra le relâcher et le rendre à la liberté ; et les échevins doivent constater le fait, avant qu'on ne fasse justice ; mais le bourgeois qui a été arrêté en flagrant délit, du chef d'homicide commis sur un homme ou une femme, paiera au seigneur une amende de quarante livres parisis avant de pouvoir sortir de prison ; et ensuite on le mettra en jugement, et s'il est convaincu du fait, il gardera néanmoins ses biens.

Mais il est entendu que ceux qui sont convaincus judiciairement d'émeute ou d'excitation par conseil, seront punis de la perte de leurs biens, en même temps que de celle de leurs corps ; et il en sera de même pour ceux qui auront porté la main contre le bailli ou ses sergents jurés ou les échevins, de propos délibéré, à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions, et ils encourront également la peine de leurs biens et de leurs corps ; la première information à charge de ceux qui auront porté la main contre le

TEXTE.

ghedaen bi mannen ende bi scepenen.

Ende anders wie van onse poorters zyn lyf verbuert, hi ne zal niet verbeuren zyn goed.

Item, sone zal men gheenen poortere van Biervliet pinen, het ne zy bi consente van den meesten hope van scepenen; maer de bailliu sal hem wet ende vonnesse doen.

Item, waert zo dat yemene van den poorters van Biervliet of vremde man yemene let ofsloughe bin der vryheit van der poort, of openbare mincke gave, ende men dat scepenen kenlic maecte tween of meer, hi zal verbeuren LX lb.

Item, zy dat zake dat de bailliu hevet beclaghet enighen poortere van Biervliet van sinen leden, of van sinen halse, of van anderen boeten, de ghene diere beclaghet es, ne sal gheene zekerhede doen, noch met borchtuchten noch met den bailliu blieven, ne ware men moetene verwinnen met wettachteghen orconden.

Item, waert zo dat yemene van onse poorters van Biervliet buter

TRADUCTION.

bailli ou ses sergents jurés ou les échevins, à l'occasion de leur office, appartiendra aux hommes de loi et aux échevins.

Dans tous les autres cas, le bourgeois qui encourt une peine corporelle, n'est point soumis à la confiscation de ses biens.

Item, on ne pourra soumettre un bourgeois de Biervliet à la torture sans l'autorisation de la majorité des échevins; mais le bailli aura contre lui la poursuite de l'action publique.

Item, lorsqu'un bourgeois de Biervliet ou un étranger a estropié quelqu'un dans les limites de la franchise de la commune, ou lui a enlevé l'usage d'un membre sur la voie publique, si le fait a été constaté par deux échevins, ou plus, il encourra l'amende de soixante livres.

Item, lorsque le bailli a intenté contre un bourgeois de Biervliet l'action publique entraînant la peine de la mutilation, ou la peine capitale ou celle de l'amende, le prévenu ne pourra jouir de la liberté sous caution, ni offrir de se tenir à la disposition du bailli, à moins que le fait doive être judiciairement constaté par témoins.

Item, lorsqu'un bourgeois de Biervliet a suscité une querelle ou s'est

TEXTE.

vryheden van der poort twisten ieghen yemene ende onghehouden ghinghe van danen, men zoud berichten bin onse poort behouden elx anders privilegien ende rechte.

Item, so wie die ghiselinghe brake ende scepenen dat kenlic ware, hi verbeurde LX lb.

Item, so wie die verde brake met platten, es in de mesdaet van hondert lb., den here LX lb., der poort XX lb. ende den claghere XX lb.

Item, so wie die verde braket met openen wonden, hi verbeurt ziin hooft, up dat ment up hem gheprouven mach.

Item, so wie die huussoukinghe doet bi nachte, hi verbuert LX lb., ende sine hulpers elc XX lb.

Ende word hi ghewont hi nachte daer de huussoukinghe up ghedaen es int huus, diene ghewont heift verbeurt siin hooft, ende elc van sinen hulpers LX lb., bi also dat zys wettelike verwonnen werden.

Item, so wie die huussoukinghe doet bi daghe, hi verbeurt XX lb. ende elc hulpere X lb.

Ende word hi ghewond daer de

TRADUCTION.

porté à des violences en dehors de la franchise de la commune, sans être mis en état d'arrestation, il sera poursuivi devant la loi de la commune, sans préjudice des privilèges et droits respectifs des parties.

Item, celui qui rompt l'ostagement, si le délit est constaté par les échevins, paiera une amende de soixante livres.

Item, celui qui rompt la trève, par provocation, encourt l'amende de cent livres, dont soixante pour le seigneur, vingt pour la commune et vingt pour le plaignant.

Item, celui qui rompt la trève en portant des blessures graves ou béantes, subira la peine capitale, s'il peut être arrêté et convaincu.

Item, celui qui commet une violation de domicile la nuit, encourt l'amende de soixante livres, et chacun de ses complices de vingt livres.

Lorsque celui dont on a violé le domicile la nuit est blessé, le coupable subira la peine capitale, et chacun de ses complices paiera une amende de soixante livres, s'ils en sont convaincus judiciairement.

Item, celui qui commet une violation de domicile pendant le jour, encourt l'amende de vingt livres, et chacun de ses complices de dix livres.

Lorsque celui dont on a violé le

TEXTE.

huussoukinghe up ghedaen es in zin huus, diene ghewont heift verbuert LX lb. ende elc hulpere XX lb.

Item, so wie die twist zonder wonde te ghevene, verbeurt III lb.

Item, so welken tyt dat partien te ghisele worden gheleit, so en moghen zy niet utegaen dan up drie pointe, dats te wetene : up tsegghen van den heere ende van der wet, of up vriendeliken verde, of up vriendeliken pais ; ende up wat pointe van desen drien dat deene partie ute gaet, so moet de wederpartie utegaen ende up elnegheene.

Item, so wie die vecht boven den blivene van den here ende van der wet, de ghene die beghonre of wars van den twiste, men sal ne bannen L jaer uten lande van Vlaendren up siin hooft.

Item, welken tyt dat enighe zaken gheureet ziin diere boven ghinghe vechten, diere beghinre ware, es ghehouden in beede de bocten ; ende de verweerre mach hem verweeren zonder boeten.

Item, so ne sal men ghene inqueste horen up onse poorters van Biervliet.

Item, van X jaren te X jaren so

TRADUCTION.

domicile est blessé, le coupable paiera une amende de soixante livres et chacun de ses complices une de vingt livres.

Item, celui qui se querelle sans porter de blessure, encourt une amende de trois livres.

Item, à quelque époque que les parties sont placées en ostagement, elles ne pourront être relaxées que dans ces trois cas, à savoir : lorsque le seigneur et la loi l'autorisent, ou lorsqu'une trève amiable ou une paix amiable est intervenue ; et si dans l'un ou l'autre de ces trois cas, l'une partie est relaxée, l'autre jouira de la même faveur, sans autre condition.

Item, celui qui au mépris de la défense portée par le seigneur et la loi, a bataillé et a commencé la rixe, sera banni du pays de Flandre, sous peine de la hart.

Item, celui qui, à quelle époque que ce soit, est l'auteur d'une rixe offrant un caractère plus grave qu'une bataille, encourra une double amende ; et celui qui a repoussé l'agression, sera quitte de toute amende.

Item, on ne pourra établir d'inquisition secrète à charge de nos bourgeois de Biervliet.

Item, de dix ans en dix ans, nous

TEXTE.

moghen wy onse erve doen meten ende niet eer; ende daer wy yemen vonden in de hoghe strate die meer erven hadden dan hi in den cheins brief staet ende jaerlix ghelt, die sal daerof betalen alle dachter stellen ende van dien daghe voort altoos drie vout cheins.

Ende alomme in andren steden ende straten van onse poort van Biervliet, die meer erven hadde dan hi staet in den cheins brief, die zal betalen dachterstellen ende twee vout cheins van dien daghe voort.

Ende waert zo dat yemen vonden ware dat hi te lettel erven hadde, dien zullen wy vuldoen sine erve.

Ende wanneer partien onderlinghe in ghescille waren van harer erven, daerof zullen scepenen bescheet doen bi wette, also ghecostumeert es.

Item, dat gheen bailliu te Biervliet wesen sal noch mach wesen die poorters es of bin III jaren poortere gheweist heift; ende daer zullen ooc wesen twee gheswoorne knapen, ende nemmeer.

Item, so wie die anderen beclaghet van dieften of van valshe eeden met onrechte, die verbeurt x lb.; deene helt den here ende dandere helt den ghenen diere beclaghet es.

TRADUCTION.

aurons le droit de faire vérifier nos domaines, et non avant ; et si l'on trouve un censier dans la rue haute qui occupe plus de fonds que ne le porte sa lettre d'accensement, et le montant du canon annuel, il devra bonifier tous les arrérages et payer depuis ce jour à jamais un triple canon.

Et partout ailleurs, dans les places ou rues de notre ville de Biervliet, celui qui occupe plus de fonds que ne le porte la lettre d'accensement, devra bonifier les arrérages et depuis ce jour un double canon.

Et si l'on trouvait un censier qui occupât moins de fonds, nous lui fournirons le supplément du fonds.

Les contestations entre parties au sujet des fonds de notre domaine seront jugées par les échevins, suivant l'ancienne coutume.

Item, ne pourront remplir l'office de bailli de Biervliet tous ceux qui y ont la bourgeoisie ou l'ont acquise depuis trois ans ; et il y aura deux sergents jurés, sans plus.

Item, celui qui accuse injustement autrui de vol ou de faux serment, encourt une amende de dix livres, dont la moitié pour le seigneur et la moitié pour celui qui a été injustement accusé.

TEXTE.

Ende worde yemene bewyst van dieften of daerboven, men salne hanghen an de galghe.

Ende wie die steelt boven x s. tote III lb., men sal hem een hore of sniden ende bannen drie jaer ute Vlaendren, up de galghe.

Item, so wie die bewyst word van valschen eede, men sal ne slotelen ende bannen drie jaer up sine hoghen uter vriheden van der poort.

Item, so wie die cracht doet, verbeurt x lb.

Item, so wie diet hout valsche ghewichte ende valsche mate, es in die mesdaet van III lb.

Item, so wie die laeten dobbelen in zin huus ende ghelt derof maect, verbeurt III lb ende diere dobbelt verbeurt xx s.

Ende dat mach de here bedinghen drie waerven siaers als hi wille.

Item, so ne zullen gheen bailliu noch sine ghezwoorne knapen wiin tappen noch doen tappen bin der poort.

Item, so ne zullen nemmeer veynote wesen an wyne dan twee; ende diere ieghen dade, ware in de mesdaet van lb.

TRADUCTION.

Si quelqu'un est convaincu de vol ou d'un crime plus grave, il subira la pendaison.

Celui qui a volé plus de dix escalins jusqu'à trois livres, subira l'amputation d'une oreille et sera banni pour trois ans de la Flandre, sous peine de la hart.

Item, celui qui est convaincu de faux serment, sera marqué à la clef rouge et banni pour trois ans de la franchise de la ville, sous peine de la perte de ses yeux.

Item, celui qui commet des violences, paiera dix livres.

Item, quiconque détient des faux poids ou fausses mesures, encourt une amende de trois livres.

Item, celui qui tolère dans sa maison des jeux de hasard et en retire profit, encourt une amende de trois livres; et le joueur paiera vingt escalins.

Et le seigneur pourra faire des informations trois fois par an, s'il le désire.

Item, le bailli et les sergents jurés ne pourront tenir ou faire tenir pour leur compte de débit de vin dans la commune.

Item, il est défendu de s'associer à plus de deux personnes pour le commerce de vin; le transgresseur encourra une amende de dix livres.

TEXTE.

Item, so wie die wiin qualike mate, verbeurde III lb.

Item, so wie die slaet stier, gheet of zueghin vleesch ende te cope brinct int vleeschuus, es in de mesdaet van III lb.; ende tvleesch verbuert, ende syn ambocht een jaer.

Item, so wie die ongans vleesch vercoopt zonder teekin, verbeurt xx s. ende tvlesch.

Item, so wie die vercoopt onganssen visch, die verbeurt III lb. ende den visch.

Voort, alle keuren die verbeurt siin tot x lb., daer of heift de here de tweedeel ende de poort tderdendeel.

Item, es dat zake dat de here onse poorters van Biervliet calengieren wille van x lb of daerboven, so zalne de here daghen met II scepenen of met meer.

Item, es dat zake dat de here de vorseide poorters van Biervliet calengieren wille van haren hoofde of van hare leden of van wonden, so zal ne de here daghen met III scepenen ende verclaren voor scepenen van wat zaken hise daghet.

Ende dat sal wesen tsiere laetster woensten, of daer tfait geviel bin

TRADUCTION.

Item, celui qui trompe dans la mesure du vin, encourt l'amende de trois livres.

Item, celui qui abat taureau, chèvre ou porc, et en exhibe la viande à la halle, encourt l'amende de trois livres, la confiscation de la viande et la perte du métier pendant un an.

Item, celui qui vend de la viande corrompue non expertisée encourt l'amende de vingt escalins et la confiscation de la viande.

Item, celui qui vend du poisson corrompu encourt l'amende de trois livres et la confiscation du poisson.

De plus, dans toutes contraventions dont l'amende ne dépasse pas dix livres, le seigneur aura les deux tiers et la ville un tiers.

Item, pour toutes poursuites que le seigneur voudra intenter contre des bourgeois de Biervliet et entraînant une amende supérieure à dix livres, il devra la porter devant deux échevins ou plus.

Item, pour toutes les poursuites que le seigneur voudra intenter contre des bourgeois de Biervliet et qui emportent la peine capitale ou la mutilation, ou visent des blessures, il devra les introduire devant trois échevins et articuler les chefs d'accusation.

La citation sera faite au dernier domicile du prévenu, ou au lieu de

TEXTE.

den scependomme; of en conste de here niet gheweten waer hi ghewoent hadde, men zoudene daghen met huute roupene ter hallen.

Item, so welken tiden dat de here yemene vanght bi hemselven of bi claghen van partien, zo zal hem de here wet doen bin den derdedaghe, of de bailliu sal verliesen sinen heesch, henware bi assente van heere ende van partien diesghelike.

Ende de bailliu als hi wech truct uter poort of noot heift, so mach hi voor scepenen yemen stellen in sine stede die macht sal hebben scepenen te maennere ende wet te doene.

Item, so welken tiden dat poortre of poortigghe stervet, so es men sculdech te deelne ter aerstede binnen XL daghen naer dat die persoen verstorven es, up dat de deelnemers ziin bin den lande van Vlaendren; ende ne ziin zy binnen den lande niet, so moeten zy commen binnen LX daghen deelen naer dat zy commen siin bin den lande, of zy zullen verliesen hare deelinghe.

Ende so wie die sculdech es te deelne, die zal zeker doen eer hi deelt, up dat mens an hem begheert.

Voort, gherre gheve aerve ende rente die man ende wyf ghecrighen

TRADUCTION.

la perpétration du crime dans les limites de l'échevinage; et si le domicile du prévenu reste inconnu, il sera cité par publication à la halle.

Item, lorsque le seigneur aura procédé à l'arrestation d'un prévenu, soit d'office, soit sur la plainte de partie, il sera jugé dans les trois jours, ou sinon le bailli restera déchu de la poursuite, à moins du consentement réciproque du seigneur et de la partie.

Lorsque le bailli est obligé de s'absenter ou a un autre motif légitime, il pourra se faire remplacer devant échevins et déléguer ses pouvoirs de semoncer le banc échevinal et de poser tous actes de justice.

Item, au décès d'un bourgeois ou d'une bourgeoise, on devra procéder au partage des biens, au domicile du défunt, dans les quarante jours après le décès, si les héritiers se trouvent dans le pays de Flandre; et s'ils ne se trouvent pas dans ledit pays, ils devront procéder au partage dans les quarante jours après leur retour, sous peine de perdre leur droit à la succession.

Celui qui se porte héritier, devra constituer caution avant tout partage, s'il en est requis.

De plus, des acquisitions de terres et de rentes qui seront faites en

TEXTE.

ghemeene, die lanxst levet van hembeeden sal behouden deene helt, ende die andre helt als te bilevinghen.

Voort, so wie die lanxst levet zal behouden siin land vry ende sine ervelike rente. Ende hebben alf de bladinghe te bilevinghen van leene van aerven ende van erveliker renten, die siin ghetrauwe gheselsceip besittende was binnen harer twieher live.

Voort, es te wetene dat men de husinghe deelen zal alf ende alf, up dats de deelnemers eens ziin. Ende waert so dat zy ghescil hadden om hare deelinghe van husen, so zoude tminste volghen den meesten, te scepenen prise, in huren of in coope, ten wille van den ghonen die besittere es van den goede.

Ende niement zal vermindert ziin van cateilen die up den gront staen, mits enigher bilevinghen.

Ende waert so dat de wet quame te enigher aerstede om te deelne bi wetteliker dachvaert, so sal de here hebben telker dachvaert x s. ende elc scepene v s. die daer commen es, ende der stede clerc v s.

Voort, es te wetene dat elc kint incommen moet om te deelne ende dat zal wesen even goed ter achterster doot van aerven ende van aven.

Voort, waer dat de here pandin-

TRADUCTION.

commun par le mari et la femme, le survivant des deux époux retiendra la moitié en pleine propriété et l'autre moitié en usufruit.

De plus, le survivant des époux retiendra ses biens propres et ses rentes foncières, et la moitié des revenus en usufruit des fonds féodaux et rentes foncières féodales que son conjoint avait acquis pendant le mariage.

De plus, il est à noter que les maisons seront partagées par moitié, si les héritiers sont d'accord. Mais s'ils ne s'accordent pas sur le partage des maisons, l'accessoire suivra le principal, sur la prisée faite par les échevins, soit à titre de bail ou d'achat, au choix de celui qui est possesseur du fonds.

Personne ne sera privé de la jouissance des catheux qui se trouvent sur le fonds, sauf le cas d'usufruit.

Lorsque le partage se fait dans les formes judiciaires, le seigneur recevra pour chaque vacation dix escalins et chaque échevin cinq escalins lorsqu'il y aura assisté, et le greffier de la ville cinq escalins.

De plus, il est entendu que chaque enfant est admis de droit au partage et recevra une part égale, tant en fonds qu'en biens mobiliers, délaissés par le défunt.

De plus, lorsque le seigneur pro-

TEXTE.

ghe doet, zal hi hebben III s., zonder van der poort goede; ende zal hi nemen van den ghereetsen goede daer hi pant; ende alle pande sal men scatten den derden penninc min dan zy waert ziin.

Ende men es sculdech te pandene kist pande ende alle maniere van panden, die men driven ende draghen mach, eer men huus ende aerve pand.

Ende van boeten die ghevallen ende ghewyst ziin bi scepenen, so sal men den here inninghe doen bin XXI daghen; ende zullen de prisers so moeten prisen de pande, die om de boete ghepant zullen ziin, dat zy den here stappans tghelt gheven zullen, over den prys van den pande, in dien dat hyt wille ende lieffst heift.

Voort, sal men verlandinghe doen van lande dat man ende wyf te gader in huwelike vercopen.

Ende waert so dat zy enich leengoet cochten te gader daer haerleider deelnemers bi vermindert mochten wesen, so saude men dien coop scat van dien leengoede in bringhen.

Voort, es te wetene dat bi der orconscepe van eenen man, es hi scepen of ander man, niemene verwonnen en sal werden van enigher

TRADUCTION.

cèdera à une saisie, il percevra trois escalins, à l'exception des biens communaux; et il en fera le prélèvement sur le premier bien liquide saisi; et tous biens saisis seront prisés un tiers de moins que leur valeur.

Et l'on devra saisir tout d'abord tous les objets fongibles et autres que l'on peut conduire et transporter, avant de saisir des maisons et des fonds immobiliers.

Quant aux amendes infligées par les échevins et qui sont exigibles, le seigneur en fera le recouvrement dans les vingt et un jours; et les priseurs devront estimer les objets saisis pour cause d'amende, de telle sorte qu'ils payeront sur le champ au seigneur, s'il le désire et le préfère, le montant de leur estimation, tous frais défalqués.

De plus, on fera la récompense des biens que le mari et la femme ont aliénés pendant leur mariage.

Et s'ils avaient acheté en commun quelque fief qui porterait préjudice aux droits de leurs héritiers, on ferait rapport au partage du prix de ce même fief.

De plus, il est entendu que personne ne peut être condamné sur la déposition d'un seul témoin, fut-il échevin ou autre, de quelque chef

TEXTE.

zake, ute ghedaen van verden te nemene, also hiervoren verclaerst es.

Voort, so mach men ende zal maken bi den here ende bi der wet alrehande voorbode, die den here ende der poort profitelle ziin; ende die sal men moghen verniewen, minderen, meersen ende beteren altoos alst noot zal ziin ende waneer dat den here ende der wet orborlet dinct.

Behouden allen den pointen ende keuren hierboven bescreven; ende die boeten sal men deelen also behoren sal ter ordinancen van den here ende van der wet.

Item, niemen ne mach scepenen beroupen, noch de here, noch de partie.

Item, so wie wet ontseeght of inhibicie doet, hi zal wetteloos bliven toter tyt dat de here hem weder in wette stelt.

Item, so wat manne die bi jaerscaren te Biervliet ghebannen wert, ne sal moghen commen bin c roeden naer de vesten van der poort, den ban ghedurende.

Ende waert so dat hi derbinnen quame ende men dat betoghen mochte der wet, so saude men dien man dobbleren sinen ban wettelike, alse dickent alst gheviele.

TRADUCTION.

que ce soit, sauf en matière de trêve ainsi qu'il a été disposé ci-dessus.

De plus, à l'intervention du seigneur et de la loi, il est permis d'édicter toute espèce de règlements au plus grand profit du prince et de la ville; et l'on pourra les renouveler, restreindre, élargir et amender, toutes les fois que la nécessité l'exige et que le magistrat le jugera opportun.

Sous la réserve de tous les points et articles ci-dessus arrêtés; et les amendes seront partagées, ainsi qu'il appartient, suivant l'ordonnance du seigneur et de la loi.

Item, l'appel contre les échevins n'est ouvert à personne, ni au seigneur, ni à la partie.

Item, celui qui dénie justice ou fait inhibition, restera hors la loi jusqu'à ce que le seigneur l'ait réhabilité.

Item, tout coupable qui a été condamné à Biervliet au bannissement temporaire, ne pourra s'approcher à moins d'un rayon de cent verges des remparts de la ville, pendant toute la durée du ban.

Et s'il s'approche dans ce rayon et que la preuve en soit rapportée à la loi, la peine du ban de ce délinquant sera doublée par jugement à chaque contravention.

TEXTE.

Item, behouden wy onswaert alle manieren van zeedrefte, drechte van bastarden, van bastarde goede, stragiers goed, thol ende vont.

Ende al dat dese keure in heeft, dat es wet van onser poort van Biervliet; ende daer of ne moghen wy of noch toe doen, zonder onse liede van onse poort, noch onse liede zonder ons.

Ende so wat dat de keure niet in en heift, daerof zullen scepenen hebben de eerste kennesse; ende dinct hemlieden, bi haren eede, dat de zake te scepene vonnesse toe behoren, so zullen zy wet derof doen; ende eist zo dat de zake onser eerlicheit toe behoort, so zullen zyt van hem doen.

Ende om dat wy willen over ons, onse hoirs ende naercommers, dat onsen lieden van onse voorseide poort van Biervliet ende haren naercommers alle de vorseide pointe, keuren ende vriheiden ziin ende bliven, wel ende vaste ghehouden teeweliken daghen, so hebben wy, in orconscepen ende in eere eeweliker ghedinkenessen, onsen groten seighel ghedaen hanghen an dese presente lettren, ende bidden onsen lieven zone, Lodewike, grave van Vlaendren, dat hi als hoir van ons in meere vastenessen der dinghen vorseid, alle de keuren, privilegien

TRADUCTION.

Item, nous nous réservons toutes sortes d'épaves de mer, les droits de bâtardise et de biens de bâtards, d'estrayers, de tonlieu et de trésor.

Toutes les dispositions de cette *keure* formeront la loi de notre ville de Biervliet; et elles ne pourront être modifiées par nous sans le concours de nos gens de notre dite ville, ni par eux sans nous.

Pour les matières qui n'ont pas été réglées par la *keure,* les échevins en auront la première connaissance; et s'il leur paraît, sous la foi du serment, que la chose rentre dans la compétence des échevins, ils feront droit; mais si la chose touche à notre souveraineté, ils la décline-ront.

Et parce que nous voulons, pour nous, nos hoirs et successeurs, que nos gens de notre ville de Biervliet et leurs successeurs demeurent en paisible et perpétuelle observance de toutes les dispositions, *keures* et libertés sus-énoncées, nous avons, en témoignage et en souvenir éternel, fait appendre notre grand sceau à ces présentes lettres; et avons prié notre cher fils, Louis comte de Flandre, en sa qualité de notre héritier et pour plus de sûreté des choses susdites, de vouloir agréer, approuver et confirmer toutes les dispositions, *keures* et

TEXTE.

ende vryheden boven verclaerst wille consenteren, approuveren ende confirmeren, over hem, siin hoir ende naercommers, teeweliken daghen; ende onse lieden van Biervliet vorseid ende hare naercommers derof laten ende doen ghebruken paisiveleke, bi hem, sinen baillius ende officiers, zonder enich belet of impechement; ende sinen groten seighel doen hanghen an dese presente lettren metgaders den onsen.

Ende wy, Lodewyc, bi der gratien van Gode, grave van Vlaendren, hertoghe van Brabant, grave van Nevers, van Rethel ende here van Mechline, ter bede van onse liever Vrauwen ende moeder vorseid, om dat wy onsen raed derbi ghehat hebben daer alle de vorseide pointe, keuren, privilegien ende vriheden also gheordoncert waren ter eeren ende proffite van onse liever Vrauwen ende moeder vorseid ende van ons; ende in beteringhen ende in versterkinghen van der voorseide poort van Biervliet; so hebben wy alle de vorseide pointe, keuren, privilegien ende vryheden ghelyc zy boven verclaerst ziin, bi goeder voorsienicheiden ende ute speciale jonsten gheconsenteert, gheapprouveert ende gheconfirmeert, consenteren, approuveren ende confirmeren over ons, onse hoir ende

TRADUCTION.

libertés ci-dessus énoncées, pour lui, ses hoirs et successeurs, à perpétuité; et d'en faire et laisser jouir nos gens de Biervliet, susdits, et leurs successeurs, paisiblement, par lui, ses baillis et officiers, sans aucun destourbier ou empêchement; et d'appendre son grand scel à ces présentes lettres à côté du nôtre.

Et nous, Louis, par la grâce de Dieu, comte de Flandre, duc de Brabant, comte de Nevers, de Rethel et seigneur de Malines, à la prière de notre chère dame et mère prénommée, parce que nous avons pris l'avis de notre conseil que tous les susdits points, *keures,* privilèges et libertés étaient ainsi ordonnés pour l'honneur et le profit de notre chère dame et mère prénommée et de nous-même, et pour l'amélioration et l'avancement de notre dite ville de Biervliet.

Avons les susdits points, *keures,* privilèges et libertés, par mûre délibération et par grâce spéciale, tels qu'ils sont exprimés ci-dessus, octroyé, approuvé et confirmé, octroyons, approuvons et confirmons, pour nous, nos hoirs et successeurs, et promettons à nos bonnes gens de Biervliet précités et à leurs succes-

TEXTE.

naercommers; ende beloven den vorseide goeden lieden van Biervliet ende haren naercommers daerof te latene ende te doen ghebrukene paisivelike, zonder enich belet van ons, van onsen baillius of officiers; ende hebben in meerre vastenesse der dinghen vorseid onsen groten seighel doen hanghen an dese presente lettren, metgaders den seighel van onse liever Vrauwen ende moeder vorseid; ende es onse meeninghe dat alle de pointen van keuren ende vriheden vorseid, die boven wel verclaerst ziin, zullen bliven der vorseide poort; ende daer enighe donkerheit in worde, dat zullen wy verclaersen; ende dat ende al ghescil dat uter vorseide vriheit spruten of commen mochte, daerof behouden wy de kennesse tonswaert ende tonsen naercommers, zonder fraude ende arghelist. Ende wy approuveren de supscriptie, tien staende boven der achte ende veertechster reke.

Ghedaen ende ghegheven up sinte Martinus dach in den winter, clevenste dach van der maent van novembre, int jaer ons heeren als men screef dusentech drie hondert achte ende vyftech.

Aldus ghelesen ende ghepassert in mins heren raed, daer waren de here van Reinghersvliete; ghi mer

TRADUCTION.

seurs, de les laisser et maintenir en paisible jouissance, sans aucun trouble de notre part, ou de celle de nos baillis et officiers; et avons pour plus grande sûreté des choses dessus dites fait appendre notre grand scel à ces présentes lettres, à côté du sceau de notre amée dame et mère prénommée; et telle est notre intention que tous les articles des *keures* et libertés, qui sont exactement spécifiés ci-dessus, resteront acquis à la commune préqualifiée; et s'il se trouvait quelque doute, nous le ferions éclaircir; nous réservant en même temps la connaissance, pour nous et nos successeurs, de toute difficulté qui pourrait survenir au sujet de l'application ou interprétation desdites franchises, sans fraude ni malengin. Et nous approuvons la surcharge qui se rencontre au-dessus de la quarante huitième ligne.

Fait et donné le jour de la Saint-Martin d'hiver, onzième jour du mois de novembre de l'année de notre Seigneur mille trois cent cinquante et huit.

Ainsi lu et passé au conseil de monseigneur, où furent présents le seigneur de Reinghersvliete, et mes-

TEXTE.

Jan van der Delft, ontfanghere van Vlaendren, ende mer Jan van Ryssele, reward van Biervliet.

Bi min here : (*geteekent*) LAMBERT.

TRADUCTION.

sire Jean van der Delft receveur de Flandre et messire Jean van Ryssele *reward* de Biervliet.

Par monseigneur : (*signé*) LAMBERT.

Cartulaire de Louis de Male, fol. 122 v°, n° 1. Archives de l'État, à Gand.

VII

Le magistrat de Biervliet n'a pas compétence pour connaître d'un fait touchant au droit de confiscation.

30 mars 1496.

Ghesien tghedinghe hanghende inde cammer van den rade myns gheduchts heeren in Vlaendren tusschen burchmeesters ende scepenen van Biervliet, heeschers van renvoye van Jan Maldray, ende de zelve Jan advoerende partie, over een zyde; ende Augustin Annaert, wederleggher van den zelve renvoye, over andre;

Den voorseiden heeschers van renvoye zegghende dat de stede van Biervliet es eene notable stede, toebehoorende mynen gheduchten heere, gheprivilegieert van scoonen privilegen ende vryheden; ten tytle van de welken ende ooc naer gheemeenen rechte, hemlieden toebe-

Vu le procès pendant en la chambre du conseil de mon redouté seigneur de Flandre entre les bourgmestres et échevins de Biervliet, demandeurs au renvoi de Jean Maldray, et ledit Jean, partie jointe, d'une part; et Augustin Annaert, opposant au même renvoi, d'autre part;

Les dits demandeurs au renvoi soutenant que la ville de Biervliet est une notable ville qui appartient à mon redouté seigneur et est dotée de beaux privilèges et franchises, en vertu desquels, comme aussi du droit commun, lui revient la connaissance, en première instance au

TEXTE.

hoort de kennesse ende emmers deerste van hueren poorters in actien personnelle ende andre; nu es waer dat de voornoemden Augustin de voorseide Jan, hueren poorter, hier inthof betrocken heeft in actieu personnele, te wetene om betalinghen van thebbene van somme van penninghen, sprutende uut cause van coopmanscepen van haringhe; van den welken Jan ende van zynen stuke hemlieden trenvoy kennesse ende berecht behoort anghewyst te zinne, also zy ende ooc de zelve Jan, die hem daer advoert te rechte te gane, mainteneren.

Den voornoemden Augustin sustinerende ter contrarien ende dat hy jeghen den voornoemden Jan Maddray int jaer LXXXIX ghecocht hadde vyf last harinx, rone van Biervliet, om XLV lb. grooten, die hy hem in ghereeden penninghen up gheleit ende betaelt hadde, by condicien ende bespreke dat hy hem de leveringhe vande voorseide haringhen doen zoude te bamesse int jaer XC of XV daghen daerin onbegrepen; ende emmer by ghebreke van dien, hem de vorseiden XLV lb. groten restituerne; ende mits dat de voornoemde Jan in ghebrek hadde gheweest de leveringhe vande voorseide vyf last harinx te doene, ende gherefuseert de voorseide somme

TRADUCTION.

moins, de toutes les affaires intéressant les bourgeois, en action personnelle et autres; mais il est vrai que ledit Augustin a attrait ledit Jean, leur bourgeois, devant la cour de céans, en matière personnelle, à savoir aux fins de paiement d'une somme de deniers, provenant d'un marché de harengs; de laquelle cause ledit Jean et les demandeurs, partie jointe, sollicitent, avec le renvoi, la connaissance et la décision; ainsi qu'eux-mêmes et ledit Jean, qui s'engage à y comparoir en justice, le maintiennent.

Ledit Augustin soutenant le contraire et disant qu'il avait acheté audit Jean Maddray, en l'année 1489, cinq lasts de harengs de la marque de Biervliet pour la somme de quarante-cinq livres de gros, qu'il lui avait payée et soldée au comptant, mais à la condition formellement stipulée que la livraison de ces harengs serait faite le premier octobre 1490, ou dans un délai de quinzaine à compter de ce même jour, et à défaut de ce faire, que les quarante cinq livres de gros, lui seraient restituées; et attendu que ledit Jean était resté en faute de faire la livraison des cinq lasts de harengs susdits, et refusait de restituer la somme de deniers perçue, sous prétexte qu'il

TEXTE.

van penninghen te restituerne, zeghende dat hyse bij ghiften van confiscatien der vorseide stede van Biervliet betaelt hadde, zo hadde hem van nooden gheweest om daer jeghen in justicien ghehoort te zine, te treckene an mynen gheduchten heere, die hem versien hadde van zyne opene lettren, by virtute van de welken hy den vorseiden Jan betrocken hadde hier inthof, teenen zekeren daghe, ende jeghen hemlieden doen nemen conclusien, conforme den bevele in zyne lettren begrepen; om up de welke te procederne, hem dach beteekent hadde ghewyst; ten welken de vorseide vander stede van Biervliet trenvoy hadde doen heesschen, ende de zelve Jan hem daert gheadvoert te rechte te gane; welc renvoy niet ghescien en sal; ghemerct zonderlinghe dat de questie haer roert ter causen van ghiften van confiscatien, daermede de advoerende partie haer ghehelpen wille; vande welcken niemant kennen mach, dan de prince of dit hof in zynen name; maer sal de advoerende partie ghecondempneert zyn peremptorelyc int zelve hof te verandwoordene tzinen heesche ende conclusien; of deffaulte den wederleggher gheaccordeert werden ende hem by dien zynen voorseiden heesch ende conclusie aenghewyst.

TRADUCTION.

avait dû les remettre à titre de confiscation à la ville de Biervliet, il s'était vu contraint, afin de faire valoir son droit en justice, de s'adresser à mon redouté seigneur, qui lui avait accordé des lettres patentes, en vertu desquelles il avait assigné ledit Jean devant la cour de céans, par un ajournement, et il avait fait prendre contre lui telles conclusions conformes à l'ordonnance contenue dans lesdites lettres; et par suite, jour avait été fixé pour introduire l'instance; auquel jour les magistrats de la ville de Biervliet avaient conclu au renvoi, et avec eux ledit Jean, comme partie jointe et s'engageant à y comparoir en justice; et lequel renvoi ne peut être accordé, attendu que la question touche particulièrement à un fait de confiscation, duquel la partie adverse tire argument; car personne ne peut en connaître, sinon le prince, ou cette cour en son nom; et par ce motif, la partie poursuivante doit être condamnée par la cour à répondre péremptoirement à sa demande et à ses conclusions sur le fonds de l'affaire, ou sinon défaut sera adjugé à l'opposant, et en même temps lui seront adjugées son exception de fin de non-recevoir et ses conclusions.

TEXTE.

Elke van partien byde redenen begrepen in huere scryfturen blivende by hueren voortstelle ende conclusie, ende makende heesch van costen.

De lettren ende munimenten overgheleit, de acten van den hove, ende zonderlinghe degone, by de welken bleken es dat haer dese de voorseide advoerende partie by hueren ghebreke heeft laten versteken van te moghen verclaerene of hy hem jeghen den voornoemden Augustin ghehelpen wilt met lettren van confiscation oft recompensen, of en wilt;

Ende al dat behoort overghesien te zine in dese sake;

Thof ontzecht ende omme recht den vernoemde buerchmeester ende scepenen van Biervliet trenvoy by hemlieden ghehescht in dese sake ende condempneert de advoerende partie up sdisendaechs naer Quasimodo eerst commende, hier inthof, te verandworden peremptorelyc ten heesche ende conclusie vande vornoemde wederleggher, ende voort te procederene also hy te rade vinden sal; condempnerende voort den voornoemde heesschers van renvoye ende advoerende partien inde costen vandese instantie, ter taxatie vanden hove.

TRADUCTION.

Chacune des parties ayant persisté dans ses raisons déduites par écrit à l'appui de ses prétentions et conclusions, sous la réserve des dépens;

Vu les lettres et pièces invoquées, les actes de la Cour, et spécialement celui constatant que la partie poursuivante est restée en faute de déclarer si elle entendait faire usage contre ledit Augustin des lettres de confiscation ou de récompense, ou non;

Vu enfin, tout ce qu'il appartient de considérer en cette cause;

La Cour dénie pour droit auxdits bourgmestres et échevins de Biervliet le renvoi qu'ils ont demandé de cette affaire, et condamne la partie poursuivante de venir en cette Cour, le mardi après la prochaine Quasimodo, répondre péremptoirement à la demande et aux conclusions dudit opposant, et de procéder ultérieurement comme elle le trouvera de conseil; condamne au surplus lesdits demandeurs en renvoi et la partie jointe aux frais de la présente instance, sans taxe de la Cour.

TEXTE.

Aldus ghewyst xxix^en van maerte xcv voor Paesschen.

TRADUCTION.

Ainsi jugé le 29 mars 1495 avant Pâques.

Reg. du conseil de Flandre. *Sententien ende appointementen interlocutoire, annis* 1495-1498, P. fol. 31. Archives de l'État, à Gand.

VIII

Traité d'alliance entre Axel, Terneusen et Biervliet.

21-25 octobre 1600.

Die gecommitteerde van de heeren Staten Generael, Wittenssz. ende Huijssen, hebben hunnen last ende commissie geopenbaert aende respective magistraten vande Axelles, Neusen ende Biervliet, met versoeck, soo sijlieden yet hadden tegens die voorgaende unie, dat sijlieden achteden verandert te dienen, ten deele ofte geheelijcken hunne grieven bij geschrifte te willen over geven, gelijck bij henluijden is gedaen, ende in onsen handen ghelevert den lesten septembris. Ende ismede ten selven dage binnen ghestaen den bailliu Heijns, versoeckende bij monde ende geschrifte geroepen te zijn over die unie die voor handen was, gemerckt hij bij de voorige unie present was gheweest (soo hij seijde) doch hem aen geseght, die

Les commissaires de messeigneurs des États Généraux, Wittenssz. et Huyssen, ont communiqué leur charge et mandat aux magistrats respectifs d'Axel, Terneusen et Biervliet, avec prière de leur remettre par écrit leurs observations qu'ils auraient à faire sur le texte de la dite alliance et les modifications qu'ils avaient à proposer soit sur le tout, soit sur l'une ou l'autre partie; ce qu'il ont fait et remis entre nos mains le dernier jour de septembre. Et ce même jour a comparu devant nous le bailli Heyns, requérant de nous présenter ses observations verbales et par écrit sur le projet d'alliance, attendu qu'il avait prit part (ainsi qu'il l'affirmait) à la rédaction du traité précédent; mais on lui avait assuré que les commissaires actuels,

TEXTE.

gecommitteerde volgende hunne commissie aende advijsen van geen sekere persoonen gehouden waren, dan vrij gelaten sulcke daer over te roepen, als sijluijden áchten souden oorbaerlijck te zijne; Dan in ghevalle yet vooren viel daer sijn advijs dienstelijck in bevonden konde worden, soude niet naer laeten hem daer op te hooren; ende indien hij achte yet verandert te dienen inde leste unie, gevende sijn advijs bij geschrifte, soude daer op, nevens andere, mede geleth worden.

I. Komende op de unie selve, vinden goet, dat aengesien die ghelegentheijt vande respective steden van Axele, Neuse ende Biervliet, als noch niet toe en laet in dese jegenwoordige tijden scheijdinge vanden andere, maer veel eer naerdere conjunctie, dat eene lichaem van magistraet soude worden ghemaeckt over die respective quartieren, hebbende 't gesagh so over 't stuck van policie als justitie; den bailliu dienende te hebben sijne commissie van de Staten Generael, sal blijven woonen binnen der Neuse, mits hebbende eenen bequamen lieutenant binnen der stede van Axele ende Biervliet, gelijck mede den greffier heeft, ende houdt sijne residentie binnen Axele, versien van een substituijt binnen der Neuse.

TRADUCTION.

suivant la teneur de leur commission, n'étaient pas obligés de recueillir l'avis d'autres personnes, mais qu'ils étaient libres de les consulter, s'ils le jugeaient à propos. Il lui fut répondu que dans tous les cas où ses observations paraîtraient fondées, il en serait positivement tenu compte; et s'il croyait nécessaire d'apporter des modifications au projet de la nouvelle alliance, qu'il voulut les remettre par écrit et qu'elles seraient examinées, ainsi que toutes les autres.

1. Pour ce qui concerne le principe même de l'alliance, nous approuvons, attendu la situation respective des villes d'Axel, Terneuse et Biervliet ne permettant encore leur séparation dans les conjonctures actuelles, mais exigeant plutôt leur union plus intime, qu'un seul corps de magistrature soit établi pour ces quartiers respectifs, muni de l'autorité tant en fait de police que de justice; que le bailli, qui recevrait sa commission des États Généraux, continuerait à résider à Terneusen et aurait un lieutenant capable pour les villes d'Axel et Biervliet; de même que le greffier qui tient sa résidence à Axel et a un substitut à Terneusen.

TEXTE.

II. Ende alsoo 't groot aental van magistraten, is bij experientie bevonden te causeren groote confusie, om de selve te weeren, sal den magistraet voorts aen worden gheconstitueert van acht persoonen, als van eenen burgemeester ende seven schepenen; van welcke acht persoonen die vier sullen moeten zijn respective van Axel met Axelambacht, de drie uijt Neuser- ambacht, met sijne annexe polders, ende eenen schepen van Biervliet. Welverstaende dat ijeder ghenomen moet worden uijt die jurisdictie daer hij vaste residentie is houdende, alwaer in cas van pointingen ende settinge, sijlieden mede gehouden zijn lasten te dragen.

III. Den burgemeester sal bij wissel over d'ander jaer uijt die stadt van Axele ende Axel-ambacht ghekooren moeten worden, ende 's jaers daer aen uijt der Neusen, met sijne annexe polders, beginnende dese aenstaende verkiesinge uijt Axele ofte Axel-ambacht. Ende sullen bij commissarissen ter vernieuwen van de wet, die resterende schepenen sulckx werden uijt die respective steden ende ambachten genomen, dat altijdt 't meerder getal van binnen die steden zij, alwaer die meeste confluentie ende bij-eenhoudinge van volcke is vallende.

TRADUCTION.

2. Et l'expérience ayant appris que le grand nombre de magistrats engendre une profonde confusion; pour éviter ce danger, le magistrat sera dorénavant composé de huit personnes, savoir d'un bourgmestre et de sept échevins; de ces huit membres, quatre seront choisis dans Axel et son *ambacht*, trois dans *l'ambacht* de Terneusen et ses poldres annexés, et un échevin dans Biervliet. Bien entendu que chacun de ces membres sera pris dans la juridiction où il tient son habitation réelle. et où il contribue dans la cotisation des lots et tailles et paie sa part d'impôt.

3. Le bourgmestre sera choisi, à tour de rôle, l'une année, dans la ville d'Axel et son *ambacht*, et l'année suivante dans la ville de Terneusen et ses poldres annexés, la prochaine élection sera faite pour Axel et son *ambacht*. Au renouvellement de la loi, les autres échevins seront choisis par les commissaires dans les villes et leurs *ambachts* respectifs, mais de telle sorte que la majorité devra toujours être prise dans les villes où existent le plus grand concours et la plus forte population.

TEXTE.

IIII. Die magistraet aldus bij de gecommitteerde vande heeren Staten Generael, in absentie vanden bailliu ghekooren zijnde, sullen alle donderdagh justitie ende recht administreren, bij wissel van acht dagen tot acht dagen, soo binnen Axel als binnen der Neuse, ende in elcke respective plaetse de rolle uijt dingen sonder vyerschaer te slaecken, voor soo vele mogelijck sal wesen, houdende den greffier pertinente rollen ende notitie vande ghedingen; beginnende somers precise ten negen uijren, ende 's winters ten thiene, sonder dat ijemandt vande schepenen hem van den recht dage sal mogen absenteren, op de boete van twee ponden parisis, de drie vierde-parten ten profijte van de kamere, bij de presenten te verteeren; ende het resterende vierde-part ten profijte van den bailliuw die de executie bevolen is.

V. Ende sal mede den ordinaris rechtdach niet mogen verleght werden, dan uijt gewichtige oorsaecke, met ghemeen advijse van 't collegie, waer af bij den greffier speciale notitie ten registre gehouden sal worden. Ende sullen alle saecken, civile ende criminele, voor ende bij de voorsz. magistraet aengevangen, voldinght, uijtgewesen ende ten eijnde ghebracht worden, sonder

TRADUCTION.

4. Le magistrat étant ainsi élu par les commissaires de nosseigneurs des États Généraux, en l'absence du bailli, devra vaquer tous les jeudis à l'administration de la justice et du droit, par un roulement régulier de huit jours en huit jours, tant en la ville d'Axel que dans celle de Terneusen, et dans chaque ville respectivement épuiser le rôle sans lever l'audience de la *vierschare*, pour autant que ce soit possible; le greffier tiendra les rôles au courant et le plumitif en dûe forme des procès; les audiences commenceront l'été à neuf heures précises et l'hiver à dix heures; les échevins ne pourront s'absenter les jours d'audience, sous peine d'une amende de deux livres parisis, dont les trois quarts au profit de la chambre et à la disposition des membres présents; et le quart restant au profit du bailli qui aura ordonné l'exécution.

5. Le jour ordinaire d'audience ne pourra être remis sans un motif grave et de l'avis unanime du collège; et il en sera fait une mention spéciale au registre par le greffier. Et toutes les affaires, tant civiles que criminelles, entamées devant et par le dit magistrat, devront être plaidées à fond, décidées et terminées définitivement, sans prendre en considération le lieu où l'affaire a

TEXTE.

opsien te nemen, in wat plaetse de saecke eerst aengeheven ofte begonnen mochte zijn.

VI. Sal over sulcks een register gehouden werden vande presentatien ende appoinctementen, het welcke van rechtdage tot rechtdage, ter plaetse daer die vergaderinge dient, gebracht zal worden; ofte tot geene van beijde die plaetsen den rechtdagh gheeijndight zijnde, sal den substituijt die rolle tot Axele gehouden, ghetrouwelijck in zijn register over dragen. Gelijck hij mede ghehouden wort, die notulen ter Neuse gehouden, te registreren in het register tot Axele, op dat die rollen continuen zijn mogen, niet jegenstaende de selve wel in verscheijden plaetsen, maer nochtans voor eene weth gehouden werden.

VII. Ende in criminele saecken, daer die misdadige soude mogen bevonden ende aengetast worden, daer sal hij te verrechtigen bewaert worden; als die bevonden worden binnen Axele oft Axel-ambacht, binnen Axel; Neusen-ambacht, ende annexe polders, binnen der Neuse; die binnen Biervliet van gelijcken aldaer. Ende binnen Biervliet sal mede naer gelegentheijt drie ofte viermael 's jaers recht gepleeght worden.

VIII. Nemende altijdts de voorsz.

TRADUCTION.

été primitivement soulevée et commencée.

6. Il sera tenu, à cette fin, un registre des inscriptions et appointements, qui de jour de plaid en jour de plaid sera porté au lieu où siège le tribunal. Et si l'affaire n'est point terminée dans les deux places, le substitut devra transcrire fidèlement dans son registre le rôle qui aura été tenu à Axel. De même, il devra inscrire dans son registre à Axel, les notules tenues à Terneusen, afin qu'il n'y ait aucune interruption dans les rôles, quoiqu'ils soient tenus dans les deux places, mais toujours devant un seul et même banc de justice.

7. Quant aux affaires criminelles dont les auteurs ont été découverts et saisis, ils seront maintenus en état d'arrestation jusqu'au jugement; s'ils ont été trouvés sous Axel et son *ambacht,* ils seront jugés à Axel; si c'est sous Terneusen et les poldres annexés, à Terneusen; et de même à Biervliet. Et dans cette dernière ville, il sera tenu, suivant les besoins du service, trois ou quatre sessions par an.

8. Les susdits bourgmestre et

TEXTE.

burgemeester ende schepenen in 't recht voorderen goet reguard op 't onderhouden vanden train, policie ende maniere van procederen, inde vyerschare der stede van Axel ende Axel-ambacht ghedresseert inden jare 1565 (1), die men verstaet in alle haere poincten ende articulen *inviolabiter* achtervolght ende onderhouden te sullen worden, ten ware bij speciale ordonnantien ende edicten eenige der selver alreede waren gederogeert, of naemaels gederogeert wierden.

IX. Schepenen sullen ten vermane vanden burgemeester, of in absentie van hem, vanden oudtsten wethouder, moeten in 't collegie van wette extraordinarie verschijnen, ter sulcker uijre ende plaetse, als die vergaderinge geleght sal worden, op pene van ses ponden parisis, ten profijte vanden kamere. Desen sal geene extraordinarie vergaderinge gheleght mogen werden, dan op mercklijcke ende gewichtige redenen.

X. Die comparanten van d'een plaetse in d'andere komende op extraordinarie vergaderinge, sullen ghenieten twee schell. grooten voor haer teerkosten, tot gemeenen laste.

TRADUCTION.

échevins devront, dans l'administration de la justice, suivre et observer le règlement de police et style de procédure pour la *vierschaere* d'Axel et de son *ambacht* rédigés en l'année 1565, qui seront appliqués et observés *inviolabiliter* dans tous leurs points et articles, à moins qu'il n'ait été ou ne soit dans l'avenir dérogé par quelque ordonnance ou édit spécial.

9. Les échevins, sur la convocation du bourgmestre, ou en son absence, du plus ancien magistrat, devront se rendre aux séances extraordinaires du collège, aux heure et lieu indiqués par le billet de convocation, sous peine de six livres parisis d'amende, au profit de la chambre. Mais il ne pourra être tenu de séance extraordinaire que pour des raisons graves et majeures.

10. Les membres présents d'une autre localité que celle où se tiendront les séances extraordinaires, jouiront d'une indemnité de deux escalins de gros pour frais de déplacement, à charge de la généralité.

(1) Règlement du 14 mai 1565, intitulé : Unie van Axel en Axel-ambacht, dans le *Groot Placaetboeck*, t. II, p. 2093.

TEXTE.

XI. Overmidts verscheijden confusien inde wettelijcke kennissen tot noch toe ghepleeght zijn, sullen de selve ter griffie van elcke respective stadt werden ghedaen, ten overstaen van twee schepenen, die den greffier of sijnen klerck sal aenteeckenen ende registreren, op pene van nulliteijt, ende parthije gereserveert sijn actie aen schepenen daer over gestaen hebbende.

XII. Gelijck mede alle arresten bij voorgaende kennisse van wetten sullen geschieden, ende ter griffie binnen sonneschijn bekent gemaeckt worden, op ghelijcke pene van nulliteijt, ende actie van interest jegens den arrestant.

XIII. Alsoo verscheijden doleantien vallen op het stuck vande executien der sententien vande magistraet, ende dat daer inne wert geinfringeert de authoriteijt van de voorschreve ordonnantie van de vyerschare, in 't twee en veertighste ende naervolgende articulen; vinden goet, dat in conformité vande selve articulen, die executien sullen gheschieden bij dienaers, immediate hunne commissie hebbende vande hooge overigheijt, die hunne exploicten sullen dirigeren volgende de voorschreve ordonnantie, ende in alles aende selve gheastringeert blijven : behoudelijck binnen Axele,

TRADUCTION.

11. Attendu que diverses confusions se sont glissées dans l'instruction des affaires judiciaires, celle-ci sera faite au greffe de chaque ville respective, en présence de deux échevins, dont les noms seront inscrits et enregistrés par le greffier ou son clerc, à peine de nullité et sous réserve du recours de la partie contre les échevins qui auront assisté.

12. De même toutes saisies seront pratiquées après connaissance préalable du juge, et déclarées au greffe depuis le lever jusqu'au coucher du soleil, sous peine de nullité et sous réserve de l'action en dommages-intérêts contre le saisissant.

13. Vu les diverses plaintes qui ont été formulées au sujet de l'exécution des sentences du magistrat, et qui reprochent l'infraction aux prescriptions de la susdite ordonnance sur la tenue de la *vierschaere*, notamment des articles quarante deux et suivants; il a été statué, qu'en conformité desdits articles, les exécutions seront faites par les sergents, commissionnés directement par l'autorité supérieure, lesquels feraient leurs exploits selon la teneur de la susdite ordonnance et seront astreints à la suivre en tous points; sauf que pour la ville d'Axel et son *ambacht*, il n'en sera nommé

TEXTE.

over Axele ende Axel- ambacht maer eene, ende over Neuser- ambacht ende sijne polders mede maer eenen ghestelt sal werden, die midts die kostelijckheijt des tijdts, op een redelijck salaris bij die ghecommitteerde ter vernieuwen vande weth, met advijse vande magistraet, te arresteren, sullen hebben te dienen.

XIIII. Die particuliere dienaers vanden bailliu, sullen mede sijn schutters vande quartieren, op sulcken salaris, alsbij de magistraet sal worden geraemt.

XV. Neder dalende op 't stuck vande weserije, aengesien als noch gheen speciale weeskamer en is geërigeert, ende dat nochtans die weduwen ende weesen behulp ende assistentie dient ghedaen, wert het corpus van wette ghehouden te aenvaerden die opper-vooghdije van alle naegelaten weesen, tijdelijck versorgen alle weduwen (die sulcks begeerende) ende weesen (ook sonder versocht te zijne) van vooghden, reguard nemende dat capable bloetvrienden werden geprefereert voor vreemden, ende doende die vooghdijen wel verseeckeren, op dat die arme weesen van hunne middelen niet en werden berooft, ende ghenootsaeckt die magistraten subsidiarie actione aen te spreecken.

TRADUCTION.

qu'un seul, et un autre pour Terneusen et ses poldres, qu'ils devront se contenter d'un salaire modéré, vu la dureté des temps, et qui sera fixé par les commissaires au renouvellement de la loi, avec l'avis préalable du magistrat.

14. Ces sergents particuliers du bailli feront encore l'office de massiers des quartiers, à tel salaire qui sera arrêté par le magistrat.

15. Pour ce qui regarde la matière de la minorité, attendu qu'une chambre spéciale de mineurs n'a pas encore été érigée, et qu'il est néanmoins nécessaire d'assurer secours et protection aux veuves et aux mineurs, le corps de la magistrature sera tenu d'accepter la tutelle suprême de tous les mineurs et de pourvoir toutes les veuves (qui en font la demande) et les mineurs (mais sans être requis) de tuteurs, en considérant que les parents qui sont habiles doivent être préférés aux étrangers, et entourant des garanties suffisantes ces tutelles, afin que les mineurs incapables ne soient pas dépouillés de leurs biens, et ne se trouvent pas dans la nécessité d'attaquer les magistrats par action subsidiaire.

TEXTE.

XVI. Op dat dan ordentelijk inder weesen saecke werdegheprocedeert, vooghden als vooren met satisdatie gestelt zijnde, sullen den verlaten erfgenamen doen over brengen, binnen den tijdt van sesse weecken, staet ende inventaris vande goederen inden sterf-huijse bevonden, bij eede bevestight, ter presentie vanden magistraet ende die ter vooghdije ghestelt is, om deelinge ghedaen zijnde, die goederen der weesen door den vooght bij resolutie van wette ghebeneficieert ende verantwoort te werden als naer behooren.

XVII. Doende den voornoemden magistraet voor henlieden, ten minsten alle twee jaren, bij den vooght ofte vooghden, doen, van hunne administratie, goede reeckeninge, bewijs ende reliqua, welcke ten minsten voor drie schepenen bij het collegie specialick gecommitteert, sullen werden gehoort, geexamineert, gesloten ende onderteeckent; die appostillen sullen bij den greffier werden in gestelt, ende naer schepenen bij hen inden voorsz. qualiteijt onderteeckent, houdende een der selver originele ter griffie.

XVIII. Ende sal den greffier in een speciael register houden pertinente staet ende notitie van alle

TRADUCTION.

16. Pour procéder régulièremen dans les affaires intéressant les mineurs, après la constitution de caution exprimée ci-dessus, les tuteurs devront, dans un délai de six semaines, rapporter l'état et l'inventaire des biens appartenant à leurs mineurs, qui ont été trouvés dans la mortuaire de leurs parents, et venir les affirmer par serment devant le magistrat, qui a la direction et le contrôle des tutelles; afin qu'après le partage opéré, et ratifié par le magistrat, le tuteur soit mis en possession de la part des mineurs, dont il restera responsable, comme il appartient.

17. Ledit magistrat devra, au moins tous les deux ans, faire rendre, par le tuteur ou les tuteurs, bon compte, avec pièces justificatives et reliquat, de leur administration; ces comptes seront vus, examinés, clos et signés par trois échevins au moins par le collège à ce commis spécialement; les apostilles seront annotées par le greffier; et signées ensuite par lesdits échevins en leur susdite qualité; l'un des originaux restera déposé au greffe.

18. Et le greffier tiendra, dans un registre spécial, un état formel et une liste de toutes les déclarations

TEXTE.

over-ghebrachte weesen goederen, met goede notitie bij wie, ende in wiens presentie die over gebracht zijn.

XIX. Op dat die wees-kinderen goederen deur exorbitante salarissen niet en worden vermindert, sullen die magistraten ramen soo redelijcken salaris, als de selve sullen bevinden eenighsints rechtmatigh te zijn.

XX. Alsoo mede in 't stuck van de bedieninge der respective stede middelen, mits die vermenginge der selver, ongemacken zijn gheresen, ende van dage te dage meerder souden staen te rijsen, ten ware daer inne tijdelijck werde versien, sullen bij de commissarissen ten vernieuwen vande aenstaende magistraet, tot maniance vande stede middelen ghestelt worden twee ontfangers, eenen die apart bedienen sal het innekomen der stede, van Axel ende Axel-ambacht, die daer af ten tijde van het naest daer aen vermaecken vande weth, voor commissarissen ghehouden is in presentie van de magistraet ende notablen, pertinentelijck te reeckenen; ende eenen over Neusen-ambacht met sijne annexe polders, die van ghelijcken over die middelen aldaer vallende, sal als vooren hebben te reeckenen, sonder onder elckanderen te vermengen de middelen ende

TRADUCTION.

de biens de mineurs, avec la mention expresse des noms des rendants et de ceux qui les ont reçues.

19. Afin que les biens des mineurs ne soient pas absorbés par des salaires exagérés, le magistrat fixera un taux de salaire modéré, tel qu'il le croira convenir en toute équité.

20. Attendu de plus, que dans la gestion des moyens respectifs des villes, par suite de leur confusion, on a constaté de graves inconvénients, qui menaçent de s'aggraver encore de jour en jour, s'il n'y est pourvu à temps; il sera établi par les commissaires chargés du renouvellement prochain du magistrat, pour la gestion des moyens de la ville, deux receveurs, dont l'un aura l'administration particulière des revenus de la ville d'Axel et de son *ambacht;* et sera tenu de rendre compte pertinent aux commissaires qui viendront ensuite pour le renouvellement de la loi, en présence du magistrat et des notables; et l'autre aura la perception du district de Terneusen et des poldres annexés, et sera également tenu de rendre compte, dans les formes décrites ci-dessus; mais ils ne pourront d'aucune manière mêler les revenus et les charges d'un quartier avec ceux de l'autre.

TEXTE.

lasten des eenes quartiers met des anderen.

XXI. Des sullen alle onkosten, 't gemeene quartier, soo d'een als d'andere raeckende, betaelt werden halfende half bij de respective ontfangers, gelijck daer af die ordonnantien van betalinge duijdelijck sullen hebben te spreecken, waer inne die van Biervliet *prorata* van hunne middelen mede sullen hebben te dragen.

XXII. Ende sullen alle ordonnantien van betalingen in 't collegie gegeven, ende bij drie wethouders, neffens den greffier onderteeckent werden ; sonder dat eenige andere inde reeckeninge sullen mogen passeren.

XXIII. Ende op dat goede ordre gehouden werde inde maniance vande penningen den quartiere competerende, sullen commissarissen tot vernieuwen vande weth te committeren, neerstigh oversien, ende doen observeren die poincten ende articulen, *in capite* vande reeckeninge anni vijfthien hondert negen ende tnegentigh gestelt, ende continuelijcken te stellen; voor al niet toe staende, dat eenige nieuwe wercken van apparentie werden ghemaeckt, ofte processen tot laste vande plaetsen gheanveert, sonder te hebben preallable advijs vande

TRADUCTION.

21. Toutes les charges générales, incombant tant à l'un qu'à l'autre quartier, seront acquittées par moitié respectivement par l'un et l'autre receveur, et les mandats de paiement devront être conçus dans ce sens d'une manière claire et précise; ceux de Biervliet auront à y contribuer au *prorata* de leurs revenus.

22. Tous les mandats de paiement seront émis par le collège et porteront les signatures de trois magistrats et celle du greffier, sans que l'on puisse passer en compte quelque autre paiement.

23. Afin de maintenir le bon ordre dans le maniement des fonds provenant de l'un et l'autre quartier, les commissaires délégués pour le renouvellement de la loi veilleront avec soin à la stricte observation des points et articles insérés en tête du compte de l'année quinze cent nonante neuf, et qui seront insérés tous les ans; mais ils ne pourront surtout consentir que de nouveaux travaux de quelque importance soient exécutés ou des procès entamés à la charge des trois villes, sans avoir au préalable recueilli l'avis des notables, qui seront spé-

TEXTE.

notablen die daer toe speciaelijcken moeten werden gheconvoceert, ghelijck mede op nieuwe belastingen ende anders daer die op ghewoon zijn bij een geroepen te worden.

XXIIII. Wort mede verstaen, dat die respective quartieren, uijt krachte van dese unie, sullen ghenieten ende participeren de keuren, previlegien ende vrijheden, soo van thollen, als andere, overal daer de selve stede grijpen, d'een van des anders gherechtigheijdt, sonder prejuditie des selves, ende midts helpende supporteren de lasten so dienthalven den anderen souden op geleijt zijn mogen.

XXV. Behoudelijck dat die van Biervliet uijt krachte deser unie voor eenige schulden, bij die van Axele, Neuse ofte ambachten, voor, ofte gheduijrende de unie ghemaeckt, hare persoonen ofte goederen niet aenspreeckelijck, veel min executabel sullen zijn, als noijt in middelen ghemeenschap ghehadt, ofte van henlieden bondtgenoten profijten genoten hebbende.

XXVI. Ende sullen alle de voorschreve poincten ende articulen, ten opsichten vande sonderlinge eendracht, onderlinge liefde ende vrientschap, bij de heeren Staten Generael ghearresteert, ende onver-

TRADUCTION.

cialement convoqués à cet effet, comme il est d'usage de le faire lorsqu'il s'agit de nouvelles impositions ou de matières semblables.

24. Il est encore entendu que les quartiers respectifs, en vertu de leur union, auront également la jouissance et la participation des mêmes *keures,* des privilèges et franchises, tant de tonlieux que d'autres droits, partout où ils sont applicables; et auront une justice réciproque, sans préjudice pour l'un ou l'autre; et qu'ils supporteront en commun les charges qui pourraient être imposées de ce chef à l'un ou l'autre.

25. Sous la réserve que ceux de Biervliet, en vertu de cette alliance, ne pourront être attaqués dans leurs personnes et leurs biens, et encore moins être exécutés, à cause des dettes qui auraient été contractées par ceux d'Axel, de Terneusen et de leurs *ambachts,* avant ou pendant cette alliance; puisqu'ils n'ont pas de communauté de moyens avec leurs alliés et n'en ont retiré de profit.

26. Les susdits points et articles, qui tendent tous à cimenter la concorde, l'affection mutuelle et l'amitié, et ainsi arrêtés par nosseigneurs des États Généraux, seront observés d'une manière inviolable, sans pré-

TEXTE.

breeckelijck onderhouden worden, sonder prejuditie vande respective steden, plaetsen ende ambachten, haere oude privilegien, vrijheden, coustumen ende voorgaende unien ende overkomsten ; als dese tegenwoordige alleenelijck dienende voor eene preuve ; ende niet anders dan bij provisie gheduijrende den tijdt van ses naestvolgende jaren, ende daer en t'eijnden soo 't de heeren Staten Generael in aller billickheijt goetduncken sal.

XXVII. Welverstaende dat daer en binnen de keuren vande weth ende officieren sullen van jaer tot jaer bij de commissarissen der heeren Staten Generael vernieuwt ofte ghecontinueert worden, naer sijluijden op voorige informatie in billickheijt bevinden sullen te behooren.

Aldus ghedaen, geraemt, besloten, ende die E. M. heeren Staten Generael over ghebracht bij de voornoemde gecommitteerde respective raden ter admiraliteijt tot Middelburgh, den vijf en twintighsten octobris 1600.

Onderstond geteeckent :

C. F. Wittens ende Joh. Huijssen.

Nae dat die Staten Generael der vereenighde Nederlanden hadden

TRADUCTION.

judice pour les villes, places et *ambachts* respectifs, de leurs anciens privilèges, libertés, coutumes et alliances ou hanses précédentes ; puisque les présentes ne constituent qu'une épreuve et qu'un essai provisoire d'une durée de six années prochaines et consécutives, après lesquelles nosseigneurs des États Généraux prendront telle décision que l'équité leur suggérera.

27. Bien entendu que les *keures* de la loi et les officiers seront renouvelés ou maintenus, d'année en année, par les commissaires de nosseigneurs des États Généraux, selon qu'ils le jugeront convenir après information préalable et en toute équité.

Ainsi rédigé, avisé, résolu et présenté aux très honorés seigneurs des États Généraux par les commissaires-conseillers respectifs prenommés de l'Amirauté à Middelbourg, le vingt-cinq octobre 1600.

Était signé :

C. F. Wittens et Joh. Huyssen.

Après que les États Généraux des provinces unies des Pays-Bas eurent

TEXTE.

ghesien ende behoorlijck gheexamineert 't voorschreve concept van unie voor de steden Biervliet, Axel ende Neusen, ende ambachten der selver, beraemt bij de erentfeste ende hoog-geleerde Cornelis Frans Wittens ende meester Johan Huijssen, heure gecommitteerde; ende op alles naer behooren ghelet, hebben de selve heeren Staten Generael 't voorschreven concept van unie goet gevonden, geratificeert ende geapprobeert, vinden goet, ratificeren ende approberen het selve, midts desen; ordonnerende over sulcks d'officieren, magistraten ende ondersaten vande voorschreve steden ende ambachten, ende voorts allen den geenen dien de voorschreve unie eenighsints raecken ende aengaen sal, hen daer nae te reguleren, ende die te achtervolgen sonder eenige contradictie, geduijrende de selve unie den tijdt van sesse jaren naestkomende, ten zij dat die voorschreve heeren Staten Generael om eenige goede redenen ende consideratien, raetsaem vonden ondertusschen anders daer inne te voorsien, 't welck haer M. E. tot hunder dispositie ghereserveert hebben ende reserveren midts desen. Aldus ghedaen ter vergaderinge vande voornoemde heeren Staten Generael, in 's Graven-Hage, den een en twin-

TRADUCTION.

vu et dûment examiné le projet précité d'alliance pour les villes de Biervliet, Axel et Terneusen et leurs *ambachts,* arrêté par les très honorables et très instruits, Corneille François Wittens et maître Jean Huyssen, leurs commissaires; le tout bien considéré comme il convient, nosseigneurs précités des États Généraux ont approuvé le susdit projet d'alliance, l'ont ratifié et confirmé, l'approuvent, ratifient et confirment; ordonnant par les présentes à tous officiers, magistrats et sujets desdites villes et *ambachts,* ainsi qu'à tous ceux que la susdite alliance de quelque manière peut toucher et concerner, de se régler en conséquence et de l'observer sans aucune opposition pendant le temps stipulé pour la dite alliance, de six années prochaines et consécutives; à moins que nosseigneurs précités des États Généraux, mais par des considérations fondées et des motifs légitimes, jugeassent à propos d'y pourvoir autrement dans cet intervalle, ce que les très honorables seigneurs se sont réservé et réservent par les présentes. Ainsi fait à l'assemblée des susdits seigneurs des États Généraux, à La Haye, le vingt et un octobre seize cents.

TEXTE.

tighsten october sestien hondert.

Was geparapheert : J. Franckena.

Ter ordonnantie van de selve heeren Staten.

Geteeckent : C. Aerssen.

TRADUCTION.

Était paraphé : J. Franckena.

Par ordonnance des dits seigneurs des États.

Signé : C. Aerssen.

Imprimé dans le *Groot Placaet Boeck*, t. II, p. 119 (édit. de 1664). J. Scharp, *Geschiedenis en costumen van Axel*, t. II, pp. 134 à 144.

IX.

Privilege voor die van Axel, Neusen ende Biervliet, waer bij hun geaccordeert werdt d'eerste kennisse ende judicature van hunluijden borgeren saecken.

Privilège accordant à ceux d'Axel, Terneusen et Biervliet la première connaissance et le jugement des affaires de leurs bourgeois.

3 octobre 1625.

Die Staten Generael der Vereenighde Nederlanden, allen den genen die dese sullen sien of hooren lesen, saluijt. Doen te weten, alsoo ons bij bailliu, burgemeester ende schepenen der steden ende ambachten van Axele, Neusen ende Biervliet in Vlaenderen, reverentelijck is te kennen gegeven, hoe dat haerluiden van alle oude tijden competeert, soo in criminele als civile saecken, d'eerste kennise, recht ende judicature van alle haerluijder burgers

Les États Généraux des Pays-Bas réunis, à tous ceux qui ces présentes verront ou ouïront, salut. Faisons savoir qu'il nous a été respectueusement exposé par le bailli, le bourgmestre et les échevins des villes et *ambachts* d'Axel, Terneusen et Biervliet en Flandre, que de temps immémorial la première connaissance, et le jugement des affaires, tant au criminel qu'au civil, de tous leurs bourgeois et habitants leur avait appartenu, en vertu de privilèges

TEXTE.

ende ingesetenen, volgens speciale privilegien daer van zijnde, die door voorgaende ongevallen vanden oorloge meest ontkomen, doch ten deele bij extract ende ander bescheijden ons getoont zijn. Ende dat dies niet tegenstaende, d'ingesetenen van haerluijder voorsz. plaetsen, door eenige inde selve niet residerende persoonen, ter eester instantie ghetrocken werden voor den raedt van Vlaenderen, residerende tot Middelburg; 't welck tot der selver groote discommoditeijt, kosten ende schade is streckende, mits dien het veeltijdts niet mogelijck is, het water, 't welck tusschen Zeelandt ende de voorsz. plaetsen bij onweder seer onstuijmigh is, in eenige dagen te passeren, daer door de kosten somwijlen veel meer beloopen, als de principale saecke bedraeght, ons oversulcks onderdanighelijcken versoeckende ende biddende, dat wij aen de remonstranten wilden accorderen d'eerste kennisse, recht ende judicature van hunluijden borgers ende ingesetenen saecken, ende dat de selve buijten haer resort niet en sullen mogen werden getogen, schoon ghenomen, dat van hare privilegien dienaengaende, niet soo klaer en mochte blijcken door de voorseijde ongevallen vanden oorloge, als 't veel licht wel

TRADUCTION.

spéciaux encore existants, mais dont les titres pour la plupart ont été détruits par les récentes infortunes de la guerre, quelques-uns néanmoins nous ont été montrés par extrait ou autre preuve littérale; malgré cette possession, des habitants des dites places se voient attraits, en première instance, par des personnes qui n'y ont aucune résidence, devant le conseil de Flandre siégeant à Middelbourg; ce qui occasionne une grande incommodité, des frais et dommages, puisque fort souvent il n'est guère possible de passer pendant quelques jours, l'eau qui sépare la Zélande des dites places et qui est très tempétueuse; et ainsi les frais dépassent parfois d'une manière notable le montant du principal; nous priant en toute révérence et suppliant de vouloir accorder aux remontrants la première connaissance et le jugement des affaires de leurs bourgeois et manants, et que ceux-ci ne puissent plus être attraits en justice hors de leur ressort, quoique la preuve complète résultant de leurs anciens privilèges ne puisse être rapportée à cause des récents ravages de la guerre, ainsi que l'on serait en droit de le requérir.

TEXTE.

soude mogen werden gerequireert.

Soo ist, dat wij gelet hebbende opte redenen hier vooren verhaelt, ende sonderlinge opte groote ongemacken, kosten, tijdt verlies, versuijm ende schaden, die de goede ingesetenen vande voorsz. steden ende ambachten door 't overvaren van 't water komen te lijden ende te dragen, sonderlinge bij wintertijden. Ende ons genegen vindende, de selve van onnoodige kosten ende moeijelijckheijden te subleveren, ende bij haere hantieringe, wercken ende neeringe, soo veel mogelijck si te houden; wij met goede kennisse van saecken vergunt, gheaccordeert ende gheoctroyeert hebben, vergunnen, accorderen ende octroyeren bij desen dat de burgeren ende ingesetenen vande voorsz. steden ende ambachten van Axel, Neusen ende Biervliet, ter eerster instantie niet en sullen mogen werden betrocken voor den raedt van Vlaenderen, althans buijten Vlaenderen in Zeelandt residerende, maer dat sij justiciabel sullen wesen voor hare respective magistraten daer onder sij ghehooren; ten ware saecke dat de voorsz. burgeren of ingesetenen uijtdruckelijck de jurisdictie vanden selven rade gheprorogeert ende sich de selve onderworpen hadden met renunciatie van

TRADUCTION.

Si est-il, que nous considérans les raisons alléguées ci-dessus, et en particulier les grands désagréments, frais, perte de temps, retards et dommages que les bons habitants des dites villes et *ambachts* ont à essuyer et subir par suite de la traversée de l'Escaut, surtout pendant la saison d'hiver; et inclinans favorablement aux fins de les soulager de ces frais frustratoires et de ces difficultés, et de les maintenir autant que possible dans leur état de commerce, de travail et d'industrie; nous avons, après mûre délibération, permis, accordé et octroyé, permettons, accordons et octroyons, par ces présentes, que les bourgeois et les habitants des susdites villes et *ambachts* d'Axel, Terneusen et Biervliet, ne pourront plus être attraits en première instance devant le conseil de Flandre, siégeant en ce moment hors de la Flandre et en Zélande, mais qu'ils seront justiciables de leurs magistrats dans leur ressort respectif; à moins que lesdits bourgeois ou habitants aient bien formellement prorogé la juridiction du susdit conseil et s'y soient soumis de plein gré en renonçant à la présente concession et lettre de privilège.

TEXTE.

dese onse concessie ende privilegie.

Ordonneren ende beveelen over sulcks onsen lieven getrouwen de raden althans gheordonneert over Vlaenderen, of die in toekomende tijden noch geordonneert sullen mogen werden, ende eenen yederen, die desen eenighsints sal mogen aengaen, dat sij aende burgeren ende ingesetenen vande voorschreve steden ende ambachten van Axel, Ter Neusen ende Biervliet, rustelijck ende vredelijck laten genieten het volkomen effect van dese onse concessie ende privilegie, sonder daer tegens te doen of talen geschieden in eeniger hande manieren; alsoo wij bevonden hebben 't selve alsoo te behooren.

Gedaen in onse vergaderinge, in 's Graven-Hage, onder onse zegel, paraphure ende de signature van onsen griffier, opten derden octobris sesthien-hondert vijf-en-twintigh.

TRADUCTION.

Nous enjoignons et commandons à nos chers et féaux conseillers ordonnés en Flandre, ou qui pourraient être ordonnés dans le temps à venir, et à tous ceux que les présentes pourront concerner, en quelque manière, qu'ils laissent les bourgeois et les habitants des susdites villes et *ambachts* d'Axel, Terneusen et Biervliet, jour sûrement et paisiblement du plein effet de la présente concession et lettre de privilège, sans y faire ou laisser faire à l'encontre, la moindre contrainte, de quelque manière; car nous avons trouvé convenable d'en décider ainsi.

Fait en notre assemblée à La Haye, sous notre scel, paraphe et signature de notre greffier, le trois octobre seize cent vingt et cinq.

Imprimé dans le *Groot Placaet Boek*, t. II, p. 1207 (édit. de 1664).

TABLE SYNOPTIQUE DES MATIÈRES.

Pages.

Introduction 515

Origines et textes de la coutume de Biervliet 521

I. Privilèges accordés aux bourgeois de Biervliet 523

II. *Keure* donnée par Henri, frère du comte Baudouin, aux habitants de la localité de *Hamer* sous Biervliet 524

III. Charte pour le renouvellement des magistrats de Biervliet 527

IV. Renonciation par Isabelle de la Wastine et son fils Jean, seigneur de Ghistelles à tous droits sur la terre de Bermezande et les jets de mer et endiguements entre Biervliet, Damme et l'Yser, possédés par Jean de Namur 528

V. Compte du bailli de Biervliet de 1299 530

VI. *Keure* de la ville de Biervliet 533

VII. Le magistrat de Biervliet n'a pas compétence pour connaître d'un fait touchant au droit de confiscation 555

VIII. Traité d'alliance entre Axel, Terneusen et Biervliet 559

IX. Privilège accordant à ceux d'Axel, Terneusen et Biervliet la première connaissance et le jugement des affaires de leurs bourgeois . . . 573

TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.

A

Accensement, 545.
Accusation, 545, 547.
Acquêts de communauté, 549.
Action civile, criminelle, 573. — personnelle, 556. — publique, 542, 547. — subsidiaire, 566.
Agression, 544. (Voy. *rixe*.)
Amende de 60 lb., 538, 542, 543, 544. — de 40 lb., 561. — de 20 lib., 540, 543, 544. — de 10 lb., 535, 536, 538 à 340, 543, 545, 546. — de 6 lb., 564. — de 5 lb., 536, 538, 539. — de 3 lb., 536, 539, 546, 547. — de 2 lb., 562. — de 20 escalins, 535, 547. — double, 544. — partage, 538, 545, 547, 551. — recouvrement, 550.
Appel, 516, 551.
Appointement, 563.
Arbalète, 538.
Arrérages, 545.
Arrestation, 540, 548, 563. — illégale, 546.
Assaut de maison, 524.
Association, 546.
Audience, 535, 562.
Avoé (procureur), 529.

B

Badelaire, 539.
Bailli, 530, 539, 541, 542, 545, 546, 548, 560, 573.
Ban (rupture de), 551.
Banc des échevins, 534, 548.
Bannis, 536, 537, 538, 544, 546, 551.
Bataille, 530.
Batardise (droit de), 552.
Baton ferré, 539.
Bedreghen, 525.
Biens communaux, 550. — propres, 549.
Blessure, 538 à 540.
Bourgeois, 523, 541, 542, 547, 548, 573. — deux, 537, 540.
Bourgeoisie, 545.
Bourgmestre, 515, 519, 561, 563, 573.

C

Canon, 545.
Cateux, 549.
Caution, 525, 542, 548.
Censier, 545.
Centième denier, 517.
Chartes, 534.

Chevauchée, 524.
Cheveux (tirer par les), 524.
Choses fongibles, 550.
Citation, 547.
Civile (matière), 562.
Clerc, 565.
Co-auteur, 538.
Collatéral, 518.
Commitimus, 516, 517.
Compétence, 552, 555, 573. — personnelle et territoriale, 543.
Complice, 525, 537, 543, 544.
Compte du receveur, 568. — du tuteur, 567.
Confiscation, 518, 538, 539, 541, 542, 547, 555, 557.
Conseil de Flandre, 516, 575. — d'État, 517.
Contredit, 535.
Corporations, 536.
Cour de justice, 557.
Coustille, 539.
Coutel à pointe, 531, 538.
Coutelas, 539.
Coutume, 516, 527.
Criminelles (matières), 562, 563.

D

Débit de vin, 546.
Défaut, 557.
Défense légitime, 525.
Délais (trois), 540.
Déni de justice, 551.
Dés (jeu de), 531.
Dicages, 518.
Domaine, 545.
Domicile, 547, 548, 551. — violation, 539, 543.
Dommages intérêts, 565.

E

Échevinage, 548.
Échevins, 515, 519, 525, 526, 541, 552, 561, 564, 573. — deux, 537, 542, 547, 565. — trois, 547, 567. — élection, 527.
Émeute, 541.
Endiguement, 28. (Voy. *dicages.*)
Enlèvement, 525, 536.
Enregistrement, 567.
Enterzona, 525.
Épaves de mer, 552.
Épée, 539.
Époux, 549.
Estrayers, 552.
États de Zélande, 517, 518. — généraux, 517 à 519, 559, 571 à 573.
Étrangers, 535, 542.
Exécution (mesures d'), 570. — des sentences, 565.
Exploit, 555.

F

Faux serment. (*Voy.* ce mot.)
Femme mariée, 525.
Ferme des tailles, 517.
Fief, 526, 528, 549.
Fin de non recevoir, 557.
Flagrant délit, 541.
Frais de déplacement, 564. — frustratoires, 575.
Framée, 539.
Franc de Bruges, 516.

G

Gardes fourrière, 566.

Geôliers, 518.
Geslepen, 524.
Glaive (peine du), 537.
Greffe, 65.
Greffier, 519, 549, 560, 562, 565 à 569.

H

Habitation, 561.
Hamere, 515, 524.
Hanse, 515, 523, 571.
Hart (peine de la), 537, 544, 546.
Homicide, 525, 537, 538, 541.
Hors la loi, 551.
Husoukinge, 525.

I

Immeubles, 550.
Impôts, 516, 570.
Incendie, 525. — Meurtrier, 536.
Information, 546.
Inhibition, 551.
Injures, 535.
Inquisition secrète, 544.
Instance (première), 555, 575.
Instruction judiciaire, 565.
Inventaire, 567.

J

Jets de mer, 528 à 530.
Journée (audience), 529.
Jours de plaid, 563. — Trois, 537, 541, 548.
Jugement, 573, 574.

K

Keure, 533, 552, 570, 571.

L

Lantweere, 524.
Liberté provisoire, 542.
Lieutenant bailli, 560.
Lots et taille, 561.

M

Magistrat, 519, 527.
Maisons, 550.
Mandat de paiement, 569.
Mariage, 549.
Marque à la clef (peine), 546.
Massiers, 566.
Massue, 539.
Mêlée, 538.
Mesures (fausses), 546, 547.
Meurtre, 532, 537.
Mineurs, 566 à 568.
Miséricorde, 539.
Moulins, 518.
Mutilation (peine de la), 542.

N

Notables, 527, 568.
Notaires, 518.
Nuit, 537, 543.
Nullité, 565.

O

Officiers de justice, 571.
Opposition, 557.

Oreille (coupée), 546.
Ostagement, 536, 543, 544.

P

Paix, 544.
Parenté, 537.
Parents, 540, 566.
Partage de biens, 548. — De succession, 549, 567.
Partie jointe, 556.
Patronat, 516.
Peine capitale, 536, 539, 542, 543.
Pendaison (peine de la), 546.
Perte du métier (peine), 547.
Pique, 539.
Places publiques, 545.
Plaid, 524.
Plaidoiries, 562.
Plainte, 540, 547.
Poids (faux), 531, 546.
Poignard, 539.
Poing (frapper du), 524. — Peine du, 538.
Poisson, 547.
Poursuite, 547, 548.
Prince (droits du), 557.
Prisée, 549, 550.
Prison, 541.
Privilèges, 571.
Probi homines, 527.
Procès, 569.
Prorogation de juridiction, 575.
Provocation, 543.
Publication à la halle, 548.

Q

Querelle, 538, 542, 544.

R

Rapport à partage, 550.
Recel, 536.
Receveurs, 568, 569.
Récompense de communauté, 550.
Recouvrement, 550.
Registres du greffe, 563.
Règlements de police, 551, 564.
Réhabilitation, 551.
Relaxé, 544.
Rentes foncières, 549. — Viagères, 536.
Renvoi, 56.
Ressort, 574.
Reward, 555.
Rixes, 540, 544.
Role, 562, 563.
Roue (peine de la), 537.
Rues, 545.

S

Saisie, 550, 565.
Salaires de justice, 566, 568.
Séances extraordinaires, 564.
Séduction, 525.
Semonce, 548.
Sergents jurés, 539, 541, 542, 545, 546, 565, 566.
Serment, 527, 552, 567. — faux, 545, 546.
Session des assises, 563.
Settinghe, 524.
Souveraineté, 552.
Spirituel (matières du), 515.
Stathouders, 548.
Style de procédure, 564.
Substitut, 560, 563.
Survivant (époux), 549.

T

Tailles, 524.
Témoins, 542, 550.
Transport de Flandre, 516.
Trésor, 552.
Trève, 535, 540, 543, 544, 551.
Tonlieu, 562, 570.
Torture, 542.
Tutelle, 566, 567.

U

Utdis, 529, 530.
Usufruit, 549.

V

Vacations d'échevins et du greffier, 549.
Vassaux, 515.
Vérité, 525.
Veuve, 566.
Viande (vente à la halle), 47.
Vierscare, 535, 562, 564, 565.
Viol, 525, 536.
Violences, 546.
Vol, 546.

Y

Yeux (perte des), 546.

Z

Zona, 525.

ADDITIONS.

Page 547, ligne 14 : Le mot *cracht* avait, dans la coutume d'Ardenbourg, la signification spécifique d'arrestation illégale, et par extension d'illégalité, et s'appliquait de préférence aux officiers de justice. On ne voit rien dans cet article qui suppose ce cas.

Page 547, ligne 5 : Le *zueghin vleesch* est proprement la viande de truie, et plus spécialement de la truie qui a mis bas, comme on le trouve explicitement dans des règlements de police de certaines villes de Flandre.

Page 566, ligne 9 : S'il faut s'en rapporter aux textes de la coutume du Franc, le mot *schutters* aurait le sens de gardes fourrières.

COUTUME

DE LA

VILLE DE BLANKENBERGHE.

INTRODUCTION.

Une légende, recueillie par Meyer (1) et Vredius (2), rapporte qu'un ancien burg du nom de Scarphout fut englouti par la terrible inondation du 23 novembre 1334 et que la petite ville de Blankenberghe fut élevée ensuite sur cet emplacement.

Rien n'est moins conforme à la vérité historique. Des documents irrécusables (3) prouvent que la ville de Blankenberghe existait de nom bien avant le désastre de 1334 ; que l'église seule portait le nom de Scarphout ; et que le terrain sur lequel elle se trouvait bâtie, était d'une nature marécageuse et sujet à l'inondation ; ce qui nécessita sa reconstruction (4).

« On a calomnié l'orage de 1334, dit très justement M. Carton (5) ; il est loin d'avoir occasionné tout le mal qu'on lui impute ; et d'abord il n'a pas

(1) *Annal. Fland.*, éd. 1561, ad an. 1334.

(2) *Fland. ethnic.*, t. II, p. 32. *Fland. christ.*, p. 174.

(3) Analysés par M. Lenz, *Notice sur l'origine de la ville de Blankenberghe et sur la destruction de Scarphout*, dans les *Nouvelles archives historiques, philosophiques et littéraires*, an. 1840, t. II, p. 100. Et par M. van den Bussche, *Blankenberghe et son passé historique*, dans la *Flandre*, an. 1874, t. IV, pp. 25-32.

(4) Miraeus, *Op diplom.*, t. IV, p. 272.

(5) *Notice sur Blankenberghe*, dans les *Annales de la société d'Émulation*, 1re série, t. III, p. 70.

englouti Scarphout, par une raison extrêmement simple, c'est qu'il n'y a jamais eu de ville nommée Scarphout ; et on est injuste envers Blankenberghe, car cette ville est incontestablement plus ancienne que 1334. La charte de 1228 démontre que cette dénomination de Blankenberghe devait être ancienne, et cela résulte évidemment des mots *den ouden dyc van Blankenberg.* »

Nous ajouterons : la charte des 8-14 novembre 1330 non-seulement parle de Blankenberghe, mais elle réorganise sa commune et son administration civile et judicaire, dont l'origine est inconnue.

Elle dispose entre autres, que les sept échevins et les bourgmestres seront renouvelés tous les ans, pendant la dernière semaine de janvier (1) ; que quatre échevins y forment un plein banc ; que tout ce qui a été ordonné pour Damme, « des tors fais, bannis, ostages, triewes, capitaines, *hooftmans* », y sera observé ; que tous les cas réservés restent à la seigneurie du comte de Flandre, comme cela se fait à Damme.

Elle proclame encore que le collège de Bruges constitue le chef de sens de Blankenberghe.

Ce lien de droit et de juridiction était d'autant plus étroit, qu'à défaut de coutume particulière, Blankenberghe suivait celle de la ville de Bruges.

Même les civilités se confondent ; et cependant au moyen-âge, dans notre droit flamand, un esprit de jalousie ombrageuse avait présidé à l'établissement du principe des bourgeoisies.

Pierre van der Hofstede, cordier à Bruges, avait sollicité du doyen d'être inscrit dans la corporation, attendu que feu son père y était porté comme franc maître, et qu'il avait fait son apprentissage près de lui ; et il offrait de payer la taxe d'entrée fixée par les statuts. Le doyen et ses jurés (*vinders*) refusèrent, par le motif que l'impétrant avait perdu sa civilité à la suite de

(1) Cette composition du magistrat varie à diverses époques. Au xve siècle, elle comprenait deux bourgmestres et six échevins, plus un bailli, un clerc ou greffier, un trésorier ou receveur, un massier, un écoutète, un sergent, un garçon et un messager. En 1433, le nombre des échevins fut porté à huit. M. VAN DEN BUSSCHE, *op. cit.*, pp. 132 et 369.

son mariage avec une bourgeoise de Blankenberghe. Pierre répliquait qu'il n'avait nullement perdu sa civilité, puisqu'il en avait fait la déclaration préalable aux fermiers du droit d'issue. Le collège des échevins ordonna son inscription (7 août 1467) (1).

Cette décision porte pour titre : « Dat een portere ghehuwet te Blankenberghe bi consent van den yssuwers behilt zijn poorterscip (2). »

Peut-être faut-il chercher la raison de cette tranquille sujétion de ressort, dans un fait original, dont le souvenir lointain nous a été transmis par les comptes de la ville de Bruges.

Vers la mi-carême de chaque année, le magistrat de Blankenberghe envoyait un marsouin en présent à la loi de Bruges.

Cette redevance, disions-nous (3), remontait très haut et constituait, suivant la tradition, une pénalité, parce que le magistrat de la ville subalterne n'avait point, un jour, voulu reconnaître le chef de sens de Bruges.

L'arrêt du 2 décembre 1448 nous édifie sur la portée significative de la juridiction du chef de sens.

Deux bourgeois de Blankenberghe sont condamnés à Mude pour infraction à des règlements de police; le magistrat prend fait et cause pour ses bourgeois et impugne d'incompétence le jugement de Mude. L'affaire est appelée devant le collège des échevins de Bruges, qui annulle la sentence, parce que la poursuite n'avait pas eu lieu conformément à la *cuere*.

Ainsi le chef de sens, comme pouvoir pondérateur, décidait également les conflits qui s'élevaient entre deux magistratures subalternes de son ressort.

Cet arrêt met encore en lumière deux points intéressants : le conflit entre les statuts personnel et réel en matière répressive; et l'opposition entre les

(1) Arch. de la ville de Bruges. *Nieuwen groenenbouc onghecott.*, fol. 229 v°.

(2) Trad. Un bourgeois marié à Blankenberghe conserva sa bourgeoisie de l'assentiment des fermiers de l'issue.

(3) *Inventaire des chartes de la ville de Bruges*, t. IV, p. 434, note 1.

ordonnances locales (*gemaekte cueren*) et la coutume (*cuere*) supérieure du chef de sens (1).

(1) Cet arrêt se rattache encore à la question, si controversée, qui est ainsi énoncée par Du Laury : « S'il échoit apel des statuts et ordonnances politiques des magistrats ? » *Arrêts du grand conseil*, p. 15. *Voy.* les auteurs cités *ibid.* Cfr. Zypaeus, *Notit. juris. belgic.*, l. 2, n° 13. Il reste à voir lequel de ces deux systèmes assure le mieux la satisfaction harmonique des besoins généraux et locaux.

SOURCES ET TEXTES

DE LA

COUTUME DE BLANKENBERGHE.

I.

Acte de réconciliation des habitants de Blankenberghe avec leur comte Louis de Nevers.

8-14 novembre 1330.

Nous, bourchmaistre, eschevin, conseil et toute la communalte de la ville de Blankenberghe faisons savoir a tous que nous a teile reverence comme il affiert a faire a boins subgies, avons recheu lettres dessous signes de tabellions publiques et saielees du grant saiel nostre tres chier, tres ame et tres redoubte seigneur, monsigneur Loys, conte de Flandres, de Nevers et de Rethel, contenans lordenance, dit et volente que nos dis tres chiers et tres redoubte sires a dit, fait et prononchiet sour nous, par la virtu dune submission que nous li fesismes, quant nous et la dicte ville de Blankenberghe nos rendismes a lui ; de la quelle volente, dit, prononciation et ordenance mis en forme publique et saielleis ensi que dit est, la teneur est teils :

In nomine Domini. Amen. Notum sit universis et singulis per hoc presens publicum instrumentum, quod anno a nativitate ejusdem Domini millesimo trecentesimo tricesimo, indictione tercia decima, mensis Novembris die octava, pontificatus sanctissimi in Christo patris ac Domni nostri, Johannis. divina providentia pape XXII, anno quintodecimo, in nostrorum notariorum publicorum ac testium infra scriptorum presentia, propter hoc personaliter comparentibus excellenti, principe, magnifico et potente domino, Ludovico. Flandrie Nivernensis ac Registeti comite illustri ex una parte, et quibusdam singularibus certis personis asserentibus se burgimagistros, scabinos et consules ville de Blankenberghe et speciales nuntios ex parte ejusdem ville missos ex altera ; iidem burgimagistri, scabini consulesque nuntiicriptis

dominus comes, burgimagistri, scabini et consules nuntii memorati petierunt a nobis notariis publicis infrascriptis eis fieri publicum instrumentum.

Acta fuerunt hec Brugis, in curia domus domini comitis supradicti, presentibus nobilibus viris, dominis Johanne domino de Sombrueffe, Andrea de Charroles, militibus; venerabilibus viris dominis Johanne dicto de Brugis predicto; Petro dicto de Duaco, canonico ecclesie beate Marie Curtracensis; magistro Petro dicto Bilre, notario publico; Nicolao dicto Bonin, burgimagistro Brugensi; Jacobo dicto Scotelare; Waltero dicto Riddere; Riquardo dicto Ruede seniore; Johanne dicto Wittebart; Johanne dicto De Turre; Vanno dicto Ghi de Brugis; Hugone dicto Zot de Oestbourch; et quampluribus aliis fide dignis testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

Item, anno indictione et pontificatu quibus supra, predicti mensis Novembris die quartadecima, in nostrorum notariorum publicorum testiumque subscriptorum presentia, propter hoc personaliter constitutis, Gerrico de Belsele, ballivo suprascripto, vice et nomine domini comitis supradicti ex parte una; burgimagistris, scabinis, consulibus, totaque communitate vel quasi dicte ville de Blankenberghe, per sonum campane, ut moris est, videlicet in ecclesia parochiali de Blankenberghe, convocatis et presentibus ex altera; iidem burgimagistri, scabini, consules et communitas ex parte dicti domini comitis per prefatum baillivum requisiti, si submissionem et submissionis obligationem, quas prius fecerant dicto domino comiti, de stando et parendo dicto et ordinationi ejusdem, quod et quam dictus dominus comes, eorum princeps immediatus, duceret pronunciandum super maleficiis et enormibus excessibus ab eisdem et eorum complicibus contra ipsum dominum principem et suos adherentes perpetratis, recognoscerent se fecisse et iniise, promisisseque firmiter tenere et observare sub amissione bonorum omnium et singulorum eorumdem et exilii atque indignationis perpetue incursione, quicquid dictus dominus princeps de alto et basso diceret ipsos esse facturos, tam universaliter quam singulariter, ejusdemque domini principis ordinationem super eisdem tenere; responderunt unanimi voce, nemine eorumdem discrepante, quod sic. Et hac responsione facta prefatus ballivus nomine predicto, interrogavit eosdem, si ibidem venerant ad audiendum dictum seu ordinationem dicti domini principis super antedictis et si hujusmodi dictum seu ordinationem audire vellent; responderunt etiam, quod sic; supplicando humiliter ut idem ballivus dictum sive ordinationem prefati domini comitis proferre vellet, indilate publicare et denuntiare super ante dictis.

Unus autem nostrorum notariorum publicorum infrascriptorum prefatum

scriptum, quod, ut predicitur, dictus dominus Johannes, dictus de Brugis, nobis antea tradiderat, in manibus habens et tenens, in quo dictum seu ordinationem hujusmodi in gallico jdiomate continebatur, omnia et singula contenta in eodem, dictis burgimagistris, scabinis, consulibus et communitati legit, denunciavit et publicavit; et prefatus ballivus eis in flamingo jdiomate dixit et exposuit pro majori parte; cujus quidem scripti tenor sequitur in hec verba.

Nous, Lovs, cuens de Flandres, de Nevers et de Rethel, faisons savoir à tous presens et a venir, que par les grandes esmeutes, conspirations, rebellions et desobeissances, qui ont este et veilliet grande pieche en nostre terre et pays de Flandres et meismement en nostre ville de Blankenberghe ou les dites malefachons ont est maintenus si horriblement, que Dieu mis derriere et sainte eglise avoeques ce en vituperant nostre seignorie et noblece, et en desobeissant du tout a nous et a nos commandemens, ont eu et maintenu souverains capitains par deseure nostre bailli et loy, fais esplois de justice et de signorie, combien quil nen euissent pooir ne auctorite, este en armes pour tenir ladicte ville et pays encontre nous avoeques nos contraires adonques et desobeissans, eaus aidans et confortans en tant de malesfachons dont a boin droit il ont encouru lindignation et le courous de Dieu, de sainte eglise et de nostre tres chier et redoubte signeur le roy de France et de nous qui estiens et sommes leur droiturier sires, et en ont este encheu en excomuniment et en opprobre de boine gent, et si longement pardure en cestes malesfachons et errours et autres que apoines les porroit on raconter, et est hidouse chose a penser, et incitemens de asprece et rancune retenir encontre eaus, se piete et misericorde ne nous mouvait; des quelles horribletes et malesfachons et linobedience du peuple qui longement a vescu sans loy, sans justice voloir avoir ne soffrir, fors que a leur seule volente ont este grandes occasions; pour lesquelles malesfachons corrigier, mettre apoint et remettre iceaus et les autres en obeissance, il nous convint querre aide de gens darmes hors de nostre pays, comme par amiablete ou douchour nous ni peuissiens profiter, ne par voie de justice raisonnable, et especialment recoure a laide confort et conseil de nostre tres chier et redoubte signeur dessus dit: liquels seeu et cogneu les malesfachons dessus dictes estre vraies et notoires et teiles que par honour de tout son roialme et sans lesion de sa roiale majeste ne les pooit plus endurer, nous otria saide et confort; pour lesquelles choses adrechier, il fist tantost proceder contre eaus et les autres desobeissans par sentence

dexcomuniment et par toutes autres manieres que on pooit, comme contre ceaus qui les pais avoient brisies; et avoeques ce entra en nostre dit pays a grant host et gens darmes dun leis, et nous et nos gens a grant host dautre leis, en venant droite voie sour nos dis rebelles, desobeissans et malfaiteurs de nostre pays et dicte ville.

Lesqueles choses pourcachasmes et feisimes a si grans cous, frais, despens et damages, que soffissant amende ou restors ne nous en puet jamais estre fais; dont il est en apparent que nous et nostre pays en doions pis valoir a tous jours sans recouvrer. Liquel voiant a la parfin la forche venant sour caus de toutes pars, en ouvrant les yols de subjection et de obeissance, se rendirent a nous, en suppliant humbles merchis et en soumetant leur corps et biens, universalment et singulerement, avoeques toutes leur lois, privileges, franchises, mainances et usances en nostre dit, volente et ordenance de haut et de bas.

Et nous meu par pitie et misericorde en sievant les œuvres de Dieu, qui est plus pieteus et misericors que pecheor nose requerir et qui mie ne veut la mort de pecheor, mais que il se convertise et vive, et aussi les voies de nos devanchiers, combien que de droit il euissent desiervi a perdre corps, biens et toutes autres choses, les recheumes en nostre volente, parmi la dicte submission et parmi ce qu'il jurerent a garder nostre corps, honour, droitures et hiretages, et de faire et acomplir ce que dire, sentencier, establir ou ordener vorriens, toutes fois quil nous plairoit parmi la submission dessus dicte; et de ces choses tenir et garder fermement en tout et en partie, sans jamais venir a lencontre par eaus ou par leurs successeurs: liquel depuis se sont porte enviers nous moult obeissament, ainsi comme il nous samble, et en perseverant continuelment, supplie et requis que nous leur vosissiens dire nostre dit et volente que dire poiens et deviens, parmi celle submission que faite nous avoient, et a eaus donner teles lois, franchises et privileges que ils puissent vivre desoremais en pais et obeissance, et il laccompliroient volentiers ainsi comme promis lavoient.

Nous qui de ce faire avons este desirans, avons enquis et fait enquerre de leur estat malefachons a plain, combien que elles fuissent asseis notoires, au plus diligamment que on a peu, de leurs lois, privileges, maniances et usances; et avons bien trouve que se par voie rigoreuse de justice nous vosissiens aler avant, les gens, biens, privileges et franchises ou la plus grant partie fuissent en point de destruction et destre perdus; mais pour ce que nous avons considere par piete et misericorde, comme boins sires, que male-

fachon de commun ne peut ne ne doit ainsi estre vengie comme de singulere persone et autres qui sont a considerer;

Eu sour ces choses meur avis et grant deliberation de toutes boines gens qui a ces choses consilier avons peu avoir pour eaus punir et corrigier, non mie selonc leur deserte, mais en piete et misericorde meus, pour donner exemple as boins de miex faire et les malvais corrigier, et eaus tenir en vraie obeissance et loy certaine, parmi la submission que il nous ont faite, et del auctorite et poissance que nous avons par icelle et comme leur sires droituriers, et a leur supplication, nostre dit, volente, ordenance prononchons, disons, volons et ordenons a perpetuite tenir et durer sur les dictes malefachons les choses qui sensievent et as fins dessus dictes.

Et premiers, pour ce que dit est, leur donnons teles lois, franchises, privileges, ordenanches, establissemens et maintenanches, et leur commandons a tenir garder a tous jours de point en point et sous les paines chi dessous escriptes, en la forme et maniere qui sensient.

Premierement, tous les sairemens que nous avons ordene devise a faire donner par nous, nos successeurs, nos baillis, lieutenans, ville, communalte, bourchemaitres, eschevins, serjans et autre gent en notre ville du Dam (1) et dicelle, nous volons faire et donner, estre fais et donnez a la dicte ville de Blankenberghe, et dicelle a nous, et de par nous, nos successeurs, de nos baillis et autres officiers de la ville, communalte, bourchemaistres, eschevins et de toutes autres gens qui ont office de nous ou de la ville; et iceus sairemens seulement qui afferont selonc lestat et condition de la ville sur le jour ou un autre apries que nous ou no successeur le ferons et li autre de la ville du Dam, et en icelle ou en autre jour et lieu sil nous plaist.

Item, teils gens de teile condition comme nous avons ordene de mettre ens es offices de la ville du Dam, iteils volons nous estre mis en nostre dicte ville de Blankenberghe et avoir teile auctorite et poissance, comme il affiert selonc la condition de la ville et estat; et en icelle maniere se li dit officier se mesfont, volons nous estre punis comme ordene avons de ceaus qui mesferont en no dicte ville du Dam.

Item, nous, par nous ou par nos deputes, ferons tous les ans en nostre dicte ville un jour de la daerraine semaine de janvier sept eschevins en nostre dicte ville de boines gens dicelle et les bourchemaistres; et ne porront

(1) *Voy.* ci-dessous la nouvelle *Keure* imposée à la ville de Damme par le comte Louis de Nevers le 18 octobre précédent.

estre ensamble eschevins fais deus freres ou deus cousins germains ou autres qui aussi pries ou plus pries satienent.

Et cascun termine dessusdit les porrons tous oster et autres faire de nouviel, ou tous laissier les vies et renouvler pour lautre annee, ou partie laissier et partie faire de nouviaus, selonc ce que a nous ou a nos deputes samblera miex et plus profitable. Et se par le cours de cascune annee ou en quelque temps que ce soit, il nous samble quil en y ait aucun ou aucuns mal profitables, oster les porrons et remettre autres; ou qui par malefachon seront oste ou mort, remettre autres y porrons en quelque temps que ce soit, de teile condition comme devant. Et se nous ne li mettiens, si ne lairoient il mie a faire loi, sil en y demeure tant quil puissent faire plain banc; desquels nous volons que quatre eschevins faschent plain banc.

Et toute la poissance, auctorite, defense, prohibition, punition que donne, fait ou faite ordenee avons as eschevins et des et sus les eschevins de notre ville du Dam, nous donnons, faisons ordenons des eschevins, as eschevins et sur iceaus eschevins de no ville de Blankenberghe.

Item, tout ce que ordene avons sus et pour la dicte ville du Dam, comme de adjornemens et de loy faire as marchans ou manans en la ville, ou estrainges ou forains; correction, punition, amendes selonc les meffais qui peuent advenir; tout en tele maniere volons nous estre faite, fait, corrigie, puni, amande en notre dicte ville de Blankenberghe, se li cas si offrent ou avienent.

Item, tous privileges et franchises que nous avons donne ou donnees as habitans dedens leschevinage du Dam; tout ce que ordene avons deffendu sus icelle des tors fais, bannis, ostages, trieves, capitaines, hoofmans et autres choses qui offerir porront ou avenir en nostre dicte ville de Blankenberghe, nous deffendons et ordenons; donnons à tous et sour tous les habitans dedens leschevinage dicelle et laide des gens darmes, en la maniere et sus les paines que ordene avons en la ville du Dam, nous ordenons et volons en ceste ville de Blankenberghe.

Item, tous les cas que nous avons retenu a nostre seignorie et la premiere cognissance, ainsi comme il sont expresse en lordenance et volente faite et dicte sus la ville du Dam, nous volons estre fait, ordene, retenu sus et en ceste dicte ville de Blankenberghe; et toutes autres retenances, adjudications, approbations, annullations, quitations faites sour icelle, volons en ceste ville estre gardees, ainsi comme se par expres elles fuissent chi escriptes et sour icelles paines.

Et pour ce que au temps passe li communs de la dicte ville et habitant en icelle ont moult mesfait contre nous, nostre seignorie et noblece, et par eaus avons soffiert anuis de cuer, de corps et piertes de nos biens et avoir, et tant que apoines les porrait on raconter ne estimer et dont amende soffisans ne porroit estre prise, sans icelle destruire de biens et de personnes, ainsi comme plus plainement lavons dit au commenchement; pour coi nous doubtons que se aucune punition ne sen ensievoit, ce seroit incitemens de recheoir en semblables malefachons ou plus grandes, ainsi que bien avons apierchu par le temps passe et experience de fait, pour coi nous eus piete et misericorde devant nous, et remembrance danciens services que il nous ont fait pour coi nous laissons as plusieurs de la ville les vies et biens, en aucune toutevoie remembrance desdites malefachons, parmi les punitions corporeles faites a aucunes singulieres personnes, et exemple de malvais corrigier et retraire, les boins amender et nos piertes et damages recompenser en aucune partie et maniere, par virtu et poissance que nous avons comme sires, et parmi la virtu de la submission quil nous ont faite, par laquelle ils ont demeure en nostre dit et volente de toutes les malefachons du temps passe; sceue et enquise la verite dicelles ainsi comme il appartient, les condempnons tous ensamble et singulierement et a tous jours, mais perpetuellement a rendre et payer caseun an a nous et nos hoirs, contes de Flandres, au premier jour de march, deus cens livres parisis forte monnoie; et commenchera li premiers paiemens au premier jour de march prochainement venant, et ainsi dan en an, et de terme en terme, a perpetuite; et demorront les personnes et hiretages qui ore sont, oblegie pour ceste rente, en quelconque lieu et personne quelles et il soient translate; et pour nos autres piertes, domages, frais et costemens, il nous paieront a nostre volente et rendront deus cens livres de la dicte monnoie; laquelle volente nous pensons bien ordener selonc leur boin port et gouvernement; et se il sont defaillant de ce payer ainsi que dit est, il encourront les paines chi dessous escriptes a nostre volente.

Et sil avenoit, que ja naviengne, que ces choses dessudites et chi escriptes il ne vosisent tenir, garder et accomplir du tout et de point en point, ains venissent alencontre par le temps present et avenir, nous quant a iceaus qui ainsi encontre ces choses venroient ou feroient ou qui ne les garderoient ainsi que dit est, se ce avient ou est fait de commun et quon doie reputer meffait de commun, quant a icelui, ne renonchons point a la dicte submission ou obligation par laquelle il se sont submis et obligie a nous; ains des

maintenant prononchons et disons icelui commun ou communalte demorer en nostre dit et volente et ordenance de haut et de bas pour punir et corrigier selonc nostre plaisir ; et en tout et partout icelle submission quant a celui commun qui auroit meffait demorer en sa virtu.

Et sil avenoit que persones singuleres ou aucuns singulers fesissent ou venissent alencontre sciaument, et depuis quil leur seroit dit et monstre quil feroient ou iroient alencontre par persone creable, nous des maintenant les disons ou le disons estre hors de tous lois, franchises et boins usages, se par nous ne leur fust faite grace de eaus restituer en leur premier estat ; et se ce sont eschevin ou aucun de eaus qui desobeissent en faisant ou jugant encontre les choses chi escriptes, ce qui fait sera ne vaille ne ne tiengne, et seront parjur et sans jamais estre en office, especialement quant il le font sciaument.

Et parmi ce, que toutes ces choses chi escriptes soient tenues et gardees ainsi comme dit est ; et quil demeurent vrai obeissant a nous a tous jours ; et quil nous jurent solennellement ces choses chi escriptes tenir et garder fermement en la maniere devant dicte, nostres corps, seignorie, honours et droitures ; et de ce nous donnent lettres ou instrument soffissant, qui nous doie plaire, esquelles ou quel il se obligeront, promettront et jureront toutes ces choses tenir, garder et obeir, ainsi comme il est chi en escript ; es quelles lettres ou instrument ceste nostre ordenance et volente chi escripte sera mise et escripte de mot a mot ; par tele condition leur octroions nous quil puissent user de leur boines costumes et usances raisonnables qui chi ne sont escriptes, des quelles nous retenons pardeviers nous linterpretation, declaration a faire toutes les fois quelles nous sambleront contraires a cestes ou desraisonnables ; des autres choses chi escriptes retenons nous linterpretation, declaration adonques quant requis en serons des eschevins de no dicte ville.

Toutes autres lois, franchises, usances, manianches, estatus, cueres quelles quelles soient, ou privileges quel quil soient et de qui il soient donne et de quelque temps quil en aient use, quelque promesse ou obligation faite par nous ou par nos devanchiers, non contrestant quil sont ou seront trouve desraisonnables, prejudicials ou contraires a nostre volente ou ordenance chi escripte, cassons, annullons du tout et prononchons du tout parmi nostre dit et volente et ordenance estre de nulle value, a tous jours ; et que ne soient si hardis den user, sur les paines encourre chi dessus escriptes ; et que li usance, se elle se fait ou est faite, soit de nulle value.

Et parmi toutes ces choses, conditions, retenanches dessus devisees tenir et garder comme dit est, leur donnons nous toutes ces lois, franchises, privileges et autres choses chi escriptes, et les quitons des maintenant en commun de tous leur meffais dessus dis ou autres quel quil soient perpetres et commis jusques au jour de huy par maniere de communalte et comme a nous touche tant seulement, et del obligation et submission quil nous ont faite quant il se rendirent a nous; sauves et parmi toutes les choses chi dessus escriptes et toutes autres desquelles il sont desia obligie a nous pour aucunes causes et raisons; et les rechevons et mettons en nostre grace et leur commandons a faire loy ouverte, selonc ce que dit est, de tous cas appartenans a loy, sauf ce que nous retenons a dire nostre dit, volente et ordenance sour ceaus qui sont nos hommes de fief, et nostre proces et enqueste a faire sour eaus selonc ce quil appartient en tant comme a nous touche par raison de leur fief et du nostre; et sour ceaus qui par especial se sont submis a nous.

Et toutes ces choses chi escriptes disons nous, prononchons, volons, ordenons, statuons, establissons, retenons, par le tesmoing de ces lettres que nous avons faites saieller de nostre grant saiel, a perpetuele memoire, lesquelles furent ainsi faites, ordenees, devisees et accomplies comme elles sont chi escriptes par nous et par commun assentiment et conseil de moult de boines gens.

Quo scripto sic lecto denunciato et publicato, ac contentis in eodem sic dictis et expositis, supradictus Gerricus ballivus petiit et requisivit, nomine predicto, a prefatis burgimagistris, scabinis, consulibus et communitate ibidem presentibus, tam singulariter quam universaliter, de omnibus et singulis in eodem scripto contentis firmiter adimplendis et inviolabiliter observandis, fieri et prestari juramentum. Et hac requisitione sic facta, dicti burgimagistri, scabini, consules et communitas elevatis manibus eorum dextris in altum, juraverunt ad sancta sanctorum quod omnia et singula in dicto scripto contenta firmiter tenerent, et in omnibus suis punctis observarent et adimplerent; et quod ex tunc inantea, corpus, dominationem, honorem, jurisdictionem, nobilitatem, excellentiam, jura omnia et singula dicti domini principis, domineque Comitisse sue consortis inclite, eorumdemque liberorum et prolium salvarent et custodirent pro posse, sic eos adjuvet Deus, ejusdem Sancta et ea que in ecclesiis coluntur.

De quibus omnibus et singulis suprascriptis prefati ballivus quo supra nomine, burgimagistri, scabini, consules, et communitas pro se ipsis

petierunt cum instancia a nobis notariis publicis infrascriptis eis fieri publicum instrumentum.

Acta sunt hec anno, indictione, mense, die pontificatus et loco supra scriptis; Presentibus discretis viris, dominis Johanne dicto de le Dale; Balduino dicto Wreede, cappellanis in dicta ecclesia de Blankenberghe; Willelmo dicto Zegher de Oestende; Willelmo dicto Russchere de Wasia; Waltero de Harchelare de Wasia, et quibusdam aliis fidedignis testibus ad premissa vocatis specialiter et rogatis.

Et ego, Radulphus dictus de Brouke, Tornacensis diocesis publicus apostolica et imperiali auctoritate notarius, quia premissis comparitioni, commissioni, predicti scripti traditioni, requisitionibus, recognitionibus, responsionibus, supplicationibus, mandatis, ostensionibus, publicationibus, pronunciationibus, determinationibus, expositionibus, statutis, decretis, ordinationibus, retentionibus, annulationibus, laudationibus, approbationibus, acceptationibus, submissionibus, promissionibus, juramenti interpositioni, ac omnibus aliis et singulis suprascriptis, prout et secundum quod scripta sunt tam in genere quam in specie, una cum notario publico infrascripto ac testibus prenominatis presens interfui, eaque vidi et audivi, et exinde hoc presenspublicum instrumentum ad requisitionem prefati domini Comitis, ballivi ejusdemque commissarii, burgimagistrorum, scabinorum, consulum, communitatis et nuntiorum confeci, quod propria manu scripsi, meoque signo solito, una cum sigillis predicte ville et domini Comitis, ac subscriptione et signo notarii subscripti signavi rogatus.

Et ego, Petrus dictus Major, clericus Morinensis diocesis, publicus apostolica et imperiali auctoritate notarius, quia premissis omnibus et singulis ut supscribuntur et prout et secundum quod in subscriptione Radulphi dicti de Brouke notarii publici suprascripti plenius continentur, una cum ipso notario et testibus prenominatis presens vocatus interfui, eaque vidi audivi et intellexi, hic me subscripsi et huic presenti publico instrumento signum meum consuetum, una cum subscriptione et signo prefati notarii ac sigillo predicti domini Comitis, apposui rogatus.

Les queils instrument, lettres, privileges, franchises, ordenances, volentes, establissemens, paines, amendes, retenanches, annulations et tout ce que en icelles est contenu, nous bourchemaistre, eschevin, conseil et communalte dessusdis, loons, greons, approvons, jurons et promettons a tenir et a garder, en tout et en partie, en tous leurs poins, sans venir alencontre, et

a ce obligons envers no tres chier et redoubte seigneur le Conte dessusdit, ses hoirs et successeurs, Contes de Flandres, nous, nos biens, nos hoirs et successeurs quelconques et les biens diceus. Par le tiesmoing de ces lettres saillees du saiel de nostre dicte ville de Blankenberghe, avec les subscriptions et les signes des notaires publiques contenus en icelles, les quels furent faites et donnes lan de grace mil trois cens et trente, le quatorzieme jour du mois de novembre dessus nommes.

Archives de l'État à Gand. Chartes de Rupelmonde, n° 1646. De Saint-Génois, *Invent. analyt.*, p. 461. Imprimé dans les *Annales de la Société d'Émulation de Bruges*, série I, t. III, p. 131.

II.

Consultation de la loi de Blankenberghe par laquelle elle reconnaît celle de Bruges pour son chef de sens.

30 mars-16 avril 1331.

Voy. notre *Coutume de la ville de Bruges*, t. Ier, p. 400. *Invent. des chartes de la ville de Bruges*, t. Ier, p. 420.

III.

Conflit de juridiction entre le magistrat de Blankenberghe et celui de Mude.

2 décembre 1448.

TEXTE.

Van den ghescillen gheresen voor tghemeene college van scepenen van Brugghe tusschen der wet van Blankeberghe an deen zyde ende der wet van der Mude an dander

TRADUCTION.

Sur le débat élevé devant le plein collège des échevins de Bruges entre le magistrat de Blankenberghe d'une part et le magistrat de Mude d'autre part, à raison de certaines amendes

TEXTE.

zide, ter causen van zekeren cuerboeten bider vorseide wet van der Mude jn zekere cuerghedynghe ter vierschaere ghewyst up Janne Boudin Luux ende Jacop Boudin Luux poorters van Blankeberghe; zegghende de vorseide van Blankeberghe dat scepenen van der Mude niet sculdich en zyn up poorters van Blankeberghe voort te gane bi cuerghedinghe ende bedraghen; maer wel kennende waert dat poorters van Blankeberghe mesdaden jeghen de kueren van der Mude, dat mense daer af anspreken ende vanghen mach ende corigieren naer hare kueren, zonder bi bedraghen jn haerlieder absencie hemlieden te wisene jn eenighe boeten; zegghende ende maintenerende dat het also up ghelyc ghescil verclaerst was bi scepenen van Brugghe jnt jaer duust iiij^c xix, Gheeraerd Ruebs ende Janne Bortoen doe buerchmeesters zynde van der vorseide stede van Brugghe.

Daer jeghen de vorseide van der Mude zeiden dat zy van den voortstelle van den vorseiden van Blankeberghe niet ghehoort noch gheweten en hadden; ende zoude hemlieden vreimde gheven dat de vorseide poorters van Blankeberghe zulke vryhede hebben zouden ter Mude; want scepenen van der Mude

TRADUCTION.

de police infligées par ledit magistrat de Mude dans une poursuite de contraventions de police à charge de Jean Baudouin Luux et de Jacques Baudouin Luux, bourgeois de Blankenberghe; lesdits de Blankenberghe soutenant que les échevins de Mude n'avaient point de compétence pour juger et poursuivre les délits reprochés à des bourgeois de Blankenberghe; mais ils reconnaissaient que si des bourgeois de Blankenberghe avaient commis quelque infraction aux *cueres* de Mude, on pouvait les poursuivre et arrêter et punir suivant la teneur de la *cuere*, mais non par simple réquisitoire les condamner à l'amende en leur absence; ils maintenaient que telle fut la décision rendue par les échevins de Bruges, l'an mille quatre cent dix-neuf, en présence de Gérard Ruebs et Jean Bortoen, qui étaient pour lors bourgmestres de ladite ville de Bruges.

A cela le magistrat de Mude répondait que la thèse soutenue par ceux de Blankenberghe était une nouveauté, qui n'avait jamais été admise; et qu'il paraissait étrange que les bourgeois de Blankenberghe puissent se prévaloir de pareille franchise à Mude; car les échevins de Mude ont incontestablement

TEXTE.

hebben de kennesse ende tberecht van allen zaken die daer ghevallen ende zonderlinghe van den ghonen die yet doen contrarie den ordonnancien ende kueren van der Mude. Ende achtervolghende dien, zo hadden zy zekere cuerghedynghe ghehouden ter Mude upte ghone die contrarie der kuere van daer ghedaen mochten hebben; jn welke ghedinghe bedraghen hadde gheweist de vorseide Jan Boudin Luux, als dat hy jnt Zwin vercocht hadde zelzoud zonder daer af thebbene ghebrocht souffisante lettren van certificatien van scepenen van der Mude eer hyt vercochte, contrarie der ordonnancie ende keure daer af ghemaect; ende mids dien was ghewyst jn de boete van xx lb. paris. diere toestaet.

Ende dat jn sghelyx up een ander cuerghedinghedach Jacop Boudin Luux bedraghen hadde gheweist, dat men uter buusse daer de vorseide Jacop stierman af was, ghewoorpen hadde jnt Zwin vullichede ende zynkende mesch; ende mids dien naer tinhouden van der kuere diere toestaet, ghewyst jn de boete van vj lb. paris.

Zegghende dat scepenen van der Mude daer jn niet mesdaen en hadden, ende niet anders ghedaen dan zy sculdich ende moghende waren te doene.

TRADUCTION.

l'instruction et le jugement de toutes affaires qui s'y présentent et spécialement de toutes infractions aux ordonnances et règlements de leur ville. En conséquence, on avait tenu une audience de police à charge de tous ceux qui avaient commis quelque coutravention aux *cueres* de Mude; et à cette audience, ledit Jean Baudouin Luux avait été prévenu d'avoir vendu dans le Zwin du sel de roche, sans avoir obtenu des lettres de licence des échevins de Mude, au mépris de l'ordonnance et de la *cuere* réglant la matière, et il fut condamné à l'amende de 20 livres parisis qui est édictée pour ce cas.

Et de même, à une autre audience de police, Jacques Baudouin Luux avait été prévenu d'avoir jeté dans le Zwin des débris et autres immondices par dessus bord du bateau dont il était pilote; et de ce chef, conformément au texte de la *cuere* qui prévoit le cas, il avait été condamné à une amende de 6 livres parisis.

Et il concluait que les échevins de Mude n'avaient encouru aucun reproche, puisqu'ils n'avaient accompli que leur devoir.

TEXTE.

Met meer woorden die de vorseide partien daer toe zeiden.

So was biden ghemeenen college van scepenen van Brugghe ghehoort al tgoend dat biden vorseiden partien voortghestelt hadde gheweist beede bi monde ende ghescriften, ende up al ripelike ghelet ter presencie ende jeghenwoirdichede van Joorise But ende Janne Slabbaert scepenen ende Jan f. Jacops secretaris van Blankeberghe, ende van Cornelise de Dabbare secretaris van der Mude, daertoe ghedeputeirt; ghezeit ende verclaert dat scepenen van der Mude niet sculdich en zyn bi cuerghedingen ende bedraghen voort te gane up eenighe poorters van Blankeberghe, wonende te Blankeberghe, ter causen van haren ghemaecten kueren; maer eist dat eenich poorter van Blankeberghe, wonende te Blankeberghe, mesdoet ter Mude jeghen de kueren van daer, dat mense daer af ter Mude zal moghen anspreken ende vanghen ende corrigieren naer tinhouden van der cuere.

Actum den anderen dach van december jnt jaer m. iiij^{c} xlviij. Presentibus scabinis omnibus, preter Heldebolle, Aertrike, Utenhove.

TRADUCTION.

Ces arguments et d'autres furent développés par les parties prénommées.

Le plein collège des échevins de Bruges ayant entendu tous les moyens proposés par lesdites parties, tant de vive voix que par écrit, et le tout considéré mûrement, en présence de Georges But et de Jean Slabbaert, échevins, et de Jean fils de Jacques, secrétaire de Blankenberghe, et de Corneille de Dabbare, secrétaire de Mude, délégués à cette fin; a dit et déclaré que les échevins de Mude n'avaient point de compétence pour juger et poursuivre, par simple réquisitoire en leur absence, les délits reprochés à des bourgeois de Blankenberghe, y domiciliés, à l'encontre des *cueres* de cette ville; mais lorsqu'un bourgeois de Blankenberghe, y domicilié, avait commis une infraction à Mude à l'encontre des *cueres* de cette ville, que les échevins de Mude, en vertu de la teneur de la *cuere,* avaient le droit de le poursuivre, de l'arrêter et de le punir.

Ainsi prononcé le second jour de décembre de l'année 1448, tous les échevins étaient présents, à l'exception de Heldebolle, Aertrike et Utenhove.

Arch. de la ville de Bruges. Registre des *Sentencien civiele,* in-fol., 1447-1453, fol. 69, n° 3.

IV.

Conflit de juridiction entre le magistrat de Blankenberghe et celui de la Prévôté de Saint-Donatien.

14-18 juillet 1481.

TEXTE.

Saterdaechs xxj jn hoymand anno (XIIIJc) LXXXJ.

Questien vten beride ende duergaende waerhede heden dienende ter vierschare.

Wendunen. Per C. Marteel, bailliu vanden Prosschen. Lamsin Aernouds, Jacop filius Adriaen Rycx, Willem Teerlinc, Centkin Staes, elc zonderlinghe bedreghen van dobbelne, etc.

Ten onrechten beride zekre ghedeputeirde vander wet van Blanckeberghe daer jeghens commende ende de zelve persoonen willende bescudden als huerlieder poorters, deden zegghen by meester Adriaen van Thielt ende Adriaen Kaervoet, pentionarissen vander stede van Brugghe, dat huerlieder poorters nieuwers te wetten en behooren dan voor hemlieden, ten waere dat zy fait doende ghevanghen waeren.

De bailliu sustenerende de contrarien, zeyde : dat myn heere de Proost met zyne jugen hadde de kennesse, berecht ende judicature van allen zaken vp zyne eerlichede ghevallende, tzy van poorters, vry-

TRADUCTION.

Samedi le 14 juillet de l'an 1481.

Affaires de la chevauchée et de la vérité générale portées en ce jour devant la *vierschare*.

Wendune. Par C. Marteel, bailli de la Prévôté. Lamsin Aernouds, Jacques fils d'Adrien Rycx, Guillaume Teerlinc, Vincent Staes, accusés chacun de jeux de hasard, etc.

Lors de la coie vérité, des députés de la loi de Blankenberghe se portèrent opposants et réclamant lesdits prévenus pour leurs justiciables, firent alléguer par maîtres Adrien van Thielt et Adrien Kaervoet, pensionnaires de la ville de Bruges, que leurs *poorters* n'étaient justiciables que devant eux, à moins qu'ils eussent été arrêtés en flagrant délit.

Le bailli soutenait le contraire, disant : que monseigneur le Prévôt, assisté de ses juges, avait la connaissance, la poursuite et la judicature de toutes affaires survenues sur sa seigneurie, soit de *poorters*, franc-

TEXTE.

laten of zyns zelfs laten, zegghende dat jn diveersche duergaende waerheden voortyds ghehouden, zekere poorters van Brugghe ende van anderen steden hadden bedreghen ghesyn ten Proosschen ende aldaer ter causen van dien ghesorteert hadden jurisdictie, zonder dat die van Brugghe of andere noyt huere poorters hadden willen bescudden. Zegghende ooc datter eene hanse was tusschen die van Brugghe ende die vanden Proosschen, dat men de poorters twistende of fait doende ten Proosschen niet vanghen noch arresteren en mochten voor dat zy daerof verwonnen waeren, etc., met vele redenen daer up ghealegiert an beeden zyden. Naer dat de zaken VIIJ daghen int vriendelike vteghestelt waeren ende niet verappointement, zo was heden daer up ghenomen eene veurste.

Tsaterdaechs XXVIIJ jn hoymaendt anno (XIIIJc) LXXXJ.

Vp de questie tusschen den voorseiden bailliu ender der wet van Blanckeberghe, so was hedent by redenaers ghewyst, naer al tghuent dies voor hemlieden commen was, dat de wet van Blanckeberghe niet ontfanghelic en es ten renvoye jn dese jnstancie.

TRADUCTION.

hostes ou de ses propres manants; ajoutant que dans plusieurs vérités générales tenues ci-devant, divers *poorters* de Bruges et d'autres villes avaient été poursuivis par le magistrat de la Prévôté et avaient reconnu le ressort de la juridiction, sans que ceux de Bruges ou d'autres villes eussent jamais l'idée de réclamer leurs *poorters*. Il disait encore qu'un traité de hanse existait entre ceux de Bruges et ceux de la Prévôté, stipulant que l'on ne pouvait saisir ou arrêter les *poorters* prévenus de rixe ou de délit sur le territoire de de la Prévôté, avant qu'ils eussent été condamnés, etc.

Les parties développèrent encore plusieurs autres arguments.

Après que la cause eût été remise à l'amiable à huitaine et qu'elle ne fut point appointée, on prit en ce jour un répit.

Samedi le 28 juillet de l'an 1481.

Sur la cause pendant entre ledit bailli et la loi de Blankenberghe, il fut jugé en ce jour par les reneurs, considérant tous les errements de l'affaire, que la loi de Blankenberghe n'était pas recevable dans son opposition en cette instance.

Arch. de l'État à Bruges. Collect. de la Prévôté de Saint-Donatien. *Feriebouc vierscare*, de 1480-1494, n° 830, fol. 19 v°, n. 3 et fol. 20 v°, n. 10.

V.

Traité de hanse entre la ville et port de Blankenberghe et le pays du Franc.

18 septembre 1772.

Voy. notre *Coutume du Franc,* t. III, p. 382.

Original aux Arch. de l'État à Bruges. Collection du Franc, chart. n° 899.
Transcrit dans le *Resolutieboec,* de 1771-1777, n° 186, fol. 24 v°. M. VAN DEN BUSSCHE, *Invent.,* t. I, p. 318. Publié dans le recueil des *Polityke ordonnantien,* p. 354. *Plac. de Fland.,* liv. VI, p. 708.

Un traité semblable avait été conclu entre les villes de Blankenberghe et de Bruges, le 13 mars 1770. *Plac. de Fland.,* liv. VI, p. 706.

VI.

Conflit de juridiction entre le magistrat du Franc et celui de Blankenberghe.

16 août-20 septembre 1775 et 7 février 1776.

Nous devons un mot d'explication historique pour faire saisir la portée de cette pièce.

L'ancienne église de Blankenberghe, qui était connue sous le vocable de Notre-Dame de *Scarphout,* se trouvait, par suite de sa position dans les dunes, exposée aux coups de vent et de mer; aussi bien, avant l'inondation du 23 novembre 1334, elle était dans un si triste état de délabrement, que le magistrat de la ville, pour éviter ces causes de ruine, avait songé à un autre emplacement et acquis une pièce de terre pour y ériger une nouvelle église avec cimetière.

Ces faits ont été rappelés dans notre introduction.

La charte d'amortissement de Louis de Nevers du 12 février 1331 (v. st.), trace ainsi la position de cette terre :

« ... comme les habitans de notre ville de Blanquenberghe nous aient monstré que par linundation et la forche de leaue de la mer leur église appelee Nostre Dame de Skerphouct et li chimitieres appartenant à ycelle ne puissent plus demorer ou lieu ou elles sont a present; et pour ce, nous aient supplie que pour fere leur dicte eglise al oes dun chimitiere pour ycelle, nous leur voelliemes amortir une pieche de terre appelee de Ghentele contenant environ wiit lingnes de terre, tenant au lez devers nord a la terre Riquard le Hoc et au lez devers zuud a

le terre Guillaume fils Guillaume fils Ernoud, et tenant des autres deux parts a deux dycs gisans ou mestier d'Utkerke, entre les deux dycs dessusdits en nostre jurisdiction seulement et pour le tout. Laquelle pieche de terre lesdis habitans acquirent en tems passe pour fere sur icelle leglise et chimitiere dessusdis, si quils nous lônt dit... » (1).

Cette parcelle se trouvait donc enclavée « au métier d'Utkerke », c'est-à-dire dans le territoire du Franc.

Plus tard, il fallut régulariser cette situation pour éviter les conflits de juridiction qui ne cessaient de surgir.

Ce fut, entre autres, l'objet du diplôme de 1505, invoqué dans la remontrance de 1775, et de la communication du 14 mai 1505 que nous trouvons rapportée en ces termes dans le registre des résolutions du Franc :

Swoensdachs den xiiij jn meye XV^c V.

Ghesloten datmen commen ende tarden zal jn communicatien met die van Blanckenberghe nopende den concepte van meester Jacop de Blazere angaende tvrydom by hemlieden verzocht van onghearresteirt te moghen ter kerken gaen; ende datmen hemlieden consenteren zal, jndien zy de vrylaeten quite ende onghemoit laten willen van cautsideghelde, tsondaechs ende smesdaechs ter kerken te gane endc keerne onghehecht, ende ooc up hooghe tyden te vesperen, zonder fraude. Ende ooc huerlieder processie ende ommeganc te doene dien dach ende al doctave gheduerende. Ende dit ooc voor zekeren prefixe jaren.

Le mercredi 14 mai 1505.

Il fut résolu d'entrer en communication avec ceux de Blankenberghe au sujet de la proposition de maître Jacques de Blazere, relative à la demande de franchise, qu'ils avaient formulée, de pouvoir aller à l'église sans être molestés; et qu'on leur accordera, s'ils veulent laisser les franchostes quittes et exempts du droit de chausséage, le libre accès et retour de leur église, les dimanches et les jours de fête, et même pour l'office des vêpres aux jours fériés, sans fraude. Ainsi que pour leur procession et *ommeganc,* le jour de leur ducasse et pendant toute l'octave. Mais cet accord sera limité à un certain nombre d'années.

Arch. de l'État à Bruges. Coll. du Franc, *Résolutiebouc* de 1503-1543, n° 23, fol. 5 v°, n. 4.

Puis, diverses bornes ayant disparu ou étant déplacées, on procéda, le 20 août 1547, à une nouvelle délimitation; mais comme les géomètres n'étaient pas d'accord entre eux (2), le procès-verbal ne fut signé qu'avec des protestations et réserves des deux parties (3).

La dernière vérification eut lieu en 1753 (4).

Le 4 mai 1755, le magistrat de Blankenberghe ouvrit une information au sujet d'un vol avec effraction commis dans l'église, qui, comme on l'a vu, était située sur le territoire

(1) M. Carton, *Notice,* dans les *Annal. de la Soc. d'Emulat.*, 1re série, t. III, p. 76.

(2) *Resolutieb.* du Franc, de 1543-1555, n° 24, fol. 90 v°, n° 3.

(3) *Ibid.*, n° 24, fol. 155, n° 1.

(4) Arch. de la Prévôté de S. Donatien. *Feriebouc,* de 1746-1781, n° 7, fol. 47 à 48 et 51 v°, n° 2.

d'Utkerke. Le Franc réclame contre cet empiètement de ressort et demande des lettres de non préjudice. Refus de Blankenberghe. De là, procès porté devant le conseil de Flandre (1).

Le 4 juillet 1772, le greffier de la *vierschare* du Franc fait rapport au collège qu'il a consulté plusieurs jurisconsultes de Gand, lesquels sont d'avis que ceux de Blankenberghe ont droit, puisqu'ils s'appuient sur une possession immémoriale. Le collège décide de poursuivre quand même (2).

Mais craignant sans doute un échec et voulant décliner les longeurs coûteuses d'une procédure qui durait déjà huit ans, il s'adressa directement au conseil privé; et les pièces qui suivent font voir la marche et l'issue du litige.

A Son Altesse Roïale,

Les Bourguemaitres et Échevins de la ville de Blanckenberghe exposent avec un très profond respect, que leur église paroissiale, étant située hors de la ville à la distance d'environ cent soixante-huit pas, les habitans, pour assister aux offices divins, doivent nécessairement passer sur le territoire du Franc de Bruges; circonstance particulière qui a donné lieu à un ample diplôme de nos souverains de l'an 1505, par lequel il est défendu à tous et un chacun de molester, exécuter, arretter ou troubler en manière quelconque des habitans de Blanckenberghe qui vont et viennent de l'église; qu'en conséquence de cette concession ou en vertu du droit public, la ville de Blanckenberg est dans une paisible possession jmmémoriale de faire marcher ses processions solennelles aux fêtes de Dieu et de saint Pierre et autres; auxquelles le magistrat assiste en corps de l'église à la ville en passant sur la jurisdiction du Franc, mais avec l'attention de baisser la verge de justice au moment qu'elles touchent le territoire étranger; attention constante et sacrée, qui prouve que le magistrat de Banckenberg n'a jamais prétendu, ni ne prétend encore exercer quelqu'acte de jurisdiction dans cette distance jntermédiaire.

Il est aussi d'usage jmmémorial que le *beryder* du district (mot qui signifie quelque chose de moins qu'un bailli) marche dans ces occasions à côté ou derrière le magistrat de Blanckenberg avec un ou deux de ses gardes de villages pour empêcher ou appaiser les désordres, s'il en survenoient dans ce passage, qui troubleroient la dévotion et le respect dû à la solennité du

(1) *Resolutieb.* du Franc, de 1766-1771, n° 53, fol. 9, n° 1; 24, n° 1, et 35, n° 1.

(2) *Id.*, de 1771-1777, n° 54, fol. 23, n° 2, et 56 v°, n° 1.

jour; cet usage prend son principe dans les ordres que les *beryders* ont reçu à cet egard de tous tems du magistrat du Franc.

Mais non obstant cette règle aussi sage et naturelle qu'ancienne et notoire, le *beryder,* au lieu de marcher, comme on vient de dire, à côté ou derrière la procession, s'est cette année intru pour la première fois dans celle de saint Pierre, non comme l'homme de la police, mais le flambeau à la main; et au moment que le magistrat marchant jmmédiatement derrière le baldequin, descendant du cimetière, et que le bailly baissoit déjà la verge de justice pour reconnoître la jurisdiction du Franc, ce *beryder,* qui, dans ce dessein, avoit pris poste à côté du cimetière, est entré d'un vol agile et rapide à l'jmpourvu dans la procession même, prenant la place du milieu, devant le bailly de Blanckenberg et jmmédiatement derrière le vénérable; d'où il a continué la marche, le flambeau à la main jusqu'à la séparation des territoirs, quand il est sorti des rangs.

Il seroit difficile de peindre l'effet singulier et effervescent que cette nouveauté humiliante, qui n'a ni motif réel ni prétexte plausible, a fait sur tous les habitans et spectateurs étrangers, au point que la dévotion publique en fut troublée, et que des murmures remplaçoient les prières, les remontrans scurent calmer les esprits en faisant remarquer la présence réële du Saint des Saints.

Quelle représentation avoit ce *beryder* dans une procession qui ne concernoit ni le Franc de Bruges ni le district d'Uytkercke ? — Sans doute aucune. Par quel droit donc s'est-il mis à la tête d'un magistrat qui, totalement jndépendant de la jurisdiction locale, passe sur le territoire en réclamant le droit public et reconnoit la jurisdiction étrangère en baissant la verge de justice, la seule reconnoissance que le seigneur haut justicier du lieu peut exiger ?

On pourroit regarder la chose comme un fait personnel du *beryder,* qui a excédé dans la commission, s'il n'eut été accompagné de deux archers de la chambre du Franc, qui se sont intrus avec lui dans la procession sur la même ligne, et ont marché ainsi avec lui le long du territoir derrière le vénérable, non avec des flambeaux, mais avec de gros bâtons à la main. Ces archers n'auroient pas fait cette acte de nouveauté odieuse sans des ordres et jnstructions particulières du magistrat du Franc; d'où on peut dire avec vérité, que c'est ici le fait de ce magistrat plutôt que celui du *beryder;* et c'est pourquoi ces présentes plaintes et remonstrances ne peuvent être que contre le magistrat du Franc.

Ce magistrat semble avoir pris à tache depuis quelques années de faire de la peine à celui de Blanckenberg et de lui susciter des procès, comme l'évènement en question auroit pu donner lieu à un nouveau litige entre les deux magistrats par complainte et trouble de fait, si ce dernier n'eut abhorré les contestations et préféré une décision dictée par l'équité et autorité de Votre Altesse Roïale, d'après la possession jmmémoriale que les remontrans ont devers eux, et contre l'humiliation qui résulte d'un acte, qui postpose un magistrat en corps à un homme de police d'un village, moindre qu'un bailly; chose qui n'a pas d'exemple.

Les magistrats vilipendés perdent nécessairement leur autorité sur le peuple qui leur est confié, et la perte de l'autorité entraîne par une conséquence évidente la ruine de l'ordre public sous son administration. C'est pourquoi les magistrats voisins surtout se doivent des égards mutuels, sans préjudice de leurs droits ; et leur bonne union, concorde et déférence réciproque, font le bien du prince et de l'État.

A ces causes les remontrans prennent leur respectueux recours à l'autorité et justice de Votre Altesse Roïale.

La suppliant très humblement eu égard à la possession jmmémoriale que les supplians offrent de vérifier si le magistrat du Franc en disconvient, et à l'humiliation que le magistrat de Blanckenberg a soufferte par cette nouveauté jmprévue, malgré qu'en baissant la verge de justice sur le territoir du Franc, il reconnoissoit amplement sa jurisdiction sur la distance jntermédiaire entre l'église et la ville, d'être servie d'ordonner que le *beryder* du district marchera à l'avenir comme ci-devant à côté ou derrière le magistrat de Blanckenberg, quand celui-ci accompagnera les processions solennelles de la ville, qui vont de l'église à la ville et vice-versa le long du territoire du Franc, avec défense de s'immiscer dans ces processions avec un flambeau, à moins qu'il iroit par dévotion sans rang et devant ceux qui ont droit à quelque place avant le Saint-Sacrement, afin d'éviter ainsi toute altercation, division et procès entre des magistrats si voisins, puisqu'une possession paisible et jmmémoriale a force de titre et même de concession souveraine en pareilles occurences.

C'est la grace, etc.

Signé : J. F. J. Forret, greffier.

Du 16 août 1775.

L'Impératrice Douairière et Reine.

Chers et biens aimés,

Nous vous remettons ci-joint une requête du magistrat de Blankenberg, vous chargeant de nous y rendre votre avis le plutôt possible.

A tant, chers et bien amés, Dieu vous ait en sa sainte garde.

De Bruxelles, le 7 septembre 1775.

Par ordonnance de Sa Majesté :

Signé : G. Maria.

Au pied était écrit : Au magistrat du Franc de Bruges.

TEXTE.

Lecta jn camer den 13 septembre 1775 ende geresolveert te rescriberen jn ordine van aende Majesteyt te trachten vooren te houden de ontschuldt vanden collegie, alsmede dat alles maer en is gedaen tot behoudenisse vande gereghtigheden vanden lande.

TRADUCTION.

Lu en la chambre du conseil le 13 septembre 1775 et résolu d'en écrire par ordre à Sa Majesté aux fins de lui exposer la parfaite innocence du collège et que tout ce qui s'est passé n'a été fait que pour le maintien des droits de juridiction du Franc.

RESCRIPTIE.

A Sa Majesté l'Impératrice, etc.

Madame,

Il a plût à Votre Majesté de nous remettre par décret du sept de ce mois la requête présentée à Son Altesse Roïale par le magistrat de Blanckenberghue tendante aux fins y reprises, nous chargeant d'y rendre notre avis le plutôt possible.

Pour y satisfaire dans toute la soumission, nous nous trouvons obligés de combattre en détail les fictions jngénieuses sur lesquelles sont entés les moiens que les supplians ont eu l'addresse de substituer à la réalité.

Le *beryder* du district fut, à la vérité, chargé de notre part d'assister à la procession dont il s'agit, comme aussi de prendre le long de notre jurisdiction le rang que sa qualité de représentant du haut-justicier lui attribue.

Ces ordres tels qu'ils sont ne peuvent avoir donné le moindre sujet aux supplians de s'en plaindre; étrangers et sans qualité dans le territoir du Franc, ils doivent souffrir que l'officier qui représente la haute justice y tienne la place que leur bailli occupe sur le territoir de Blanckenberghue. Ces principes sont trop notoirs pour qu'ils puissent être méconnus.

Aussi, persuadés qu'un récit simple et naturel auroit mal soutenu leur mauvaise cause, les suppliants ont eu recours à une broderie qui déguise la vérité.

Ils veullent insinuer que la qualité dudit *beryder* ne seroit pas même au niveau avec celle d'un bailli de village, dans le tems que les *beryders* du pais du Franc ne sont pas seulement de vrais baillis préposés aux différents districts du même pais nommé *ambachten,* mais aussi que le moindre desdits districts a, sans contredit, six fois plus d'étendue que toute la jurisdiction des supplians; étant d'ailleurs également tres certain que le *beryder* qui a assisté à la procession dont il s'agit, jndépendemment de sadite qualité, tient dans la société civile un rang qui, à tous égards, ne doit céder en rien à celui du bailli et d'aucun des membres du corps des supplians.

C'est donc choquer le bon sens et blesser la saine raison, que d'oser prétendre que le magistrat des supplians seroit vilipendé et humilié à cause qu'en passant en corps dans la jurisdiction du Franc, ils devroient donner au *beryder* le premier pas, ce qu'un chef-collège même ne pourroit disputer aux supplians s'il se trouvoit sur leur territoir.

Ce pas est l'hommage que tout magistrat étranger, passant dans une autre jurisdiction que la sienne, redoit à la personne qui représente la justice du lieu.

La possession que les supplians réclament alléguant que ledit *beryder* n'a eu ci-devant la place qu'il a prise en dernier lieu, est une illusion stérile.

L'expérience aiant fait voir combien pareilles possessions sont dangereuses, et voulant conserver la jurisdiction que les augustes prédecesseurs de Votre Majesté ont bien voulu nous confier, nous avons trouvé qu'il convenoit de prévenir tous actes de nature à induire un usage qui à la longue pourroit donner lieu aux supplians de s'arroger une jurisdiction qui n'auroit d'autre titre que des égards et une complaisance perpétuées de notre part.

Vérité bien justifiée par le procès que nous sommes obligés de soutenir

contre les supplians au conseil de Flandre à cause de la jurisdiction dans l'église et cimetière mentionnée dans ladite requête.

Cette église est bâtie sur un fond qui fait partie de la paroisse d'Uytkercke, Franc de Bruges, ainsi que vérifient tous les arpenteurs du païs, de même que les anciens registres du district.

Les supplians voulant méconnaître aujourd'hui la jurisdiction que le local nous attribue visiblement, prétendent audit conseil, que quoique tout le terrain qui environne l'église et cimetière susdits, soit soumis à la justice du Franc, néanmoins la même église et cimetière ne le seroient point, réclamant pour tout titre une longue possession, d'y marcher en corps portant dressée la verge de justice, ainsi que quelques autres actes également clandestins à notre egard, et nullement suffisants pour leur attribuer la jurisdiction dans une parcelle de ladite paroisse d'Uytkercke, dont le total a toujours été reputé faire partie de notre païs.

S'il est permis de juger les supplians sur les apparences et par les sentimens qui règnent dans leur dite requête, il semble que le mauvais accueil qu'ils ont essuié audit conseil en differens incidens que ledit procès a fait naître, ainsi que le peu de mérite du fonds du même procès, leur ait inspiré une méfiance d'entrer en justice, et les ait fait espérer de parvenir plus aisément à leur dessein, si, sous prétexte de leur foiblesse, ils invoquoient une protection supérieure, dont ils ne font qu'abuser, accusant à faux un chef magistrat, lequel ne leur aiant jamais manqué, a eu lui-même tout lieu de s'en plaindre, à cause du peu de ménagement avec lequel ils se sont conduits en différentes occasions, que nous voudrions dissimuler, si les inculpations injustes reprises dans leurdite requête, ne nous obligeoient de les remettre sous les yeux de Vôtre Majesté.

Aiant eu raport le 14 avril 1774 que pendant la nuit précédente il s'étoit commis un vol avec éfraction dans l'église susdite, nous nous sommes empressés d'envoier nos commissaires sur le lieu, afin d'en faire la visite et d'y prendre les jnformations comme de coûtume, mais ils eurent la confusion d'apprendre du clerc, qui garde les clefs, que les supplians lui avoient absolument interdit d'accorder auxdits commissaires l'entrée de ladite église, ce qui les a obligé de s'en retourner sans avoir pu remplir l'objet de leur commission, comme il conste par la copie autentique de leur rapport...

Cette conduite de la part des supplians, quoique peu honnête, n'a eu d'autre effet que de mortifier un chef-collège, sans que nous leur en aions témoigné le moindre ressentiment.

Mais ils ne sont pas restés là, comme il résulte de ce qui suit :

Aiant été chargés par décrèt de Vôtre Majesté du 26 janvier 1774, de ne rien négliger de ce qui puisse contribuer à la conservation des digues le long de nôtre jurisdiction, nous avons trouvé que pour empêcher les dégradations continuelles desdites digues prez de Blanckenbergue, il étoit nécessaire de renouveller les défenses que nous avions faites autre fois de placer les ancres dans et au delà des dunes, ce qui s'est effectué le 3 juin de la même année.....

Cette défense, qui regarde les pêcheurs de Blanckenberghue, devoit naturellement leur être connue plutôt qu'à tout autre de nos manans; c'est aussi pour cette raison que nous avons cru convenir qn'elle fût transcrite sur des plaques de cuivre et affichée à deux poteaux sur les dunes aux deux extrémités de l'endroit où lesdits pêcheurs attachent habituellement les chaloupes.

A peine ceci fut-il exécuté que le *beryder* du district vint nous informer que les supplians avoient fait abâtre les deux poteaux susdits et les avoient fait transporter dans leurs prisons, ainsi que les plaques de cuivre y affichées.

Cette façon d'agir prouve incontestablement que les supplians, au lieu d'avoir reçu quelque sujet de mécontentement de notre part, n'ont eux-mêmes aucunement ménagé les bienséances, bien loin d'avoir eu pour nous les égards que se doivent les magistrats voisins, ainsi qu'ils affectent de reconnoître dans leurdite requête.

Nous n'avons porté la moindre plainte au sujet de ce que dessus, ni intenté aucune action à la charge des supplians, non obstant le souverain mépris qui en résultoit à notre égard; et ne voulant augmenter cet esprit de parti, nous nous sommes contentés d'une promesse de leur part, qu'ils feroient eux-mêmes publier la défense susdite par toute l'étendue de leur échevinage, comme aussi qu'ils tiendroient sérieusement la main à ce qu'elle fût suivie et exécutée.

Il est donc jnconcevable combien les supplians ôsent s'épuiser en recherches d'jmagination, afin de se faire regarder comme les amis de l'harmonie, eux qui ne travaillent qu'à en détruire toute la réalité.

Ils en donnèrent une nouvelle preuve par les menaces qu'ils firent de s'opposer par des voies de fait aux ordonnances que nous fumes obligés de rendre relativement à des ouvrages de mer le 22 juillet et 8 août dernier, en vertu de la surjntendance qui nous est confiée tant sur les dunes de la mer le long de notre jurisdiction, que sur les communautés des éclusiers en thiois *wateringen*.

La seule jnspection de la lettre qu'ils nous écrivirent le 4 août dernier... suffira pour convaincre Votre Majesté, avec combien peu de modération ils se laissent guider par un zèle trop amer, qui n'a fait qu'empirer, depuis, qu'ensuite de la descente du conseiller du conseil privé de Grysperre sur les lieux, afin de s'informer au juste de la nécessité et convenance des ouvrages prescrits, il fut ordonné d'exécuter par provision les ordres ci-dessus mentionnés.

C'est assurément qu'aiant vu leurs projets avortés et leurs mesures rompues, ils ont cru pouvoir réparer leurs torts en surprenant la religion de S. A. R. à la faveur de quelques phrases artistement émaillées dont leurdite requête se trouve hérissée, n'épargnant rien pour accréditer une plainte des plus frivoles, dont ils auroient dû rougir de fatiguer S. A. R.

Ils s'efforcent à chercher des désordres et du scandale dans un fait qui de lui même n'est que le simbole de la haute justice du lieu, et qui s'est pratiqué avec la décence et le respect qu'inspire l'auguste présence du Saint Sacrement, ainsi qu'il conste par la déclaration du *beryder*..... et dont le contenu pourra être juridiquement vérifié, au cas que Votre Majesté désire d'en être ultérieurement informée.

Ce *beryder,* dont la probité est généralement reconnue, est dans un âge assez avancé, et d'ailleurs accablé par des jnfirmités de corps, qui le mettent visiblement hors d'état de prendre un vol agile et rapide tel que la fiction ingénieuse des supplians lui prête.

Quant aux deux officiers de la chambre, qui ont accompagné ledit *beryder,* avec de gros bâtons à la main, suivant qu'exposent les supplians, ces officiers, que la plume desdits exposans a travestis en archers, sont les mêmes qui marchent à la tête de notre corps dans les processions publiques; ils ont des cannes àpeuprez semblables à celles des suisses, et c'est avec ces mêmes cannes qu'ils ont assisté à la procession dont jl s'agit.

Tout ceci prouve avec évidence combien il doit être douloureux et sensible à un chef-collège de voir à quel point l'artifice ou l'imposture a scu déguiser des faits qui ne meritent aucunement les regards de Votre Majesté, et qui au fond ne sont que des précautions que la nécessité et les circonstances ont dû légitimer.

Le premier pas dans les processions publiques ne peut, sans contredit, être refusé à l'officier qui représente la haute justice du territoire, tel que le *beryder* dans son district.

Le soin de tenir ce pas à l'égard des supplians lorsqu'ils passent par la

jurisdiction du Franc, est d'autant plus motivé, qu'il devient un devoir essentiel afin de prévenir que les supplians puissent se servir un jour d'une possession pour combattre nos droits ou pour les éluder, ainsi qu'ils font au procès ci-dessus mentionné relativement à la jurisdiction dans l'église et cimetière y accusés.

L'humiliation et autres désordres, qu'ils veullent en faire resulter, sont chimériques et inventés pour couvrir la foiblesse de leurs moiens, qui d'ailleurs pesés avec justice et équité, doivent établir l'jnconséquence de leurs plaintes et de leur demande, vu que le bon ordre exige que dans le territoire du Franc l'officier qui représente la haute justice ne soit post posé à des magistrats qui y sont entièrement étrangers et qui ne travaillent qu'à étendre les bornes de leur jurisdiction; qui dans les commencemens paroissent sans conséquence, et leur fournissent dans la suite des armes pour se faire maintenir dans les droits qu'une trop grande complaisance leur a laissé ursurper.

Tel est aussi celui qu'ils demandent dans leur requête, réclamant à cet effet une possession paisible et jmmémoriale, dont ils n'auraient assurément manqué de se prévaloir en justice réglée, s'ils n'eussent assez senti que dans le cas présent, ces moiens ne pouvaient leur être d'aucun appui.

Nous osons donc espérer que Votre Majesté ne trouvera pas équitable d'humilier un chef collège qui n'a fait que ce que tout haut justicier peut et doit faire dans sa jurisdiction, pour en conserver tous les droits en acquit d'un devoir auquel il est lié par la religion du serment, uniquement pour favoriser l'injuste demande d'un magistrat étranger, que nous avons toujours également laissé jouir des mêmes avantages dans la jurisdiction qui lui est confiée.

Nous supplions Votre Majesté, d'aprécier toutes ces raisons et circonstances avec la justice ordinaire, et, renvoiant ladite requête, nous avons l'honneur d'être dans le plus profond respect,

Madame,

De Votre Majesté,

Les très, etc.

Les bourgmestres, etc.,

Signé : J. F. Sôla.

Au conseil privé.

Lecta et approbata jn camer den 20 septembre 1775. Envoié le 22 dito.

L'Impératrice Douairière et Reine.

Chers et bien amés,

Aiant vu l'avis que vous Nous avez rendu le 22 du mois de septembre dernier, sur la représentation que ceux du magistrat de notre ville de Blanckenberghe nous avoient adressée le 16 du mois d'août précédent, nous vous faisons la présente, à la délibération du sérénissime duc Charles-Alexandre de Lorraine et de Bar, notre lieutenant, gouverneur et capitaine général des Pays-Bas, pour vous dire, que nous avons déclaré et déclarons, que ceux du magistrat de ladite ville de Blanckenberghe ne pourront jamais se prévaloir d'aucune possession quelconque, directement ou indirectement, pour prétendre ou fonder quelque droit de jurisdiction sur la partie du territoire du Franc de Bruges, que les bourgois et habitans de Blanckenberghe doivent traverser pour se rendre à leur église paroissiale et pour en revenir, ainsi que pour les processions publiques, qu'ils sont dans l'usage de faire; et que, moyennant cela, les choses doivent rester sur l'ancien pied à cet égard, sans que le *beryder*, ni autres officiers du Franc, puissent s'introduire dans lesdites processions, ni en faire partie; mais que lesdits officiers du Franc devront se borner à veiller, comme ci-devant, à ce qu'il ne se commette ni trouble ni désordre sur la partie susmentionnée du territoire du Franc.

A tant, chers et bien amés, Dieu vous ait en sa sainte garde.

De Bruxelles, le 7 février 1776.

Paraphé Ne v^{t}; *plus bas :* Par ordonnance de Sa Majesté.

Signé : P. Maria.

Au pied était écrit : A ceux du magistrat du Franc de Bruges.

Lecta jn camer den 10^{en} february 1776.

Archives de l'État, à Bruges. Collect. du Franc, *Representatiebouc*, n° 65, fol. 25.

TABLE SYNOPTIQUE DES MATIÈRES.

PAGES.

INTRODUCTION. 587

SOURCES ET TEXTES de la coutume de Blankenberghe. 591

I. Acte de réconciliation des habitants de Blankenberghe avec leur comte Louis de Nevers 593

II. Consultation de la loi de Blankenberghe par laquelle elle reconnaît celle de Bruges pour son chef de sens 603

III. Conflit de juridiction entre le magistrat de Blankenberghe et celui de Mude 603

IV. Conflit de juridiction entre le magistrat de Blankenberghe et celui de la Prévôté de Saint-Donatien 607

V. Traité de hanse entre la ville et port de Blankenberghe et le pays du Franc 609

VI. Conflit de juridiction entre le magistrat du Franc et celui de Blankenberghe 609

CORRECTION.

Une transposition de forme a fait omettre ce passage à insérer au bas de la page 593, après les mots *consulesque nuntii :*

Ex parte ejusdem domini comitis per venerabilem virum dominum Johannem dictum de Brugis, legum professorem, ejusdem domini comitis consiliarium requisiti, si se illa die pro citatis et adjornatis tenent et habent, et si ibidem venerant pro se ipsis et communitate dicte ville, ad audiendum dictum seu ordinationem prefati domini comitis, quod et quam dicere et pronunciare poterat et debebat, virtute submissionis et obligationis, quas dicti burgimagistri, scabini et consules nuntii, necnon communitas ville predicte fecerant predicto domino comiti, super maleficiis et enormibus excessibus ab eisdem et eorum complicibus contra ipsum dominum comitem et suos adherentes commissis et perpetratis ; responderunt unanimi voce, quod sic ; et hac responsione facta, sepedictus dominus comes asserens se aliis arduis negotiis occupatum, quod ad villam predictam, pro denuntiacione et publicatione dicti seu ordinationis sue hujusmodi faciendis, personaliter accedere nequiret, Gerrico de Belsele, tunc temporis baillivo Brugensi, ibidem astanti et presenti precepit, mandavit et commisit ut ad villam prefatam, una nobiscum notariis publicis infrascriptis, personaliter accederet et inibi dictum seu ordinationem prefatam burgimagistris, scabinis, consulibus et communitati ville prelibate nomine suo et pro ipso denunciari et publicari faceret et procuraret, prout et secundum quod in quodam scripto cujus tenor inferius describitur, continebatur ; quod quidem scriptum prenominatus venerabilis vir in manibus suis tenens, ipsum nobis notariis publicis infra scriptis tradidit et porrexit, de mandato domini comitis supradicti. De quibus omnibus et singulis suprascriptis....

NOTE ADDITIONNELLE A LA PAGE 75.

Nous avons exposé, aussi concrètement que le cadre de notre travail le permettait, l'état historique de la puissance maritale dans l'ancienne législation germanique, en suivant les données les plus certaines et les plus généralement adoptées. De nos jours, depuis Savigny et Guérard, les recherches philologiques et ethnographiques ont reculé ces bornes et la question a pris une ampleur inattendue en remontant aux sources primordiales des tribus indo-européennes.

Comme toujours, dans les régions inexplorées des origines lointaines, les systèmes d'interprétation n'ont pas tardé à se heurter et contredire; mais il ne sera pas sans intérêt, croyons-nous, d'appeler ici l'attention sur deux publications récentes où, malgré les oppositions, on retrouve encore la trace de la règle qui réléguait la femme au rang des choses mobilières. Si cette note en mettant le lecteur au courant des dernières investigations de la science, n'avait que ce seul résultat, elle n'en serait pas moins justifiée.

Le livre de M. Kovalevski porte pour titre : *Tableau des origines et de l'évolution de la famille et de la propriété*. M. G. Monod en donne une exacte analyse, dans la *Revue historique*, t. 44, liv. de nov.-déc. 1890, p. 352, en ces termes : « M. Kovalevski a pu établir de près, dans les communes rurales russes, une des formes les plus intéressantes du communisme agraire, et chez les tribus sauvages du Caucase, les restes encore vivaces des coutumes primitives de la race indo-européenne... A ses yeux l'état social le plus ancien auquel nous puissions remonter est celui qui est caractérisé par l'exogamie et le matriarcat. Dans une même tribu les femmes appartiennent indistinctement à tous les hommes et la filiation ne s'établit que par elles; mais les femmes sont toujours prises en dehors de la tribu elle-même. M. K. a retrouvé dans le Caucase des traces très curieuses de l'exogamie et du matriarcat; et il donne dans son second chapitre des preuves nombreuses du rôle joué par la filiation par les femmes chez les nations aryennes. La transformation du matriarcat en patriarcat a été le résultat de la force, du rapt et de l'appropriation individuelle de la femme par l'homme. Cette appropriation a dû être à l'origine de la même nature que celle qui a attribué à des individus forts et intelligents la possession de biens meubles, ce qui a été la première forme de la propriété. La constitution de la famille patriarcale a eu pour consécration les formes solennelles du mariage et le culte des ancêtres, qui devait avoir de si grandes conséquences pour le développement des cités antiques. La famille patriarcale est d'abord constituée sur la base d'une

association étroite de tous ses membres, et ce n'est que peu à peu que se dégagent l'autorité maritale et paternelle, et la subordination de tous les membres de la famille à un chef. Le développement du patriarcat, qui correspond au développement de la vie agricole, a pour corollaire la possession collective de la terre par les groupes familiaux. Ce n'est que postérieurement que se développe le communisme agraire, la commune rurale, soit lorsque la famille s'étend au point de devenir une communauté, la tribu, soit lorsque les membres de la famille subordonnée au chef sont investis de certains droits de propriété, de tenure ou de culture. De même que la famille patriarcale donne naissance à la famille individuelle par la dissociation de ses éléments, la collectivité agraire de la famille ou de la commune donne naissance par des partages à la propriété individuelle. On trouvera dans les leçons 13, 14 et 15 des observations et des considérations très intéressantes sur la formation et la dissolution en Europe, et particulièrement en Russie, des communautés agraires.

« Le vaste sujet traité par M. K. soulève bien des questions. On se demande sur quelles bases se sont formés primitivement les groupements des tribus qui pratiquent l'exogamie. On ne voit pas pourquoi la propriété collective de la terre aurait un caractère exclusivement patriarcal et ne serait pas pratiquée par les tribus à l'époque du matriarcat. On se demande si réellement l'appropriation par le travail a joué dans les origines de la propriété un rôle aussi exclusif que le suppose M. K., et si la force n'a pas eu une part plus grande qu'il ne le dit à l'évolution des sociétés ; si de très bonne heure l'élément militaire n'a pas eu à côté de l'élément religieux, familial et agricole, une influence considérable. Les sociologistes semblent oublier parfois que l'homme est essentiellement un animal « politique » ; or, dans la politique, c'est la force, c'est-à-dire d'une part le besoin d'autorité, de l'autre le besoin de protection, qui tient la première place... »

Ces observations sont judicieuses et ébranlent fortement la thèse de M. Kevalevski.

Le livre de M. Delbrück est intitulé : *Les noms de parenté indo-germaniques*. M. V. Henry en a rendu compte dans la *Revue critique d'histoire et de littérature*, livr. du 4 août 1890, n° 31, en ces termes :

« Nos ancêtres indo-européens ne nous ont laissé d'autre témoin de leurs mœurs et de leurs institutions sociales, que leur langue reconstruite pièce à pièce par la philologie contemporaine. Tel est pourtant l'attrait de ce passé inconnu, que plus d'une tentative a déjà été faite pour évoquer de ses cendres le génie primitif de notre race ; aucune plus habile et plus heureuse que celle de M. Delbrück. Son but a été surtout de réagir contre une de ces généralisations brillantes et hâtives, dont il faut parler avec respect alors même qu'on les condamne ; car elles vivifient un instant ce qui sans elles ne serait qu'une poussière de faits isolés, et, lorsqu'elles disparaissent enfin devant une vue plus saine et plus exacte, elles gardent encore l'éternel mérite de l'avoir préparée. Je crois, avec M. D., qu'après son étude, la thèse du matriarcat indo-européen a vécu, ce qui d'ailleurs n'infirmerait point l'hypothèse, toute gratuite alors, d'un matriarcat antérieur à l'époque la plus lointaine à laquelle nous reportent nos documents.

« Dans la première partie de son livre (pp. 30-161), l'auteur examine les noms des divers rapports de parenté et d'alliance dans toutes les langues immédiatement dérivées de l'indo-européen, et relève les dénominations qui, se retrouvant dans deux branches au moins de la famille, sont par là présumées remonter à la souche commune. De ce travail se dégagent bien

des constatations importantes. Ainsi l'union conjugale, en tant que telle, n'a pas encore de nom chez nos premiers parents (p. 62) : ils connaissaient certainement la cohabitation durable, permanente, continuée jusqu'à la mort; mais elle n'avait pas encore revêtu l'aspect d'une union contractuelle, qu'un régime monogame pouvait seul lui donner. Il est aussi bien curieux de voir (p. 67) que le mot « veuf » paraît être dans toutes les langues une création postérieure, tirée par flexion ou autrement de celui qui signifiait « veuve », en sorte que ce dernier seul serait primitif et que l'état de veuvage n'aurait eu de nom en indo-européen que par rapport à l'épouse. Ce fait cadre bien avec l'interdiction, pour la femme, de la polygamie, non-seulement simultanée ou polyandrie (p. 163), mais encore successive, ou, autrement dit, des secondes noces (p. 175), toutes prohibitions inconnues à l'époux...

« En dressant la statistique des noms de parenté, M. D. ne pouvait manquer de s'engager sur le terrain périlleux de l'étymologie. Il s'y meut avec aisance et avec une sage réserve. Il aime mieux ignorer que de hasarder une dérivation de pure forme qui n'ajoute rien à la valeur connue d'un vocable, et ne croit point, comme il le dit, qu'un mot soit expliqué lorsqu'on est parvenu à le suspendre tant bien que mal à quelqu'un de ces porte-manteaux étiquetés qu'on dénomme « racines ». Il rejette à peu près en bloc (pp. 6-7) les étymologies séduisantes et surannées, qui faisaient du « père » le « gardien », de la « mère » la formatrice », du « frère » le « *supporter* », et ainsi de suite...

« Dans sa deuxième partie (*sachlicher theil*), l'auteur a réuni les principales particularités que nous révèlent les livres rituels sanscrits, sur le mariage, les rapports légaux des époux et le rang de préséance des divers membres de la famille. Il va sans « dire que ces documents ne valent, à proprement parler, que pour l'Inde; mais ce sont, faute de mieux, les plus rapprochés de la période indo-européenne et ceux qui, le mieux, en réflètent les usages. M. D. les utilise avec l'esprit critique et la subtilité d'interprétation d'un maître à qui la vieille littérature de l'Inde est depuis longtemps familière... »

Voici, du reste, la partie des conclusions du beau travail de M. Delbrück, qui est relative à notre sujet :

« Pour ce qui concerne les rapports matrimoniaux de l'Inde ancienne, il a été démontré que la *polygamie* existait à la vérité, mais non pas dans le sens qu'un homme eût plusieurs femmes également légitimes juridiquement. L'une d'elles était l'épouse principale. Spécialement, elle était la compagne du sacrifice. Il est probable que dans cette période des temps primitifs, laquelle a fait l'objet exclusif de cette étude, les choses ne se passaient en réalité pas autrement. La *polyandrie* est un fait avéré dans l'Inde; mais il n'existe aucun fondement pour justifier l'opinion qu'elle fut une tradition des temps héroïques (*proethniques*). L'époux n'était pas, comme nous le regardons maintenant, obligé vis-à-vis de sa femme à la fidélité conjugale; mais la femme l'était vis-à-vis de son époux. Dans quelle mesure ce devoir a-t-il été observé en réalité, il est bien difficile de formuler un jugement sur ce point. Mais je crois avoir établi que l'idée que la femme appartenait exclusivement à son époux et à nul autre, avait dominé dans l'esprit des Indiens et s'était réalisée dans leurs institutions. Nulle part nous n'avons découvert des traces dans les antiquités indiennes, qui permettraient de déduire qu'à l'origine la femme était la possession commune de plusieurs maris... »

Il y a quarante ans, M. Kœnigswarter, dans ses *Études historiques sur le développement de la société humaine,* avait formulé les bases principales du premier système en ces termes :

« Le *prix d'achat*, le *don du matin* et le *douaire* représentent trois époques successives de l'émancipation de la femme.

« Dans la première, si le prix donné n'est plus la composition du rapt, ou la valeur de la fille même, il est au moins payé pour la garde, pour le pouvoir que le mari acquiert sur son épouse. Si la femme n'est plus esclave, elle est au moins encore l'inférieure de l'homme.

« Dans la deuxième phase, le don du matin révèle déjà des sentiments plus dignes et plus tendres ; le mari cherche à indemniser l'épouse de la perte de sa virginité. C'est l'expression du bonheur, de la passion satisfaite.

« Enfin le douaire vient révéler le véritable amour conjugal, qui, étendant sa sollicitude au delà de la tombe, donne à la veuve, à la mère de famille, une position digne et indépendante.

« Edmond régna sur les Anglo-Saxons de 940 à 945. Ses lois témoignent du progrès de la civilisation à cette époque.

« Le futur est obligé, à l'époque de ses fiançailles, de fixer ce qu'il donnera à sa femme, lorsqu'elle se sera prêtée à ses désirs : le *don du matin;* et ce qu'il lui destine, si elle venait à lui survivre : le *douaire*. Ainsi, au lieu du prix d'acquisition qu'on donnait aux parents de la mariée, c'est la dot qui revient à la femme elle-même.

« L'achat des femmes fut la première formule du mariage du genre humain. Il remplaça l'état sauvage, où l'homme ravissait l'objet de ses désirs.

« Ce que l'homme paya d'abord aux parents était le prix d'une chose, car la femme commença par être considérée comme objet de volupté, avant de s'élever, par une émancipation lente et graduelle, à être la compagne et l'égale de l'homme ; ou bien, c'était la composition du rapt, si le consentement des parents n'avait pas d'abord été obtenu. Devenu ensuite le prix du consentement, les parents sont obligés de le partager avec la fiancée même, là où son propre consentement commence à être nécessaire. L'amour fait naître le *morgengabe,* le don du matin ; la reconnaissance et la prévoyance de l'époux et du père de famille, le douaire. Le christianisme ayant donné au mariage la nature du sacrement, fit complètement disparaître l'ancienne forme de contrat ; l'idée de l'achat disparut, mais le *douaire,* que les capitulaires, les conciles et toutes les lois des nations modernes ont considéré comme un des points les plus essentiels du régime des biens entre époux, est né de l'ancien prix d'achat et du don du matin. »

Ainsi donc, avant d'être la « compagne et l'égale de l'homme », la femme était le prix d'une « chose », un « objet de volupté » ; et l'achat suivit le rapt.

M. Glasson croit avoir retrouvé ces usages chez les anciens Gaulois, en invoquant l'autorité de César, et il s'exprime ainsi dans son *Histoire du droit et des institutions de la France,* t. III, p. 53 :

« Par l'effet du *mundium,* le mari acquérait des droits sur la personne et sur les biens de sa femme ; c'est la plus ancienne source de notre puissance maritale. Le mari n'avait certainement pas le droit de vie et de mort sur sa femme. Ce droit existait chez les Gaulois, comme nous l'apprend César et ce même historien semble bien nous dire un peu plus loin qu'il en était autrement chez les Germains, car il relève avec soin que les mœurs étaient différentes chez les deux peuples (*De bello gallico,* lib. VI, cap. 19 et 21). Tacite, comme nous l'avons vu, ne parle pas davantage de ce droit exorbitant : il ne permet, on s'en souvient, de sévir

contre une femme qu'au cas d'adultère et c'est encore le droit consacré par le capitulaire de 829 (chap. 3).

« De même la loi lombarde défend au mari de tuer sa femme ; il n'échappe à une peine que s'il avait une juste cause d'excuse : *Non licet eam* (scilicet uxorem) *interficere ad suum libitum sed rationabiliter* ». (*Form. ad edict. Roth.*, 201. Cf. Édit. de Rotharis, chap. 200. Voy. aussi la loi des Visigoths, III, 4, 5). Il était déjà très grave de permettre à un mari de tuer impunément sa femme dans certains cas déterminés, peut-être parfois comme représentant d'une sorte de justice domestique. Aussi ne faut-il pas aller plus loin et prétendre, comme l'ont dit certains auteurs, que le mari avait un droit absolu de vie et de mort sur sa femme comme sur ses enfants. Aucun texte du temps ne fait allusion à une prérogative aussi monstrueuse... »

Mais il reste à voir si les passages de César ont réellement la portée qu'on leur assigne, et à prouver comment les traditions gauloises se seraient infiltrées jusque dans les régions occupées par les Ménapiens, de race germanique, où était situé Rodenbourg, et comment elles y avaient acquis force de loi ; ce qui, en définitive, serait une exception à la thèse de M. Glasson, s'il ne la renverserait pas.

Que la sujétion de la femme ait existé chez les Barbares et les peuples primitifs, c'est là un fait anthropologique qui paraît indéniable en histoire ; mais que cette dégradation soit descendue jusqu'à l'avilissement du matriarcat et qu'elle se retrouve sous cette forme dans toutes les souches indo-européennes, c'est une chose si cruelle qu'on ne la constate même pas chez les anthropophages du continent noir. En effet, nous venons de lire cette correspondance d'un de nos compatriotes, qu'on dirait écrite pour cette dissertation.

« ... Et maintenant, l'ai-je décrite à fond, la misère de l'esclavage africain ? Non, car il y manque ce trait final tiré de la constitution du mariage. Un homme libre a des épouses et femmes esclaves. Les épouses sont des femmes libres qu'il a obtenues de leurs parents au prix ordinaire de trois esclaves mâles, une centaine de mitakos, une bouteille et quelques colliers de perles. Quant aux femmes esclaves, achetées dans une tribu éloignée et à un prix beaucoup moindre, elles ont perdu leur liberté par la guerre, le vol ou le rapt. Parmi les épouses, l'une, la préférée, jouit sur les autres d'une certaine autorité.

« Les femmes esclaves, condamnées d'ailleurs aux plus rudes travaux, ont toujours suspendue sur la tête l'épée de Damoclès. A l'étang de Ndolo, pas bien loin d'ici, lorsqu'une femme libre devient mère, le mari égorge une femme esclave, la fait rôtir sur un grillage en branches de palmier (le même sur lequel on boucane le poisson), et chaque jour, sert à la mère, pour la fortifier, un peu de cette viande, la meilleure des viandes, » que le blanc mangerait, s'il savait comme elle est bonne ». (Lettre de M. Cambier, miss. apost. au Congo, datée de Mpombou, 27 juin 1890 et insérée dans les *Missions en Chine et au Congo*, livr. de décembre 1890, p. 363.)

Enfin, ce qui réduit à néant la théorie du matriarcat, c'est la démonstration des rapports légaux des époux et de la constitution de la famille, tant dans la lignée paternelle que maternelle, à laquelle M. Delbrück arrive par l'analyse critique des textes des Apastamba, Taittiriya, Maitrayani, et autres livres rituels zends et sanscrits ; et qu'il résume en ces termes :

« La règle que l'on observe encore de notre temps, qui resserre les liens de famille à mesure

qu'on en remonte les degrés et qui augmente les témoignages de dignité sociale, se constate chez les Indiens. Nous en avons cité des exemples dans le règlement sur les modes de salutation, le régal de dragées fines offert au visiteur et la souillure occasionnée par la mort des parents. Puis, quant à la formation des familles particulières, nous avons relevé les points suivants. Le *père* et la *mère* sont, pour les enfants, les personnes les plus respectées, la mère à un degré plus élevé, comme cela paraît avoir existé dans l'Attique. D'autre part, on n'a découvert, chez les tribus primitives, aucune trace que la femme aurait occupé la position qui lui serait dévolue à l'intérieur de la famille-maternelle (Mutterfamilie) ou dans le matriarcat. Parmi les parents, on compte dans le cercle le plus restreint de la famille les *frères et sœurs aînés*, et spécialement les frères aînés. Quand à la situation des *grands parents*, il en est à peine fait mention. Cependant, il est à présumer que dans le cas d'une habitation commune sur la même terre, qui au reste semble avoir été le plus ordinaire, les aïeux ne jouissaient pas d'une moindre préséance que les père et mère, de façon que les règles observées par ceux-ci s'appliquaient également aux aïeux. Après les parents, le rang immédiat est occupé par le *frère du père*. Tous ceux qui sont liés par la filiation du même père, grand-père ou arrière-grand-père forment la *parenté* dans le sens propre du mot, *die Sapinda's*.

Par la mort de l'un d'eux, la famille est souillée pendant sept jours. Mais par la mort des plus proches alliés de la mère, le terme de la souillure est borné à trois jours. A ces plus proches alliés appartient naturellement le *frère de la mère*. Nous en avons parlé dans un dernier chapitre ; il a été établi qu'on ne le trouve dans la hiérarchie des préséances que pendant le moyen âge indien et qu'il s'y est avancé avec le cours des temps. J'ajoute ici que nous voyons un développement analogue chez les Germains, où, d'après le témoignage connu de Tacite, le droit de succession était resserré d'abord dans la parenté établie par la souche masculine, mais que le frère de la mère avait déjà pris rang à côté des enfants, comme dans le moyen âge indien. »

Après cette démonstration, on peut dire avec le savant orientaliste : « Die Schlüsse, welche ich in dieser Arbeit gezogen habe, bieten also ein völlig anderes Bild, als dasjenige, was sich nach den Vermuthunger der Anhänger der *Mutterrechts-Theorie* ergiebt. »

La Bibliothèque
Université d'Ottawa
Échéance

The Library
University of Ottawa
Date due

a39003 002042678b

CE DH 0403
.R3 II-6 1890 V001
COO BELGIQUE. CO COUTUMES DE
ACC# 1077371

U D' / OF OTTAWA
COLL ROW MODULE SHELF BOX POS C
333 08 06 01 15 17 5